
UNIVERSITY
OF
TORONTO
LIBRARY







ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

RECUEIL

PUBLIÉ AVEC AUTORISATION DE S. M. LE ROI

PAR

Mr. G. GROEN VAN PRINSTERER

ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

CINQUIÈME SÉRIE

PUBLIÉE AVEC AUTORISATION DE S. M. LA REINE

PAR

Le Directeur des Archives de la Maison Royale

F. J. L. KRÄMER

Docteur ès Lettres, Ancien Professeur à l'Université d'Utrecht

TOME II

1779—1782

LEYDE

A. W. SIJTHOFF

1913

Les événements et les complications politiques, auxquels la période des années 1779—1782 emprunte son importance toute particulière, sont trop connus pour qu'il soit utile de les rappeler au long, d'autant plus que les correspondances, publiées dans ce deuxième volume de la cinquième série des Archives de la Maison d' Orange-Nassau, prouvent suffisamment que le gouvernement de la République ne prenait qu'un intérêt assez médiocre à plus d'une affaire sérieuse.

Il y a d'abord la question de la succession Bavaroise qui menaçait le repos de l'Europe depuis 1777 et ne trouva sa solution que deux ans plus tard, par la paix de Teschen. Assurément cette solution ne pouvait être indifférente aux Provinces-Unies, liées à l'Autriche par leurs anciennes alliances et à la Prusse par le mariage du prince-stadhouder et par l'intérêt que leur présentait l'amitié d'un roi aussi puissant que Frédéric II. Cependant on ne peut se dissimuler que les correspondances des chefs de la politique extérieure ne trahissent pas beaucoup de sollicitude: c'est à peine si les lettres touchent en passant la conclusion de la paix.

C'est la même chose avec la question du coadjutorat de l'archévêché de Cologne c. a. en 1780, qui excita de nouveau la jalousie des Maisons de

Prusse et d'Autriche. Le trop ardent envoyé Thulemeier ne se lassait pas de tracasser le stadhouder, le conseiller-pensionnaire, ainsi que les personnages de crédit à Amsterdam et ailleurs, de ses instances et de ses mémoires, dans le but de les gagner et de les engager à seconder les efforts de sa cour, en faisant valoir l'importance de l'évêché de Munster, situé aux frontières de la République. Certes on ne négligeait pas tout à fait cette affaire, on finit même par se décider à des missions secrètes qui tenteraient de sonder les sentiments des châpitres et de gagner des voix: telle fut la mission du chambellan du prince, Van der Borch, à Liége. En effet l'élection d'un coadjuteur n'était point indifférente, sinon pour le moment, du moins pour l'avenir, l'archévêque ayant atteint un âge assez avancé, mais encore on avait à ménager l'opinion du roi Prussien, qui réclamait l'appui des Provinces au moment où la guerre imminente leur rendait plus précieuse que jamais l'amitié d'une puissance aussi respectée.

Toutefois ce n'étaient pas les affaires de pareille nature qui occupaient l'esprit du stadhouder et de ceux qui dirigeaient avec lui la politique de la République: ils concentraient leurs réflexions et leurs considérations sur les difficultés toujours croissantes, que leur causait la rébellion des colonies Américaines, la guerre maritime entre l'Angleterre et la France avec son alliée l'Espagne, éclatée depuis peu, enfin les différends avec le gouvernement Anglais au sujet

du convoi des vaisseaux marchands, chargés de soi-disant contrebande, spécialement de bois de construction, qui menaient à la déclaration de la guerre au mois de Décembre 1780.

Tout le monde connaît l'histoire de cette période, non seulement en tant qu'elle concerne la politique internationale et les peripéties de la grande guerre qui décida de l'indépendance des états Américains, mais aussi en tant qu'il s'agit des troubles intestins, à jamais déplorables, qui déchiraient la République des Provinces-Unies et les entraînaient à leur chute; en tout cas les matériaux historiques, publiés dans le temps même et répandus en grand nombre, ainsi que les récits des événements et des détails de la discorde civile, sont à la portée de quiconque s'intéresse à les connaître.

Cependant, encore que les documents officieux et les sources imprimées ne fassent pas défaut, ou plutôt abondent, l'histoire intime du temps des patriotes ne saurait prétendre que ses bases sont assez solides. Longtemps les recherches historiques ont été consacrées à l'époque du seizième siècle, ensuite à celle du dix-septième, et ce n'est que de nos jours qu'on a commencé à s'occuper des périodes plus récentes et à recueillir les matériaux qui pourraient servir à l'étude de leur histoire. Or, il va sans dire que parmi ces matériaux ce sont en premier lieu les mémoires et les correspondances privées qui fixeront l'attention des historiens, et c'est précisément ce besoin de sources de premier ordre qui doit faire regretter

que les archives du prince Guillaume d'Orange et les Mémoires de Hardenbroek n'ont pas encore été exploités, ou du moins ne l'ont été qu'en partie. Quant à ces Mémoires, tout prolixes qu'ils sont, ils ont une valeur inestimable pour la connaissance du temps de l'auteur, et tout jugement qu'on prononcerait sur les personnages qui avaient la direction des affaires, soit parmi le parti stadhoudérien, soit parmi celui des patriotes, sans avoir étudié ces précieux témoignages des contemporains, devra être réprouvé comme sujet à caution. A plus forte raison il est juste de s'attendre à ce que les historiens se souviendront désormais des archives du prince d'Orange, négligées jusqu'ici, et ne se contenteront plus de puiser à des sources étrangères.

Les documents entassés dans les dossiers des archives du prince Guillaume V sont extrêmement nombreux, ce qui ne surprendra pas si l'on se souvient que le prince d'Orange avait l'habitude de traiter les affaires principalement par écrit et de correspondre par lettres officielles même avec les personnages qu'il avait tout près de lui, comme par exemple le conseiller-pensionnaire qui résidait, du moins pendant les sessions des Etats, dans sa tourelle à côté du palais stadhoudérien.

Après ce qui a été dit dans les préfaces des volumes précédents il est inutile d'observer que les correspondances et documents, réunis dans le tome second de la cinquième série, ne sont qu'un triage; seulement il faut que j'ajoute que ce

triage a été fait avec soin, et que les pièces, déjà designées à la publication, et les copies déjà préparées pour la presse ont été examinées, et maintes fois augmentées, supprimées, abrégées, selon que le but de la publication me semblait l'exiger.

Comme il a été remarqué dans la préface au tome premier, la correspondance entre le prince et le duc de Brunswic fut interrompue à la fin de l'an 1778: les liasses ne contiennent point de lettres de la période du 31 Décembre de cet an jusqu'au premier Juillet 1780, à l'exception d'un très petit nombre de copies ou de lettres d'un commis, portant la signature du duc, et de deux ou trois billets autographes — le tout sans intérêt quelconque, ne traitant que d'affaires sans conséquence. Dès la date du premier Juillet la correspondance fut reprise et l'echange de lettres journalières recommença et fut continuée comme de coutume. On ne saurait douter que cette interruption d'une année et demie ainsi que la reprise n'aient eu leur raison particulière, mais la correspondance ne donne pas d'éclaircissement à cet égard, de sorte qu'on en est réduit aux suppositions, ce qui est d'autant plus à regretter que le rôle politique du duc de Brunswic au temps des troubles, causés par la rébellion des colonies Américaines, est loin d'être clair.

Pourtant le caractère des lettres est tel que peut-être il pourrait donner un indice. Déjà la lecture d'une douzaine des lettres de 1780 prouve abondamment le changement remarquable qu'a

subi cette correspondance naguère si confidentielle et si variée. Bien qu'écrites à peu près journellement comme auparavant, elles sont autres, tant en forme qu'en ton et contenu. Les lettres de seize feuilles ont fini, une ou deux feuilles, quelques lignes suffisent: c'est seulement pendant une absence à Bois-le-Duc qu'elles deviennent un peu plus longues. Les expressions sont des plus polies comme toujours, les protestations de respect et d'affection continuent, mais les avis sont conçus en termes aussi discrets que possible, et le plus souvent ces avis ne touchent que des sujets d'administration militaire, tout au plus la question des levées, de l'augmentation de l'armée, du commandement, les affaires enfin qui regardaient le duc en sa qualité de feldmaréchal et exigeaient sa collaboration. Outre celles-ci il n'y avait guère que les questions d'étiquette qui furent soumises au jugement du duc: telle par exemple la réception du comte de Haga. Par contre de la politique il n'y quasi pas de trace dans sa correspondance, et parfois l'auteur évite si soigneusement d'y toucher qu'il s'interrompt dès qu'il est en danger d'oublier la réserve qu'il affecte constamment. Ce n'est que rarement qu'il se décida à émettre franchement son opinion, comme il le fit par exception à propos des propositions de la cour de Russie.

Les pièces diplomatiques lui furent remises de la part du prince aussi régulièrement que jadis, mais très souvent il se contenta de les renvoyer au secrétaire De Larrey, accompagnées d'un billet

de quelques lignes, pour notifier qu'il en avait fait dresser une copie conformément au désir du prince.

Il est peu probable que tout cela n'ait eu quelque raison spéciale, et s'il est permis d'en venir à des suppositions, on aurait lieu d'attribuer le silence, ensuite la réserve du duc à une ferme résolution de ne plus se mêler des affaires politiques depuis le moment où la guerre entre la France et l'Angleterre rendait la situation de la République si délicate et commençait à menacer la position des adhérents de l'ancienne alliance avec la Grande-Bretagne. Il n'y a pas de doute que le duc de Brunswic n'aît désapprouvé les instances du parti qui demandait bruyamment l'équipement de vaisseaux de guerre afin de pouvoir accorder les soi-disant convois illimités, sans se soucier de la défense des frontières, et qu'il n'aît redouté les suites funestes d'une politique qui persistait à braver l'Angleterre après avoir empêché le gouvernement pendant une dizaine ou plutôt une vingtaine d'années de préparer la défense nationale tant par mer que par terre. Ses ennemis l'ont accusé d'intrigues en faveur de l'Angleterre, voire même de trahison, et l'ambassadeur Français, en écrivant à sa cour, ne se borna pas à parler, comme d'une chose reconnue, des „menées sourdes du duc pour multiplier les difficultés", mais répéta et confirma les soupçons du parti patriotique qui proclamait hautement que le duc était à la solde de l'Angleterre et recevait fréquemment de fortes sommes d'argent pour ses services.

Il sera toujours difficile à décider si ces soupçons ont été plus ou moins fondés, et il sera également dangereux d'émettre une opinion fixe à l'égard de la méfiance assez générale, dont on trouve tant de preuves dans les discours, que M. Van Hardenbroek a conservés dans ses Mémoires, mais ce qui est bien sûr, c'est que ces „sourdes menées", cette influence funeste sur le prince, cette Anglomanie du duc, ne se manifestent point dans ses lettres. En se rendant compte de ce que les Mémoires de Hardenbroek racontent au sujet du duc et de ses relations avec le prince, le conseiller-pensionnaire et les autres membres du gouvernement, on a lieu d'admettre que les soupçons ont été, sinon mal fondés, du moins exagérés, que l'influence politique du duc avait déjà diminué considérablement, et même qu'il se tenait à l'écart. L'examen de sa correspondance avec le prince ne peut pas tendre à affaiblir cette opinion.

En considérant ce qui a été dit, on n'aura pas de peine à s'expliquer pourquoi le nombre des lettres du duc, insérés dans ce volume des Archives, est de beaucoup plus petit que celui du volume précédent.

Le dossier des lettres du greffier Fagel ne pouvait contribuer que très peu au recueil de documents, destiné à la publication. Les sentiments du greffier différaient trop de ceux du prince pour que celui-ci pût être porté à lui confier ses réflexions ou lui demander son opinion

et son conseil. Aussi les lettres telles que celles du mois de Septembre 1780 font exception.

Pour reconnaître la valeur des archives du prince d'Orange il faut entreprendre l'examen de sa correspondance volumineuse avec le conseiller-pensionnaire M. van Bleiswijk. Durant la période de la crise qui suivit la déclaration de l'indépendance Américaine, le conseiller-pensionnaire, tout diplomate qu'il fut, se montrait l'ami du stadhouder, et méritait la confiance que son Altesse lui accordait; ce n'est que plus tard qu'il commença à tergiverser. Les lettres du conseiller-pensionnaire, d'ordinaire assez courtes et sèches, expriment les sentiments de l'auteur sans détours et sans scrupules; les opinions qu'il prononce et les conseils qu'il donne sont ceux d'un homme qui sent l'essentiel des affaires et qui ose parler avec l'assurance d'une conviction solide; de plus, on n'a pas de peine à s'apercevoir que l'auteur est un homme avisé et judicieux. Celles du prince sont d'une nature bien différente. Souvent ce sont plutôt des mémoires, des réflexions, que des lettres, parfois même ce sont des complaintes, de sorte que cette correspondance révèle ses pensées et ses considérations les plus intimes.

Ce prince, par trop enclin à l'enfantillage, s'occupant de niaiseries lors même que les difficultés de toutes parts menaçaient d'accabler sa patrie et sa maison, montre dans sa correspondance le côté sérieux de son caractère en s'efforçant de détourner le péril et de lutter contre l'influence pernicieuse du parti qui, par ses bra-

vades et ses imprudences, allait entraîner la patrie, qu'on avait laissé depuis si longtemps sans défense, à une perte certaine. Encore que les lettres prouvent que le prince sentait parfaitement que son autorité se baissait et que la direction des affaires lui échappa, mais qu'il était incapable de résolutions fermes et finissait toujours par tomber en découragement, elles ne peuvent manquer de modifier le jugement par trop sévère, non seulement de la plupart de ses contemporains, mais encore de plusieurs historiens d'une époque postérieure. En lisant les documents qui composent le dossier „Correspondance Van Bleiswijk", dont un nombre assez considérable a été inséré dans ce volume, on se persuade aisément que le prince voyait parfaitement clair dans les affaires de son temps et qu'il ne lui manquait ni le courage ni le zèle, lorsqu'il le croyait de son devoir de proposer les mesures nécessaires tant en politique qu'en administration militaire. Tout en s'efforçant de se rendre compte des raisons pourquoi l'on prêtait plutôt l'oreille aux auteurs et orateurs du parti patriotique qu'aux conseils prudents et souvent sages du parti stadhoudérien, on a de la peine à concevoir comment on a pu persuader le public que le stadhouder se laissait guider par les Anglomanes, voire qu'il l'était lui-même. Or, en temps de troubles intestins le langage le plus effréné est plus facilement écouté que le conseil de la sagesse et la calomnie a rapidement cause gagnée contre la vérité.

Quelques autres dossiers ont servi à compléter et élucider celui de la correspondance du conseiller-pensionnaire, mais pas tous se sont prouvés également inportants et productifs.

Lors de la mission extraordinaire des seigneurs de Wassenaar et Heeckeren à St. Petersbourg en faveur de l'accession des Provinces-Unies à la convention de neutralité, tous les deux donnaient communication au prince de ce qui se passait et de ce qu'ils pouvaient espérer de la négociation, mais leurs lettres, d'ailleurs peu nombreuses, n'ont pas l'intérêt qu'on pourrait le supposer. Cependant elles méritent de prendre leur place à côté des autres, ne fût ce que pour démontrer la fausseté du soupçon que les relations du prince étaient plus confidentielles avec l'un qu'avec l'autre: on pourra en juger en comparant les missives qui ont été insérées.

M. de Berkenrode à Paris n'écrivit que rarement au prince d'Orange, ce qui s'entend, le prince n'ayant aucun motif qui pût le porter à entretenir des relations avec l'ambassadeur à la cour de France, qui poursuivait ses desseins par l'intermédiaire de son propre ambassadeur à La Haye et des régents et marchands Hollandais à Amsterdam et ailleurs.

Quant à la cour de Berlin, il va sans dire que la correspondance entre la princesse et le roi valait mieux que toute autre, et c'est dans celle-là qu'on aurait à étudier les vues du roi à l'égard de la République et la part qu'il a eu aux décisions et aux démarches de son neveu. Dans

la préface au volume premier de cette série il a été expliqué pour quelle raison j'ai dû renoncer à la publication des lettres royales malgré leur importance incontestable; cependant là où ces lettres furent citées par le prince lui-même et soumises au jugement du conseiller-pensionnaire, surtout dans le but de coucher la réponse en termes convenables, j'ai cru qu'il y avait lieu d'en insérer le texte. Pour courtes et peu nombreuses qu'elles sont, on pourra en déduire l'importance de cette correspondance, qui certainement mériterait une publication à part et en tout cas l'examen sérieux des historiens de cette époque.

Pour le stadhouder le terrain de l'action politique était Londres; ainsi c'était avec l'envoyé auprès de la cour Brittannique, le comte Van Welderen, qu'il entretenait une correspondance sinon régulière du moins assez fréquente. Au dossier de cette correspondance a été emprunté un assez grand nombre de missives. Bien que celles-ci soient officielles comme toutes les missives diplomatiques, elles se distinguent par leur franchise et par le ton confidentiel. Aussi il n'y a guère à indiquer un dossier plus propre à révéler les véritables intentions du prince et les efforts qu'il ne se lassa pas de faire auprès du gouvernement Anglais pour prévenir la rupture. On y trouve également la preuve que le mécontentement, que le parti triomphant marquait au comte Welderen, n'était nullement fondé, qu'au contraire par ses instances auprès du roi et des ministres il a fait son possible afin d'éviter la guerre imminente,

tout en défendant l'honneur et les justes prétentions de sa patrie.

Pour élucider mieux encore la conduite du prince et les propositions d'accommodement dont il chargea son correspondant, on a suppléé ces lettres par quelques missives des ministres Anglais, tels que Lord Weymouth et Lord Stormont, au chevalier Yorke, dont celui-ci envoya la copie au stadhouder. Ces missives, exprimant les sentiments du gouvernement Anglais en termes aussi clairs qu'énergiques, ne peuvent avoir manqué d'impressionner le prince qui, tout en s'indignant des mémoires par trop insolents de l'ambassadeur Anglais, sentait sans doute que les protestations du gouvernement n'étaient pas absolument sans fondement.

En comparant tous ces matériaux on ne tardera pas à reconnaître l'intérêt du recueil pour l'appréciation du rôle politique des chefs du gouvernement de la République. Mais outre les dossiers indiqués il y a dans les archives de la Maison royale encore d'autres qui demandaient l'examen. Ce sont d'abord les liasses de copies des lettres interceptées et déchiffrées de plusieurs ambassadeurs et envoyés des cours étrangères à La Haye. Parmi ces liasses c'étaient celles des missives de l'envoyé Prussien Thulemeier[1]) et de l'ambassadeur Français le duc de la Vauguyon qui se prouvaient dignes d'être mises à contribution,

---

[1]) Le nom est Thulemeier, comme le prouve sa signature sous ses lettres autographes; l'ortographe Thulemeyer est fautive.

ces deux ministres étant en relation constante non seulement avec le stadhouder et les membres principaux du gouvernement, mais encore avec les chefs du parti opposé, et rendant compte à leurs cours de tout ce qui leur paraissait de plus important. En effet leurs avis et leur jugement sur les hommes d'état de la République sont bien intéressants, ceux surtout de l'ambassadeur Français, qu'on ne saurait soupçonner de partialité pour le prince d'Orange et ses amis, et qui, en prononçant hautement sa profonde méfiance du duc de Brunswic, n'exprime jamais le plus léger doute de la probité, de l'honnêteté et de la sincérité du prince. Copendant il s'entend qu'en faisant le triage de ces missives, très nombreuses et pour la plupart très longues, il a fallu me contenter de la publication d'un petit nombre, choisi parmi celles de l'importante période de 1780 et 1781, et encore il a fallu en supprimer plusieurs, que mon prédécesseur avait désignées pour l'impression. Quant à celles qui ont été inserées, la plupart ont été laissées intactes, afin que les lettres pussent conserver leur caractère spécial; d'autres ont subi des coupures plus ou moins considérables.

Lorsque déjà une partie de ce volume était imprimée, la Société Historique fit paraître la collection des „Lettres de Thulemeyer", un gros volume de plus de six cents pages, contenant les copies et extraits, que le professeur Fruin avait pris il y a quarante ans, suppléés et augmentés de ceux de l'éditeur, M. Colenbrander. Toutefois

cette publication ne me dispensa pas de l'insertion du petit recueil, destiné à la presse, non seulement parce que quelques-unes des lettres étaient déjà imprimées, tandis que plusieurs autres manquaient dans l'édition de la Société Historique, soit en entier soit en partie, mais parce que le but de l'insertion n'aurait été nullement atteint si cette insertion eût été remplacée par un renvoi. En général il semble préférable pour un recueil tel que celui des Archives de la Maison d'Orange-Nassau de réimprimer des documents de quelque importance que de renvoyer tantôt à une monographie, tantôt à un annuaire, un recueil ou telle autre publication, pas toujours facile à consulter.

En dernier lieu ce volume publie un petit nombre de lettrès remarquables: celles du bourgmestre Joachim Rendorp. Le dossier de ces lettres contient la correspondance depuis l'an 1776, où elle semble avoir été commencée, jusqu'eu 1784, et six ou sept lettres de 1787 et de 1792. Pour les années 1776 à 1782 le dossier n'en compte que vingt-cinq.

Les relations entre le prince et M. Rendorp paraissent avoir eu leur origine dans les affaires de la colonie de Suriname, dont M. Rendorp était un des directeurs; aussi pendant les cinq premières années les sujets des lettres ont principalement rapport à cette colonie. Le ton de l'auteur est discret, le langage est simple, le contenu sans intérêt quelconque. Tout cela change subitement

en 1781, en d'autres termes du moment de son élection à la dignité de bourgmestre d'Amsterdam: l'humilité fait place à l'infatuation, la discrétion à l'hardiesse. On connaît l'auteur par ses Mémoires, on le connaîtra mieux par ses lettres. Ce magistrat nouvellement créé, „devenu homme d'état", que le conseiller-pensionnaire ne pouvait se défendre de railler, semble s'être imaginé qu'il était de son office de pourvoir à tout: il surveillera la flotte et la fera mettre à voile, il poussera la construction d'un port au Nieuwediep, il éloignera le duc de Brunswic, il instituera un conseil de gouvernement. De bonne foi sans doute et bien intentionné, il se voua à la tâche qu'il se proposa, en se promettant de ne ménager personne, et en effet la fougue de son caractère ne se démentit ni dans ses actions ni dans ses lettres et ses propos. Dans toute la correspondance du prince d'Orange on aurait de la peine à signaler les égales des lettres de M. Rendorp. A lire ce qu'un magistrat, qui se dit l'ami du stadhouder, se croyait en droit de lui représenter, et à remarquer le peu de ménagement qu'il y mit, on conçoit mieux les excès du langage de ses ennemis.

Quant au prince, ses réponses, et mieux encore ses lettres au conseiller-pensionnaire, montrent assez clairement combien il se ressentit de la morgue de son correspondant et de sa façon d'écrire si insolite. Ce même ressentiment s'exprime au sujet des invectives de la presse et de la conduite des cours de justice, aussi partiale que faible. Evidemment le prince avait peine à

se persuader qu'avec l'esprit d'opposition le mauvais goût avait fait son entrée et s'introduisit rapidement dans toutes les classes de la société. S'il avait pu connaître ou deviner le nom de l'auteur du fameux pamphlet „Aan het volk van Nederland", dont il fut touché au vif, il n'eût pas tardé à pénétrer la véritable situation.

Le texte des documents a été reproduit exactement d'après l'original, comme dans les volumes précédents, c. à. d. avec les fautes des auteurs ou des copistes et l'orthographe souvent assez singulière, hormis cependant des bévues évidentes, qui ont été corrigées. Au contraire j'ai abandonné le principe de remplacer partout les majuscules à l'exception des initiales des noms et des phrases: en suivant rigoureusement ce principe on s'aperçoit bien vite que les documents, les lettres surtout, perdent qnelque peu de leur caractère particulier et que l'emploi de ces majuscules, soit à dessein soit par négligence, est pour le moins aussi essentiel que l'orthographe, l'un et l'autre constituant, avec l'écriture, en quelque sorte l'individualité du manuscrit. Si jai fait une exception pour les lettres du roi Fréderic de Prusse, dont l'orthographe a été modernisée, c'est que ces quelques lettres n'ont été insérées qu'en forme de notes explicatives, servant á suppléer ou élucider le texte des autres. La signature si caractéristique — „Féderic" — a été laissée.

Les annotations donnent les renseignements nécessaires; elles indiquent aussi les recueils ou les ouvrages, que le lecteur pourrait consulter

pour le texte des résolutions, des mémoires ou des autres pièces officielles, citées dans les correspondances. Si quelque annotation s'est répétée, je prie bien de l'attribuer à l'interruption réitérée de l'impression, si préjudiciable à l'exactitude.

Quelques erreurs, que je remarquai en parcourant les feuilles de ce volume, ainsi que du volume précédent, ont été corrigées dans les Addenda et Corrigenda.

F. J. L. K.

CONTENU

TOME II.

1779.

1780.

1781.

LETTRE CDLXXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'augmentation des forces. Le convoi illimité.

—

Hage, den 18 Maert 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Ik zende U. W. E. G. het conceptplan van de gereproduceerde augmentatie; het is alsof men studieuselijk hadde gezocht uit de augmentatie hetgeene het difficielste zal zijn te executeeren, naemelijk de augmentatie der infanterie. Mij dunkt dat, zoo men tot een plan wilde koomen om te concilieeren de sentimenten nopens de augmentatie, dat zulks zoude moeten gevonden worden met eene geproportionneerde vermindering der voorgeslaegene augmentatie in alle deszelfs deelen, en niet met er van af te laeten de geheele ruiterije.... Er zoude misschien gelegenheit weezen om zich te verstaen op dat point, mits dat het maer was provisioneel en niet gehouden wierde alsof ik verklaert hadde dat daermede het lant in een genoegzaemen staet van defensie was gebragt. Maer op het ander point, naemelijk het onbepaelt convoy, kan ik mij niet conformeeren met de gedachten van de Heeren van Amsterdam, ten minsten tot dat men zich in staat heeft gestelt....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CDLXXXIV.

Le même au même. Le parti Français.

—

Hage, den 19 Maert 1779.

Wel Edel Gestrenge Heere.

Het is niet zonder aendoeninge dat ik gezien hebbe het billet, dat U. W. E. G. van den Heere van Maesdam ontfangen heeft. Die Heer wil zich opwerpen als het hooft van de Fransche partije. Het is goed geprevinieert te zijn, en misschien zal er gelegenheit zijn om, hetzij den Heer van Catwijk, hetzij den Heer van Sommelsdijk [1]), in een goet voetspoor te brengen tusschen hier en toekoomende Donderdagh. Ondertusschen ben ik gedetermineert mijne propositie niet in te trekken, al zoude ik alleen van mijn sentiment zijn, en zal afwachten wat of er van koomen zal, mij niet te reprocheeren hebbende, wijl ik gewaerschouwt hebbe en bij continuatie gevoteert zoo als ik het voor Godt en de geheele natie meene te konnen verantwoorden....

W. PRINS VAN ORANJE.

CDLXXXIV^a.

Copie de la missive de M. van der Duyn van Maasdam au conseiller-pensionnaire. Les sentiments du collège de la noblesse.

—

Hage, den 19 Maert 1779.

Hoog Edel Gestrenge Heer.

Nu kan ik U. H. E. G. verzekeren dat de H^n. Van Catwijk en van Sommelsdijk hetzelfde denkbeelt hebben

[1]) François Corn. van Aerssen, seigneur de Spijk, Sommelsdijk etc., membre du collège de la noblesse depuis 1772.

omtrent de propositie van Z. H. als de Heeren van Wassenaar, van Starrenburg en ik. Indien het nu Z. H^t. bekent was dat Hoogstdezelve in de Ridderschap overstemt zoude worden, zou hij apparentelijk zijne propositie achterlaeten, ten minsten zoude Z. H^t. zich misnoegt toonen, misschien met reede, dat men hem zulks verborgen had en geëxposeert had aen die onaengenaemheit. Ik laete het aen U. H. E. G. discernement, voorzichtigheit en vreedelieventheit over om hiervan zulk een gebruik te maeken als U. H. E. G. zult oordeelen met het best van de zaek overeen te koomen.

A. VAN DER DUIJN..

LETTRE CDLXXXV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Résolutions de la ville d'Amsterdam au sujet de l'augmentation.

—

Doorlugtigst Vorst en Heere.

Ik heb desen avont laat bij mij gehad de Heeren burgemeester Hasselaar en pensionaris Van Berkel, die mij ouverture gedaen hebben van de resolutie van haer vroedschap over de propositie van U. D. H., in substantie op niets anders uitkomende dan op een persistit bij het declinatoir advis omtrent de augmentatie, egter nu onder die schijn gecoloreert, dat men nopens het quantum voor de landmagt wel alle faciliteit wil gebruiken, mits een gelijk quantum bij een vaste post voor de marine op de Staat van oorlog gebracht werde. Wijders oordeelt men de equipage van 32 scheepen sufficient, en men insteert met verdubbelde ijver op onbepaalt convoy.

De conversatie is zeer kort geweest, terwijl die Heeren beiden niet gedisponeert scheenen om in veel particulariteiten te koomen....

A. VAN BLEISWIJK.

(*En marge de la main du prince*):

Beantwoort met te danken voor de communicatie van zijne conversatie met de H^{n}. van Amsterdam, met betuiginge dat, als haer sentiment moet bovendrijven, ik het aenzie als het grootste ongeluk, dat aen onze republiq overkomen kan, en dat het is alsof het bij haar gemeent is om de Republicq te ruïneeren, Godt biddende dat het tegengegaan kan worden en dat Z. W. E. G. eene conclusie zal kunnen tegenhouden, die de ruïne van het Vaderlant na zich kon sleepen....

W. PRINS VAN ORANJE.

CDLXXXVI.

Copie d'une missive de M. Van der Duyn van Maesdam au conseiller-pensionnaire. Refus d'une proposition.

Hage, den 24 Maert 1779.

Hoog Edel Gestrenge Heer.

.... Hebbe tot heden toe getragt mijn advis omtrent de zaeken.... conform aen dat van Z. Doorl. Hoogheit uit te brengen, doch.... vinde mij, tot mijn overgroot leedwezen, genootzaekt in 't tegenwoordigh geval daarvan te devieeren en te moeten verklaeren mij niet met Hoogstdeszelfs propositie te kunnen conformeeren, alzoo mij, onder correctie, voorkomt dat het inevitabel effect daarvan zoude zijn ons met Vrankrijk in eene gevaarlijke oorlog in te wikkelen

of tot de allerhumilianste démarches dwingen, om die voor te koomen.

De Republicq kan in dit oogenblik tegen niemant anders te land wapenen als tegen Vrankrijk. Vrankrijk kan en zal zulks niet dulden en zoude buiten twijffel een aanzienlijk leger op onze frontieren en misschien binnen korten in ons lant voeren. Wie zal het beletten? Waer zijn onze geallieerden? Hier koomt noch bij de exorbitante kosten, waerop de Republicq door zulk een importante augmentatie gejaegt zoude werden; kosten, tegenwoordig meer dan nootzaekelijk voor het in staet brengen van de marine....

A. J. VAN DER DUIJN.

CDLXXXVII.

Copie d'une missive du conseiller-pensionnaire. Réponse à M. Van der Duyn van Maesdam.

—

24 Maert 1779.

Hoog Edele Gebooren Heer.

Mijne dankzegging aen U. H. E. G. voor de communicatie van haer advis betuigende, neem ik alleen de vrijheit te remarqueeren, dat bereits in July van het gepasseerde jaer in het alstoen voorgestelde plan van augmentatie door de Heeren van de Ridderschap met volle eenpaerigheit is geconsenteert en dat dit consent niet gevoeglijk aen eenige retractatie onderhevig kan zijn....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CDLXXXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La résolution de la province de Hollande.

—

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Hoezeer het poinct der legale kennisgevingen van de te neemene Hollandsche resolutie aan den ambassadeur van Vrankrijk volmaakt conclusibel is met de pluraliteit, al stont die pluraliteit ten dien opsigte niet gunstiger als van tien tot neegen, en hoezeer ik niet verwagt dat 't Hof van Vrankrijk alleen op eene resolutie van Holland het edict zal intrekken, zoo geloof ik egter dat het ten overvloeden dienstig zal zijn dat er bij de Ridderschap nadere precautien werde genoomen, waertoe ik zoude proponeeren dat de wel geïntentionneerde leeden van het corps elk afsondelijk voor het aangaan der Staatsvergadering door U. D. H. wierden onderhouden. Deze precautie koomt mij voor ten volle sufficient, als zullende in allen gevallen van dit effect moeten zijn, dat het point der kennisgeving aan den ambassadeur van Vrankrijk tot een nadere deliberatie op morgen zal moeten werden gerenvoieert....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CDLXXXIX.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Nouvel effort auprès de la cour Anglaise.

—

La Haye, ce 20 Mars 1779.

Monsieur.

.... Les affaires vont ici de mal en pis, et si l'Angeterre ne veut pas nous montrer quelque facilité,

tout est perdu pour elle dans ce païs-ci. Le parti des Amsterdamois a prodigieusement gagné du terrain dans cette province; toutes les grandes villes se sont jointes à elle, étant engagées à cela par l'effet du maudit édit de la France. Je me suis donc vu forcé de remettre la note ci-jointe ce matin à Mr. Yorke, avec prière de l'envoyer à sa cour. Je vous en envoye la copie afin que vous en soyez informé au cas que quelcun du Ministère vous en parle. Dieu veuille qu'elle fasse effet, car c'est ma dernière ressource, et si l'Angleterre ne veut pas assister ceux qui tâchent d'empêcher les démarches qui pourroient lui causer des désagrémens, je ne vois plus comment mener la barque à bon port et il faudra souffrir que les convois soyent accordés indistinctement, comme la France l'exige, et l'influence de cette couronne deviendra prépondérante en ce pays; elle y est déjà au point que dans le corps des Nobles d'Hollande ma voix a du décider la pluralité et j'ai été sur le point de me voir forcé de conclure contre mon sentiment un avis conforme à celui de la ville d'Amsterdam. Le crédit que la France acquerrera dans ce pays, si je me vois obligé de plier, fera plus de mal à l'Angleterre que le chanvre et le fer que nos vaisseaux pourroient porter en France, et il me paroit qu'il seroit de leur intérêt de faire ce que je leur propose, et c'est presque autant leur intérêt que le mien qui me fait désirer ardemment que ma proposition soye acceptée et que le Roi veuille considérer la situation où je me trouve et les désagrémens que j'aurai si je succombe aux efforts du parti François, et que le parti de la bonne cause sera en ce cas là entièrement écrasé....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE CDXC.

Le ministre Lord Weymouth à l'envoyé Sir Ios. Yorke[1]. *La question des convois.*

—

St. James's April 6th 1779.

Sir.

....The very little appearance there is at this time of the Prince of Orange's good intentions meeting with the success which they deserve, or of the party He espouses gaining any additional weight in the present distracted state of the Republicq, cannot but be very alarming to His Majesty, who sees with the greatest concern that many of the members are, either by inclination or inattention to the true interests of their country, led by the intrigues of France to promote measures, which may be attended with the most dangerous consequences, and His Majesty is too seriously attached to the welfare of the Republicq, not to feel greatest anxiety at every step which has a tendency to the diminution of that happy understanding, which has so long subsisted to the mutual benefit of both countries; and the resolution, which appears so likely to take place, of granting convoys, even in the most confined latitude, cannot fail to produce the most unhappy consequences.

The positive instructions, which have been given, not to intterrupt the innocent trade of the subjects of the Republick, have been so carefully observed, that there has hardly beene one cause of complaint. This being the case, convoys are certainly not necessary; and whatever may be alleged in support of

[1]) *Copie, conservée avec les lettres de Sir Yorke au prince.*

the measure, we cannot be made to believe that the Republick will be at the expence of equipping a number of ships of war for the defence of a trade, with (sic) does not meet with interruption.

The meaning of the word convoy implies an apprehension and carries with it at least an unfriendly appearance, and in the eyes of Europe it will be considered as a signal to other Maritime Powers to follow the exemple. It has frequently been urged, and with great truth, that the subjects of the States-General meet with greater indulgence than those of other neutral powers: if therefore they should unfortunately come to the resolution of sending men of war as convoy to their trading-ships destined for the ports of France, it can only be considered by us as done with the determination to protect those branches of commerce, which, we have so repeatedly declared, we cannot, consistently with our own security, permit them to supply ennemies with.

I am persuaded Your Excellency will have made use of every argument, which can be suggested on this most important subject, to the Prince of Orange and the Dutch Ministers; but I am commanded by His Majesty to direct Your Excellency to repeat, in the most explicit, though in the most temperate and friendly terms, the absolute necessity, His Majesty finds Himself under, of not permitting ships, having naval stores on board, although they should be accompanied by ships of war, to go to the ports of France.

His Majesty's invariable attachment to the Prince of Orange and constant friendship for the Republick are too well known to require any explanations; but at the time you make this declaration, which the security of this country requires, and the state of parties in the Republick seems to make necessary,

you will give the strongest assurances, that the King adheres with too much generosity and liberality to the same good wishes for the prosperity of the Republick, to alter His sentiments, though some of the Provinces have abandoned their true interests, and are, in effect, taking part with His Majesty's ennemies, at the same time that they are professing to support the neutrality of the Republick....

WEYMOUTH.

LETTRE CDXCI.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Même sujet.

La Haye, ce 16 Avril 1779.

Monsieur.

....Il est fâcheux que le mémoire, que Mr. Yorke a présenté, ne l'aye pas été six semaines plus tôt, auquel cas j'aurois voulu répondre que la pluralité auroit tenu bon en Hollande. Je travaille autant qu'il m'est possible pour éluder les menées de la France en faisant persévérer les autres provinces dans le bon parti et d'empêcher par là que la résolution de Hollande ne devienne résolution de la Généralité, auquel [cas] je serois obligé, comme amiral- général de l'Union, de déférer aux ordres des Etats-Généraux et d'accorder les convois illimités. Il auroit été bien à souhaiter que de la part de l'Angleterre on voulût être content si la résolution du 19 Novembre [1]) étoit continuée provisionnellement, car il est impossible que je puisse jamais réussir à faire exclure toutes ammunitions navales des convois, puisque sous ce nom général

[1]) Ordonnant la suspension du convoi des vaisseaux à bois.

presque toutes les branches de commerce peuvent être comprises. Vous m'avez envoyé les ordres données en 1745, qui explique[nt] que les seules marchandises, que les Anglois comprennent sous le nom d'amunitions navales sont: large masts, yards, anchors and cables of a size to be used on board ships of war. Je n'entends pas le mot de yards et si ce sont des bois de construction ou non. Si j'étois sûr que les seuls articles, que l'Angleterre comprenoit sous le mot d'amunitions navales outre les bois de construction, étoient des ancres fabriquées et des câbles d'une taille à ne pouvoir être employés que pour des vaisseaux de guerre, je tâcherai[s] de faire comprendre ces deux articles sous les objets qu'on ne prendroit pas sous convoy. Je ne réponds pas de réussir, mais pour que je puisse tenter la chose avec quelque apparence de succès, il faudra[it] que le Roi voulût avoir la bonté de faire présenter un mémoire explicatoire du premier, ou du moins de me faire sçavoir, d'une manière assez authentique pour que j'en puisse faire usage, que ce sont les seuls articles qu'ils ne pourroient laisser passer sous convoy. Je tâcherai de mener la chose alors aussi loin qu'il me sera possible. Je suis très content de Monsieur votre neveu [1]; il paroit très bien disposé et je crois pouvoir faire fonds sur lui. J'espère que la Frise prendra une bonne résolution touchant les bois de construction, mais je ne puis le garantir, les intrigues du parti François étant immenses et ces gens ne négligeant ni soins ni dépenses pour venir à son but: le plus important dans toute cette affaire, selon moi, est de faire cesser l'influence françoise, dont le but n'est autre que de rompre une fois pour toutes toute liaison entre cet état et l'Angleterre et

[1]) Voyez vol. I. p. 694 et l'annotation.

de bouleverser toute notre constitution en donnant toute l'authorité à quelques membres de la Régence, que le Roi de France ou son ambassadeur honore de sa confiance et du titre exclusif de vertueux républicains, et d'anéantir on du moins de réduire à une ombre l'authorité et plus encore l'influence des stadhouders tant présents qu'à venir.

C'est là ce que je considère être l'affaire sous son vrai point et sur quoi il ne faut rien négliger pour empêcher l'exécution de c es mauvais desseins....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CDXCII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Uu pamphlet scandaleux.

—

18 April 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Niets schandelijker en valscher konde ooit te voorschijn koomen dan het fameus libel, waervan d'eer heb het 4e n°. [1]), 't welk mij tot hiertoe onbekent was, aan U. D. H. te restitueeren. Hoezeer dit verfoeylijk stuk voor alsnog in zeer weinige handen is en hoezeer de animadversie van de Souverain omtrent

[1]) Probablement il s'agit du numéro quatre des Lettres Hollandaises, qui venait de paraître, traitant du stadhoudérat et de la décadence du commerce. La supersciption résume le contenu en ces termes: „Dangers que courent les républicains en Hollande. Caractère du peuple et son attachement pour le stadhoudérat. La ruine du commerce de la Hollande entraînera celle de la République. Etat du commerce des autres nations de l'Europe. Effet du peu d'harmonie qui règne dans les provinces. Influence du stadhouder; effet de cette influence. Dépopulation de la Hollande.

diergelijke geschriften veeltijds geen ander effect doet, dan dat dezelve meer bekent geraaken en greetiger gesogt werde, zoude het mij egter voorkoomen dat er voor het Hoff-Provinciaal op de voordragt van den Procureur-Generaal overvloedige stof zoude zijn om tegens de verdere verspreiding van dit infaam stuk door middel van een publicatie te voorzien, en tot dat eynde ben ik bereid om, onder approbatie van U. D. H., nog heeden met de Heer fiscaal Hoen te confereeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CDXCIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La missive du prince au comte de Welderen.

—

Hage, den 20 April 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

U. W. E. G. heeft gezien voorleden Vrijdagh de missive, die ik aen den Heere Graeve van Welderen hebbe laeten afgaen [1]). Ik hebbe gemeent dat het goet zoude zoude zijn aen den H^re^ Yorke eene note te doen overgeeven in denzelven smaek, niets beloovende en trachtende van Engelant te verkrijgen eene verzekeringe dat zij de convoyen zullen respecteeren, zoo er geene ankers noch cabels onder zijn; zoo men zulks hadde, konde men overweegen wat of raetzaemst was: omtrent deeze weinige artikelen toe te geeven, dan eene rupture te waegen, daer, zoo Engelant zich niet klaerder expliceert, men altoos verlegen is wat te doen, wijl men niet positif weet wat zij onder scheepsmaterialen of ammunitien verstaet, doch wil

[1]) La missive du 16 Avril: voyez No. 491.

deeze pas niet doen alvorens geïnformeert te zijn of U. W. E. G. dezelve approbeert, en zal het mij zeer aengenaem zijn U. W. E. G. gedachten omtrent deeze démarche en, zoo U. W. E. G. dezelve approbeerde, deszelfs consideratien omtrent mijn opstel te verneemen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CDXCIIIa.

Concept-Note [1]).

Il auroit été bien à souhaiter pour l'amour de la bonne cause dans ce païs-ci, qu'en Angleterre on eût pu se contenter de la continuation des ordres donnés, selon la résolution du 19 Novembre 1778, de ne pas convoyer des bois de construction, mais comme il paroit par le mémoire, que son Excellence Monsieur le Chevalier Yorke a présenté, que l'on désireroit d'avantage en Angleterre et qu'il est impossible d'engager jamais les Etats à se départir de leur droit de protéger les ammunitions navales en général, ce nom pouvant comprendre presque toutes les branches de commerce avantageuses à cet état, le Prince d'Orange a cru nécessaire de demander si l'intention seroit en Angleterre de se tenir aux ordres qu'ils ont donnés en 1745, savoir de ne regarder comme ammunitions navales que large masts, yards, anchors and cables of a size to be rised on board schips of war. Si telle est l'intention, il ne s'agiroit proprement que des ancres fabriquées et des cables d'une grandeur à ne pouvoir être employés que sur des vaisseaux de guerre. On ne peut promettre de réussir

[1]) *Autographe du prince.*

à faire prendre une résolution de ne pas comprendre ces deux branches de commerce sous convois, mais pour que la chose pût être avec quelque apparence de succès, il seroit bon que le Roi voulût faire présenter un nouveau mémoire expliquant ses intentions, ou du moins qu'il voulût faire savoir au Prince d'Orange, d'une manière authentique pour en pouvoir faire usage, que ce sont les seuls articles que l'on ne sçauroit laisser passer sous convoy et que, pourvu qu'il n'y eût ni articles déclarés contrebande par les traités et nommément celui de marine de 1674, ni bois de construction, ancres fabriquées ou cables de grandeur à être employés sur des vaisseaux de guerre, les convois de l'Etat seroient respectés.

LETTRE CDXCIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Une proposition de M. Van der Heim. Un pamphlet anonyme.

—

Hage, den 27 April 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens terugge de missive van den Heere van der Heim [1]): daeruit is wel iets te haelen, en zoo men het bij wege van negotiatie in Engelant daerheenen konde dirigeeren, dat zij lieten passeeren de schepen, die zich tans hier te lande bevinden, voorzien van scheeps-ammunitien, mits dat men hun voor het overige genoegen gaf in het niet convoyeeren van die goederen, die waerlijk voor ammunitien van oorlogschepen moeten worden gehouden, zoude ik het als een gewenschte zaek con-

[1]) Le secrétaire de l'amirauté de la Meuse.

sidereeren, en mij dunkt dat die propositie niet onaenneemelijk was, maer het was te wenschen dat men op de goede trouwe van Amsterdam staet konde maeken en dat men zeker kon weezen dat zij bona fide zoude medewerken om het effect der edicten te doen cesseeren, zonder de Republicq dependent te maeken, hetwelk zij, mijns bedunken, werdt, zoo zij plieert aen eene mesure, die Vrankrijk alle dagen beginnen kan zonder de geringste onkosten te doen of het allerminste te waegen.

Voor het overige zende ik U. W. E. G. een naemeloos libel, waerschijnlijk weder in het hof van Vrankrijk gesmeedt. Ik verzoek U. W. E. G. met attentie de aengehaelde periode te willen inzien. Hetgeene mij raekt is zoo ridicul, dat ik er mij niet aen stoore, maer ik verzoeke U. W. E. G. te reflecteeren, dat daerbij indirect werd aen de hant gegeeven, om liever de Roomsch Catholicque Religie aen te neemen dan de houtschepen niet te convoyeeren. Mij dunkt dat zoo een stuk verdient dat nagespoort werde wie daar autheur van is, om hem naer mérites daerover te beloonen .... [1]).

W. PRINS VAN ORANJE.

CDXCIVa.

Copie d'une missive de M. le secrétaire Van der Heim au conseiller-pensionnaire, in d°. Rotterdam le 26 Avril 1779.

Hoog Edele Gestrenge Heer en Neeff,

Ik denk dat Uw Hoog Edele Gestr. heeden zal hebben gehad de visite van onze kooplieden, die niet

[1]) Les indications du prince étant trop vagues il n'est guère possible d'identifier le libelle anonyme dont il s'agit.

was af te houden, maar die ik meende dat tegen morgen was aangelegt: de vroedschap heeft dezen morgen, op de requeste van dezelven, aan U. Hoog. Ed. Gestr. bekend, geresolveert in effecte om, in de vergadering van Holland, al wat mogelijk is te doen, om van de Fransche edicten gelibereert te worden, en daartoe op alle wijze te contribueeren om eerst in Holland, en vervolgens ter Generaliteit, te effectueeren een eenparige resolutie op alle poincten differentieel door het amplecteeren en des noods voorslaen van expedienten daartoe dienende, zoo met opzigt tot d'augmentatie als het convoy, daarop uitkomende dat tot d'augmentatie worde geresolveert volgens het plan van Zijne Hoogheid en den Raad van Staaten op den voet van de resolutie van 1774; dat het convoy van houtscheepen worde vastgesteld en effect sortere met opzigt tot het hout, waarover Vrankrijk vooral klaagt, 't welk hier was gekoomen om convoy, en door de resolutie van 19 November, zoals zij het noemen, onder een embargo is gebragt, en teffens gezorgt worde door een verbod van uitvoer van hout of een ander equivalent middel, dat er verder geen gelegenheid zij om hout onder de convoyen te brengen, maar alles met verklaringe dat, zo men de zaaken sleepende wil houden en deeze stad onder den last der edicten, dat men dan zal moeten ophouden met de gewone contributien en propositien doen tot herstel van de egaliteit binnenlandsch, maar zonder expressie waarin bestaande; ik hope dat deeze resolutie gelegenheid zal kunnen geeven, dat door U. H. E.gestr. goede directie de harmonie herstelt en de hoven van Engeland en Vrankrijk beide gedisponeert zullen kunnen worden om genoegen te neemen en de

edicten alzo door de vriendelijke weg te niet zullen gedaan worden.

Ik hebbe de eer met veel respect te zijn
Hoog Edele Gestrenge Heer en Neeff
U. Hoog Ed. zeer ootmoedige
en zeer gehoorzame dienaar

I. VAN DER HEIM.

LETTRE CDXCV.

L'envoyé Van Welderen au prince d'Orange [1]. *Réponse.*

—

Londres, le 30 d'Avril 1779.

.... Yard, dont V. A. S. demande l'explication, est: those beams of timber that are fitted athwart the several masts of a ship with the sails fasted to them, to be hoisted up and down as occasion requires [2]....

Quand aux affaires d'Amérique, je puis assurer V. A. S. que, suivant une lettre confidentielle du Genl. Clinton [3], il regarde la rébellion comme prêt à s'éteindre d'elle-même, sans qu'il sera obligé de frapper aucun grand coup. Les rebelles sont sans argent, sans crédit, sans armée et leur marine presque détruite. Si la flotte de Mr. d'Estaing [4] pouvoit l'être, cela faciliteroit la médiation de l'Espagne.

1) *Copie.*

2) Les vergues.

3) Sir Henry Clinton, depuis 1778 commandant en chef des forces Anglaises en Amérique.

4) L'amiral Charles Hector d'Estaing, lieutenant-général des armées navales. En 1779 il battit une flotte Anglaise, mais fut rappelé peu de temps après à cause de ses insuccès. Il périt sur l'échafaud révolutionnaire en 1793.

Pour les affaires intérieures, l'opposition a entièrement échouée dans tous ses plans et projets et entièrement affermi le ministère.....

J. W. V. WELDEREN.

LETTRE CDXCVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question de convoi.

—

Hage, den 6 Mei 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Omtrent de groote zaeken ben ik van oordeel dat het best was dat U. W. E. G. niet in onderhandeling quam met den Heere Van Berkel, maer eerst inzag of Amsterdam niet het eerste aen de hant zoude koomen.

Ik hebbe alle redenen om te gelooven, dat, zoo die veertien houtschepen, die tans te Amsterdam zijn, onder convoy werden genoomen, hetzelve zal werden geattaqueert, en alsdan zie ik te gemoet een oorlog met Engelant. Zoo men cordaet in Amsterdam wilde handelen en dat met vertrouwen konde gehandelt worden met de regeeringe, zouden misschien maetregelen te neemen zijn om, eene resolutie tot onbepaelt convoy neemende, dezelve te verijdelen door eene tegelijk te neemen resolutie tot verbot van uitvoer van het hout tot den scheepsbouw noodigh, maer ik kan nooit aenraeden dat U. W. E. G. daerover met den Heer Van Berkel spreeke, die, hoe meer hij gemenageert wordt, hoe insolenter hij worden zal, en het is bijkans hetzelve of U. W. E. G. met gemelden Heer of met den Hertog de la Vauguyon in onderhandelinge is, wijl hij hem alles zegt.

Ik kan noch niet van mijn sentiment afgaen dat het object van het hout niet de moeite waardig is om een oorlogh met Engelant te waegen, en dat men om de edicten niets moet doen of dat men zich in slavernij van Vrankrijk begeeft. Doet men het en komt er eene resolutie van de Generaliteit om het convoy onbepaelt te verleenen, zoo zal ik gehoorzaemen, maer niemant kan mij quaelijk neemen dat ik, zoo in de notulen van H. H. Mog. als in die van alle de provincien, verzoeke insertie tot mijne décharge van eene propositie, houdende de redenen waerom ik vermeene dat de alsdan genoome resolutie strijdigh is met 's Lants waere belang....

W. PRINS VAN ORANJE.

Zoo men zich wapenen wilde, niet alleen te water, maer ook te lande, om deszelfs independentie zoo wel tegens Vrankrijk als tegens Engelant te souteneeren, denke ik dat alsdan, hoezeer ik er bij blijve dat het object niet de moeite waerdig is om een oorlog te waegen, nog met eenigen schijn kan worden geïnsteert dat men alle de rechten maintineert, maer het lant open te willen laeten en geene mesures te neemen om te beletten dat Vrankrijk zich van het Vaderlant meester maeke, en, zonder daertoe in staet te zijn, een oorlog met Engelant te waegen, zie ik aen voor mij als de slechtste partij die de Republicq kiezen kan.

LETTRE CDCXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 19 Mey 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Mij dunkt dat de Ridderschap niet moet vooruitloopen, maar zien wat of Amsterdam doet en of zij dit advis amplecteert; zoo ja, en dat ter goeder trouwe van die kant werd gehandelt en de hand geleent aen een verbot van uitvoer van scheepstimmerhout voor een onbepaelden tijt en om casu quo, ingeval Vrankrijk daermede geen genoegen neemt, mesures te neemen om het effect dier ruïneuse edicten te verijdelen, wordt het eene materie van deliberatie voor mij of ik in zoo verre van mijn sentiment kan afgaen, om mijne toestemming te geeven aen eene resolutie om de houtscheepen, voorleden jaer ingekoomen, te convoyeeren, mits aentoonende dat zij vóór den 19 November na herwaerts waeren vertrokken en niets van die resolutie, noch van het termijn, door Engelant bepaelt, waerna zij geen toevoer van scheepsmaterialen zouden toestaen, hebben geweeten vóór hun aenkomst hier te lande. Ik zal er niet als zeer schoorvoetende mijn stem toe geeven en alleen met dat inzicht om de rust en vreede binnenlants te conserveeren, maer zoo Amsterdam niet cordaet wil handelen, zal ik er nimmer mijn stem toe geeven, wijl alsdan zij en de steden, die zich bij H. Ed. Achtb. voegen, zullen vergen dat geconcludeert werde het onbepaelt convoy als een point van order en waertoe alle de leeden zich alsdan gereet zoude verklaert hebben en tegelijk zouden willen beletten de conclusie van het verbot van uitvoer voor een onbe-

paelden tijt van het scheepstimmerhout, als niet konnende zonder eenpaerigheit geresolveert worden; en word dit verbod van uitvoer voor 3 of 6 maenden geconcludeert, zijn wij even verre over 3 of 6 maenden als nu, en wil men het prolongeeren tegen Amsterdam, koomen de edicten wederom voor den dagh.

Zoo U. W. E. G. mijne presentie noodig geeft in het besogne, zal ik er koomen; zoo het konde gestelt worden tegens twaelf uuren of half een, zoude mij zulks best convenieeren.

Waerschijnlijk zal U. W. E. G. de vergadering niet scheiden, maer adjourneeren voor acht à veertien dagen. In die tijt zal men konnen weeten waer men in de groote stadt heenen wil, en ik blijve daerbij dat de Ridderschap niet moet vooruitloopen, maer het advis der commercie-steden en bijzonder van Amsterdam afwachten alvorens zich te determineeren, en alsdan pro re nata handelen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CDXCVIII.

Missive du conseiller-pensionnaire au bourgemestre Temminck [1]).

23 Mey 1779.

WelEdel Gestrenge Heer.

De verderfelijke en monstrueuse edicten, bij het Hof van Vrankrijk onlangs geëmaneert, hebben in de stadt van Rotterdam die gevoelige indrukken verwekt, dat door de Heeren Gedeputeerdens van die stadt ter Staetsvergadering is gedaen de propositie, waervan de eer heb U. W. E. G. hiernevens een exemplaer te doen

[1]) *Copie.*

geworden [1]). In het besoigne, daerover eergisteren gehouden, waerin door de Heeren van de Admiraliteit is gediend van het preadvis, insgelijks hiernevens gaende [2]), heeft de Ridderschap alleen voor de continuatie van hetzelve tot in het korstondigh reces geadviseert, zonder zich op de zaek uit te laten.

Z. H. alsnoch persisteerende bij de bekende propositie, welke Hoogstdezelve in gemoede vermeent heeft te moeten doen, is tot hiertoe op de ingredienten van dit preadvis, zoo het mij toeschijnt, niet finaal gedetermineert. Wat mij betreft, zonder de geheele inhout van dit stuk in allen de daerbij gedaene voorslagen voor de mijne te adopteeren, kan ik echter niet verbergen dat twee cardinale pointen, namentlijk het verleenen van genoegzaem convooy voor die houtschepen, welke in het laetst van het voorleden jaer in Texel zijn ingelopen, en een provisioneel verbot van uitvoer van derzelver scheepshout, mij zijn voorgekoomen de uiterste attentie te verdienen, terwijl door het eerste voldaen werd aen hetgeen Vrankrijk met eenig recht kan vorderen, en het tweede, zoo ingericht wordende dat het verbot niet langer zal stant grijpen als tot dat men zich in staet zal vinden om van Engelant des noots het uiterste af te wachten, zeer gepast en geschikt is, om, met conservatie van het recht op de tractaeten gegront, de zaeken met die Kroon bij provisie buiten verdere verwijdering te houden. Mag ik de vrijheid neemen die twee alzoo gecombineerde objecten aen de favorabele reflexie en deliberatie van U. W. E. G. voor te draegen en, daer ik niets hartelijker wensche dan dat mijn onaenge-

[1]) Cette pièce ne se trouve pas ajoutée à la copie de la lettre, mais le contenu s'explique par la missive de M. Van der Heim: voyez le n°. 494*a*.

[2]) Item.

naem en verdrietigh ministerie eenigzins konde strekken om de gealtereerde harmonie te herstellen en de zoo noodige eendracht te bevorderen, zoude ik mij ten hoogsten gelukkig achten indien deeze mijne confidente ouverture, als uit geene andere source voortkoomende, ter bereiking van dit heilzaem einde door de zoo vermoogende medewerking van U. W. E. G. konde dienen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CDXCIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

24 Mei 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U. D. H. te restitueeren Hoogstdeszelfs wel gegrond concept-advis over het groote werk der convoyen. Ik kan niet dan ten hoogste roemen de reedenen en motiven, welke U. D. H. daertoe hebben gedetermineert; alleen moet ik eerbiedig in consideratie geeven off niet in de respective periodens, alwaer voorkomen de woorden: „te conformeeren met „het advis van de Hollandsche raaden ter Admi„raliteit zooals het ligt" eene wat ruimer uitdrukking gebruikt en in de plaats gestelt zoude konnen werden: „te conformeeren met de principale voorslaegen bij „het præadvis vervat." De reden van dese consideratie is, omdat, behalve de drie voornamen puncten, te weeten:

1°. het verleenen van convoy voor de houtscheepen in het laatst van het gepasseerde jaar binnen geloopen;

2°. het provisioneel verbod van uitvoer van masten en zwaar scheepshout, en

3°. het verbod van alle vaart casu quo — nog wel iets bij het præadvis geproponeert werd, hetwelk, naa mijn gedagten, bijaldien men het over de voorn: drie poincten eens konde werde, geensints van dien aard is dat de eenparige conclusie daaraan zoude behooren te werde geaccrocheert. Ik heb bisonder het oog op hetgeen aan het Hof van Engeland vertoont zoude werden.

Gister avond heb ik mijn voorneemen, 't welk eergisteren d'eer had aan U. D. H. te communiceeren, dadelijk in het werk gesteld door aan de Heer Temmink te doen afgaan de missive, waarvan d'eer heb copye hiernevens te voegen. Ik verwagt zeer weinig vrugt van deze mijne démarche, dog in allen gevallen zal ik mij ook tegens over dien Heer niets te reprocheeren hebben....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE D.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La missive au bourgmestre Temminck.

—

's Hage, den 24 Mei 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik sende U. W. E. G. hiernevens terugge de copie van de missive, die U. W. E. G. aen den Heere Temming geschreeven heeft. Ik verwachte niet veel succes van deeze démarche, maer denke ook dat zij nimmer schade kan doen, en derhalve approbeere ik dezelve ten volle. Ik ben curieus te verneemen welk antwoort U. W. E. G. ontfangen zal....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La réponse du bourgmestre Temminck.

30 Mei 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ontfang zoo eeve de nevensgaande finale rescriptie van de burgemeester Temmink op mijn missive van den 24n deser. Zoo de doucereuse stijl van dien Heer niet bedriegt, zal de last van zijn stad minder sterk zijn als ik had verwagt. Ik denk die brief bij provisie onbeantwoord te laaten....

P. BLEISWIJK.

Copie-missive van den Heere E. de Vrij Temminck aan den Heere Raetpensionaris van Bleiswijk.

Amsterdam, 29 Mey 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Na alle gedachten zullen Onze Heeren Gedeputeerden ter dagvaert in substantie worden verzocht in generaele termen om met de verdere Leden de convenabelste middelen te beraemen tot wegneming der bezwaren van de steden Dordrecht en Rotterdam, maer dat men van gedachten was dat Vrankrijk door een verbot, schoon temporair, niet zoude te permoveeren zijn de edicten in te trekken, en dat zulks ook zoude aenloopen tegens het geadopteerde sentiment om geene distinctie te admitteeren tusschen hout vóór of na de troubles gelaeden, want dat volgens de tractaeten het een zoo min als 't andere contrabande was; dat ook een verbot van uitvoer een zeer nadeelig effect op de commercie zoude doen en het dan beter

was de houtschepen nog niet te laeten vertrekken, maer laete liggen tot die tijt toe als men anders een temporair verbot zoude hebben laeten duuren en dan convoy verleenen, en gevolgelijk dat men ter Generaliteit het daerheen zoude trachten te dirigeeren om een convooy te verleenen tegens ...., de tijt neemende als geoordeelt zoude worden voldoende te zullen zijn tot een in staet stelling der marine, en dat men in hoope was dat Vrankrijk doerdoor tot een suspensie der edicten zouden koomen, afwachtende dat H. H. Mog. het geresolveerde daedelijk ter bequaemer tijt ter uitvoer zoude brengen of anders wederom de edicten doen werken.

Zij zouden ook bij Hollant insteeren om van nu aen en met allen ernst de hant aen de marine te leggen en kennis geeven dat men meende zekere informatie te hebben dat er in het Noorden volk te bekoomen was en in Denemarken ligt wel 2000 matroozen onder redelijke voorwaerde, die te maeken waeren....

E. DE VRIJ TEMMINK.

LETTRE DI[a].

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire van Bleiswijk. Réponse.

—

Hage, den 30 Mey 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik danke U. W. E. G. voor de communicatie van de hiernevensgaende missive van den Heere Temmink. Hoezeer zij op eene vriendelijke wijze is opgestelt, zie ik daeruit dat geene eenpaerige conclusie zal

kunnen werden genoomen omtrent de gewichtige materie der convooyen, dat mij leet doet, maer aen een anderen kant strekt het mij tot genoegen, dat daerin niets vinde dat aenleidinge zoude konnen geven tot de gedachten dat Amsterdam zoude insteeren dat van wegens de provincie van Holland alleen ordres gegeeven wierden om onbepaelt te convoyeeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La question du convoi.

3 Junij 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

In het besogne, heede gehoude over het groote werk der convoyen, heeft eene gedistingueerde meerderheid, bestaande uit de steeden Dordrecht, Haarlem, Delft, Amsterdam, Gouda, Rotterdam, Schiedam, Alkmaar en Enkhuizen geadviseert, om, met rejectie van de gedaane voorslagen bij het preadvis der Admiraliteiten, te persisteeren bij H. Ed. Gr. Mog. resolutie van den 30 Maert deses jaars en om in een nader besogne te overleggen door welke meest convenable middelen die resolutie ter Generaliteit tot stand zal konnen gebragt werde. De Heeren van Rotterdam hebben zig in de allersterkste termen geuit en zijn die van Amsterdam ver te booven gestreeven....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les négociations avec la France en 1753—54.

—

Hage, den 5 Juny 1779.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens een billet van den Heere de Larrey, aen wien ik de commissie gegeeven hebbe om na te zoeken het voorgevallene in 1752, 1753 en 1754, relatif aen het bewuste 23 art., die het Hof van Vrankrijk toen geinsereert wilde hebben in het voor het overige voor deze Republicq zeer avantageuse tractaet van marine, waervan men deezer zijds liever heeft afgezien dan een artikel te amplecteeren, hetgeen niets meer inhield dan hetgeene het Hof van Vrankrijk tans van ons vergt en hetgeene H. Ed. Gr. Mog. tot mijn groot leetwezen tans geresolveert hebben te doen. Ik voege hierbij de extracten uit de protocollen der conferentie [1]) en de verdere stukken, die hij mij [heeft] gesuppediteert: eenige deezer laetste zijn dezelfde daer U. W. E. G. mij voorleden winter eene copie van bezorgt heeft. Hoe meer ik deeze stukken inzie, hoe minder ik van mij verkrijgen kan om mede te stemmen tot de démarches, die H. Ed. Gr. Mog., immers de meerderheit van hooggemelde Vergadering, willen amplecteeren, en zoo het er toe moet koomen en dat drie provincien zich bij Hollant voegen, zal ik verzoeken dat tot mijne décharge blijke dat ik nimmer hebbe toegestemt in maetregelen, die de Republicq aen den oever van derzelver verderf konnen brengen en die, hoe den oorlogh uitvalt, waerin men waerschijnlijk met Engelant zal ge-

[1]) Sur cette „conférence" voyez l'Introduction au volume II de la Quatrième Série, pag. IX.

raeken, de Republicq onder de dependentie van Vrankrijk zullen stellen, zoo als wij een wingewest van dat Rijk waeren, zoo men geen middel vind om de ongepermitteerde correspondentie van de stadt van Amsterdam en eenige andere staetsleden met den Franschen ambassadeur te pravenieeren....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

5 Juny 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de gecommuniceerde stuken raakende de negotiatie in 1752, 1753 en 1754 met Vrankrijk over het bij dat Hof geprojecteerd 23e art. van het nieuw commercie-tractaet. Het is zeeker dat het gemelde Hoff doe reeds heeft gemanifesteert haar dessein om in een oorlog met Engeland zig van onse vlag te bedienen tot dekking van een gedeelte van haar navigatie, dan uit dieselfde stukken blijkt ook dat men van deze zijde reeds te dier tijt van begrip is geweest dat er gevallen konnen exsteeren, waarin het tractaet van 1678 niet deroguecrt aan dat van 1674 of, om duidelijk te spreeken, dat er gevallen konnen ontstaan, waerin de Republicq niet verpligt is tot het geeven van secours aan Engeland en eeven daardoor volkoome regt heeft om het tractaet van 1674 in haar faveur te reclameeren. In zoo een geval schijnt de zeer groote meerderheid in Holland te begrijpen dat de Republicq thans verseert.

Hoe ver ook de drift van Amsterdam en Rotter-

dam in de nadere aangelegde besogne zoude mogen uitspatten, houde ik mij egter verseekert dat de ververdere leeden van de meerderheit, schoon ernstig wenschende en verlangende dat de resolutie van 30 Maert effect konde sorteeren, egter niet zullen koomen in de violente en onbestaanbare mesures van een provinciaal convoy, en ik verwagt vervolgens dat het resultaet van die besognes zig zal borneeren tot het doen van repraesentatien ter Generaliteit, ten eynde het provinciaal advis in een generaliteits-resolutie werde geconverteert....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DV.

Le secrétaire De Larrey au prince d'Orange[1]. *Projet d'une réponse au roi de Prusse.*

La Haye, ce 8 Juin 1779.

Monseigneur!

J'ai l'honneur de restituer cy-joint à V. A. S. la lettre du Roi de Prusse à S. A. R.[2] en lui faisant mes remercimens les plus respectueux de la confiance dont Elle a daigné me donner des marques dans cette occasion, et conformément à ses ordres j'y ajoute mes idées, contenues dans la feuille annexe, dans laquelle j'ai rassemblé les matériaux qui pourroient entrer dans la réponse que S. A. R. doit faire au roi, après l'examen

[1]) *Autograhe de M. de Larrey.*

[2]) Il s'agit de la lettre du roi Frédéric II à sa nièce la princesse Wilhelmine, dont je crois devoir imprimer le texte, la „Bijlage" V au volume I du „Patriottentijd" de M. Colenbrander ne la reproduisant qu'en partie, de plus que la teneur de la phrase, où l'éditeur a lu le verbe „rendre" au lieu de „vendre", a été corrumpue.

et les corrections, dont ces idées auront besoin. Un zèle indiscret est quelquefois repréhensible, mais je suis persuadé que V. A. S. me pardonnera si j'ose ajouter encore icy une seconde feuille contenant le projet de l'extension d'une lettre à S. M., dont le sens est peu différent des matériaux cy-dessus. Je sens parfaitement qu'en cas de corrections nécessaires il conviendra encore que Madame la Princesse réduise cette lettre, si elle est agréée, dans son stile et dans les formes dont Elle est accoutumée d'écrire à S. M.

Si je n'ai réussi ni dans l'un ni dans l'autre, je suis prêt à recommencer au premier signal....

B. DE LARREY.

A Berlin ce 31 May 1779.

Ma chère Nièce,

Je suis de retour ici depuis deux jours. Votre chère mère se porte fort bien: je commence par là comme c'est ce qui vous intéresse le plus. J'ai trouvé ici un tas d'affaires à dégrossir et j'aurai encor quelques jours à travailler pour avoir tout fini. Cela ne m'empêche pas, ma chère enfant, de vous parler de vos affaires, car je sens bien l'embarras du prince de se trouver entre deux puissances, dont il ne faut mécontenter aucune, afin de conserver sa neutralité parfaite et la sûreté des Provinces-Unies. Il m'est venu une idée sur ce sujet que je soumets aux connaissances supérieures de Messieurs les Hauts et Puissants Seigneurs. Elle consiste à declarer à l'Angleterre que la Hollande veut rester neutre pour sa propre sûreté, et que par cette raison il lui convient de garder des ménagements avec la France, pour empêcher que, si on la hourtait de front, cette armée qu'elle rassemble à Dunkerque ne vienne pas l'accabler dans un moment, où l'Angleterre ni personne ne peuvent l'assister; d'autre part, il faudrait déclarer à la France également, que la Hollande était fermement résolue à maintenir une exacte neutralité dans cette guerre entre l'Angleterre et la

France, dont elle n'avait aucune raison de se mêler, et qu'en conséquence elle se bornerait à conserver et protéger son propre commerce en tant que cela dépendrait d'elle, cependant avec la prudence que demandait sa situation présente afin de ne se commettre contre aucune des puissances belligérantes.

Les Français croient que votre greffier est un aveugle partisan de l'Angleterre et qu'il entraîne le stadhouder, c'est ce qui les irrite, et vous devez le détromper de ce préjugé, pour empêcher que cette puissance ne soulève la ville d'Amsterdam et ne se serve de ses partisans pour restreindre en des bornes étroites le pouvoir et l'influence du stadhouder, car voilà le seul risque que vous avez à courir dans toute cette affaire. Il faut donc mettre non seulement toute l'adresse possible dans votre conduite, mais en même temps user de la plus grande modération pour ne pas gâter vos affaires par votre propre faute, et pour cet effet favoriser les Français dans des bagatelles, comme de bien approvisionner votre île de St. Eustache, pour leur vendre de là les comestibles dont ils ont besoin en Amérique, ne point heurter de front la ville d'Amsterdam, et de louvoyer tandis que le vent est contraire à l'autorité du stadhouder, pour regagner dans des temps plus favorables ce que votre complaisance vous fait perdre dans ceux-ci. Vous savez ma chère enfant, que je n'ai d'autre intérêt que le vôtre dans toute cette affaire. Je vous articule donc mes pensées tout uniment parce que je crois que le parti, que je vous propose, est le plus sûr pour vous. Cela n'empêchera pas que vous n'ayez encore quelque boutade à essuyer, soit de la part de la France ou de l'Angleterre, auxquelles il ne faut opposer que le flegme hollandais et la patience. A présent examinons les suites de tout ceci. Quelque tournure qu'aye la fin de cette guerre, il en résultera toujours que l'Angleterre sera epuisée pour [de] longues années et hors d'état de se mêler des affaires du continent. Ainsi, quelques services que vous pourriez lui rendre maintenant, ce serait toujours à pure perte pour la Hollande, parce que l'Angleterre ne sera pas en état de vous les rendre, et qu'elle sera toujours la rivale de votre marine et

de votre commerce; en revanche, si vous ménagez la France, vous y gagnez les avantages dont votre commerce a jouï avec cette nation et vous conservez la République dans son assiette présente sans que vous ayez à craindre que les intrigues françaises sapent et minent les prérogatives du stadhoudérat, que les Anglais ne vous feront pas recupérer si la France vous les fait perdre. Ces différentes considérations, ma chère enfant, méritent d'être mûrement réfléchies, et je crois qu'elles seront peut-être approuvées de tous ceux qui ont garanti leur esprit de préjugés et de préventions: je n'en ai point. J'examine votre situation avec sangfroid, et selon les notions qui m'en sont parvenues; je n'ai à toutes cettes affaires aucun intérêt que le vôtre, celui du stadhouder et de sa famille. Ainsi je vous dis franchement ce que je pense et ce que je crois d'intéressant à votre conservation, à votre bien et à votre gloire. Je ne me mêle point des affaires d'autrui, les miennes me donnent assez d'occupation, et je vous écris ici comme je parlerais dans votre conseil si j'étais député d'une de vos provinces. Pour peu que cela vous ennuie vous n'avez, ma chère enfant, qu'à déchirer ma lettre et la jeter au jeu.....

FEDERIC.

LETTRE DV[a].

Matériaux qui pourroient être employés dans la réponse que S. A. R. se propose de faire à la lettre de S. M. le Roi de Prusse du 31 May 1779 [1]).

—

Après les expressions de la reconnoissance la plus vive des bontés du Roi et pénétrée de ces sentimens, son premier désir a été de les faire partager au Prince, qui n'a pas été moins touché des marques de la

[1]) *Autographe de M. de Larrey, que le prince soumit au jugement du duc de Brunsvic; celui-ci le renvoya avec un simple billet, n'exprimant pas d'opinion quelconque.*

protection signalée, dont S. M. l'honore, et de l'intérêt qu'Elle daigne prendre à la situation désagréable dans laquelle il se trouve. Il admire la sagesse des conseils que le Roi veut bien Lui donner, et c'est une véritable consolation pour Lui de pouvoir assurer S. M. que ces conseils ont déjà été suivis. On a fait sentir à l'Angleterre que la République veut rester neutre pour sa propre sûreté, mais que sa situation l'oblige à avoir des ménagemens pour la France, dont Elle a lieu de craindre le ressentiment dans un tems où Elle seroit hors d'état de s'y opposer.

Il a été déclaré de même à la France que la République est fermement résolue à maintenir une exacte neutralité dans cette guerre entre Elle et l'Angleterre et qu'Elle se borneroit à conserver et à protéger son commerce autant que cela dépendroit d'Elle, en agissant avec la prudence que sa situation exige, désirant de ne se compromettre avec aucune des Puissances belligérantes.

Peut-être des déclarations dans ce goût pourroient elles être rétirées, mais il faudroit pour cela une résolution ultérieure de l'Etat, qui doit être précédée par des délibérations que la constitution du Gouvernement exige.

Si les François croyent que le Greffier des Etats-Généraux est partisan de l'Angleterre, ils ont raison: ce ministre est de bonne foi dans l'opinion que l'alliance de l'Angleterre convient à la République; mais s'ils pensent que le Prince est entrainé par le Greffier, ils se trompent fort, S. A. R. pouvant assurer le Roi que S. A. S. est bien éloigné de suivre ses impulsions.

Mais il est à craindre qu'il sera difficile de détromper la France à cet égard, parce qu'elle n'écoute que sa convénience et son intérêt, et celui-cy lui fait souhaiter une rupture entre l'Angleterre et la Répu-

blique, que le Prince desire de prévenir, parce qu'il croit le devoir en conscience, sentimens qui sont honorés de l'approbation de S. M.

Quant aux justes appréhensions du Roi, que la France pourroit soulever la ville d'Amsterdam pour restreindre le pouvoir et influence du stadhouder, malheureusement ce mal est fait déjà. S. M. peut cependant être assurée qu'Amsterdam a fait les premiers pas, en recherchant l'appuy et la protection de cette Puissance pour parvenir à son but, qui a toujours tendu à s'opposer au stadhoudérat. Tels ont été ses principes de tout tems. Quelques personnes, qui dirigent le Conseil de cette ville, poussent les choses avec cette passion que l'esprit de parti inspire. Le prince cependant, quoique très convaincu de tout cecy, n'a jamais heurté cette ville de front, il a toujours eu des ménagemens, mais il a constamment combattu des mesures, qu'il croit pernicieuses et qui s'écartent de cette parfaite neutralité qu'il désire que la République conserve.

C'est en cela qu'a consisté jusqu'à présent l'addresse et la modération que S. M. conseille. En même tems cependant S. A. S. a emploié toute son influence dans les provinces pour les faire consentir dans toutes les propositions de la Hollande, qui tendent à l'augmentation de la marine. D'un autre côté le Prince est bien éloigné d'empêcher les approvisionnemens de nos isles de l'Amérique et leur commerce avec les possessions Françoises dans ses parages. C'est principalement l'affaire de nos négotians, qui savent très bien se prévaloir des circonstances pour en faire leur profit. Nous donnons des convois pour nos isles et nous continuerons à les donner tant que les choses sont sur le pied actuel; la France en profite, ainsi à cet égard encore les avis de S. M. sont suivis.

Tout ce que le Prince fait en général est calculé

sur le bien de l'Etat; il n'est conduit que par ce seul motif; il peut se tromper, mais si cela est, c'est avec les intentions les plus pures et les plus patriotiques. C'est en vertu de ces sentimens que le Prince désire que tout le commerce soit protégé, à l'exception seulement, quant à présent, celui du bois de construction, pour prévenir une rupture avec l'Angleterre, par laquelle tout notre commerce et nos possessions dans les deux Indes seroient exposés.

Encore sur cet article on délibère dans l'Etat sur des moyens de conciliation, dont il faut attendre l'issue.

Le Prince sent aussi bien que S. A. R. qu'il seroit indiscret de rien demander à S. M. au delà de ce qu'Elle vient de faire en s'expliquant avec tant de bonté et d'intérêt, mais Elle mettroit le comble à ses bienfaits, si Elle vouloit bien saisir les occasions de faire simplement sentir à la France qu'Elle s'intéresse à ce qui concerne la République et particulièrement à la Maison du Prince. Une insinuation pareille de sa part et de celle de sa fidèle alliée l'Impératrice de Russie, empêcheroient peut-être la France de pousser les choses à l'extrême, et ce seroit à S. M. seule que L. L. A. A. devroient le prix d'un bienfait si signalé, qui pourroit être suivi de la révocation des édits émanés, qui sont cause de la division qui règne dans la République.

LETTRE D V^b.

Projet de lettre de S. A. R. en réponse à celle de S. M. le Roy de Prusse du 31 May 1779 [1]).

Sire.

V. M. ne pouvoit jamais donner à une Niéce, qui lui est attachée par les liens de la reconnoissance et

[1]) *Autographe de M. de Larrey. Cf. la note au numéro précédent.*

du respect le plus tendre, des preuves plus distinguées de ses bontés que celles, qui sont contenues dans la lettre qu'Elle m'a fait la grâce de m'écrire le 31e May.

En effet quelle ne doit pas être ma gratitude, celle du Prince et de toute ma famille, en voyant V. M. au milieu des travaux sans nombre, que son amour pour ses sujets lui imposent, après cette paix si glorieusement conclue, s'occuper de notre situation en y portant du remède par ses conseils et ses directions.

J'ai eu l'honneur de mettre aux pieds de V. M. par le dernier courrier les sentimens, dont je suis pénétré pour Elle et de Lui dire combien les preuves réitérées de sa protection me sont précieuses.

Je me hâte aujourd'hui de répondre en détail à cette lettre, qui m'a rendue si heureuse.

Il ne se peut rien de plus vrai et de mieux calculé que le plan que V. M. daigne nous prescrire.

La neutralité est le seul parti qui puisse convenir à un Etat commerçant comme le nôtre.

Si les forces de la République, en particulier les maritimes, se trouvoient dans l'état où l'on travaille à les porter, on pourroit faire respecter d'avantage cette neutralité, et nous ne serions pas exposés aux désagrémens, que nous font essuier tour à tour les deux Puissances belligérantes.

V. M. remarque fort bien que les circonstances actuelles ne nous étant pas favorables, une sage modération exige que nous louvoyons pendant que le vent nous est contraire.

Quelle satisfaction pour le Prince d'avoir suivi si bien les vues de V. M. Les démarches qu'Elle nous prescrit ont été faites.

La République a déclaré à l'Angletterre qu'Elle veut rester neutre pour sa prope sûreté. Toutes les

insinuations possibles Lui ont été faites pour la convaincre que l'Etat où Elle se trouve l'oblige à garder des ménagemens, de crainte d'être accablée par la France dans un tems, où l'Angleterre Elle-même ne pourroit l'assister efficacement.

La République a declaré de même à la France, qu'Elle est fermement résolue à maintenir une exacte neutralité dans la présente guerre et qu'elle se borneroit à conserver et protéger son propre commerce, autant que cela dépend d'Elle, cependant avec la prudence, que sa situation exige, de ne se commettre avec aucune des Puissances belligérantes.

V. M. daignera juger par là combien peu le Greffier est écouté et que le Prince, qui n'ignore pas sa prédilection pour l'Angleterre, bien loin de se laisser entraîner par lui, n'a adopté et suivi d'autre plan que celui de V. M. Il n'empêchera jamais les avantages, que les François peuvent tirer du commerce de St. Eustache avec la République ou les autres colonies de l'Etat, que nos négotians, avides de gain, poussent et auxquels les convois ne sont pas refusés. Il ne fera rien qui puisse légitimement donner lieu à des soupçons de partialité, qui n'existent pas et qu'il envisage Lui-même comme contraire au vrai bien de l'Etat; mais n'est il pas à craindre, et j'ose en appeler à la profonde pénétration de V. M., que, malgré les insinuations du Ministre de l'Etat à Paris, il ne soit impossible de faire revenir la cour de France des idées qu'Elle s'est formé sur le sistème qu'Elle nous suppose, tant que ces insinuations ne Lui parviendront pas par des canaux en qui Elle aie confiance, et ne seroit-il pas à désirer qu'on put la convaincre d'ailleurs que nous ne sommes pas Anglois, mais sincèrement neutres.

Les dernières lettres de V. M. ont rassuré sur les vues des François quant au danger, que pourroit

courrir la République d'être entrainé dans une guerre avec Elle, mais V. M. ne pense-t-Elle pas que la France souhaite que nous rompions avec l'Angleterre et que c'est là le motif de ses démarches dans l'affaire des convois? Vous regardez vous même, Sire, une guerre quelconque comme un malheur pour la Hollande. Ce n'est pas pour heurter de front la ville d'Amsterdam, qui paroit la désirer, mais parce que le Prince aime le vrai bien de l'Etat, qu'il ne sauroit envisager cette ville comme constituant seule la république entière, qu'il a travaillé à arrêter des démarches nuisibles et dangereuses, vu la décadence où étoit tombé notre marine. Depuis le mémoire qui a été envoyé à V. M. toutes les les opérations du Prince ont tendu à accélérer son rétablissement, afin de mettre la République tellement quellement en état de soutenir ses convois lorsqu'Elle en accordera. La prudence, la modération et l'addresse, que V. M. nous recommande vis à vis des Amsterdamois, ne changeront pas leur sistème; ils ont de tout tems et par principe été opposés au stadhoudérat. C'est après ce sistème qu'ils excitent eux-mêmes la France et qu'un couple de leurs magistrats, qui dirigent les affaires, concertent tout avec l'ambassadeur de France. Les suites de ces intrigues ne peuvent que restreindre le pouvoir, le crédit et l'influence du Prince, une partie du mal est déjà fait et il fera de plus grands progrès si on ne peut faire renoncer la France au plan qu'Elle paroit s'être formé contre l'intérêt du stadhoudérat, en tachant de la convaincre que le Prince n'est pas plus opposé à ses intérêts que disposé à favoriser ceux de l'Angleterre; que ce n'est pas pour servir cette nation qu'il s'est opposé aux convois des bois de construction, avant qu'on soit en état de le faire efficacement, mais pour éviter une guerre avec cette

nation dans un tems, où notre marine n'est pas suffisante pour la soutenir et où la perte totale de tout notre commerce en auroit été infailliblement la suite. Tant qu'on ne pourra convaincre le Ministère François de ces vérités, on n'arrêtera pas le progrès du mal, et comme V. M. daigne prendre un véritable intérêt à notre situation critique, je La suplie de nous honorer de la continuation de ses conseils sur cet important object. Peut-être qu'une simple insinuation à la cour de Versailles de l'intérêt qu'Elle prend au sort de la République et particulièrement à celui du Prince et de sa Maison, sufiroit pour prévenir nos malheurs. Peut-être même l'Impératrice de Russie, sa fidèle alliée, pourroit-Elle se prêter à une insinuation pareille. Je n'ose pas demander de si grandes faveurs à V. M., mais Elle me pardonnera la témérité que j'ai de Lui ouvrir des idées qui sont les suites de cette confiance sans réserve, que ses bontés et mon respect tendre et sincère m'inspirent pour Elle.

Je la conjure de me pardonner la longueur de ma lettre, qui peint les sentimens du Prince, qui se met aux pieds de V. M., comme elle exprime les miens.

J'ai l'honneur d'être, etc.

LETTRE DVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

10 Juny 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ten uiterste gevoelig aan de blyken van vertrouwen, door U. D. H. en H. K. H. in mij gestelt, heb ik d'eer hiernevens te restitueeren de missive, welke

H. K. H. voorneemens is aen Z. M. de koning van Pruissen te doen afgaen. Ik kan niet genoeg uitdrukken mijne admiratie over de missive, dewelke in allen deelen volmaakt goed is.....

P. v. Bleiswijk.

LETTRE DVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question du convoi.

—

'sHage, den 24 Juny 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

..... Ik ben benieuwt welke resolutie de bontgenooten zullen neemen; zoo als de meerderheit der provincien de zaek decideeren zal, zal ik moeten handelen. Vindt de meerderheit goet zich bij Hollant te voegen, zal het niet aen mij manqueeren dat de houtschepen geconvoyeert werden, daer koomt van wat er ook van koomen mag, maer valt het anders uit en de meerderheit vindt goet de convoyen provisioneel te bepaelen conform de resolutie van den 19de November, zal ik geene andere ordres konnen geeven, en in zoo een geval zal ik moeten geeven een gelimiteerd convoy met exclusie der houtschepen.....

W. Pr. v. Oranje.

LETTRE VIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 6en July 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Met het uiterste leetwezen zie ik de laegheid, die de Heeren van Dordrecht van intentie zijn op morgen

te doen. Hoe meer dat ik diergelijke zaeken zie, hoe noodiger denke ik dat ten minsten per plura ter generaliteit getragt moet werden te beletten dat Vrankrijk de Republicq niet volkomen regeere en de wet voorschrijve, want ik ben overtuigt, zoo als de meeste groote steden of, om beter te zeggen, de leden der Vroetschap van de groote steden, denken, wat of Vrankrijk ook van de Republicq zoude koomen te vergen, zij zulks zullen executeeren, altoos allegeerende de vreeze voor de edicten. Ik verlange de Republicq in vreede te mainteneeren en ben overtuigt dat, zoo men convoy zonder bepaling verleent en dat dus daerin Vrankrijk triumpheert, zij wel middel zal vinden om van die victorie te profiteeren en de Republicq nootzaeken zich met haer te voegen om aen Engelant den oorlog aen te doen; of zulks met de waere belangens van de Republicq overeenstemt, laete ik aen een ieder te beoordeelen.....

W. Prins van Oranje.

LETTRE DIX.

Le pensionnaire Bosschaert au conseiller-pensionnaire. Adresse de la ville de Dordrecht à l'ambassadeur Français.

—

Dordrecht, 6 July.

Hoog Edele Gestrenge Heer.

Nadat de Heer fransche ambassadeur de bewuste note had overgegeven, verbeelde ik mij dat alle deliberatien over het doen van een addres aen Z. Exc. van wegen deze stad vervallen waren. Ik gaf daarvan bij een biljet kennis aan onze heer præsident-burgemeester en tegelijk in bedenking om den oudraad nu niet op den eed, gelijk het voorneemen

was, maar alleen ordinario modo te convoceeren. Dit vond geen ingang, en uit de meenigvuldige visites, die ik kreeg, bespeurde ik welhaast dat er een zeer groote drift was om absoluut, even als Rotterdam, een compliment aan mijnheer den ambassadeur af te leggen; raisonnementen vonden geen ingang meer; het refrain was altijd: 't zoude kunnen gebeuren dat Rotterdam door die démarche eenige meerdere faveurs kreeg, en het zoude onverantwoordelijk wezen als deze stad, iets minder als Rotterdam gedaan hebbende, zoude moeten zien dat de commercie van deze stad meerder als die van Rotterdam gedrukt wierd. Het besoigne is daarop gisteren gehouden; mijn præadvis (om met dit adres ten minsten nog wat te supercedeeren en een bekwamer geleegentheit af te wagten) gerejecteert, dog evenwel bij de leeden van 't besoigne per plura goedgevonden dat hetzelve zoude werden gecontinueerd. In den oudraad wierd gerapporteert, dat de leeden zig nog niet in staat bevonden om H. Ed. Gr. Achtb. te dienen van advis, maar desniettegenstaande wierd bij meerderheid in den oudraad geresolveert, dat er een commissie aan den franschen ambassadeur zoude werden gedecerneert, om te bedanken voor de provisioneele suspensie en te verzoeken dat de tijd van een maand mogte worden verlengt, ten minsten voor zoolang dat men het effect van de middelen, die Holland in 't werk zoude stellen om de provincien tot een onbepaalt convoy te te permoveeren, zoude konnen hebben zien en de heeren b[urgemeeste]r M. Onderwater, Gevaerts en van de Wall[1]) zijn specialijk verzogt en gecommitteert om met den heer pensionaris

[1]) M. M. Matth. Onderwater, Ocker Gevaerts, Pierre Henri van de Wall, tous les trois membres du conseil municipal et de la magistrature de la ville de Dordrecht, dont M. Corn. de Gijselaar vint d'être nommé second pensionnaire.

De Gijselaer de voorz. commissie afteleggen, dog men zoude bij de extensie van heden nader en finaal verklaaren; of daar nu verandering in komen zal, weet ik niet. De deliberatien duuren thans vrij lang....

C. BOSSCHAERT.

P. S. De resolutie, die op gisteren bij den oudraad tot het afleggen van de commissie bij den heer franschen ambassadeur genoomen is, is op heeden gearresteert. Gemelde heeren vertrekken morgen tot dat einde na 's Hage; zeer waarschijnlijk zullen hun Ed. aan Z. D. H. kennis van hun afgelegde commissie tragten te geeven.

DX.

Copie d'une missive du bourgmestre I. Rendorp au conseiller-pensionnaire. Communication confidentielle.

—

Amsterdam, den 20 July 1779.

Hoog Edele Gestrenge Heer.

De heer burgemeester Hooft is gelast U. H. E. G. uit naem van burgemeesteren te zeggen, dat de visite door de beide pensionarissen den 25 Juny ll. aen den franschen ambassadeur buiten last en kennis van hun Ed. Gr. Achtb. gedaen is; dat zij daerover ten uytersten kwalijk te vrede zijn en hunne gevoeligheit aen pensionarissen getoont hebben. Ik begin hoop te krijgen dat men hier op eene bezadigder wijs zal beginnen te handelen en teffens zal tragten de goede harmonie tusschen Z. H^{t}. en onze stadt te doen herleven. Ik durf aen 't papier niet meerder betrouwen....

J. RENDORP.

LETTRE DXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Visite du bourgmestre Hooft.

—

21 July 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Deze morgen heb ik met de post ontfangen de inleggende brief van de heer Rendorp, en weinige tijts daarnaa is de heer burgemeester Hooft bij mij geweest om zig te requiteeren van de commissie in die missive gemeld, ten eynde namentlijk te desavoueeren de stap, door de twee pensionarissen van zijn stad op den 25 Juny ll. bij den ambassadeur van Vrankrijk gedaan. Zijn Ed. heeft zig daarover vrij flauw geuit en niet meer gezegt als nodig was om aan het oogmerk der commissie te voldoen. Ik heb die geleegentheid waargenoomen om zijn Ed. over het werk van de augmentatie te onderhouden en het genoegen gehad van eenige meerdere faciliteit te bespeuren dan wel bevorens....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

—

Hage, den 21 July 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens terugge de missive van den heere Rendorp. De démarche van de heeren van Amsterdam om het verrichte van de heeren Van Berkel en Visscher te desapprobeeren,

heeft mij genoegen gegeeven in dat vooruitzicht dat zij wat meer aen de hant zullen koomen om de Republicq in een respectabele toestant te brengen. Ik danke U. W. D. G. voor die communicatie, alsmede voor de copie van het plan van den heere van Maersseveen [1]). Ik durve noch niet zeggen dat hetzelve, zoo als het legt, acceptabel is, maer misschien zal er kans zijn om zich te verstaen op dat point bij wege van het een of auder conciliatoir.

Omtrent het werk der onbepaelde convoyen blijft thans de questie noch of men zich eerst in staet zal stellen en daerna daartoe resolveeren, dan of men zulks nu terstont zal resolveeren en daarna delibereeren over de middelen om zich in staet van defensie, zoo te water als te lande, te stellen. Godt geeve dat omtrent dit werk eindelijk eene heilzaeme resolutie moge genoomen werden, waerdoor eens en vooral de discrepances, die sedert eenigen tijt onder de leden van staet geheerscht hebben, mogen uit de wegh geruimt en de waere belangens van het Vaderlant, gepaert met het behoud der vreede, mogen bevordert worden: zoo het vertrouwen onder de Staetsleden kan herstelt worden, desespeere ik daer niet geheel van.....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les débats du besogne provincial.

—

29 July 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

In het besogne op heeden gehouden door de heeren van de Ridderschap geadviseert zijnde zoo als

[1]) C'était plutôt un exposé de considérations personnelles.

d'eer gehad heb aan U. D. H. ll. Maendag voor te dragen, zijn dezelve volmaakt wel gevolgt door de heeren van Delft, Gouda maatig wel, Alkmaar nog minder wel, Hoorn, Enkhuizen en Medenblik. De heeren van Leyde in het geheel geen last hebbende, heb ik, ziende de drift van de andere leeden, allen met meerder of minder ijver amplecteerende het violent systema van Dordrecht tot het sluiten van de proviciale kas, heb ik het besoigne gecontinueert tot Woensdag....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXIV.

Le prince d'Orange à l'ambassadeur De Berkenroode. Véritables sentiments au prince.

La Haye, ce 29 Juillet 1779.

Monsieur.

Je ne suis pas dans l'habitude de vous écrire, mais dans les circonstances critiques où se trouve la République, j'ai cru nécessaire de vous marquer mes vrais sentiments, afin que vous en puissiez faire usage, si malheureusement on donnoit un faux jour à ma conduite et que l'on voulut m'imputer des sentiments ou des vues que je n'ai pas. Je crois que rien ne convient plus à cette République, à la tête de laquelle j'ai l'honneur d'être placé, que de cultiver par tous les moyens compatibles avec la dignité d'un Etat libre et indépendant la bienveillance et l'amitié des Puiscances, dont Elle est voisine ou avec lesquelles Elle a le plus de rélations, et surtout celle de S. M. très chrétienne. Je crois que rien ne lui convient moins que de prendre part à la guerre, qui embrase actu-

ellement une grande partie du continent, et que ses vrais intérêts exigent qu'Elle reste neutre. C'est avec la plus vive douleur que j'ai vu que S. M. très Chrétienne et son ministère ont regardé la résolution des Etats-Généraux du 19 Novembre dernier comme contraire à la neutralité et indiquant de la partialité pour l'Angleterre. Cela n'a jamais été le but, ni de Leurs Hautes Puissances, ni de moi, et le dessein étoit d'éviter les occasions d'avoir des rencontres avec les escadres Angloises, qui auroient pu occasionner une rupture avec cette Puissance, ce que je crois être contraire aux vrais intérêts de ma patrie, surtout la marine de l'Etat n'étant pas dans un état assez respectable, quoiqu'Elle puisse le devenir dans quelque temps avec de la dépence et des soins, pour pouvoir résister à la Marine Angloise, si cette Puissance trouvoit bon, contre ses vrais intérêts et le traité de 1674, d'intercepter nos convoys s'ils les trouvoient chargez de bois de construction, et qu'il m'a toujours semblé qu'avant de faire des démarches, qui pourroient conduire à une rupture, il falloit que la République augmentât son armée et sa flotte au point de pouvoir se défendre en cas où l'Angleterre voudroit lui empêcher de faire ce que les traités lui permettent; ainsi si le 19e de Novembre dernier l'Etat avoit été armé, je n'aurois pas balancé d'aviser pour les convois illimitez, mais je crois en bonne conscience ne pouvoir donner un pareil avis, au moins d'avoir une flotte au moins d'une vingtaine de vaisseaux de ligne et d'autant de frégattes bien équipées et prêts à mettre en mer, et une armée de cinquante à soixante mille hommes pour pouvoir défendre nos frontières et nos côtes. Une circonstance qui augmente de beaucoup nos embarras, c'est le mémoire présenté par l'ambassadeur d'Angleterre, demandant le secours stipulé par

le traité de 1678. Je crois qu'il seroit très avantageux pour l'Etat d'être dispensé de le donner et de ne rien faire qui pût donner le moindre ombrage à la cour de France, mais pour que l'on puisse refuser le secours stipulé, il faudroit, selon moi, par provision ne pas donner des convois illimitez, afin d'observer la plus exacte neutralité enire les cours belligérantes, dont l'une nous demande le secours stipulé par le traité de 1678, l'autre que nous fassions observer à l'Angleterre à la lettre le traité de 1674. Je ne sçais pas quelle sera la détermination de L. H. P., mais si leur intention étoit d'accorder le secours à l'Angleterre, je suis très assuré qu'il ne seroit que défensif et uniquement pour aider à défendre les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, en cas d'invasion ou de descente, avec ordre de n'agir en rien offensivement contre les troupes ou vaisseaux de Leurs Majestez Chrétienne et Catholique, et j'oserois garantir que cela même ne se fera point sans satisfaire en même temps aux désirs de la cour de France, en accordant les convois illimitez selon la teneur du traité de 1674 pour toutes les marchandises qui ne sont pas déclarés contrebande par ce traité. Il seroit bien à désirer que S. M. voulût rendre sa bienveillance aux sujets des Etats de toutes les provinces, qui, j'ose le dire, n'ont pas mérité de la perdre, et qu'Elle daignât faire pour les sujets des Provinces de Gueldre, Zeelande, Utrecht, Frise, Overijssel et Groningue, ce qu'Elle vient de faire pour ceux de la Province d'Hollande: alors cet état, pouvant délibérer comme un état libre, en témoignera sa reconnoissance et montrera, comme elle a toujours tâché de la faire, son désir de cultiver la bonne harmonie, qui a si heureusement subsisté depuis si longtemps entre le roi et son ayeul de glorieuse mémoire et cette République.

J'ai cru nécessaire de vous marquer mes sentiments, afin que vous ne les appreniez pas par d'autres que par moi. Je crains que ceux, qui me veulent du mal, n'empoisonnent mes actions les plus innocentes et ne représentent tout ce que je fais comme si j'étois guidé par des vues d'intérêt particulier ou que je préferasse les intérêts de l'Angleterre à ceux de ma patrie. Rien n'est plus faux et c'est un pur zèle pour ce que je crois être les vrais intérêts de ma patrie, qui me fait agir.

Je sçais qu'on a débité que je cherchois à ma fille au (sic) Prince de Galles; il n'en a jamais été question, et je ne sçais si je rechercherois cela pour Elle, quelque honorable que soye cette alliance, mais vous connoissez notre constitution et que les descendants d'une Princesse de ma Maison, marieé à un Roi où à un Electeur, sont incapables de succéder au stadhoudérat. J'ai deux fils, mais ils sont en bas âge et peuvent mourir sans postérité, et si ce mariage se faisoit et qu'il plut à la Providence de m'enlever mes fils, j'aurais la douleur de voir ma postérité privée des dignitez danc ce pays; ainsi vous pouvez comprendre que je ne recherche pas du tout cette alliance comme l'on veut le faire croire. J'avoue que j'ai avisé contre les convois illimitez et avec plus d'ardeur après la publication des édits et du tarif, mais voilà mes motifs: j'ai cru que la dignité d'une république libre exigeoit que nous agissions comme telle, et par conséquent que nous ne nous laissions pas imposer des loix, et je crois que l'on a mal conseillé le roi et son ministère de leur avoir proposé d'excepter les villes de Haerlem et d'Amsterdam des édits comme une récompense d'un avis donné aux Etats, qui selon la constitution de cet état n'auroit pas du être révélé à une Puissance étrangère, et pour cela je ne puis

jamais voter pour le convoy illimité, tant que les édits subsistent. S'ils sont révoquez ou du moins suspendus pour toute la République et que la République soye armée de façon à pouvoir avec effet convoyer les bois de construction et attendre les suites qui en peuvent résulter, sans hazarder la conservation de son territoire et la perte de son commerce, je serai prêt d'y donner les mains, comme je l'ai déclaré aux Etats de Hollande dans leur assemblée et et par lettre aux Etats des six autres Provinces le 10e de Mars dernier, mais avant cela je croirois manquer à mon serment et à la fidélité que je dois à cet état, si je le faisois, et si je dois dire naturellement [1]) ce que je pense, je crois que les vrais intérêts de la France seroient de nous laisser tranquiles et de ne pas exiger de nous que nous fissions quelque chose qui pût nous brouiller avec l'Angleterre, pourvu que nous ne nous mêlassions pas dans cette guerre et que nous ne donnions point de secours aux Anglois, et de nous laisser les maîtres de convoyer ou de ne pas convoyer les bois de construction, selon que nous croirions convenable. Elle pourroit alors profiter de notre pavillon pour transporter avec sureté toutes autres espèces de marchandises, et je crois que nous pouvons lui être de cette façon de plus d'utilité que si nous convoyons les bois de construction et que nous nous exposons par là à une rupture avec l'Angleterre.

Au reste je vous prie d'être persuadé de la parfaite consideration avec laquelle je suis,

Monsieur . . . .

G. PR. D'ORANGE.

[1]) Le sens exigerait „franchement" ou quelque synonyme: probablement le copiste n'a pu réussir à déchiffrer la mauvaise écriture du prince.

LETTRE DXV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Visite de l'ambassadeur Français.

—

Doorluchtigste Vorst en Heer!

Ik heb deze middag bij mij gehad de Heer ambassadeur van Vrankrijk, die mij in substantie heeft gesegt, dat de Koning zijn meester aan hem overgelaeten hebbende om, met opsigt tot eene provisioneele prolongatie van het bewuste suspensif edict, te disponeeren zooals gevoeglijkst zoude beoordeelen, hij aan de commissarissen van de franse marine te Amsterdam en Rotterdam ordre had gegeeven, om, behalve de twee origineelijk gepriviligeerde steeden Haarlem en Amsterdam, ook nu de steeden Dordrecht, Rotterdam en Schiedam in de provisioneele suspensie te comprehendeeren, met uitsluiting van de andere Hollandsche steeden, en dat hij gemeend had mij hiervan in 't particulier kennis te moeten geven....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

—

Hage, den 6 Augustus 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

....Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor de communicatie van het voorgevallene op heden ter staetsvergaederinge en verwachte niet veel goets van Amsterdam. Als ik maar uitwerken konde dat zij toe-

stonden dat provisioneel, in afwachtinge van de resolutie der provincien tot onbepaelde convooyen, bepaeldelijk geconvoyeert wierde, zoude ten minsten de commercie konnen geholpen worden en de scheepen niet onnoodigh in de havenen blijven leggen. Het is mij aangenaem dat de Heer Bodaen[1]) van zijne audientie content is geweest. Het doet mij leet dat de augmentatie niet reusseeren wil, maar het is niet onverwacht. Voor het overige geeve ik U. W. E. G. in bedenken of het niet noodigh is mesures te neemen om de steeden van het Noorderquartier in een goet voetspoor te houden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La réponse de la princesse au roi de Prusse.

—

10 Augustus 1779.

Doorluchtigste Vorst en Heer.

Met ootmoedige dankzegging voor de communicatie, heb ik d'eer te restitueeren de missive van de Koning van Pruisen en de rescriptie van H. K. H. Die rescriptie[2]) is volmaakt goed ter bereiking van het oogmerk, om Hoogstgedachte Z. M. te beweegen om de intrekking der edicten bij het fransche Hoff wel te willen uitwerken. Buiten dit zeer gepast en heylzaam oogmerk zoude op de periode nopens het secours

[1]) Le bourgmestre Mr. Gualterus Bodaen d'Amsterdam.

[2]) Il n'existe de cette réponse d'autre minute que celle qui avait projetée par M. de Larrey; ainsi il est probable qu'elle a été expédiée sans changements d'importance.

aan Engeland wel eenige reflextien konnen vallen, terwijl het peut-être meer dan waarschijnlijk nooit gerealizeert zal werden en daertegens eene algemeene contradictie te wagten is.....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Desseins de la ville d'Amsterdam.

Hage, den 18 Augustus 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik kan U. W. E. G. melden dat er van Amsterdam niets goets te wachten is; dat derzelver resolutie daerheenen zal gaan te sustineeren, dat uit de resolutie van H. H. Mog. van 26 April 1779 genoegzaam blijkt dat convoy zal worden verleent na de Fransche en Engelsche havenen [1]), dat daarin geene exceptien van eenige goederen word gemaekt en dat dus deeze resolutie voor een onbepaelt convoy moet worden gehouden, te meer wijl de resolutie van 19 November buiten effect is gestelt; dat zij zullen insteeren dat de resolutie van Hollant, bij meerderheit genoomen tot onbepaalt convoy, door de accedeering van de minderheit eene eenpaerige resolutie werde, en dat de Ridderschap derzelver aenteekening moet terugh

[1]) La resolution du 26 Avril, concernant l'equipage de 32 vaisseaux et frégates, finit par la clausule suivante: „.... que la résolution sera communiquée à S. A. S. le prince d'Orange, avec prière qu'autant que possible tous les mois un convoi sera accordé vers les ports Anglais et Français, ainsi que vers Lisbonne et la Méditerranée, toutes les fois qu'il sera nécessaire, et au moins deux fois par an vers les colonies de l'Etat aux Indes Occidentales."

neemen en intrekken; dat het convoy tegens het einde van dit jaer moet in gereetheit zijn en niet langer werden uitgestelt, en dat, zoo dit dus werd geresolveert, men genegen is aen de andere provincien genoegen te geeven in eene augmentatie te consenteeren volgens de resolutie van den jaere 1774, en dat, bij weigering, men op nieuws dreigen zal de quota niet te zullen opbrengen etc. De vroetschap heeft bestaan uit de Heeren regeerende burgemeesteren Hooft en Van de Pol, raeden Temminck, Straelman, De Graef, Muilman, d'Orville, Abbema en Hovy; dus blijkt hoe weinige leden zich aen de zaeken laeten gelegen leggen en compareeren. Op zoo een wijze kan niet wel een afkomst der zaeken gemaakt worden, en ik ben liever overstemt dan dat ik ooit consenteere op die wijze in het onbepaelt convoy. Willen de Staeten-Generael het doen, zij zijn meesters, en ik zal obedieeren en, na mijne remonstrantien gedaan te hebben, de noodige ordres doen afgaen, maer ik kan in gemoede niet mijne toestemming geeven aen mesures, die ik aanzie als ruïneus voor de waere belangens van het Vaderlant, bijzonder in een tijt dat er eene crisis is, die niet lang duuren kan zonder dat Engelant of Vrankrijk eene geweldige slag geeve of ontfange. Laeten wij ten minste dit tijtstip afwachten en alsdan zien wat de waere belangens van het Vaderlant requireeren.....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. Entretien avec un des bourgmestres d'Amsterdam.

Hage, den 18 Augustus 1779.

Wel Edele Gestrenge Heer.

.... Ik hebbe heden den Heer Bodaen bij mij gehad. De Heeren van Amsterdam willen eerst hebben dat het point van het onbepaalt convoy gedecideert zij en daerna in conferentie met mij treeden. Ik kan niet wel begrijpen waerover, of het moet zijn over het quomodo der augmentatie. Ik hebbe hem getracht de incongruiteit daervan aen te toonen en te persuadeeren niet op het onbepaelt convoy te insteeren tot dat gezien was wat gebeuren zal van die vlooten, die zich tans in het canael bevinden, en of de Franschen waerlijk eene landing in Engelant willen doen, hetgeen binnen weinige weeken zal gedecideert zijn; daeromtrent heeft hij aengenoomen te schrijven en te trachten zulks te effectueren. Onze conversatie is vrij lang geweest en het is mij onmogelijk alles op het papier te brengen. Hetgeene dat mij klaar gebleken is, dat is dat het te Amsterdam eene affaire van point d'honneur geworden is een onbepaalt convoy te hebben, want mijne argumenten er tegen konde hij niet oplossen. De conversatie is doch vriendelijk geweest en ik hebbe noch gezegt, dat mij aengenaem zoude zijn met meer der heeren burgemeesteren openhartigh over de materie te konnen spreeken. Hij heeft aengenoomen den H^{r}. Temmink te persuadeeren om over te koomen. Hij zeide niets tegen te hebben dat schepen naer de West-Indien gezonden wierden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Projet conciliatoire.

Hage, den 21 Augustus 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens een concept conciliatoir, dat ik voor eenige dagen opgestelt hebbe, zooals het uit de penne is voortgevloeit. Op dien voet ben ik bereit in het onbepaelt convoy te consenteeren, maer, zonder dat men iets tegelijk doet om Engelant te complaceeren, denke ik voor mij dat het de aller gevaerlijkste démarche is die met mogelijkheit kan werden uitgedagt. Ik kan er in gemoede nimmer voor adviseeren en denke, zoo in de Ridderschap als elders, te moeten inhæreeren mijne propositie van den 10 Maert jl., want hoe meer ik er op reflecteere, hoe ondoenlijker het verleenen van onbepaelt convoy mij voorkomt, zoo lang men geen meerder aental van schepen heeft aengebouwt en in equipage gebragt; derhalven geloove ik dat de Ridderschap, zoo zij in het besogne adviseert om het onbepaelt convoy te verleenen, des dat tegelijk de voorgeslagene augmentatie volgens het plan van den jare 1778 werde geconcludeert, er bij zoude moeten voegen dat vermeent dat men zich teffens ter zee ook in staet van defensie moet zien gebragt, en dat hetzelve niet moet worden gegeeven vóór dat de Republicq 40 gearmeerde schepen en fregatten in dienst heeft, gereet om uit te vaeren op de eerste order, waeronder ten minsten 20 van vijftigh en een meerder charter.

Wil men Frankrijk helpen en word bij Amsterdam en andere leden gemeent dat zulks 's Lants waere belangens mede brengt, zoo moet men het exempel

van Spanje volgen en zich niet verklaeren noch démarches doen, die aen Engelant ombrage geeven, zooals het verleenen van onbepaelt convoy, vóór dat men in staet is om zulks te doen, zonder gevaer te loopen van door Engelant te worden overvallen; dit zoude mijn advis zijn, al was ik in de gront van dezelve gedachten als de Heer van Berkel cum suis, maer ik wil niet ontveinzen dat ik van andere gedachten ben en dat ik denke dat 's Lants waere welzijn vordert dat Engelant niet te gronde gaet en dat Frankrijk het Imperium Maris met Spanje verdeele, dat de commercie van houtwaeren of de houtnegotie en het gevaer om die te zien verminderen daar niet teegen kan overweegen, en dat het interest van de protestantsche religie in het bijzonder vordert dat de Republicq niet in oorlog met Engelant geraeke en Frankrijk helpe in haere desseinen om Engelant te ruïneeren. Ik geloove dat de zwakke situatie, waerin de heeren van Amsterdam de Republicq hebben gebragt, haer niet toelaet om het secours te geven, en kan daer in deeze omstandigheden ook niet voor adviseeren, maer, zijn wij te zwak om de engagementen van het tractaet van 1678 te voldoen, zoo zijn wij het ook om met gewelt te konnen vergen het effect van het trrctaet van 1674 in den ruimsten zin....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXXI.

Projet conciliatoire[1].

—

Dat konde werden geresolveert om onbepaelt te convoyeeren alle waeren, geene contrabande zijnde, volgens het tractaet van 1674, nadat in eene augmen-

[1]) *Minute autographe.*

tatie van ten minsten 9000 man zal zijn consent gedraegen en dat de marine van den staet zal zijn gebragt tot een aental van ten minsten tien geequipeerde schepen van linie van zestigh stukken en daerenboven van 30 mindere schepen en fregatten, waeronder ten minsten tien van 50 stukken, et dat nu voor alsdan werde geresolveert dat, zoo Engelant onze convoyen, geene contrabande-waeren inhebbende, laet passeeren en dat eene landing of invasie in eene der drie Rijken van Engelant, Schotlant en Ierlant geschieden zal, de Republicq het secours van manschappen en schepen, bij het tractaat van 1678 bepaelt, zal geven, des tegelijk verklaerende niet gehouden te willen zijn om verder zich in deesen oorlogh te bemoeien en dat het secours alleen moet dienen defensif en maer om de voorsz. drie rijken te beschermen tegens vijandelijke invasien, als begrijpende de neutraliteit in geenen deele te krenken, terwijl dat zij tracht aen Vrankrijk genoegen te geeven door het verleenen van onbepaalde convoyen na de letter van het tractaet van 1674, en aen Engelant, door het verleenen van het gestipuleerde secours bij het tractaet van 1678, en oordeelende dat Vrankrijk geene ombrage kan opvatten dat, terwijl zij ons vergt om te jouisseeren in den ruimsten zin van de voorrechten aen ons vergunt bij het tractaet van 1674, wij ook van onze kant præsteeren hetgeene wij verplicht zijn volgens het tractaet van 1678, en dat ook billijk is, zoo Engelant wil gaudeeren van de voorrechten van het tractaet van 1678, dat zij ons laet genieten die van het tractaet van 1674.

LETTRE DXXII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

22 Augustus 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren het concept conciliatoir door Hoogstdezelve in de groote zaak geformeert. Zeer gaerne wenschte ik genoegzame ruimte te vinden om U. D. H. omtrent de acceptabiliteit van hetzelve te verseekeren en teffens met het apparent succes van Hoogstdeszelfs zoo loffelijke pogingen te flatteeren; edog ik kan nog mag U. D. H. niet verbergen dat, gelijk dit conciliatoir gebouwt is op de suppositie dat de Republicq, in cas van landing in Engeland, verpligt zoude zijn tot præstatie der secoursen bij het tractaet van 1678 gestipuleert, dit gewichtig point van dien aard is, dat de affirmative beslissing een zeer sterke en onoverwinlijke tegenstand bij de groote meerderheid der leeden van Holland zal ontmoeten. Ik kan ook niet ontveinzen dat die tegenstand mij voorkoomt gegront te zijn op de eyge letter der exceptien, welke het tractaet zelve aan de hand geeft, en ik twijfel of, de gemelde verpligting in dit geval erkent werdende, er wel ooit een oorlog tusschen Engeland en Frankrijk zal konnen exteeren, waarin de Republicq dan ook niet verpligt zoude zijn voor de eerstgemelde partij te moeten kiezen. 'T zij mij verder gepermitteert te remarqueeren, dat de modificatie bij het conciliatoir nopens de defensive bepaling van het secours geheel is buiten en tegens de letter van het tractaet, wijl de verpligting tot het geven van secours of, met andere woorden, de existentie van het casus fœderis eenmaal erkent werdende, de verdere ver-

pligting dan ook terstont voor de Republicq gebooren werd, om namelijk binnen 3 maenden den oorlog aan de aggresseur te moeten verklaaren; ook schijnt die modificatie niet veel te zullen baaten tegensover die mogendheid, dewelke de præstatie van het secours zoude opvatten als eene infractie van de bij den Staat aangenomene en gedeclareerde neutraliteit, want hoezeer sommige publicisten (als Vattel [1]) etc.) wel beweeren dat de præstatie van een bepaald defensief secours met de neutraliteit bestaanbaar zoude zijn, zoo is egter dat sentiment geensints van die kragt, dat men daarop veilig zoude konnen doorgaan. Men kan voorts niet deguiseeren dat de combinatie van het secours uit hoofde van het tractaat van 1678 en het reclame van het tractaat van 1674 twee geopposeerde objecten uitlevert, die met geen mogelijkheid tezaamen en tegelijktijdig konnen bestaan, dewijl de Republicq, erkennende haar verpligting uithoofde van het eerstgemelde, dan ook notoir moet verliezen het effect van het laatstgemelde tractaat, 'twelk dan voor die tijt en geduurende dien oorlog vervalt en als slaapende moet werden aangemerkt. De combinatie der gem[elde] twee objecten vervolgens niet zijnde te compasseeren met den aard der thans subsisteerende tractaten, zoude oversulks niet anders dan door middel van eene geheel nieuwe negotiatie tusschen Engeland en den staat geconstateert en tot stand gebragt konnen werden....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Emerich von Vattel, diplomate et auteur d'une assez grande renommée, qui publia en 1758 un livre sur „le Droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains".

LETTRE DXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Supplément à la lettre du 18 Août. Réponse à celle du 22e.

—

Hage, den 22 Augustus 1779.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Ik hebbe vergeten aen U. W. E. G. te melden eene anecdote van mijne conversatie met den burgemeester Bodaen, dat is dat Z. W. E. G. mij gezegt heeft, om de conversatie te beginnen, dat hij hadde gesproken met zijne mederegenten van de conferentie, die ik verlangde met eenige burgemeesteren van zijne stadt te hebben, maer dat zij zulks niet gaarne zouden doen vóór dat het point van het onbepaelt convoy was gearresteert, bereit zijnde naderhant in conferentie te treeden; waerop ik repliceerde, dat het juist over dat point was dat ik hadde verlangt ze te onderhouden en dat ik derhalven begreep dat, zoo wij te zaemen konden spreeken met vrucht om de zaeken te concilieeren, het nu de tijt was. Dit maekt eene zeer notabele omstandigheit, die toont hoe weinig zij zoeken de zaeken in te schikken, maer dat het alleen er op uit is om aen Frankrijk te bezorgen hetgeene hij van ons zonder het minste recht vordert. Ik ben U. W. E. G. ook zeer verplicht voor deszelfs consideratien omtrent mijn concept conciliatoir; ik geeve het gaerne om een beter en mijne intentie was geenzins om het secours aen Engelant te bezorgen, maar om, door deeze deliberatien over het geeven van secours en het verleenen van convoy in een te smelten, te effectueeren dat noch secours noch onbepaelt convoy gegeeven werde, en dus dat de Republicq geene démarches koome te doen, die dezelve direct of indirect in deezen oorlogh

konden sleepen. Dit is mijn eenigst doelwit, en kan ik het bereiken, zal ik mij gelukkigh achten, kan ik altoos voor mij de satisfactie hebben van zooveel in mij was te hebben trachten te beletten, dat het bloet en de schatten mijner lantgenooten niet zonder genoegzaeme redenen wierden verspilt. Wil men dan absoluut convoyeeren onbepaelt, laeten wij ons eerst in staat stellen om zulks met effect te konnen doen en uithouden tegens de Groot-Brittannische vlooten; wil men zulks doen en de Republicq in staet van defensie zoo te water als te lande brengen, waartoe niet minder dan een vloot van 20 à 25 schepen van vijftigh stukken of van een grooter charter en van ten minste zooveel fregatten en een leger van niet minder als ten minsten vijftig duizent effective manschappen vereischt is, zal ik, hoezeer ik denke dat de démarche niet goet is, zulks aenzien, maer zoo men er toe resolveeren wil om zulks te doen vóór dat de Republicq in dien staat is gebracht, moet ik tot mijne décharge eene propositie daertegens doen, opdat ten eeuwigen dage blijke dat het tegen mijn advis is, dat eene zoo pernicieuse resolutie voor het Vaderlant genoomen is. Zoo U. W. E. G. eenige middelen kan uitdenken om in deezen tijt te winnen, daer alles van dependeert, zal mij zulks byzonder aengenaem zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXXIV.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Le convoi des vaisseaux, chargés de bois de construction.

La Haye, ce 23 Août 1779.

C'est avec la plus extrême surprise et non sans douleur que j'apprends que l'on a laissé passer les

convois Suédois avec des bois de construction et autres ammunitions navales, dans le temps que l'on ne veut pas permettre à la République de faire la même chose, quoiqu'outre le droit des gens elle aye encore pour elle un droit acquis par l'article quatrième du traité de commerce de 1674; on assure même que les capitaines Anglois auroient des instructions d'éviter toute discussion avec les convois Suédois. Il m'importe excessivement de sçavoir ce qui en est. J'ai travaillé et fais encore tous mes efforts pour empêcher que les Etats-Généraux n'accordent des convois illimités et nommément point à l'article des bois de construction, qui est le plus intéressant pour l'Angleterre. J'y ai réussi jusqu'ici et j'ose dire m'être sacrifié pour la bonne cause. Je suis prêt de faire encore tel sacrifice personel, qui puisse être utile au maintien de la bonne harmonie entre les deux nations, qui, selon moi, ne doivent jamais se brouiller, mais ce que je ne puis jamais sacrifier, ce sont les intérêts de l'Etat, et je crois qu'il est aussi de mon devoir de soutenir les intérêts des habitans de ce pais-ci, pour autant que je ne les crois pas contraires au bien-être de ce païs et à ce qui est nécessaire pour le maintien de la bonne harmonie avec ses voisins et en particulier avec l'Angleterre. Comme je craignois que, si nous cédions aux instances de la France et que nous nous laissons maîtriser par ses édits, il pourroit en résulter des rencontres entre les vaisseaux de S. M. Brittannique et ceux de cet état, qui pourroient avoir des suites fâcheuses, j'ai résisté tout que j'ai pu à la ville d'Amsterdam, ensuite à toutes les villes commerçantes et à une infinité de désagréables députations des négocians et aux intrigues de la France et de son parti, regardant comme ce qu'il y a de plus à craindre pour cet état

et pour l'Angleterre qu'une [l. une] rupture entre elles, ce qui seroit très pernicieux pour l'un et pour l'autre puissance. J'ai cru devoir ne pas prêter attention aux suites fâcheuses que ressent une grande partie de la République de l'effet des édits de la France, et qu'il valoit mieux souffrir cela que de risquer des brouilleries avec l'Angleterre. J'y travaillerai encore avec le même zèle, si je suis sûr que l'Angleterre ne souffrira d'aucune nation quelconque ce qu'elle veut nous empêcher. Je conviens, sans examiner la question de droit, qu'il est naturel qu'elle veuille empêcher que ses ennemis ne soyent fournis de munitions navales, sans lesquelles ils ne peuvent lui faire aucun mal, mais il n'est pas naturel qu'elle accorde à la Suède ce qu'elle refuse aux Provinces-Unies. Si tel est le cas, je ne puis plus voter contre les convois illimités et il faudra attendre les événemens. Je connois trop la justice du Roi pour oser présumer qu'il consent à refuser à la République ce qu'il accorde à d'autres nations. Si les François reçoivent les bois de construction, qu'importe à l'Angleterre quels vaisseaux les lui apportent et quels négociants les lui fournissent. Je me flatte donc que le Roi ne trouvera pas mauvais si de pareils ordres ont été accordés en faveur des vaisseaux Suédois, que la République donne pareillement des convois illimités selon la lettre du traité de 1674, car sans sela, sans aucune utilité réelle pour l'Angleterre, nous perdrons une branche de commerce et je fais un tort irréparable à mes concitoyens. Je vous prie de me répondre sur ce point aussi promptement et exactement que vous pouvez, afin de pouvoir prendre mes mesures en conséquence. Vous sçavez combien j'ai eu de peine pour empêcher que les choses ne soyent plus empirées qu'elles ne le sont, mais c'est fait de mon crédit et de tous ceux qui sont

pour l'alliance Angloise, si cette puissance veut nous traiter plus mal que d'autres nations: qu'elle attaque les convois Suédois et j'ai de bonnes raisons a alléguer pour empêcher qu'il ne soye accordé des convois illimités quant aux bois de construction, mais que veut-on que je réponde à ceux qui me disent que les Anglois ne font que menacer et [qu'] ils n'attaqueront pas nos convois, puisqu'ils ont laissé passer ceux de Suède? . . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DXXV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

23 Augustus 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Op de receptie der missive, waarmede U. D. H. mij gister avond heeft vereert, nader overpijnzende het object van het bewuste conciliatoir, neem ik de vrijheid U. D. H. te proponeeren off in hetzelve deze verandering zoude konnen hebben, dat de secoursen casu quo wierden toegezegt met de uitdrukkelijke bijvoeging, dat zulks geschied buiten en sonder eenig adveu van de minste verpligting voor de Republicq uithoofde van eenige subsisteerende tractaaten, en dat dan ook die secoursen vooral ten aanzien van de oorlogscheepen op een voet van merkelijk minder sterkte als het tractaat van 1678 medebrengt wierde bepaalt. Op die wijze zoude het conciliatoir eenigsints konnen aangaan, hoezeer ik egter hetzelve alsnog zeer weinig kan aenraaden en nog minder voor het succes instaan . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXXXI.

Le même au même. Les discussions au besogne provincial.

—

27 Augustus 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het besogne over de groote zaak, heede gehoude, is gecontinueert tot in de volgende week, zullende de vergadering egter bijeen blijven. Ik twijffel of bij de continuatie de zaaken nog wel in die termen zullen koomen, dat er een rapport uitgebracht zal konnen werden, en dus is er aan het oogmerk van U. D. H. tot tijdwinning voldaan.

De steeden Dordrecht, Delft en Rotterdam hebben zig, al vrij consonant, zeer ruim geëxpliceert voor alle toegeventheid op de augmentatie, mits het onbepaald convoy simul et semel en pari, passu vaststaande, en bij ontstentenisse van dien voor de denunciatie tot inhouding der provinciale quote.

Haarlem heeft zig gansch bekrompen geuit nopens de augmentatie en geïnsteert op de inhouding.

Leyden en Gouda hebben zig faciel verklaert voor de augmentatie onder de mits van het onbepaelt convoy, en nopens het point van de inhouding reflexie gemaakt op de H^n hunne principalen.

Amsterdam heeft eenvoudig gesegt dat zich in deze diliberatie niet konde inlaaten, sonder iets verder.

Alkmaar is geweest faciel op de augmentatie onder de mits van het onbepaald convoy en heeft zig in het geheel niet geëxpliceert op het point der inhouding.

Hoorn met de Ridderschap.

Enkhuizen faciel op de augmentatie, in 't bisonder ook als een middel om de provincien te disponceren tot het onbepaald convoy, dog gecontradiceert het poinct der inhouding....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXXVII.

L'envoyé à Paris au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 29 Juillet.

Paris, ce 28 Août 1779.

Monseigneur.

La confiance, dont V. A. S. a bien voulu m'honorer par sa lettre du 29 Juillet dernier, me pénètre de la plus vive reconnoissance.

Si les sentimens, que V. A. S. exprime si bien, qui sont si conséquens, eussent dès longtemps été adoptés, on vous eût rendu justice, Monseigneur, on eût vu l'union inébranlable et ses effets répondre à la dignité d'un état libre et indépendant. V. A. S. sent mieux que moi à quel point le contraire est devenu nuisible. La position des affaires publiques s'aggrave de jour en jour. Si pendant cette campagne n'arrive pas d'événement qui puisse influer sur une paix raisonnable à faire l'hyver prochain, cette guerre malheureuse pourra s'étendre et entraîner les suittes les plus funestes.

Il n'est que trop apparent même que cela aura lieu, vu le point essentiel à régler: l'indépendance du continent de l'Amérique, point que la France n'abandonnera pas, que l'Angleterre refusera constamment, à moins d'être contrainte au contraire; sur lequel l'Espagne ne s'expliquera que selon les circonstances.

La prudence paroit conséquemment indiquer à la République de réparer la faute commise, source de son embarras actuel, en augmentant sa marine à l'effet de protéger son commerce, ses troupes de terre pour couvrir ses frontières, exécutant enfin ce que V. A. S. n'a cessé de proposer. De quel côté la chance

tourne, quelles que soient les suittes de l'avenir, du moins sera-t-elle pour lors dans la position de pouvoir maintenir une neutralité respectable, ou si le sort en décide différemment, on la verra en mesure avec les puissances qui coopéront au bien de l'humanité.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect,

Monseigneur....

LESTEVENON VAN BERKENROODE.

LETTRE DXXVIII.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 23 Août.

—

Londres, le 31 Août 1779.

Monseigneur.

.... Continuant à parler amicalement avec Monsieur Fraser [1]), dont je ne pourrai jamais dire assés de bien, je lui ai représenté que des vaisseaux Suédois, chargés de munitions navales et escortés de deux vaisseaux de guerre, etoient entrés à Brest; que c'étoit un fait qu'on ne pouvoit contredire et que ce fait avoit occasionné le rapport que les capitaines Anglois avoient ordre d'éviter les vaisseaux Suédois; que le meilleur moyen de fermer la bouche et de donner du poids à ce que V. A. S. et ses amis disent et font pour empêcher le convoi illimité, seroit de mener dans les ports de ce païs des vaisseaux Suédois chargés de minutions navales et escortés par des vaisseaux de guerre; que cela feroit plus de bien à la bonne cause que tout ce que l'on pourra dire. Je ne puis finir cet article sans rendre justice à Monsieur Yorke; il écrit en parfaitement galant homme et sur

[1]) William Fraser, sous-secrétaire au département des affaires étrangères.

l'affaire même et sur ce qui regarde V. A. S., votre situation et votre travail. Il est impossible de détailler tout cela mieux et quand il m'auroit permis de dicter sa lettre, je n'aurois absolument pas pu dire d'avantage.

Le rappel de Mr. de Pouskin [1]) me fait espérer que la cour de Russie commence à être dans dispositions plus favorables. Je souhaite de tout mon coeur que je ne me trompe pas, car à moins d'une victoire très éclatante, ce sera une tache un peu trop forte pour l'Angleterre de résister seule à toute la Maison de Bourbon. Je m'étois flatté qu'on auroit fait une réponse au manifeste de la France pour mettre sous les yeux des cours de l'Europe toute la conduite de cette cour et de celle d'Espagne, ses projets et les dangers qui en résulteront, si l'on ne s'oppose à leur exécution, et qu'ensuite on auroit entamé quelques négociations, mais je n'apprens pas qu'il y ait quelque chose de pareil sur le tapis.

Je crains toujous que le cabinet ne soit pas aussi uni qu'il seroit à souhaiter dans un moment aussi critique. La place de secrétaire d'Etat is a bone of contention ....

J. W. VAN WELDEREN.

TETTRE DXXIX.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Réponse.

La Haye, ce 6 Septembre 1779.

Monsieur.

.... Je suis très satisfait de la réponse que j'ai reçu de l'Angleterre; rien de plus clair et de plus positif; on voit que c'est une pure calomnie que les prétendus ordres donnez en faveur des convois Suédois.

[1]) Le comte Mouschkin (ou Moussine?) Pouschkin, ambassadeur de l'impératrice Catherine II à Londres.

Si la Russie se déclara pour l'Angleterre et que l'affaire de l'Amérique soye accordée de manière ou d'autre, il me paroit que la Maison de Bourbon pourroit bien être mauvais marchand de l'aventure.

En Frise j'ai gagné mon procès et ils sont provisionnellement contre le convoy illimité. Je voudrois qu'en Hollande on voulût aussi entendre raison. Je suis obligé souvent de me relâcher sur bien des choses pour ne pas trop aigrir les esprits; tel est le renvoy du commandeur De Graef à saint Eustache.[1]) Je trouve qu'il s'est bien justifié, mais j'aurois voulu que l'on eût communiqué sa défense à l'Angleterre, en disant que l'on s'attendoit qu'elle n'auroit rien contre que l'on le laissât retourner à son poste, et qu'on eût différé de quelques semaines, afin de donner le temps à l'Angleterre d'intercéder pour lui, comme la France a fait pour le capitaine De Bruyn, mais j'ai cru qu'il valoit mieux céder en ceci, afin de pouvoir m'opposer avec plus de force au plan de convoyer les bois de construction....

G. PRINCE D'ORANGE.

DXXX.

Copie d'un mémoire du prince d'Orange.

—

Copie-memorie over den tegenwoordigen toestand der zaaken in de Republicq door Z. H^{t}. opgestelt den 21 September 1779 en ten zelven dage aan den heer Raadpensionnaris van Bleiswijk voorgeleesen.

De situatie, waarin deezen staat sig thans bevind, is deeze: door de hoofdigheid der heeren van

[1]) Après sa justification. Voyez sur sa cause la suite à l'ouvrage de Wagenaar, I. 105 sqq.

Amsterdam is de Republiq gehouden in eene ongewapende staat en daardoor in de situatie gesteld van door niemand en dus ook weinig aengesien te zijn.

In den jaere 1778 is oorlog ontstaan tussen Engeland en Vrankrijk over de door Vrankrijk gedaane declaratie, dat zij met de Noord-Americaansche Colonien, die de wapenen opgevat hebben teegens derzelver mère-patrie, als met eene vrije en independente mogentheid zoude handelen.

De Republiq heeft om wijze redenen verkoosen geen partij in dien oorlog te neemen en zig neutraal te houden.

Het waare te wenschen dat Engeland meer conform aan de tractaaten met deesen staat gehandelt hadde, en men zal niet ontveinsen dat de letter van het tractaat van 1674 de Republiq authoriseert om alle waaren, except de daarbij gespecificeerde die voor contrabande verklaard worden, na havenen van mogentheeden, met welke Engeland in oorlog is, met de scheepen van deszelfs ingezeetenen te transporteeren. Dus wordt ten volle erkend dat, was de Republiq in een gewapende toestand geweest, deselve hadde behooren en kunnen gebruyk maken van het recht, aan dezelve door dit tractaat competeerende, in de ruimste zin.

Maar de heeren van Amsterdam goedgevonden hebben[de], dat de Republicq niet in een gewapende toestand wierd gebragt, hadden ook niet behooren kwaalijk te neemen dat de Republiq niet gebruyk maakte van het regt dat zij hadden om alle waeren, zonder distinctie, except contrabande waaren, onder de protectie van desselfs oorlogscheepen te neemen, maar dat zij in steede van dien voor een tijd zig eenigsints daervan relacheerde en uit voorsigtigheid de partye naemen om geen scheepen met hout tot

den scheepsbouw gedestineert te convoyeeren, en dit maar provisioneel, om, als men in staat was gesteld door vermeerdering van de zee- en landmagt om zulx zonder gevaar te kunnen doen, zodaenige partye te kunnen neemen omtrent het verder convoyeeren of niet convoyeeren dier houtwaeren, als met de waere belangens van het Vaderland overeenkomstig soude bevonden zijn.

Was dit nog den staat, daar de zaeken in waaren, en was niets tusschen beide voorgevallen, zouden wij denken dat zoude kunnen gerust geresolveert worden om, volgens de propositie door Z. H. den heere Prince van Orange den 10 Maart deeses jaars ter vergaderinge van Holland gedaen, nu voor alsdan te resolveeren, om onbepaalde convoyen te verleenen, als het leeger van den staet zoude zijn gebracht tot vijftig à sestig duysend man en de vloot tot veertig à vijftig scheepen, waaronder niet minder dan twintig à dertig scheepen van linie; maar de omstandigheeden, zeedert voorgevallen, geeven aenleiding om te denken of de saek niet uit een geheel ander oogpunt behoorde te worden gezien.

Tot hiertoe heeft men maer alleen gesien de dwang, die Engeland omtrent onse commercie gepleegt heeft, de hoogmoed, met welken zij zig een chimerique Imperium maris hebben gearrogeert, en dat zij ten onsen opsigte niet præsteerden hetgeene zij volgens het tractaat van 1674 verpligt was, maar stellen wij eens hierteegen in de weegschaal, zonder van voorige tijden melding te maken, het gedrag, door Vrankrijk omtrent deese Republiq gehouden zeedert de maand van Maart 1778.

Zij heeft begonnen met een caap-reglement op den 26 July 1778 te emaneeren, in schijn zeer favorabel voor de neutraele mogentheeden, maar — hic latet

anguis sub herba — alleen voor den tijt van ses maanden, wijl daerbij voorgeschreven is, dat het zal cesseeren, zoo binnen ses maanden zij niet uitwerken dat Engeland hun diezelve faveurs accordeere. Wat kan dit anders beduyden dan, in andere woorden, Vrankrijk mag wel leiden dat genegotieert werde gedurende ses maenden, om van Engeland te verkrijgen hetgeen die Kroon nooit in eenige voorige oorlogen aan de neutraele mogendheeden heeft toegestaan, maar wijl zij zulx waarschijnlijk sal afslaen, zoo verstaat Vrankrijk dat alle mogentheeden Engeland daartoe door kragt van wapenen sullen dwingen: anders zal Vrankrijk zulke laege zielen straffen en aan zoodaenig een natie, die niet goedvind de wapenen daerom op te vatten, afneemen de gratuite faveurs, aan alle neutraele mogentheeden bij voorsz. reglement verleend.

Dit reglement heeft evenwel tot nu toe geen mogentheid aengelokt om Engeland te dwingen om een gelijk reglement als dat van Vrankrijk te emaneeren.

Maar wat gebeurd er? De provintien van Gelderlant, Zeeland, Utrecht, Friesland, Overijssel en Stad en Lande, en in Holland de Ridderschap en alle de Steeden, Amsterdam alleen uitgezondert, vinden goed om provisioneel op te schorten de convoyen ten opsigte van scheepen beladen met masten, zwaare balken, krommers, knien en diergelijk zwaar hout tot het bouwen nan scheepen van oorlog benoodigt, en zulx na de havenen der belligeerende mogentheeden. Deese resolutie is ter generaliteit met eenparigheid geconcludeert den 19 November 1778. Amsterdam protesteert teegens deselve. Wat doet Vrankrijk daerop? Die dreigt de Republiq: eerst dat zij, zoo handelende, zal verliesen de voorregten aan neutraele vlaggen verleend bij het meergedeelde reglement, dog ziende dat zulx van geen effect was op de gemoederen der leeden van staat,

die liever voor een tijt deese branche van commercie wilden zonder protectie laten dan, door dezelve te protegeeren, aenleiding te geeven tot een ruïneuse oorlog met Engeland, vind die mogentheid goed een nieuw middel te tenteeren om de zaken naer desselfs zinnelijkheid te dirigeeren, waerschijnlijk op instigatie van een landverrader, hoezeer men zoude behooren als een onmogelijkheit te stellen dat in dit vrije gemeenebest zodaenige monsters konden gevonden worden, om een edict te emaneeren, bij welke aan alle de scheepen deeser landen opgelegt word eene belasting van 50 sols per vat op de directe vaert en van 100 sols per vat op de cabotage, deselve voorts submitteerende aan het caep-reglement, conform gemaakt aan dat van den jaere 1744; dog om evenwel zig selve niet te benadeelen en desselfs geheele commercie niet te ruineeren, is uitgevonden de scheepen der Amsterdamsche ingesetenen van dit edict te eximeeren, deselve alleen submitteerende aen het betaelen van 50 sols per vat op de cabotage.

Van dit edict is eerst onder de hand gesproken, daernae een confidentieele kennis van gegeeven door den Heere Ambassadeur van Vrankrijk, die goed gevonden heeft aen alle logementen der steeden te gaen om met de deputatien te spreeken. De heeren van Haerlem zijn overgehaeld om zig bij Amsterdam te voegen vóór dat dit edict finaal is gepubliceert, 't geene dat effect heeft gehad, dat deselve gelijk met Amsterdam sijn geëximeert van de straffe, op het overige van deese Republiq gelegt omdat derzelver regenten, als vrije lieden handelende, niet hadden goedgevonden aan de ordres van Vrankrijk te gehoorsaemen, maar hadden geresolveert zooals zij vermeenden het voor God en de posteriteit te kunnen verantwoorden.

Het ware te wenschen geweest dat middelen in 't werk gesteld waren om tegens te gaen de menées van een buitenlandsche mogendheid en om te beletten het effect van desselfs intrigues, door de stad van Amsterdam te noodsaeken cordaet te handelen en niet te leiden dat ingeseetenen anders behandelt wierden dan die van de andere steeden en plaetsen deeser Republiq, of dat eenig middel was gevonden om eene belasting te leggen op de scheepen, gaende na de Fransche havenen, van 50 sols per vat, met dien verstande, dat die aentoonen konde die belasting in Vrankrijk betaeld te hebben daervan geëximineert zouden zijn, maer in plaetse van dien heeft men geene mesures hoegenaemd kunnen neemen, wijl men van te vooren wist dat Amsterdam sulx teegen soude gaen en dat geene der andere leeden moed genoeg hadde om sulx te proponeeren, en de eene stad voor, de andere na, heeft sig gevoegt bij Amsterdam, zoodat op den 30 Maert in Holland is geresolveert tot het insteeren ter generaliteit op het verleenen van onbepaalde convoyen, tegens welke resolutie de heeren van de Ridderschap en de steeden Schoonhoven, Briele, Hoorn, Enkhuysen, Edam, Monnikkendam, Medenblik en Purmerende een declaratoir hebben gedaan omtrent 't gevaar, dat zij sig daaruit voorspelden in de ongewapende staat, waerin de Republicq sig bevind.

Deese resolutie, ter generaliteit ingebragt sijnde, heeft aldaar geen effect gehad, geen een der bondgenooten sig bij Holland gevoegt hebbende.

Wat is hiervan het gevolg geweest? De adhærenten van Vrankrijk, ziende dat zij alles impune hier konden doen, hebben uitgewerkt dat een tarif uitgekomen is, waerbij alle de daarbij vermelde koopmanschappen aen een belasting van 15 percent zijn onder-

worpen, except die, welke sijn volgens de Fransche woorden du cru, of gefabriceert in de steden Haerlem of Amsterdam.

Het gevolg van dit tarif is geweest dat de kooplieden van Dort en Rotterdam, die reets zeer benadeelt waren door het bovengemelde edict, op niets meer denkende dan op 't middel om schielijk van deese belasting verlost te sijn, hebben weeten de regeeringe hunner steeden te engageeren tot 't neemen van violente resolutien, zooals om van verre te doen sien dat zij zouden ophouden met hun contingent in 's lands lasten te fourneeren, dat zij zouden insteeren op 't doen van provinciale convoyen wegens Holland alleen.

Men moet niet vergeeten dat eerst in het tarif verfstoffen van de belasting waren geëximeert, maar dat, apparent naerdat zij beetere informatien ontfangen hadden dat 'tzelve alsdan niet nadeelig genoeg zoude zijn voor de stad van Rotterdam en de provintie van Zeeland, zij meede in de belasting sijn gecomprehendeert.

Het gevolg daarvan is geweest dat bij pluraliteit op den 24 Juny in Holland is geresolveert tot het doen van nieuwe instantien aen de bondgenooten, om binnen vier weeken te resolveeren tot het verleenen van onbepaelde convoyen. De heeren van Rotterdam hebben geïnsisteert dat daervan aen den heere ambassadeur van Vrankrijk wierde kennisse gegeeven, om te verkrijgen dat Holland alleen van de edicten wierde geëximeert, dog sulx is met reede door haer Ed. Gr. Mog. van de hand geweesen, wijl 't niet decent soude sijn dat eene provintie aen eene vreemde mogenheid opening van derselver deliberatien gaf om te tragten zig daardoor te verrijken ten nadeele hunner medebondgenoten.

Hetgeene hun Ed. Gr. Mog. niet goetvonden te

doen, vond de heer Van Berkel, pensionaris van Amsterdam, goed op sig te neemen en gong met sijn meede-pensionnaris, de heer Visscher, zonder kennis van zijne meede-gedeputeerdens, aan het hôtel van Vrankrijk en gaf kennis van 't voorgevallen.

Hierop is wederom een nieuw middel in 't werk gesteld, 't geene moet doen gedenken aan de Latijnsche spreuk: Fistula dulce canit, volucrem dum decipit auceps; dat was om de geheele provintie van Holland van het edict en van het tarif te eximeeren, dog alleen tot den 1^{n} Augustus, met bedreiging, dat, zoo alsdan de resolutie tot onbepaeld convoy ter generaliteit niet was genoomen, Holland weeder aen het edict en tarif zoude onderworpen worden, met exemtie van Haerlem en Amsterdam.

Alle de bondgenooten sijn van gedagten gebleeven dat voor alsnog geen onbepaald convooy behoorde te worden verleend vóór dat de Republiq, zoo te lande als te water, in een respectabelder postuur was gebragt.

In het begin van July hebben de H^{n} van Rotterdam goedgevonden eene deputatie, bestaende in de heeren Van der Does, regeerend en Van Alphen, oud burgemeesteren, mitsgaders den pensionaris Neederburg, aen den heere ambassadeur van Vrankrijk te senden, om kennis te geeven van den uitslag der deliberatien in Holland en te versoeken dat het edict mogt worden opgeheeven of ten minsten gesurcheert.

In hoeverre sulx aen eene stad geoorloofd is, staet niet aen ons te decideeren, maer laeten wij sulx over aen kundiger, speciael om te bepaelen of een lid van staat, versogt hebbende dat aan een vreemde mogentheid kennis van den staat der deliberatien gegeeven wierde, en de staetsvergadering sulx niet goedvindende, daertoe mag resolveeren en sulx teegens de inclinatie der staetsvergadering mag doen.

Op dit exempel hebben de heeren van Dordrecht goedgevonden te committeeren de H[n] Onderwater, regeerend burgemeester, Geevaerts van Geervliet, regeerend scheepen, Van de Wal, oud-raed en de pensionaris Gijsselaer, om te danken voor de verleende surcheantie van het edict voor de maend van July en te versoeken dat sulx bij continuatie moge blijven opgeheeven.

Is het niet te vreesen dat Vrankrijk, ziende dat men haer niet teegen durft gaen en dat haar partij veld wint, altijd verder zal gaan en de Republiq noodsaeken zal deel te neemen aan den actueelen oorlog?

Zeedert dien tijd is in Holland niets verders voorgevallen als dat een rapport uit het groot besogne, waarin de heeren van de Ridderschap en andere haer Ed. Gr. Mog. Gecommitteerdens tot de zaeken van de Zee gebesoigneert hebben met eenige Hollandsche Raeden en Ministers der Admiraliteits-Collegien in Holland resideerende, is uitgebragt, waarbij met zeer bondige reedenen aangetoond is de inexecutabiliteit van een provinciael convooy, en dat vervolgens een rapport is uitgebragt door de heeren van de Ridderschap en andere haer Ed. Gr. Mog. Gecommitteerdens in het groot besogne, tendeerende om, door het voorslaen van eene augmentatie te lande, de bondgenooten te engageeren om toe te stemmen in de onbepaalde convoyen, met bedreiginge dat anders zulx aenleiding soude geeven tot deliberatien, waervan de gevolgen zouden zijn het sluyten van de kas en het niet meer participeeren in de lasten van 't bondgenootschap. Dit is dus bij meerderheit geresolveert, wijl de heeren van de Ridderschap, zonder af te gaan van derselver declaratoir van den 30 Maert, hadden goedgevonden te adviseeren om in eene augmentatie te bewilligen, om door dat middel te tenteeren eene eenparige resolutie der bondgenooten omtrent de con-

vooyen uit te werken en daerin sijn gevolgt door de heeren van Schoonhoven, Brielle, Hoorn, Edam, Monnikkendam, Medenblik en Purmerende; dat de heeren van Dordrecht, Haerlem, Delft, Leiden, Gouda, Rotterdam en Schiedam wel hadden geconsenteert in de augmentatie, mits pari passu gaende met de onbepaalde convooyen en voorts, mits bij ontstentenisse der convoyen, de quota der provintie van Holland inhoudende; dat Amsterdam hadde niet verder willen consenteeren in de augmentatie dan op de voet der resolutie van 1774 en niet anders dan mits dat de heeren van de Ridderschap derselver declaratoir van 30 Maert uit de notulen lieten ligten.

Gorinchem hadde gestemd als Dordrecht, uitgenomen dat sig niet hadde uitgelaten omtrent de inhouding der quota, zoo geene onbepaalde convoyen verleend wierden, zooals ook Alkmaer en Enckhuysen heeft gestemd voor de augmentatie en 't onbepaald convoyeeren, dog teegens de inhouding der quota.

Dit rapport is thans door alle leeden overgenomen en sal het object der deliberatien der aenstaande staatsvergadering uitleeveren. Op instigatie waerschijnlijk van diegeene, die thans den naem van patriotten usurpeeren, heeft Vrankrijk thans goedgevonden de Noord-Hollansche kaas te verbieden, dog, met autorisatie op desselfs ambassadeur om dien invoer weederom te permitteeren, zoo ras als de Noord-Hollandsche steeden bij Amsterdam zig zullen hebben gevoegt. Hierbij staat nog te noteeren, dat zeedert den 1n Augustus de steeden Dordrecht, Rotterdam en Schiedam op eene precaire wijse jouisseeren van eene exemptie van het edict en tarif en maer voor zoo lange als sulx aen den heere Hertog de la Vauguyon behaagt, die gemagtigt is om dit faveur weederom in te trekken, zoo ras als die steeden gebruyk maken

van hunne vrije stem en sig niet met Amsterdam voegen in de violente démarches, tot welke die stad, zooals zij thans gedirigeert word, zoude kunnen willen resolveeren.

Nu is de vraag welke behandeling van gevaerlijke gevolgen voor de Republiq is, of die van Engeland, die uit convenientie, om voor sig selfs te behouden, ons niet wil laten jouisseeren van een recht, dat wij bij het tractaet van 1674 verkreegen hebben, of die van Vrankrijk, die ons wil dwingen, ook uit convenientie, om gebruik te maken van 't regt ons toekomende volgens voorz. tractaet, ja zelfs om daerom een oorlog te waegen, opdat die mogentheid kan ontvangen de voor haar benodigde scheeps-ammunitien, daer de Republiq door geen tractaat verbonden is dezelve aen haer te besorgen. En hoe behandelt thans Vrankrijk dit Gemeenebest? Als een schoolmeester de aen hem toevertrouwde kinderen: met wat koek of lekkers te geeven aen diegeenen die wel oppassen, en de andere met de roede te straffen of op water en brood te doen vasten, opdat zij, door de honger gedreeven, tot inkeer koomen en sig onderwerpen aen de magt van hunnen padagoog.

Het was veel beter voor de Republicq dat Vrankrijk ons een leger op de frontieren zond, eenige plaetsen veroverde en ons op zoo eene wijse dwingde om voor overmagt te bukken en deszelfs zinnelijkheid te volgen, dan dat wij ons submitteeren en desselfs wille doen uit vreese van desselfs edicten, die alle ogenblikken kunnen hernieuwd worden, zoo wij ons weeder in de ongelukkige situatie bevinden van onder de regenten deeser landen te zien lieden, die aen derselver driften de waere belangens van 't Land sacrificeeren en die, uit een wrok dat derselver vaders misschien zonder wettige reedenen uit de regeeringe zijn verlaten,

liever een vreemde mogentheid alhier de wet willen laaten stellen dan het officium boni civis te pleegen, namentlijk praesentem servare Reipublicae formam. Wat zullen de gevolgen voor dit Gemeenebest, desselfs actueele constitutie en independentie zijn, indien zulke lieden nog lange het land blijven regeeren en in de grootste steeden alles dirigeeren? Is het niet te vreesen dat alsdan Vrankrijk van pas tot pas sig meester van dit land sal maken, dat wij niets meer als den naem van een republiq behouden, en dat wij onder de protectie van Vrankrijk ons sullen moeten begeeven? Wij zullen alsdan zeer gelukkig zijn, zoo die mogentheid ons zoo wel behandelt als de groote Turk de republicq van Ragusa. Maer wij hebben veeleer te verwachten dat in een land, alwaer de maxime is: het welsijn der ingeseetenen en van de commercie is niet met al, en de glorie van den Koning alles, de voorregten van eene Republiq, die sig door tweedragt klein gemaekt heeft, niet sullen worden gerespecteert, en dat wij alsdan, voor altoos vaerwel aen onse vrijheid gesegt hebbende, niet zeeker zullen sijn om lang onse dierbaarste panden, en voor welke wij de wapenen teegens Philips den tweeden opgenomen hebben, namelijk de godsdienst, te behouden. Men heeft gezien in 1672 wat Lodewijk de XIV in den zin hadde toen hij drie provintien overheerd hadde; toen waeren wij in veel grooter gevaar als nu. God heeft er ons uit geholpen. Wij sijn nog niet zoo laeg gekomen of wij hebben nog ressources. Vrankrijk zal niet direct ons attaqueeren en heeft onse commercie noodig. Laeten wij cordaet handelen en eene goede resolutie neemen, zoo hij onse producten in sijn land verbied, om in dit gemeenebest alle Fransche producten te verbieden. Dit heeft wijlen de raadpensionaris De Witt met succes gedaan

en den groote Lodewijk den 14e heeft moeten toegeeven. Zoo er hier eensgesindheid is, is niets te vreezen, en men kan wel beletten dat Vrankrijk ons de wet stelle. Dit gedaan sijnde en de Republiq uit het gevaer gered om door edicten geregeert te worden, kan men, als eene independante mogenheid, onbepaald convoyen verleenen, en sulx zoowel aan Engeland laten aenzien als men aen Vrankrijk heeft laten aenzien dat men desselfs producten hier te lande verbooden heeft. Waerom heeft Vrankrijk het exclusive privilegie om dit land te intimideeren? Geen 16 jaeren geleeden heeft men wel retorsioneele middelen in 't werk durven stellen door een verbod van uitvoer van hout na de Oostenrijkse Nederlanden. Is dan het Hof van Weenen geen aensienlijk Hof? En kan men tegen hetselve impune doen hetgeene men omtrent Vrankrijk niet mag denken? De particuliere belangens der Hollansche steeden hebben toen belet dat geen verbod van uitvoer van asch, beer en vuilnis heeft kunnen worden geresolveert, anders hadde de Republiq het meester geworden en het Hof van Weenen zoude hebben moeten alle derselver belastingen, op de commercie deeser landen gelegt, ten voordeele van Ostende intrekken, dog het eygenbelang sal dit land nog eens doen vergaen, zoo het niet verhoed word. God geeve dat daertoe eenig middel kan gevonden worden en dat deese Republiq thans moge toonen eene vrije republicq te sijn, anders sal men te laat sien dat de independentie thans voor altoos verlooren is.

LETTRE DXXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Insolence des journaux.

—

21 September 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

... De licentie van de Noord-Hollandsche Courantier [1]), in de missive van U. D. H. gemeld, is ten top gereesen en had reeds voorlang door Gecommitteerden in het Noorder-quartier gerefraineert behooren te werden, en wat het zaakelijk object van de passage in die courant, met opsigt tot een gedreigd Fransch verbod van invoer van Hollandsche caas, betreft, zoo waare het zeer te wenschen dat de Republiq zig in die staat bevond dat er geene de minste bedenking konde overblijven om haar regt tot het verleenen van onbepaalde convoyen te souteneeren en desnoods met de kragt der wapenen te handhaven. Tot retorsioneele verboden tegens Vrankrijk is het terrain in Holland minder dan ooit geschikt, en de propositiën, welke deswegens van de zijde van U. D. H. mogten voorkoomen, zouden welligt aan motiven geattribueert werden, welke van de hoogloffelijke en vaderlandslievende gevoelens en denkwijze van U. D. H. gansch allien zijn ....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Herman Koning, éditeur du „Noord-Hollandsche Courant", dont le premier numéro parut en Février 1778, ou plutôt Theod. van Brussel, qui en était le rédacteur. Voyez sur cette gazette: Sautijn Kluit, „De Noord-Hollandsche, Diemer- of Watergraafsmeersche Courant", Bijdragen voor Vad. Gesch. N. R. VI, p. 365 sqq.

LETTRE DXXXII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une visite de l'ambassadeur Français.

—

26 September 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De heer ambassadeur van Vrankrijk heeft heede, Zondag, bij mij belet laaten vraagen tegen tien uuren. Ik heb Z. Ex. afgewagt, die terstont de conversatie heeft begonnen met mij te zeggen dat de Koning, zijn meester, goedgevonden had een provisioneel verbod van invoer van Noord-Hollandsche kaas te emaneeren, daar bijvoegende dat dit verbod alleen was provisioneel en niet langer zoude duuren als tot dat dit gedeelte van de provincie zig zoude hebben gevoegt bij de grooten steeden van Holland. Ick hebbe hierop gemeend aan Z. Exc. een antwoord te moeten geeven, 'twelk aan een minister van een independente staat betaamt; hetzelve is woordelyk geweest: „Cet ordre „du Roi me parait extrêmement fort et approchant „d'un acte d'hostilité." Op dit laatste woord vatte Z.Exc. vuur en zeide dat die uitdrukking onbetaamelijk was; dat het verbod niet anders was als een commercieele mesure, die Z. M. wijselijk vermeend had te moeten neemen. Ik herhaalde in dezer voege: „Si „cette expression choque V. Exc., je m'explique en „disant que cette démarche, très essentielement différente d'un tarif, ne sauroit être considérée que „comme une marque de mécontentement et d'inimitié „que la République n'a pas mérité de la part de S. M. „très Chr[étienne]." Hierop versagte hij eenigsints van toon, dog kwam egter weder op de materie der onbepaalde convoyen, met aandrang van de oude en bekende

argumenten en met bijvoeging van het personeele, waarmede hij te meermaalen heeft getragt mij te leurreeren. Ik heb mij niet ingelaaten, dan alleen gezegt dat ik in de waarneming van mijn pligt niet gewoon was lessen van buiten landsch t'ontfangen....

Sijn Exc. heeft mij bij het uitgaen gecommuniceert zijn vertrek voor eenige daagen naa Brussel....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. [1]) *La visite de l'ambassadeur Français.*

—

'S Hage, den 26 September 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor het verslag dat mij wel gelieft te doen van deszelfs ontmoeting met den heere ambassadeur van Vrankrijk. Ik approbeere ten volle de welgepaste antwoorden die U.W.E.G. aen gem. heer gegeven heeft. Het is, zoo geene hostiliteit, ten minste eene onbehoorlijke acte, naer de souvereiniteit zweemende, die de koning van Vrankrijk zich arrogeert, van leeden van Staet eener vrije en independente republic te straffen over de door haer ter Staetsvergaderinge uitgebrachte advisen. Het word thans eene delicate quæstie wat te doen; daer is volstrekt niets te doen dat niet met zwarigheeden verzelt is. Het importantste, mijns bedunkens, is te zorgen voor de independentie van de Republicq en dat zij niet in slavernij van Vrankrijk geraeke. Ik hebbe mijne gedachten daeromtrent laeten gaen en hebbe geretoucheert en versagt het stuk, dat ik U. W. E. G.

[1]) *Minute du prince.*

Dingsdag hebbe voorgeleezen. U. W. E. G. zal hetzelve vinden geredigeert in de forme van eene propositie, om desnoods daervan te kunnen gebruik maeken. Het zal mij zeer aengenaem zijn daeromtrent U. W. E. G. consideratien te verneemen. Ik voele wel dat het niet zonder bedenkelijkheit is om die pas te doen, maer aen eene andere zijde kan ik niet met onverschillige oogen de intrigues van Vrankrijk hier te lande beschouwen, en zal gaerne alles doen wat in mijn vermogen is om zulks te verijdelen, kan het maar, met eenige hoop dat het eenige vrucht zal doen, getenteerd worden.

Ik zal morgen de twee regimenten gardes infanterie zien afexerceeren, doch zal tusschenbeide hier reverteeren en zal U. W. E. G. gereet zijn te zien tegens halftien of tien uuyre, moetende om halfelf weder op de Plaats zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXXXIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange La question du convoi illimité.

—

29 September 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Wanneer eergisteren de eer had U. D. H. mondeling te onderhouden over Hoogstdeszelfs conceptpropositie (van welkers restitutie ik mij bij deze eerbiedigst acquiteer) was het mij reeds ten hoogste bedenkelijk voorgekoomen of het in allen opsigten tijdig en gepast konde werde geoordeelt aan U. D. H. het doen van een allergewigtigst voorstel aan te raaden,

als waarbij U. D. H. opnieuws opening zoude geeven van zijne sentimenten, om te dienen tot zijne verantwoording voor de gevolgen, die hoogstdezelve voorziet, zoo actueel geresolveert werd tot het verleenen van onbepaalde convoyen, daar het immers volstrekt zeeker is dat sodanige onbepaalde convoyen niet verleend zullen werden.

Heede het genoegen gehad hebbende te verneemen dat de nadere machinatien van het Fransche Hoff door het verbod van invoer der Noord-Hollandsche kaas bij de leeden van hetzelve quartier geene sodanige effecten hebben geproduceert, welken de allerminste waarschijnlijkheid tot eenige nadere, veel min ernstige resolutie van Holland op het werk der onbepaalde convoyen konnen aenbrengen, vind ik mij van die aanrading meer wederhouden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. Le secours requis par le gouvernement Anglais.

Hage, den 29 September 1779.

WelEdelGestrenge Heer.

....In korte woorden ben ik van begrip dat het onbepaelt convoy niet nuttigh is dan voor eenige weinige kooplieden, en dat de behandeling van Vrankrijk tegens deeze Republicq met alle ernst en door alle daartoe bequaeme middelen behoort te worden tegengegaen. Als Vrankrijk plieert en zal gezien hebben dat zijne intrigues hier niets geopereert hebben, wil ik wel uit complaisance voor het sentiment der groote steden van Hollant voor het onbepaelde convoy stemmen, terwijl wij het alsdan als vrije

lieden en als eene independente natie zullen verleenen, die zich, noch door Vrankrijk, noch door Engelant, de wet wil laeten stellen, doch mits dat te gelijkener tijt de augmentatie geresolveert werde. Ik denke dat, zoo wij pari passu resolveeren tot het onbepaelt convoy en tot het verbot der Fransche wijnen en manufacturen, wij ons ridicul zouden maeken, en dat Vrankrijk wat met onze retorsie zoude lachen, wijl de Republicq haere zin zoude doen, terwijl met het verleenen van onbepaelde convooyen alle de redenen waerom het edict, tarif etc. zijn in de waerelt gekoomen, vanzelfs vervalt en dus opgeheven zal worden, zonder dat onse retorsie eenig effect kan sorteeren.

Daer is noch een teer point, dat ik liefst niet bij mijn propositie hebbe willen aenroeren, om niet te veel animositeit te veroorzaeken: dat is de memorie van den heere ridder Yorke, vraegende om het secours, gestipuleert bij het tractaet van 1678. Ik vreeze, dat, zoo daer geen antwoort hoegenaemt op gegeeven werd en dat het onbepaelt convoy wordt verleent, zulks tot onaengenaeme brouilleries aenleiding zal konnen geeven; denke derhalven dat die memorie in deliberatie zoude konnen genoomen worden en dat men een beleeft antwoort behoorde te geeven, waerdoor de Republicq niet wierd gecompromitteert, zooals eene belofte om, als het casus foederis zoude exteeren, genegen te zijn zich aen de tractaeten te houden en dat men ook verwachte dat Engelant ons zal laeten gaudeeren van het recht ons toekoomende door het tractaet van 1674: alsdan belooft men niets finaels en heeft altijt een achterdeur om te konnen na tijtsomstandigheden handelen, wijl men behoudt de bepaeling of het casus foederis exteert, ja dan neen...

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXXXVI.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. La question du convoi illimité.

—

La Haye, ce 5 Octobre 1779.

Monsieur.

....J'espère avoir conduit les choses au point que cette année, malgré toutes les intrigues de la France, il ne sera pas accordé de convois aux vaisseaux chargés de bois de construction, et que les convois qui sortiront ne seront accordés que sur le pied de la résolution du 19 Novembre dernier. Ce n'est pas sans un peu de peine que j'ai appris que l'Angleterre voudroit d'avantage et que l'on désireroit que nous n'accordassions point de convois, ni limités, ni illimités. Mr. Yorke me l'a dit hier. Je lui dois rendre justice qu'il n'a pu nier que les arguments que je lui ai fait pour prouver que je ne pouvois condescendre à cette demande, lui paroissoient fondés, et c'est pourquoi j'ai cru nécessaire de vous les marquer, afin que vous en puissiez faire part à S. M. et à son ministère.

Nous avons maintenant beaucoup plus de vaisseaux dans nos rades qu'elles ne peuvent contenir dans le temps des glaces; il est donc de la dernière nécessité ou de les en faire sortir ou de les désarmer. Le commerce a payé toute l'année doubles droits de last- et veylgelt; il a donc droit d'exiger de la protection; il est donc impossible de la lui refuser et, au lieu de cela, de désarmer des vaisseaux qui n'ont rien fait et n'auroient servis qu'à faire dépenser de l'argent inutilement à l'Etat et à faire un simulacre aux rades du Texel et de Helvoetsluis. Nous avons besoin d'avoir des vaisseaux tant en Amérique que dans la mer

Méditerranée. pour la protection du commerce contre tous les pirates qui infestent ces mers; il faut donc que nous les y envoyions. Ces vaisseaux partant ne peuvent pas se dispenser de convoyer tout ce qui n'est pas défendu par les traités, excepté les bois de construction. Vous sçavez vous même la peine que j'ai eu pour faire consentir les 6 provinces à la continuation du non-convoi des bois de construction. J'y ai réussi, grâce à Dieu, mais toute ma peine et tous mes soins sont vains, si le Roi ne veut pas avoir la bonté de donner les ordres pour que nos convois passent sans être molestés, moyennant que les bois de construction n'y soyent pas compris. Je n'ose pas insister sur une déclaration que sous cette condition les convois ne seront pas attaqués, ayant déjà plus d'une fois échoué dans cette demande, mais comme ami de l'Angleterre et attaché au sistème de la voir unie avec cet état, je ne puis déguiser que mon opinion est qu'il seroit de l'intérêt de cette puissance de faire cette démarche pour renforcer son parti dans ce pays-ci, si du moins les convois passent et que je puisse assurer que sur le même pied on les laissera passer par la suite; cela pourra suffire pour le présent, mais la déclaration à l'Etat vaudroit mieux, selon moi. Si l'Angleterre fait attaquer nos convois, quoique les bois de construction ne s'y soyent pas compris, je ne puis plus rien faire pour la bonne cause et tout mon parti est culbuté, que je ne puis tenir ensemble et uni que dans l'espoir de n'avoir rien à redouter de l'Angleterre, pourvu que nous ne fissions pas usage du droit, que nous donne le traité de 1674, de porter librement les bois de construction dans les ports ennemis et de nous départir ainsi pour ce seul article de la règle „vaisseau libre, cargaison libre". Je n'ose pas faire porter en délibération de céder plus, ou je

risque de tout perdre et que la pluspart des provinces se joignent à la Hollande; cela étant, nous subissons le joug de la France et je laisse au jugement de l'univers entier, si les vrais intérêts de l'Angleterre n'exige[nt] pas qu'elle tâche d'empêcher cela. Si le Roi vouloit avoir la bonté d'avoir quelque égard à ma situation et à tous les soins que je me suis donné pour contreminer les intrigues du parti Français, j'ose me flatter qu'il ordonnera qu'on ne moleste point nos convois: cela décidera beaucoup pour la suite, car je ne puis répondre de l'événement dans un cas contraire et crains beaucoup que les Etats de toutes les provinces, voyant qu'ils n'ont aucun fruit de leur complaisance touchant les bois de construction et intimidés d'autre part par les menaces de la France, ne prennent la résolution désespérée d'accorder les convois illimités et de risquer le tout pour le tout, ce qui ne leur laissera alors d'autre ressource que de se jetter entre les bras de la France, qui nous imposera alors les conditions qu'elle trouvera convenables....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DXXXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionaire. Le séjour de Paul Jones.

—

Hage, den 7 October 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

....De Americaensche schepen konnen met geen prijzen in de havenen van den Staet sejourneeren, derhalven kon [1] de Admiraliteit den capitein

[1] Lisez „kan": le manuscrit est de la main d'un copiste.

Riemersma[1]) aenschrijven zorge te draegen dat hoe eer zoo beter het esquader onder commando van Paul Jones vertrekke, doch zoo de Fransche fregatten goedvinden zonder hunne prijzen in Texel te verblijven, dat heur zulks vrijgelaten word; dat dus de verzoeken van gemelde Paul Jones om een huis aen lant te moogen huuren of de Engelsche capiteinen aen lant te zetten, niet kan worden verleent, maer dat hij volgens het placaet van 1756 hoe eer zoo beter met zijne prijzen moet vertrekken....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXXXVIII.

Le comte de Welderen en prince d'Orange. Conversation avec milord Weymouth.

—

Londres, le 15 Oct. 1779.

Monseigneur.

Conformément à ce que j'ai eu l'honneur d'écrire Mardi passé à V. A. S. j'ai prié milord Weymouth de vouloir montrer au Roi la lettre de V. A. S., ce qu'il s'est engagé de faire; j'ai eu avec lui une conversation sur ce sujet, pour presser que l'on voulût donner à V. A. S. de façon ou d'autre les assurances qu'elle demandoit pour renforcer les bien intentionés. J'ai trouvé Milord Weymouth imbu de l'idée, que V. A. S. pourroit empêcher tout convoi. J'ai tâché de la convaincre du contraire et l'ai assuré qu'il étoit de toute impossibilité de refuser le convoi limité. Je lui ai

[1]) Il commandait à la rade de Texel pendant l'absence du vice-amiral Reynst. Voyez sur lui et sur l'affaire bien connue de Paul Jones les Ned. Jbb. 1779, p. 1207 sqq. On y trouve tous les détails et les pièces justificatives.

cité entre autres la résolution de la Province de Zélande, qui en refusant nommément le convoi aux bois de construction demande qu'on en accorde aux autres vaisseaux; que dans le fait ils ont besoin de protection contre les armateurs des différentes puissantes belligérantes. J'ai trouvé dans Milord Weymouth beaucoup de cordialité, beaucoup de protestations et d'assurances d'amitié de S. M. pour V. A. S., mais point de réponse telle que je la désirois; il me dit qu'il ne pouvoit m'en donner et qu'il prendroit l'opinion du cabinet sur ce que je lui avois proposé (que j'ai prié aussi que ne seroit regardée que comme une démarche amicale) et qu'il me feroit savoir anjourdhui par M. Fraser ce qui 's était passé, comme il sortoit lui-même de ville. Celui la a été ches moi et m'a communiqué ce que l'on écriroit à M. Yorke; qui revien en substance a beaucoup de complimens et de protestations d'amitié et d'intérêt que le Roi prend à tout ce qui regarde V. A. S.; et que l'on est tres mortifié que l'on ne peut déférer a ce que V. A. S. sonhaite; et pour la prier qu'elle veuille empêcher que l'on ne donne du convoi, pour les raisons que M. Yorke a deja alléguées. J'ai répondu à M. Fraser que c'étoit avec un sensible chagrin que je voiois qu'on n'avoit aucun égard pour ce que V. A. S. demandoit après la façon cordiale, dont elle avoit representé sa propre situation et celle du pais; que V. A. S. avoit fait de son coté tout ce qui avoit dépendu d'elle pour entretenir la bonne harmonie et prévenir tout ce qui pourroit y donné atteinte, mais qu'on ne l'avoit jamais aidé, ni déféré à quoi que ce soit que j'ai proposé de votre part; que je l'écrirois ce soir à V. A. S., et qu'en même tems je prendrois la liberté de conseiller à V. A. S. de donner des convois assés forts pour qu'ils ne puissent point aisément être

insultés et que le pavillon de la République ne reçût point d'affront, et que nous devions prendre la chance des événements. M. Fraser m'a répondu toutes sortes de choses amicales, que je suis sûr partirent du coeur; je l'ai remercié et l'ai assuré que je pensois toujours de même sur l'intérêt des deux païs, mais que je ne pouvois me dispenser d'écrire a V. A. S. ce que je venois de lui dire; je ne puis qu'y ajouter, que j'ai le coeur navré de ne pouvoir jamais réusir dans mes négotiations pour le service de V. A. S. Je me flate qu'elle est persuadée que ce n'est ni par manque de soins ni de zèle, et qu'aussi elle voudra bien m'accorder la continuation de sa bienveillance et protection, et j'ai l'honneur d'être avec le plus parfait attachement et le plus profond respect,

J. W. VAN WELDEREN.

LETTRE DXXXIX.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Complainte des menées du ministère Anglais.

La Haye, ce 19 Octobre 1779.

Monsieur.

....Je ne puis déguiser que ce que vous me mandez dans votre lettre du 15e m'a fait une véritable peine et qu'il est bien fâcheux pour moi qu'après avoir travaillé assiduement pendant au delà d'un an pour faire renoncer ce païs-ci à prendre sous convoy les bois de construction et étant sur le point d'y réussir, je vois tout ce que j'ai fait renversé, et par qui? Par le ministère Britannique, tandis que tout ce que j'ai fait n'a été que pour conserver, autant qu'il était en moi, la bonne harmonie entre le royaume

de la Grande Bretagne et cet état; que je me suis mis à la brêche pour cela et me suis exposé en plein à la haine non seulement de la cour de France, mais même d'une grande partie de cette nation, qui m'accusent d'une forte partialité en faveur de l'Angleterre. Je regarde comme le plus grand malheur qui puisse arriver à cet état, qu'une rupture avec l'Angleterre [1]), que cela pourroit lui faire contracter des liaisons qui la maîtriseroient et dont elle auroit bien de la peine à se dégager de nouveau, et qu'en particulier nul ne s'en trouvera plus mal, si le parti François devient dominant dans ce pays-ci, que moi et ma Maison, mais je crois que d'un autre côté il ne peut être avantageux pour l'Angleterre de se brouiller avec ce pays et de le jetter entre les bras de la France. On exige trop de moi de la part de l'Angleterre. Je ne puis donner les mains, bien moins proposer une résolution, pour que l'on n'accorde aucune protection au commerce de ce païs tant que la guerre entre l'Angleterre, la France et l'Espagne subsiste. Je me prêterai avec le même zèle que je me suis employé jusqu'ici à prévenir les convois pour les vaisseaux chargés de bois de construction, et je me flatte encore que dans ce cas nos convois ne seront point attaqués. Nous ne faisons que ce que nous sommes en droit de faire selon les traités, et même par complaisance pour l'Angleterre nous nous relâchons de notre droit par rapport aux bois de construction; il est dur qu'alors on ne veuille pas être content et ne pas entrer le moins du monde dans la situation où se trouvent ceux qui ont travaillé pour le maintien de la bonne harmonie avec l'Angleterre. Je n'ose plus vous prier de faire des démarches ultérieures, car je crains qu'elles

[1]) Evidemment par la faute du copiste quelques mots manquent.

seront aussi infructueuses que les précédentes, et il faudra vivre dans l'espérance que les convois passeront heureusement, en prenant les mesures nécessaires pour les donner assez forts pour qu'ils ne puissent être attaqués que par une escadre et qu'ils soyent à l'abris des insultes de capres ou même d'un ou deux vaisseaux de guerre. La nécessité nous oblige à les faire sortir....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DXL.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Entretien avec l'ambassadeur Français.

21 October 1779, 's avonts laat.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Ambassadeur van Frankrijk heeft mij alleen onderhouden over het geval der twee Fransche oorlogsfregatten in Texel op den 16[n] dezer ingekomen, zig egter in vrij sagten termen beklaagende over de wijze op welke die Konings-scheepen door de commandeerende officier van die reede met kogels waeren begroet. Ik heb aan Z.Exc. het nodige geallegueert tot justificatie van het gedrag van onsen commandeerende officier, 'twelk ook van die ingressie bij hem schijnt te zijn geweest, dat hij aangenoomen heeft deswegens geene repraesentatien aan den Staat te zullen doen. Voorts heeft gemelde ambassadeur van nieuws wederom geëntameert de conversatie over het werk der onbepaalde convoyen, waaromtrent van zijne zijde de oude deun is gezongen, met die ampliatie, dat zijne intentie, zoo weinig als die van zijn Hoff, nimmer geweest is, nog ooit zijn zal, om aan de regten of prerogativen van U. D. H. eenige atteinte te geeven. Voor het overige heeft Z.Ex. mij geen enkeld woord gerept of

geroert van het geval van Paul Jones, en ik heb van mijne zijde geoordeelt die snaar niet te moeten roeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXLI.

Précis d'une conversation entre le conseiller-pensionnaire et l'ambassadeur Français.

Ce 25 octobre 1779.

L'ambassadeur de France aiant fait demander à me voir, vint me trouver vers les 7 heures du soir. Il mit tout de suite la conversation sur l'affaire des convois et me dit en substance qu'il venoit d'apprendre par la voix publique que nos amirautés avoient donné de nouveau un rapport sur cette matière et que ce rapport tendoit à faire revivre la résolution du 19 mars 1778, en suspendant derechef les convois illimités pour les ports de France; que, comme la dite résolution n'avoit pu qu'être très désagréable au Roi son maître, surtout aiant été prise d'abord après que le premier, sous les orders du capitaine May, avait été donné sans aucune restriction, S. M. s'étoit attendu que la République auroit continué d'accorder à son pavillon une protection illimitée, suivant les traités, et que dans cette attente les négocians en France avoient formés leurs spéculations et donnés leurs commissions, dont ils s'étoient vus frustrés par la susdite résolution, et qu'ainsi le renouvellement de la même résolution ne pourroit qu'augmenter et exiter de nouveau le déplaisir et mécontentement personel du Roi, dont il désiroit ardemment de prévenir les suites par tous les moiens assortis aux intérêts de cet état et en même temps analogues aux vues de S. M., qui n'avoit d'autre but que le bonheur et la prospérité de la République; qu'il devoit me répéter ce qu'il m'avoit

dit dans les conversations antérieures, que le Roi n'avoit pas la moindre intention d'engager l'Etat dans sa querelle avec l'Angleterre; que S. M. étoit très éloignée de porter la moindre atteinte au crédit et à l'influence du Prince-Stathouder ou de fomenter la division entre le chef et les membres de la République; que les bruits, que les ennemis de la France se plaisoient à répandre sur ce sujet, étoient destitués de tout fondement et qu'au contraire le Roi ne désiroit rien tant que tout ce qui pourroit servir à l'avancement des intérêts du Prince, que S. M. regardoit comme identifiées avec ceux de la République.

Je crus pouvoir me dispenser de toute nouvelle discussion sur une matière si rebattu, et, après quelles complimens, je répondis à l'ambassadeur, que le rapport, dont il me parloit, ne touchoit point la résolution du 19 Novembre 1778 et ne contenoit que des arrangemens nécessaires pour la distribution des convois, dont le commerce avoit besoin provisionnellement, en attendant la disposition finale des Etats-Généraux sur les convois illimités.

L'ambassadeur entra là-dessus plus avant en matière et après les assurances les plus fortes de son désir de donner une heureuse issue à ce qu'il appelloit une négociation si longue et si désagréable, accompagnées du ton et des expressions les plus douces et flatteuses, il me dit que, quoiqu'il n'eût aucun ordre de parler ministeriellement, il ne pourroit s'empêcher de m'ouvrir une idée qu'il souhaitoit d'arranger avec moi et qu'il s'empresseroit ensuite de faire goûter de sa cour. Voici le précis de cette idée:

Que comme le principal point roule sur les convois à donner à ceux de nos bâtiments, qui sont destinés pour les ports de France, le point restant en réserve et en son entier, on pourroit prendre sur le susdit rapport une résolution par laquelle il ne fut pas

défendu, mais au contraire permis, du moins tacitement, aux officiers commandants la seconde et troisième division des convois énoncés dans le rapport et destinés pour les Indes occidentales et pour la mer Méditerrannée, de prendre sous leur pavillon ceux des bâtimens de la République, chargés de bois de construction, qu'ils trouveront en route. Je ne manquois pas de faire quelques observations à S. Exc. sur les difficultés qui pourroient se rencontrer dans l'exécution de ce plan, mais cependant je crus ne pouvoir ni ne devoir me refuser aux instances qu'il me fit de vouloir penser ultérieurement à ce plan, d'en parler au Prince-Stathouder et de reprendre la conférence Vendredi prochain.

LETTRE DXLII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

Hage, den 26 October 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik sende UwE.G. hiernevens terugge het praecis van .... de conferentie .... met den heere ambassadeur van Vrankrijk .... Ik vinde de propositie van den heere ambassadeur wel insidieus, maer teffens weinig slim overlegt, want zijn doelwit straelt er zoo klaer door, dat men de oogen toe zoude moeten willen doen, om zich daardoor te laeten bedriegen. Het zoude daerop uitkoomen dat de convoyers zonder houtschepen uit zouden zeilen, maer dat, zoo zij ze in zee rencontreerden, dezelven onder convoy zouden moeten neemen: dan zullen de heeren van Amsterdam en de heer ambassadeur wel uitwerken dat dezelve buiten gaets het convoy afwachten en zich daerbij vervoegen. Na al het gepasseerde zoude ik rontuit moeten beken-

nen, dat, zoo Engelant alsdan de convooyen attaqueerde, zij gelijk zoude hebben. U.W.E.G. heeft gezien al hetgeene dat omtrent deeze zaek is gepasseert, bijzonder sedert eenige weeken; hoe kan ik nu zoo eene schikking amplecteeren, na al hetgeene ik aen den heere graeve van Welderen geschreven hebbe? Voor ditmael kan ik in geene schikking koomen en begrijpe dat het convoy zonder houtschepen, conform het rapport, behoort uit te zeilen en zich met die schepen in geenen deele moet bemoeyen; alsdan moet gezien worden wat Engelant doen zal; worden de convoyen aengerand of geattaqueert, zoo ben ik gereet om met Amsterdam te adviseeren tot onbepaalde convooyen, al was het dat wij dan een oorlog met Engelant zouden waegen, maer zoo de convoyen niet geattaqeert worden en passeeren, zoo kan ik niet ontveinzen te blijven van advis, dat alleen om de houtnegotie het niet waerd is een oorlog met zijn oudsten bontgenoot te waegen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXLIII.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. Entretien avec Lord Stormont.

Londres, le 29 octobre 1779.

Monseigneur!

Lord Stormont [1]) a été nommé.... secrétaire d'état....; je l'ai prié de l'entretenir avant son dîner de cabinet....; je lui ai communiqué le contenu des deux dernières lettres de V. A. S. en le priant de

[1]) David Murray, comte de Mansfield, sixième vicomte Stormont, diplomate depuis 1756, rentré en Angleterre dès le commencement de la guerre avec la France en 1778. Il était un des hommes les plus instruits de son temps.

vouloir communiquer à son diner ce que j'avois eu l'honneur de lui dire; qu'il trouveroit tous ses collègues au fait de cette affaire, lord Weymouth les en aiant informés il y a quinze jours, mais que je priois qu'on voulût bien la prendre encore une fois en considération, vu son importance; que je priois surtout qu'on voulût bien faire attention à un point, c'est que les convois doivent se donner avec l'exclusion de ce qui est contenu dans la résolution du 19 Novembre 1778; que, quand même l'on continueroit de refuser de donner à V. A. S. les assurances qu'elle demande, les convois se donneroient également; que, comme j'en avois toujours agi ouvertement, je devois lui dire que, quelque porté que je fus à entretenir la bonne harmonie, que je regardois comme leur intérêt mutuel et auquel j'avois toujours travaillé avec zèle, j'avois pris la liberté de conseiller à V. A. S. et que je continuerois de le faire, de donner des convois très forts et, en ordonnant aux commandant des vaisseaux de guerre de suivre le plus exactement la lettre de la résolution du 19 de Novembre, de leur enjoindre aussi de ne pas permettre qu'on visite ou qu'on prenne aucun vaisseau qui soit sur leur convoi; que je lui donnois en considération s'il n'était pas plus avantageux, en déférant à ce que V. A. S. demande, de renforcer son parti que de risquer en le refusant d'amener une rupture. Milord Stormont m'a répondu avec toute la cordialité possible que je pouvois être sûr que son sistème politique étoit et avoit toujours été que l'intérêt réciproque de l'Angleterre et de la République étoit d'être parfaitement uni; qu'il avoit été élevé dans ces principes et que je le trouverois toujours empressé à faire tout ce qui dépendoit de lui à cet effet, pour autant que l'honneur et le salut de l'Angleterre le permettoient; que je sentois fort bien, que,

ne faisant que d'entrer en office, n'ayant par conséquent pas eu le tems de rien lire de ce qui s'étoit passé, il ne pouvoit me donner aucune réponse; qu'il voyoit clairement que c'étoit une affaire très épineuse et de la plus grande conséquence; que, comme notre conversation n'avoit pas été une conversation ministérielle, il en parleroit aussi sur ce pied à leur diner.

Avant de revoir lord Stormont hier matin, j'ai été chés lord North, à qui j'ai dit la même chose que j'avois dit la veille à lord Stormont; la substance de ses réponses revient à ceci: que sans aucune provocation la France et l'Espagne avoient fait des armemens contre l'Angleterre, des armemens dont il n'y avait pas d'exemple, avec le projet de détruire celle d'Angleterre et d'envahir le royaume; que jusqu'à présent l'Angleterre étoit isolée, sans aucun allié qui eut fait un pas pour la sauver on l'assister; qu'heureusement jusqu'à présent tous ces grands préparatifs n'avoient rien effectué; que la façon la plus efficace pour l'Angleterre de s'opposer à ces forces combinées, étoient d'empêcher que ces deux puissances ne fussent pas pourvues de munitions navales; que nos convois ne pouvoient servir que pour cela, car que sans cela les vaisseaux marchands n'en avoient pas besoin, puisque tous ceux qui avoient été pris et ménés ici chargés, soit de munitions navales, soit de marchandises innocentes, avoient été traités de façon, que tant les propriétaires des vaisseaux que ceux des cargaisons avoient été satisfait et content; qu'il étoit informé qu'il y avoit beaucoup de vaisseaux de munitions navales qui se glisseroient sous le convoi; que c'étoit l'ambassadeur de France qui poussoit cette affaire, et comment ils pourroient savoir la cargaison des vaisseaux s'ils ne pouvoient pas les visiter? Qu'il était peu amical de vouloir employer les vaisseaux de l'Etat

pour porter aux François et aux Espagnols l'unique chose qui put les mettre en état de continuer la guerre contre l'Angleterre dans le tems qu'on n'avoit pas seulement délibéré sur la réquisition, que l'Angleterre avoit faite des secours stipulés par le traité de 1678 et l'art. secret de celui de 1716, qui était aussi clair que celui de 1674; que si nous ne voulions pas tenir celui-là, nous n'avions pas de droit de vouloir prétendre l'exécution de l'autre, et qu'alors les deux païs tomboient dans le cas de deux puissances, qui n'ont point de traités ensemble; qu'en outre dans l'affaire de Paul Jones on avoit montré bien peu d'égards pour Angleterre, qui avoit reçu un traitement bien différent de la part du Danemarc.

J'ai répondu en substance à milord que je le priois de considérer que je n'étois pas venu chez lui en qualité de ministre de la République, car que je n'avois aucune instruction quelconque sur tous les points qu'il venoit de nommer; que j'étois venu comme un particulier, dont le sistème politique constant et invariable est que l'intérêt de l'Angleterre et de la République est d'être uni, pour lui mettre sous les yeux la situation véritable des affaires, le danger où les deux païs étoient de se brouiller par les intrigues de la cour de France, et pour lui proposer les moyens de le prévenir; qu'en mon particulier je convenois de ce qu'il disoit du traitement qu'avoit reçu les vaisseaux chargés de munitions navales et de marchandises innocentes, mais que cela n'empêchoit pas que les vaisseaux n'eussent besoin de protection contre les François et Espagnols, qui confisquoient toutes propriétés ou manufactures Angloises qui se trouvoit dans nos vaisseaux; que j'ignorois si l'ambassadeur de France poussoit l'affaire des convois ou non; que je savois que le grand point de délibération

et de dispute avec la France étoit de prendre ou de ne pas prendre les bois de construction sous convoi, suivant la teneur de la résolution du 19 de Novembre; que j'iguorois pareillement s'il y avoit beaucoup de ces vaisseaux qui attendoient pour convoi, mais que je doutois que ces informations fussent exactes; que la preuve certaine que les vaisseaux chargés de munitions navales sortoient sans convoi, c'est qu'il y en avoit actuellement dix ou douze dans les ports d'Angleterre, qui y avoient été menés depuis peu; que pour ce qui concernoit de savoir quelles cargaisons les vaisseaux avoient, les capitaines des vaisseaux de guerre étoient obligés de visiter les vaisseaux marchands avant de les prendre sous leur convoi et qu'ils avoient le double de leurs papiers....; que leurs commandans pouvoient envoyer un ou plus de leurs officiers à bord du commandant des vaisseaux Hollandois, qui leur donneroit les assurances qu'il n'avoit rien sous son convoi qui ne fût permis, mais qui ne souffriroient jamais que les vaisseaux sous leur convoi fussent visités; que pour ce qui regardoit les secours demandés, que si V. A. S. étoit la maîtresse de faire ce qu'elle jugeoit à propos, sa remarque seroit fondée, mais qu'il savoit la terrible opposition qu'il y avoit; qu'il savoit aussi que depuis plusieurs années V. A. S. avoit proposée infructueusement une augmentation de l'armée, et que dans le bel avis, que V. A. S. a donné à toutes les provinces pour que la République fût mise en état de défense, elle avoit bien expressément dit: pour pouvoir soutenir les droits qui lui sont accordés par les traités et aussi pour pouvoir satisfaire aux engagemens qu'elle a contractés, ce qui est la preuve non équivoque de votre façon de penser; que pour mon particulier je doutois qu'il fût avantageux pour l'Angleterre que ce secours fut accordé; que la con-

séquence immédiate seroit une attaque de la part de la France; que dans ce cas l'Angleterre seroit obligée de nous renvoier notre secours et d'y ajouter 10/m hommes; que je doutois qu'ils fussent en état de cela et que nous n'avions aucun allié; que pour l'affaire de Paul Jones, je ne pouvois n'en répondre, l'ignorant absolument, mais que je le priois toujours de considérer que je n'étois pas avec lui comme ministre, mais comme un particulier qui tâchoit de prévenir tout ce qui pouvoit mener à une rupture. Sur ce pied je lui ai demandé aussi s'il n'y auroit pas moyen de passer un bil pour un tems limité, pour un an par exemple, qui permit aux vaisseaux de toutes les nations de porter des munitions navales dans les ports d'Angleterre; cella détruiroit un argument dont les François se servent toujours, que les Anglois cherchent à faire du tort au commerce et à la navigation des Hollandois. Il ne m'a pas répondu ni oui ni non, mais m'a dit qu'il ne savoit pas si accorder des faveurs étoit le moyen de réussir, car qu'il n'y avoit pas de nation qui nous traitât plus durement que la Françoise et qui réussit mieux. Je l'ai prié derechef de considérer que ce n'étoit pas V. A. S., et en quelle qualité et dans quel but j'étois venu lui parler....

J. W. V. WELDEREN.

LETTRE DXLVI.

Le prince d'Orange au conseiller. Réponse. L'affaire de Paul Jones.

—

Haye, den 30 October 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor het verslagh van het voorgevallene in deszelfs conferentie met den

heere ambassadeur van Vrankrijk [1]). Het is te wenschen dat het Fransch of ten minsten het Americaensch esquader vóór Woensdagh gelieve uit te zeilen en daerdoor de Republicq buiten de nootzaekelijkheit te brengen om in discussie te moeten treeden over het onderwerp der memorie van den heere Ridder Yorke. Gestelt het tractaet van Breda ziet niet op het geval daer men tans in verseert, zoo is het toch notoir dat de Republicq, het Americaensche congres noch niet voor een independente mogentheit verklaert hebbende, eenige distinctie moet maeken tusschen een erkende mogentheit en het voors. congres; dat zij derhalven niet wel kan zeggen aen Engelant: wat wij nu doen voor de Americaenen, zullen wij ook voor U doen, zoo Engelsche schepen met prijzen in onze havenen koomen. Was Jones met een Fransche commissie voorzien, was dit antwoort compleet goet, maer ten opzichte der Americaenen koomt mij voor, dat hetzelfve antwoort niet gevoeglijk kan gegeeven worden. Zoo eens het eilant Corsica een opstant begon en dat zij, met behulp der Engelschen, konden de Franschen uit het eilant jaegen of hun maer een klein gedeelte van het eilant laeten behouden, alsdan zijn zij independent actu zoowel als [de] Americaen[en]; zal men hier admitteeren een Fransch Konings-schip, die door een Corsicaen zoude genoomen zijn, of zal men hem niet op reclamen van den heer ambassadeur van Vrankrijk overgeeven? Ik geloove dat men zulks niet wel zoude konnen weigeren, tenzij dat men partij wilde kiezen en Corsica independent verklaeren. Wij verseeren tans in het eigen geval met opzicht van Engelant, uitgenoomen dat het recht van den Koning van

[1]) *Il ne s'agit que d'une communication très succincte, ne contenant rien de nouveau.*

Groot-Britannien op de Noord-Americaensche colonien veel meer beweezen is als dat van Vrankrijk op Corsica, en mij dunkt dat de reclame niet wel kan geweigert worden. Wie is Paul Jones? Een commissievaerder. Van wie? Van het Congres. Erkennen wij het Congres? Neen. Waerom erkennen wij dan Paul Jones en uit welken hoofde konnen wij lijden dat hij in de havenen deezer landen gevangen houdt onderdaenen van een rijk, met welken de Republicq in geen vijantschap is? Om alle deeze redenen denke ik, dat, al exteerde het tractaet van Breda in het geheel niet, de reclame gefundeert is en dat daeraen behoorde gedefereert te werden, tenzij dat de heer ambassadeur van Vrankrijk gelieft te verklaeren dat het eene Fransche prijs is en dat Paul Jones eene Fransche commissie heeft: alsdan vervalt al hetgeene ik gezegt hebbe, maer zonder dat reekene ik eene verweigering van het verzoek bijkans egael aen een erkentenis, zoo niet direct, ten minsten indirect, van de independentie der Noort-Americaensche colonien, en daertoe kan ik mijn stem niet geeven, om de gevolgen die ik er uit voorzien. Kan men middel vinden om hem tusschen hier en Woensdag, of Donderdagh aenstaende, te doen zee kiezen en uit de zeegaten deezer Republicq vertrekken, vervalt de geheele zaek, en alsdan kan, mijns bedunkens, het antwoort eenvoudigh zijn, dat door het vertrek van gem. Paul Jones met zijne prijzen alle deliberatien op het verzoek van den heere ambassadeur van Engelant, uit naem van den Koning zijn meester, zijn koomen te vervallen en dat H. H. Mog. zich buiten staet vinden om daeraen te defereeren. Het is mij zeer aengenaem dat U.W.E.G. deszelfs secretaris heeft gezonden om te zien of de capitein van Kindsbergen in staet is om geëmployeert te worden. Ik geloove

dat er niemant beter is dan hij om te konnen zien of de schepen in staet zijn om te vertrekken en om ze te persuadeeren om zee te kiezen, hetgeene maer is eene executie van de resolutie van H. H. Mog. van voorleden Maendagh, maer, zoo zij zullen weigeren, hoope ik dat Haer Ed. Gr. Mog. ten minsten zullen gelieven te resolveeren, om meergemelden Paul Jones te doen constringeeren om uit te zeilen, en om geene azile te geeven aen schepen met prijzen van een congres, dat, zoo men ze niet rebellen wil noemen, ten minsten noch niet kan gerekent worden als eene souveraine staet, die men onder de belligeerende mogentheeden kan reekenen....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DXLV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 31 October 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

Hoe meer ik mijne gedachten laet gaen omtrent de memorie van den heer Yorke, hoe meer mij voorkomt dat een refus om te voldoen aen de réclame der schepen de Serapis en de Comtesse de Scarborough, van de allergevaerlijkste gevolgen zal zijn voor de Republicq. Ik zal niet repeteeren al hetgeene ik daeromtrent op gisteren aen U.W.E.G. geschreeven hebbe, maer oordeele dat een weigering van het verzoek van dat Hof en eene erkentenisse van de independentie van America praecis in effecte hetzelve is, en kan derhalven niet afzijn om alles te tenteeren wat in mijn vermogen is, om zulks tegen te gaen, wijl ik voorzie dat de Republicq daerover in oorlogh met Engelant zal geraeken

en, volgens mijn begrip, om een zaek, waerin wij volkoomen in het ongelijk zijn. Het werk der convooyen is van een geheel andere natuur; daeromtrent denke ik dat wij niet konnen en niet moeten toegeven of wij verliezen onze independentie, maer hier denke ik dat wij een blijk van vrientschap behooren te geeven en te toonen dat wij de independentie van America niet erkent hebben. Zoo daertoe in Hollant niet kan geresolveert worden, meene ik dat het noodigh is dat de Ridderschap eene sterke aenteekeninge tot deszelfs décharge in de notulen laete insereeren, opdat ten eewigen dage kan blijken dat zij geen oorzaak is van een oorlogh, die ik alle redenen hebbe van te moeten gelooven dat gantsch niet populair zal zijn; dat, om een azile aen een zeerover te geeven, de Republicq een oorlog waege met Engelant. Men behoorde pracautien te neemen dat zulks in het vervolg niet meer geschiede en dat, tot dat men goedvind de Americaenen voor independent te verklaeren, geen oorlogsvaertuigen uit Noort-America in de havenen wierden geadmitteert, bijzonder niet met prijzen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXLVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La résolution des états de la province de Hollande; les déclarations de la ville d'Amsterdam [1]).

—

's Hage, den 3n November 1779.

WelEdele Gestrenge Heer.

....Het is mij zeer aengenaem dat de résolutie van Hollant in dier voegen uitgevallen is [1]). Het

[1]) On trouvera le texte dans les Ned. Jbb. 1779, II. p. 1353.

protest van Amsterdam schijnt vrij sterk. Nu kan het convoy ter generaliteit geconcludeert worden. Ik flatteere mij dat de Engelschen hetzelfve niet attaqueeren zullen. Misschien zal de ambassadeur van Vrankrijk geene démarches doen, zoo als Paul Jones verlangde, en zal dezelfve zich stil houden....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DXLVII.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. La question du secours.

—

Londres, le 7de Novembre 1779.

Monseigneur.

....Je crains que l'on pressera d'avantage sur le secours, quoique j'aie représenté, comme j'ai eu l'honneur de le marquer à V. A. S., que si nous leur accordions ce secours, bien loin de leur faire du bien, cela leur feroit du mal. Il me semble qu'on est dans l'idée qu'en cas que nous fussions attaqués, que nous trouverions immédiatement de l'assistence. J'ignore sur quoi cette idée est fondée; ce que je crains est qu'ils ne veulent se servir du refus du secours pour se débarasser du traité du commerce de 1674, qui leur est fort à charge, et pour regarder alors les deux nations comme n'ayant réciproquement d'autres droits à réclamer que celui des nations, qui n'est pas aussi avantageux au commerce que le traité de 1674. L'autre raison qui peut engager à presser pour le secours, c'est que l'on souhaiteroit de partager les forces et les dépenses de la France, qui sont toutes employées pour la mer, et cela arriveroit, si nous donnions le secours.

Si nous avons le bonheur de ne nous pas brouillir et que cette guerre finisse sans que nous y prenions

part ni d'un côté ni d'autre et que nous puissions tenir les affaires sur le pied de négotiation telles qu'elles sont à présent, je crois que d'abord après on fera une révision des traités et que les négociants trouveront pour le futur qu'ils se sont fait du tort par la façon dont ils ont exigé l'observation à toute rigueur de l'article 4 du traité de 1674....

J. W. V. WELDEREN.

LETTRE DXLVIII.

Le prince d'Orange au comte de Weldren. Réponse.

La Haye, ce 9 novembre 1779.

Monsieur.

....Nous voici dans le cas de devoir faire partir nos convois au premier jour; ceux qui partiront auront ordre de ne pas prendre sous convoi des bois de construction et de ne pas exposer les armes de l'Etat pour leur défence, ainsi on peut être très sûr que nos vaisseaux ne prendront pas sous convoy de pareilles ammunitions navales, mais nos officiers ont défence expresse de laisser visiter les vaisseaux qu'ils convoyeront et il faudra que ceux qui les rencontrent se contentent, selon les traités, de voir à bord de nos vaisseaux de guerre les papiers des vaisseaux qu'ils convoyent. C'est ce qui s'est fait dans tous les temps antérieurs et il m'est impossible, sans manquer à ce que je dois à l'Etat, que j'ai l'honneur de servir, de faire davantage.

Je ne puis comprendre comment on peut s'imaginer en Angleterre que cette résolution est prise pour complaire à l'ambassadeur de France et à sa cour; peut-être que l'on en sera détrompé par de

nouveaux édits et augmentation des tarifs, à quoi on s'expose ici uniquement pour éviter une rupture avec l'Angleterre et pour marquer le désir qu'on a de cultiver la bonne harmonie qui a toujours regné entre cette couronne et notre république. Il est fâcheux que l'on ne veuille pas rendre justice à ceux qui travaillent de concert pour le bien des affaires.

Il y a longtemps que j'aurois poussé les délibérations sur le mémoire de Mr Yorke réclamant les secours, si j'avois cru pouvoir me flatter de quelques succès et que je ne fusse pas intimement persuadé que les secours stipulés par les traités de 1678 et 1716 ne pouvoient être d'aucune utilité à la bonne cause. La République n'est pas suffisamment armée pour pouvoir les donner sans beaucoup s'exposer et, selon toutes les apparences, si nous les accordions à présent avant le printems prochain, nous serions obligés de les rappeller et de réclamer le secours, dû par l'Angleterre dans un pareil cas; ainsi la République seule ne peut être qu'un allié à charge à l'Angleterre, si elle se mêle dans la guerre, et je ne crois pas qu'il me seroit possible de faire passer une résolution favorable, à moins que l'Angleterre ne veuille de son côté s'engager à tenir exactement le traité de 1674 et à laisser passer toutes marchandises qui ne sont pas déclarées contrebande par ce traité et nommément les bois de construction.

Quant à l'affaire de Paul Jones, elle me fait une peine rééelle et je désirerois fort pouvoir faire passer une résolution pour accorder la réclame faite par le mémoire de Mr Yorke, mais je crains très fort que je n'y pourrai réussir, du moins j'espère et je me flatte que l'on résoudra de le faire sortir dans l'état où il est, sans avoir rien aliéné de ses prises et, s'il ne le fait pas de bonne grâce, de l'y obliger par la

force et ainsi de ne lui donner point d'azile, au cas où des vaisseaux Anglois croiseroient hors du territoire de l'Etat pour l'attendre et le saisir à sa sortie de la rade du Texel....

G. PR. D'ORANGE.

P. S. de la main du prince.

J'ai eu ce matin la visite de Mr Yorke, insistant encore pour qu'il ne soye pas donné de convois et disant qu'il croyoit être obligé de présenter un nouveau mémoire pour demander réponse cathégorique au sujet du mémoire par lequel l'Angleterre a réclamé les secours. Je lui ai dit en substance ce que je vous ai marqué au sujet de ces secours et des suites que cela auroit si on les accordoit, et lui dit que dans ce moment je ne pouvois aviser pour cela sans savoir si les Anglois avoient quelque alliance sur le continent qui pût nous assister au cas où la France voudroit se venger du secours donné, car que dans la situation où nous nous trouvions, sans barrière ou alliance, nous risquions d'entendre dans dix ou douze jours que Breda, Bergen op Zoom ou l'Ecluse sont investis et les François dans le territoire de l'Etat, comme en 1747, à cette différence près qu'alors on étoit mieux armé que maintenant; du reste la conversation a été amicale, mais j'ai dû persister de dire que je ne pouvois empêcher le départ du convois. J'espère encore que l'Angleterre agira plus favorablement qu'elle ne dit et qu'elle donnera des ordres secrets pour éviter des désagrémens avec nos convois. Au reste je suis comme dans ma lettre avec les sentimens que vous me connoissez....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DXLIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]) *L'affaire de Paul Jones.*

—

'S-Hage, den 13 November 1779.

WelEdel Gestrenge Heer.

....Ik hebbe mij nader bedacht op de zaeke van Paul Jones en zoo U. W. E. G. kans ziet om op heden het advys van de Admiraliteiten, om hem te constingeeren om zee te kiezen, te concludeeren, mag ik voor mij wel leiden, dat de Ridderschap zich daermede conformeere; hoezeer ik persisteere bij mijne gedachten dat het beter was de scheepen over te geven en de daerop gevonden wordende gevangenen in vrijheit te stellen, zie ik wel dat het niet verder te brengen zal zijn, en dat is de consideratie die mij heeft doen veranderen, wijl ik niet uit overtuiginge consenteere in het advys, maer alleen uit vreeze dat, door meer te willen bedingen, minder zal worden gekreegen, en dat ik oordeele dat hoe eerder eene resolutie in deezen genomen word, hoe beter het is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DL.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [2]). *La délibération à l'assemblée des états-provinciaux.*

—

'S Hage, den 13 November 1779.

WelEdele Gestrenge Heere.

Ik ben U. W. E. G. zeer verpligt van 't gecommuniceerde van het voorgevalle ter staatsvergadering.

[1]) *Autographe.*

[2]) *Copie de la main du duc de Brunswic, renvoyé — à en*

Ik moet beginnen te gelooven dat er een secreet tractaat tusschen Amsterdam en de Americaanen is gemaakt en houde mij verzeekert dat die Amerikaanen niet anders om in Texel zijn gekoomen, dan om de Republicq in de noodzakelijkheid te brengen om eenige pas te doen, die aangesien kan werden als een blijk van erkentenis van derzelver independentie, en dat zulks de concert is geweest met de heeren van Amsterdam en den heere hertog de la Vauguyon.

Zoo als ik van den heere van der Heim en van verdere heeren leeden van het besogne der Admiraliteiten hebbe vernomen, hebben de heeren van Amsterdam gezegt dat men zig niet moest brouilleeren

juger d'après le contenu — au secrétaire De Larrey, avec un billet, conçu en ces termes:

Monsieur.

Son Altesse m'a envoyé hier sous cachet volant à 9½ le soir un billet, qu'Elle avoit écrite à Mr le conseiller-pensionnaire de Bleiswijk, en me disant.... si je croyois qu'il convenoit, d'en garder copie....... avant que de la faire parvenir à Mr le conseiller-pensionaire........ J'ai copié ce billet de ma propre main avant que de la fermer et de l'envoyer à Mr de Bleiswijk. Je joins ici cette copie que j'ai premièrement fait voir ce matin au Prince, et je vous prie de vouloir la déposer auprès des autres papiers secrets du tems.

Je crois que vous serés frappé d'y trouver que Messs d'Amsterdam se sont expliqué si clairement sur leur façon de penser relativement aux Americains, et que vous n'aurés pas été moins surpris de ne pas avoir rien trouvé de ceci dans le billet de Mr le conseiller-pensionaire, que je vous ai envoyé hier au soir.

Je suis monsieur de tout mon coeur
Tout à vous

L. DE BRUNSVIC.

Ce 14 Nov. 1779.

met eene nieuwe républicq, die binnen korte voor een independente staat door alle mogentheeden zoude worden erkent, dat men aan die natie niet kan weigeren wat aan andere mogentheeden wierde verleent en dat die scheepen niet met billijkheit konnen worden anders behandelt als die van alle andere natien. Dus hebben de heeren van Amsterdam goed gevonden America vrij te verklaaren.

Ik vreeze dat men zig hier te lande qualijk zal bevinden van de menées van de regeering van die stad en dat Engeland eens tot de resolutie zal komen om ons te beoorlogen en dat misschien Amsterdam daar het meeste bij zal lijden.

God geeve dat ik mij bedriege. Ik hoope dat U. W. E. G. niet eene kleine, maar eene groote meerderheit zal hebben en dus gerust zal kunnen concludeeren het rapport zoo als hetzelve legt. Zoo U. W. E. G. nodig oordeelt dat ik daaromtrent aan eenige regenten in de een of andere stad schrijve, ben ik bereid zulks te doen, om daardoor te tragten deeze zaak eene goede keer te doen neemen, dog zal niets daaromtrent doen vóór dat ik U. W. E. G. gedagten vernoomen hebbe....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Entretien avec l'ambassadeur Français. L'affaire de Paul Jones.

—

14 November 1779.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk dezen avond bij mij geweest zijnde, begon Z. Exc. met mij te zeg-

gen dat voorneemens was om zig voor eenige dagen naa Amsterdam te begeeven ter verrigting van eenige zaaken raakende de twee Koninks-cotters, onlangs in Texel binnen gevallen, dog dat vóór zijn vertrek niet had willen afzijn van mij te informeeren, dat, ingevolge zijn belofte aan de Heer Griffier en mij, niet had gemanqueert de laatstgenomene resolutie van H. H. Mog. aan zijn Hoff op de favorabelste wijze voor te dragen, ten eynde zoo veel doenlijk te attenueeren de nadeelige impressie, welke een voornaem point van die resolutie op de geest van de Koning moest maaken. Z. Exc. liet daerop de conversatie vallen op het subject van Paul Jones en zeide dat zijn Hoff ten uiterste approbeerde het antwoord van den Staat op de eerste memorie van den Ambassadeur van Engeland; dat hij niet twijffelde of men soude ter gelegentheid van de nadere démarche van gemelden Ambassadeur bij het gegeeven antwoord persisteeren; dat hij voorts mij konde verseekeren, dat hij, voelende dat het langer verblijf voornoemden Jones hier niet aangenaam konde zijn, zig reeds had geëmpresseert om deszelfs vertrek te doen acceleeren, dan dat de langzaame arbeid van de scheepstimmerlieden hierin vertraging had toegebragt, dog dat mij nu kon informeeren dat gem. Jones binnen weinige [dagen] zee zoude kiesen; dat hij intusschen hoopte dat H. H. Mog. haar voorige resolutie niet soude altereeren of iets doen waardoor de wijsheid en loffelijkheid van die resolutie ook bij zijn Hoff geattenueert zoude werden. Ik heb gansch niet nodig gedagt over deze materie met gemelden Heer Ambassadeur in een detail te treeden en mij vergenoegt met te seggen dat tot hiertoe ignoreerde hoedanig nader antwoord aen de H[r] Ambassadeur zou werden gegeeven, dan dat de démarches, die Z. Exc. mij seyde reeds gedaan

te hebben en verder nog te zullen doen, om het bewuste vertrek te verhaasten, niet als zeer aengenaam den Staat konde zijn, wijl men de havens van de Republicq gaarne van diergelijke visites gedebarrasseert sag. In de loop van de conversatie heeft gemelde Ambassadeur mij gezegt, dat Jones eenige gekwetsten onder deszelfs equipage had en dat hij tot acceleratie van zijn vertrek die gekwetsten zou doen overgaan aan boord van de fransche Konings-cotters, zig thans op de reede van Texel bevindende....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLII.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. Réponse de Lord Stormont.

—

Londres, le 19 de Novembre 1779.

Monseigneur!

....La substance de ce que Milord Stormont m'a répondu, revient à ceci: que lorsque nous avions parlé la première fois ensemble, il ne pouvoit me dire aucune chose que comme particulier; qu'ayant fait rapport au Roi de cette conversation, S. M. avoit approuvée extrêmement tout ce qu'il m'avoit dit; qu'il avoit envoyé en conséquence d'amples instructions à Mons[r] Yorke; qu'actuellement il étoit inutile de parler au sujet des convois, puisque c'étoit difficile de concilier avec l'amitié qui subsiste depuis si longtems entre les deux états, de porter à main armée aux ennemis de l'Angleterre ce qui les mettoit en état de continuer la guerre, car qu'entre convoi limité ou illimité, malgré toutes les précantions, la différence

étoit petite, et de ne pas vouloir donner aucune assistance à un ancien allié, dont la ruine entraineroit la nôtre, et enfin de refuser la restitution des deux vaisseaux Anglois et celle de Paul Jones; que l'article du traité cité par Mr Yorke étoit très clair; que le refus étoit un acte entièrement contraire à ce traité; que ce refus étoit d'autant plus extraordinaire, qu'il étoit sûr que, si la même chose étoit arrivé en France, un mois avant le mémoire présenté par Mr de Noailles [1]), à sa réquisition cette cour les auroit rendus....

J. W. V. WELDEREN.

LETTRE DLIII.

Le prince d'Orange au Comte de Welderen. L'affaire de Paul Jones.

La Haye, ce 23 Novembre 1779.

Monsieur.

....Ce n'est pas sans beaucoup de peine que j'ai pu mener les choses aussi loin que l'on a résolu à la pluralité dans l'assemblée de Hollande de forcer le Sr Paul Jones à sortir avec les vaisseaux, avec lesquels il est entré dans les ports de l'Etat, et il ne m'a pas été possible de faire réussir la réclame des prises et des sujets Anglois qui s'y trouvent détenus, ce que j'aurois beaucoup désiré, mais je me flatte que l'on voudra bien considérer que ce pays n'est pas le Dannemarck, où il dépend de la volonté du Roi d'accorder de pareilles demandes et qu'ici la constitution exige plus de formalités, et du moins que les senti-

[1]) Le marquis Emanuel de Noailles, ci-devant ambassadeur à La Haye, depuis 1776 à Londres.

ments de la grande majorité des membres de l'Etat soyent d'accord pour pouvoir déférer à la demande faite par les mémoires de Mr l'Ambassadeur d'Angleterre. J'espère que les troubles de l'Irlande se termineront heureusement et que cela n'en viendra pas à une brouillerie ouverte entre ce royaume et la Grande Bretagne. Nos convois sortiront, je compte, dans peu. Je serai très charmé d'apprendre qu'ils ont heureusement passé la Manche; les ordres sont très précis de ne pas prendre des bois de construction destinés pour aucun port des puissances belligérantes. Voilà tout ce que j'ai pu faire et j'ose me flatter avoir beaucoup fait pour la bonne cause que d'avoir résisté depuis plus d'un an aux menées et intrigues de la France et de ses partisans dans ce pays. Si l'on ne veut pas m'aider de la part de l'Angleterre et que l'on ne veuille pas ménager nos convois, je ne pourrai plus soutenir la cause dans ce pays-ci, et le parti François triomphera.

J'espère que vous pourrez détourner de nouvelles instances pour avoir les secours; cela ne serviroit de rien à l'Angleterre et nous seroit très nuisible, et je ne puis en conscience aviser pour cela, à moins d'être sûr du secours et de l'assistance de quelcune des premières puissances du continent, mais quand même nous en serions sûrs, j'oserois soutenir que l'Angleterre feroit mal de les demander pour son propre intérêt, puisqu'en cas d'attaque de notre Etat, ils nous doivent des secours plus forts que ceux que nous sommes tenus de leur accorder. Dieu veuille que les choses tournent de façon que l'Angleterre puisse faire avant peu une paix glorieuse et que les choses reviennent comme elles étoient depuis la conclusion de la paix de Versailles jusques aux troubles qui se sont élevés en Amerique, et que la République et l'Angle-

terre puissent toujours rester unis et alliés, ce qui ce qui est l'intérêt réciproque....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DLIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange[1]). *Même sujet.*

24 November 1779.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de laast bij U. D. H. ontfangen missive van de Vice-Admirael Reynst, benevens de voorgaande. Het is zeer duister en onzeeker wat men denken kan of mag uit de combinatie van die rapporten met hetgeen de Ambassadeur van Vrankrijk mij op gisteren gezegt heeft; alleen derf ik, mij verlaatende op de prudentie van den Vice-Admirael, vaststellen, dat hij tegens de Fransche vlag geen geweld zal onderneemen en dat hij, zoo de omstandigheeden thans zig in dier voege bevinden als ik uit de conversatie van gisteren met voorn. Ambassadeur moet supponeeren, zig zal vergenoegen met zijne operatien alleen tegens Paul Jones te dirigeeren; hieromtrent zoude egter een nadere aanschrijving van U. D. H. aan gem. Admiraal tot meerdere gerustheid niet ondienstig zijn....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) *La correspondance du conseiller-pensionnaire avec le prince d'Orange ne fut point interrompue, mais les lettres, pour la plupart très courtes et hâtives, ne présentent pas l'intérêt des précédentes: c'est pour cela qu'un assez grand nombre a été laissé de côté.*

LETTRE DLV.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Le mémoire de M. Yorke.

La Haye, ce 30 Novembre 1779.

Monsieur.

.... Vous sçaurez que Mr Yorke a présenté Vendredi dernier un mémoire pour avoir réponse sur la réclame qu'il a faite, il y a quelques mois, du secours stipulé par les traités de 1678 et 1716. Je crains que les formalités qui ont force de loi dans ce pays, empêcheront que l'on ne réponde aussitôt que je le désirerois et que la réponse ne pourra être favorable. Si l'Angleterre vouloit comprendre la situation où nous nous trouvons, j'espère qu'ils voudroient bien sentir que nous sommes hors d'état de les leur donner, sans travailler à notre propre ruine. La France peut nous tomber sur le corps; les Pays-bas n'ont pour toute défense qu'un régiment de dragons et 5 régimens d'infanterie: ainsi, supposé que la Maison d'Autriche fut avec nous, elle n'a pas dans ces environs les forces nécessaires pour nous défendre en cas d'attaque de la France, et la barrière est dans un état pitoyable, toutes les places, horsmis Namur, étant à peu près démantelées. Il m'est donc impossible de voter pour donner le secours, mais ce que je désire ce seroit d'empêcher un refus formel et je voudrois qu'on pût répondre poliment que l'on n'est pas en état de le donner pour le présent, sans entrer en dispute au sujet du casus foederis, mais je doute que j'y puisse réussir. Ce qu'il y a de mieux à alléguer en notre faveur, c'est que l'Angleterre s'est cru dégagée par le droit de convénience du traité de 1674 et que, ayant établi ce principe, elle ne peut trouver mauvais que nous ne agissions de même au sujet du secours,

que nous serions tenus de donner selon celui de 1678. Si l'Angleterre avoit laissé jouir la République en plein du traité de marine de 1674, nous n'aurions plus de retraite, au moins par rapport à l'Espagne, et sur notre refus d'observer le traité de 1678, l'Angleterre auroit été en droit de nous dire: si vous êtes hors d'état de nous donner du secours, nous croyons pouvoir exiger que vous ne protégiez plus à l'avenir le commerce des munitions navales pour les transporter à nos ennemis, mais à présent le cas me semble tout autre.

Vous sçavez le changement qui a eu lieu dans l'affaire de Paul Jones; les prises sont déclarées à présent être des prises Françaises et ont arboré le pavillon Français, ainsi nous ne pouvons pas user de violence envers ces vaisseaux, qui sont commandés par des officiers Français. Nous devons nous borner à chasser Paul Jones avec son vaisseau l'Alliance, ce qui se fera aussi dès que le vent lui permettra de sortir. Cette histoire de Paul Jones m'a fait beaucoup de peine, la regardant aussi comme très propre à aigrir les esprits. Dieu veuille que nos convois ne soyent pas attaqués, car en ce cas-là je prévois qu'il surviendra une brouillerie entre l'Angleterre et la République, quoique leurs intérêts réciproques et la nature les engagent à rester unis et à prévenir les desseins d'une puissance qui cherche à les affoiblir en les détruisant l'une par l'autre, afin de pouvoir leur donner la loi....

G. PRINCE D'ORANGE.

Je me flatte que, si les vaisseaux de S. M. Brittannique entrent dans la rade du Texel avant le départ des vaisseaux qui s'y trouvent, ils observent le droit des gens et ne commettront point d'hostilités, surtout en présence des vaisseaux de l'Etat et qui, sans protéger les vaisseaux, bien moins des vaisseaux

portant pavillon de la soi-disante nation Américaine, ne pourroient permettre que des hostilités fussent commises sur le territoire de Leurs Hautes Puissances.

LETTRE DLVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le convoi du comte de Bylandt.

—

Hage, den 3ⁿ December 1779.

Wel Edelgestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens terugge.... mijne concept-rescriptie aen [den] Schout bij nacht [Van Bylandt]. Ik weete niet hoe de goede man kan balanceeren omtrent hetgeene te doen is, zoo Paul Jones of de Fransche schepen, uitgezeilt zijnde, wierden geattaqueert. Dat is zijne commissie niet, om dezelve te protegeeren: binnen de havenen en rheën moet order gehouden worden en dus alle hostiliteiten belet, maar, neutraal zijnde, in zee protectie te verleenen aen eene der partijen, is, mijns bedunkens, ongehoort, en alsdan word niet meer onzijdigh, maer partijdigh gehandelt en dus de neutraliteit gebroken. Ik vreeze dat wij noch moeilijkheden zullen hebben door de driften en eenzijdigheid van den Heere Schout bij nacht, die hij meer als te veel getoont heeft te St. Eustatius, bijzonder door alle zijne brieven, die aentoonen hoe zeer hij gretig aengenoomen heeft voor waerheit alle de tijdingen, die van wegens de Noort-Americaenen wierden verspreit.... [1]).

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) M. Van Bylandt fut chargé du commandement d'un convoi de 5 vaisseaux pour protéger les navires marchandes; en 1777 il avait été envoyé aux Indes Occidentales.

LETTRE DLVII.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Les questions roulantes.

—

La Haye, ce 7 Décembre 1779.

Monsieur.

.... Dieu ... veuille ... que l'affaire d'Amérique puisse se terminer heureusement et les affaires de ce pays-là prendre une meilleure tournure que leur aspect depuis quelque temps n'a pu le faire présumer. Je fais les mêmes voeux pour que celles de ce pays puissent aussi se terminer avec harmonie et que la bonne intelligence entre cette République et l'Angleterre ne soye jamais troublée par les intrigues des ennemis de ces deux pays.

Je ne vous dis plus rien au sujet de l'affaire des secours. Les Etats de Hollande se rassemblent demain en huit; alors on délibérera sur la réponse à donner.

Quant à l'affaire de l'escadre Françoise-Américaine, qui se trouve au Texel, je désirerois bien avoir pu les faire partir plustôt, mais si l'on veut considérer en Angleterre que par la résolution du 19 Novembre 1779 on a forcé les prises à changer de commandement, et que cela facilitera vraisemblablement l'échange des prisonniers, on verra que la République a fait ce que sa constitution leur a permis de faire pour donner une preuve qu'elle ne reconnoit point l'Amérique pour indépendente, en montrant la distinction qu'elle fait entre les vaisseaux d'une puissance reconnue et les sujets de S. M. Britannique qui se qualifient du titre d'Etats-unis. J'ai avisé pour restituer ces vaisseaux, mais ne pouvant y réussir, j'ai mieux aimé me joindre à ceux qui avisoient pour forcer les Américains à sortir et même d'y employer la violence, que

de risquer, en restant opiniâtrement à mon sentiment, de voir prévaler le parti, qui ne vouloient qu'employer les moyens de persuasion pour les faire partir. L'Espagne vient de déclarer qu'ils ont bloqué le port de Gibraltar; peut-être que l'Angleterre ne feroit pas mal d'envoyer quelques vaisseaux vers Brest, Rochefort ou quelques autres ports, de déclarer la même chose et de demander qu'on n'accorde point de convois pour les places qu'ils déclarent bloqués: alors le convoy illimité vers d'autres endroits de la France leur seroit en effet moins nuisible que les convois limités sur le pied actuel et, l'Angleterre ne demandant que ce qui est fondé sur le traité de marine de 1674, cela feroit peut-être un changement de circonstances avantageux dans ce pays-ci, qui pourroit rétablir l'unanimité et pourroit avoir par la suite des effets avantageux pour les vrais intérêts de l'Angleterre, les ennemis de l'Angleterre bien montrant en ceci le chemin à prendre....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DLVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question du secours.

—

Hage, den 14 December 1779.

WelEdel Gestrengen Heer.

....De zaek koomt mij zoo voor dat het casus foederis daer is ten opzichte, zoo niet van Vrancrijk, ten minsten van Spanje, of ten minsten dat er veel voor te allegeeren is om zulks te bewijzen, en dat men niet kan zeggen dat hetzelve niet exteert;

derhalven denke ik, dat, wil men het secours weigeren, hetgeene, door de zwakke staet, daer de Republicq zich in bevindt, nootzaekelijk is, men aen de andere kant eenig blijk van goede wil aen Engelant moet toonen, waertoe mij schijnt het eenvoudigste te zijn het verbot van convooy voor de scheepsammunitien, sedert 13 January 1779 ingekoomen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La rencontre du comte de Bylandt.

13 January 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

....[Ik] kan [niet] verbergen dat de conduite van de Graaf van Byland [1]) mij niet voorkoomt de allergrootste roem te verdienen, te minder daar in zijn relaas met opzigt tot het zoo wonderbare saluut eene reticentie gevonden werd van iets, dat vooraf-gegaen moet zijn en niet gemeld werd....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Il s'agit de la rencontre du comte de Bylandt avec un escadre Anglais, le 31 Décembre 1779. Le commandant Fielding procéda à visiter les vaisseaux de commerce que Bylandt convoyait, malgré ses protestations et sa résistance, qui du reste n'était que formelle.

LETTRE DLX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 16 January 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik hebbe nader gedagt op hetgeene U. W. E. G. mij gisteren gesegt heeft omtrent de zaek van den Heere Schout bij nacht Graeve van Byland. Ik denke dat, zoo hij zijn gedragh justificeeren moet, men hem niet moet afsnijden het middel om zich door het getuigenis van zijne onderhebbende capiteins te justificeeren, en derhalven dat de capiteins Silvester en van Kintsbergen mede opontboden moeten worden, doch meene dat ik noodig hebbe, om zulks te doen, de approbatie van H. H. Mog. De vraege is ook of de Republicq wel lang wachten kan, zonder den H^re^ Graeve van Welderen aen te schrijven om te protesteeren tegens het verrichte van Engelant en de schepen, onder convoy genoomen, te reclameeren, om aen heel Europa te toonen dat zij niet indifferent is omtrent de hoon aen haer vlag gedaen. Mijn sistema is altoos geweest en blijft noch p a x o p t i m a r e r u m, dat is te zeggen voor onze Republicq. Was dit lant machtigh genoeg om het uit te houden en was hier de noodige eendracht, zoo zoude ik geen moment gedraelt hebben om den oorlog te declareeren aen Engelant, om de schending van de vlag deezer Republicq, maer hoezeer de reden voor de oogen van de geheele waerelt kan werden gejustificeert, ben ik van begrip dat de waere belangens van de Republicq vorderen dat getracht worde door alle bequaeme middelen de vreede te conserveeren, doch eene honorabele vreede en zonder de belangens der commercieerende ingezetenen te sacrificeeren. Ik hadde mijne gedachten op het papier gestelt bij weege van eene

propositie, die ik U. W. E. G. hiernevens communiceere. Ik twijffele of het wel goet is die propositie ter staetsvergadering te doen en of ik niet beter doe van ze achter te laeten, doch wijl de Heeren Gedeputeerden van Amsterdam mij op heden gesegt hebben gaerne een plan te willen zien, waer de gedachten hier heenen zouden gaen, om hunne consideratien daer tegens te konnen zeggen, zoo zij er remarques op hadden, zoo zoude misschien dat geschrift aen U. W. E. G. konnen dienen om daeruit een canevas te formeeren, waerop in onderhandeling met H^n burgemeesteren van Amsterdam zoude konnen worden getreden. Ik geloove dat de Republicq zich niet te verre moet inlaeten met Vrankrijk of Spanje, om niet in den oorlog getraineert te worden, maer dat veeleer getracht moet worden met Ruslant, Deenemarken, Zweeden cause commune te maeken, om niet te lijden dat door eene der belligeerende mogentheden, wie hij ook zij, aen de commercie der neutraele mogentheden belemmeringen werden aangebragt. Is men secuur van die mogentheden, dan geloove ik dat de Republicq met meer klem kan spreeken en dat haer vlag wel zal gerespecteert worden en zie ook alsdan niets dat beletten kan het werkstelligh maken van het onbepaelde convoy, waertoe nu zal worden geresolveert....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXI.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Même sujet.

La Haye, ce 18 Janvier 1780.

Monsieur.

....J'ai été navré de voir qu'après toutes les peines que je me suis donné, on a trouvé bon d'atta-

quer notre convoy, quoiqu'il n'y eût pas de vaisseaux de bois sous leur protection, et que je ne voies guères de moyen de pouvoir faire continuer la défense de convoyer indistinctement et sans exception des vaisseaux de bois de construction. Je me rendrois suspect à une grande partie de la nation, si j'avisois pour cela et serai forcé maintenant de suivre le torrent. Dieu veuille fournir un moyen d'empêcher la brouillerie entre les deux nations, mais si l'Angleterre veut par continuation attaquer nos convois, je la crois inévitable.

Au reste je suis, etc.

LETTRE DLXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Projet d'une proposition au sujet des convois.

Hage, den 18 January 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens mijn concept propositie. Ik hebbe dezelve eenigzints verandert en zal mij zeer aengenaem zijn te verneemen wat U. W. E. G. van het stuk op zich zelfs denkt.

De vraege of ik die propositie doen zal, of niet, is bij mij noch niet gedecideert. Ik denke wat veel verantwoordinge op mij te neemen met dezelve te doen, wijl ik alsdan de man ben die de schult is, dat het onbepaelt convoy is verleent, zoo er een oorlog van komt, en ik ben alsdan responsabel voor alles, wijl de Heeren Regenten zich konnen dekken daarmede, dat zij mijne propositie gevolgt hebben.

Ik ben tans voor het onbepaelde convoy, wijl ik geene moogelijkheit zie ietwes anders te doen, zon-

der de Republicq voor de oogen van de geheele waerelt te prostitueeren, maer ik schroome voor de gevolgen en bijzonder zoo lange wij ongewaepent zijn en alleen drijven, zonder geallieerdens: daerom repeteere ik noch dat de Republicq behoorde te tragten geallieerdens in het Noorden te zoeken, die hetzelve belang met de Republicq in deezen hebben, en dat geëviteert moet worden cause commune met Vrankrijk te maeken, waervan de Republicq zich altijd quaelijk gevonden heeft, hetgeene ik in gemoede geloove de waere belangens van de Republicq in deszelfs independentie, zoo wel tegens Engelant als tegens alle andere mogentheeden, te souteneeren, maer op een andere kant te tragten de vreede, zoo doenlijk, te behouden.

Misschien zoude het goet zijn dat de Heer Graeve van Welderen gelast wierde op het sterkste te insteeren om reparatie van de hoon aen de vlag van Staet gedaen, en dat deeze schepen, die tegens de uitdrukkelijke letter der tractaeten genoomen zijn, gerestitueert moogen worden en gepermitteert kost- en schadeloos, met hunne ladingen, derzelver reize te volvoeren, en dat H. H. Mog. verwachten dat zijne Groot-Brittannische Majesteit derzelver vlag wel zal laeten jouisseeren van de rechten aen dezelve toebehoorende, niet alleen volgens het recht der volkeren, maer ook volgens de tractaeten, die zij de eer heeft met zijne Brittannische Majesteit te hebben, en dat zij geresolveert is de commercieerende ingezetenen te protegeeren en niet te dulden dat de convoyen werden gevioleert, en dat zij, ziende dat hunne tot hiertoe betoonde condescendance van de convoyen bepaeldelijk en met uitsluitinge der schepen met scheepstimmerhout belaeden te verleenen, van geen effect is geweest en dat evenwel de convoyen zijn geattaqueert,

nu voor het vervolg zich zullen houden aan het tractaet van 1674 en alle waeren protegeeren, die niet bij voors. tractaet van 1674 voor contrabande zijn verklaert, of ietwes diergelijks, waervan teffens aen den Heere Ridder Yorke, hetzij in eene conferentie of bij extract-resolutie, kennisse zoude konnen gegeeven worden, met verzoek om zijne goede officien te employeeren. En omtrent het secours ben ik van opinie, dat de Republicq zoude moeten antwoorden, dat, zonder te decideeren of het casus foederis exteert of niet, zij niet konnen resolveeren om hetzelve te verleenen, wijl zij, eerstelijk, niet genoeg gewaepent zijn, bijzonder aen de landzijde, om hetzelve te konnen verleenen, zonder zich te exponeeren en de Republicq in de waegschael te stellen, zoo Vrankrijk geliefde de praestatie van het secours als eene hostiliteit aen te zien, en dat te meer, na alle het voorgevallene, zij oordeelen niet gehouden te zijn om hetzelve te verleenen, wijl Zijne Groot-Brittannische Majesteit, goedgevonden hebbende de ingezetenen deezer landen niet te laeten gaudeeren van het recht hem uit hoofde van het tractaet van marine van 1674, [toekomende] om redenen dat zulks streed met de belangens en convenientie van zijne rijken, niet quaelijk kan neemen, dat H. H. Mog. om dezelve redenen zich excuseerden van het praesteeren van het secours in de actueele omstandigheeden.

Dit zijn mijne gedachten op dit werk. Het zal mij zeer aangenaam zijn te verneemen of U. W. E. G. dezelve gouteert of welke remarques U. W. E. G. er op zoude hebben, geevende gaerne mijne gedachten op om een beter....

W. PRINS VAN ORANJE.

DLXII[a].

Proposition du prince d'Orange.

Edele Groot Mogende Heeren.

Op den tienden Maart van het voorleden jaer hebbe ik de eer gehad U.W.Ed. Groot Mog. opening te doen van mijne sentimenten omtrent het verleenen van convoyen:

Naamelijk dat ik van oordeel was dat de deliberatien omtrent het verleenen van onbepaelde convoyen behoorde te worden uitgestelt tot dat de Republicq in een behoorlijke staet van defensie zoude zijn gebragt, zoo te water als te lande, en dat, tot dat door augmentatie deszelfs lantmacht zoude zijn gebragt tot vijftig of zestig duizend effective manschappen en deszelfs zeemacht tot een aental van veertigh à vijftigh geéquipeeerde schepen, waeronder niet minder dan twintig à dertigh schepen van linie, geene convoyen zouden worden verleent aan schepen belaeden met zwaer scheepstimmerhout, tot bouwen van oorlogschepen bequaem, maer dat evenwel, om de commercie niet zonder protectie te laeten, hangende de deliberatien omtrent de onbepaelde convoyen de schepen, die met geene contrabande goederen of met masten, zwaere balken, krommers, knien en diergelijk scheepstimmerhout zoude zijn belaeden, geconvoyeert zoude moeten worden.

De propositie niet bij de hant hebbende, hebbe ik dit maar zoo veel ik mij rappelleerde ter neder gestelt, en zal moeten verandert worden in zoo verre aen voors. propositie niet conferm is.

Ik hadde mij geflatteert dat, zoo lange als geene houtwaren onder convoy genomen wierden, geene schepen van zijn Groot-Brittannische Majesteit dezelfve convoyen zoude attaqueeren en dat, met geen gebruik te maeken van het recht, aen de Republicq competeerende uet hoofde van het 4e art. van het tractaat van Marine van 1674 alleen ten opzichte van de houtwaren, de Republicq in alle andere opzichten en in de ruimste zin zoude jouisseeren van het voorz. incontestabel recht, wijl mij docht, dat het object der houtwaren alleen de moeite niet waerdig was om zich te exponeeren aen rencontres, die van zeer onaengenaeme gevolgen zouden kunnen zijn, en ik zal niet ontveinzen, dat, zoo het Zijne Groot-Brittannische Majesteit hadde behaegt om de noodige ordres te stellen dat de convoyen van deze Republicq wierden gerespecteert, mits dat geene houtschepen onder protectie van 's lants schepen genoomen waeren, ik van begrip zoude zijn geweest dat dit gemeenebest wel zoude hebben gedaan van, zonder aen derzelver recht te renuncieeren, hetzelve provisioneel ten opzichte der houtschepen, na havenen der belligereerende Mogentheden gedestineert, te laeten slaepen.

De door Frankrijk geemaneerde edicten, tariffen en verboden van invoer van waeren en producten deezer landen, hebben mij geenzins doen van sentiment veranderen, integendeel hebben zij mij des te meer daarin versterkt, wijl ik denke dat de independentie van deezen staat, ja zelfs de vrijheit van advisen der staatsleden, in gevaer was, zoo buitenlandsche mogentheden quaemen te ontwaeren dat zij door het verleenen van faveur aen de eene of andere stadt of steden, of door het bezwaeren van eenige provincien, quartieren of staetsleden, aen deeze Republicq de wet konden voorschrijven, en zoude dus, zoo

lang ik hadde konnen hoopen dat de zaeken in dier voegen zouden uitvallen, niet van mijn sentiment zijn afgegaan; doch actueel vinde ik de omstandigheden geheel verandert en dat, het convoy onder protectie van den Heere Schout bij nacht Graeve van Byland door den capitein Fielding met zijn onderhebbend esquader volgens deszelfs ordres zijnde geattaqueert, niet meer quaestie kan zijn van te probeeren, door het niet protegeeren van een enkelde tak van commercie, om alle andere takken ongemolesteert te konnen drijven en protegeeren, en dat derhalven de Republicq zich in de situatie bevind van of in het geheel geene protectie aan de commercie te verleenen of wel ongelimiteert te doen convoyeeren, alleen met uitzondering der waeren, bij de tractaten voor contrabanden verklaert. Het eerste kan met de digniteit en independentie van den staat en de waere belangens van de commercie niet overeengebragt worden en is niet alleen noodig tegens de Engelsche schepen, maer ook bijzonder tegens de Spaanschen, die sedert eenigen tijt veele schepen opbrengen en niet behandelen op eene wijze strookende met de tractaten, en de commercieerende ingezetenen, die op Smirna en in de Levant handel drijven, hebben ook groote redenen om tegens de Fransche kapers zich aldaar bevindende protectie te verzoeken: dus resteert geene andere partij, mijns bedunkens, dan het verleenen van onbepaalde convoyen, doch om zulks met effect te doen, is indisputabel vereischt dat de zeemacht versterkt werde en dat door alle bequaeme middelen getracht werde het noodige zeevolk tot de gepetitionneerde scheepen aen te neemen, en dat, om gereet te zijn tegens alle evenementen, 's lants lantmacht ook vermeerdert werde tot geen minder aantal als door den Raet van Staete en mij geproponeert is bij het plan

van augmentatie van den jare 1778. Zoo men niet gelieft te resolveeren tot de middelen, die vereischt zijn om te souteneeren het verleenen van onbepaalde protectie aen de commercie, zonder de vlag van den Staet daegelijks aen affronten te exponeeren, en teffens om het lant in staet van defensie tegens alle onvoorziene evenementen te stellen, wil ik niet verantwoordelijk zijn voor de gevolgen van die resolutie, dezelve voor intempestif houdende tenzij tegelijk geresolveert werde tot hetgene noodig is om deeze resolutie met effect te konnen in het werk stellen en om de Republicq in eene respectabele staet van defensie, zoo te water als te lant, te stellen.

LETTRE DLXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Entretien avec l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 19 January 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... De Heer Ambassadeur van Vrankrijk heeft mij veele verzekeringen gedaen van de goede intentie van zijn Hof om de Republicq niet in den oorlogh in te wikkelen, maer dat men op het soutien van den Koning staet konde maeken, zoo men de wettige rechten van de ingezetenen geliefde te beschermen, met veele complimenten mij personeel raekende, voor zoo verre ik mijne belangens niet van die van den staat zoude afscheiden. Ik hebbe hem geantwoort dat zulks onmoogelijk was en dat ik, Erfstadhouder zijnde, geene andere belangens kon hebben dan die van deezen staet en om deszelfs independentie te behouden, en dat zulks mijn eenigste doelwit was geweest; dat ik niet twijffelde of de Heeren Staeten zouden

neemen zoodanige partij, als met de eer en digniteit van den Staet, gepaert met voorzichtigheit, overeenkomstig zoude zijn, en dat ik verder niet kon zeggen waerheenen de gedachten van de Republicq zouden gaen.

Omtrent het geval van den Grave van Byland heeft gem. Heer Ambassadeur gezegt te begrijpen, dat hij niet meer hadde konnen doen, vermits de overmacht der Engelschen, dan alleen dat hem inexplicabel voorkwam het werk van het salueeren et qu'il falloit que dans ce moment-là il eût perdu la tête ou que la tête lui eût tourné. — Ik hebbe geene zwaerigheit gemaekt hem te zeggen dat ik den Grave van Byland opontboden hadde om zijn gedrag open te leggen, wijl men hem niet onverhoort veroordeelen kon.

De conversatie is in het generael zeer poliet geweest, maer op de Fransche complimenten kan nooit veel staet werden gemaekt. Z. Exc. scheen zeer content dat de meeste schepen, die hem interesseerden, in de Fransche havenen waeren aengekoomen.

De Heer Yorke hadde niet veel te zeggen omtrent de tans op het tapijt zijnde zaeke, dan alleen dat zij sustineeren in Engelant het recht te hebben om de schepen met scheepsmateriaelen, hennip, pik en ijzer, voor zoo verre uit de papieren blijkt dat zij voor 's Konings werven en niet voor kooplieden zijn gedestineert, daeronder begrepen, gaende na Vrankrijk of Spanjen, aen te houden en die ladingen aen te koopen, hetgeen ik geenzins konde avoueeren, doch Zijne Exc. bekende dat het aen Engelant onverschillig was of voor het vervolg bepaelde dan onbepaelde convoyen verleent wierden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXIV.

Le prince au conseiller-pensionnaire [1]. *Entretien avec l'ambassadeur de la Russie.*

—

'sHage, den 27 January 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik hebbe heeden bij mij gehad den Prins van Galliczyn [2]) om mij over de actueele omstandigheeden te spreeken. Zijn dessein was om mij te engageeren van proposities aan zijn Hof te doen, om de Republic te helpen in het souteneeren van de vrije vaart voor de neutraale moogentheeden en misschien zelfs om, de concert met de Noordsche mogentheden, eene mediatie te offereeren gewaapender hand.

Hoezeer ik liefst zoude praefereeren in het Noorden appuy te zoeken dan zig te conjungeeren met de Huyzen van Bourbon en dat ten minste het conjungeeren met de Noordsche mogentheeden en bijzonder met Rusland, om de vlag der neutraale mogentheeden te doen respecteeren [3]), zoo heb ik gemeent in deezen niets op mij te moeten neemen, en zonder zijn voorschlaagen (sic) te rejecteeren heb ik gezegt zijn voorschlag (sic) in bedenking te zullen neemen.

Hij heeft mij gezegd dat hij morgen U. W. E. G. daarover zal gaan spreeken.

Ik heb hem gevraagt: hoe zijn Hof was met Engelland en of zij dat Hof zouden assisteeren, waarop geen cathegorisch antwoordt gekreegen hebbe.

Mijns bedunkens behoorde wel geponderee rt te worden wat in deezen te doen, dat de Republicq niet verder werde geëntraineert als met deszelfs be-

[1]) *Copie de la main du duc de Brunswic.*

[2]) Le prince Dimitri Gallitzin était ambassadeur de la cour de Russie à La Haye.

[3]) Il est clair que le duc a sauté quelques mots de la lettre qu'il copiait.

langens overeen te brengen is, en ik oordeele dat de Republick nooyt verder gaen moet dan om assistentie der Noordsche moogentheeden te trachten te verkrijgen alleen om te kunnen souteneeren het regt aan haar, volgens het regt der natuur en bijzonders volgens de tractaaten, die zij met Engelland en Spanien heeft, competeerende. Kon de Republick eene alliantie maaken met Rusland, Dennemarc en Sweeden om zulks te verkrijgen, geloove ik dat het een gewenschte zaake is, maar zulks moet met de grooste voorzigtigheid aangelegd worden en voor alle andere Hoven, en bijzonder voor Engeland en Vrankrijk, werden gesecreteerd, en zooveel doenlijk moet door de Republick werden vermeid alles wat aan Engelland een wettige grond kan geeven om aan de Republic een orlog aan te doen, wijl het de belangens meedebrengen om, zoo wel met die mogentheid als met de andere belligereerende mogentheeden, den vreede te behouden.

Het zal mij zeer aangenaam zijn U. W. E. G. consideratien over dit zwaarwigtige werk te verneemen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question du convoi ilimité.

—

Hage, den 27 January 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

....Ik twijffele dat er eene provincie is welkers Gedeputeerdens, zonder consent van hunne principaelen, op zich zouden durven neemen om......... mij te verzoeken voortaen onbepaelde convoyen te te verleenen; derhalven denke ik dat, ten opzichte van dit aen mij te doene verzoek, het rapport zal

worden overgenomen, doch zal mijn best doen dat binnen drie maenden dien conform door alle de provincien zal worden geresolveert. De Staeten moeten den tijt hebben van te vergaderen, en het doen van reprasentatie lijd, naer mijne gedachten, geen uitstel. Ik hoopte dat U. W. E. G. mijne redenen gouteeren zal......

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DLXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire[1]. *Conduite équivoque de l'ambassadeur de la Russie.*

—

's Hage, 28 January 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens eene missive van den Heere Van Heyden, op heden ontvangen, met eene ontcijfferde passage. Ik laete daer hoe veel geloof deeze tijding verdient, maer denke dat zij genoegzaeme redenen opleevert om voorzichtig te werk te gaen met den Heere prince van Gallitzin en om zich niet te verre te embarqueeren, zonder zeker te zijn dat zijn Hof geene engagementen met Engeland heeft, die haer beletten zoude de Republicq te assisteeren in het protegeeren van de neutraele vlaggen....

W. PRINS VAN ORANJE.

Déchiffrement d'une note de Mr le Comte de Heiden, du 22 Janvier 1780[2].

Le prince Potemkin doit avoir averti sous main le Ministre de France, que l'Impératrice, sa souve-

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) *Copie de la main du duc de Brunswic.*

raine, embrasseroit la cause des Anglois, en cas que la paix n'eut pas lieu cet hiver. Ceci me vient de quelqu'un qui l'a de la bouche du prince Henry de Prusse.

LETTRE DLXVII.

Lord Stormont à l'ambassadeur Yorke [1]).

—

St James's January 28e 1780.

Sir.

The excessive complaisance of the States-General for Spain, of whose conduct they have so much reason to complain, forms a striking contrast with their behaviour towards us. As it is impossible that things should continue in such a state, and as it is very essential that we should know, once for all, upon what ground we stand with the Republick, His Majesty, with the advice of his confidential servants, has judged it proper that I should come to an explanation with Count Welderen on this important subject. To do this in the most friendly manner possible, I called upon him this morning at his own house, to which he is still confined, and after stating to him, in general terms, what I have mentioned above with respect to the very complaisant declaration to Spain, at the very time that the States-General favored the carrying every sort of naval stores to our ennemies, that is to the ennemies of their best and most natural allies, I told him that we could not but hope that, upon serious reflexion, the Republick would alter a conduct so ditrimental to her

[1]) *Copie conservée avec les lettres du Chevalier Yorke au prince d'Orange.*

own real interest as well as ours, and, instead of putting arms into the hands of our ennemies, would give us that assistance which our treaties so clearly entitled us to, and of which Your Excellency had repeatedly made a formal demand. That I hoped and loved to beleive, that this would be the case; but if the contrary should happen, if they should desert our alliance by not fulfilling the conditions of it, and should change the state, in which they are placed by their engagements to us, into a state of neutrality, we must, from every principle of justice, reason and policy, put them upon the same footing with every other neutral Power, and, that there might be no doubt or mistake with regard to our intentions, I was ordered to make him a verbal declaration, which, for greater accuracy and to assist my memory I had committed to writing and would read it from a paper of which the inclosed is a copy.

He endeavoured to justify the conduct of the Republicq and to give an extension to the Treaty of 1674, which I observed to him, in fair interpretation, it can never bear, especially when connected with the Treaty of peace in the year preceeding, which is equally binding, equally in force, as both have been expressly renewed in subsequent Treaties. I added that it was out of great friendship and tenderness for the Republicq that we had suffered the Dutch to enjoy the stipulations of that Treaty, during the course of the present hostilities, as we might very fairly have suspended them from the first moment of the rupture with France, and waited to see whether the Republick would on her part fulfill her engagements to us, by furnishing us with the stipulated succours, as that, and that alone, could lay us under an obligation to fulfill our engagements to Her.

Your Excellency will make such use of the inclosed verbal declaration as you shall think proper, and whenever you have occasion to speak of it, will represent the motives of our conduct in there true light. The mode of a verbal declaration to the Dutch Minister was, as I told Count Welderen, purposely chosen as the most friendly that could be found. Our wish and object is to bring the States-General to that line of conduct which is marked out to them by reason, justice, sound policy and the regard due to the most solemn engagements, founded upon the great basis of mutual interest; but if all these considerations are sacrificed to the cupidity of individuals, to the powerfull artifice of cabal and intrigue, or to any cause whatever, if in a word, the States are not our real, as well as nominal allies, we cannot allow them any benefit of an alliance which they themselves desert, by changing it into neutrality and that too in the midst of a war, carried on by the House of Bourbon for the destruction of this country, which, if it could be effected, must draw after it the ruin of the Republick....

STORMONT. [1])

LETTRE DLXVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La proposition de la cour de Russie.

—

Hage, den 31 January 1780.

Wel Edele Gestrenge Heer.

De prins van Gallitzin is weder bij mij geweest, om noch te presseeren op het entameeren eener nego-

[1]) David Murray, comte de Mansfield, depuis 1748 Lord Stormont, entra au ministère Anglais le 27 Octobre 1779, en qualité de secrétaire d'état pour le département du Sud.

tiatie met zijn Hof, om te offereeren de mediatie gezamentlijk aen de belligereerende Hoven; dat hij verzekeren kan sedert vier dagen dat Frankrijk daarmede zeer content zoude zijn; dat hij van te voren het met zooveel zekerheit niet zoude hebben konnen zeggen; dat Ruslant maer twintigh à vijf en twintigh schepen zoude konnen fourneeren, maer dat ik maer maeken moest dat de Republicq, boven de 30 geëquipeerde schepen, noch twintig equipeerde; dat alsdan wij zeventigh schepen tezamen zouden konnen furneeren; dat zijn Hof vast geene intentie hadde zich met Engeland te voegen, blijkens de couranten en speciaal de Fransche Haagsche van heden. Ik hebbe hem gezegt, dat ik liever zoude zien een defensive alliantie tot bescherming der vrije vaert van de neutraele mogentheden. Hij zeide dat beide tezamen zoude konnen geschieden, maer presseerde zeer op het doen van eenige démarche wegens de Republicq. Ik vroeg toen wat hij docht dat de conditien waeren op welke hij docht dat de vrede zoude konnen gemedieert worden? Zijne gedachten waeren dat Engelant tans vreede noodigh hadde, nimmer meester der Noort-Americaensche colonien zoude worden en dat, als zij het wierden, nimmer de vreede in Europa soliede zoude zijn, zoo lange als Engelant die colonien behield, wijl de ingezetenen, tans aen de vrijheit gewoon zijnde, niet langer onder het juk zouden willen blijven, en dat Engelant gelukkiger zoude zijn met dezelve te verliezen dan met dezelve te behouden, wijl de ingezetene van die colonien uit de conformiteit van taal, godsdienst, zeden, wetten en gebruiken, altijt meer na heur kant dan na die van Frankrijk zouden overhellen, en dat voorts de vrijheit der zeeën van Engelant zoude moeten erkent worden, om te beletten dat zij niet wederom met de neutralen handelde zooals zij tans

deede met ons; dat wij maer onze marine in staet moesten brengen en dat wij niet behoefden te augmenteeren, wijl wij van Frankrijk niets te vreezen hebben; dat ik maer moeste trachten zulks door te zetten, wijl ik anders metertijt zoude konnen gereprocheert worden van zoo eene favorabele occasie voor de Republicq om zich te toonen hadde verwaerloost.

Ik hebbe aan Z. H. W. G. gesproken van den Koning van Pruissen, doch het scheen dat hij niet raetzaem oordeelde dat die Koning, noch het Hof van Deenemarken, gesproken wierde eer dat Ruslant met de Republicq het eens was. Ik hebbe hem gevraegt wat Zijne Keizerin dacht? Hij zegt [dit] niet te weeten en niet wel een courier te konnen zenden om zulks te vraegen, ten zij dat de Republicq eenige voorslagen wilde doen. Hij heeft mij noch gezegt dat Uw Edg. hem de objectie hadde gemaekt dat Engelant het quaelijk zoude neemen, en dat hij daerop aen Uw Edg. op gisteren gezegt hadde dat Engelant hierdoor zelfs favorabelder conditien zoude konnen verkrijgen, wijl Frankrijk zocht de mediatie van Sardinien en dat Hof meer Franschgezind was dan het zijne of de Republicq; dat dus Engelant met genoegen deeze mediatie zoude moeten zien. Als ik alles considereere en bijzonder de epoque der vier dagen, sedert welke hij weet hoe Frankrijk denkt, kan ik niet anders gelooven dan dat deeze démarche van den prins van Gallitzin door dat Hof wordt gedirigeert.

Ik hebbe gehoort dat de Heer Hertogh de la Vauguyon voorleden Donderdagh op Vrijdagh twee couriers moet gekregen hebben. Sedert dien tijt zijn alle deeze pressante démarches aengevangen.

Ik geeve U. W. E. G. in bedenken of ik niet wel zoude doen om aen de Heeren van Amsterdam door

U. W. E. G. te doen verzoeken, dat twee der Heeren regeerende burgemeesteren gelieven herwaarts te koomen, aen wien ik ietwes in secretesse hadde te openbaeren, dat alsdan ik in bijweezen van U. W. E. G. aen Hun E. openinge gaeve van deeze démarches, onder belofte van secretesse, en hun verzogt aen U. W. E. G. te doen toekoomen het sentiment van derzelver stadt hieromtrent, en dat ik ook daervan openinge gaeve aen zommigen der geaccrediteerde personen der respective provincien, om te zien waerheenen de gedachten in het generael zouden gaen, want ik durve niet op mij te neemen, in zoo eene importante zaak, om ietwes te doen of na te laeten zonder eenige openinge daervan aen een klein aental van persoonen, die het crediet hebben om het in derzelver provincien door te zetten, te geeven. Het zal mij zeer aengenaem zijn U. W. E. G. gedachten hieromtrent te verneemen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

1 Febr. 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. ten uitterste verpligt voor het detail van Hoogstdeszelfs conversatie met de Prins van Gallitzin. Volkoome eenstemmig met U. D. H., begrijp ik, dat het aengaen van eene defensive alliantie tot bescherming der vrije vaert van de neutrale mogentheeden het groot en principaal object voor de Republicq in deze zijn moet en dat de offerte der mediatie niet anders dan als een accessoir zoude behooren te werden aangemerkt, terwijl ook dit laatste, zonder

het eerste, voor dezen staet ten uiterste gevaerlijk zoude konnen zijn.

Ik ben verder met U. D. H. van begrip dat in deze zaak door U. D. H. niet wel iets gedaan of nagelaaten kan werden sonder eenige voorafgaande ouverture aan een klein getal leeden der hoge regeering: dan zoude in bedenking geeven of niet de presente pensionarissen van Amsterdam van mijne te doene requisitie aan burgemeesteren geprevenieert diende te werden, vooral dewijl, de conjectures van het concert tussen gemelden Prins van Gallitzin en de Ambassadeur van Vrankrijk gefondeert zijnde, de laaste der voormelde pensionarissen buiten twijffel reeds van deze zaak geinformeert is....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le projet d'une réponse à l'Angleterre au sujet du secours.

—

Hage, den 5 Februari 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe met alle attentie gelezen het conceptantwoort aen Engelant. Mijne gedachten zouden daerheenen gaen dat de Heeren van de Ridderschap, als het geconcludeert zal worden, eenvoudigh lieten aantekenen, dat zij zich maer in zoo verre daarmede conformeerden, als daerbij gedeclineert wierde het verleenen van het secours, doch zonder daerdoor verstaen te willen toegestemt te hebben, dat het casus foederis tans omtrent geene der belligereerende mogentheden exteert; dat dezelve wel met de meerderheit begrijpen dat de behandeling van het Hof van Brittannien ten opzichte der schepen van ingezetenen van den Staet met scheeps-ammunitien of materien, waervan scheep-

ammunitien kunnen worden gemaeckt, en bijzonder de attaque en het opbrengen van eenige der schepen, die onder convoy waeren van den Schout bij nacht Graeve van Byland, deezen staat wettigt om ook, naar redenen van convenientie te werk gaende, een secours te weigeren, hetwelke zij niet verleenen kan zonder zich aen het uiterste gevaer te exponeeren, doch dat, als zulks niet was voorafgegaan en dat Groot-Brittannien de commercieerende ingezetenen deezer landen hadde laeten gaudeeren van het volle genot der stipulatien van het tractaat van marine van 1674, de Republicq zich stiptelijk aen het tractaat van 1716 hadde moeten houden en het geeischte secours geven, zich getroostende de gevolgen, die zulks voor dezelve zouden kunnen hebben. Verzoeken U. W. E. G. dit niet aen te zien als eene concept-extensie van zoo eene aenteekening, maer alleen als eene opgaeve van hetgeene ik oordeele dat daerin, in substantie, zoude konnen worden geïnsereert. Voor het overige zal ik mij geen partij stellen over de anticipatie van de staetsvergaderinge, met U. W. E. G., begrijpende dat daeraan voor en tegen is. Daer konnen nieuwe evenementen gebeuren, die de behandeling der zaeken van natuur konnen doen veranderen en raetzaem maeken hetgeene ieder zoude denken tans te moeten declineeren, maer wijl men altoos handelen moet naer hetgeene exteert, en niet naer hetgeene voorvallen kan, zoo ben ik van gedachten dat het verleenen van onbepaelde convoyen behoort te geschieden en de maetregelen genomen om dezelve met effect te konnen verleenen, en zal aen alle regenten der respectieve provincien in dier voegen spreeken en schrijven, doch denke dat daervan bij de repraesentatien aen Engelant geen gewag moet worden gemaekt....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange[1]. *Opinion de la ville d'Amsterdam au sujet de la proposition du prince Galtitzin.*

—

18 February 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb zoo eeven de twee verwagt wordende burgemeesteren van Amsterdam bij mij gehad. De conversatie is vrindelijk, dog niet interessant geweest. Het voorname, daarin voorgekoomen, bestaat hierin, dat die Heeren door een entrevue van de prins van Gallitzin met de pensionaris van Berkel, waarvan deze aan H^n burgemeesteren rapport had gedaan, reeds van de secreete zaak geïnformeert waaren: ook scheenen zij zeer geneegen tot het negotieeren van een defensief tractaat, maar penetreerde met mij de difficulteiten omtrent de offerte der mediatie, welk point de H^r Envoyé van Rusland in zijn gesprek met de voorn. pensionaris niet schijnt geroert te hebben....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 18 February 1780.

WelEdel Gestrengen Heere.

Ik hebbe heden bij mij gehad den prins van Gallitzin, die mij gezegt heeft te Amsterdam te zijn geweest en met den pensionnaris van Berkel te hebben

[1]) *Cette lettre s'est évidemment croisée avec celle du prince, qui suit.*

gesproken, die met Heeren burgemeesteren is gaen spreeken en hem gerapporteert heeft, dat dezelve zeer genegen waeren een defensif tractaet met de Noordsche mogentheden en bijzonder met zijn Hof en Denemarken aen te gaen; dat hij daerover reets geschreven hadde, om hetzelve daervan te praevenieeren, en dat Heeren burgemeesteren op morgen herwaerts zouden koomen, gelast om in alle mijne voorslagen ten dien opzichte te consenteeren, dus dat het tans aen mij staet om deeze zaek een goede keer te doen neemen en dat hij mijne intentie zoude afwachten om een courier aen zijn Hof af te zenden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Propositions de la Russie.

—

Hage, den 25 February 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... Gisteren namiddag heeft de burgemeester Clifford mij gezegt dat de Hr prins van Gallitzin eergisteren aen het logement van Amsterdam was geweest, doch dat zij toen niet t'huis waeren; dat, toen zij t'huis zijn gekoomen en zulks vernoomen hadden, de Heer van Berkel was gegaen bij den prins von Gallitzin, om te verneemen wat hij begeerde; dat die daerop hem in zijn japon ontfangen heeft en gezegt, dat hij verlangde te weeten hoe het gevordert was met zijn voorslag sedert onze conferentie van voorleden Saturdagh; dat hij, geen last van zijn Hof hebbende, niet nader bij mij konde koomen, wijl het te veel in het oog liep, zooals ook indien hij bij U. W. E. G.

quam, en dat hij gaerne zoude wenschen dat ik hem door een derden persoon wilde laeten spreeken; dat de zaek haest hadde, wijl veertig dagen noodigh zijn om na Ruslant te schrijven en antwoort te bekoomen, wanneer men maer vier dagen tijt heeft in Petersburg om te antwoorden; dat men uit Ruslant en Deenemarken zoo veel volk kan krijgen om de schepen te bemannen als de Republicq zoude verlangen, en dat zij, Heeren van Amsterdam, gaerne zouden zien dat ik aen den prins van Gallitzin liet weeten, dat ik met leden van de provincie van Hollant gesproken hebbende, dezelve niet ongenegen zouden zijn met Ruslant in onderhandeling te treeden, om maatregelen te neemen om te beletten dat de vlag van den Staet niet weder wierde geïnsulteert. Ik hebbe geantwoort, dat ik zoude denken op den persoon, te employeeren om met den Heere prince van Gallitzin te spreeken, en als een balletje opgeworpen, dat niemant van deeze negotiatie was geïnformeerd dan de Hr griffier Fagel; deeze willen die Heeren liefst niet in deeze negociatie geëmployeert hebben, en ik zoude niet gaerne concurreeren om in deezen den Hr van Berkel te laeten fungeeren.

Ik geeve U. W. E. G. in bedenken of hetgeene aen den Heere prince van Gallitzin behoort te worden gezegt niet eenvoudigh hiertoe zich zoude konnen reduceeren: „que le prince d'Orange, ayant parlé „avec plusieurs des membres de cet état au sujet de „l'idée que le prince Gallitzin avoit suggérée, désire„roit de sçavoir ce que la cour de Russie pense au „sujet des déprédations auquel le commerce est exposé „de la part de plusieurs des puissances belligérantes, „quelles mesures elle souhaitoit prendre pour les „empêcher à l'avenir efficacement, et si elle voudroit „entrer là-dessus en négociation avec cet état," of

wel: „que le prince d'Orange, ayant parlé avec plu„sieurs des membres de cet état au sujet des dépré„dations que le commerce de ce pays a souffert depuis „quelque tems de la part de plusieurs des puissances „belligérantes, ces Messrs l'ont prié de s'informer „auprès du prince de Gallitzin des sentimens de la „cour de Russie à cet égard et si l'Impératrice vou„droit entrer en négotiation avec cet état sur les „mesures à prendre pour protéger à l'avenir efficace„ment le commerce et empêcher ces déprédations." Ik zoude het tweede praefereeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

TETTRE DLXXIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

25 February, 1780.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. ten uiterste verpligt voor de communicatie van Hoogstdeszelfs conversatie met de burgemeester Clifford. Ik begrijp zeer klaar dat de H^n van Amsterdam niet gaarne zoude zien dat de H^r Griffier Fagel in de bewuste negotiatie geëmploieert werde. Ik onderschrijf teffens ten volle aan het begrip van U. D. H. tot uitsluiting van de H van Berkel. Niemand zoude, na mijn gedagten, tot de provisioneele insinuatie beter gebruikt konnen werden dan de waardige heer de Larrey; terwijl ik ook, met U. D. H. zijn preferentie, zoude approbeeren de tweede extensie van hetgeen aan de prins van Gallitzin gezegt zoude werden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Complainte au sujet des pamphlets

—

Hage, den 26 Febr. 1780.

Wel Edele Gestrenge Heer.

.... Ik zal mij niet meer aen den hove adresseeren, terwijl ik niet de eer hebbe van raetsheer te zijn, want toen ik in het voorjaer verzocht hebbe, dat tegens de Lettres Hollandoises en andere schotschriften, daer ik op eene allerhaetelijkste wijze wierde afgeschildert en mijn gedrag gemispresenteert, hebbe ik tot antwoort bekoomen, dat het Hof niets konde doen; dat zij eerst een placaet van H. Ed. Gr. Mog. moesten hebben; dat de Steden misschien geen regard op een placaet, dat zij zouden emaneeren, zouden slaen, etc. Daermede hebbe ik moeten genoegen neemen, maer toen de beruchte Van der Heij de hardiesse heeft gehad van ietwes uit te geeven dat laesif was voor de edele heeren Raeden Mr Dirk Meerens en Hendrik Baron Collot d'Escury, heer van Niemantsvrient, moest deeze misdaet, een waar crimen laesae Majestatis, met alle rigueur werden gepoursuiveert en direct een placcaet geëmaneert worden om dit werk te verbieden [1]. Ik kan niet ontveinzen dat het mij leet doet te zien zoo veel condescendance voor twee leden en zoo weinig voor het hooft van

[1]) L'administrateur d'une société de rentes viagères, J. van der Hey, qui se trouvait en embarras, publia un mémoire contre une résolution de la cour de Hollande, que cette cour considéra comme outrageux pour ses membres. Le mémoire fut condamné et la publication défendue par un arrêt spécial. Voyez sur cette affaire les Ned. Jbb. 1780, vol. I. p. 206.

het Hof, en ik flatteere mij, dat U. W. E. G. met mij zal toestemmen dat dit wat sterk is en niet verwacht konde werden, want of het is geoorlooft iedereen in geschriften, met of zonder naem gedrukt, te injurieeren, en alsdan, zoo ik in het geval ben, kan ik zoo weinig klaegen als een ander, of de vrijheit van de pers moet binnen bondige en billijke limiten zijn geperkt, maer alsdan heeft ieder, en de Stathouder zoo wel als een ander, recht om te verzoeken dat belet worde, dat hij met geene verkeerde en odieuse verwen werde afgeschildert, ten minsten geloove ik niet dat de Heeren Raeden van den Hove ten dien opzichte een exclusif privilegie konnen allegeeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les propositions de la Russie.

—

28 February 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer aan U. D. H. te restitueeren de missive van den Heer de Larrey behelsende het rapport van zijn conversatie met de prince Gallitzin. Weinig tijds vóór de receptie der missive van U. D. H. d'eer gehad hebbende de Hr Larrey te zien, heb ik mijn sentiment over de materie aan Z. Ed. rondborstig geëxpliceert. Ik ben gepenetreert van de innigste convictie, dat eene defensive alliantie met Rusland en andere Noordsche mogendheeden het eenige middel is om de Republicq uit haar laage situatie tegensover Engeland te redden en het hoofd te doen opbeuren. Niets verhindert mij om voor mijne provincie

in deze volkomentlijk in te staan. Wat de verdere bontgenooten betreft, zal alles afhangen van het gewigt, hetwelk U. D. H. aan het werk zal gelieven te geven. In Zeeland heerscht eene verregaende Engelsgezindheid, dog bij de andere provincien zal het niet moeylijk zijn om de intrigues van den heer ambassadeur Yorke (die, zoo als reeden heb te gelooven, reeds van alles geïnformeert is) tegen te gaen.

Ik zoude vervolgens ootmoedigst de vrijheid neemen U. D. H. in bedenking te geven of niet door eenige verandering in de bewuste extensie, bij wege van middelweg, zou konnen werden gepraevenieert dat deeze zoo nuttige en heylzaame zaak niet in de eerste geboorte werden gesmoort....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLXXVII.

Le même au même. La missive du roi de Prusse.

—

29 February 1780.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb d'eer mij te acquiteeren van de restitutie der missive van Z. M. den Koning van Pruissen [1]), dewelke zeer aanmerkelijk en energicq is. Ik kan niet dan ten uiterste approbeeren de rescriptie van H. K. H. op dezelve.

[1]) Malheureusement cette lettre manque dans le dossier de la correspondance du roi, que la princesse a si soigneusement arrangée et conservée, et vainement j'ai taché de la découvrir ailleurs. Par contre la réponse à une missive antérieure, dont le conseiller-pensionnaire parle plus loin, a été conservée avec les autres; elle est datée du 7 Février.

En voici le texte (en orthographe moderne):

Het is zeekerlijk singulier dat Z. M. alleen melding maakt van de Hoven van Denemarken en Zweede, dog mogelijk zal een volgend antwoord op een anterieure missive van H. K. H., waarin (zoo ik mij niet bedrieg) het Hof van Rusland genoemt werd, dit point nader elucideeren....

P. VAN BLEISWIJK.

Ce 7 Fevr. 1780.

Ma chère Niè ce.

J'écarte de ma lettre tout ce qui pourrait renouveler votre douleur; c'est pourquoi, ma chère enfant, j'aime mieux vous parler des Anglais que de nous autres. Sans doute que le pr. d'Orange a grande raison de montrer aux provinces la nécessité de faire des armements, surtout de mettre leur flotte sur un pied plus respectable. Les Anglais agissent comme des gens privés de raison de se brouiller de gaieté de coeur avec toutes les puissances de l'Europe. Je vous garantis corps pour corps, que la Russie, loin de lui donner des secours, est très mécontente de l'Angleterre et que vous n'avez rien a risquer de ce coté-là. Mais si vous voulez savoir quels principes suit le gouvernement Anglais, je vous les exposerai ici: sotte vanité, ignorance des intérêts et des forces des puissances de l'Europe, orgueil de porter seuls le trident de Neptune, mépris des autres nations, maladresse dans les négotiations et le projet d'établir le despotisme royal sur les ruines de la liberté Anglaise. Ajoutez à cela un Lord Stormont, un Sacville et d'autres têtes pareilles sans cervelle qui sont à la tête du gouvernement sous la direction du Tory Bute [1]), et vous ne vous étonnerez plus de toutes les fautes capitales contre la politique que commet le conseil du King George. Quand cette guerre sera terminée, il pourra dire: „Tu l'as voulu, tu l'as voulu, George

[1]) L'orthographe du roi a: du toris buht", mais on ne saurait douter qu'il ne parle de Lord Bute, que tout le monde regardait, bien qu' à tort, comme le véritable chef du gouvernement et le confident du roi lui-même.

Dandin". Que ceci ne soit dit que pour vous, ma chère enfant, et que cela ne parvienne pas aux oreilles de Leurs Hautes Puissances, car toutes vérités ne sont pas bonnes à dire. C'est en vous embrassant que je vous prie de me croire avec toute la tendresse imaginable,

ma chère Nièce,

votre fidèle oncle et ami

FÉDÉRIC.

LETTRE DLXXVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). *Réponse à la lettre du 28 Février.*

—

Hage, den 29 February 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor deszelfs gegeeven advys omtrend de aen den prins van Gallitzin te doene boodschap; vóór dat ik U. W. E. G. billet van deezen morgen ontvangen hadde, hadde ik geconcipieert een nader stuk, dat ik niet hebbe willen afzijn aen U. W. E. U. G. te communiceeren. Ik denke dat zulks is alles wat van mij kan gevergt worden en durve niets op mij neemen meer te doen zonder speciale authorisatie van de Heeren Staeten van de meerderheit der provincien; te meer maeke ik er zwaerigheit in, omdat de prins van Gallitzin alleen uit zijn eygen naem en niet uit die van zijn Hof spreekt, [zoo] dat, het succes van deze démarche aen het Hof van Peetersburg noch onzeker zijnde, ik niet op mij kan laeden den blaem, waeraen ik mij exponeeren zoude, zoo dezelve niet wel uitviel....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) *Minute autographe.*

LETTRE DLXXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

Doorlugtigst Vorst en Heere.

Nader gedagt hebbende op een middelweg tusschen de bewuste extensie en de verandering, die de H^r^ Envoyé van Rusland daarin zoude verlangen, neem ik de vrijheid U. D. H. in consideratie te geeven om die extensie niet te veranderen, maer te amplieeren, met een bijyoeging in het slot, waervan d'eer heb het project hiernevens te doen gaen....

P. VAN BLEISWIJK.

„Le prince d'Orange ne faisant aucune difficulté de donner à connoître au prince de Gallitzin qu'il a tout lieu de croire que la République se trouveroit très disposée à faire une alliance défensive avec l'Impératrice pour protéger le commerce et maintenir la liberté de la navigation".

LETTRE DLXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

'sHage, den 3 Maert 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Heden zijn de heeren burgemeesteren Clifford en Van de Pol bij mij geweest om mij te vraegen hoe verre ik gevordert was in de negotiatie met den Heere prince van Gallitzin. Ik hebbe hun verslagh gegeeven van de bootschap, die ik aen gemelden heere Envoyé hebbe laeten doen, en hebben die Heeren mij verder voorgeslagen om met den Heere

de Saint Saphorin te spreeken over het overneemen van 3 à 4000 matrozen uit Deenemarken, want uit Zweeden zeiden zij dat niets te verwachten was. Ik hebbe gemeent U. W. E. G. daervan kennisse te moeten geeven, alsmede dat zij noch niet eens over de consenten in Amsterdam hebben gedelibereert. Dit gaet te verre, naer mijne gedachten, en is voorzeker niet het middel om mij te doen werken tot effectueeringe eener resolutie van de Generaliteit tot onbepaeld convoy; integendeel ik zal geen stap ten dien opzichte doen vóór dat de consenten in Hollant er door zijn. Zoo zij mij zoo sterk hun mistrouwen gelieven te toonen, zoo zal ik ook met Hun Ed. Achtb. te werk gaen op dezelve wijze, en het doet mij leet mij met den Heere prince van Gallitzin te hebben ingelaten alvorens dat Amsterdam, met de andere steden die onder den dwang der edicten gehouden worden, gaef in de extraordinaris middelen hadden geconsenteert en belooft hadden geen difficulteit in de staeten van oorlog te maeken. U. W. E. G. kan mij niet blameeren dat ik ten opzigte van de stadt van Amsterdam het grootste mistrouwen voede, zoo lang als de pensionaris Van Berkel aldaer alles regeert en dat zijne ongepermitteerde liaisons met den Franschen ambassadeur blijven stant houden.

Deeze brief schrijve ik U. W. E. G. in het uiterste vertrouwen en omtrent een point waervan mijn gemoet vol is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La demande des secours par l'Angleterre. Entretien avec l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 6 Maart 1780.

Wel Edel Gestrenge Heer.

Ik hebbe heden bij mij gehad den Heer Ambassadeur van Frankrijk, onder praetext van mij een officier te presenteeren, waerna hij alleen is gebleven en mij gemaekt heeft het gewoone Fransche compliment: dat hij niet naliet van den Koning te informeeren van mijne goede dispositien en dat hij mij verzekeringen kon geeven hoezeer de Koning wenschte door daeden aen mij te toonen zijne vrientschap en genegenheit. Dit hebbe ik met een buiging beantwoort, waerop hij zeide: „qu'il étoit fâché de voir qu'il y avoit une „différence d'opinions sur la réponse à donner à „l'Angleterre touchant la demande des secours; qu'il „sçavoit qu'il n'y avoit point de différence d'opinions „sur la praestation, mais qu'il étoit fâché de voir qu'on „vouloit dire que la manière dont l'Angleterre en „avoit agi vis à vis de nous par rapport au traité de „1674 nous dégageoit de l'obligation du traité de „1678; que par là on fournissoit pour l'avenir des „armes à l'Angleterre pour nous entraîner dans leur „querelle et que quand même ils seroient agresseurs, „l'objet étant en Amérique, la République n'étoit „engagée ni par le traité de 1678, ni par celui de „1716". Ik antwoorde daerop: „que c'étoit une matière „de la plus grande importance et que j'y réfléchirois „avec toute l'attention qu'elle méritoit". Hij zeide daerop: „qu'il s'en rapportoit à mon équité et à ma „pénétration; que s'il me restoit le moindre doute,

„il étoit prêt de me donner toutes les élucidations „que je pourrois demander pour prouver que le bon „droit étoit du côté de la France et de l'Espagne". Ik antwoordde toen: „que je pouvois lui déclarer que „mon but n'étoit autre que le maintien de la neutralité „et qu'il pouvoit être certain que je ne ferois que ce que „je croirois pouvoir [faire pour] obtenir ce but pour la „République, afin qu'elle reste tranquile." Hij zeide toen: „que si l'on reconnoissoit le cas du traité, cela „ne pourroit être que fort désagréable à sa cour et „qu'il croyoit qu'elle étoit autant à ménager que l'An„gleterre". Toen zeide ik wederom: „que sa cour „voyoit pourtant que les délibérations pour accorder „les convois illimitez s'avançoient". Hij zeide: „dat „zulks hem zeer aengenaem was, mais que sa cour „désiroit que l'Angleterre n'eut point d'espérance de „nous entraîner dans la guerre ou qu'on ne lui promit „pas indirectement que, si dans une autre guerre elle „observoit envers nous le traité de 1674, on lui don„neroit les secours stipulez par le traité de 1678". Toen wilde hij weeten of de Staeten, die tans vergaderden, in de respectieve provincien er over delibeeren zouden vóórdat de Hollandsche resolutie daer was, waeromtrent ik mij ignorant gehouden hebbe. Toen wilde Z. Exc. weeten in hoeveel tijt de provincien gereet zouden zijn om omtrent het onbepaalde convoy te resolveeren, hetgeen ik beantwoort hebbe met te zeggen, dat daer ten minsten zes à zeven weeken [toe] noodigh zouden zijn. Eindelijk heeft hij gezegt dat hij verlangde het te weeten, „afin que les édits „et les entraves, mis au commerce, pussent être revo„quez et que le Roi put montrer son amitié". Ik zeide: „que j'aurois été charmé si ces édits eussent „pu être revoquez dès à présent, afin que la résolu„tion de la République n'eût pas l'air d'une résolution

„forcée". Daerop zeide hij: „que le Roi n'avoit nulle „intention de forcer la République, mais que, voyant „la condescendance par laquelle on renonçoit à ses „droits en faveur de l'Angleterre, le Roi avoit retiré „les faveurs gratuites aux sujets de la République, „que lui personnellement ne désiroit rien de plus que „de voir révoquér les édits, mais que le Roi ne le „vouloit pas et qu'il n'y pouvoit rien faire".

U. W. E. G. weet hoe verre dit point waer is. Ik antwoorde daerop: „que cependant si les édits cessoient, „cela feroit que la résolution auroit l'air d'être prise „plus librement". Toen zeide hij: „que s'il avoit des „assurances positives, il tâcheroit de faire révoquer „les édits et que dès que quatre provinces, qui fai„soient la majorité de l'union, auroient votées, il me „prioit de l'en avertir, afin qu'il pût en informer sa „cour et qu'il ne désiroit rien tant que d'y contribuer; „que je pouvois compter qu'il y mettroit tous les „ménagemens possibles, afin de ne pas compromettre „la dignité de la République", hetgeen ik met eene buiging beantwoort hebbe, waermede deeze lastige conversatie geëindigt is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXXII.

Lord Stormont à Sir Jos. Yorke[1]). *La conduite du gouvernement de la République.*

—

St. James, March 14th 1780.

As the conduct of the States-General makes it absolutely necessary to bring things to a clear and decided point, that His Majesty may know in what

[1]) *Copie. Voyez l'annotation au numéro 567.*

light he is to consider the Republic for the future, whether as an ally or only as a friendly Neutral Power, it is His royal pleasure, after taking the opinion of His confidential servants, that Your Excellency lose no time in presenting the enclosed memorial, in the usual form.

You are so perfectly master of the subject, it has been so frequently discussed in the course of my correspondance with Your Excellency, that it is totally unnecessary to return to it at present. Whenever You think any explanation or illustration is accessory, You have some materials for both in my former letters upon this point, you will please to consider as connected with and referred to in this dispatch. The King will never desert the just and dignified ground he has taken. He wishes not only to preserve, but to perpetuate the clearest union with the Republic, but that system can stand only upon its original foundation. It must rest upon those principles which the wisest men of both countries have hitherto looked upon as indisputable. The states must shew, by their conduct, that they consider the two countries as bound together by every tie of affection and interest, they must, as I have so often said and cannot too frequently repeat, be real, not nominal friends, and cannot be suffered to call themselves the allies of Great-Britain and at a moment, when she is contending for her existance, refuse to fulfill the clearest stipulations of treaties and abuse the privileges they claim under those treaties, to give such succour to the enemy, as is, not only inconsistent with every idea of aliance, but incompatable with a state of fair neutrality.

LETTRE DLXXXIII.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. La question des secours.

—

La Haye, ce 24 Mars 1780.

Monsieur.

.... Je crois que le casus foederis existe, si ce n'est vis à vis de la France, du moins vis à vis de l'Espagne, et que, si depuis le commencement de la guerre l'Angleterre avoit observé exactement la traité de 1674, nous serions tenu maintenant de donner le secours sans pouvoir prendre en considération les suites qui en pourroient résulter, mais l'Angleterre ayant trouvé bon de ne pas observer à la lettre, par des raisons de convénience, les stipulations du traité de 1674, je crois que la République, qui ne peut donner le secours stipulé par les traités de 1678 et 1716 sans s'exposer à êttre attaqué par la France, peut alléguer cette raison pour s'excuser de donner le secours, et d'ailleurs je crois que les vrais intérêts de l'Angleterre exigent que nous ne leurs donnions pas de secours, sans quoi, si les François nous attaquent, l'Angleterre est obligée de nous donner un secours bien plus nombreux et par conséquent de se dégarnir d'autant [plus]. Je ne crois pas que la République pourra jamais avouer le droit de l'Angleterre de visiter les vaisseaux, pris sans convoy par des vaisseaux de guerre de la République ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DLXXXIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

Hage, den 20 Maart 1780.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Voor het overige heeft de H^r^ Yorke mij gezegt bij U. W. E. G. geweest te zijn, dus is de project-memorie, die op morgen staet gepresenteert te worden, aen U. W. E. G. bekent. Ik approbeere gantsch niet dat Engelant zoo een korten tijt aen de Republicq voorschrijft om zich te verklaeren, en ik zoude van gedagten zijn dat H. H. Mog. zouden konnen verklaeren, dat, volgens deeze constitutie, het hun ondoenlijk is op een zaek van zooveel aenbelang in zoo een korten tijt te konnen resolveeren, doch dat zij, met zooveel spoet als deeze regeeringsforme toelaet, daerover zullen delibereeren en hunne resolutie aen Z. M. zullen doen toekoomen, verwachtende Hoogstdezelve H. H. Mog., dat Z. M. inmiddels geene ordres zal geeven strijdigh met de tractaeten, welke H. H. Mog. de eer hebben van met Z. M. te hebben. Ik hoopte dat zoo eene démarche zal konnen uitwerken, dat in de eerste zes weeken de bedreigingen, bij de memorie gedaen, niet zullen werden geëffectueert, en denke dat in serieus overleg behoort te worden genoomen of het voor de Repeblicq nuttigh is de alliantie van Engelant op te zeggen en zich eens vooral van die Mogentheit te détacheeren, dan of het nuttigh is te behouden eene alliantie, die sedert meer dan een eeuw heeft gesubsisteert en die onze voorzaeten altoos aengezien hebben als een bolwerk voor de vrijheit van het vaderlant. Ik ben verre daervandaen om te adviseeren voor het geeven van het secours: hoezeer ik het met U. W .E. G.

niet eens ben omtrent de non-existentie van het casus foederis, oordeele ik met U. W. E. G. dat het secours niet kan gegeeven worden, zonder de Republicq te exponeeren aen een oorlogh met Frankrijk, en rekene zulks allernadeeligst voor de Republicq en dus dat men moet eviteeren om hetzelve te verleenen, maer ik denke dat een beleeft antwoort veel in deezen zoude konnen doen, zoo men antwoorde aen Engelant dat zij weinig aen dit secours zoude hebben en de Republicq zoude moeten assisteeren met een meerder secours, zoo zij aangevallen wierd. Misschien zoude het zenden eener ambassade na Engelant, om over den waeren zin der tractaeten in onderhandeling te treeden, niet quaet zijn, ten minste zoude daerdoor tijt gewonnen worden, en als die conferentien zonder vrucht afliepen, zouden de zaeken dan niet erger dan nu zijn.

De missive van zijne Pruisische Majesteit, die U. W. E. G. heden gezien heeft, geeft mij weinig hoop dat met Ruslant iets te doen zal zijn en, de Noordsche alliantie manquerende, denke ik dat de Republicq toegeevelijk behoort te zijn ten opzichte van het tractaet van 1674. Niet dat ik zoude willen adopteeren de sustenue van Engelant, om alles, tot hennip en en ijzer incluis, voor scheepsmaterialen te rekenen, maer ik zoude van gedagten zijn, dat eene schikking omtrent de convoyen met wederzijds genoegen, zoo doenlijk, behoorde te werden gemaekt, wijl men anders waegt om de geheele commercie in de waegschael te stellen, zonder genoegzaeme macht om dezelve te protegeeren. Zoo wij eene vloot hadden egael aen die der Engelschen, of een goede gelegenheit hadden om ons met het Noorden te allieeren, zoude ik adviseeren om de hand der wapenen te waegen, maer, zoo als de zaeken staen, zoude ik meenen niet aen mijn

plicht te voldoen, zoo ik er voor adviseerde, en denke dat het essentieelste in dit oogenblik is om te trachten van Engelant tijt te winnen en om vervolgens, na ontvangst van het antwoort van Ruslant, zodanige partij te neemen als gevonden zal worden met de waere belangens van het vaderlant overeenkomstigh te zijn. Ik hebbe ook niet willen afzijn U. W. E. G. te communiceeren dat ik den Heer Ambassadeur van Frankrijk bij mij gehad hebbe om mij te zeggen, dat hij gereet was te schrijven aen zijn Hof tot intrekkinge der edicten, zoo ik hem verzekeren wilde dat de onbepaalde convoyen zouden verleent worden. Ik hebbe hem gezegt dat ik zulks verwachte en er niet aen twijffelde, maer dat ik niet vooruit konde loopen vóór de deliberatien der Heeren Staeten der respective provincien, en dus niet op mij konde neemen om hem die verzekeringen te geeven.

Ik hoope dat U. W. E. G. mijn antwoord zal approbeeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DLXXXV.

Lord Stormont à Sir Jos. Yorke [1]). *Même sujet.*

—

St. James 's March 28th 1780.

Sir.

Your Excellency's dispatch No. 26 arrived on Sunday last, and was immediately laid before the King.

Nothing could be more proper or more dignified than the language You held to the Grand-Pensionary and whatever the final issue of this untoward business may be, Your Excellency's conduct, through the whole

[1]) *Copie. Voyez l'annotation au numéro 569.*

course of it, has been such as deserves and has met with His Majesty's fullest approbation.

Your Exc. having presented the memorial, nothing further remains to be done by us till the expiration of the three weeks. If the only objection was to the shortness of the term and there appeared a real disposition in the States to fulfill the conditions of the alliance, there might perhaps be no great objection to the giving them three weeks more, but that cannot be done unless there are strong indications of such a disposition.

I am persuaded that the impartial world must, as Your Excellency observes, recognize the equity, moderation and dignity of his Majesty's whole conduct with respect to the Republick, and must see that the measures, which He poursues, are such as every principle of justice authorizes and the interests of his people absolutely require. The being forced to come to so decided an explanation with an old and natural ally is a painfull extremety, but the conduct of that ally must govern ours.

I am glad to find we have still many friends in Holland, and I wish them to know that there never was a time when the Court of Great-Britain more sincerely desired a close and cordial union with the Republick; but as I have repeatly said, it must be a cordial union, a real, not a nominal alliance.

As to the French faction, nothing can operate upon them but the fear of personal consequences, and I hope that motive will grow stronger as the hour of danger draws near....

STORMONT.

P. S.

Your Excellency's Letters No. 27 et 28 are this moment arrived. If the States-General had accompanied

the demand for further time with any assurances, that indicated a favorable disposition, it might have been wise to grant it, but, in the manner in which this demand is made, it ought not, I think, to be complied with. Such a compliance, taking in all the circumstances, would be probably productive of no good, and might carry an appearance of irresolution and unsteadiness, which is always to be carrefully avoided in matters of this kind, as it is so easy for those, who are unfriendly, to represent such complaisance as the effect of weakness and fear.

S.

LETTRE DLXXXVI.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. Même sujet.

Londres, le 31 de Mars 1780.

Monseigneur.

.... La résolution est très fermement prise, si la Républicque n'accorde pas le secours dans le terme, fixé par le mémoire, d'agir conformément à la déclaration qui y est faite. Ce mémoire, suivant moi, est un manifeste pour exposer les raisons qui obligent à rompre, la différence entre rompre et déclarer que l'on n'a plus de traités me paroissant être plutôt une différence dans les mots que dans le fait, car naturellement dès que le tems fixé par le mémoire sera écoulé sans que L. H. P. ayent pris la résolution d'accorder le secours, on déclarera publiquement, tant aux officiers de la marine royale qu'aux armateurs, qu'il n'y a plus de traités entre l'Angleterre et la République; la conséquence sera que tous les vais-

seaux marchands seront ménes dans les ports d'Angleterre et, s'il y a des vaisseaux de guerre qui les convoient, ils seront toujours obligés de se battre; cela doit insensiblement mener à une rupture ouverte. J'ai cru de mon devoir de mettre ceci sous les yeux de V. A. S. pour que'lon ne s'abuse point sur les suites qui peuvent résulter des résolutions que l'Etat prendra, et croiés, Monseigneur, que quand même l'on feroit une alliance avec la France, la marine Angloise est actuellement sur un tel pied, qu'elle empêcheroit une jonction.

Une guerre avec la République l'année passée auroit pu faire crier contre les Ministres, mais depuis l'affaire de Paul Jones et le placard pour défendre d'aller à Gibraltar, on ne peut guères s'imaginer comme toute la nation est changée à notre égard. Voilà, Monseigneur, très exactement l'état des affaires ici et sur lequel vous pouves compter....

J. W. VAN WELDEREN.

LETTRE DLXXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La missive du roi de Prusse.

—

4 April 1780.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de missive van Z. M. de Koning van Pruissen, alsmede de rescriptie, welke H. K. H. voorneemens is daarop te doen, terwijl ook de laatste periode in die rescriptie coincideert met de waare gevoelens van allen degeene,

welke zig hierinne van de Engelsgezinden in de Republicq distingueeren, dat zij de zaak met Rusland als ten uiterste nuttig en heylzaam voor het Vaderland aanmerken....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DLXXXVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les mesures de l'Angleterre.

Hage, den 6 April 1780.

Wel Edel Gestrenge Heer.

....Ik hoope dat de mesures, die Engelant tans volgen wil, haer oogmerk moogen bereiken, zoo het is om de alliantie tusschen die Mogentheit en de Republicq te herstellen, maer ik vreeze het tegendeel en dat het niet anders toe dienen zal, dan om de partij der Fransgezinden te versterken, en denke dat zij beter zoude doen van met meer moderatie omtrent de Republicq te werk te gaan. Ik kan in gemoede niet adviseeren voor het geeven van het secours, en denke dat de Republicq niet solo op het continent tegens Frankrijk moet speelen; was er eene alliantie met eenige der groote Mogentheden van het continent, die Frankrijk met eenige hoop van succes zoude konnen beletten om het territoir van de Republicq te attaqueeren, zoude ik van andere gedachten zijn, en zoo Engelant van het beginzel van deezen oorlog af aen het tractaet van 1674 hadde gehouden, ben ik van oordeel, dat de Republicq verplicht zoude zijn geweest tot het geeven van het secours, waertoe ik dezelve tans onverplicht houde; immers denke ik dat zij tans met hetzelfde recht, als Engelant tot hiertoe

gedaen heeft, na de regelen van convenientie te werk gaet en dat zij dus met reden kan declineeren het geeven van een secours, dat zij niet kan geeven zonder zich aen deszelfs ruine te exponeeren. Maer omtrent het tractaet van 1674 hadde ik gaerne gezien, dat alle redelijk genoegen aen Engelant wierde gegeeven en dat men daerover in negotiatie treedede, en ik kan niet ontveinzen hoezeer het mij gesmert heeft uit de missive van den Heere Graeve van Welderen te zien dat daertoe geene hoop is....

W. PR. V. ORANJE.

LETTRE DLXXXIX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

Hage, den 6 April 1780.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

....Ik wenschte van harte met U. H. dat de declaratie van Rusland een goed effect in Engeland moge doen en dat Hof tot pacifiquer sentimenten brengen, maer soo veel als men uit de teegenwoordige gesteltheid der saken kan oordeelen, heb ik daarvan geen groote verwagting, al soo min als van het voordeel, hetwelk de Republicq van haare aanstaande alliantie met Rusland en de Noordsche Kroonen staat te trekken....

H. FAGEL.

LETTRE DXC.

Lettre interceptée de l'envoyé Prussien M. Thulemeyer à sa cour[1]. *Les opinions du gouvernement Hollandais.*

—

Du 7 Avril 1770.

.... La dernière malle de Londres a remis au prince-stadhouder et aux ministres de la République la réponse que le lord Stormont a donnée au comte de Welderen et les instances, que ce dernier a faites pour obtenir qu'au lieu de trois semaines, fixées par le mémoire du chevelier Yorke, on convînt d'une espèce de tems suffisant pour recueillir les différens avis des membres de l'Union. [Ces instances] ont été infructuenses. J'ai observé que le prince-stadhouder a été des plus sensibles à la conduite impérieuse déplacée de la Cour d'Angleterre. Il me l'a témoigné dans des expressions non douteuses. Quant à la manière dont le lord Stormont s'est expliqué envers [2], je suivrai les notions qui m'ont été communiquées par le greffier Fagel. Ce ministre me dit qu'il avoit écrit en Angleterre, afin de faire entendre à l'administration qu'il étoit absolument nécessaire d'adopter des mesures différentes; que le prince-stadhouder avoit écrit de son côté, pendant que le chevalier Yorke appuyoit leurs représentations, mais aussi sans produire l'effet désiré; que le lord Stormont avoit déclaré au comte de Welderen verbalement, combien le Roi son maître étoit peu disposé à complaire aux Etats-Généraux dans cette occasion; que si L. H. P. avoient témoigné être enclin à accorder le secours stipulé par des traités antérieurs, on auroit pu s'entendre et modifier dans des conférences, tenues pour cet objet, les traités subsistants,

[1]) *Copie.*

[2]) *Laissé en blanc.*

mais que la République avoit porté atteinte à la bonne volonté de S. M. Brittanique en décidant par une résolution formelle, que le casus foederis ne sauroit exister dans la guerre présente. Le griffier Fagel est dans l'idée que l'Angleterre effectuera ses menaces et privera le commerce Hollandaise des avantages dont il a joui jusqu'à présent. Il auroit désiré qu'on fût entré en pourparler avec l'Angleterre et qu'on eût renoncé au transport des bois de construction, chanvre et autres munitions navales pour le compte de la France.

Quant à la négociation entamée avec la Russie, le greffier Fagel appréhende que le but, qu'on se propose d'obtenir, ne réponde pas à l'attente générale, puisqu'un concert avec les cours de Coppenhague, de Stockholm et même de Lisbonne, semble nécessaire, pendant que d'un autre côté une connoissance approfondie des dispositions des Puissances belligérantes doit en préparer les voyes. Il ajouta qu'il étoit très fort à craindre que dans cet intervalle la cour d'Angleterre n'effectuât ses menaces vis à vis de la Republique. Tels sont les sentimens du greffier Fagel, qui ne s'accordent aucunement avec ceux du conseiller-pensionnaire. Ce dernier, en s'élevant avec force contre les mesures arbitraires de l'Angleterre, est persuadé que le prince-stadhouder, par les circonstances, a affoibli son crédit et son influence. On a lieu de penser que la République ne tardera point à se conformer aux vues de la Russie, et l'ambassadeur de France se donne beaucoup de mouvement pour déterminer les Etats, présentement assemblés, à y accéder sans délai par une résolution formelle. Aussi faudra-t-il s'en rapporter aux délibérations des autres provinces et en attendre le résultat, avant que de donner au prince de Gallitzin une réponse positive. Le prince-stadhouder ne méconnoit point les avantages d'une liaison étroite

avec la cour de Petersbourg pour la protection de la navigation et du commerce, mais il appréhende que la ville d'Amsterdam, muni d'un pareil appuy, ne porte les choses à l'extrémité et n'entraine la République dans une guerre peu convenable à ses forces et à sa position. Il a cru devoir s'expliquer sur ce ton vis à vis des députés Amsterdamois et les a exhortés à embrasser un système modéré, les assurant en même tems qu'une [neutralité] étoit l'objet de ses voeux et auroit aussi son appuy. Le prince Gallitzin avoue que le Sr. Van Berckel, pensionnaire de la ville d'Amsterdam, agit effectivement avec trop d'ardeur et l'embarasse fréquemment par une activité outrée, qu'il s'applique à calmer. Au reste le Sieur De Swart [1]) a mandé au conseiller-pensionnaire que la conduite du chevalier Haris [2]) avoit été très imprudente et que ce ministre, se défiant des dispositions du comte de Panin, avoit intrigué de son mieux pour le déplacer et pour lui faire perdre la confiance de sa souveraine.

LETTRE DXCI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les propositions de la Russie.

—

8 April 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb zoo eeven de prins Gallitzin bij mij gehad, die mij gecommuniceert heeft deze morgen de tijding

[1]) Le résident à St. Pétersbourg M. Jean de Swart; il y remplissait sa fonction depuis 1779.

[2]) James Harris, plus tard (1788) Lord Malmesbury, ambassadeur Anglais à St. Petersbourg depuis 1777, bien connu pas ses „Journaux et Correspondance".

te hebben ontfangen, dat het Hoff van Denemarken reeds had geaccepteert de invitatie van zijn Hoff en geamplecteert de bewuste declaratie, en dat hetzelvde ook eerstdaags van Zweede verwagt wierd.

Uit de verdere conversatie is het mij voorgekoomen dat Z. Exc. het doen der declaratie aan de belligereerende mogendheeden considereert als een preleminair point, 'twelk vóór alles moet vast staen, en ik heb thans reedenen om van opinie te zijn dat, om een goed begin van deze zaak te maaken, het best zou zijn de veranderingen, in de concept-extensie van het antwoord bij Amsterdam geproponeert, te admitteeren ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXCII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

Hage, den 8 April 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens de concept-extensie van den heere Van der Heim, de copie der concept-extensie van de heeren van Amsterdam en die van U. W. E. G. Ik zoude de concept-extensie van U. W. E. G. verre praefereeren boven die van de heeren van Amsterdam en verzoeke op het ernstigste om, zoo doenlijk, de zaeken daerheenen te dirigeeren dat de resolutie dus uitvalle. De intentie tot het doen eener declaratie straelt genoegzaem door in U. W. E. G. extensie, zonder dat het noodig zij zulks, mijns bedunkens, te versterken, en de concept-extensie van de heeren van Amsterdam entraineert de Republicq te verre voor het begin. De voorzichtigheit vordert dat

niets gedaen werde, dat is, dat geene declaratoiren aen de belligereerende mogentheden door de Republicq geschiede vóór dat men met zekerheit weete of de Noordsche mogentheden genegen zijn om zoo een declaratoir te doen, en bijzonder Deenemarken, die wij meer als Zweeden tans noodigh hebben. Ik twijffele niet aen de echtheid van de tijding van den prins van Gallitzin, doch zal gaerne daervan de confirmatie verneemen, en noch zoude ik gaerne verneemen wat effect het declaratoir van Ruslant bij de belligereerende mogentheden heeft gehad, en bijzonder bij Engelant, alvorens tot die démarche te adviseeren. Ruslant heeft genoegzaem niets te vreezen, al neemen de belligereerende mogentheden, of zommige daervan, haer declaratioir quaelijk, en de Republicq heeft zeer veel daervan te vreezen. Dit allegeere ik niet om te declineeren het doen van dat declaratoir, maer ik oordeele dat dit geen praeliminair behoort te zijn en dat men eerst genoegzaeme gront moet hebben om verzekert te zijn van het succes der negociatien tot het maeken eener defensive alliantie met de Noordsche mogentheden, alvorens over te gaen tot een stap van zoo verren uitzicht als het doen van het bewuste declaratoir ....

W. PRINS VAN ORANJE.

Vana sine viribus ira: daeraen zoude lijkenen het doen van het declaratoir, zonder gewapent te zijn of secuur van door meer als eene neutrale mogentheit te worden bijgesprongen.

LETTRE DXCII^{b}.

Avis de M. Van der Heim [1])

Zouden van advise weesen dat de zaaken ter Generaliteit daarheenen behooren te worden gedirigeert, dat aan den heere prince van Gallitzin, extraordinaris-envoyé van H. M. de Keyserinne van geheel Rusland, tot antwoord op zijne memorie van den 3^{n} dezer lopende maand moge worden toegevoegd, dat Hun Hoog. Mog. met veel genoegen hebben ontvangen de communicatie, die Hare Keyserlijke Majesteit hun heeft gelieven te doen geeven van Hoogstdeszelfs oogmerken en gedane declaratie aen de Hoven van Londen, Versailles en Madrid;

dat Hun Hoog Mog. deeze communicatie aanzien als een uitneemend teeken van de welmeenentheid van Hare Keyserlijke Majesteit voor deeze Republicq en zig een eer stellen en verpligt agten om daaraan met hartelijkheid en opregtheid te beantwoorden;

dat H. H. Mog. ten hoogsten prijzen en als een vernieuwde blijk van Hare Keizerlijke Majesteits bekende grootmoedigheid en justitie aanmerken zoo wel het but, hetwelk Hare Keyserlijke Majesteits zig heeft voorgesteld, als de middelen bij Hoogstdezelve beraamt, om in den tegenwoordigen oorlog de strikste neutraliteit tussen de oorlogende mogendheeden te handhaaven en niet alleen de eer van de Russische vlag en de zekerheid van de commercie en navigatie van hare onderdanen te verzeekeren, en niet toe te laten, dat door eenige van de oorlogende mogendheeden daaraan eenige aanstoot worde gegeven, maar ook te zorgen voor de vrijheid en rust van Europa en op de

[1]) *Copie sans inscription, mais évidemment l'avis dont le prince parle dans sa lettre: voyez le numéro 592.*

solidenste gronden van billikheid, van het regt der volkeren en van de subsisterende tractaten, te vestigen en te wettigen een aequitabel systema van de navigatie en commercie der neutrale mogendheeden.

Dat H. H. Mog. met Hare Keyserlijke Majesteit in den tegenwoordigen oorlog eene stricte neutraliteit begerende te onderhouden, maer al te veel ondervinding hebben van de schadens, die de navigatie en commercie der neutrale mogendheeden lijdt van de fluctueerende denkbeelden der oorlogende Mogentheeden omtrent het regt der neutraalen, naar mate dezelve door het eige belang en de operatien van den oorlog gelijdt worden, en daarom met Haare Keyserlijke Majesteit ten hoogste nodig oordeelen, dat het voors. regt op solide gronden bepaald en gemeenzamer hand door de neutrale zeemogendheeden gehandhaafd worden, zoo als dezelfve voorgeslagen word door de Heeren van Amsterdam.

Dat H. H. Mog. gaarne met Hare Russische Keyserlijke Majesteit willen concurreeren, om daartoe met Hoogstdezelve en de Hoven van Koppenhagen, Stokholm en Lissabon een gemeene zaak te maaken en een nadere vereeniging aan te gaan, ten einde vervolgens aan de oorlogende mogentheeden een declaratoir te doen en gemeenzamer hand te beschermen de regten van de neutraliteit op den voet der tractaaten, die H. H. Mog. de eer hebben genoegzaam eensluydende te hebben met de Hoven van Londen en Madrid, en met het Hof van Versailles gehad hebben in de tractaten van Utregt en Versailles, dewelke, schoon de tijd, waarvoor dezelve waren geslooten, is geëlabeert, een genoegzame grond opleveren tot bepaling van de regelen van het regt der volkeren tussen het voorsz. Hoff en dezen Staat, van alle welke tractaaten H. H. Mog. aan Hare Russische Keyserlijke Majes-

teit communicatie zullen geeven, zullende vervolgens met Hoogstdezelve op eene billijke en aequitabele wijze tragten te convenieeren over de bepaling van de poincten, die daarbij niet duydelijk genoeg zijn uitgedrukt, zo als de bepalinge, welke plaatsen voor geblocqueert moeten worden gehouden, bij Hare Russische Keyserlijke Majesteits declaratoir alreeds nader [duidelijk] gemaakt, en het poinct van de visitatie der koopvaardijscheepen onder het gelijde van oorlogscheepen, met al hetgeen verder tot vermeiding van moeijelijkheeden aanleiding zoude kunnen geeven;

dat H. H. Mog. verder gaerne zullen verneemen wat antwoord Hare Russische Keyserlijke Majesteit van de Hoven van Coppenhagen, Stokholm en Lissabon zal hebben ontvangen, alsmede de verdere consideratien van Hare Russische Keiserlijke Majesteit omtrent den voet en wijze waarop Hare Keyserlijke Majesteit zal oordeelen dat de defensive unie, bij Hoogstdezelve geproponeert, tot stand gebragt zal kunnen worden, omtrent de contributie en de directie van de bedoelde gemeene defensie en de guarantie van elkanders possessien, die ter gelegenheid van deeze aliantie en het admitteeren van de conditien daarvan aanstoot zoude mogen lijden;

dat extract van de te neemene resolutie, benevens copie van de tractaaten, daarin gemeldt, door den agent Van der Burch van Spieringshoek [1]) behoord te worden ter hand gesteldt aan den heere prince van Gallitzin, extraordinaris-envoyé van H. M. de Keyserin van geheel Rusland, met verzoek om daarvan aan hare Keyserlijke Majesteit kennis te geeven en dit antwoord door zijne goede officien aan Hoogstdezelve op het favorabelste voor te dragen;

[1]) L'„agent" des Etats-généraux, dont les fonctions regardaient spécialement le cérémonial auprès des ambassadeurs.

dat mede extract daarvan moge worden gezonden aan den heer De Swart, H. H. Mog. resident aan het Hof van Rusland, tot zijne informatie en narigt, met order om het goede oogmerk van H. H. Mog., zo veel in hem is, te helpen bevorderen, alsmede aan de ministers van den Staat aan de Hoven van Coppenhagen en Stokholm en Lissabon, tot haar narigt, met ordre om de démarches van de Russische ministers aan de Hoven van hare residentie zo veel mogelijk te seconderen en met dezelve de concert te gaan.

LETTRE DXCII^c.

Projet d'une „extension" du pensionnaire Van Berckel [1]).

.... [2]) Dat H. H. Mog. vervolgens ten aanzien van de bepaelingen van het voors. recht zich volkomen conformeeren met de vijf pointen, vervat in de declaratie, door Haere Russische Keizerlijke Majesteit aen de Hoven van Versailles, Madrid en Londen gedaen en aen H. H. Mog. van wegen Hoogstdezelve door den heere prince van Gallitzin op den 3 April deezes jaers gecommuniceert;

dat H. H. Mog. op 't voetspoor van Haere Russische Keizerlijke Majesteit aan de belligereerende mogentheden daervan insgelijks verklaeringe zullen laeten doen, mitsgaders bereit zijn om met meergedagte Hare Keizerlijke Majesteit en verdere neutrale zeemogendheden te treeden in conferentie over de maetregulen, waerdoor de vrijheit van de navigatie en commercie onder eene exacte observantie van neutra-

[1]) *Inscription de la main du prince.*

[2]) *In margine:* Op pag. 3 achter de woorden: gehandhaaft worde.

liteit tusschen de oorlogende mogentheden, zoo voor het toekoomende als tegenwoordige, op de efficacieuste wijze gemeenzaemerhant gehandhaeft zal konnen worden.

LETTRE DXCII[d].

Projet d'une „extension" du conseiller-pensionnaire.

Dat H. H. Mog. vervolgens op het voetspoor van Haere Russische Keizerlijke Majesteit bereit zijn om aen de belligeerende mogentheden op fundament der tractaeten, tusschen de Republicq en dezelve mogentheden subsisteerende, soortgelijke verklaering te laeten doen als aen dezelve door Hooggem. Haere Russische Keizerlijke Majesteit is gedaen en aen H. H. Mog. van wegens Hoogstdezelve door den heere prins van Gallitzin op den 3[n] April deezes jaers is gecommuniceert, terwijl H. H. Mog. ten uiterste genegen zijn om, etc.

LETTRE DXCIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

9 April 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Mij vereert vindende met U. D. Missive over de groote zaak met Rusland, heb ik d'eer, bij ampliatie mijner missive van gisteren, te melden dat het mij in de conversatie op gister avond met de prins van

[1]) *Inscription de la main du prince.*

Gallitzin niet duister gebleken is, zoo het antwoord van de Republicq op zijn memorie niet behelst eene klaare, duidelijke en explicite accessie aan de declaratie van Rusland, hetzelve door gemelden Envoyé niet aangenoomen, maar als insufficient en onvoldoende wedergegeeven zal werden. Dit zoude waarlijk eene gansch onaangenaame scène opleeveren en voor de belangens, zoo van het vaderland als van U. D. H., van de nadeeligste gevolgen konnen zijn. Het is, om zulks te praevenieeren, dat ik thans, resilieerende van mijn eyge extensie, volstrekt raadsaamst oordeel de concept-extensie van Amsterdam te amplecteeren, als wanneer ik mij flatteer dat gem. Envoyé zal konnen werden gedisponeert om bij provisie niet te insteeren op de dadelijke expeditie en bekend maaking aan de oorlogende mogendheeden van de alsdan vastgestelde volleedige accessie tot de bewuste declaratie . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DXCIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse. Même sujet.

Hage, den 9 April 1780.

WelEdel Gestrengen Heer.

Ik hebbe niet willen afzijn, in antwoort op U. W. E. G. billet van heden, noch eens aen U. W. E. G. in bedenken te geeven de schroomachtige gevolgen van het praematuur resolveeren tot het doen eener declaratie conform aen die van Ruslant, zoo dezelve eens in Engelant een verkeert effect produceert en door die mogentheit als eene declaratie van oorlog werd geconsidereert. Kan de Republicq wel dit voetspoor volgen? Kan de Republicq, met Ruslant alleen geallieert, in deszelfs ongewapende staet zoo een

déclaratoir doen, en hoe kan zij zulks doen vóór dat die alliantie eens geconstateert is? Ik blijve bij mijne gedachten, dat de alliantie met de Noordsche mogentheden tot protectie der commercie van nut kan zijn, mits dat men hier met voorzichtigheit te werk gae, maer ik kan in dat licht niet considereeren de concept-extensie der heeren van Amsterdam. Het is als of de vloot reets in gereedheit was en dat alle de neutrale mogentheden het eens waeren: dan kan men spreeken, maer vóór dat de alliantie zijne consistentie heeft, zal met mijn stem geen declaratoir van wegens de Republicq aen de belligereerende mogentheden geschieden, en hetgeene mij te meer in mijn sentiment versterkt dat het voor alsnoch intempestif is een diergelijk declaratoir te doen, [is] dat de prins van Gallitzin zelve mij gezegt heeft eergisteren: „que la République ne risquoit rien, „puisqu'elle pouvoit voir comment „la déclaration de sa cour seroit reçue à celle de „Londres et que, si elle étoit bien reçue, l'Angleterre „ne pouvoit trouver mauvais à la République d'en „faire autant". Laeten wij dus uitstellen de resolutie in Hollant, tot dat men weet hoe of dit declaratoir van Ruslant zal zijn opgenoomen: daar word geen tijt bij verloren, al wierd geene resolutie in Hollant genoomen in veertien dagen, wijl de gedeputeerdens ter Generaliteit der andere provincien vóór dien tijt geen last konnen hebben van de heeren Staeten, hunne principaelen. Ik trachte de zaek, zoo veel in mij is, te bevorderen, maer ik vinde dat de insinuatie van den prins van Gallitzin aen U. W. E. G. te veel bewijst, want op die wijze, zoo zullen de vreemde ministers de wet volkomen aen de Republicq stellen: voorleden jaer de hertog de la Vauguyon weigerende het antwoort van H. H. Mog. wijl men zich niet verplichten wilde tot het geeven van onbepaelde convoyen; vóór veertien dagen de

heer Yorke, die weigert aan te neemen de resolutie van H. H. Mog. om prolongatie van het geeven van secours, wijl men niet wilde defereeren aan het verlangen van zijn meester; en nu wederom den prins van Gallitzin. Dit gaet te verre, en op die wijze, als een minister eene memorie praesenteert, behooren de heeren Staeten hem te vraegen hoe dat hij gelieft dat men er op zal antwoorden.

Verzoeke U. W. E. G. niet te condescendeeren tot de concept-extensie der heeren van Amsterdam, wijl ik in gemoede meene verplicht te zijn er tegens te adviseeren zoo lange als men geene zekere tijding heeft van de accessie der Noordsche mogentheden en van het effect, dat het declaratoir van Ruslant in Engelant en Frankrijk heeft gedaen. Wil men zulks afwachten, alvorens te resolveeren, per me licet, maer anders moet ik insteeren dat de extensie niet anders verandert werde als volgens U. W. E. G. extensie van gisteren, of dat geresolveert werde dat, als de andere door Rusland geinviteerde mogentheden gereet zullen zijn om een diergelijk declaratoir te doen, de Republicq bereit is om zulks gezamenlijk met dezelve te doen. U. W. E. G. begrijpt wel, dat ik zulks niet accrocheeren wil aen de accessie van Portugal, maer alleen aen die van Zweeden en Deenemarken....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DXCV.

Lord Stormont au chevalier Yorke [1]).

St. James, April 18th 1780.

Sir.

As the States-General have not only suffered the the term, fixt bij the memorial, to elapse without

[1]) *Copie. Voyez l'annotation au numéro 567.*

giving any answer to the requisition Your Excellency has repeatedly made, but have not indicated the least intention of furnishing the stipulated succours, His Majesty finds Himself under the necessity of regulating His conduct by that of the Republicq; and agreably to these intentions, which have been repeatedly notified tot Their High Mightinesses and which are consonant tot every principle of justice, His Majesty has issued an order in council, of which I inclose several copies. I also send You a copy of my letter tot Count Welderen upon this occasion. It is the Kings pleasure, that Your Ex^{y} make a proper Ministerial communication of the above mentioned order. When You speak upon the subject to those, who are friends to that system, which so long united Great-Britain and the Republicq, You wil please to hold such language as is expressive of what You know to be the King's fixt and invariable sentiments. His Majesty wished, that the alliance, which has so long and so happily subsisted between the two countries, might continue in its full force; but it did not depend upon Him alone to give effect to those wishes; and since the States-General refuse to fulfill their engagements, and use their treaties with Great-Britain only as a cloak for, and furtherance of, the assistance they suffer their subjects to give the ennemy, every principle of justice, wisdom, and policy, called for that plan of conduct, which His Majesty now pursues, and which the impartial even in Holland must necessarily approve. He has proceeded to the last with the same moderation with which He began, and, by the period fixt in the Order of Council to the trading subjects of Holland, has shewn great attention to the interests of individuals. They deserve some indulgence, as they are forced to abide the

consequences of that erroneous system, to which for the moment their Governors have contrived to bind the Republic, but which those, who retain the principles of their Ancestors, can never approve....

STORMONT.

LETTRE DXCVI.

L'envoyé Thulemeyer à sa cour [1]).

Du 11 avril 1780.

....Le prince de Galitzin ajouta qu'il avoit été instruit d'un projet de réponse sur son dernier mémoire, portant que les Etats-Généraux feroient émaner une déclaration analogue à celle de l'Impératrice, dès que cette princesse seroit convenue d'un traité d'alliance avec la République; que, peu satisfait de pareilles ouvertures, puisqu'il en résulteroit immanquablement un délai nuisible au bien des affaires, il avoit insinué au conseiller-pensionnaire que, bien loin d'agréér une telle réponse, il n'expédieroit pas même un exprès à sa cour, mais qu'il y répliqueroit par un nouveau mémoire; que cette déclaration avoit paru produire quelqu'effet sur l'esprit du Sr de Bleyswijk, et qu'il se flattoit qu'on donneroit une tournure différente à la résolution des Etats de Hollande. Le prince de Galitzin espère que, sans attendre le résultat des délibérations des différentes provinces, il lui sera possible d'obtenir une réponse favorable de la part des Etats-Généraux. Je puis me tromper, mais je doute que la constitution de ce païs permette que, dans une affaire aussi importante, on se dispense de la forme

[1]) *Copie d'une lettre interceptée.*

usitée et qu'on se porte en avant, sans attendre le consentement unanime des membres de l'union. Le prince de Galitzin m'a témoigné qu'il s'estimeroit heureux si V. M. daignoit appuyer vis à vis du prince son neveu la négociation entamée avec la République; que les sentimens de respect et de déférence, dont le prince-stadhouder étoit pénétré pour vos avis, lui étoient suffisamment connus, et qu'il étoit convaincu qu'une insinuation de la part de V. M. accéleroit l'issue de cette affaire d'une manière conforme aux désirs de l'Impératrice sa souveraine. J'ai répondu au ministre de Russie d'une manière obligeante, mais me réservant en même tems tous les moyens d'éluder une proposition réitérée de sa part dans le cas où V. M. jugeroit à propos de m'ordonner de m'y soustraire . . . .

LETTRE DXCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Visite de l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 13 April 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe noodigh geacht U. W. E. G. te communiceeren eene singuliere visite, die ik van den heere ambassadeur van Vrankrijk gehad hebbe op heden, vóór de vergaderinge. Z. Exc. heeft begonnen met veele complimenten uit naem van den Koning, zijn meester, over mijne patriotique sentimenten, en verzekeringen van affectie, zoo voor de Republiecq in het generael als voor mij in het bijzonder, en dat hij niet nagelaten heeft aen den Koning kennisse te geeven van mijn verlangen om de edicten te zien

opgeheeven, en dat hij geauthoriseert was om eene memorie aen H. H. Mog. te praesenteeren en order hadde om met mij te concerteeren den tijt, op welke hij die memorie zoude praesenteeren; dat hij het aenstonts konde doen, maer dat hij het konde uitstellen, zoo als zulks mij best zoude convenieeren. Ik hebbe geene zwaerigheit gemaekt om hem te zeggen dat Stadt en Lande gereet was; dat ik dagt dat Gelderlant volgen zoude en dat Zeelant waerschijnlijk de conclusie niet zoude beletten; dat toekoomende week, Zeelant praesideerende, de conclusie niet kon vallen, en dat ik dagt dat onder het praesidie van Utrecht de conclusie tot onbepaelde convoyen waerschijnlijk zoude werden genoomen; dat ik dus dagt dat het misschien beter was dat deszelfs memorie, welke hij voorgelezen heeft, na dien tijt inqaum, dan dat hij ze aenstonts praesenteerde. De memorie houd in een relaes van al het voorgevallene sedert den 19 November 1778 tot hiertoe, na de idées van Vrankrijk gerepraesenteert en [met] de groote woorden van justice en modération tot walgens toe, maer eene zeer merkwaerdige periode, die is: „que c'est sur les instances „de plusieurs membres de cet Etat et en particulier „de Monsieur le prince-stadhouder, que le Roi retire „les édits et arrêts de son conseil". Hic latet anguis sub herba. Mijn naem koomt daer maer in om mij volkomen met Engelant te brouilleeren en uit te werken dat de Koning van Engelant personeel op mij werde gepiqueert en mij considereere als het hooft der Franschgezinden; dit voele ik, maer ik hebbe gedaen, in presentie van den heere ambassadeur, als of ik het niet merkte, konnende daerenboven daer niet veel op zeggen, wijl het waer is, dat ik hem gezegt hebbe dat het te wenschen was, dat de edicten konden werden ingetrokken vóórdat wij resol-

veerden tot het onbepaelt convoyeeren, maer het zal een singulier effect doen van mijn naem gevoegt te zien bij de heeren van Dordrecht, Haerlem, Amsterdam, Rotterdam en Schiedam, die de eenigste zijn die démarches gedaen hebben bij den Franschen ambassadeur tot intrekkinge der edicten. Hij voegde daerbij dat, hoezeer het niet in de memorie stond, de intentie van zijn Hof was om te restitueeren al hetgeen volgens de edicten door de ferme genooten was, [1]) en heeft mij mijne gedachten gevraegt of hij het in de memorie zoude zetten of niet. Ik hebbe geantwoort, dat ik zulks aen Z. Exc. moeste overlaeten, maer dat ik niet zag dat het eenig quaet konde doen. Daerna heeft hij noch gezegt, dat hij zeer verlangde dat hem de resolutie zoude gecommuniceert werden. Ik hebbe gesegt, dat ik niet dagt dat van wegens den Staet zoo eene communicatie konde geschieden. Dit idee liet hij vallen, maer zeide: „qu'il comprenoit „que par une délibération formelle on ne pouvoit la „lui communiquer, mais que le Greffier, qui étoit le „ministre des affaires étrangères, pouvoit lui en don„ner une copie, comme il avoit fait dans d'autres cas; „que je ne doutois pas, à ce qu'il croyoit, ou il le „sçauroit tout de même, mais que cela seroit plus „agréable au Roi de l'apprendre de cette façon que „par des avis qu'il pourroit lui donner". Ik hebbe geantwoort, dat ik twijffelde of in dit geval het te doen was. —

Toen zijn wij op het werk van Ruslant gekomen, en daer quaemen wederom veele complimenten voor den dagh: „que par l'activité que „je mettois dans cette négotiation" et par le plan que „j'avois conçu", „je ferois que mon nom seroit ajouté à celui des

[1]) Le produit de la perception des impôts par la ferme générale.

„fondateurs de cette république, comme étant le „restaurateur de sa considération". Maer wij zijn het niet eens geweest op het point van de declaratie. Ik hebbe toen van den heer ambassadeur hetzelve gehoort als naderhant in de vergaderinge van Hollant van de heeren van Dordrecht en Amsterdam, maer ik hebbe geene zwaerigheit gemaekt om hem te zeggen, dat ik dagt dat binnen korte dagen de meeste provincien hunne gedeputeerdens gelast zullen hebben om in conferentie te treeden met den minister van Ruslant. Eindelijk gaf hij veele verzekeringen, dat de Koning niets zogt dan de Republicq te doen jouisseeren van haere rechten en te maeken dat zij haere neutraliteit kan behouden. Ik hebbe gezegt, dat ik ook niets anders verlangde en dat zulks mijn oogmerk altoos was geweest om de neutraliteit te behouden. Toen verzogt hij mij verzekert te zijn van de sentimenten van zijn Hof en van hem in het bijzonder, en om daerin confiance te stellen en het oor niet te leenen aen de insinuatien, die tegens de intentien van zijn Hof en de verrichtingen van hem als minister aen mij zouden konnen werden gedaan. Hierop hebbe ik niet veel geantwoort en mij gecontenteert met te buigen. Hiermede is deeze embarassante conversatie geëindigt, die meer als een half uur heeft geduurt en mij belet heeft eerder in de vergaderinge te compareeren. Ik hebbe gemeent U. W. E. G. zulks niet te moeten laeten ignoreeren. Wij sullen Saturdagh of Sondagh een gedeelte daervan zien in zekere brieven, en ik ben curieus hoe hij het voorstellen zal....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DXCVIII.

L'envoyé Thulemeier à sa cour[1]). *La déclaration de la Russie à Londres.*

—

Le 14 Avril 1780.

.... J'apprends par le prince de Galitzin, que le sieur de Simolin[2]) a remis au lord Stormont la déclaration de sa Souveraine relativement à la protection du pavillon marchand des puissances neutres, sans obtenir là-dessus réponse. Le lord Stormont s'est contenté de lui répliquer dans des expressions équivoques et peu déterminées, observant cependant que, si le Roi son maître désiroit donner à l'Impératrice la satisfaction, que cette princesse pouvoit attendre de sa part, la direction, qu'on étoit dans l'usage de donner à Londres aux affaires de ce genre, sembloit exiger qu'on suivît cette négociation à Petersbourg même et que pour cet effet on ne tarderoit point à expédier un courrier, chargé de nouvelles instructions pour le chevalier Harris.

On a lieu de penser que le ministère cherchera à gagner du tems et à pousser peut-être sa pointe vis-à-vis de la République des Provinces-Unies, sans se compromettre vis-à-vis de l'Impératrice de Russie.

Le chargé d'affaires de Suède s'attend à recevoir dans peu des ordres qui l'autoriseront à faire vis-à-vis des Etats-Généraux une démarche équivalente à celle du prince Galitzin.

Quant au sieur de St. Saphorin[3]), on observe qu'il agit avec une très grande réserve, et quoique,

[1]) *Copie d'une lettre interceptée.*

[2]) L'ambassadeur de la Russie à Londres.

[3]) L'envoyé Danois à La Haye depuis 1778.

selon les nouvelles entrées au ministère de Russie, la cour de Coppenhague doit avoir accédé en plein aux mesures adoptées par celle de Petersbourg, le ministre de Dannemarc assure cependant constamment qu'il se trouve dépourvu de toute instruction quelconque. Le prince-stadhouder accélère de son mieux le consentement des provinces pour constater la réponse qu'il s'agit de donner au prince Galitzin.

Les Etats de Gueldre viennent de manifester, par une résolution formelle quant à l'équipement des 52 vaisseaux de guerre et à la réclamation de secours faite par l'Angleterre, des sentiments analogues des autres provinces.

Il me revient aussi que le conseil de guerre, nommé pour faire des recherches sur la conduite du comte de Byland, a déchargé cet amiral de toute accusation et on assure qu'il sera non seulement employé de nouveau, mais que les Etats-Généraux lui conféreront même un commandement plus distingué que celui dont il a été revêtu précédemment....

P. S. à la précédente.

J'ai été informé, après avoir terminé ma tr[ès] h[umble] dépêche de cet ordinaire, que les Etats d'Hollande ont pris hier une résolution conforme aux propositions, que l'Impératrice à fait faire à la République. On accède à celles qui sont énoncées dans le mémoire du prince Galitzin, tant à l'égard de la déclaration qui doit être faite aux puissances belligérantes que relativement aux mesures adoptées de concert avec les cours de Petersbourg, de Coppenhague et de Stockholm. Le ministre de Russie attend dans peu de jours un courrier, chargé des ordres qui pourront l'autoriser à entamer cette négociation avec les Etats-Généraux,

dès que L. H. P. auront, en conséquence d'une résolution définitive, constaté par l'avis unanime des confédérés celui de la République.

LETTRE DXCIX.

L'envoyé Thulemeier à sa cour[1]. *Même sujet.*

Du 18 Avril 1780.

.... On m'assure que les instructions, envoyées au chevalier Harris, enjoignent à celui-ci de donner à l'Impératrice les plus fortes assurances de son désir de complaire à cette princesse et de plaider en même tems la cause de l'Angleterre relativement aux Provinces-Unies. Il est aisé de juger combien le ministère Anglois est aigri par la démarche que la cour de Petersbourg a faite à Londres, puisque le sieur de Simolin ne déguise point au prince Galitzin dans sa dernière lettre, qu'on envisage la déclaration de sa Souveraine comme une infraction au droit des gens, principes qu'il n'appartient qu'à l'Angleterre de mettre en avant....

J'observe que le conseiller-pensionnaire n'est rien moins que content de la conduite du Sr de St Saphorin. Il m'a dit que pendant que, selon plusieurs avis, la cour de Coppenhague devoit avoir accédé aux mesures adoptées par la Russie, il lui revient depuis que le ministre de Dannemarc faisoit envisager sous un jour très équivoque les dispositions du Roi son maître; que dans plusieurs entretiens, qu'il avoit eu avec lui, il avoit remarqué une partialité excessive de sa part en faveur de l'Angleterre et que le chevalier Yorke

[1]) *Toutes les lettres de M. Thulemeier étant des copies de lettres interceptées, il est inutile de continuer à les signaler comme telles separément.*

n'auroit pu tenir un langage différent du sien. Le sieur de Bleyswijk ajouta que l'essentiel étoit de se procurer dans le moment présent le nombre nécessaire de matelots, mais que la négociation, entamée avec la cour de Dannemarc, n'avoit eu jusqu'à présent aucun succès, pendant que le S^r^ de St Saphorin étoit cependant convenu que six mille matelots se trouvoient enclassés, nombre bien au-dessous de celui qui pourroit être nécessaire pour l'équipement d'une escadre peu considérable, qu'on se proposoit à Coppenhague de mettre en mer. Le prince Galitzin est persuadé qu'en offrant un traité de subside avantageux à S. M. Danoise, on parviendroit à surmonter ces difficultés.

Quant à l'alliance avec les cours de Petersbourg, de Stockholm et de Coppenhague, le conseiller-pensionnaire est dans l'idée que la négociation qui doit y conduire, n'est pas de nature à être terminée de si tôt. Le ministre de Russie se propose de suggérer au ministère de la République, qu'il seroit convenable de traiter cette affaire sous les yeux de l'Impératrice même et d'entamer à Petersbourg une espèce de congrès. On assure que les Etats-Généraux pourroient en venir en moins de huit jours à une conclusion relativement tant à la réponse à donner à la cour Britannique que touchant le convoi illimité, puisque cinq provinces ont manifesté leurs sentiments là dessus et que les deux restantes ne tarderont pas à suivre cet exemple. Le conseiller-pensionnaire est persuadé que la cour d'Angleterre poussera les choses à l'extrémité vis-à-vis de la République et qu'elle effectuera les menaces, en saisissant indistinctement les bâtimens marchands Hollandois, chargés pour les ports de S. M. très-chrétienne et d'Espagne. Ce ministre est d'ailleurs d'avis qu'il ne convient pas de répliquer aux

représentations récentes de l'ambassadeur d'Angleterre; que le mémoire, que le chevalier Yorke a remis en dernier lieu aux Etats-Généraux, est dans le fond un manifeste, auquel on ne sauroit répondre que les armes à la main.

LETTRE DC.

M. Thulemeier à sa cour. Le projet d'une alliance de neutralité.

—

Le 21 April 1780.

.... Le chargé d'affaires de Suède n'a reçu jusqu'à présent aucune nouvelle de l'accession de sa cour. Il m'a même avoué que le Roi, son maître, ne croyoit devoir se porter à une démarche quelconque vis-à-vis de la République, en conséquence de l'invitation de l'Impératrice de Russie, qu'après avoir été informé des dispositions des cours belligérantes; qu'on ne pouvoit se déguiser que le concert projetté n'eut dans le fond pour objet d'agir contre l'Angleterre, pendant que cette cour auroit témoigné dans le courant de la guerre présente jusqu'à présent quelque ménagement pour la Suède; que d'ailleurs une alliance avec le République des Provinces-Unies et de la cour de Dannemarc étoit sujette à de grands inconvénients, la première renfermant dans son sein deux partis entièrement opposés, l'autre ayant donné de tout tems à la Suède de justes sujets de défiance sur la sincérité de ses dispositions. Je ne doute pas que l'ambassadeur de France n'engage incessamment celle de Stockholm à entrer dans les vues de l'Impératrice de Russie ....

LETTRE DCI.

M. Thulemeier à sa cour. La proclamation de la cour de l'Angleterre.

—

Du 25 Avril 1780.

....La proclamation, par laquelle la cour d'Angleterre à suspendu l'effet des traités subsistants entre la République et l'Angleterre, en plaçant les sujets des Provinces-Unies au même rang avec ceux des autres puissances neutres, n'a pas accéléré dans le fond le parti, que les Etat-Généraux viennent de prendre, puisqu'il étoit devenu indispensable, mais elle a produit une très grande fermentation dans les villes commerçantes et contribue à aigrir de plus en plus les esprits. Il faudra voir présentement quels seront les moyens, qu'on employera pour effectuer le convoi illimité et l'équipement maritime, qui doit en être la suite....

LETTRE DCII.

M. Thulemeier à sa cour. Le projet de la Russie.

—

Le 28 Avril 1780.

.... Le prince Galitzin est dans l'idée qu'il seroit possible à la rigueur que l'Impératrice, sa souveraine, désirât d'être au fait de la manière dont les Etats-Généraux avoient répondu à sa déclaration et à l'invitation faite aux puissances neutres, avant de s'expliquer sur les ouvertures du prince-stadhouder. Cette conjecture ne tranquilise pas le conseiller-pensionnaire, et il m'a fait observer qu'il n'existoit jusqu'à présent qu'une espérance très vague là-dessus; que lord North

feroit l'impossible pour séparer les intérêts de l'Impératrice de ceux de la République, et qu'il n'épargneroit certainement pas les largesses pour assurer à la négociation du chevalier Harris le succès désiré. — Le sieur de Bleyswijk ne me déguisa point, que le greffier Fagel n'adhéroit pas trop à son avis, que ce ministre étoit allarmé par les menaces de l'Angleterre, et termina cette conversation par me dire qu'il pouvoit me confier que la cour d'Angleterre avoit donné de loin à entendre que, dans le cas où les Etats-Généraux concluroient effectivement une alliance avec la Russie, elle se porteroit à un parti extrême, même à celui de faire la guerre à la République. Je me dispenserai d'apprécier ces appréhensions, qui, je l'avoue, ne me semblent pas bien [véritab]les, et je présume trop de la sagesse du ministère Hollandois pour supposer qu'elles pourroient influer sur la négociation entamée de la cour de Petersbourg et en éloigner la conclusion. Le parti Anglois se flatte que, S. M. Britannique n'ayant suspendu que provisionnellement les traités subsistants avec la République, on pourroit renouveller avec ce Monarque et offrir des voyes de conciliation. Ce projet déplait très fort au prince Galitzin. Il est dans l'idée qu'une telle conduite heurteroit de front autant la cour de France que celle de Madrid, et que dans le fond des pourparlers avec le chevalier Yorke rendroient alors l'intervention de l'Impératrice, sa souveraine, fort inutile. Je remarquerai aussi que les appréhensions de quelques membres du gouvernement ont en partie pour objet les mesures suivantes de la part de l'administration Britannique: que la cour d'Angleterre pourroit ouvrir, de concert avec l'Empereur, l'Escaut, en opposition du traité de Munster, et porter atteinte à la pêche du hareng dans les mers voisines d'Ecosse et d'Angleterre.

P. S.

Le prince Galitzin vient de me faire part dans ce moment d'une nouvelle, que je crois de mon devoir de mettre sans délai sous les yeux de V. M. Un exprès, dépêché secrettement par le comte de Welderen, a donné avis que dans un conseil, tenu à St. James .... [1]) aux Etats-Généraux, si L. H. P. accédoient à l'invitation de l'Impératrice. Le ministre de Russie observe très bien que cette incartade est vraisemblablement une ruse de lord North; qu'il n'est pas à penser que les Anglois voulussent s'attirer un ennemi de plus sur les bras et manquer aussi essentiellement à l'Impératrice sa souveraine, en prenant pour prétexte odieux de leur déclaration de guerre l'invitation faite par cette princesse.

LETTRE DCIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Avis du prince Gallitzin.

—

's Gravenhage, den 6 Mey 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Gisteren avont, op het oogenblik dat wij zouden gaen soupeeren, heeft de heer prince Van Gallitzin mij gesproken omtrent het doen van het bewuste declaratoir aen het Hof van Engelant, dat hij meende dat de Republicq aenstonts behoorde te doen, terwijl dat zij daer niets bij risqueerde, terwijl Engelant reets hadde geëffectueert deszelfs dreigement om de scheepen van den Staet, met Fransche en Spaensche goederen

[1]) Laissé en blanc. Probablement il faut suppléer la phrase par les mots: on a résolu de déclarer la guerre.

beladen, op te brengen en aen te houden en die waeren te confisqueeren; dat zij dus niet meer zoude doen al deede de Republicq het bewuste declaratoir, en dat alsdan Ruslant verplicht zoude zijn ons te assisteeren. Ik hebbe geantwoort, dat ik niet wist wat de heeren Staeten zouden goedvinden, maer dat ik hem ruiterlijk moest verklaeren, dat ik er tegen zoude adviseeren, niet konnende van mij verkrijgen om ietwes, dat ik zoo gevaerlijk aenzag, aen te raeden, vóór dat ik wist dat de andere mogentheden zulks gedaen hadden of dat ten minsten een tractaet met zijn Hof gesloten was, waertoe hij zelfs noch niet geauthoriseert was in conferentie te treeden. Hij heeft mij gesegt dat hij U. W. E. G. er over zoude spreeken....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

6 Mey 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. zeer verpligt voor de informatien, dewelke mij heeft gelieven te geeven nopens Hoogstdeszelfs gesprek met de prins van Gallitzin. Volkoomen onderschrijvende het welgegrond begrip van U. D. H., dat het voor alsnog de tijt niet is de bewuste declaratie aan het Hof van Engelant te doen, heb ik mij dien conform rondborstig en met cordialiteit aan gemelden heer Envoyé (die zoo eeven bij mij geweest is) geëxpliceert en niet duister geïnsinueert, dat mijn ijver voor hetgeen tusschen Z. Exc. en mij te regt de goede zaak genoemt kon werden, niet permitteerde van in deze vooruit te loopen en

iets te tenteeren, waerdoor de thans gecoalesceerde dispositie der gemoederen in de Republicq welligt in nieuwe dissentien zoude konnen geraaken. De wijze, op welke gemelde Envoyé mij heeft aangehoort en en mijne insinuatie opgevat, doet mij denken dat hij hierop niet verder zal insteeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCV.

M. Thulemeier à sa cour. Le projet de la Russie.

Le 12 Mai 1780.

L'ambassadeur de France observe qu'il étoit possible à la rigueur que l'Impératrice de Russie se relâchât en faveur dat l'Angleterre, mais qu'une telle complaisance de sa part n'étoit d'un autre côté pas apparente, puisqu'il sembloit que cette princesse s'étoit trop avancée pour revenir sur ses pas; que l'essentiel seroit d'engager la République à prendre un parti et à faire exertion de ses forces maritimes. Il a disposé le prince Galitzin à déclarer aux ministres de la République qu'il convenoit aux Etats-Généraux de ne pas rester dans l'inactivité, pendant que l'Impératrice, sa souveraine, mettroit la flotte en état d'agir. L'embargo, proposé à Amsterdam, a rencontré de la part de plusieurs des premières maisons de commerce une très forte opposition. Celle de Hope, connue par son attachement pour l'Angleterre, s'est distinguée dans cette occasion et a protesté que, si l'embargo projetté faisoit l'objet d'une requête à présenter aux Etats-Généraux, elle s'efforceroit de porter atteinte à une pareille démarche par une contre-requête. Ces senti-

mens, manifestés avec énergie, ont produit d'autant plus d'effet, que les Hope font rouler onze à douze millions de florins dans le commerce de leur ville. Il existe une ressource pour suppléer au complet des équipages, c'est celle d'employer le quatre ou cinquième homme des matelots, attachés aux bâtimens marchands, et de les attribuer au service de l'Etat.

Le duc de la Vauguyon excite les partisans de la France à faire valoir un projet qui semble très convenable dans un moment, où les ports des Provinces-Unies renferment un nombre considérable de vaisseaux marchands. Quel[le]que soit la force des représentations de l'ambassadeur de France, il proteste cependant aussi que sa cour est bien éloignée de vouloir entrainer la République dans une guerre, mais que, si contre toute attente les procédés arbitraires de l'Angleterre rendoient une rupture nécessaire, il conviendroit de garantir aux Etats-Généraux les pertes qu'ils pourroient faire, promettant de les recouvrer à l'époque d'une future paix. On ne sauroit se déguiser que les possessions Hollandoises, tant aux Indes-Orientales qu'Occidentales, sont mal pourvues et offriroient peu de résistance à un ennemi agguerri, qui s'occuperoit de leur conquête....

Aussi on se vante en Angleterre que l'administration met à présent plus de suite dans le système qu'elle a adopté, et que cette altération dans ses mesures doit être attribuée au lord Stormont. Il se peut que le caractère de ce ministre se distingue peut-être par une certaine fermeté, qu'on qualifieroit avec plus de raison d'inflexibilité et d'obstination, surtout relativement à la conduite qu'il tient vis-à-vis de la République des Provinces-Unies.

LETTRE DCVI.

M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 19 Mai 1780.

.... Le prince Galitzin me dit avoir témoigné au prince-stadhouder, que les circonstances du moment pourroient peut-être paroître favorables pour engager la République à faire à la cour d'Angleterre une déclaration analogue à celle de sa Souveraine, mais que le prince lui avoit répondu qu'il n'autoriseroit aucunement une pareille démarche, avant d'avoir vu la cour de Petersbourg réaliser le projet d'une alliance avec les Etats-Généraux. Quoiqu'il en soit, j'apprends qu'on peut tout espérer de l'association projettée, si elle vient à se réaliser, et que le seul mémoire du ministre de Russie a déjà produit un effet très avantageux en faveur de la République, puisqu'il en est résulté que les cours de Versailles et de Madrid ont non seulement levé les entraves, dont le commerce des Provinces-Unies a été chargé de leur part, mais que l'harmonie intérieure a été également rétablie par l'accession à l'invitation de la cour de Petersbourg et par la détermination d'un convoi illimité, dont elle à été suivie.

Le prince-stadhouder m'a témoigné avoir remarqué que la ville d'Amsterdam avoit été moins pressante dans la dernière assemblée d'Hollande et qu'il sembloit que les magistrats Amsterdamois poussoient avec moins de chaleur leur pointe contre l'Angleterre. Il ajouta que la République ne visoit qu'à maintenir son indépendance et qu'elle étoit certainement très éloignée de vouloir agir hostilement, mais qu'il ne répondoit pas que l'Angleterre ne se portât aux dernières extrémités. Je crus ne pouvoir déguiser au prince, qu'à

mon avis, quel[le]qu'eût été l'imprudence du ministère et le ton aussi déplacé qu'impérieux qu'il avoit pris vis-à-vis des Etats-Généraux, il ne me sembloit cependant pas trop vraisemblable que le gouvernement poussât la démence au point de se brouiller ouvertement avec la République.

LETTRE DCVII.

M. Thulemeier à sa cour. La requête des négociants d'Amsterdam.

Le 26 Mai 1780.

.... La requête pour la protection efficace de la navigation des Provinces-Unies, présentée aux Etats-Généraux et dont j'ai eu l'honneur de faire mention dans ma très humble dépêche de l'ordinaire dernier, a été signée d'une trentaine de négocians Amsterdamois, plus ou moins attachés à la France. Rien de plus juste cependant que leur demande, et telle est aussi la manière dont le prince-stadhouder l'envisage. Il s'agira de remédier au plus tôt à la difficulté qui se fait s'y (sic) remarquer à l'egard de la levée des matelots, autant qu'aux maladies, qui ont enlevé une partie des équipages déjà formés ....

J'ai lieu de croire que le duc de Vauguyon recherche l'ambassade de Vienne, quoiqu'il n'affecte pas jusqu'à présent d'être un partisan fort zélé de la maison d'Autriche. Il me dit, il y a quelques jours, que V. M. ne pourroit voir qu'avec plaisir l'abaissement de l'Angleterre, puisque, s'il étoit possible que la cour de Vienne reprît un jour les desseins ambitieux, qu'Elle avoit manifesté à l'occasion de la succession de Bavière, Elle ne pourroit au moins s'étayer

alors de l'assistance de cette puissance; que le Roi son maître avoit de son côté cherché à concilier les intérêts de sa couronne avec les obligations, que d'anciens traités lui imposoient. Je ne répliquai point à ce propos de l'ambassadeur de France, mais je ne néglige cependant pas aucune occasion pour lui insinuer que la cour Impériale cajole beaucoup celle de Londres et semble témoigner quelque disposition à se rapprocher de cette dernière.

LETTRE DCVIII.

M. Thulemeier à sa cour. Le projet de la Russie.

Le 2 Juin 1780.

.... Le prince Galitzin attend dans peu de jours un courier de sa cour, muni d'instructions détaillées relativement à l'association maritime, projettée par l'Impératrice sa souveraine. Il presse en attendant, de concert avec l'ambassadeur de France, l'équipement des escadres de la République. . . . .
. . . .

P. S.

.... L'Impératrice désire que la République suive la négociation d'une association maritime à Petersbourg même, démarche que cette princesse envisage comme conforme à sa dignité. Il semble même que l'envoy d'un ministre, revêtu d'un caractère plus éminent que le sieur de Swart, seroit plus ou moins agréable.

On ne sauroit se déguiser qu'il résultera de tout ceci, et du changement dans le siège de la négociation, des longueurs nuisibles au bien des affaires; que la

campagne doit être envisagée comme entièrement perdue et que la cour d'Angleterre, n'ayant rien à appréhender pour le moment, reprendra peut-être ce ton d'arrogance et de hauteur, dont Elle fait profession vis-à-vis de la République des Provinces-Unies.

LETTRE DCIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Propositions de la cour de Russie.

—

2 Juny 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De heer prins van Gallitzin, zijn courier eyndelijk terug ontvangen hebbende, is deze morgen bij mij geweest. Z. Exc. heeft mij in substantie gezegt dat Haar Keizerlijke Majesteit, zijne Souveraine, zeer vergenoegt en voldaan was over H. H. Mog. resolutie van den 24 April ll. [1]) en zig volkoomen bereid vond om met H. H. Mog. in negotiatie te treden over de nodige mesures tot bescherming der regten van de neutrale vlag, dog dat hij aan mij, wel niet ministerialement, maar als vriend en onder de hand, moest insinueeren, dat het aan de Keyzerin aangenaam zoude zijn dat de conferentien te St Petersburg werden gehouden en of de resident de Swart, of wel iemand anders, daartoe expres af te senden, met die negotiatie wierde gechargeert, geevende gemelde heer envoyé mij te kennen, dat zig met geen ordres of instructien op deze materie vond gemunieert. Op dit laatste point heb ik

[1]) Par cette résolution L. H. P. acceptoient l'invitation de l'Impératrice à „faire cause commune avec elle" et entrer en conférence afin de concerter des mesures efficaces pour protéger la liberté de la navigation et du commerce. Voyez le texte dans les Ned. Jbb. 1780, I p. 564.

mijn verwondering niet geheel konnen verbergen. Ik heb mij egter voornamentlijk vergenoegt met Z. Exc. onder het oog te brengen de noodsaakelijkheid van een nadere démarche bij den Staat, dewijl hetgeen Z. Exc. aan mij of aan de griffier geliefde te seggen geen object tot de deliberatien van H. H. Mog. konde zijn, en zulks heeft hij dan ook aangenoomen te doen.

De heer ambassadeur van Vrankrijk heeft mij deze morgen ook wederom met een visite geimportuneert, dewelke ingerigt scheen te zijn om informatien te hebben over den staat der deliberatien over het werk van de ligting. Dog in die conversatie is mij iets voorgekoomen, waaruit ik twijffel of de prins van Gallitzin niet een distractie heeft gehad, wanneer mij gezegt heeft dat antwoord had op zijn dépêche, met de resolutie van het H. H. Mog. van den 24 April afgesonde, dan ik zal den H^r prins van Gallitzin tot elucidatie van dit point bij mij versoeken....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

Hage, den 11 Juny 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik twijffele niet of de heer griffier Fagel zal aen U. W. E. G. gecommuniceert hebben de missive van den resident De Swart, op gisteren aengekoomen. U. W. E. G. zal uit dezelve zien dat hij zeer insteert op het doen van het declaratoir aen Engelant [1]) en

[1]) La déclaration des principes de liberté des vaisseaux et des marchandises neutres, à l'exception des marchandises de contrebande.

de verdere belligereerende mogendheden, zelfs op verzoek van den heere graeve Panin. Ik kan niet voorzien wat of de heeren Staeten daeromtrent zullen goedvinden, maer ik denke mij aen het doen van het bewuste declaratoir voor alsnog te moeten opponeeren, wijl geen der Noordsche mogentheden daertoe, voor alsnog, heeft geresolveert; dat dit het tijdstip was, op welke men in Hollant overeengekoomen is die démarche te zullen doen, en speciael dat het geheele werk van de alliantie met Ruslant nog op losse schroeven is en dat ik, alleen op een hoop dat zij tot stant kan koomen, niet kan resolveeren tot eene démarche, die aenleiding tot een oorlog met Engelant geeven kan. Vóór dat wij ze doen, moeten wij zekerheit hebben dat wij gesouteneert zullen worden door meer dan eene mogentheit, of ten minsten moet de conventie met Rusland gesloten zijn, inhoudende eene belofte om „in cas dat onverhooptelijk, in haet van „deeze alliantie, eene der contracteerende mogent„heden in zijne possessien, hetzij buiten hetzij binnen „Europa, wierde aengevallen, dat de andere haer met alle macht zal bijstaan". Zoo dit er niet in is, reekene ik de conventie als ten uitersten nadeelig voor de Republicq en kan er mijn stem niet toe geeven, en denke dat, vóór dat men zoo verre is, het doen van het declaratoir intempestif is, en kan er niet in consenteeren ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXI.

M. Thulemeier à sa cour. La négociation avec la Russie.

Le 13 Juin 1780.

Il paroit que le Duc de la Vauguyon n'est pas tout à fait content de la tournure que cette négociation a prise, mais quoiqu'il avoue qu'il auroit été à désirer qu'elle n'eût point été rapprochée du foyer des intrigues de la cour d'Angleterre, il est cependant bien éloigné de supposer qu'il en pourroit résulter des obstacles à sa réussite. On ne sauroit encore déterminer avec certitude, si les Etats-Généraux conserveront au Sr de Swart la direction de cette affaire importante ou si L. H. P. nommeront pour Petersbourg un ou même deux ministres, revêtus d'un caractère plus éminent [1]) et munis de leurs ordres....

Je dois observer aussi que l'escadre Russe, qui est sur le point de mettre en mer, n'ayant d'autre but que de protéger le commerce des sujets de l'Impératrice, on n'augure point ici que cet équipement avance essentiellement la négociation entamée par le prince Galitzin. On est d'ailleurs instruit que le prince Potemkin est disposé, on ne peut pas mieux, en faveur de l'Angleterre et qu'il ne négligera rien pour contrecarrer les vues de ceux qui aspirent à donner de justes bornes au despotisme maritime de cette puissance.

[1]) M. Jean de Swart n'étant que résident, ne pouvait guère conduire des négociations d'une telle importance; de plus il était peu estimé. Malgré tout cela la ville d'Amsterdam le soutenait et le protégeait. Voyez les Mémoires de Hardenbroek, I, p. 57.

LETTRE DCXII.

M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 16 Juin 1780.

.... L'ambassadeur de France n'est pas trop content de voir transporter à Petersbourg le siège de la négociation entamée par les Etats-Généraux avec l'Impératrice de Russie. Il me paroît que le conseiller-pensionnaire est à peu près du même avis et qu'il envisageroit cette détermination comme une suite des intrigues du chevalier Harris [1]).

Le Sr de Bleyswijk m'assure être informé de bonne part que l'ambassadeur d'Angleterre a été appuyé en tout point par... [2]) et cette intervention du Ministre Autrichien doit fortement déplaire à... [3]).

LETTRE DCXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Complainte de la correspondance illicite entre l'ambassadeur Français et la ville d'Amsterdam.

—

Hage, den 22 Juny 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

.... U. W. E. G. zal heden zien uit zekere informatien hoe fraei het weder gaet met de ongepermitteerde correspondentie tusschen de groote stadt en

[1]) Le chevalier Harris était ministre-plénipotentiaire Anglais à St. Pétersbourg.

[2]) Laissé en blanc, mais puisqu'évidemment il s'agit de l'ambassadeur Autrichien à St. Pétersbourg, il faut bien que le personnage indiqué soit le comte de Cobenzel.

[3]) Peut-être l'impératrice Catherine, ou bien le ministre Panin.

zeker vreemt minister, die de Republicq wil regeeren, hetgeene ik meene dat alle welmeenenden totis viribus moeten tegengaen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les avis de St. Petersbourg.

—

Hage, den 27 Juny 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

De ontcijfferde missive van den resident De Swart verandert geenzins mijne gedachten nopens hem, en ik denke dat men zich niet haesten moet met het doen van het bewuste declaratoir en bijzonder dat wij, alvorens zulks te doen, moeten laeten voorgaen de rijken van Deenemarken en Zweeden. Men ziet dat de intentie van dezen brief niet anders is dan om te irriteeren door het rapporteeren der impertinente discoursen, die de heer Harris zich laet ontvallen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXV.

P. S. d'une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Pétersbourg.

—

Le 27 Juin 1780.

Les Etats d'Hollande délibéreront vers la fin de cette semaine sur le choix d'un ministre, qu'il convient d'envoyer à Petersbourg, puisque le Sr De Swart, quoique très capable, ne leur paroît pas revêtu d'un caractère assez éminent pour une pareille commission.

Il est question du baron de Brantzenbourg, premier Député de la province d'Utrecht et ci-devant envoyé de la République à Madrid, homme à talents et fort intègre, mais d'un caractère un peu entier; du Sr de Wassenaer-Starembourg, Député du corps des Nobles d'Hollande et anciennement envoyé à Turin, beaucoup moins propre pour la carrière des négotiations; du Sr Brantzen, Député de la Province de Geldre, qui a de l'esprit, des connoissances et beaucoup de routine dans les affaires; enfin du Sr de Rendorp, régent Amsterdamois, assez intelligent, mais qui, par ses sentimens particuliers, pourroit déplaire à un certain parti. Je ne serois pas étonné qur le Sr de Wassenaer-Starrembourg l'emportât, quoiqu'à mon avis il seroit nécessaire de lui donner alors pour collègue un homme, dont la prudence, la connoissance approfondie des affaires pourroient le guider. La garantie des possessions de la République dans les deux Indes, que les Etats-Généraux se proposent de réclamer de la part le l'Impératrice de Russie, fera la partie la plus délicate des instructions, qu'on se propose de donner aux ministres qu'il s'agira de nommer. Le pensionnaire envisage cette condition comme essentiellement nécessaire et m'a témoigné que l'ambassadeur de France, étayé par les députés d'Amsterdam, désireroit de brusquer l'affaire et d'insister légèrement sur cet objet important. Il ajouta que le comte de Panin avoit répliqué aux premières insinuations qui lui avoient été faites, que le traité d'alliance ne pourroit être relatif qu'aux insultes, que les cours alliées éprouveroient sur mer.

Le prince Galitzin est persuadé que la demande de la République rencontrera les plus grandes difficultés à Petersbourg et que, dans le cas où le despotisme maritime de l'Angleterre feroit éprouver au

pavillon de guerre de l'Etat de nouveau les effets d'une supériorité insolente, l'Impératrice, sa souveraine, n'adopteroit certainement alors aucune mesure en leur faveur, puisque, graces à leur apathie, rien ne se trouveroit conclu et arrangé à cette époque.

La prise de Charlestown a élevé l'esprit des partisans de l'Angleterre, et j'entrevois, par de certains propos du prince-stadhouder, que le chevalier Yorke doit lui avoir donné à entendre, que l'Amérique ne tarderoit pas à rentrer dans le devoir et qu'on avoit des notions assez positives là dessus. Le prince ajouta cependant qu'il n'étoit pas à croire que les droits de souveraineté de l'Angleterre fussent conservés ainsi dans leur entier que preced ament [1]) ....

LETTRE DCXVI.

Lettre interceptée de M. Thulemeijer au ministre Finck von Finckenstein. Le caractère du prince d'Orange [2]).

—

Le 27 Juin 1780.

.... Le prince-stadhouder a les meilleures intentions du monde. Il connoit les intérêts de la République dans cette crise importante et il a tout l'attachement possible pour le roi, mais il ne pense malheureusement pas d'après lui-même. Je le porte à prendre une résolution vigoureuse, et le lendemain, le

[1]) Précédemment.

[2]) M. Thulemeier écrivit cette lettre à propos de l'élection d'un coadjuteur de l'archévêque de Cologne, affaire assez importante, dans laquelle on voulait intéresser le gouvernement de la République à cause de l'évêché de Munster, la Prusse s'opposant comme de coutume aux desseins de la cour de Vienne. Malgré cette opposition ce fut l'archiduc Maximilien qui fut élu.

jour même, il change d'opinion et suit les impressions, que d'autres personnes, sinon mal-intentionnées du moins très foibles, lui donnent. Le prince est craintif et s'allarme aisément.... Le Sr de Larrey pourroit remédier plus que personne à cette irrésolution si nuisible, et je n'ai rien négligé pour l'engager, quoique je n'ose aucunnement me flatter d'y avoir réussi. Le prince-stadhouder s'oppose constamment au projet, que j'ai formé, d'intéresser vivement la ville d'Amsterdam dans cette cause, comme le seul moyen d'obtenir les secours pécuniaires, dont j'ai besoin, et celui de décider le pensionnaire, qui est craintif, allarmé et tout aussi irrésolu que le prince.

LETTRE DCXVII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange [1]. *L'assemblée des Etats de Hollande.*

Ce 1 Juillet 1780.

Je suis pénétré de reconnoissance de la bonté que V. A. bien voulu avoir de me donner connoissance de l'heureuse tournure qu'ont pris les délibérations des Etats de Hollande ce matin. J'en félicite de tout mon coeur V. A. et surtout de ce qu'Amsterdam a été porté à la singularité, ce qui est un vrai phénomène dans ces circonstances. J'espère que l'Angleterre se conduira sagement, et je crois qu'il ne seroit pas mauvais d'y travailler sous mains, et j'espère que cela pourroit se faire présentement avec fruit, qu'Amsterdam est sur le point d'être démasqué tout à fait. Je suis très curieux de voir cette aanteekening d'Amster-

[1]) *Depuis le premier Juillet la correspondance entre le duc et le prince fut reprise. Voyez l'introduction à ce volume.*

dam. Je crois qu'il seroit aussi nécessaire que V. A. eut toute la résolution prise en Hollande in extenso. Dieu veuille bénir les peines et soins que V. A. prend pour la conservation de cet état, et que cet événement d'aujourd'hui puisse être le commencement de sauver la République du précipice où Amsterdam veut la jetter.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXVIII.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Petersbourg.

—

Le 7 Juillet 1780.

La nomination des Barons de Wassenaer-Starembourg et Brantzenbourg en qualité de ministres désignés pour la cour de Petersbourg, a passé avant-hier aux Etats-Généraux, et leur départ pour le lieu de leur destination sera encore effectué, à ce qu'on assure, dans le courant de ce mois [1]). Une discussion assez vive a été remarquée dans la dernière assemblée des Etats d'Hollande relativement aux instructions, dont ces ministres doivent être munis. On a décidé par la pluralité que la base de la négociation à entamer avec la Russie seroit établie sur la réclamation d'un traité d'alliance et sur la garantie des possessions Hollandaises aux deux Indes. Cette réserve n'a pas été trop du goût des Amsterdamois et les députés de cette ville, qui ont témoigné aux délibérations des Etats d'Hollande d'autant plus l'impossibilité de l'emporter, ont fait coucher leur avis sur les régistres de l'Etat à peu près dans les expressions suivantes: que

[1]) Voyez les Ned. Jbb. 1780, p. 619.

l'impératrice de Russie avoit fait offrir à la République de se concerter avec elle pour assurer l'indépendance du pavillon marchand des puissances neutres, proposition dont il résultoit constamment l'avantage le plus essentiel pour les Provinces-Unies, et qu'on reconnoîtroit mal les dispositions généreuses de cette princesse, si on se portoit à lui prescrire des conditions et à lui indiquer les effets, que les Etats-Généraux attendoient de sa bonne volonté à leur égard; que la garantie des possessions Hollandoîses aux deux Indes étoit relative à des vues secondaires et pourroit faire l'objet d'une négociation ultérieure, ainsi que d'un traité d'alliance qui en résulteroit infailliblement. L'ambassadeur de France, plus ou moins mécontent de la tournure que cette affaire a prise, l'attribue au prince-stadhouder et aux menées des partisans de l'Angleterre, qui se flattent d'opposer à la négociation subsistante avec la Russie des obstacles assez grands pour en retarder l'effet et peut-être pour en éluder la détermination finale. Le duc de Vauguyon ne perd cependant pas l'espérance de parvenir à son but, et il s'applique présentement à engager ses amis à donner à la réclamation de la garantie, dont il est question, une forme propre à intéresser la grandeur d'âme, la générosité et la fermeté de l'impératrice de Russie. En excitant de pareils sentimens dans l'esprit de cette princesse, l'ambassadeur de France croit entrevoir la possibilité de vaincre les difficultés que ses adversaires suscitent, ainsi que la certitude d'affoiblir par un code maritime, adopté par toutes les puissances neutres, le despotisme que l'Angleterre affecte avec tant de hauteur, et enfin d'écarter pour toujours l'influence de l'Angleterre en Hollande, le grand but des négociations de la cour de France dans le momont présent.

LETTRE DCXIX.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 10 Juillet 1780.

.... On ne paroit jusqu'à présent aucunement disposé à renoncer à la réclamation d'un traité d'alliance avec la cour de Petersbourg, ainsi qu'à celle d'une garantie des possessions de la République aux deux Indes, et le conseiller pensionnaire ne m'a point déguisé que, dans le cas où cette demande seroit refusée, les ministres Hollandois se trouveroient nécessités d'exiger de la part de leurs maîtres de nouvelles instructions, avant de pouvoir aller plus en avant. J'ai lieu de penser par la manière, dont le sieur de Bleyswijk s'est ouvert vis à vis de moi, qu'on auroit désiré ici que la cour de Petersbourg eût répondu à la résolution, par laquelle la République a accédé aux propositions de la Russie, telles qu'elles ont été énoncées dans le mémoire du Prince Galitzin, qui est connu de V. M. Le conseiller-pensionnaire s'attendoit, d'un autre côté, à une communication plus confidentielle des négociations entamées par la cour de Petersbourg avec celles de Coppenhague et de Stockholm, d'autant plus que, selon de certains avis, le traité avec cette dernière Puissance doit être fort avancé....

La Zélande continue à favoriser le parti Anglois, et le Sieur de Citters, Député de cette province et ci-devant représentant du Prince-stadhouder [1]), est parti, il y a quelques jours, pour Londres, afin de convenir avec le ministère Britannique sur les moyens

[1]) Sur M. W. van Citters voyez les Mémoires de Hardenbroek, I, p. 304 avec l'annotation, et ailleurs.

qui pourroient contrecarrer les vues de ceux des membres de l'Union, qui s'opposent au despotisme maritime de l'Angleterre.

LETTRE DCXX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La Russie demande l'admission de ses vaisseaux de guerre dans les ports de la République.

—

's Hage, 14 July 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De heer Envoyé van Rusland, gister avond alhier geretourneert zijnde, is deze morgen bij mij geweest. Z. Exc. heeft mij immediaat ouverture gedaan van het principaal oogmerk van zijn visite, zig alleen borneerende tot een zeer gepast en wel verwagt versoek om admissie der Russische oorlogscheepen in de zeegaten der Republicq, met bezorging van de nodige faciliteiten van lootsen toe, alles onder behoorlijke betaaling.

Ik heb niet gehaesiteert om mij hierop in de favorabelste termen te expliceeren, dan tegelijk geïnsinueert dat het dienstig zoude zijn, dat Z. Exc. deswegens een memorie aen den Staet presenteerde, 'twelk aengenoomen heeft op aanstaande Maandag te zullen doen. Z. Exc. informeerde mij verder dat een gelijk versoek ook aan de anderen Zee-Mogendheeden, Engeland niet uitgezondert, zoude gedaan worden, dog dat men egter geen intentie had om de scheepen in eenige havens van het voorsz. rijk te doen invallen, en wel te minder vermits, zooals hij mij in de uiterste secretesse communiceerde, de

soupçons tot lasten der Engelschen omtrent de onlangs getenteerde brandstigting der Russische vloot, niet dan te seer gerealiseert wierden. De voorm. heer Envoyé heeft mij voorts niets in het minste gemeld aangaande het object der laatst ingekomen missives van de Resident De Swart, en ik moet supponeeren dat hij ignoreert hetgeen op dit subject tusschen de Hr Graaf van Panin en gem. resident is gepasseert. Niet nodig oordeelende dit poinct van mijne zijde aan te voeren, heb ik in de verdere conversatie mij bepaalt tot het gewigtig onderwerp van de guarantie der possessien zoo binnen als buiten Europa, en op de noodzakelijkheid daarvan aangedrongen. Z. Exc. heeft zig daarop zeer weinig uitgelaaten en alleen gezegd dat zulks was een nieuwe zaak, niet vallende in het plan van Hare Russische Keyzerlijke Majesteit en waaromtrent niet wist hoe men aan zijn Hoff denke zoude.

De bovengem. memorie op Maandag ter generaliteit inkoomende, geloof ik niet dat er de minste bedenking zal konnen vallen om daarop terstont favorabel te resolveeren en een aanschrijving aan de respectieve collegien van de Admiraliteit tot admissie der Russische oorlogschepen en tot het bezorgen der noodige adsistentie voor dezelve, te doen afgaan ....

P. VAN BLEISWIJK.

P. S. Ik heb d'eer hiernevens in te sluiten de geheyme en andere buitenlandsche brieven heeden ingekoomen.

LETTRE DCXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

—

Loo, den 15^{n} July 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

....Ik denke dat het verzoek van het Hof van Ruslant niet veel zwaerigheit zal lijden, doch in de meeste tractaeten is bepaelt, dat niet meer als zes à zeven schepen tegelijk in dezelve haven moogen koomen, dus is de vraege of men alle vijftien tegelijk admitteeren zal, dan verzoeken dat maer één esquader tegelijk in onze havenen koome of dat dezelve verdeelt werden tusschen de differente havenen. Dan blijft bij mij noch eene speculatie, dat is of H. H. Mog. het recht hebben om tegens de wil eener provincie te consenteeren, dat vreemde oorlogschepen binnen de limieten dier provincie koomen. Dit is bij mij gansch niet uitgemaekt en ik denke dat, als de Zeeuwsche Gedeputeerden tegens de resolutie protesteeren, de Russische schepen konnen werden geadmitteert binnen de havenen deezer Republicq, met uitsluiting van die van Zeelant, doch zoo de Zeeuwsche Gedeputeerden de conclusie aenzien, denke ik dat het kan geconcludeert worden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Loo, den 16 July 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... Omtrent de admissie van de Russische vloot zijn de meeste heeren der regeeringe deezer provincie,

die ik heden gesproken hebbe, zeer benieuwt te verneemen wat Zeelant doen zal, hetgeen ik ook ben. De Heer van Lijnden is absent, dus kan ik ten dien opzichte niets bij de Heeren Gedeputeerdens uitwerken en zal zien wat of zij doen zullen.

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'accession du Danemarc à la convention de neutralité.

—

'sHage 18 July 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... De Prins van Gallitzin heeft mij deze morgen gecommuniceert de tijding der volkoomen accessie van het Deensche Hoff aan de bewuste conventie met Rusland en mij teffens de lectuur gegeeven van de declaratie van hetzelve Hoff aan de oorlogende Mogendheeden, van welke declaratie, alsmede van de missive van de heer van Berensdorff [1]) aan de Russische minister bij dat Hof, ik d'eer heb copye hiernevens te voegen.

Gem. H^r Envoyé insteerde bij mij teffens ten eynde, hoe eer zoo beeter, een gelijke declaratie van wegens de Republicq mogte werden gedaan, waarop ik Z. Exc. op den voet der resolutie van H. H. Mog. en de gearresteerde instructie voor onze ministers-plenipotentiarissen heb geantwoord.

[1]) Le comte André Pierre de Bernstorff, ministre d'état Danois.

Ik ben niet geheel buiten vermoeden dat dit evenement, gepaart met de laatstvoorige missives van de Resident de Swart, den ijver van sommige Leeden in Holland zal gaande maaken, om een nadere deliberatie tot ampliatie der instructie voor onse heeren ministers-plenipotentiarissen aan te leggen, dan zulks zal egter derselver vertrek niet behoeven te vertragen.

De H^r^ Envoyé van Denemarken heeft van opgem. declaratie een copye aan de H^r^ griffier ter hand gestelt, dog is tot hiertoe niet bij mij geweest....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCXXIV.

Le conseiller pensionnaire au prince d'Orange. Les intentions de la France au sujet de la convention de neutralité.

—

'sHage, 19 July 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb deze morgen de H^r^ Ambassadeur van Vrankrijk bij mij gehad, die mij op nieuws heeft gereïtereert de reeds voor eenige tijt gedane betuigingen aangaande de bereidwilligheid van zijn Hoff om de vues van de Republicq te secondeeren en te appuieren ter verkrijging bij H. Keizerl. Maj^t^ van eene genoegsaame verzeekering tot securiteit der possessien van den Staat, zoo binnen als buiten Europa gelegen. Z. Exc. heeft mij nu met eenige meerdere praecisheid dan te vooren gezegd dat de Koning, zijn meester,

bereid was om bij het Hof van Rusland te intervenieeren, ten eynde bij een speciael artikel in de conventie over het gemeenschappelijk concert tot defensie der neutrale vlag werde gestipuleert, dat, in cas één der geunieerde Mogendheeden, en haine van die conventie, door een der oorlogende Mogendheden, 't zij ter zee 't zij in zijne regten en possessien, in wat weerelddeel 't zijn mogt, geattaqueert mogte werden, de andere geunieerde Mogendheeden verpligt zoude zijn daarvan cause commune te maaken en de waapenen tegens den aggresseur op te vatten. Ik heb aan gem. H^r ambassadeur geantwoord, dat ik zeer gevoelig was aan de favorable dispositie van zijn Hoff en dat hetgeen hij mij geliefde te zeggen in het generaal zeer overeenkwam met het oogmerk van den Staat, soo nogtans dat men van deze zijde tegelijk gaarne zoude zien dat zodanige conventie door een speciaal en formeel tractaat van defensive alliantie met Rusland werde geconfirmeert en bekragtigt. Z. Exc. sprak voorts van de declaratie, door het Hoff van Denemarken aan de belligereerende Mogendheden gedaan, bij mijn voorige aan U. D. H. gemeld, en verzuimde niet om, met allegatie van 't groot belang voor onse commercie en van het gevaar der versperring en verplaatzing van onze negotie in het Noorden en op Vrankrijk, de noodzakelijkheid van een gelijke démarche van wegens de Republicq aan te dringen, dan ik heb hierop niet als in generale termen en op den voet van de Staatsresolutie geantwoord....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Réponse.

—

Loo, den 20 July 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

.... De tijding van de accessie van Deenemarken is zeer important. Ik hadde zulks niet verwacht. Ik geloove doch dat wij niets moeten praecipiteeren en zien wat antwoort die Hoven van Engelant zullen ontfangen. Word het van hun goet opgenoomen, denke ik dat het insgelijks van ons niet qualijk zal worden afgenoomen, maer, om het met effect te konnen doen, moet de marine wat beter in staet zijn. Daer is nu in eenigen tijt geen tijding van den Resident De Swart gekoomen. Misschien zal U.W.E.G. of de heer griffier heden eene missive in het cijffer van dien minister ontfangen. De heer Van Lijnden van Blitterswijk [1]), die heden bij mij is geweest, heeft mij verzocht de zaeken daerheenen te dirigeeren, dat de ministers, gaende na Ruslant, niet onder zijn praesidie afscheit naemen, wijl zijne provincie heeft geprotesteert tegens derzelver benoeming en dat hij ze dus niet kan valediceeren.

Ik verwachte dat de aenstaende vergadering vrij orageus zal zijn, doch hoope dat geene precipitante resolutie mag genoomen worden en approbeere volkomen het antwoort dat U.W.E.G. aen den heere ambassadeur van Vrankrijk gegeeven heeft. De ontcijfferde brief, die U.W.E.G. mij gecommuniceert heeft [2]),

[1]) M. Willem Karel Hendrik van Lijnden van Blitterswijk, depuis 1779 représentant du prince comme premier noble en Zélande.

[2]) *Cette lettre déchiffrée manque dans le dossier.*

toont dat hij zomtijts wel wat voordraegt, waertoe hij naderhant authorisatie gevraegt heeft....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXVI.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. La déclaration du Danemarc.

A Bois le Duc, ce 20 Juillet 1780.

.... Mr le greffier Fagel a eu la bonté de m'envoyer copie de la déclaration de la cour de Dannemarc. J'avoue que je ne m'y étois pas attendu encore, mais je crois que Mr de Bernstorf y a été forcé par les menaces des cours de Russie et de Prusse, qui travaillent à le culbuter. Si ce que Mr de Saphorin a dit à Monsr le greffier est conforme à la vérité, cette déclaration ne doit pas causer beaucoup d'ombrage à l'Angleterre, et il me semble qu'il n'est pas bien clair encore que l'Impératrice de Russie, par ces déclarations, veuille faire entendre qu'elle a l'Angleterre seule en vue. Je crois bien que Panin désireroit qu'elle pût être un acheminement pour une rupture avec l'Angleterre. Reste à savoir si, après le retour de l'Impératrice, Panin continuera à exercer son despotisme dans le ministère. Je m'attens certainement qu'Amsterdam insistera beaucoup sur la démarche à faire cette déclaration et sur un changement à faire dans les instructions des ministres plénipotentiaires à ce sujet; peut-être tâcherons t-ils (sic) même de mettre des entraves au départ de ces messieurs....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXXVII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

—

Loo, den 20 July 1780.

WelEdele Gestrenge Heere.

.... De tijding van de accessie van Denemarken aan de sentimenten van Rusland is zeer important. Ik ben benieuwt hoe zulks in Engeland zal opgenoomen worden en denke niet dat zulks mijn sejour geduurende de aanstaande Vergaderinge van Holland zal aangenaam maaken, en dat Leeden zullen insteeren om dat exempel te volgen, hetgeene ik thans niet raadsaam oordeele....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DCXXVIII.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Pétersbourg.

—

Le 21 Juillet 1780.

Les sieurs de Wassenaer et Brantzenbourg partiront le 26e de ce mois, le lendemain de l'arrivée du prince-stadhouder, qui est attendu de retour à La Haye pour assister aux délibérations des Etats d'Hollande. On associera le Sr De Swart aux négociations de ces ministres, dont le succès sera toujours problématique, aussi longtems que le ministère Hollandois exigera que la négociation de la convention à conclure pour la protection du pavillon marchand des puissances neutres soit précedée d'un traité d'alliance et de la garantie des possessions de la République aux deux Indes. Le prince Galitzin s'est efforcée de faire sentir au conseiller-pensionnaire, que la garantie en question

étoit un objet tout à fait étranger à la convention projettée, et qu'il ignoroit même les moyens dont l'Impératrice, sa souveraine, pourroit faire usage pour protéger, dans des contrées aussi éloignées que l'Amérique et l'Asie, les pais assujettis aux Etats-Généraux; qu'il le prioit de considérer que des délais très nuisibles aux vrais intérêts de cet état résulteroient d'instructions aussi équivoques. Le ministre de Russie se flatte d'avoir ramené le sieur de Bleyswijck, et la nouvelle de l'accession de la cour de Coppenhague aux vues de celle de Petersbourg influera peut-être sur la détermination de la République, quoique le prince-stadhouder ait constamment adhéré au sentiment que la déclaration à faire à la cour d'Angleterre devoit être combinée de toute nécessité avec un traité d'alliance. La ville d'Amsterdam est d'un autre côté d'avis que, dans le cas où l'Impératrice n'agréeroit point les propositions que je viens d'énoncer, il seroit convenable de signer, sans aucune difficulté, la convention telle qu'elle sera adoptée d'un concert unanime par les Puissances intéressées. On assure au reste que les régents de cette ville prépondérante aspirent à obtenir un traité de commerce, qui assimileroit dans les états de la cour de Petersbourg les négociants Hollandois aux Anglois. La cour d'Angleterre ne néglige rien en attendant pour prouver aux Etats-Généraux la nécessité de se mettre à l'abri des deprédations des vaisseaux de guerre et armateurs Britanniques. Six bâtimens, saisis l'année dernière par le commodore Fielding, ont été condamnés récemment à titre de bonne prise, et le despotisme maritime de l'Angleterre s'exerce tant dans la Manche qu'aux Indes occidentales sans interruption, aux dépens du pavillon marchand Hollandois....

LETTRE DCXXIX.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. Mêmes sujets.

Le 25 Juillet 1780.

Le S[r] de S[t] Saphorin a communiqué au greffier Fagel une copie de la déclaration, que la cour de Coppenhagen a fait remettre aux puissances belligérantes relativement à la protection du pavillon marchand des sujets de S. M. Danoise, se dispensant d'en donner connoissance au conseiller-pensionnaire. Cette omission a excité la sensibilité du S[r] de Bleyswijk, et elle est effectivement d'autant plus remarquable que ce ministre est censé être attaché au parti républicain ou patriotique autant que la prérogative du prince-stadhouder le permet, pendant que le greffier Fagel a de tout tems adhéré au système d'une alliance et d'une liaison avec l'Angleterre. Le S[r] de S[t] Saphorin est dominé par une anglomanie inconcevable, et quoique l'impulsion, que les instructions du comte de Bernsdorff lui ont donné, peuvent autoriser en quelque manière sa conduite, j'apprens cependant qu'il s'y porte de coeur et d'âme. La négociation avec la cour de Petersbourg est toujours dans les mêmes termes et j'apprens que le conseiller pensionnaire ne croit pas pouvoir se départir de la résolution qui a été prise par les Etats d'Hollande, en opposition du sentiment des deputés Amsterdamois, relativement à la nécessité de lui donner pour base la garantie des possessions Hollandoises aux deux Indes. J'ignore sur quel fondement on établit la crainte de voir les Anglois aspirer à la conquête du Cap de Bonne espérance, mais toujours est-il certain que, dans le cas où à l'approche de l'automne le convoy accordé aux flottes marchandes, chargées de

munitions navales pour les parts de France et d'Espagne, éprouveroit une insulte analogue à celle de l'Amiral Comte de Byland, on auroit tort de se flatter que l'Impératrice de Russie prendra fait et cause en faveur de la République, aucun traité, aucune convention pouvant légitimer une pareille démarche de la part de cette princesse. En attendant le Prince Galitzin se propose de mettre en jeu pour dernière ressource les régens de la ville d'Amsterdam et de fixer leur attention sur la nécessité d'adopter des mesures plus rigoureuses et qui, en accélérant la négociation des ministres, nommés pour la cour de Petersbourg, décident l'Impératrice, sa souveraine, à former les liens d'une alliance aussi avantageuse au bien-être de la République ....

LETTRE DCXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question d'une déclaration aux puissances belligérantes.

Loo, den 22 July 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... Ben benieuwt te verneemen wat Amsterdam in haer schilt zal voeren bij de aenstaende Vergaderinge van Hollant. Ik geloove dat voor alsnoch geen declaratoir aen de belligereerende mogentheeden moet worden gedaan en afgewacht hoe dat van Zweeden en Deenemarken zal zijn opgenoomen: dan is het, mijns bedunkens, het tijtstip om het te doen. Zoo het door de belligereerende Mogentheeden wel word opgenoomen van die rijken, is niet te denken, dat wij de eenige zullen zijn aen wien zij het quaelijk

zouden neemen, maer vóór die tijt zoude ik eene diergelijke démarche voor zeer onvoorzichtig aenzien....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXXI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

Loo, den 23 July 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... Omtrent de te doene declaratie ben ik absolut van begrip, dat men daer niet toe moet resolveeren vóór dat wij zien hoe Engelant opneemt die van Zweeden en Deenemarken; zoo zij zulks van die Mogentheden aenziet als een declaratie van Oorlog, zal niemant hier denken om dezelve te doen, maer zoo zij ze wel opneemt van die Mogentheden, op welk fundament kan zij van ons quaelijk neemen, dat wij hetzelve doen? Dus koomt mij voor dat, zoo Engelant niet wil dat wij het doen, zij uit de borst moet spreeken tegen de andere Mogentheden, anders zal ik het niet lang konnen tegenhouden, want het zoude ondraegelijk zijn zoo zij de Russen, Zweeden en Deenen menageerden en onse schepen molesteerden; dit zoude het middel zijn om mij te nootzaeken mede te stemmen tot het doen van het Declaratoir en, daer quam er van wat wilde, alles er aen te waegen om de Commercie te defendeeren....

UwEG. dw. Dienaer....

W. PR. VAN ORANGE.

LETTRE DCXXXII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. La prochaine séance de l'assemblée des états de Hollande. Propos de M. Temminck.

—

A Bois le Duc, ce 26 juillet 1780.

V. A. daignera aggréer mes plus sincères et très humbles remercimens pour la bonté qu'Elle a bien voulu avoir, malgreé qu'Elle doit avoir été fatigué du voyage et des audiences, de m'honorer de ses nouvelles et de me communiquer Elle-même son heureuse arrivée à La Haye et qu'Elle jouit d'une bonne santé, dont Dieu soye loué. Cet Etre suprême veuille la fortifier de plus en plus et l'assister dans les très critiques situations où Elle se trouve, et Lui accorder les forces nécessaires pour soutenir sa pénible carrière. Je considère l'assemblée actuelle des Etats de Hollande très importante par les délibérations que je compte qui y auront lieux. Dieu veuille qu'on prenne le bon parti et qu'on ne précipite rien, surtout par rapport à la déclaration en question. Si elle a lieux dans le moment présent, j'en appréhende les suites les plus fâcheuses pour l'Etat et pour V. A. Je sçai qu'à Amsterdam, savoir ceux qui y mènent la barque, ne demandent pas mieux que la guerre avec l'Angleterre, sans se soucier si la République est en état de la soutenir. Le propos que M. Temminck [1]) a lâché, il y a quelques semaines, à quelqu'un qui lui témoignoit ses appréhensions que la conduite, qu'on tenoit dans la République vis à vis de l'Angleterre, pourroit allumer une guerre entre les deux nations, ce que Mr Temminck ne contredisoit point, mais ajouta: „du moins ce sera la première guerre dont

[1]) Le bourgmestre d'Amsterdam Egbert de Vrij Temminck.

„la Maison d'Orange ne pourra tirer profit", prouve, selon moi, beaucoup et mérite la plus grande attention.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXXXIII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Beaucoup gagné qu'une déclaration n'a pas encore été faite.

—

A Bois le Duc, Ce 28 juillet 1780.

J'apprens aussi avec bien de la satisfaction que V. A. a trouvé les affaires à la Haye moins mauvaise qu'Elle ne s'y étoit attendue. C'est toujours beaucoup gagné que d'empêcher par provision que la fameuse déclaration ne se fasse pas. Il me semble que V. A. a parfaitement bien répondu à Mr Yorke et je ne doute pas qu'il n'en fasse un bon usage; certainement ce seroit le meilleur moyen de ramener nos marchands, si les Anglois attaquassent aussi des convoys des puissances du Nord.

La conduite de Thulmeyer est insupportable [1]). V. A. verra qu'il deviendra toujours plus impertinent. Je souhaite seulement qu'il n'embrouille les cartes, de façon qu'on aura de la peine à s'en tirer, car son méchant caractère le rend capable à tout et il ne manquera sûrement pas d'irriter son maître contre la République....

L. DE BRUNSVIC.

[1]) Il s'agit toujours de l'affaire du coadjutorat de Cologne.

LETTRE DCXXXIV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Les relations avec l'Angleterre.

—

A Bois le Duc, ce 30 Juillet 1780.

.... Je fais mes très humbles remercimens pour ce qu'Elle a bien voulu me dire de la longue conversation qu'Elle a eue avec Mr Yorke. Tous ceux qui veulent le bien des deux pays et leur conservation, doivent travailler chaqu'un à rapprocher les deux nations, qui ne sauroient à la longue pas subsister ni l'une ni l'autre, chacune isolée, mais V. A. a la plus grande raison du monde que l'Angleterre y doit contribuer de son côté aussi....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXXXV.

Lord Stormont au chevalier Yorke[1]. *La conduite des Etats-Généraux.*

—

St James's Aug^s^ 1st 1780.

Sir.

.... Nothing can be more able than your whole conduct has been upon this difficult occasion. It meets with His Majesty's entire approbation. In matters of this kind it is important to gain time. If the decision of the States-General is to depend upon the success of the negotiation at Petersbourg, I have great hopes that the empress of Russia's wisdom will save them

[1]) *Voyez l'annotation à la p. 8.*

from themselves. The most essential service that can be done the Republic at this time, is to throw difficulties in the way of that madness in some and wicked policy in others, that would lead to certain destruction in the end. When the Dutch provoke us by such resolutions as that of the 1st of July [1]), they trust greatly to our moderation, by [2]) they should remember that all moderation has its limits. If they, wo are bound by the most solemn treaties to become parties to the war, in two months after a requisition is made not only evade all their engagements, but absolutely run counter to them, by endeavouring to form a league to support an armed neutrality, which on their part is a direct violation of Treaty, they must be very weak reasoners indeed, or think the English ministers so, if they can suppose that Great-Britain would in that case continue to treat them upon the same footing with other states, who have a right to be neutral, being bound by no engagements to take an active part in the war. If the negotiation at Petersbourg is carried on with any prospect of success, if the States of Holland, when they meet again, shew any disposition to take such resolutions as your Excy apprehended, when you wrote your dispatch N°. 68, in that case it would I think be absolutely necessary for Great-Britain to take, without a moments delay, such measures as her essential interests would require and as the conduct of the States-General would fully justify to the impartial world. It is fair to them, as well as advantageous to us, that your Exc. should take every proper opportunity of stating this, not only to the prince of

[1]) La résolution de la province de Hollande au sujet de la convention de neutralité.

[2]) Lisez „but".

Orange and to all those whose wisdom makes them wish a continuance of friendship between the two countries, but that you should also opperate upon the fears of others, and allarm their prudence, if any falls to their share. It may also be essential to use every proper method of letting the Nation in general see the fatal consequences, that must follow the measures which the french faction now pursue, as the sense of the country at large is with us. This might I think be done in such manner as to make that faction feel how much their own safety is endangered by the unjust and violent system they have adopted at the instigation of France. In a word His Majty's wish is to preserve as much friendship with the States-General as their conduct to Great-Britain will allow, but he is at the same time determined to make their conduct the measures of his own to the Republick; and he certainly cannot follow a more equitable rule.

Your Exc. will see by the inclosed copy of the answer to Denmark Mr Eden [1]) is to deliver, that it is such as I told your Exc. it would be. The court of Sweden has not yet made their declaration, but I expect it in a few days. I understand that it will be in more guarded terms than that of Denmark. In a conversation Chancellor Sparre had with Mr Wroughton [2]), he said he did not fear those bad consequences from the convention of which Mr Wroughton had intimated an apprehension, as the intention was only to act in strict conformity to subsisting Treaties. This language, I doubt, must be received with some allowance; however that may be, the line, which his Majesty has taken and from which he will not depart, is to

[1]) L'envoyé Anglais à Copenhague.

[2]) L'envoyé Anglais à Stockholm.

consider the subsisting Treaties with the neutral Powers as an invariable law, equally obligatory upon both parties, and to acquiesce in no alteration of that law, that is not made by mutual consent.

STORMONT.

LETTRE DCXXXVI.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Petersbourg.

Le 1 Août 1780.

Le Prince de Galitzin n'est rien moins que content de la tournure qu'on a donnée à la négociation entamée avec la cour de Petersbourg pour la protection du pavillon marchand des puissances neutres. Il m'assure que les instructions des ministres de la République leur enjoignent de ne pas aller en avant, dès que la garantie des possessions Hollandoises dans les deux Indes leur seroit refusée. C'est aux menées du parti Anglois que le ministre Russe attribue cette persévérance dans les prétensions, dont l'accomplissement ne peut que leur paroître infiniment difficile à obtenir. Selon le Prince Galitzin la cour d'Angleterre a fait déclarer au comte de Welderen que, dans le cas où la République accéderoit formellement à l'association maritime, Elle ne balanceroit pas à leur déclarer la guerre, pendant que d'un autre côté le chevalier Yorke a insinué ici que, pourvu qu'on trouvât moyen de se soustraire à des liaisons trop étroites avec les Cours du Nord, S. M. Brittannique donneroit sous main des ordres pour qu'on s'abstint de molester le commerce des Provinces-Unies. Comme l'Angleterre

employe alternativement la voye des menaces et des promesses, je ne doute aucunement que le parti Anglois ne l'emporte, à moins que la province d'Hollande, et en particulier la ville d'Amsterdam, n'offre une résistance à cette partialité pour la cour d'Angleterre, dont les délibérations des Etats-Généraux portent si fréquemment l'empreinte.

Les instructions des Sieurs de Wassenaer-Starrembourg et de Brantzenbourg peuvent se réduire à deux points: d'abord à la réclamation de la garantie connue et ensuite à celle d'un Traité d'alliance.

Le ministre de Russie a fait l'impossible pour déterminer le prince-stadhouder à changer d'avis là-dessus. Il lui a déclaré que, par attachement pour sa personne, il désiroit fixer son attention sur les véritables intérêts de la République dans une crise aussi importante; qu'en négociant conditionnellement avec l'Impératrice sa souveraine, il étoit fort à craindre que cette Princesse ne refusât aux Etats-Généraux une intervention, dont l'utilité étoit évidente, d'autant plus que l'accession des cours de Stockholm et de Coppenhague à l'association maritime rendoit celle des Etats-Généraux assez indifférente. Le prince-stadhouder répliqua à ce ministre, que quelqu'importante que les considérations qu'il venoit de lui communiquer pussent être, il ne croiroit point cependant qu'en conscience il lui appartint d'exposer les Etats-Généraux au danger de voir leurs possessions aux deux Indes tomber entre les mains des Anglois, à moins qu'un traité d'alliance ne leur assurât une protection respectable. J'observe que, quoique le duc de la Vauguyon témoigne le même zele pour la réussite de la négociation en question, il diffère cependant de sentiment à l'égard de plusieurs points avec le prince de Galitzin. L'Ambassadeur de France fait entendre à ceux des Membres

du Gouvernement, qui font profession d'être attachés au partie de la cour de France, que si la réclamation de la garantie et du traité d'Alliance ne doit point faire une condition essentielle vis à vis de la cour de Petersbourg, il convient cependant de s'en occuper dans une négociation subordonnée et qui suivroit de près celle, dont les ministres de la République se trouvent chargés. Il paroit toujours que la position des états de l'Impératrice de Russie anéantit par là même la possibilité d'une protection des possessions Hollandoises, tant en Asie qu'en Amérique, mais le duc de la Vauguyon croit y répondre en insinuant que les armées de cette princesse lui offrent des forces suffisantes pour brider les usurpations des Anglois et pour venger les insultes, qu'ils pourroient faire éprouver à ses alliés en haine de l'association maritime.

LETTRE DCXXXVII.

Lord Stormont au chevalier Yorke. Entretien avec le comte de Welderen. La convention de neutralité.

—

St James's August 8th 1780.

Sir.

His Majesty entirely approves the explicit language which your Exc. held to the prince of Orange in that conversation, of which you give an account in your letter N°. 71. The turn of our answers to Denmarc and Sweden seems to me to meet exactly his ideas . . . .

The attempt to combine our Treaties with the Russian declaration, to which, in the great fundamental point, so much agitated of late, they are directly repugnant, made it necessary to refer particularly to those Treaties in the answer.

On Thursday last I took an opportunity of speaking very frankly and openly to count Welderen, and have no doubt that he will make a faithfull report of what I said to him. I purposely avoided giving what I said the air of a declaration, and let it rise out of our conversation. Without entering into particulars, it will be sufficient to tell your Exc. the general scope, which was, that Great-Britain had hitherto acted with uncommon moderation toward the Republic; — that I applauded that moderation, and wished it to continue, but, at the same time, would not conceal from him that the continuence of it did and must depend upon the future conduct of the States.

If they who, by the most solemn engagements, are bound not only to assist Great-Britain, but become parties to the war, should in defiance of all those engagements second the wishes and views of our enemies, by joining in what is called a neutral league, and make a declaration, the object of which is to give an undue entension to the claims of neutral states, whilst any neutrality is, on the part of the Republic, a breach of Treaty; if such should be their-conduct, it must and would have the most serious consequences. He saw that I said this in the politest and most friendly manner, and I assured him that, if I was thus explicit, it was because I wished to prevent the possibility of a mistake. For the same reason, and with the same views, your Excellency was instructed to be very explicit upon the subject. I also observed to him, in the course of our conversation, that we had many complaints from various parts of the world, particularly the East-Indies, of the Dutch acting in a most unfriendly and unjustifiable manner towards the English, shewing upon all occasions an eagerness to abet the designs of our enne-

mies. I told him, that I had as yet no ground to beleive that such conduct had been ordered or approved by the States-general, but that it was not enough that such unwarrantable proceedings hat not been commanded; they ought to have been prevented; and much mischief must ensue if they were suffered to continue. He heard me very attentively, and asked me in what light he was to consider what I had said to him. I answered, that is was not a ministerial declaration, but the confidential language of a minister, who wished to preserve that degree of friendship, which still subsisted between the two countries, and to prevent those consequences, to which such measures, as I knew the French party wished and advised, would necessarily lead. I added, that he was a liberty to make such use of it in his dispatches as he thought proper; that I had been clear and explicit, because I thought the occasion required it, and that I heartily wished that the conduct of the States-General might be such as not totally to destroy that friendship, which they had already done so much to impair. There was nothing material in his part of the conversation. I talked to him in a very friendly, but, at the same time, in the most serious manner, and without the least mixture of artifice. I heartily wish the States-General to stop in time; but my clear opinion is, that, if they proceed, they throw the die, and leave us no alternative....

STORMONT.

LETTRE DCXXXVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

Loo, den 11 Augustus 1780.

WelEdel Gestrengen Heer,

... De missive van Lord Stormont verdient zeeker attentie, en het was te wenschen dat wat konde worden uitgevonden om aan Engeland genoegen te geven zonder Vrankrijk te irriteeren. Zoo Engeland iets in Rusland doen kan, om te maaken dat zij onze possessien in geenen deele willen guarandeeren, is zulks het middel om te toonen dat zij meer invloed aan dat Hof dan Frankrijk hebben. Het eenige dat ik wensche is, dat zij de convooyen attacqueeren: dan exsteert iets sigtbaars, waaraan wij ons konden spiegelen, en anders zal het préjugé niet weg te neemen zijn, dat, als wij in alliance treeden, Engeland ons zal ontzien.

Waarmede blijve . . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les convois.

Loo, den 11 Augustus 1780.

WelEdel Gestrengen Heer.

... Ik geloove dat het goed zoude zijn dat de scheepsammunitien door de binnenlandsche vaert na Vrankrijk wierden gezonden en zoude gaerne zien dat daertoe alle faciliteit wierde gebruikt, mits dat de Republicq alsdan niet meer van wegens Vrankrijk lastig gevallen wierde om convoy te verleenen aen scheepsammunitien, en dat geeffectueert werde dat de onbepaelde convoyen, verleent werdende, geene scheepen onder haer geleide bekoomen, die quaestieuse koopmanschappen geladen

hebben. Het was te wenschen dat op deeze of op eenige andere wijze middel gevonden wierde om Engelant en Vrankrijk beide genoegen te geven en de Republicq buiten schoot te houden. De periode in zekere ontcijfferde missive raekende de negotiatie in Ruslant, [1]) heeft mij zeer verwondert, en ben verwondert dat de schrijver door zijn waerde vrienden zoo slecht is geinformeerd. Mij dunkt dat de Heeren gelast zijn niet te teekenen zoo de guarantie [2]) geweigert wort, maer nadere orders te vragen in dat geval, en ik weete van geene secreete orders, niet denkende dat die Heeren aen zeker logement op het Plein [3]) orders van den Minister van die stadt zijn gaen haelen, want buiten dat is het phisice onmoogelijk, en ik geloove dat men wel stellen mag dat zulks ook wel moralement onmoogelijk is, van de beide gezanten....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXXXX.

Lord Stormont au chevalier Yorke. Mesures du gouvernement Anglais contre l'expédition de vaisseaux de convoi.

—

S[t] James's August 11[th] 1780.

Sir.

...Intelligence from various quarters confirms the report of the States-General intending to send out a convoy, to protect their illicit trade with the enemies of this country. Their wisdom, as wel as a just

[1]) *Une missive interceptée du duc de la Vaugyon qui malheureusement n'a pas été conservée avec les autres, peut-être parce que le prince l'avait envoyée au duc de Bruncwic.*

[3]) La garantie de la sécurité des colonies.

[2]) Le „logement" de la ville d'Amsterdam.

regard to the friendship, that has so long subsisted between Great-Britain and the Republic ought to prevent so rash a measure, but yet their late conduct and the unhappy ascendant, our ennemies and those of the Republic have in their councils, makes it necessary for us to prepare for the possibility of such a resolution; and accordingly orders will be immediately sent to Amiral Drake, who commands in the Downs, to be particularly attentive to intercept all Dutch ships laden with counterband goods or with effects belonging to the enemies of this Kingdom, whether they sail with or without convoy; and the Lords of the Admiralty are commanded to give the proper directions for reinforcing Admiral Drake's squadron, as far as they think it nesessary for the execution of this important service.

I thought it right to acquaint Your Excellency with these orders, for Your own private information. It is not meant that you should make any Ministerial use of this communication; neither it is necessary for Your Excellency to affect ignorance, if questioned upon the subject. We do not wish or mean to surprise; our intention is to pursue with temper and steadiness that line of conduct, which is so clearly marked out by justice, wisdom and sound policy, and of this intention the States-General have already been apprized, in the clearest and most friendly manner. . . .

STORMONT.

LETTRE DCXLI.

P. S. á une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Peterebourg.

—

Le 11 Août 1780.

La négociation, entamée avec la cour de Petersbourg pour la protection du pavillon marchand des puissances neutres, est envisagée sous différens points de vue par les membres du gouvernement Hollandois, qu'on peut distinguer comme attachés à trois partis plus ou moins opposés. Si on adhéroit à l' avis de la ville d' Amsterdam, les Etats-généraux aggréeroient sans balancer les propositions de la Russie, et la demande d' une garantie leur paroit d' autant plus déplacée, qu'ils regardent la crainte de voir attaquer les possessions de la République dans les deux Indes comme très chimérique. D'un autre côté les partisans de l'Angleterre, qui ne sont que trop nombreux, ne cherchent qu à temporiser et à éluder par des longueurs l' association maritime, persuadés que les effets de cette alliance ne répondront jamais à la vaste étendue du projet formé par l' Impératrice. Enfin un troisième parti, connu sous la dénomination de patriotique, convient que l'accession au concert, adopté par les Puissances du Nord, offre à la vérité à la République de très grands avantages, mais qu'il seroit de la dernière imprudence de se porter à une accession sans réserve, avant de s'être assuré de la garantie et d' un traité d' alliance. J'apprens que les instructions, dont les S[rs] de Wassenaer-Starrenbourg et de Brantzenbourg sont munis, leur enjoignent de réclamer d' abord après leur arrivée à Petersbourg la garantie, non comme une condition essentielle, mais comme une faveur. Ils témoigneront à l' Impératrice que les Etats-Généraux sont disposés à faire aux puissances belli-

gérantes la déclaration qu'on exige. De leur avis il convient préalablement de contracter des liaisons plus étroites avec cette Princesse, afin de pouvoir s'en promettre d'autant plus d'effet. L. H. P. proposent à la cour de Petersbourg de réunir les forces maritimes des trois puissances et de les mettre en activité pour la protection de leurs sujets respectifs, en formant trois escadres, qui, selon le bon plaisir de l'Impératrice, seroient composées des vaisseaux de guerre des puissances alliées ou ne comprendroient que séparement ceux d'une seule nation. Une escadre d'observation de 30 vaisseaux de ligne établiroit la seureté commune, par laquelle la Russie donneroit dix vaisseaux, la République des Provinces-Unies le même nombre, et les cours de Coppenhague et de Stockholm chacune cinq.

LETTRE DCXLII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. La visite du roi de Suède.

A Bois le Duc, ce 12 Août 1780.

Quant à ce que Votre Altesse a bien voulu me dire touchant ce qu'on Lui a insinué d'inviter le Roi de Suède à Loo, je prendrai la liberté de Lui dire mon opinion naturellement là-dessus. Il y auroit certainement beaucoup d'inconvéniens pour Vos Altesses de se trouver à La Haye pendant le tems que le Roi de Suède y seroit [1]), surtout à cause des ambassadeurs

[1]) Sous le nom de comte Haga le Roi Gustave III voyageait pendant plusieurs mois, et visita e. a. Spa et Aix-la-chapelle. Son séjour en Hollande n'eut lieu qu'au commencement d'Octobre.

On trouve des détails intéressants sur ce séjour dans les Mém. de Hardenbroek, II. p. 174 sqq.

et surtout par rapport à l'ambassadrice [1]). Il seroit par conséquent préférable que, si le Roi désire de faire connoissance avec Vos Altesses, que cela se fasse à Loo; et pour cet effet il faudroit certainement l'inviter d'y venir, Loo étant d'ailleurs sur son passage, si de la République il veut s'en retourner chez lui par le pais d'Oldenbourg et le Holstein. Reste à savoir, si le Roi a effectivement intention de venir dans la République, dont on parle très diversement, et la plus part des personnes croyent que ce n'est nullement décidé encore; je sai[s] positivement, qu'il meurt d'envie d'aller à Paris, et qu'à Versailles on tâche de détourner son arrivée en France, si cela se peut; ce ne seroit donc qu'il ne viendroit en Hollande que lorsque le voyage en France n'auroit pas lieux; dans cette incertitude il me semble qu'il ne convient en aucune façon, que Vos Altesses fassent quelque démarche pour l'inviter, et cette invitation ne pourroit selon moi n'avoir lieux tout au plus, que lorsque l'on sauroit avec certitude qu'il viendroit dans la République; et même si cette invitation ne pourroit pas se faire plus tost que lorsqu'il seroit déjà dans la République, ce seroit d'autant mieux, parce qu'alors, Vos Altesses n'étant pas à La Haye et établi pour la belle saison à Loo, il ne seroit rien de plus naturel que de le faire complimenter à La Haye et témoigner leurs regrets de ne pas s'y trouver, et de lui faire offrir, si à son passage il voudroit venir se reposer à Loo. Il me semble que c'est tout ce que ce prince pourroit exiger, surtout si, avant son voyage dans la République, il ne donne aucun signe de vie à Vos Altesses. Il seroit, si j'ose le dire, au-dessous de la dignité de Vos Altesses

[1]) Probablement le duc veut désigner l'ambassadrice Suédoise.

que de se jetter à la tête de ce Roi, sans être assuré de quelle manière il y répondroit.

Si on vouloit combler la mesure vis à vis de lui en fait de politesses, Votre Altesse pourroit peut être Elle même et seule, sans cour, faire une excursion à La Haye pour un jour qu'on seroit assuré qu'il seroit à La Haye, pour faire sa connaissance, et lui témoigner ses regrets de n'être pas établi actuellement à La Haye, de lui offrir que, si son chemin le menoit du côté de Loo, de vouloir bien venir s'y reposer: que Son Altesse Royale seroit très flattée de faire sa connoissance, et Votre Altesse pourroit, sans s'arretter qu'un ou deux jours à La Haye, s'en retourner ensuite à Loo et attendre tranquilement s'il viendroit ou ne viendroit pas.

Pour conclure cet article, je suis d'avis que Vos Altesses ne bougent pas avec leur cour de Loo, pour l'amour du Roi de Suède; qu'Elles l'y attendent de pied ferme; qu'Elles ne fassent la démarche de l'invitation que lorsqu'Elles seront assurées qu'il viendra ou qu'il est venu dans la République, et que jusqu'à cette époque Vos Altesses lui témoignent la même indifférence pour son séjour à Spa, qu'Il Leur témoigne jusqu'ici. J'ose me flatter que V. A. ne prendra pas en mauvaise part que je me suis tant élargi sur ceci.

J'ai renvoyé à Monsr le conseiller-pensionnaire les lettres secrettes et tout le grand pacquet de lettres des ministres étrangers. J'ai été indigné au delà de toute expression des lettres de V^n. [1]) et Th. [2]); la première m'a frappé à cause du passage d'une instruction secrétissime, que nos Plénipotentiaires doivent avoir reçu. Ce que V. A. a écrit à ce sujet à Monsr le conseiller-Pensionnaire est imcomparablement bien. Si le fait étoit vrai, comme il est probable qu'il puisse

[1]) Le duc de la Vauguyon. Cf. l'annotation au numéro 640.

[2]) L'envoyé Thulemeier. Voyez le numéro 641.

être vrai, ce seroit la plus haute trahison, et si ces Messieurs les ministres-plénipotentiaires exécutassent ces ordres secrets, il me semble qu'alors V. A. devroit mettre tout ménagement à côté et découvrir à toute la République à quel point l'Etat est trahi. Tout ce qui se passe dans cette malheureuse affaire et toute la concaténation de la conduite, qu'on a tenu dans la République contre l'Angletterre et dans l'affaire Russe, prouve évidemment, selon moi, que le seul et unique but d'Amsterdam, de la France et de l'Espagne est de renverser le stadhoudérat; que toutes les armes se sont tournés contre V. A. et sa Maison. Je suis persuadé que ni S. M. Prussienne, ni la Czarine pensent de même, mais malheureusement les sistèmes, qu'ils ont adoptés, et les Ministres qu'ils employent, favorisent le plan d'Amsterdam et de la France et y ajoutent un grand poid. Dieu veuille continuer à être le protecteur immédiat de V. A. et de sa Maison, comme il l'a si souvent miraculeusement prouvé à ses ancêtres....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXLIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel: L'imprudence de la politique Anglaise.

—

Loo, den 18 Augustus 1780.

WelEdel Gestrengen Heer.

...Het koomt mij voor dat men in Engelant niet voorzichtigh handelt van de Republicq tot het uiterste te pousseeren; zoo zij menageeren willen de schepen zonder convoy vaerende, zal ik en kan ik adviseeren tegens het verleenen van convoy, en de commercie zal er ook minder op insteeren, maar zoo zij indistinct, het zij dat Wij ons voegen met de Noordsche Mogent-

heeden en het declaratoir doen of dat Wij ons stil houden, hetzij dat Wij convoyeeren of dat Wij niet convoyeeren, altoos onse commercie willen infesteeren en de commercie met Vrankrijk beletten, zoo is er geen ander middel op dan de onbepaelde convoyen te laeten uitgaen en de commandeerende Officieren te gelasten zich zoo veel doenlijk te weeren en hun convoy niet overgeeven dan wanneer hun de macht ontbreekt om hetzelve te defendeeren; wordende dan de convooyen geattaqueert en hostiliteiten door de Engelschen gepleegt, zoo heeft men gedaen wat men kan, en de Engelschen hebben aen hun ongerechtigheit alleen te imputeeren de gevolgen, die zoo eene démarche na zich kan sleepen. Ik geloove dat de waere en permanente belangens van de Republicq vorderen wel met Engelant te blijven, maar ik geloove dat deeze waerheit reciproq is. En wat zullen de gevolgen zijn? De Fransche partij zal boven drijven en de wel geintentionneerde zullen geculbuteert worden. Is dat het belang van Engelant, en zijn eenige weinige scheepsmaterialen hun zooveel waerd dat zij, om hun transport te beletten, de geheele commercie van den Staet in den gront willen booren? Ik kan nimmer advoueeren de sustenue van het Engelsch Ministerie, dat de Republicq de Tractaeten verbroken heeft. Sedert 1775 heeft Engelant de commercie van de Republicq geïnfesteert onder pretext van de rebellie der Colonien. Toen Frankrijk in Maert 1778 de Americaenen vrij verklaert heeft, is het Tractaet van 1674 geenzins door Engelant gerespecteert, zelfs nadat de Republicq de condescendance had gehad om de houtwaeren te excipieeren van de convoyen, hoezeer zij daertoe in geenen deele verplicht was. In Juny of July 1778 heeft Engelant voor het eerste het secours gevraegt, dus kan zij eerst na dien tijt zeggen dat Wij aen het Trac-

taet van 1678 gemanqueert hebben, maer, WelEd. Gestr. Heer, met wat gront kan Engeland van ons vergen dat Wij ons in de waegschael stellen om haer een secours te geven, dat van weinig of geen nut kon zijn, daer zij het jaer van tevooren reedenen van convenientie heeft geallegeert, om zich onverplicht te houden van de præstatie van het Tractaet van 1674. Ik beken, men had niet moeten weigeren in 1778 de conferentien, en in 1779 hadde men behooren te antwoorden op de vraegen van het secours het bovengemelde, maer dit alles geeft geen recht aen het Engelsche Ministerie om diegeenen, die wel voor haer Rijk hier te lande denken, zoo verre te pousseeren, en het grieft mij, na mij zoo veel moeitens voor het onderhoud der harmonie te hebben gegeven, om er zoo van beloont te worden. Ik hebbe mijn crediet er om in de waegschael gezet en in zommige provincien is het er zeer door gedaelt, dat ik zoolang tegen gehouden hebbe de onbepaelde convoyen. Zoo zij denken in Engelant dat het haer belang is de Stadhouder zijn crediet geheel af te neemen en Amsterdam, of om beter te zeggen eenige weinige Franschgezinden, die daer alles dirigeeren, het magnificat over de geheele Republicq te geeven, zoo moeten zij poursuiveeren de maetregulen, die zij tans volgen; zij zullen dat oogmerk bereiken, want de schepen moeten in het najaar uit de havenen; zij konnen niet uitgaen zonder convoyen, dus zal een rencontre onvermijdelijk zijn. Laet Engeland zich expliceeren en zeggen: zoo de Republicq geen scheepsmaterialen, specificeerende wat zij daerdoor verstaen, onder convoy wil neemen, zullen wij genoegen nemen en niet meer insteeren op de præstatie van het Tractaet van 1678, [dan] heeft men een gront om te insteeren op het houden van conferentien, maer actueel zijn de sustenuen te ver van elkanderen, om iets dergelijks

met vrucht alhier te konnen proponeeren. Ik geloove dat Engelant, om hier invloed te herwinnen, moet trachten door faveurs de geesten van de Natie te regagneeren, en dat de toon, die zij nu voert, integendeel zeer gepast is om ze te alieneeren. Dit zijn mijne gedachten omtrent deeze voor beide Natien zoo gewichtige materie, die alle beiden niet uit het oog moeten houden het devies frangimur si collidimur.

Voor het overige betuige ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCXLIV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Réponse à l'envoi de diverses lettres.

A Bois le duc, ce 19 Août 1780.

.... Les deux lettres de Mons[r] le conseiller-pensionnaire et la copie de celle qu'Elle a écrit à ce ministre, je les ai envoyés à Mons[r] de Larrey. J'en ai usé de même relativement aux deux lettres du greffier Fagel avec les pièces annexes qui s'y trouvoient et la copie de la réponse de V. A. au greffier Fagel. La situation des affaires entre l'Angleterre et la République est certainement des plus fâcheuses et à redouter, d'autant plus que les affaires sont tellement aigries de part et d'autres, que je ne vois presque plus aucune issue pour les raccomoder, surtout avec le caractère altier, ferme et obstiné de Mylord Stormont. Il est certain que l'Angleterre à la longue ne trouvera pas son compte dans une brouillerie avec la République, mais c'est une foible consolation et satisfaction pour cet état et ce ne sera que la France qui y gagnera....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXLV.

M. Thulemeier à sa cour. La négociation à St. Pétersbourg.

—

Le 18 Août 1780.

.... A en juger par différens entretiens que j'ai eu avec le Duc de la Vauguyon, le Marquis de Verac [1]) est autorisé à appuyer en tout la négociation de la République et même de diminuer aux yeux de l'Impératrice ou de son ministère l'importance de la garantie, que les Etats-Généraux réclament.

Si le prince de Galitzin est bien informé, le Baron de Brantzenbourg est celui à qui les intentions secrettes du prince-stadhouder et des ministres de la République ont été confiées, pendant que le Baron de Wassenaer-Starrenbourg, qui dans tous les tems s'est distingué par des sentimens aussi opposés au parti Anglois que favorables à celui de la France, ne jouit pas trop de l'avantage de remporter le suffrage du prince-stadhouder [2]).

On est persuadé à Amsterdam, peut-être avec peu de fondement, que les chefs de la République n'aspirent qu'à gagner du tems à éloigner la conclusion de l'association maritime et à raprocher, s'il est possible, le terme de la négociation du moment où la paix entre les puissances belligérantes pourra être rétablie.

[1]) Le ministre plénipotentiaire du roi de France à St. Pétersbourg.

[2]) La correspondance du prince avec les deux diplomates, dont on trouve un exemple dans les numéros 734 et 735, n'est pas asser étendue pour qu'on en puisse tirer la preuve que le prince de Galitzin était bien informé.

LETTRE DCXLVI.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Considérations sur la lettre de Lord Stormont.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb mij gisteren vereert gevonden met U Hoogheids zeer gerespecteerde missive van den 18^{en} deeser, en ben U Hoogheid ten hoogsten dankbaar voor de goedheid en openhartigheid, waarmede U Hoogheid mij desselfs gedagten wel hebt willen mededeelen op de missiven van Lord Stormont aan den heer ambassadeur Yorke. Ik ben seer verre van voor te willen spreeken de conduite van Engeland, met de Republicq gehouden seedert 1775, en geloof met U Hoogheid, dat het haar interest soo wel is als het onse, sig vereenigt te houden. Ik wenschte wel dat zij gepersuadeert konden worden ons meerder te menageeren, want seekerlijk het transport van eenige weinige scheepsmaterialen haar soo veel niet waard kan weesen als, om dat transport te beletten, de geheele commercie van den Staat in de grond te booren. Ik zie ook wel, dat, soo zij op deselve wijse blijven voortgaan, om indistinct, hoe men hier ook handelt, onse commercie te infesteeren en die met Vrankrijk te beletten, het verleenen van onbepaalde convoyen niet verhindert zal kunnen worden, maar ik voel meteen dat een rupture daaruit onvermijdelijk sal volgen, en twijfel of de Republicq alleen in staat sal zijn het tegen Engeland uit te houden, sonder gevaar te loopen van haar geheele commercie en possessien in de Indien te verliesen: want dat Vrankrijk ons te hulp sal komen, is niet te verwagten, daar den Heer Franschen ambassadeur in de geintercepteerde brieven avoueert, dat dat Hof nog wil nog magt daartoe heeft, als genoeg met haar eige saken te doen hebbende

en dat de guarantie van Rusland ons sal behouden, twijfel ik of iemand van harte kan geloven, vooral wanneer men uit deselve source weet dat van nu af aan gedagt word om deselve, soo die al belooft word, te eludeeren. Indien de Heeren van Amsterdam dit soo wel wisten als U Hoogheid het weet, kan ik mij niet verbeelden, dat zij alles daar op souden willen wagen, tenwaare het plan soude mogen zijn, hetgeen, volgens de bewijsen, die in handen zijn, seekerlijk is het plan van sommige in den haaren, om liever de Republicq te zien verlooren als niet te reusseeren in het geliefde oogmerk, om ons eens vooral van Engeland te separeeren, en daardoor occasie te hebben, om het stadhouderschap den voet op den nek te zetten. Het is te hoopen, dat zij daarin niet zullen reusseeren, en souden gewis dat opgmerk niet bereyken, als Engeland ons met meer voorsigtigheid behandelde, en ons niet tot het uiterste pousseerde; maar als Engeland soo dwaas is, dunkt mij, dat ons eige belang vordert, om middelen uit te denken tot het verhinderen van een openbare rupture. Hetgeen U Hoogheid in de laatste periode van desselfs geëerde missive aan de hand geeft, dat, soo Engeland sig wilde expliceeren, en zeggen: soo de Republicq geen scheepsmaterialen, specificeerende wat zij daardoor verstaan, onder convoy wil nemen, zullen wij genoegen nemen en niet meer insteeren op de praestatie van het tractaat van 1678, men een grond soude hebben om te insteeren op het houden van conferentien, komt mij voor als aanleiding te kunnen geven tot een onderlinge onderhandsche explicatie; doch daarmeede soude geen tijd dienen worden verlooren, en soude het ook soo vreemd zijn, als men met Vrankrijk in een explicatie kwam over de reedenen, die ons beletten alles indistinctelijk te convoyeeren, terwijl er reeden is, om te gelooven,

dat den Heer Franschen Ambassadeur misschien verder gaat als zijn Hof, en dat haar commercie onze hulp niet wel kan ontbeeren. Ik laat dit aan U Hoogheids wijser en beeter oordeel over, en sal met verlangen U Hoogheids terugkomst te gemoet zien, verseekert sijnde dat, soo U Hoogheid niet aan 't hooft was van de Republicq, deselve, of door innerlijke dissensien of door geweld van buiten, bereids verlooren soude zijn gegaan. Ik bid, dat U Hoogheid niet kwalijk gelieft te neemen, dat ik mij soo rondelijk uitte. Ik sal altijd zijn en blijven....

H. FAGEL.

Hage den 20 Aug. 1780.

LETTRE DCXLVII.

P. S. à une lettre interceptée de M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 22 Août 1780.

J'apprens par une voye assez authentique que la cour de Petersbourg doit avoir répliqué aux premières ouvertures du Résident de Swart, de la manière suivante: que l'envoy des Plénipotentiaires Hollandois, quoiqu'une marque de l'attention des Etats-Généraux pour l'Impératrice, sembloit assez inutile, puisqu'il n'étoit question d'aucun congrès ou conférence particulière et que rien n'étoit plus aisé que l'accession à la convention proposée, autant qu'elle se trouvoit analogue à celles qui récemment avoient été conclues avec les cours de Stockholm et de Coppenhague. Quant à la garantie des possessions de la République aux deux Indes, qu'une telle garantie ne sauroit être combinée avec les principes adoptés par [S. M.]. A en juger par cette réponse préalable, il est à penser que

les Etats-Généraux auroient pu s'épargner les fraix d'une commission dispendieuse, et il faudra voir présentement si les S[rs] de Wassenaer-Starenbourg et Brantzenbourg hasarderont d'aller en avant et de signer la convention à l'exclusion de la garantie réclamée par leurs maîtres, comme l'ambassadeur de France se plait à en concevoir l'espérance....

LETTRE DCXLVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Difficulté de suggérer une proposition à l'Angleterre.

Op het Loo, den 23 Augustus 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... De groote zwarigheid blijft altijd hoe aen Engeland te doen weeten om eene propositie aen de Republicq te doen, zoo als ik aen UwEG. den 18 geschreeven heb: om het direct te doen is voor mij gevaerlijk, wijl ik niet zeker ben, dat, al deede Engeland zoo eene propositie, zulks hier ingang zoude vinden. Eerst zal moeten blijken dat wij in Rusland niet meer reusseeren kunnen, of men zal geene ooren hebben om na conferentien met Engeland te hooren. Kon men eene negotiatie aangaan met het Noorden, om de oppermagt van het Zuyden in balans te houden, gelove ik dat het zeer raadsaam zoude zijn, maar niet zo als nu is, bijzonder zo Rusland ons niet garandeeren wil, dat, zo wij buiten, zowel als binnen Europa, en te lande zowel als te water [aangevallen worden], zij zulks voor het casus foederis, waarin zij ons assisteeren moet, zal houden, en ik twijffele sterk daeraan dat zij zulks doen zal....

WelEdele Gestrenge Heer,

UwEG. dw. Dienaer,

W. PR. VAN ORANGE.

LETTRE DCXLIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question de la garantie des colonies.

Loo, den Augustus 1780.

WelEdel Gestrengen Heer.

. . . Ik vreeze dat de negotiatie met Ruslant geene facile deliberatien zal uitleeveren, maer of het raetzaem is voor de Republicq te sluiten, zonder verzekert te zijn, dat, zoo men buiten Europa, in de Colonien, in haet van die alliantie werd geattaqueert, het casus foederis exsteert, in hetwelk de geconfoedereerde neutrale Mogentheeden ons moeten bijspringen, laete ik aen een ieder te beoordeelen, en of het dan niet eene societas leonina is, daer Ruslant niet dan profijt en de Republicq niet dan schaede uit haelen kan. Ik geloove dat U. W. E. G. zeer wel gedaen heeft om zich niet met den Ambassadeur van Vrankrijk in te laeten raekende de tijdingen, die uit Ruslant gekoomen zijn. Godt geeve dat deeze deliberatien strekken moogen tot het waere welzijn van de Republicq en tot behoud van de vreede en van deszelfs indepedentie. Het ware zeer te wenschen dat in Engelant andere maatregulen gevolgt wierden en dat zij met meer moderatie omtrent deeze Republicq handelden, om te trachten te herwinnen de vrientschap van de natie, die door derzelver handelwijze zeer verkoelt is. . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCL.

M. Thulemeier à sa cour. Opinions de l'ambassadeur Francais.

—

Le 25 Août 1780.

...Le Duc de la Vauguyon ne doute aucunement que les Etats Généraux ne soyent entraînés dans les mesures, pour lesquelles les Puissances neutres semblent être décidées, malgré l'opposition du parti Anglois, quoiqu'il avoue que la lenteur, avec laquelle ils procèdent, pourroit de nouveau menacer leur pavillon d'une insulte pareille à celle que le comte de Byland éprouva, il y a quelques mois, du commodore Fielding; il se flatte cenpendant qu'il résultera de tont ceci un revirement du système favorable à la cour de France. L'événement pourroit bien ne pas répondre aux espérances de ce Ministre, et la France ne réussira jamais à acquérir, aux dépens de l'Angleterre, une supériorité prépondérante en Hollande aussi longtems qu elle ne persuadera pas aux régents bien intentionnés, que le système stadhoudérien est celui qu'Elle affectionne et qu Elle est disposée à appuyer.

LETTRE DCLI.

La conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

20 Augustus 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Het is met alle regt dat bij U. D. H. voorzien werd, dat de negotiatie met Rusland geene faciele deliberatien voor den Staat zal uitleeveren, dan, zoo het ongeluk wil dat die negotiatie niet tot behoorlijke

stand gebragt kan werden, alsdan zal het meer dan ooit noodig zijn dat alle efforts werden aangewend om de Republicq bij haar eer en independentie tegensover Engeland te bewaaren en onder Gods Zeegen te voorkoomen, dat men niet tot die laagheid geraaken van onder de Zeemogendheeden (Portugal niet gereekent) de eenigste te zijn, dewelke zig door het Hoff van Engeland de wet laat stellen ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCLII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Nécessité de l'augmentation des forces maritimes.

—

Loo, den 27 Augustus 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

.... Omtrent de situatie, daer de Republicq zich in bevindt, geloove ik, met U.W.E.G., dat het tijt is om dezelve in staet te brengen om haere independentie met effect te konnen souteneeren, zoo tegens Engelant als jegens welke Mogentheit het ook zijn mag, die dezelve zoude willen molesteeren, en hoezeer ik van begrip ben dat daertoe eene vermeerdering van de lantmacht mede noodigh zoude zijn, wil ik wel bekennen dat tans bijzonder op de versterking der zeemacht moet werden gedagt, maer denke dat zonder schepen niets met effect kan worden gedaen en vinde tot mijn leedweezen, dat bijzonder bij de Admiraliteit van Amsterdam de schepen niet zijn in die situatie als zij weleer zijn opgegeeven, toen men zeide dat, als zij maer meer manschap hadden, de schepen gereet zouden zijn; nu dat men haer manschap bezorgt, manqueert het aen de schepen, en op die wijze vreeze ik dat het moeilijk, om niet te zeggen onmoogelijk, zal

zijn ietwes met effect te konnen doen. Men kan wel probeeren om enkelde schepen als convoyers te laeten uitgaen en daer zoude ik meer voor inclineeren als om een groot convoy te doen uitzeilen, waerdoor de eer van de vlag van den Staet veel meer wordt geëxponeert, tenzij dat het sterk genoeg kan zijn om het hooft te konnen bieden aen de Engelsche Zee-macht, en ik vreeze dat wij tot dit laetste van dit jaer niet in staet zullen zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Annonce d'arrivée prochaine, afin de pouvoir pénétrer les intrigues [1]).

—

Loo, den 31 Augustus 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... Ik weete niet wat in het schilt werd gevoert, maer geloove dat het secuurste is over te koomen om te zien wat of er schuilt. Godt geeve dat, zoo in Engelant als hier, gelegenheit mooge zijn om de zaeken niet tot uiterstens te laeten koomen, want ik geloove dat de gevolgen voor beiden zeer quaet zouden konnen zijn en dat niemant als Vrankrijk er bij winnen zoude van te zien de Zee-Mogentheeden elkanderen in de gront te booren....

WelEdele Gestrenge Heer,
UwEG. dw. Dienaer,

W. PR. VAN ORANJE.

[1]) En effet le prince se rendit à La Haye peu de jours après.

LETTRE DCLIV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Propos du comte Panin.

—

A Bois le duc, ce 5 Septembre 1780.

.... Ce que Monsr de la Vauguyon a dit à Monsr le conseiller-pensionnaire de ce que Mr Panin doit avoir dit à Mr de Verac, me paroit fort singulier, et il seroit encore plus singulier d'exiger de l'Etat de signer une convention, qu'on n'a pas eu le tems d'examiner auparavant, comme V. A. le remarque fort bien. J'ai bien cru que Messrs d'Amsterdam n'éclateroient pas d'abord, parce que il est naturel qu'ils attendront des nouvelles de nos ministres Plénipotentiaires ....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Difficulté de neutraliser les intrigues Françaises.

—

Loo, den 11 September 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

U.W.E.G. missives van den 8^n en 9^n deezer zijn mij wel geworden; danke voor de toegezondene .... extracten der tractacten van Commercie tusschen Ruslant, Deenemarken, Zweeden en deeze Republicq met Engelant, welke veel licht geeven omtrent de actueele toestant van zaeken ....

Het was te wenschen dat Engelant eenige faveur aen deezen Staet wilde betoonen, met exclusie van alle andere Natien: zulks zoude de beste weg zijn om de geesten hier te herwinnen, want zonder dat is het mij niet doenlijk ietwes te doen, en ik moet konnen

overtuigend aentoonen dat Engelant ons geen quaet wil, maer integendeel wil te gemoet koomen zoo veel eenigzins met haer behoud overeen te koomen is. In dit geval is mij niets lichter dan om de intrigues van Vrankrijk met effect tegen te gaen, maer anders zie ik niet veel kans om de saeken in een goede plooy te brengen....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DCLVI.

Le duc de Brunswic an prince d'Oranje. Bruits d'un rappel prochain de l'ambassadeur Français

A Bois le duc, ce 12 Septembre 1780.

... Avant que de fimir cette longue épître, V. A. me permettra de lui communiquer une nouvelle qu'on vient de me mander, mais dont je ne puis cependant guarantir l'authenticité. On m'assure que l'Ambassadeur de France à La Haye a été préadverti qu'il seroit rappellé dans peu et même au bout de quinze jours ou trois semaines; qu'il n'y a que la Reine qui doit le protéger encore, mais que Necker insistoit absollument sur son rappel; qu'il l'accusoit de fausses démarches qu'il avoit fait faire en Hollande à sa Cour et contre tous les principes de l'intérêt de la France et de son commerce, surtout en poussant la ville d'Amsterdam d'insister sur les convoys illimités; dont la France se ressentoit actuellement et obligeoit surtout Mons[r] de Sartine à dépenser plus d'argent pour se procurer les besoins pour la flotte et pour la construction des vaisseaux; que le dérangement des finances de l'Ambassadeur étoit aussi un motif pour effectuer son rappel. Je suis curieux d'apprendre si cet avis se vérifie . . .

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLVII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel, La requêtte des fréteurs Frisons.

—

Loo, den 14 September 1780.
WelEdele Gestrenge Heere.

Ik hebbe wel ontvangen U. W. E. G. missive van gisteren; danke voor de toegesondene copye der requeste van de Friesche Rheeders van scheepen, genoomen door den Commodore Fielding, onder het convoy van den schout bij nagt Grave van Byland. Ik denke, met U. W. E. G., dat zulks nu komt, om de geesten te verbitteren teegens den tijd dat antwoord uit Rusland werd verwagt. Niets was wenschelijker als dat Engelant van haer kant de eene of andere démarche deet om deeze verbittering te verzachten en diegeenen, die het wel met haer meenden, daerdoor in staet stelden om met effect tot conservatie van het oude systema te kunnen werken....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLVIII.

L'envoyé Van Heeckeren van Brandsenburg au prince d'Orange. Avis sur la négociation; on ne peut obtenir sa demande.

—

St Petersbourg, ce 14 Septembre 1780.
Monseigneur.

A la lettre, que nous avons l'honneur de lui faire parvenir, je puis ajouter qu'après notre arrivée les ministres de France et de Russie, qui avoient travaillé à seconder la négociation, m'ont dit que nous ne pouvions obtenir notre demande; qu'on regardoit la convention aussi claire et étendue qu'on pouvoit la désirer. Le ministre d'ici nous a confirmé ceci et dans

les termes, contenues dans notre adresse à Mr le greffier. Comme la gloire sert de principe aux démarches de l'Impératrice, je ne doute qu'en cas d'événement on fît des efforts extraordinares et, si l'on accède, il me semble qu'aux présents ordinaires on pourroit y joindre quelques autres, non seulement parce que ceux, avec lesquels nous sommes obligés de traiter, sont ceux que le Dannemark n'a réussi à nous faire donner l'exclusion (parce qu'on y estoit informé de la garantie directe qu'on vouloit chés nous), mais aussi parce que dans la suitte cela pouroit estre utile, ou que le chef du parti opposé est chancelant....

De Vostre Altesse Sérénissime,
le très humble et obéissant Serviteur
T. S. DE HEECKEREN.

Je me flatte qu'on ne sçaura point que j'ai escrit en mon particulier. Nous avons encore eu cet aprèsmidi une conférence avec le premier ministre et le vice-chancelier, mais c'est toujours le même langage.

LETTRE DCLIX.

M. Thulemeier à sa cour. Transport de munitions navales par les rivières et canaux.

—

Le 15 Septembre 1780.

....L'ambassadeur de France a entrepris et réussi dans une affaire, dont les suites pourront être essentielles pour le commerce de frêt des Provinces-Unies et en particulier de la ville d'Amsterdam. Il a imaginé de faire transporter de Dort par l'Escaut, en passant le Sas de Gand vers le Canal de Bruges, non seulement du chanvre, du cuivre et autres munitions navales, mais aussi des mâts. On leur a fait faire (sic)

seulement à Bouchain un chemin de 12 lieues par terre et de la on retombe dans des canaux qui finissent dans la Seine....

LETTRE DCLX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La réponse de la princesse à une lettre de son oncle le roi de Prusse.

Loo, den 15 September 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

... Het is mij zeer aangenaam dat U. W. E. G. geapprobeert heeft de rescriptie van de Princesse aan den Koning van Pruissen [1]). God geeve dat zij van succes zij, om het waere welzijn van de Republicq te bevorderen. Ik denke dat de alliantie, zonder guarantie of een equivalent daeraen, met de waere belangens van de Republicq volkoomen strijdig is.

[1]) Malheureusement cette rescription semble perdue: elle ne se trouve ni dans le dossier des lettres de la princesse ni dans celui des lettres du prince, ni encore dans la correspondance du conseiller-pensionnaire. Cependant le contenu de la réponse résulte de la lettre du roi du 31 Août et du commencement de celle du 5 Octobre:

(En orthographe moderne)

Hermansdorf ce 31 Août 1780.

.... Je m'attache ... au point esentiel que vous me mandez, s'entend ce qui est relatif à Votre alliance avec les Russes; vous devez bien pénétrer que la condition que les Hollandais ont imaginée n'est mise en avant que pour empêcher la conclusion de Votre considération avec la Russes; certainement les Anglais sont hors d'état d'attaquer les possessions de votre République en Amérique: 30 vaisseaux Hollandais, 15 des Russes, 6 des Danois et 3 des Suédois font selon mon calcul 54 vaisseaux, que les Anglais auront

contre eux, s'ils ne veulent pas respecter cette formidable association, mais ceux de vos républicains qui soint ou Anglois ou Autrichiens dans le fond du cocur, se complaisent à inventer de pareilles difficultés pour empêcher cette alliance qui fait trembler l'Angleterre, et si tout cela n'étoit point, je vous dirai, ma chère enfant, qu'au point, où les choses ont été poussées, il ne reste plus à délibérer et que la République n'a d'autre parti à prendre que de conclure au plus tôt cette alliance avec la Russie, qui la rendra respectable aux yeux de ses envieux et de ses ennemis.

. . . .

FÉDÉRIC.

Ce 5 d'Octobre 1780.

Je conviens avec vous, ma chère enfant, que je suis un chétif orateur, parce que je n'ai pas eu le don de vous persuader . . . .

. . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les requêtes des marchands.

—

Loo, den 19 September 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

....Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor de toezendinge der advisen, zoo omtrent het verzoek van Texier [1]) als omtrent dat van Chomel en Jordan [2])

[1]) La requête tendit à l'exemption d'impôt pour le chanvre et le cuivre qu'on transportait par le Brabant à cause des dangers du transport par mer (cf. n°. 659). Voyez les Mém. de Hardenbroek, II p. 166. La province de Hollande se conforma au désir de M. Texier.

[2]) Cette autre requête avait rapport à un différend de vielle date avec la république de Vénise. Voyez Mém. de Hardenbroek II p. 180.

en de resolutie van Holland omtrent het eerstgemelde verzoek. Ik hadde geene generaele overneeming van die resolutie verwacht, maer wel van verscheidene provincien, speciael Zeelant en Vrieslant. Het is een point, dat de middelen te water raekt en waeromtrent de Gedeputeerdens der provincien niets konnen laeten innoveeren zonder ruggespraek met derzelver committenten, doch binnen een maent staen zij meest alle te vergaderen, en dan denke ik dat wel facil daeromtrent zal werden gedagt. De eenige, daer ik niet voor durve antwoorden, is Vrieslant, want ik ben geïnformeert, dat zij zulks aenzien als nadeelig voor de vaert der schepen van hunne ingezetenen, die gewoon zijn diergelijke waeren over zee te brengen, en misschien hebben de Berkeliaensche invloeden zulks aldaer uitgewerkt. Ten minsten de Heer Bigot heeft mij geschreeven, bij zijn retour, dat sterk op die zaak in Vrieslant wierde gereflecteert en dat hij dus het niet op zich mogt neemen. Ik hebbe hem verzocht U.W.E.G. daervan te prævenieeren. Omtrent de zaak van Chomel en Jordan approbeere ik ten vollen het præadvis der Admiraliteiten, en mij dunkt dat het object niet de moeite waerdig is om eene rupture tusschen twee republicquen te weeg te brengen, maer het is alsof de minister van Amsterdam van de natuur der salamanders is, die niet dan in het vuur konnen leeven. Uit zekere geheime brief blijkt het heele complot om de Republicq te dwingen tot het sluiten der alliantie quovis modo. UwEG. weet mijne gedachten omtrent die materie; met de guarantie zal ik het toestemmen, hoezeer het mij niet onbedenkelijk voorkomt, maer zonder de garantie of een equivalent daervan, zooals ik door de Princesse aen den Koning van Pruissen hebbe doen voorslaen, zal ik nimmer in die zaek consenteeren, begrijpende dat eene allerruineuste

démarche voor deezen Staet zoude zijn, waerdoor wij ons aen eene rupture met Engelant zouden exponeeren, om aen alle neutraelen te doen verkrijgen de voorrechten, aen de Republicq alleen wettig competeerende, en dat zonder eenige zekerheid van geassisteert te worden, zoo wij in onze colonien, aen welke kant wij het meeste aentastbaer zijn, wierden geattaqueert. Zoo wij de garantie konnen krijgen is de zaek van een gantsch andere natuur, en zulks kan misschien genoeg op Engelant opereeren, dat zij ons niet attaqueeren, hetgeene zeer voor de Republicq te wenschen is, en dat wij noch lang bevrijd mogen blijven van een oorlog, die niet als quaet voor ons zijn kan....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les desseins de la politique Française.

—

Op het Loo, den 19 September 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

.... U. W. E. G. heeft maer al te wel voorzien dat het dessein van de Fransche partye thans is om de geesten hier te animeeren, om de wel geintentioneerde te dwingen om meede te stemmen tot de alliantie met Rusland, al was het zonder guarantie. Zoo zij de guarantie verleent, zijn de zaeken zo verre gekoomen, dat ik er thans mij niet teegen kan opponeeren, maer zonder guarantie zal ik nimmer die alliantie toestemmen. Ik geloove ook dat eene démarche van Engeland niet raedzaem zoude zijn vóór dat het antwoord der Ministers gekoomen is uit Rusland, alsdan eene offerte om, uitgenomen scheepsmaterialen,

bepalende wat daerdoor begreepen wordt, alle andere goederen, den vijand toebehoorende, op de schepen dezer landen vrijelijk naer de havenen van Vrankrijk en Spanjen te laeten transporteeren, met exclusie der natien, die zich verbonden hebben, zoude misschien van nut zijn, zo Ruslant de guarantie declineert, maer, zo zij guarandeert, is deeze démarche à pure perte, wijl de Republicq zich reets te sterk verbonden heeft...

Ik twijfele dat de Aertshertog noch de Keizer in deezen tijd in de Republicq zullen koomen, al zijn mijne tijdingen gefondeert dat de Keizer over Ceulen in de Neederlanden komt....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'alliance avec les puissances du Nord.

—

20 September 1780.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... De momenten naaderen dat de depêches van onze Ministers uit Rusland staan aan te koomen. Ik wil hoopen dat er middel sijn sal om, behoudens de gerustheid en veiligheid van den Staet, deze voor de Republicq heylzaame en in haar presente omstandigheeden zeer nuttige alliantie tot stand te kunnen brengen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCLXIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. L'association de neutralité.

—

. . . .

.... Ik heb wat zwaarder hooft over de gevolgen van een alliantie met Rusland, welke een geheel nieuw systema voor de Republicq sal invoeren, waarvan ik vrees, dat de gevolgen voor deselve ten uytersten schadelyk en nadeelig zullen weesen. Dog eer een finale partye daaromtrent genomen word, sal men moeten afwagten wat onse Heeren Plenipotentiarissen zullen melden. Ondertusschen sal Engeland geen démarche vóór die tijd alhier doen, en vertrouw ik dat den Heer Yorke bij U Hoogheids overkomst alhier daarover nader met U Hoogheid sal concerteeren. . . . . .

. . . .

Hage den 20 Sept. 1780.

H. FAGEL.

LETTRE DCLXV.

M. Thulemeier à sa cour. La résolution de la Hollande [1]).

—

Le 22 Septembre 1780.

.... Il existe à Amsterdam dans le moment présent une quantité énorme de bois de construction, qui, presque sans exception, appartient à la France et offre une preuve bien évidente que cette puissance ne manque pas d'argent. Les régents Amsterdamois, pour modifier l'influence désavantageuse, que le transport des munitions navales par les Pays-bas Autrichiens pourroit avoir sur le commerce maritime, ont borné

[1]) Voyez le no. 661 et l'annotation.

la résolution qui en dernier lieux a passé aux Etats-Généraux de la mainère suivante: que l'exemption des droits de douane et de péage ne seroit point accordée, en conformité de l'avis proposé, une fois pour toutes, mais que chaque maison de commerce, qui pour l'intérêt de son négoce aspireroit à faire usage de la voye nouvellement offerte, seroit obligée de réclamer une permission particulière par une requête, qu' Elle présenteroit pour cet effet aux Etats-Généraux. Les progrès sensibles, que le commerce d'Ostende fait depuis quelque tems, commencent à inquietter les négocians d'Amsterdam, et cette observation les aiguillonnera vraisemblablement à insister sur la nécessité d'effectuer des convois illimités....

LETTRE DCLXVI.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. L'alliance avec la Russie.

—

A Bois le duc, ce 23 Septembre 1780.

.... Les deux lettres de Monsr le conseiller-pensionnaire à V. A. du 20 et 21 du courant avec la copie de sa réponse, et celles de Mr Fagel de la même date avec la copie de la réponse de V. A., je les ai envoyé à Mr de Larrey. Les lettres de ces deux ministres font une terrible contraste; l'un, avec des expressions recherchées, tâche de faire envisager l'alliance avec la Russie comme le plus grand bonheur pour la République et son seul salut, tandis que l'autre, sans tourniller, déclare tout net qu'il considère cette alliance comme le plus grand malheur pour la République si elle venoit à sa consistance, dont la perte de la République en seroit la suite. Cette différente façon d'envisager dans une affaire si importaute

dans les deux premiers ministres de l'Etat, est bien malheureux pour la République....

J'ai restitué à Mons[r] le conseiller-pensionnaire les lettres secrettes et celles de nos ministres dans les cours étrangères; celles des deux Plénipotentiaires sont bien laconiques après un si long voyage, et s'ils (sic) ces Messieurs n'avoient pas voulu ravoir le remboursement des douze ducats, donnés à Danzig pour le vin d'honneur qu'on leur a présenté, ils n'auroient rien mandé de ce qui est parvenu à leur connoissance pendant leur trajet, et je suis surpris qu'ils n'ont pas dit un mot du voyage du prince de Prusse. Ce qu'ils disent qu'ils comptent n'avoir pas de si tôt audience de l'Impératrice, me surprend, car l'excuse que cette princesse ne donneroit point d'audience à Czarskezeloo est ridicule, tandis qu'on sait fort bien, par les lettres qu'on a reçu, combien de fois des ministres étrangers y ont eu audience, et je soubçonne beaucoup que là-dessous il n'y ait une intrigue de De Swart avec Panin et que le plan entre eux sera fait de dégoûter nos Plénipotentiaires et de les traiter aussi cavalièrement que possible, pour renforcer ici le parti qui a été contre cette ambassade et pour faire valoir De Swart. Je crains seulement, veu le peu d'expérience de ces Mess[rs], surtout du premier, dans la carrière qu'ils courent, qu'ils seront tout à fait dépendant de De Swart. Je suis étonné qu'il n'y a pas un mot de De Swart depuis l'arrivée de ces Mess[rs], et qu'il n'y a eu non-plus depuis longtems de ses nouvelles en chiffre. Cet homme doit être bien intriguant....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLXVII.

M. Thulemeier à sa cour. Opinions de M. M. Gallitzin et Yorke sur les questions brûlantes.

—

Le 26 Septembre 1780.

.... Le prince de Galitzin me dit avoir de fortes raisons pour se persuader que les convois illimités n'auront point lieu dans le courant de cette année, malgré la résolution formelle qui a été prise là-dessus. J'avouerai cependant qu'il me semble très difficile que les Etats-Généraux puissent se refuser à la longue aux voeux presqu'unanimes de leurs sujets....

Le chevalier Yorke continue à blâmer hautement l'envoy des ministres à Petersbourg. Il donne à entendre que les différens, subsistants entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, seroient aisément terminés par la nomination d'un ou deux commissaires, qui traiteroient directement à Londres avec le ministère Britannique....

P. S.

J'apprends que dans un entretien qu'il [1]) a eu hier avec le conseiller-pensionnaire, ce dernier l'avoit mis au fait des premières démarches des ministres de la République, après leur arrivée à Petersbourg. Il paroit par le discours des Srs de Wassenaer Starembourg et Brantzenbourg, dont une copie a été envoyée au Sr de Bleyswijk, qu'en exposant à l'Impératrice de Russie dans leur première audience les sentimens de reconnoissance de leurs maîtres, ils ont en même tems témoigné le ferme dessein de la République, non seulemeut d'accéder au concert proposé pour la protection de la navigation neutre, mais aussi de s'abandonner entièrement à la direction de cette princesse, quant aux moyens de l'effectuer. Le duc de la Vauguyon

[1]) C. a. d. le chevalier Yorke.

observe que les ministres Hollandois se sont abstenus de faire mention de la clause connue, en réclamant une garantie formelle des possessions des Provinces-Unies aux deux Indes; que l'Impératrice, en s'écartant de l'usage receu de recourir à l'organe de son vice-chancelier, avoit répliqué Elle-même au discours qui lui avoit été adressé, et qu'un pareil début ne pouvoit que faire bien augurer du succès de la négociation, qui venoit d'être entamée.

Je me dispenserai d'apprécier les observations de l'ambassadeur de France, mais j'avouerai cependant que je n'oserois me décider sur la réussite de cette affaire importante, après les premières notions, que le rapport des ministres de la République a permis de recueillir. J'ai eu l'honneur d'informer V. M. par mes très humbles rapports, que le conseiller-pensionnaire ne m'a point dissimulé les difficultés auxquelles la négociation en question étoit assujettie, et désespéroit, après les rapports du résident De Swart, de la conduire au but désiré. Il se pourroit cependant, à la rigueur, que le Sr de Bleyswijk déguisât ses véritables sentimens, afin d'en dérober la connoissance au parti Anglois, étayé par plusieurs Membres du Gouvernement des Provinces-Unies.

LETTRE DCLXVIII.

Anonyme. Le prince d'Orange et le duc de Brunswic [1]).

s' Gravenhage, den 3 October.

Tot wechneeming van het verkeerde denkbeelt, dat men thans meer dan ooit tracht te verspreiden, alsof Z. H. zich in het bestier van 's lands zaeken

[1]) *Copie d'un fragment d'une lettre sans signature, jointe aux missives du conseiller-pensionnaire au prince d'Orange.*

alleen bediende van den raet van Z. H[t]. den Heere Hertogh van Brunswijk, kan men het publicq verzekeren dat Z. H. over alle zaeken van eenigh aenbelang, het welzijn der Republicq betreffende, spreekt met en de gedachten inneemt van de eerste en voornaemste Leden van den Staet en deszelfs Ministers, alsmede van de Generaels, Vlag-officieren en Ingenieurs, wanneer zulks tot nut en defensie van het dierbaer Vaderlant kan strekken.

LETTRE DCLXIX.

M. Thulemeier à sa cour. Entretien avec l'envoyé Danois.

Le 3 Octobre 1780.

.... Je répondis au S[t] de S[r] Saphorin qu'il ne m'appartenoit point de m'ériger en juge des sentimens que cette convention devoit exciter, mais que je ne saurois cependant lui dissimuler qu'on étoit généralement d'avis, que le résultat qu'elle produiroit ne pourroit qu'influer désavantageusement sur l'association maritime et en affoiblir l'effet. La suite de cette conversation fut destiné de la part du Ministre Danois à soutenir que sa cour étoit autorisée à faire usage vis à vis de l'Angleterre de la même condescendance qu'envers la France, et me citer, pour constater son opinion, certaines obligations, que le dernier traité de commerce, conclu avec la Cour de France, imposoit à celle de Dannemarc, telles que la non-importation du poix, goudron etc. Un courrier, dépêché par les S[rs] de Wassenaer-Starenbourg et Brantzenbourg, a remis, il y a trois jours, au Duc de la Vauguyon une lettre fort étendue du Ministre de France sur la position de la négociation entamée par la République à Petersbourg.

Le Marquis de Vérac annonce un accueil favorable de la part de l'Impératrice et le désir du Comte de Panin de donner au Traité avec les Etats-Généraux toute la consistance requise. Il ajoute que ce dernier avoit assuré les Ministres Hollandois qu'une simple lecture de la convention, que sa souveraine proposoit à leurs maîtres, les persuaderoit de l'inutilité de la réclamation d'une garantie des possessions de la République aux deux Indes, puisqu'on avoit en quelque manière prévenu leur attente. Les S[rs] de Wassenaer-Starembourg et Brantzenbourg ont avoué qu'en leur particulier ils ne feroient aucune difficulte de signer le Traité en question sous les conditions proposées, mais que les instructions des Etats-Généraux ne leur permettoient pas d'aller plus en avant, à moins d'y être autorisé par des ordres positifs de leur part. C'est en concéquence de ces ouvertures qu'ils ont expédié le courrier, dont je viens de faire mention. Le Marquis de Vérac prétend être informé que l'Impératrice ne tarderoit pas d'enjoindre au Prince de Galitzin de présenter un mémoire aux Etats-Généraux et de leur demander une réponse cathégorique, soit affirmative ou négative, sur leur accession au concert projetté pour la protection du pavillon neutre. Telle est l'idée que le Ministre de France a donné au duc de la Vauguyon du résultat des premières conférences tenues à Petersbourg, et ce dernier m' a paru ne conserver aucun doute sur l'heureuse issue d'une négociation, qui tient tant à coeur à la cour de France. Il observa qu'il ne saurait se persuader qu'il existât un Hollandois, quelque dévoué qu'il fût aux intérêts de la Cour d'Angleterre, qui osât s'opposer à une liaison d'une utilité aussi importante et aussi reconnue pour la République; que, malgré ce qu'on avançoit là dessus, il étoit convaincu que le Prince-Stadhouder n'étoit point dirigé par l'influence

Angloise. J'avouerai naturellement que ce que le Duc de Vauguyon croit entrevoir ne se présentent point à mon esprit et que le sentiment du Prince Galitzin est analogue au mien. La convention, proposée aux Etats-Généraux par la cour de Petersbourg, a été effectivement envoyée à L. H. P. par les Ministres de la République. Elle fera demain l'objet des délibérations des Etats d'Hollande....

Le conseiller-pensionnaire promet une réponse cathégorique, mais de quelle nature sera-t elle? Voilà sur quoi ce Ministre ne juge pas à propos de s'expliquer. On m'assure que le prince-stadhouder envisage, comme d'une nécessité absolue, d'exprimer la garantie réclamée par la République, et ne croit point que les seuretés offertes à ce sujet par l'Impératrice soyent suffisantes. Je remarque aussi que le parti Anglois applaudit, on ne peut pas plus, à la convention récemment conclue entre la cour d'Angleterre et celle de Dannemarc, se flattant que cette négociation pourra servir un jour de base à celle, dans laquelle le Chevalier Yorke traavaille à entrainer depuis si lomgtems les Etats-Généraux.

LETTRE DCLXX.

Le duc de Bruuswic au prince d'Orange. La convention projetée avec la Russie.

—

A la Haye, ce 3 Octobre.

.... Je fais mes très humbles remercimens à V. A. de la bontè qu'Elle a bien voulu avoir de me communiquer la substance de la conversation, qu'Elle a eue avec l'ambassadeur de France sur les affaires avec la Russie et dans quelles dispositions sur cet objet Elle a trouvé Monsr le conseiller-pensionnaire. Certainement

V. A. aura encore bien des rudes chocs à essuyer à ce sujet et Elle aura besoin de tous ses talens et de sa prudence pour prévenir et sauver l'Etat du malheur, dont il est menacé....

L. DE BRUNSWIC.

LETTRE DCLXXI.

M. Thulemeier à sa cour. Opinions divergentes au sujet de l'association maritime.

De 6 Octobre 1780.

.... Le greffier m'a fait observer qu'une affaire importante devoit faire l'objet d'une délibération sérieuse et ne sauroit être déterminée à moins d'avoir été pesée meurement par les membres de l'Union. Ce sentiment n'est pas tout à fait celui du conseiller-pensionnaire, et ce ministre, après m'avoir informé que la convention en question avoit été rendue avant-hier commissoriale aux Etats d'Hollande et remise entre les mains des Amirautés, ajouta que la plupart des députés avoient été d'avis d'accéder en tous points aux propositions de la cour de Petersbourg, envisageant la garantie qui s'y trouvoit exprimée comme entièrement satisfaisante; que peut-être quelques-uns d'entr'eux penseroient cependant différemment, mais que la pluralité se décideroit certainement pour l'affirmative. Le Sr de Bleyswijk remarque que l'Impératrice, ayant stipulé d'une manière non équivoque, que, dans le cas où en haine de l'association l'une ou l'autre des puissances alliées seroit attaquée, son pavillon insulté ou ses sujets molestés, on s'occuperoit du redressement de ces griefs autant que du dédommage-

ment des pertes éprouvées, il sembloit que les Etats-Généraux rencontroient dans le maintien du concerté toutes les seuretés qu'ils pouvoient désirer, puisque le pavillon de la République n'existoit pas moins à Batavia et Suriname qu'en Europe dans la mer Baltique, dans la mer du Nord et dans le Canal. Le conseiller-pensionnaire est dans l'idée que l'accession de la Russie et des Etats-Généraux offre à l'association maritime une prépondérance d'autant plus grande que celle qui pourroit résulter de la détermination des rois de Dannemarc et de Suède, plus ou moins gênés par d'anciens Traités sur l'exportation des munitions navales. Ce ministre observa d'un autre côté, que, si S. M. Suédoise étoit d'avis que les Traités, que l'Angleterre faisoit valoir en sa faveur, étoient tombés en désuétude par l'inobservance même de l'Angleterre, la conduite opposée de la cour de Coppenhague faisoit naître des difficultés, dont la négociation présentement sur le tapis ne pourroit que se ressentir. Il reproche à cette Puissance d'avoir contracté des obligations récentes envers la cour d'Angleterre aussi inutiles que déplacées et d'avoir même exprimé dans la convention, arrêtée avec S. M. Britannique, qu'on substituoit à l'article 3e du Traité de 1670, des éclaircissemens qui serviroient à l'avenir de base à la conduite mutuelle, tant des vaisseaux Anglois que des bâtimens marchands Danois, exportant les productions du Royaume.

Les détails, que je viens de mettre sous les yeux de V. M., ne lui laisseront point ignorer que, si l'accession de la République à l'association maritime est désirée par les membres prépondérants de la province d'Hollande et qu'on pourroit se promettre des sentimens connus du conseiller-pensionnaire toute l'activité possible, il est cependant très fort à craindre que le parti Anglois ne trouve moyen de retarder par ses

intrigues la détermination finale de Etats-Généraux et leur adhérence à une alliance si conforme à leurs véritables intérêts.

LETTRE DCLXXII.

Copie d'une missive de M. E. F. Van Berckel au conseiller-pensionnaire. Complainte des négociants Amsterdamois.

—

Hage, den 9 October 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe de eere aen UwEG. hiernevens te communiceeren de missives, die ik huiden morgen van het huis van Marcelis van Amsterdam heb ontfangen [1]). De vrage is dan voor het tegenwoordige of eenige moogelijkheit is om bij rescriptie aen het gem: Huis eenige hoop te geeven van een goede reussite der deliberatien over de accessie tot de conventie over de gewapende neutraliteit [2]). Ik voor mij ben

[1]) C. à d. de M. Balthasar Elias Abbema, qui en était le chef par son mariage avec Anna Elisabeth van Marselis.

[2]) M. Abbema avait écrit:

Amsterdam, 8 October 1780.

Weledele Gestrenge Heer!

Ik had gehoopt, dat .... ik .... gelegenheit zou gehad hebben UwEG. mondeling te onderhouden over den inhoud eener missive, voor eenige dagen zoowel aen ons huis van negotie als aen die van de Heeren Boterau en C. Jean Texier etc. en alle andere, dewelke tot hier toe met de commissien van Vrankrijk in de Oostzee belast geweest zijn, eensluidende toegezonden, waerbij aen ons alle deze importante en luculente commissien worden opgezegt, en dezelve na elders (waarschijnlijk Ostende) zullen overgebracht worden, tenzij wij eerlang konnen berigten, dat onze Republicq daedelijk geaccedeert is aen de confoederatie der gewapende neutrali-

voornemens aen het huis van Marcelis te communiceeren de vergeefsche pogingen, die de gedeputeerden van Amsterdam bij Z. H. gedaen hebben om dit werk te begunstigen, en dat Z. H. geene zwaerigheit maekt van te declareeren, dat de Republicq tot de conventie, zoodanig als dezelve is leggende, en op den voet waerop haer Russische keizerlijke Majesteit de Staeten inviteert te accedeeren, en die na onze gedachten volkoomen aenneemlijk is, niet zoude behooren over te gaen. Dan zal het gemelde Huis en de verdere Huizen van commercie, die in hetzelfde geval zijn, zich konnen

teit, door het Hof van Ruslant voorgeslagen, en dat dienvolgens de Nederlantsche schepen op de generale protectie der bondgenooten staet maeken konnen. . . . .
. . . . . , ...

La missive Française était conçue eu ces termes :

Paris, 25 Septembre 1780.

Messieurs.

Nous nous sommes flatté jusqu'à ce moment que la République des Provinces-Unies s'associeroit aux puissances du Nord pour assurer le commerce et la navigation de ses sujets, et nous nous proposions de continuer à vous charger de nos comissions dans la Mer Baltique, mais nous vous prévenons, que l'incertitude et l'indécision des Etats-Généraux ne nous permettent pas de nous servir doresnavant de la même voye, à moins que vous ne nous appreniez incessamment leur adhésion au sistème de la Russie. Nous prenons en attendant des mesures provisoires pour nous procurer d'autres vaisseaux neutres l'année prochaine; et nous sommes déjà en négociation avec des maisons, qui nous proposent de se charger de notre correspondance. . . . .
. . . .

Du Jardin de Bur.

A. Messieurs J. et C. van Marselis, Amsterdam.

decideeren welke rescriptie Zijlieden aen hune correspondenten in Frankrijk behooren te doen....

E. F. VAN BERKEL.

LETTRE DCLXXIII.

Copie d'une missive du conseiller-pensionnaire au pensionnaire Van Berckel. Réponse.

WelEdele Gestrenge Heer.

Voor alsnoch met geene genoegzaeme zekerheit ietwes nopens den uitslagh van de deliberatien over de alliantie met Ruslant konnende bepaelen, vinde ik mij genootzaekt hiermede bij provisie te defungeeren, mij teffens acquiteerende van de restitutie der gecommuniceerde brieven.

LETTRE DCLXXIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'insuffisance du projet de la convention avec la Russie.

'sHage, den 9 October 1780.

WelEdele Gestrenge Heere.

Ik restitueere U. W. E. G., met dankzegginge voor de communicatie, de missive van den Heere Van Berckel. Ik approbeere ten volle U. W. E. G. rescriptie. Ik maeke geene zwaerigheid te declareeren van begrip te zijn, dat de conventie met Ruslant, zooals zij leit, geene genoegzaeme guarantie of verzeekering inhoudt, volgens mijn begrip; dat, zoo de Republicq in haere possessien hetzij in Europa, hetzij daerbuiten, wierde geattaqueert, de contracteerende Mogentheden zouden konnen zeggen: het is niet het casus foederis, om zich daerdoor te eximeeren van de praestatie van hetgeene waertoe zij, volgens tractaet, verplicht zijn; dat

dus de Republicq behoorde eenige meerdere zekerheit te hebben, hetzij bij de conventie hetzij bij een separaet articul, dat, ingeval dat aen haer eenige possesie werd afgenoomen, de mede-contractanten haer dezelve zullen doen recupereeren en de wapens niet zullen afleggen tot dat zulks aen haer is gerestitueert, en dat, tot dat zulks aen haer wordt gegeeven, geen declaratoir moet werden gedaen aen de belligeerende Mogentheden, wijl ik die démarche aenzie als van het uiterste gevaer. Dit zijn in korte woorden mijne gedachten over dit gewichtigh onderwerp, waervan ik geene misterie maeke en die ik wel mag lijden dat binnen en buiten's-lants geweten werden....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DCLXXV.

M. Thulemeier à sa cour. La situation présente de l'affäire de la convention avec la Russie.

Le 10 Octobre 1780.

.... J'ai tout lieu de me persuader que les délibérations des Etats d' Hollande se termineront d'une manière agréable à la cour de Petersbourg, mais il n'en est pas de même des autres provinces où l'influence Angloise se fait plus ou moins remarquer.

Le conseiller-pensionnaire ne m' a point déguisé sa sensibilité de la tournure que prend cette affaire inportante, et voit avec peine que la prépondérance de sa province ne conduit point à en accélérer l'issue. Il m' a donné à entendre que, la détermination finale des Etats-Généraux semblant encore très éloignée, il ne sauroit être question du renvoy du courier chargé d'instructions ultérieures pour les Srs de Wassenaer et Brantzenbourg. On persiste jusqu 'a présent à exiger que la garantie des possessions de la République aux In-

des soit exprimée d'une manière positive dans la convention, qu'il s'agit d'arrêter avec l'Impératrice de Russie, et tel est également le sentiment du prince-stadhouder.

Le Duc de la Vauguyon m' a dit avoir fait l'impossible pour faire adopter à ce prince un avis opposé, mais inutilement. L'ambassadeur de France me témoigna à cette occasion que, connoisant les sentimens de V. M. entièrement analogues à ceux de sa cour et de la Russie, il s'imposoit le devoir de m'informer de ce qui pourroit lui parvenir ministeriellement là-dessus. Il m'avoua avoir déclaré au prince-stadhouder qu'on l'accusoit, quoique peut-être sans fondement, d'une partialité trop grande pour l'Angleterre, et que ce sentiment étoit celui de plusieurs Membres du Gouvernement, mais que le moment présent lui fournissoit les moyens de se mettre à l'abri de tout reproche, s'il donnoit par son autorité de la consistance à l'accession de la République à l' association maritime. Je passerai sous silence les observations du Duc de la Vauguyon sur les suites, que, selon lui, la conduite de la République pourra avoir sur le..... [1]) et le bien-être futur de cet Etat, et je me contenterai de faire mention de la réponse qu'il a obtenue. Elle a été polie, mais déclinatoire, et le prince-stadhouder n' a point laissé ignorer à l'ambassadeur de France qu'il étoit justifié à ses propres yeux sur les imputations qui pouroient lui être faites injustement; qu' à son avis la garantie, réclamée par les Etats-Généraux, devoit être exprimée de la manière la moins douteuse et que, s'il ne gênoit aucun membre du Gouvernement sur l'opinion préférée, il croyoit être aussi en droit d'adhérer à celle, que sa conscience lui faisoit envisager comme juste et légitime. Le prince-stadhouder s'est effectivement expliqué envers les Députés de la ville

[1]) Laissé en blanc.

d'Amsterdam avec beaucoup de franchise et leur a demandé d'exposer leur avis sans aucune réserve, ajoutant que, si celui de la pluspart des membres de l'union étoit opposé au Sien, il y souscriroit et se soumettroit volontiers.

Le prince de Galitzin se tient très à l'écart, mais son mécontentement n' est cependant pas moins grand que celui du Duc de la Vauguyon, quoiqu'il m'assure d'un autre côté que l'Impératrice de Russie attache peu de prix à l'accession de la République et que l'union avec les Puissances du Nord fixe préférablement son attention. Je n' ose me ranger de ce sentiment et je suis convaincu qu' une Union étroite avec les Etats-Généraux feroit pencher la balance et donneroit du poids au concert proposé.

Le conseiller-pensionnaire ayant sondé le ministre de Russie sur une alliance à contracter avec l'Impératrice sa souveraine, le prince Galitzin lui a répondu que, quoiqu'il n' oseroit prendre sur lui de décider du succès de la négociation qu' on pourroit entamer pour cet effet, il croyoit néantmoins que, si elle étoit la suite de la convention proposée, sa cour pourroit s'y prêter; peut-être même l'esperance de conclure dans la suite un Traité de commerce qui assimileroit les négocians Hollandois dans les états de l'Impératrice de Russie aux Anglois, [ne] seroit elle pas entièrement destituée de fondement. Telle est, sire, la situation présente de l'association maritime quant aux Etats-Généraux, et il est aisé de concevoir qu' elle ne répond à l'attente des Sieurs de Wassenaer et Brantzenbourg autant qu' aux insinuations qu' ils peuvent avoir faites à ce sujet au Comte de Panin. Je crois enfin devoir ajouter que tout me paroit indiquer une résolution formelle de la part des Etats-Généraux de ne poit effectuer dans le courant de cette année les convois illimités. . . .

LETTRE DCLXXVI.

M. Thulemeier à sa cour. Violences des Anglais aux Indes Occidentales.

—

Le 13 Octobre 1780.

.... La compagnie Hollandoise des Indes Occidentales, qui, sous la protection du souverain, possède l'isle St Martin, a remis avant-hier aux Etats-Généraux un exposé détaillé des violences, commises par le Commandant d'une escadre Angloise dans cette Colonie Américaine [1]. Un procédé aussi arbitraire équivaut presqu'une déclaration de guerre et mérite d'être ressenti comme portant atteinte à la dignité de la République, autant qu'à la seureté de ses sujets. On est cependant dans l'idée que les Etats-Généraux se borneront à des représentations envers la cour d'Angleterre par le canal du Comte de Welderen, et l'organe de ce ministre n'a point été susceptible jusqu'à présent d'expressions fort énergiques et propres à redresser les griefs multipliés de son païs. L'insulte Angloise semble d'abord justifier plus que jamais la nécessité des convois illimités. Je doute qu'on y ait recours dans le courant de cette année. J'observe par la manière, dont le Duc de la Vauguyon s'est expliqué vis à vis de moi, que la cour de France, uniquement occupée de l'accession des Etats-Généraux à l'association maritime, perd cet objet important, pour le moment, de vue et croit même ne devoir pas trop insister sur les moyens de l'effectuer ....

Quelques régents sont d'opinion qu'il appartiendroit à la République d'accéder simplement à la convention, telle qu'elle a été aggréée par les cours de Stockholm

[1]) Voyez sur ces violences la lettre de Joh. De Graaff, publiée dans les Ned. Jbb. 1780, p. 910.

et de Coppenhague et de stipuler par un article séparé les avantages, que les Etats-Généraux croyent pouvoir réclamer de l'Impératrice de Russie en leur faveur. Le transport de cuivre, chanvre, mâts et bois de construction par les Païs-bas Autrichiens pour le compte de la France, rencontre un succès presque inattendu. J'apprens même qu'il existe une différence avantageuse quant au frêt maritime, puisque les primes d'assurance forment un objet considérable en tems de guerre et sont épargnées dans la nouvelle route, que la cour de France vient d'ouvrir au transport des munitions navales....

LETTRE DCLXXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Communication de l'avis du stadhouder aux principaux personnages dans les diverses provinces.

—

Hage, den 14 October 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

.... Ik hebbe eene copie van mijn advis gezonden met de post van heden aen de Heeren, die het meest in credit zijn in de provincien van Vrieslant en Stadt en Lande. Denke Dingsdagh hetzelve te doen aen die van de vier andere provincien. Ik hebbe hun daerbij geschreven, dat ik hun verzogt hetzelve te pondereeren en, zoo zij dagten dat mijne idées met 's Lants welzijn en deszelfs waere belangens overeenkomstig waeren, ik aen hun overliet om daervan zodanigh gebruik te maeken, als zouden oordeelen te konnen strekken om de zaeken daerheenen te dirigeeren; dat ik niet kan nalaeten mijn sentiment te uiten, maer dat ik niemant in zijn denkwijze wilde geneeren, en dat ik hoopte dat

in deezen niet uit complaisance, maer uit overtuiging zoude werden gehandelt. Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. daervan te prævenieren. Ik weete niet wat of geresolveert zal worden, doch hebbe gemeent van mijne gedachten te moeten informeeren diegeenen, aen wie ik gewoon ben over alle zaeken van aanbelang te schrijven, en mij te refereeren voor het overige tot hetgeene de Heeren Staeten der respective provincien zullen goedvinden. Godt geeve dat de beste partije mag gekozen werden en dat men zich nimmer berouwen mag de keuze, die men zal doen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXXVIII.

Copye d'une missive du prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]. *Le projet de traîté de M. de Neufville et les pièces accessoires.*

—

Hage, den 17 October 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Nadat ik U.W.E.G. deeze morgen gesprooken hebbe, hebbe ik nageleezen de importante stukken, die U.W.E.G. gezien heeft. Ik zal aen U.W.E.G. morgen besorgen copye van het slot van het tractaet en van de missivens van De Neufville, Stokton en Dirks [2]. U.W.E.G. zal daeruit zien dat meer als eens gesegt word daerin, dat Van Berkel uit naem van burgemeesteren gesprooken

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) On trouvera le texte de ces pièces dans les Ned. Jbb. 1781, p. 160 sqq. La lettre de l'Américain Stockton était adressée au reverend Witherspoon, celle du Hollandais J. G. Dircks à M. H. Laurens.

L'affaire du projet de traité est trop connue pour qu'il soit utile de citer les ouvrages qui en racontent les détails.

heeft en van de regeeringe van Amsterdam: dit maekt mij huiverig om met den Heere Temmingh te spreeken, ten minste lang voor den tijd dat ik de propositie in Holland zal doen. Zoo U.W.E.G. oordeelt dat het best is dat ik ze Vrijdag en niet Donderdag doe, dan geloove ik dat ik de Heer Temmingh moet verzoeken om bij mij te koomen een weinig voor de vergaderinge, en kan U.W.E.G. de vergaderinge tegens tien uuren beleggen, zoude mij zulks zeer aengenaem zijn. Alsdan kan ik de H^r^ Temmingh verzoeken tegens halftien bij mij te koomen en ben niet door allerhande audientien geimportuneert en speciael niet door ambassadeurs, die mij zouden kunnen beletten om op het vastgestelde uur te compareeren. Ik zie ook uit de brieven, zoo als U.W.E.G. blijken zal, dat in het meervoudige van de Barons van der Capellen gesprooken word: dit is dus de H^r^ van de Lathmer zoowel als van de Poll. Ik zie niet dierhalven hoe ik mij dispenseeren kan, zoo niet aen het secreet besogne, ten minste bij missive aen de Heeren Staeten van Gelderland en Overijssel van deese stukken kennisse te geeven, maer ik zoude meest inclineeren voor het secreet besogne, en dat de Heeren Gedeputeerden aennamen ieder in den haere zulks op de secreetste wijze aen de Heeren Staeten hunne principalen te communiceeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXXIX.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet. Approbation d'un projet de lettre du prince au conseiller-pensionnaire[1]).

—

Ce 17 Octobre 1780.

J'ai l'honneur de restituer la lettre, que V. A. de propose d'écrire à Mons[r] le conseiller-pensionnaire, que j'approuve infiniment, et il faut nécessairement que, lorsque la démarche à lieu en Hollande, qu'elle puisse avoir lieu en même tems à la besogne secrette de L. H. P., et je suplie V. A. de ne pas vouloir se laisser détourner de l'idée de communiquer ce qu' Elle communiquera en Hollande à la besogne secrette des Etats-Généraux. Il seroit bon de garder copie de ce billet à Mons[r] de Bleiswijk.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. Défense de l'extradition des papiers au besogne de la Généralité.

—

Hage, den 18 October 1780.

WelEdel gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens de copien, die ik aen U. W. E. G. belooft hadde, U. W. E. G. zal vinden dat ik er bijgevoegt hebbe eene overzetting der missive van Lord Stormont en van het slot van het tractaet. Het is met leedweezen dat ik gemerkt hebbe dat U. W. E. G. begreep alsof ik, door opening te geeven aen het secreet besogne ter Generaliteit der papieren, die de H[r] Yorke mij ter hant heeft gestelt, aanleiding zoude konnen geeven om mij te suspecteeren

[1]) Voyez le numéro suivant.

van démarches in het oog te hebben, die niet overeenkomstig zouden zijn met de hoogheit en de souverainiteit van de provincie van Hollant. Ik flatteere mij dat mijn gedrag gedurende meer als veertien jaeren, dat ik de eer hebbe gehad de stadhouderlijke waerdigheit te bekleeden, nimmer of nooit daertoe aenleiding gegeeven heeft. De constitutie deezer landen is mij te wel bewust om te ignoreeren dat ieder provincie souverain is op zich zelfs; dat, zoo een der ingezetenen gepecceert heeft, hij daerover voor zijn competenten rechter moet worden te recht gestelt, zonder daervan te konnen werden geëvoceert. Dus kan bij mij niet resideeren de intentie om aen H. H. Mog. te attribueeren de cognitie van de misdaed, waervan de H^r^ Van Berkel en Jean de Neufville bij deeze papieren werden beticht, maer ik oordeele van mijn plicht te zijn om stukken, die mij door een buitenlandsch gezant, uit last van zijn Hof, in mijne qualiteit werden gecommuniceert, niet onder mij te houden en daervan eerst aen de heeren Staeten van de provincie, wiens ingezeten daarin zijn geconcerneert, het eerste daervan kennisse te geeven en vervolgens de H^n^ Staeten der respectieve provincien daer mede van te informeeren. Was een regent van Zeelant geaccuseert van ongepermiteerde correspondentien met Engelant, en de Ambassadeur van Vrankrijk, hebbende weeten het bewijs daervan te bekoomen, hadde mij die stukken in handen gestelt, geloove ik dat H. Ed. Gr. Mog. mij zeer quaelijk zouden neemen, zoo ik zulks voor haer bedekt hielde, bijzonder zoo daeruit pernicieuse gevolgen voor de geheele unie zoude konnen voortspruiten. Het koomt mij voor dat het secreet besogne de eenvoudigste weg zoude zijn, doch zoo U. W. E. G. beter oordeelt dat ik zulks ter vergaderinge van H. H. Mog. doe of bij missive aen de H^n^ Staeten der respective provincien,

maeke ik daerin geene zwaerigheit. Mijne reden om te prafereeren het in het secreet besogne te brengen, is dat in het jaer 1684 Prins Willem III aldaer eene diergelijke communicatie heeft gedaen. Dit exempel posterieur zijnde aen den jare 1651, toen de constitutie van dit gemeenebest en de tot dien tijd toe quæstieuse souverainiteit der provincien op onwrikbaere gronden is vastgestelt, hebbe ik gemeent gerust te konnen tot een model neemen, te meer wijl te dier tijt noch veele Regenten leefden, die bij de groote vergaderinge hadden geassisteert en aen wie dus de waere meening van het daerbij vastgestelde niet onbekent kon zijn. Mijn plicht is te waerschouwen van hetgeene ik tot 's Lants welzijn meen te konnen strekken, en die der H^n Staeten om zoodanig te resolveeren als ten dienste van den Lande oordeelen zullen te behooren. Godt geeve dat de resolutien, die men neemen zal, strekken tot behoud der vreede en tot maintien van de vrijheid, independentie en constitutie van dit gemeenebest....

W. PRINS VAN ORANGE.

Ik zende U. W. E. G. de projecten van mijne te doene propositien. Ik zal gaerne verneemen of U. W. E. G. er remarques op heeft. Ik hebbe er geene copien van, alsmede van de door mij gedaene overzettingen, dus verzoek dezelve wederom, als U. W. E. G. ze niet meer noodig hebben zal.

LETTRE DCLXXXI.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet [1]).

—

Ce 16 Octobre 1780.

Je fais mes très humbles remerçimens à V. A. pour la communication, qu'Elle a bien voulu me donner de la conversation qu'Elle a eue avec Monsr le conseiller-pensionnaire au sujet des papiers, que Mr Yorke a communiqué à V. A. En communiquant ces papiers à Monsr Temming, il me semble qu'on doit bien être sur ses gardes que V. A. ne perde pas l'avantage, que la Providence vient de Lui mettre entre les mains, de triompher sur ses ennemis. Je souhaite avant tout que Monsr le conseiller-pensionnaire sera trop attaché à sa patrie et à V. A. pour ne pas prévenir les ennemis de l'Etat et ceux de la Maison de V. A. qu'une grande partie de leurs trames est découverte et que les preuves en sont entre les mains de V. A., car si Mr Temming est averti d'avance de ce que V. A. veut lui communiquer, il viendra préparé chés Elle, et il sera à craindre que l'on n'en retirera aucun fruit. Je serois d'ailleurs d'opinion que, si V. A. veut avoir l'indulgence et l'attention pour Messrs d'Amsterdam de ne communiquer provisionnellement qu'à eux ces pièces, qu'Elle fasse venir chez Elle, comme cela a été sa première idée, toute la Députation d'Amsterdam, à l'exclusion de Van Berkel, et qu'Elle ne communiquât provisionnellement que le plan du traité signé à Aix la Chapelle au mois d'Août 1778 et la lettre de De Neufville du mois de Juin 1779, et de garder encore le reste en réserve, ce qui les rendroit plus craintif

[1]) Cette lettre a été publiée par M. Nijhoff, ainsi que celle du 27 Octobre, qu'on trouvera sous le n^0^. 688: j'ai cru ne pouvoir me dispenser de les réimprimer.

sur les autres notices, que V. A. pourroit avoir de leur complot. Il me semble que V. A. pourroit leurs demander cathégoriquement si leur ville ont donné à Mr van Berkel des authorisations à négocier un traité pareil avec les colonies sous le titre d'un état indépendant et qui ne sont pas encore reconnu pour tel ni par l'Etat ni par la majeure partie du globe, en y ajoutant que, comme V. A. ne peut pas croire que Messrs d'Amsterdam soyent capable de donner les mains à une pareille mesure à l'insçu des autres membres de l'Etat et de V. A., Elle s'attend qu'ils considéreronts Mr van Berkel comme un sujet indigne de leur confiance et qu'ils prendront à cet égard les mesures les plus convenables contre lui, conforme à la constitution du gouvernement. Je ne sai s'il ne seroit pas bon, après que V. A. leurs auroit fait un pareil discours, de leur faire sentir que l'affaire est de trop grande importance pour ne pas pouvoir la cacher aux autres membres de l'union, surtout vu la manière dont le gouvernement Britannique l'envisage, et alors il me semble qu'on pourroit leur lire l'extrait de la lettre de Lord Stormont.

Effectivement je crois que V. A. doit être bien sur ses gardes que Temming ne tâche pas de surprendre une sorte d'engagement de sa part de ne pas faire ces communications à d'autres Membres, sous le spécieux prétexte d'être entendu premièrement dans leur défense. Il me semble que, si on doit tirer avantage de cette découverte, qu'il ne faut pas tarder d'en informer d'autres, surtout comme toutes les provinces sont assemblées actuellement: ce sera peut-être le meilleur moyen d'éviter à faire la déclaration aux puissances belligérantes, parce qu'après cette découverte l'Etat ne peut, selon moi, jamais faire cette déclaration, et cet événement pourroit peut-être occasionner du

changement dans les instructions à donner à nos ministres à Petersbourg et servir d'argument à nous tirer de l'embarras, où la France et son parti nous ont embarqué. Je ne doute pas qu'on aye averti Harris de tout ceci et qu'il en fera bon usage auprès de l'Impératrice de Russie. Au reste je ne conseillerois jamais à V. A. de laisser ces papiers Anglois entre les mains de Temming ou de Mrs d'Amsterdam, mais il seroit très nécessaire qu'on en tiroit incessamment et le plus tost possible des copies exactes, à l'exception des lettres de Capellen et de Gillon, qui ne méritent pas la peine [1]).

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLXXXII.

M. Thulemeier à sa cour. Instance du duc de la Vauguyon.

Le 20 Octobre 1780.

.... J'apprens que le duc de Vauguyon continue à presser vivement le prince-stadhouder pour qu'il se rapproche de l'avis des villes prépondérantes de la Province d'Hollande. Le prince-stadhouder n'a point dissimulé à l'ambassadeur de France qu'il étoit d'opinion que l'intérêt de la République exigeoit qu'on acceptât les propositions de la cour de Petersbourg, mais qu'il seroit convenable aussi d'un autre côté qu'on réclamât une explication plus étendue des articles sept et huit de la convention, donnant à entendre qu'un article séparé, en faveur des Etats-Généraux, pourroit remplir ses vues. Je ne doute pas qu'il ne soit question de la garantie tant désirée des possessions de la République aux deux Indes, et le prince de Galitzin

[1]) Voyez le texte de ces lettres dans les Ned. Jbb. ll. 1781, p. 180 et p. 196.

remarque très bien que, si le prince-stadhouder recherche une telle condescendance comme une faveur, l'Impératrice de Russie pourroit peut-être s'y prêter plus ou moins, mais non s'il y insistoit à titre de condition sine qua non. Au reste le prince a réuni, à la veille des différentes conférences, les premiers Deputés des provinces pour leur déclarer que, bien loin d'aspirer à gêner leurs commettans dans leurs délibérations relativement à l'association maritime, il les prioit au contraire de s'en occuper avec toute la liberté possible, et que son avis particulier n'étoit point fait pour leur servir de règle dans une affaire aussi importante pour le bien-être de la République.

LETTRE DCLXXXIII.

M. Thulemeier à sa cour. L'accession projetée de la République à l'association maritime.

Le 24 Octobre 1780.

.... Les villes prépondérantes de la province d'Hollande, Dort, Haerlem, Amsterdam et autres, ont déclaré à l'égard de l'accession projettée de la République à l'association maritime, que, si l'avis des Etats d'Hollande ne passoit pas à la généralité, c'est à dire qu'il ne fut point constaté par le consentement unanime des six provinces restantes, Elles prendroient d'autres mesures afin de donner à cette affaire une tournure telle qu'Elles la désiroient et telle qu'elle étoit conforme aux véritables intérêts de cet état.

Quoique l'ambassadeur de France soit, on ne peut pas plus, mécontent du opposé que le Corps des Nobles, présidé par le stadhouder, a mis au jour, il se flatte cependant que le prince-stadhouder n'a agi

dans cette occasion que par ménagement pour le Roi d'Angleterre et qu'il se contentera du simple exposé de son opinion, observant néantmoins, d'un autre côté, que, dans le cas où il donneroit plus de suite à son opposition et où il prendroit le parti de la faire valoir dans les autres provinces, afin de faire manquer cette affaire, il s'exposeroit à de grands risques et se rendroit responsable d'un tel événement.

Le duc de la Vauguyon a communiqué au prince Galitzin l'anecdote assez intéressante, dont le ministre de Russie m'a fait part.

Le chevalier Yorke receut après la saisie de l'ancien président du congrès, le S[r] Laurens, des papiers qui constatoient le projet d'une négociation de la ville d'Amsterdam avec les Etats Unis, négociation qui n'avoit cependant que le commerce pour objet. Il en donna connoissance au prince-stadhouder, qui fit appeller à son audience le sieur Van Temming et Van Berckel, le premier le plus ancien bourguemaître de la régence Amsterdamoise et tout puissant par son crédit, l'autre pensionnaire de la ville. Il leur reprocha leur conduite et taxa surtout très sévèrement celle du pensionnaire Van Berckel. Il menaça d'en donner connoissance aux Etats d'Hollande. Le sieur Van Temming répliqua que son Altesse en étoit le maître et que le pensionnaire Amsterdamois n'avoit agi que conformément aux intentions de la régence; que par là le S[r] Van Berkel avoit acquis aux yeux de l'administration un nouveau mérite, dont ses anciens services recevoient un accroisement essentiel. Il observa que l'établissement d'un commerce direct avec l'Amérique septentrionale ne pourroit qu'être un jour d'un très grand avantage pour les Provinces-Unies et que la négociation, destinée à le consolider, n'avoit dû être effectuée que dans le cas où l'indépendance des

Etats-Unis seroit préalablement reconnue. Le prince-Stadhouder à cru cependant devoir mettre cette affaire sons les yeux des Etats d'Hollande, qui ne parroissent point blâmer jusqu' à present la conduite du Sieur Van Berckel, puisqu' ils ont chargé les Députés d'Amsterdam de faire des recherches là-dessus. Il existe d'ailleurs, à ce qu' on m'assure, d'autres preuves que de simples annotations du S[r] Laurens, susceptible de telle interprétation qu'on jugera à propos de leur donner. Tel est le compte, que le prince Galitzin m' a rendu d'aprés la communication qui lui a été faite par le Duc de la Vauguyon. Je ne me permettrai aucune réflexion sur cette affaire puisqu' elles pourroient peut-être porter l'empreinte de la partialité assez habituelle à l'un on l'autre des deux partis qui subsistent présentement dans la République ....

LETTRE DCLXXXIV.

Leconseiller-pensionnaire au princo d'Orange. Une missive de la princesse.

—

24 October 1780.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de concept missive van H.K.H. aen Z.M. de Koning van Pruissen[1]). Ik heb zoozeer geen remarques op het zakelijke van die missive, dan ik moet eerbiedigst in bedenking geeven of de periode „et qu' on s' y attend à quelque satisfaction à cet égard", niet zoude konnen agterblijven. Mij dunkt, als ik cordaet mag spreeken, dat 't Hoff van Engeland niet meer kan vergen als een

[1]) Ce projet n'a pas été conservée dans le dossier de la correspondance.

desaveu aan de zijde van de hooge regeering en dat er geen verder of andere satisfactie aen die Croon, behoudens 's lands en der ingezeetenen reglen en vrijheeden, gegeeven kan worden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCLXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Même sujet.

Hage, den 24 October 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

De Princesse heeft uit haere missive gelaten de periode: „et qu' on s' y attend à quelque satisfaction". Dezelve kon er licht uitblijven, wijl er reets genoegzaem klaer in stond dat deeze zaek zeer hoog in Engeland wordt opgenomen, maer de zin van dezelve periode was niet dat de Staet satisfactie zoude geven, maer alleen dat men in Engelant dezelve prætendeerde, zooals de extract-missive van Lord Stormont, die ik aen U. W. E. G. hebbe gecommuniceert, vrij klaer aentoont. Ik hebbe noodig geacht de waere zin en meening, die de Princesse heeft gehad met het opstellen van die periode, aen U. W. E. G. te openbaeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La missive de la ville d'Amsterdam au sujet du traité projeté avec les colonies Americaines.

—

Hage, den 26 October 1780.

WelEdel Gestrenge Heer,

Ik hebbe met alle attentie gelezen het bericht van Heeren burgemeesteren en regeerders der Stad Amsterdam. Ik meene dat hetzelve vervult is van sophismes van het eene eind tot het andere, en hetgeene dat zij niet bewijzen, is, dat een Lit van Staet bevoegt is om een onderhantsche onderhandeling aen te gaen buiten weeten zijner Medeleden met een buitenlandsche Mogentheit, veel min met een door zijne Medeleden noch niet erkende Mogendheid, en een door haer geconcipieerde onderwerp (sic) van een eventueel tractaet aen dezelve te communiceeren. Ik wil geenzins bedisputeeren aen de Heeren van Amsterdam om concepten van tractaeten te formeeren, maer ik meene dat zij dezelve aen geene Gedeputeerdens of Gezanten van Mogendheden, waermede de Staet in vrientschap is, veel min van eene onerkende natie mogen communiceeren. In dit geval speciaal denke ik dus dat buiten haer macht zijn gegaen, en zoude dus insteeren dat door H. Ed. Gr. Mog. geene zwarigheid werde gemaekt ten spoedigsten te verklaeren met het bericht der heeren van Amsterdam geen genoegen te neemen en hun verrichte voor hunne rekening te laten, zonder hetzelve eenigzins te approbeeren, verder commissoriael maekende welke efficacieuse middelen zouden konnen werden in het werk gestelt om diergelijke onderhandelingen van een particulier lidt, buiten concurrentie zijner Medeleden, te prævenieeren. Ik geloove

dat, zoo de Republicq niet in een formeele anarchie zal vervallen, iets diergelijks behoorde te worden geresolveert, en dat de heeren van Amsterdam niet in deezen moeten triumpheeren, of zij worden alleen meesters van de geheele Republicq en konnen, zonder concurrentie hunner Medeleden, de Republicq inwikkelen in zaeken, die van de schromelijkste gevolgen konnen zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCLXXXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les suites pernicieuses de la délcaration éxigée par la Russie.

Hage, den 26 October 1780.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik achte van mijn plicht UwEG. noch eens mijne denkenswijze onder het oog te brengen omtrent de situatie, daer de Republicq zich in bevind, en hetgeene dat ik geloove dat tans gedaen behoorde te worden. Ik hebbe getragt tegen te gaen, zoo lang zulks in mijn macht was, het doen van het door Ruslant gevergde declaratior, omdat ik vreesde dat zulks een oorlogh met Engelant zoude uitwerken, dat Vrankrijk de negotiatie met Ruslant sterk pousseerde, en dus dat ik moet gelooven dat zij daerdoor voor inzicht moet hebben om eens vooral met Engelant te doen breeken, om daerdoor alle connexien met dat rijk af te snijden en de alliantie, die meer als eens van het uiterste nut voor deezen Staet is geweest, als in 1702 en 1747, te doen vernietigen. Nu ziende dat de meeste provincien daerheenen willen, staet het niet meer aen mij om te decideeren of zulks goet

of quaet is, maer ik moet het laeten gaen, onder bede tot den Allerhoogsten dat hij van deeze Republicq afweeren mag de pernicieuse gevolgen, die ik van die démarche vreeze. Nu resteert mij niets dan alles aen te wenden wat ik kan, om te beletten dat daeruit een oorlog resulteere, immers dat, zoo hij er uit proflueeren moet, te trachten te effectueeren, zoo veel in mij is, dat de Republicq zoodanig handele, dat zij haer gedrag voor de oogen van geheel Europa kan openbaeren en aentoonen dat het wel deegelijk uit haet van de Noortsche alliantie is dat Engelant ons den oorlog aendoet. Het is om deeze redenen dat ik oordeele, dat deezen Staet behoorde te resolveeren, dat zij voor de rekening van de stadt van Amsterdam laet de aengevange onderhandeling met de Americaenen, en dat zij aen Engelant doe declareeren dat zij nimmer, wie het ook zij, heeft geauthoriseert om een tractaet met de Noort-Americaensche Colonien van zijne Groot-Britannische Majesteit aen te gaen of om eenige daet te doen, waeruit konde werden geïnfereert eene erkentenisse van derzelver independentie, desavoueerende al hetgeene, dat gedaen zoude konnen zijn geweest, dat als zoodanig kon worden geconsidereert, als zijnde zulks in zoo een geval gedaen buiten kennis van de Staeten van deeze provincie of van eenige der andere provincien; zoo daerop het gevergde declaratoir volgde, kon Engeland nooit schermen met de bewuste papieren, om daeruit eene justa causa belli te haelen. Kan U. W. E. G. de zaeken daerheenen dirigeeren, denke ik dat U. W. E. G. een waere en essentiele dienst aen het Vaderlant zal hebben gedaen. Het is mijn ijver voor het welzijn van het Vaderlant en de trouwe, die ik aen dezelve gezwooren hebbe, die mij nootzaekt deeze aen U. W. E. G. te schrijven. En kan het zijn dat het declaratior zoo was opgestelt, dat noch een achterdeur

open bleef om, zoo wij in oorlog geraeken, ons met eere te konnen retireeren en eene schikking te maeken, zoude ik zulks als een allergewenschte zaek aenzien, maer ten minsten koomt mij voor dat het declaratoir, zonder eene eenigzins satisfactoire démarche ten opzichte van het Americaansche werk, niet anders kan worden aengezien dan als een blijk dat men hier geresolveert is tot een oorlog met Engelant. Ik geeve mijn raet en zal dus adviseeren in Hollant op aenstaende Donderdagh; worde ik niet gevolgt, zoo hebbe ik ten minsten voor mij de satisfactie van mijn plicht te hebben gedaen en alles te hebben aengewent wat in mijn vermogen was, om eene ruineuse oorlog van deeze republicq aftewenden....

W. PRINS VAN ORANJE,

LETTRE DCLXXXVIII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. La nécessité d'un désaveu de la démarche de la ville d'Amsterdam.

Ce 27 October 1780.

J'ai l'honneur de restituer la lettre, que V. A. se propose d'écrire à Monsr le conseiller-pensionnaire, qui prouve suffisamment la nécessité de désavouer la démarche de Messrs d'Amsterdam avec les Américains, et surtout que ce désaveu aye lieu avant la déclaration, qu' on veut faire aux Puissances belligérantes. J'ose me flatter que cela ne rencontrera point de difficulté, parce que, si on ne voudroit pas laisser le désaveu aller devant, il est clair qu'on veut la guerre avec l'Angleterre, et si cela est le seul but du parti dominant, à la tête du quel est Monsr le conseiller-

pensionnaire, il vaudroit alors mieux de la déclarer d'abord que d'attendre qu' on nous la déclare. J'espère que la lettre de V. A. puisse effectuer ce désaveu du moins; au reste je parle comme l'aveugle des couleurs, ne sachant absolument pas ce qui s'est passé après que le berigt d'Amsterdam a été lu en Hollande et quel est le plan de ce qu' on en veut faire.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCLXXXIX.

M. Thulemeier à sa cour. Les sentiments sur les questions brûlantes.

Le 31 Octobre 1780.

.... J'ai répondu aux questions qui m' ont été faites là dessus, que, si j' ignorois l'objet des négociations subsistantes avec l'Impératrice de Russie, il m' étoit cependant suffisamment connu d' un autre côté que, bien loin de dissimuler, sire, vos sentimens, Vous aviez de tout tems fait valoir vis à vis de la Cour d'Angleterre les principes, que le droit des nations assuroit aux commercants des Etats de V. M. envers les puissances belligérantes....

La ville d'Amsterdam protège, au reste, haut à la main le pensionnaire Van Berckel, applaudit à la négociation entamée par ce dernier avec le congrès Américain, et l'avis, qu' elle vient d' exposer dans la forme requise, est appuyé sur les principes que le bourguemaître Van Temming a avancés vis a vis du Prince-Stadhouder et dont j'ai eu l' honneur d' informer V. M. par mes très humbles rapports. De plus la régence d'Amsterdam exige, que, par des recherches publiques, la conduite du S^r van Beerkel soit justifiée et menace de mettre au jour, par la voye de l' impression, toutes les pièces qui forment le sujet de la contestation. Il est fâcheux que ces divisions augmentent de beaucoup

la désunion qui subsiste entre le Prince-Stadhouder et la ville d'Amsterdam. Pendant que le Duc de la Vauguyon en profite habilement pour attacher de plus en plus le parti François aux intérêts de sa cour, le Chevalier Yorke révolte souvent les régents les mieux disposés par des propos insultants. On m' assure que' il s'explique sur l'accession projettée de la République à l'association maritime de manière à faire entendre que, si elle venoit à être effectuée, la Cour d'Angleterre renonceroit à tous ménagements quelconques et que les Provinces-Unies déploreroient alors les suites de cette résolution de leur part. Il n' est pas étonnant que, dans des momens aussi critiques, le conseiller-pensionnaire ait formée le projet de renoncer à un poste orageux, tel que le sien, et on assure que ce n' est qu' avec la dernière répugnance qu' il a consenti à continuer les fonctions de cet emploi. Le Sieur de Bleyswyk a consacré un attachement invariable au prince-stadhouder et au Gouvernement stadhoudérien, auquel tout homme sensé ne peut que donner la préférence, mais s' il diffère souvent de l'avis trop partial de la ville d'Amsterdam, il aspire aussi d' un autre côté à maintenir dans toute son intégrité la prérogative de la province de Hollande. Ce ministre éclairé jouit d' une fortune considérable dans un âge peu avancé, et la satisfaction qu' il rencontreroit à cultiver avec plus de loisir les sciences et belles lettres, dont il connoit tout le prix, le dédommageroit peut-être de la perte du poste éminent qui ne flatte plus son ambition.

LETTRE DCXC.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Prière de faire imprimer les papiers, remis par le prince à L. H. P.

—

Hage, den 1 November 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

De Heeren van Amsterdam goed gevonden hebbende te doen drukken mijne propositie en derzelver bericht [1]), zoo koomt mij allernootzaekelijkst voor dat de stukken, die ik ter vergaderinge van H. H. Mog: hebbe overgegeeven, gedrukt werden, opdat het publicq, hetwelk de Hn van Amsterdam goed gevonden hebben rechter te maeken van het different, met kennisse van zaeken kan oordeelen. Ik zoude er niet voor zijn geweest, maer, geattaqueert wordende, moet ik mij defendeeren. Het stuk is gedrukt bij Mortier en boven aen staet het wapén van Amsterdam. Verzoeke derhalven U. W. E. G. om de stukken, die ik overgegeeven hebbe, te doen drukken bij Hollant of anders ter generaliteit, in het Engelsch en met de overzettinge er naast ....

W. PRINS. VAN ORANGE.

~~~~~~~~

LETTRE DCXCa.

Proposition du prince d'Orange à l'assemblée de la noblesse [2]).

—

Le 1 Novembre 1780.

Geexamineert hebbende het bericht van Hn burgemeesteren en regeerders der stad Amsterdam op de

[1]) Voyez cet avis dans les Ned. Jbb. de l'an 1781, vol. I. p. 206.

[2]) *Autographe du prince, conservé dans sa correspondance avec le conseiller-pensionnaire.*
~~~~~~~~

papieren, welke ik ter deliberatie hunner Ed. Gr. Mog. gebracht hebbe, is mij voorgekomen dat zij geensints bewijzen hun recht om eene negociatie buiten kennis der verdere Staetslieden aen te leggen met eene Mogentheit, waermede de Staet in vrientschap is, veel min met eene door deezen Staet niet erkende Mogentheit, en dat zij geenzints bevoegt waeren om met een Commissaris of Agent, van wie hij ook zij, een plan te concerteeren en een declaratoir te doen van hunne, hetzij dadelijke en absolute hetzij conditioneele en eventueele bereidwilligheit, om al wat hun mogelijk is aen te wenden om hetzelve bij deezen Staet te doen aenneemen en goedkeuren, en derhalve ben ik van advys dat UEd. Mog: zoude behooren te verklaeren, dat, wel verre van genoegen te neemen met het voors: bericht of het verrichte eenigsints te approbeeren, UEd. Mog. in tegendeel oordeelen, dat H. Ed. Gr. Mog. behoorden te verklaeren dat Hoogstdezelve ten eenemael desadvoueeren het verrichte van H^{n} burgemeesteren en regeerders der stad Amsterdam in de voors: zaeke en al hetzelve voor rekeninge van gemelde Heeren overlaeten, en dat verders een commissoriael besoigne behoorde gedecerneert te worden om te overwegen welke nadere voorzieninge en meest efficacieuse middelen zoude kunnen worden beraemt en vastgesteld om diergelijke onderneemingen van een particulier Lid der hooge regeering, buiten kennis en corrurrentie zijner Medeleeden, voor het vervolg tegen te gaen en te prævenieren.

LETTRE DCXCI.

M. Thulemeier à sa cour. Mécontentement de l'ambassadeur Russe.

—

Le 3 Novembre 1780.

Le prince de Galitzin ne dissimule point son mécontentement et croit entrevoir dans la manière, dont l'opinion du prince-stadhouder est exposé, le dessein d'éloigner l'accession de la République et le désir de complaire à l'Angleterre. Il a avoué au prince que tel étoit son avis et que ce seroit en conséquence qu'il dépeindroit à sa cour dans ses dépêches les dispositions des Membres du Gouvernement des Provinces-Unies. Le ministre de Russie convient que sa franchise n'a pas été favorablement accueillie par le prince-stadhouder et que S. A. s'est expliqué là dessus assez ouvertement....

LETTRE DCXCII.

M. Thulemeier à sa cour. La position critique de la République.

—

Le 7 Novembre 1780.

Les Etats de Hollande viennent de se séparer et la rentrée de leur assemble n'aura vraisemblablement lieu que vers la fin de ce mois. On observe que la dernière séance a été remarquable par la chaleur, avec laquelle le pensionnaire de la ville d'Amsterdam a mis les sentimens de ses commettans au jour. Ce ministre, après avoir protesté que sa ville persisteroit invariablement dans le système qu'Elle avoit adopté, n'a point dissimulé que les menaces de l'Angleterre ne lui étoient point inconnues, mais que la guerre devoit paroitre préférable à l'état d'avilissement, auquel la République se trouvoit présentement réduite....

Les plaintes des commerçans des Provinces-Unies se renouvellent avec plus de force que jamais. Les subsides accordés par la province d'Hollande, et en particulier par la ville d'Amsterdam, pour la protection du commerce, semblent autoriser de pareilles réclamations, dès que les convois illimités n'ont point été effectués. J'ai eu occasion de me mettre au fait des dispositions des provinces relativement à l'accession des Etats-Généraux à l'association maritime par deux conversations différentes, que j'ai eu avec le prince stadhouder et le conseiller-pensionnaire. Le S[r] de Bleijswijk remarqua d'abord que la résolution de sa province avoit été unanime, à l'exception de la réserve du Corps des Nobles; que si celles de Frise et de l'Overijssel se trouvoient à peu près analogues, il n'en étoit pas de même de la détermination des provinces de Gueldre, de Groningue, de Zélande et d'Utrecht; que cette dernière, qui d'abord avoit paru pencher pour une accession simple et non conditionnelle, sembloit avoir changé d'opinion et ce n'ètoit que depuis quatre jours que son attention avoit été trompée là-dessus. Le conseiller-pensionnaire m'avoua qu'il n'étoit point du sentiment de ceux qui envisageoient une guerre avec l'Angleterre comme impossible, puisqu'elle étoit contraire aux véritables intérêts de cette puissance; que, bien loin de là, il étoit convaincu que l'accession des Etats-Généraux au concert, proposé par la Russie, occasionneroit infailliblement une guerre. Il observa que le prince-stadhouder ne s'étoit jamais expliqué aussi ouvertement sur aucune affaire quelconque, que sur celle qui dans le moment présent fixoit par son importance l'attention des Membres de l'Union, et que ses sentimens ne sauroient par conséquent que transpirer dans les différentes cours de l'Europe. Quant à la manière dont il appartenoit à la

République de justifier ou de condamner la négociation Américaine, entamée par la ville d'Amsterdam, le S_r de Bleijswijk me dit, que, selon lui, il convenoit aux Etats-Généraux d'y porter atteinte par un désaveu formel et qu'il avoit eu soin de dresser le projet d'une résolution négative, mais que les Députés aux Etats d'Hollande s'étoient contentés de la prendre ad referendum et qu'ainsi ce ne seroit qu'à leur prochaine assemblée qu'on discuteroit définitivement cette affaire aussi délicate qu'intéressante. Je passe à la manière, dont le prince-stadhouder a bien voulu s'expliquer envers moi sur les mêmes objets. Il convint qu'il avoit mis au jour son sentiment au sujet de l'accession conditionnelle de la République avec toute la franchise possible; qu'il n'avoit point aspiré cependant à restreindre celui des Membres de l'Union, mais uniquement à satisfaire aux devoirs, que sa conscience lui imposoit; qu'il avoit lieu de se persuader que son avis ne seroit point suivi et qu'il désiroit que le parti, que la République paroissoit disposée à adopter, n'irritât pas la cour d'Angleterre au point de lui déclarer la guerre. Il ajouta qu'avant tout il appartenoit aux Etats-Généraux de donner une satisfaction plénière à S. M. Britannique, en désavouant haut à la main la négociation d'un traité de commerce à conclure avec le Congrès Américain, tel que le projet en avoit été conçu par la régence Amsterdamoise; que ce n'étoit pas de la part de la Russie qu'on pourroit attendre un appuy respectable relativement à un objet entièrement étranger à la cause, que l'Impératrice protégeoit.

Telle est, sire, la position présente de la République des Provinces-Unies, aussi critique par les menaces des puissances voisines que par les divisions des différens partis. L'animosité de la ville d'Amsterdam

et le mécontentement qu' elle respire des mesures adoptées par le Prince-Stadhouder, font craindre de voir renouveller ces anciens troubles, que l' histoire des Provinces-Unies nous a transmis. Pendant que la cour d' Angleterre attache de plus en plus à ces intérêts la Zélande, qui lui a été de tout tems devouée, qu' elle ménage son commerce et le favorise autant que possible, les ennemis du parti opposé soutiennent que la régence Amsterdamoise a scu s'assurer d'une protection particulière de la part de la Cour de France et que c'est là ce qui l'encourage à pousser sa pointe avec tant de force.

LETTRE DCXCIII.

M. Thulemeier à sa cour. Apparence de guerre.

Le 10 Novembre 1710.

.... Le conseiller-pensionnaire a promis au Duc de la Vauguyon, que, si la pluralité des provinces se portoit pour l'accession simple et non conditionnelle, il concluroit en conséquence....

L'accession de la République, si elle a lieu comme je l'espère, doit être suivie d'une déclaration aux puissances belligérantes et nommément à l'Angleterre. Il sera curieux de voir la réplique, que la Cour d' Angleterre trouvera bon de faire, puisque le ministère Britannique a soutenu que le refus du secours auxiliaire, réclamé par l'Angleterre, annulloit le traité de 1674. Le chevalier York annonce son départ prochain et une rupture avec sa cour dans le cas où la République réaliseroit effectivement l'accession présentement en délibération, mais ces menaces ne m' en imposent point et un tel parti seroit le comble de la démence, s'il étoit possible que l'administration put l'envisager

comme conforme à ses intérêts, dans un moment où Elle n'a déjà que trop de peine à résister aux forces combinées de la maison de Bourbon....

LETTRE DCXCIV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Annonce d'un mémoire de considérations.

Ce 11 Novembre 1780.

Ce que V. A. me fait l'honneur de me dire dans le billet qu'Elle vient de m'écrire, et la tâche qu' Elle exige de moi, est si importante et d'une si grande délicatesse, que je me flate qu'Elle n'exigera pas que je lui réponde sur-le-champ en détail sur ce billet et de lui offrir mes considérations. Je tâcherai d'y satisfaire le plus tost qu'il me sera possible et le mieux que je pourrai; le zèle et l'empressement ne me manqueroit pas pour servir V. A. et l'Etat que je sers actuellement trente ans. Je souhaite seulement que le bon Dieu veuille m'accorder les facultés nécessaires de corps et d'esprit pour pouvoir m'acquitter de mon devoir.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXCV.

Le même au même. Considérations sur la question d'une guerre avec l'Angleterre et les mesures nécessaires pour la défense.

A la Haye, ce 13 Novembre 1780.

V. A. veut bien me communiquer en gros ses idées par sa lettre du 11e du courant, que j'ai reçu le même soir tard, sur ce qu'Elle comte de faire dans la situation présente des affaires où Elle croit plus que probable une prochaine guerre avec l'Angleterre, et Elle m'ordonne de Lui dire mon opinion là-dessus.

V. A. dit dans sa lettre que, si la République a une guerre avec l'Angleterre, on ne seroit attaquable qu'en Hollande, en Friese, Groninguen, la Zélande et la Flandres Hollandoises et que ainsi il falloit garder les côtes, mais Elle appréhende surtout, et non sans raison, si la guerre a lieux, un coup de main en Zélande ou sur Helvout-Schluys et la Brielle, et Elle conclut, que comme l'Angleterre menace la République par le mémoire de Mons[r] Yorke, qu'il ne faut pas tarder de se mettre en défense et que V. A., pour n'avoir rien à se reprocher, doit mettre la main incessamment à l'oeuvre.

Il me semble que, vu le triste et foible état de l'armée, surtout dans cette saison où les semestriers sont absent, il est absollument impossible de défendre, avec toutes nos troupes que nous avons, les côtes depuis la Flandres jusqu'en Groninguen, ainsi qu'il faudra se borner pour le présent à assurer l'entrée de la Meuse, les isles de Zélande et la Flandres, la côte depuis le Hoeck van Holland jusque au Texel n'étant guèrre en danger pour un ennemi, surtout en hiver. L'entrée du Texel et Vlie doit être couvert, à ce que je suppose, par nos vaisseaux, et il n'est pas apparent que les Anglois tenteroient quelquechose sur les provinces de Friese et de Groninguen dans l'hiver. Je me bornerai donc à la Meuse, à Zélande et la Flandres.

On devroit par conséquent commencer à augmenter les garnisons de la Brielle et Helvoetschluys et y placer dans ces deux places pour le moins six battaillions, qui ne seroient pas trop pour défendre ces deux places et l'isle de Voorne, parce qu'on y peut faire des descentes en plus d'un endroit sans entrer dans la Meuse. En même tems il seroit nécessaire que V. A. se fit donner un rapport circonstancié de l'état des

fortifications de ces places et des ouvrages qui pourroient être faites aux endroits ou à portée des endroits, où les descentes seroient à craindre, en même tems un état exact de l'artillerie et des munitions qui s'y trouvent. Je ne connois pas assés l'isle de Goeré, Over Vlakké et autres endroits à l'embouchure de la rivière qu'il faudroit rassurer, sur quoi De Graaf et autres experts pourroient être consultés. Peut-être ne seroit-il pas mauvais aussi que V. A. consultât le Général Du Moulin et qu'Elle le fit revenir ici [1]).

Au reste je suppose qu'il y aura des vaisseaux suffisants pour défendre l'entrée de la rivière et couvrir Rotterdam, mais comme ce n'est pas de mon département et que je ne doute point que l'Amirauté y aura pourvu, je n'en parle point.

Quant à la Zélande, il faudroit pour l'isle de Walcheren seul pour le moins six battaillons et la valeur de deux escadrons, sans parler de ce qu'il faudroit à Zirkzee et aux autres Isles de cette province. Je ne parle point dans le moment de leurs fortifications, artillerie et ammunitions, parce que sur ces articles ils ont leurs oeconomie à part; cependant je crois que V. A. devroit leurs demander un état exact. Quant à la Flandres Hollaindoise, il me semble que c'est un objet de grande importance, car si la rupture à lieux et que cela vient à une guerre ouverte, l'Angleterre n'a pas d'autre débouché pour le continent, dont elle ne peut pas se passer, que par les Pays-bas. La cour de Vienne ne demandera pas mieux que de profiter de cette occasion pour tâcher d' ouvrir l'Escaut et de se rendre maître de la Flandres Hollandoise et des forts le long de l'Escaut. Pour cet hiver il n'y a pas

[1]) M. De Graaff était contrôleur-général des fortifications, M. Dumoulin général du génie.

grand chose à craindre, sinon des surprises, c'est pourquoi en mettant un battaillon entier à Lillo, un battaillon de plus au Sas de Gend et à Hulst, deux battaillon de plus à l'Ecluse et un entier à Philippine et partageant un entre Axel et Yzendijk, cela suffiroit par provision, en tout sept battaillons de plus.

Outre cela il faudroit bien placer pour le moins deux battaillons dans les villes de la Nord-Hollande et encore deux escadrons pour pouvoir s'en servir le long des côtes là où il seroit nécessaire, en cas que quelque écumeur de mer ou pirate tentât une descente. En Friese et Groninguen je ne crois pas que par provision on auroit besoin d'y envoyer des troupes.

Selon cette idée 20 ou 22 battaillons devroient être mis en mouvement, et si ces précautions doivent être d'utilité, il sera nécessaire de mettre ces troupes incessamment en mouvement avant que la gêlée n'y mette obstacle. Pour trouver ces bataillons il faudra dégarnir casi toutes nos places, excepté Bergen op Zoom, à laquelle il ne conviendroit pas de toucher; je ne voudrois non plus volontiers toucher les garnisons de la barrière, ni Mastricht, Venlo et Nymeguen: les garnisons d'où ils pourroient être tiré seroient Breda, Bois le duc, Grave, Thiel, Bommel, Heusden, Gorcum, Schoonhoven, Utrecht, Amersfort, Zwol, Deventer, Zutphen, Doesburg, Arnhem. Les Ecossois, qu'on ne voudroit peut-être pas envoyer, pourroient être employé à Grave, Heusden, Gertruydenberg et un battaillon à Bois le duc. Si l'augmentation des troupes tant de fois proposée auroit eu lieu, on auroit peut-être pu y envoyer alors quelques bataillons de moins, mais avec la foiblesse de nos bataillons on n'en a pas pu proposer une moindre quantité de bataillon et je dois, selon mon devoir, encore y ajouter que ce qu'on envoit ne peut suffire tout au plus que

pour un coup de main, mais nullement pour une vigoureuse résistance, et nos places sur les frontières seront avec cela entièrement dégarnies, et les habitants, d'où on tirera cès troupes, seront ruinés.

C'est en gros ce que je crois que V. A. pourroit faire en conformité du plan, qu'Elle s'est formé pour se mettre à l'abri de tout reproche, en cas d'accident fâcheux. Si V. A. approuve cette idée, on pourra ensuite la mettre en détail et travailler là-dessus, mais ce qui sera le plus difficile est le choix de ceux à qui V. A. pourroit conférer le commandement dans ces différens endroits, savoir dans l'isle de Voorne, en Zélande, dans la Flandre et en Nord-Hollande. L'étoffe manque furieusement sur cet objet. En faisant cette démonstration il sera nécessaire d'envoyer ordres que les gens avec congé reviennent, mais je prévois que dans cette rude saison et par rapport à cette guerre maritime, peu ou point de gens en congés reviendronts, surtout ceux qui sont en Allemagne et en Suisse, parce qu'ils seronts imbu de l'idée qu'on les embarquera. Une augmentation de troupes par cette raison deviendra aussi dans ces circonstances très difficile.

Il est très vrai que quelque soulagement dans ces circonstances seroit très nécessaire pour les troupes et V. A. feroit une grâce particulière, si Elle pourroit le leurs procurer, mais malgré mon désir de voir obtenir aux troupes ce soulagement que V. A. leurs destine, je croirois manquer à mon devoir vis à vis d'Elle, si je ne lui représentois que je ne crois pas qu'Elle devoit commencer à faire la proposition pour le soulagement des troupes et attendre que cela fût accordé avant que de prendre les mesures qu'Elle se propose pour la défense du pais, car le consentement des provinces pourroit trainer des mois et V. A. pour-

roit par là perdre les fruits qu'Elle s'attend des démarches vigoureuses, qu'Elle veut faire pour se couvrir et qu'Elle juge salutaires pour la défense du pais. Al égard de la proposition que V. A. se propose de faire pour l'augmentation de la flotte, la bâtisse des vaisseaux et l'augmentation des troupes de terre, c'est, selon moi, une suite naturelle, dès qu'on a lieux de croire la guerre prochaine, qu'on est convaincu de l'avoir ou décidé de la faire. Sur l'augmentation de la flotte, je me trouve hors d'état de pouvoir rien dire, quoique je la crois très nécessaire dans les conjonctures présentes, mais je ne puis décider de la manière qu'elle puisse se faire ni jusqu'à quel point elle puisse être portée.

Quant à la bâtisse des vaisseaux, il me semble qu'après la proposition, que V. A. a faite le 10 mars 1779, dont Elle fait mention, que sur l'avis énormement long des Amirautés on a résolu la bâtisse de quelques vaisseaux et que les différentes provinces y ont consenti, et je crois même que quelques-uns ont fourni quelque argent là-dessus. Quant à l'augmentation des troupes de terre, dont V. A. a parlé dans la susdite proposition, il est vrai qu'il ne s'en est rien suivi, aussi peu que sur les précédentes et nommément celle de 1778, qui étoit plus détaillée par rapport à l'exécution d'une augmentation de troupes. Il me semble que les propositions, que V. A. se propose de faire, devoient être bien pesées, tant par rapport à leurs contenus que par rapport au tems qu'elles doivent avoir lieux, et il conviendroit de bien préparer le terrain, afin qu'elles ne soyent pas rendues infructueuses comme toutes les précédentes. V. A. me permettra cependant de lui dire que je crois, comme je l'ai dit plus haut, que, comme V. A. croit avoir lieux d'appréhender la guerre avec l'Angleterre et par con-

séquent quelque surprise ou tentative de la part de cette couronne sur nos côtes et que, pour se mettre à l'abri de tout reproche, il sera nécessaire de prendre des mesures pour prévenir l'attaque, pour autant que notre foible état le permet, qu'il ne conviendra pas d'attendre avec ces mesures après le succès des propositions que V. A. est d'intention de faire; je crois même que les dispositions défensives, qu'Elle fera ou aura fait, devoient précéder et pourront servir de motifs à presser et à insister dans la proposition sur l'exécution de ce qu'Elle proposera à l'Etat.

Ce sont en gros mes idées cur ce que V. A. m'a fait l'honneur de me communiquer avant-hier sur cette matière. Dès que V. A. aura pris son parti final sur les mesures à prendre, il faudra y travailler en détail pour l'exécution, qui exigera beaucoup de travail et beaucoup de considérations, surtout comme le tout doit se faire dans cette rude saison. Je commence dèjà à m'y préparer pour faciliter, autant qu'il dépendra de moi, cet ouvrage, et j'attendrai les ordres ultérieurs de V. A.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXCVI.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet. Project d'une missive à l'impératrice de la Russie.

Ce 13 novembre 1780.

.... Quant à la démarche même à faire vis à vis de l'Impératrice de Russie, j'avoue naturellement que je la trouve très délicate, tant vis à vis de cette Impératrice que vis à vis de l'Etat; quant à la première, je crains qu'elle ne sera d'aucun effet et que cette princesse très paresseuse, voluptueuse et aimant les

plaisirs, ne lira pas même la lettre et se fiera au rapport qui lui en sera fait, qui naturellement ne sera pas favorable, et je crains que V. A. ne se sera exposée qu'à pure perte vis à vis de cette cour. Et quant à ici, ce sera encore pire, d'autant plus que l'article de la déclaration a été conclue avec la même pluralité que l'accession à l'alliance et on soutiendra que l'un ne peut être conclu sans l'autre, et si V. A. ne réussit pas en Russie, son crédit en diminuera encore d'avantage dans ce païs-ci. Je ne saurois par conséquent pas conseiller à V. A. d'envoyer cette lettre à l'Impératrice. C'est du moins mon opinion pour autant que je suis au fait de ce qui se passe. En attendant V. A. pourroit toujours envoyer la minute de cette lettre au conseiller-pensionnaire pour voir ce qu'il dira.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCXCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 13 November 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens eene concept-missive aen de Keizerin van Ruslant[1]). Hoe meer ik er op doordenke, hoe gevaerlijker ik aenzie het doen van het declaratoir aen de belligereerende Mogentheden, in de ongewaepende toestant waerin zich de Republicq bevindt, en ik zoude zeer verlangen dat dezelve noch voor alsnoch achter bleef; dat voor het overige eenvoudigh gelast wierde aen de minister om tot de alliantie te accedeeren en dat het effect mijner

[1]) Le projet de cette missive, qui ne fut pas expédiée, n'a pas été conservé.

missive wierde afgewacht, die alsdan, hoe eer zoo beter, met een courier kon worden afgezonden.

Verzoeke U. W. E. G. daerin de nodige veranderingen te maeken, mijn eenig doelwit zijnde te verkrijgen dat Ruslant ons assisteeren zal, zoo Engelant na het desaveu ons beoorloogde, onder prætext dat geen straf geoeffent is of over het een of ander gezogt prætext. Geschiet het declaratoir, dan rekene ik de oorlogh inevitabel en ik vreeze dat de Geallieerdens ons zullen laeten drijven; dit meene ik tegen te moeten gaen.

W. PRINS VAN ORANJE

LETTRE DCXCVIII.

M. Thulemeier à sa cour. L'affaire du projet de traîté avec les colonies Américaines dans l'assemblée des Etats-provinciaux.

.... Le prince d'Orange me dit qu'il seroit avocat de ce ministre, M. Van Berkel, à l'assemblée des Etats d'Hollande, mais que, s'il plaidoit à juste titre en sa faveur [1]), il étoit d'avis aussi, d'un autre côté, qu'il

[1]) *En marge de la main du prince:*

„Ceci n'est pas bien rapporté. J'ai dit que Mr van Berckel, ayant agi dans cette affaire d'après l'autorisation de sa ville, il n'avoit rien à craindre, et que, quoique je crusse n'avoir pas en lui un ami et que je croyois qu'il avoit fait bien des choses qu'il n'auroit pas dû faire, je croiois que la demande de sa punition, faite dans le mémoire, ne pouvoit être accordée, et que sur cela je ne ferais pas de difficulté de prendre sa défense, et qu'il étoit très extraordinaire de me trouver dans le cas inattendu de plaider pour lui; pourquoi j'aurois souhaité que le mémoire eût été en termes généraux et sans nommer personne".

appartenoit à la République d'écarter au plus tôt par un désaveu formel les soupçons d'avoir connivé aux liaisons, que la régence Amsterdamoise a désiré établir avec l'Amérique confédérée. Il est assez singulier que l'ambassadeur d'Angleterre se soit porté à la présentation de ce mémoire hautain et arrogant, sans en avoir donné préalablement connoissance au prince-stadhouder et au conseiller-pensionnaire. Le Sr de Bleijswijk m'a dit qu'il étoit persuadé que le ministère Britannique s'étoit flatté de susciter par ce moyen de nouveaux embarras et d'éloigner pour un tems l'accession des Etats-Généraux à l'association maritime, mais qu'il avoit cru devoir en prévenir l'effet et qu'il avoit représenté au prince-stadhouder, que les procédés insultants de la cour d'Angleterre démontroient de plus en plus la nécessité de recourir à une alliance aussi respectable que celle de la Russie....

Je ne saurois me dispenser d'observer que le prince-stadhouder s'est conduit dans l'affaire de l'accession avec toute la franchise et la bonne foi possibles. En ouvrant un avis différent de celui des Etats d'Hollande et de Frise, il n'a cependant en aucune manière gêné les délibérations des autres provinces. Pour peu qu'on soit au fait de la constitution des Provinces-Unies, on ne sauroit se dissimuler qu'il auroit été aisé au prince d'assurer à l'accession conditionelle la pluralité, en employant son influence tant en Overijssel qu'en Groningue, qui l'une et l'autre suivent presque sans exception l'impulsion, que le prince-stadhouder juge devoir leur donner. Il ne se contente point de céder aux représentations de la ville d'Amsterdam, en agréant non seulement que deux escadres se mettent sans délai en mer pour la protection du commerce, mais il a eu soin de convoquer aussi les amirautés, afin de s'occuper des moyens

les plus propres pour mettre les forces maritimes de la République en état d'agir dans le courant de l'année prochaine par l'armement des vaisseaux requis.

Le duc de la Vauguyon rend lui-même justice aux sentimens, que le prince-stadhouder a manifestés, et m'a promis de les faire valoir à Versailles dès que l'accession de la République à l'association maritime seroit constaté par une résolution formelle. L'ambassadeur de France est, au reste, très éloigné d'exciter la fermentation qui se fait remarquer en Hollande, persuadé qu'il ne convient à aucune puissance quelconque d'envelopper la République dans une guerre avec l'Angleterre. Il m'a assuré qu'il s'appliqueroit au contraire à calmer les esprits irrités des régents du parti dévoué à la France et qu'il leur conseilleroit d'agir avec prudence, sans se compromettre mal à propos.

LETTRE DCIC.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Propositions de mesures militaires.

—

Ce 15 Novembre 1780.

V. A., à ce que je me flatte, m'accordera bien une couple de jours pour pouvoir examiner le plan de changement de garnisons, qu'Elle a pris la peine de former, et pour le mettre au net et d'y ajouter mes considérations. En attendant j'aurai l'honneur de lui dire mes considérations sur le retour des semestriers. Il est très certain que, s'il est décidé qu'il faut se mettre tout de suite en état de défense et que par conséquent on soye dans le cas de devoir renforcer les garnisons dans les endroits qu'on croit le plus exposé, je crois qu'il convient de faire revenir les semestriers,

vu le foible état de nos bataillons, afin de n'avoir rien à se reprocher....

L'idée de V. A. de faire proposer par le Conseil d'Etat un soulagement pour les troupes est admirable; il s'agit seulement de l'exécution. Je prendrai la liberté de dire en gros mon plan là-dessus.

Il me semble que la proposition, que V. A. feroit au Conseil d'Etat, devroit être bien calculée et motivée, et je ne serois pas d'avis qu'Elle la fit tout d'un coup dans le conseil mais, après avoir prévenu en gros de son idée Mess[rs] le Thrésorier-Général et le secrétaire, Elle fit venir chés Elle Mess[rs] les Commissaires du Conseil d'Etat pour les affaires militaires et qu'Elle leurs proposât que, comme la situation de la République devenoit si critique, qu'on pourroit à tous momens craindre des hostilités, Elle ne pourroit pas se dispenser de faire de son côté tot ce qui dépendoit d'Elle pour guarantir l'Etat contre les invasions d'un ennemi: c'est pourquoi Elle étoit occupée à faire les arrangemens nécessaires pour renforcer les places les plus exposées, pour autant que le foible état des troupes, qui n'étoit que trop connu, le permettoit, et qu'Elle croyoit, afin de n'avoir rien à se reprocher, que ceci devoit s'exécuter incessamment et avant que les glaces n'y missent obstacle; qu'Elle donneroit en même tems ordre que les sémestriers reviennent incessamment, mais qu'il étoit connu à ces Mess[rs] que les soldats ne pouvoient pas subsister de leurs prêts; que cela avoit été plusieurs fois représenté par des mémoires détaillés et en dernier lieu en 1778....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCC.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet.

Ce 15 Novembre 1780 à midi.

Indépendemment de ce que j'ai eu l'honneur de proposer à V. A. au sujet de l'augmentation du prêt du soldat, je crois qu'il seroit absollument nécessaire que V. A. seule ou conjointement avec le Conseil d'Etat proposât une augmentation de troupes dans ces circonstances. Cette pièce, selon moi, devroit être bien travaillée, chaque parole bien pesée et que cela fut une pièce qui put justifier entièrement V. A. devant le public et la postérité de n'avoir rien négligé pour obtenir cette augmentation. Cette proposition, si V. A voudroit la faire seule, pourroit être faite, soit qu'Elle la fit en personne en guise de proposition aux Etats-Généraux, soit qu'Elle la fit par lettre, à condition que cette lettre ne fut pas lue dans la besogne secrette, mains dans l'assemblée, et qu'elle fut rendue publique. Je crois une démarche pareille d'autant plus nécessaire que la marche des troupes vers les côtes, le rappel des sémestriers et autres démonstrations guerrières, faironts une terrible sensation dans le public de tous les sept provinces et que chaqu'un en raisonnera; que les ennemis de V. A. ne manqueront pas, comme ils le font déjà, de mettre sur son compte le triste état de défense dans laquelle la République se trouve, ainsi qu'il sera nécessaire d'ouvrir les yeux à ce public, que cela n'a pas tenu à V. A. que l'Etat ne soye mieux armé et que les fâcheuses suites, qui en peuvent résulter, sont pour le compte de ceux qui ont traversé les vues salutaires de V. A. Les matériaux pour faire une excellente lettre ou proposition ne manquent point, et si elle réussit bien, elle sera sûrement très salutaire pour la gloire et les intérêts de V. A. et Elle sera entière-

ment justifiée, ce qui me paroit absollument nécessaire dans un tems où tout conspire contre Elle et sa Maison.

Je ne doute point que tout le monde ne sera pas de mon opinion et qu'on fera peut-être l'impossible (si Elle consulte là-dessus certains personnages) pour la dissuader à faire cette démarche, mais je dois hardiment dire à V. A. que je le considérerois comme une marque certaine des mauvaisses vues et intentions qu'on a, si on lui déconseilloit cette démarche.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCI.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet.

A La Haye, ce 16 Novembre 1780, le soir.

La défense des isles de la Zélande contre une attaque du côté de la mer doit principalement consister dans le nombre de petits vaisseaux armés. Dans l'année 1747 et au commencement de l'année 1748 il y avoit pour le moins quarante vaisseaux armés postés dans ces bras de mer et entre ces isles, dont la pluspart étoient Anglois. Si nous n'avons pas de flotille de ce côté-là pour couvrir les isles de Zélande, la défense des troupes de terre ne signifie rien et ce que les troupes pourroient faire seroit de prévenir peut-être un coup de main et un ravage dans le païs. Sans le prompt et inattendu secours de la flotte Angloise en 1747, les François se seroient rendus maître au printems, sans coup férir presque, des isles de la Zélande, parce que la République n'avoit pas assés de vaisseaux armés pour défendre ces isles, et cela déconcerta alors tout à fait le plan des François. Il faut espérer, si on doit avoir la guerre avec l'Angle-

terre, que celle-ci, tant occupée ailleurs, ne sera pas en état d'exécuter contre nous ce qu'elle a fait il y a trente-trois ans pour sauver la Zélande et toute la République; mais je m'apperçois que je me détourne de ma tâche, qui ne doit rouler sur ce que l'on peut ou doit faire dans ces circonstances avec les troupes de terre....

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet.

A la Haye, ce 17 Novembre 1780.

Quant à la Flandres, je persiste dans mon idée que, si l'Etat doit soutenir sérieusement une guerre contre l'Angleterre, que cette partie de notre frontière pourroit devenir une des plus intéressantes, par les raisons que j'ai alléguées dans ma lettre du 13e du courant, mais après y avoir mûrement réfléchi depuis, je me confirme encore d'avantage dans mon idée que pour cet hiver il n'y a rien à craindre de ce côtè là. Les Anglois, sans les Autrichiens et sans le but que je leurs prette dans ma lettre du 13me, ne peuvent nous faire aucun mal de ce côté-là et le pais n'est pas assés riche pour les tenter à le mettre sous contributions. Or les Autrichiens, quand je considère ce qu'ils ont dans les Pais-bas, ne penseront pas à faire un coup pareil, que de vouloir surprendre un de nos places, et il n'y a pas encore d'indice d'un traité entre la cour de Vienne et l'Angleterre. Il me paroit par conséquent qu'il ne conviendroit pas qu'on fit de notre côté des démonstrations de ce côté-là, qui pourroient donner de l'ombrage et réveiller le chat qui dort. C'est

pourquoi je prens la liberté, après très mûre délibération, de proposer à V. A. que pour le moment présent on ne fit rien marcher dans la Flandres et qu'on attendit ce que cet hiver faira éclore dans les cabinets de Londres, Vienne et Versailles, mais il seroit à souhaiter que nous eussions à Vienne et à Versailles des ministres plus capables qu'il n'y en a. Au printems on pourra toujours à tems envoyer ce qu'on jugera nécessaire pour cette frontière, et comme on ne peut pas prévoir les événemens il seroit peut-être nécessaire de former au printems un camp pour pouvoir s'en servir en cas de besoin là où on le jugera nécessaire ....

V. A. a aussi la plus grande raison du monde lorsqu'Elle dit dans sa lettre qu'il sera nécessaire que les troupes soyent fournies de tentes et de tout ce qui faut pour entier en campagne; c'est pourquoi il sera nécessaire que toutes les troupes doivent être mises incessamment sur le pied de la guerre, si on compte de devoir entrer en guerre ou si on est déterminé à la faire, car de dire que ce ne sera qu'une guerre maritime, est vouloir se faire illusion, car de cette guerre il y a toute apparence qu'il en résultera une guerre générale, du moins notre continent s'en ressentira. Peut-être suis je trop téméraire en faisant cette remarque, qui a plus ou moins rapport à la politique de l'Etat, mais j'ai cru ne pouvoir me dispenser d'en toucher un mot, étant enclavé trop étroitement avec les mesures qu'on doit prendre pour la défense de l'Etat et sur lesquels V. A. a daigné demander mon avis.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCIII.

M. Thulemeier à sa cour. Les chances d'une déclaration de guerre.

—

Le 17 Novembre 1780.

.... Les partisans de l'Angleterre ne cessent d'annoncer une rupture prochaine avec la République et on voit même dans les gazettes de ce païs, que la cour d'Angleterre est d'avis que l'accession des Etats-Généraux doit être envisagée sous le même point de vue qu'une déclaration ouverte. D'un autre côté on assure à Amsterdam se préparer à tout événement, dans le cas même où une partie des possessions Hollandoises aux Indes-Orientales seroient attaquées pas les forces supérieures de l'Angleterre. On nous dépeint la marine des Provinces-Unies comme irritée au dernier point et ne respirant que la vengeance de l'affront, que le commodore Fielding a fait éprouver à l'Amiral comte de Byland. Je commence à croire qu les deux partis ne sont pas toujours de bonne foi. Si la Cour Britannique se porte aux menaces, afin d'en imposer aux Provinces-Unies, on ne souroit ignorer que le besoin de recourir à la marine marchande de la République a rendu la suspension de l'acte de navigation nécessaire, et que cette puissance ne sauroit renoncer au commerce de la Hollande et de la mer Baltique, sans se priver des ressources les plus essentielles dans les circonstances présentes. D'un autre côté les Républicains les plus zélés ne se porteront point à une rupture ouverte avec l'Angleterre à moins d'y être entrainés malgré eux. Je me persuade donc plustôt que l'Angleterre adoptera des mesures plus moderées et conformes à ses véritables intérêts, dès que l'association maritime aura été constatée par l'accession de la République ....

P. S.

La résolution, que les Etats-Généraux se proposoient de prendre en faveur de l'accession de la République à l'association maritime dans le courant de cette semaine, à été différée de peu de jours.

J'apprens que le prince-stadhouder a donné à l'ambassadeur de France l'assurance positive que la détermination finale de L. H. P. passeroit sans délai à leur assemblée Lundi prochain 20e de ce mois. —

Quant à la déclaration à faire aux puissances belligérantes, j'ai lieu de penser que les délibérations, dont Elle fera l'objet, ne pourront être conduites à une conclusion que dans 10 ou 12 jours. [1])

LETTRE DCCIV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet.

—

Ce 21 Novembre 1780.

Selon les ordres de V. A. j'ai l'honneur de lui présenter les ordres et patentes, qu'Elle a commandé ce matin.

V. A. a eu la bonté de me marquer par son billet,

[1]) *En marge de la main du prince:* „Ceci est faux. Voici le cas. Mons[r] de la Vauguyon, avec son indiscrétion ordinaire, m'a dit Jeudi dernier s'être attendu à que la résolution touchant la Russie auroit été prise, et je lui ai répondu qu'Elle le seroit sans faute Lundi prochain. Là-dessus il demanda, s'il pouroit en être sûr. Je m'apperçus que j'en avois trop dit et je lui dis, que je croyois du moins qu'Elle seroit prise avant le retour des Etats d'Hollande. N'y ayant pas de secret là-dedans, je n'ai pas fait difficulté de le dire, mais je me serois bien gardé de donner des assurances sur pareilles choses à un Ministre étranger".

que je pouvois les retarder, si je croyois cette marche trop prématurée. Je n'ai pas osé prendre cela sur moi, nonobstand que je vois plusieurs inconvénient dans cette démarche, dont voici quelquesunes des principales: c'est l'éclat que cette marche des troupes faire dans le public et dans toute la République et ne laissera pas que d'allarmer les habitants, qui, quoique par le soins qu'on a eu de les préparer à une guerre avec l'Angleterre, par tout ce qu'on a publié par authorité dans les gazettes et par centaines de pamphlets seront effarouchés de ces préparatifs pour la défensive.

Le tems entre ici et le terme fixé pour le départ des troupes est aussi un peu court, surtout pour les préparatifs qu'il y aura à faire à Helvoet et même à la Brielle pour les loger, ce qui est plus difficile et sujet à plus d'inconvéniens que si ce seroit au printems. J'aurois bien encore une considération qui pèseroit beaucoup chés moi, mais comme elle est purement politique et par conséquent plus de mon ressort, je ne ferai que la toucher en passant, savoir que je me suis demandé souvent à moi même si une pareille démarche ne donneroit occasion à provoquer la guerre, qui certainement, dans les circonstances où l'Etat se trouve, ne convient nullement.

Mais envisageant d'un autre côté que l'on ne doute presque point de la guerre, ce qui doit être fondé sur les mesures, que l'Etat juge à propos de prendre pour faire tête aux Anglois, je n'ai pas osé prendre sur moi de proposer à V. A. une suspension de ces ordres, de crainte de me rendre responsable des événement, d'autant plus que la gelée peut venir à tout momens et rendre alors impossible le transport de ces troupes, et c'est la raison que je n'ai pas tardé d'exécuter les ordres de V. A.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCV.

M. Thulemeier à sa cour. Même sujet que la lettre du 17 Novembre.

—

Le 22 Novembre 1780.

.... Quoiqu'on puisse à justre titre s'attendre aux démarches les plus inconsidérées de la part d'un ministre tel que le Lord Stormond, j'avouerai cependant qu'une rupture ouverte avec la République des Provinces-Unies, en haine de l'association, est on ne peut pas moins apparente et attireroit sans contredit à l'administration l'indignation du parti même affectionné à la cour. Il se pourroit à toute rigueur que l'Angleterre se portât à des hostilités envers les vaisseaux de guerre, qui aurroient pris sous convoi des bâtimens chargés de bois de construction ..., mais ce seroit alors que la République réclameroit avec raison le redressement de ses griefs et, sinon l'assistance immédiate, du moins la médiation de l'Impératrice de Russie. Une telle négociation épargneroit aux Etats-Généraux l'humiliation de se soumettre sans résistance aux mesures arbitraires de l'Angleterre, et la République seroit à même d'adhérer son système favori, qui n'est autre que de gagner le plus de tems qu'il lui est possible.

L'Ambassadeur de France a été longtems de mon avis, mais, si je ne me trompe, je crois entrevoir présentement, que la Cour de France, flattée des succès qu'Elle rencontre, aspire à exciter une certaine fermentation et à entrainer les Etats-Généraux dans une guerre ouverte avec l'Angleterre. J'avoue que ce ne sont que des conjectures de ma part, qui peuvent être destituées de fondement et que je n'ai formées que sur de certains propos qui sont échappés aux partisans de la France ....

Je m'apperçois au reste avec plaisir que les différens qui ont subsisté entre le prince-stadhouder et

la ville d'Amsterdam, pourront être conciliés, et c'est le mémoire violent de l'ambassadeur d'Angleterre, qui continuera à les rapprocher. La régence Amsterdamoise a députe le Sr Fischer, son second pensionnaire, pour sonder le terrein. Celui-ci a reconnu que le prince-stadhouder, bien loin d'applaudir à la réclamation injurieuse de l'Angleterre, étoit décidé à protéger le pensionnaire Van Berckel, puisque dans la négociation fameuse avec l'Amérique confédérée ce ministre n'avoit agi que sous l'autorisation de ses commettans. Le Sr Fischer ne pourra que rendre un compte favorable à ses régents des sentimens du prince, qui sont d'autant plus méritoires, que le Sr Van Berckel s'est opposé de tous tems à l'exertion de la prérogative stadhoudérienne, souvent avec une force très indécente....

LETTRE DCCVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Résolution de renoncer au projet d'écrire à l'impératrice de la Russie.

—

Hage, den 24 November 1780.

Na alles wel overwogen te hebben, ben ik geresolveert voor alsnoch niet aen de Keizerinne van Ruslant te schrijven. Ik zie niet dat eenig nut uit die démarche kan resulteeren, tenzij ik tegelijk schreef aen den Heere Graeve de Panin, en daerboven vreeze ik, dat dit schrijven aen gem: Heer als eene laegheit in Ruslant zoude worden aengezien, die mij niet zoude doen verwerven de achting van de Keizerinne, wijl het haar niet onbewust is hoe dat ik gedagt hebbe omtrent dit geheele werk, en ik vinde mij zeer verlegen om iets goets er van te maeken. Om daeraen te suppleeren was het misschien niet quaet dat aen de

ministers-plenipotentiarissen gezonden wierde mijne propositie en de papieren, die ik aen H. H. Mog: ter hant gestelt hebbe: het bericht van Amsterdam, de memorie van den H[re] Ridder Yorke, de resolutie van Hollant van gisteren en de resolutie ter generaliteit te nemen, met last om, daer het van nut kan zijn, daervan onder de hant ouverture te geeven, om aen te toonen dat de Republicq alles doet wat zij kan om aen Engelant alle wettige oorzaek van oorlogh af te snijden. Dit was het eenigste oogmerk van mijne missive, en dat einde kan op deeze wijze ten volle bereikt worden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Proposition d'une résolution des Etats-Généraux sur la question du projet de traité avec les colonies Américaines.

—

Hage, den 24 November 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik geeve U. W. E. G. in consideratie of ter generaliteit niet konde werden geresolveert dat, de Gedeputeerdens van verscheide provincien hebbende laeten leezen derzelver resolutien omtrent de papieren, aen H. H. Mog. gecommuniceert, Hoogstdezelve hadden goedgevonden en geresolveert, dat aen den Heere Ridder Yorke zal werden kennisse gegeeven, dat H. H. Mog., niets meer verlangende dan de goede harmonie met zijne Groot-Britannische Majesteit door alle convenabele middelen meer en meer te cultiveeren, hadden goet gevonden te verklaeren dat bij haer nietwes is gedaen, waeruit wettigh kon worden geelicieert eene erkentenisse van de independentie der Noort-Americaensche

Colonien; dat zij nimmer eenige deliberatien hebben gehouden, veel min authorisatie gegeeven, om met hun in onderhandeling te treeden of een tractaet te reguleeren, en dat H. H. Mog. ten eenemael desavoueeren en afkeuren hetgeen door Heeren burgemeesteren en regeerders der stadt Amsterdam, of door wie het ook zoude mogen weezen, konde zijn gedaen, strijdigh met de bovengem: door H. H. Mog gedeclareerde intentie. Het zal mij zeer aangenaem zijn te verneemen of U. W. E. G. zwaerigheit zoude maeken om tot eene resolutie, in diervoegen genoomen wordende, te concurreeren en, zoo U. W. E. G. het idee in het generael approbeert, deszelfs consideration mede te deelen nopens de extensie, hebbende ik dit currente calamo geschreven: dus twijffele ik niet of er zullen fauten in zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCVIII.

Le prince d'Orange au comte de Welderen. Même sujet.

La Haye, ce 24 Novembre 1780.

Monsieur.

Il y a très longtemps que je vous ai écrit, mais les circonstances ont été telles que je n'ai pu rien écrire. Vous aurez vu sans doute le mémoire qui a été présenté par M[r] Yorke au sujet des papiers trouvés auprès du S[r] Laurens. J'aurais bien désiré qu'il eût été dans des termes plus modérés et surtout que le pensionnaire Van Berkel n'y eût pas été nommé; c'est lui faire trop d'honneur, selon moi, et il me paroit qu'il auroit été mieux de demander satisfaction en termes généraux de ceux qui avoient eu part à ces

négotiations. J'ai fait mon possible pour faire prendre une résolution, par laquelle on désavoue non seulement, mais même on désapprouve formellement la conduite de Messrs d'Amsterdam et l'on déclare n'avoir jamais reconnu l'indépendance de l'Amérique, ni même eu aucune délibération qui tendroit à entrer en négotiation aves eux, et le pensionnaire est chargé de la part des Etats d'Hollande d'en faire part à Mr Yorke. Je ne doute pas ou les Etats Généraux chargeront Mr Fagel dans peu d'une pareille commission. Voilà jusqu'où j'ai pu mener les choses et je crois avoir beaucoup fait. Il seroit bien à désirer pour le bien général que le Roi voulût se contenter de cette démarche de la part de cet état, car je crains bien que je ne pourrois pas mener les choses plus loin, et je regarderai toujours comme le plus grand malheur, et pour l'Angleterre et pour nous, si les choses en venoient à une rupture. J'ai des fortes raisons de croire que la France cherche à nous entrainer dans sa querelle, et je crois qu'il n'est nullement des vrais intérêts de l'Angleterre de nous mettre dans la nécessité de nous jetter entre les bras de la France. Je regarderai comme le plus malheureux jour de ma vie celui, où je verrai arriver cela, mais je prévois que, si cela en vient à une rupture, nous y serons forcés par la nécessité. C'est uniquement dans l'intention d'éviter ce parti que j'ai dans les commencements prêté l'oreille aux propositions qui ont été faites d'accéder à l'alliance du Nord, et si j'avois pu avoir quelque sûreté que, si nous n'y accédions point, nous aurions pu jouir de l'effet du traité de 1674, peut-être aurois-je pu réussir à faire prendre une résolution de n'y pas accéder, quoique cela auroit été très difficile, et je ne puis déguiser que l'attaque de l'escadre de l'admiral comte de Byland, qui n'avoit sous son convoy aucun vaisseau

chargé de matières ou de bois construction, a beaucoup diminué mon credit et m'a mis hors d'état de réussir à continuer là mon protection de ces sortes de marchandises. Je souhaite que l'on use avec modération envers nous, sans quoi je puis vous assurer que l'on joue le jeu du parti François aussi complètement que possible, puisqu'en employant des moyens violents on irrite les gens qui ne sont d'aucun parti et ils se joignent au parti François, et par là les vrais amis de l'Angleterre sont hors d'état de pouvoir rien faire pour le maintien de l'ancienne alliance et, en voulant parler, ils se rendent suspects à leurs concitoyens, sans rien effectuer en faveur de la bonne cause....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCIX.

M. Thulemeier à sa cour. Le déclaration aux puissances belligérantes.

Le 24 Novembre 1780.

Le prince-stadhouder a assuré positivement à l'ambasadeur de France, que le terme que je viens d'indiquer n'avoit été adopté que dans l'idée de donner aux ministres de la République à Londres, à Versailles et à Madrid le tems requis pour s'acquiter la-dessus des ordres de leurs maîtres.... [1])

[1]) *En marge de la main du prince:* „J'ai dit que je croyois que c'étoit là la raison et que je ne prévoyois pas qu'il pût arriver quelque chose, qui fit changer la détermination de la République à l'égard de la déclaration à faire, mais l'assurance positive est controuvée".

Le „terme" concerne la remise de la déclaration aux puissances belligérantes; il fut fixé à six semaines.

LETTRE DCCX.

Le chevalier Yorke au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

La Haye, le 25 Novembre 1787.

Monsieur.

J'ai reçu hier au soir la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, accompagnant l'extrait de la résolution des Etats de Hollande de Mercredi passé, que leurs nobles puissances vous ont chargé de me remettre. Je vous prie, monsieur, d'être persuadé qu'aucune occupation ne m'auroit empêché de me rendre chés vous, si cela vous eut été ou commode ou agréable.

Je n'ai pas manqué d'expédier par la malle de hier au soir la communication, que vous avez été chargé de me faire. Je suis persuadé que le Roy verra avec plaisir le désaveu et la désapprobation du souverain d'une intrigue aussi odieuse que dangereuse, d'autant plus que S. M. en tirera la conséquence que les Etats feront poursuivre les coupables et donneront la satisfaction, que S. M. a demandé dernièrement à Leurs Hautes Puissances ....

LE CHEVALIER YORKE.

LETTRE DCCXI.

M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 28 Novembre 1780.

.... Le Sieur Van Berkel n'a pas donné dans cette occasion des preuves de ce courage et de cette fermeté d'esprit à l'épreuve des revers, dont il se vante si volontiers, et le duc de la Vauguyon m'a avoué qu'il avoit été surpris que ce pensionnaire, au lieu de paroître à l'assemblée des Etats d'Hollande et d'y plaider

sa cause, eut cherché dans son absence et dans les murs d'Amsterdam sa seureté personnelle.

Depuis que les Etats-Généraux ont accédé à la neutralité armée, l'attention des négociants Hollandois est excitée par la considération des suites qui pourront en résulter. Les assureurs se prévalent à Amsterdam de ces circonstances pour réclamer des primes énormes et semblent appréhender une rupture avec l'Angleterre, afin de donner la loi à leurs concitoyens. Il en résulte une espèce de stagnation momentanée dans le commerce, mais on se refuse cependant assez généralement à ces craintes prématurées, et on ne sçauroit se persuader que l'Angleterre voulut se priver de gayeté de coeur de la seule ressource, c'est à dire de l'assistance de la marine marchande Hollandoise, dont elle a un besoin indispensable, puisque dans ce moment même on cherche à fretter à Amsterdam quarante bâtimens de transport pour le service de cette puissance....

Le duc de Vauguyon me proteste que sa cour est trés éloignée de chercher à entrainer les Etats-Généraux dans une guerre avec la Cour Britannique, puisqu'une telle rupture ne pourroit que susciter des embarras très réels à la France et se trouveroit par conséquent en opposition aves ses véritables intérêts. Il ajouta qu'il recommandoit à ses amis, dans toutes les occasions, d'agir avec la plus grande prudence et de n'effectuer le convoi illimité qu'après s'être assuré de la protection de la Russie par la déclaration faite aux puissances belligérantes, telle que l'Impératrice l'avoit prescrite.

LETTRE DCCXII.

M. Thulemeier à sa cour. Apparences de la guerre prochaine.

—

Le 1 Décembre 1780.

.... Les dépêches du comte de Welderen sont on ne peut pas plus sombres et paroissent annoncer une rupture immanquable avec la cour Britannique. J'apprens que la cour d'Angleterre à autorisé le Chevalier Harris par un courier, nouvellement expédié, à declarer à l'Impératrice de Russie, que la négociation Américaine avoit placé la République dans une classe différente des autres puissances neutres et que par là Elle ne sauroit aspirer à jouir des mêmes prérogatives avec les cours de Petersbourg, de Stockholm et de Coppenhague. Le prince de Galitzin me paroit appréhender que ces insinuations ne produisent quelque effet sur l'esprit de sa souveraine, mais sans m'occuper à discuter des argumens que la cour d'Angleterre met en avant pour pallier ses procédés arbitraires et pour en imposer au gouvernement des Provinces-Unies, on ne sauroit cependant se dissimuler que les menaces du chevalier Yorke inquiettent plus ou moins ceux qui se trouvent à la tête des affaires.

Le prince-stadhouder a réuni auprès de sa personne ceux de ses aides de camp, qui, attachés à différens corps, étoient absens. Quatre régimens d'infanterie ont ordre de se rendre à la Brielle, Harlingue, Alkmar et Enkhuisen, comme les villes de la Hollande les plus exposées à une invasion de la part d'une esquadre Angloise. Il est question de rappeler au drapeau les sémestriers et les officiers Suisses absens par congé....

Le parti anti-stadhoudérien se plait à entrevoir dans toutes ces mesures le désir de répandre l'allarme, de porter obstacle aux résolutions vigoureuses, que la

République pourroit prendre en conformité de son accession à l'association maritime, et enfin de prouver la nécessité d'une augmentation de l'armée de terre par l'employ des troupes dans des quartiers éloignés des provinces, à la solde desquelles ces régimens se trouvent. La ville d'Amsterdam insiste, au reste, sur la nécessité de faire du dernier mémoire du chevalier Yorke un objet de délibération, et annonce la publication de l'apologie, tant de la conduite de ses magistrats que de celle du pensionnaire Van Berckel, relativement au projet d'un traité de commerce à conclure avec les Etats-Unies de l'Amérique.

LETTRE DCCXIII.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. Entretien avec Lord Stormont.

—

Londres, le 1 de Décembre 1780.

Monseigneur.

.... J'ai été ce matin chés Lord Stormont, et en ami je lui ai communiqué la partie de la lettre de V. A. S., commençant à l'article qu'Elle avoit fait son possible pour faire prendre la résolution pour désaveu, etc. Milord m'a écouté avec beaucoup d'attention, m'a remercié de la communication amicale, que je venois de lui faire, et a parlé de V. A. S. de la manière la plus respectueuse et comme un homme attaché à la Maison d'Orange, mais à mon très grand regret je n'ai pas atteint le but pour lequel je lui ai fait cette communication, et j'ai très clairement remarqué qu'il n'étoit pas content, mais il ne lui est rien échappé qui pût me donner le moindre indice de ce que cette cour a intention de faire. Demain il y aura

un conseil de cabinet; peut-être y prendra-t-on quelque résolution....

J'ai vu avec douleur ce que V. A. S. dit de la situation intérieure de la République et que votre crédit est diminué. Fasse le Ciel que les affaires puissent prendre une tournure qui vous donne tout celui que vous devriez avoir, si l'on rendoit justice à l'amour, que vous avez pour la patrie....

J. W. V. WELDEREN.

LETTRE DCCXIV.

M. Thulemeier à sa cour. La situation politique. La mort de l'Impératrice-mère d'Autriche.

Le 12 Décembre 1780.

..... J'envisagerai toujours une rupture avec l'Angleterre comme entièrement opposée aux intérêts les plus essentiels de cette dernière puissance et par conséquent nullement vraisemblable. D'un autre côté, je me trompe fort ou l'Angleterre se flatte toujours de séparer la cause des Provinces-Unies de celle des autres puissances du Nord, qui ont accédé à l'association maritime.

Le prince de Galitzin n'est pas tout à fait rassuré sur la persevérance des dispositions de l'Impératrice, sa souveraine, et me paroit appréhender que sa cour, fatiguée des dispositions toujours renaissantes de l'Angleterre avec la République, ne se refuse à des liaisons qui pourroient la compromettre....

La nouvelle inattendue de la mort de l'Impératrice-reine a produit une assez forte sensation dans ce pais-ci. J'observe que les partisans toujours nombreux de l'Angleterre se flattent de voir renaître l'ancien système, et ne déguisent point que la cour

d'Angleterre s'est assurée depuis longtems des dispositions du prince, qui vient présentement de prendre les rênes du gouvernement. Ce sentiment n'est cependant pas général et on est assez enclin à supposer que l'Empereur, uniquement occupé d'arrangemens intérieurs, dissimulera dans les premiers tems ses véritables sentimens, tant vis à vis de la France que de l'Angleterre.

Le duc de Vauguyon me dit avec beaucoup de franchise, qu'on feroit bien de penser à brider les projets inquiets et ambitieux de ce prince, si tant étoit qu'il se portoit à les mettre au jour.

Il paroit, au reste, qu'on s'attend à Bruxelles à un changement dans l'administration des Pays-bas Autrichiens et on conjecture même que la Duchesse de Saxe-Tesschen pourroit bien ne point obtenir le Gouvernement de ces provinces, qui lui avoit été conférc par l'Impératrice sa mère, d'autant plus que cette princesse n'est point la plus chérie des soeurs de l'Empereur....

LETTRE DCCXV.

M. Thulemeier à sa cour. Les opinions du gouvernement de l'Angleterre.

—

Le Decembre 1780.

.... On attribue la force extrême de ces mesures uniquement au Lord Stormont, d'autant plus que la violence du caractère de ce ministre est aussi connue que le crédit et la faveur, dont il jouit présentement auprès du roi son maître. Il paroit même qu'il l'emporte sur Lord North, au point que le Chef de la Trésorie a temoigné aspirer récemment à obtenir sa retraite.

Le prince-stadhouder est on ne peut pas plus mécontent de la hauteur et de l'arrogance, dont les proprocédés de l'Angleterre envers la République portent l'empreinte. Il me fit observer que les principes énoncés dans le mémoire du Chevalier Yorke étoient très singuliers, puisque, bien loin de recourir à une puissance étrangère pour établir la constitution de la République sur une telle garantie, celle même de chaque province étoit indépendante des Etats-Généraux.

Le prince-stadhouder ajouta que les délibérations de L. H. P. étoient certainement très épineuses; qu'il ne se dissimuloit point qu'il pourroit en résulter des suites funestes pour cet état, mais que, si la guerre étoit un malheur pour la République, elle ne convenoit certainement point aussi à l'Angleterre dans les circonstances présentes.

Si on reconnoit dans la manière, dont le Greffier Fagel s'explique, quelques traces de son ancien attachement aux intérêts de la Cour d'Angleterre, le conseiller-pensionnaire m'a avoué, d'un autre côté, qu'il regardoit une rupture avec cette puissance comme inévitable. Tel est également le ton des dépêches du comte de Welderen, tel est celui autant des ministres étrangers qui résident à Londres que de leurs collègues en Hollande. Il paroîtra peut-être extraordinaire que je me refuse à cette opinion si généralement adoptée, mais je ne me persuaderai jamais que le ministère Britannique se porte au comble de la démence et, qu'accablé des forces réunies de la Maison, il vise a s'attirer de nouveaux et de puissants ennemis. Les Provinces-Unies offrent à la Cour Britannique....[1]) pour ses négociation, dont elle a sans contredit un besoin indispensable. Il est à penser que, dans le cas d'une rupture, les forces maritimes de la République succom-

[1]) *En blanc.*

beroient la première année et que ses colonies seroient peut-être en parti la proye de ses ennemis, mais elle ne tarderoit point à se relever d'une manière imposante et à trouver dans sa marine marchande autant que dans le numéraire, dont ces provinces regorgent, des moyens abondans pour soutenir la guerre avec vigueur. Je connois mal le chevalier Yorke ou je crois entrevoir qu'il est de mon avis et qu'il regarde une guerre prochaine comme peu apparente. Toutes les démonstrations, qu'on a faites en Hollande etque la prudence pourroit avoir suggerées, ne me séduisent point, et je suis convaincu que l'Angleterre n'a d'autre but dans tout ceci que d'affoiblir l'association maritime et de séparer la cause des Provinces-Unies de celle des autres puissances du Nord.

On assure que les Etats de Zélande continuent à négocier à Londres par le canal du Sieur Citters, ancien représentant du stadhouder, mécontent de ce prince et Anglais à outrance. Aussi jouit-il des plus grandes distinctions de la part du Roi et de la Reine d'Angleterre, depuis le premier moment de son séjour dans les états de ce Monarque. Si je puis donner créance à de certains avis, la province de Zélande doit avoir insinué que, dans le cas d'une rupture avec l'Angleterre, elle pourroit très bien se soustraire à l'Union et réclamer la protection de l'Empereur, comme d'un prince voisin et puissant.

LETTRE DCCXVI.

M. Thulemeier à M. de Beausobre[1]). *Opinion sur les exigences de l'Angleterre.*

—

15 Décembre 1780.

.... Que direz vous donc à présent, mon cher ami, vous, le partisan si zélé de l'Angleterre et qui en voulez toujours aux pauvres Hollandois? Pourquoi confondre les manoeuvres illicites de quelques négocians avec les sentimens éclairés et bien entendus du Gouvernement? Faudra-t-il donc se faire donner la loi dans votre propre païs par une nation impérieuse? Il se peut que les Anglois se tirent d'affaire en dépit des forces respectables de la Maison de Bourbon, mais, accablés du poids d'une dette nationale énorme, cet état ressemblera à celui d'un homme, qui sort d'un fort accès de fièvre et qui ne sent qu'alors le dépérissement de ses facultés physiques.

Adieu, mon cher ami, aimez moi comme je vous aime.

LETTRE DCCXVII.

M. Thulemeier à sa cour. Même sujet.

—

Le 19 Décembre 1780.

.... Il n'est à mon avis aucunement douteux que le but de ces démarches hautaines de la cour l'Angleterre ne soit celui de porter atteinte à l'association maritime, mais aussi d'amener une crise antérieure à l'époque de la convention, que les Commissaires Hollandois sont autorisés à signer avec le ministère Russe.

[1]) Louis de Beausobre, membre de l'académie des sciences à Berlin, auteur de plusieurs écrits philosophiques et politiques.

On m'assure que la ville continue à manifester l'opposition la plus vive et il seroit à craindre qu'il n'en résultât des troubles funestes, si on ne pouvoit espérer à juste titre de la sagesse ainsi que de la modération du prince-stadhouder, que ce prince trouvera moyen de calmer les esprits irrités....

LETTRE DCCXVIII.

La capitaine H. Van der Mey au conseiller-pensionnaire. Considérations d'un personnage qui n'a pas voulu permettre de dévoiler son nom. Avis secrets.

—

18 Decembre 1780.

HoogWelgeboren Heer.

Mij zijn eenige informatien toegekomen, die, zoo zij op waerheid gegrond zijn, mij toeschijnen alle attentie te verdienen en zoo interessant te weezen, dat ik het van mijn pligt geoordeeld hebbe, dezelve te brengen ter kennisse van Zijne Hoogheid. Dan daer ze mij in de uiterste confidentie waren toevertrouwd door iemand, die door zijne positie en relatien in staet is mij in 't vervolg meerder advisen te geeven, hebbe ik gemeend mij niet te moeten exponeeren aen het gevaer van zijn vertrouwen te verliezen, indien hij op de eene of andere wijze decouvreerde, dat ik, zonder zijne toestemming, gebruik maekte van zijne confidentien. Ik hebbe getracht hem te doen begrijpen, dat dezelve mij van geen nut waren, en ook niets doen konden ter bevorderinge van de belangen deezer Republicq, aen welke hij, een geboren Hollander zijnde, zeer schijnt te weezen toegedaen, indien ik dezelve in mijn eigen boezem smooren moest en er geen gebruik van maeken mogt. Het is mij gelukt hem daer van te overtuigen en van hem te obtineeren de permissie, om van zijne confidences zoodanig

gebruik te maeken, als ik zelf zoude oordeelen te behooren. Die vrijheid hebbe ik echter niet bekomen dan nadat hij mij gebracht had onder de solemneele belofte, dat ik zijn naem zorgvuldiglijk verbergen zoude, zoo lang als de bijzondere redenen, die hij heeft, om voor als nogh niet bekend te willen zijn, zouden mogen exteeren.

Op deeze wijze mijn hart gerust gesteld hebbende, maeke ik alsnu geene zwaerigheid, om aen Uwe HoogWelgeb. eerbiediglijk in consideratie te geeven van de navolgende informatien, mij door den Anonymus meedegedeeld. Ik hebbe gepraefereerd om zulks schriftelijk te doen, zoo om de meenigte en diversiteit der facta als uit hoofde van de delicatesse der zaeke; terwijl ik hoope, dat Uwe HoogWelgeb. wel zal willen de goedheid hebben, om zoodanige praecautien te neemen, dat, welke ook de gevolgen mogen zijn van deeze ouverture, en wat er ook gebeuren moge, ik nimmer gecompromitteerd noch ooit buiten staet gesteld worde om mijne bovengenoemde gelofte gestand te doen. . . . .

De Anonymus zegt:

1°. Gezien, in handen gehad en geleezen te hebben het origineel concept van een nader tractaet van commercie tusschen de stadt Amsterdam privative en het Americaansche Congres, ter halver blad geschreeven door de hand van Jan de Neuville, met zeer veele ratures en met veranderingen, in margine, van de hand van den Pensionaris Van Berckel. Hetzelve bestaet uit 16 of 17 artikelen, beslaet acht vellen schrifts en is alleen relatief tot de wederzijdsche commercie. Onder anderen is bedongen, dat de Amsterdammers zullen geconsidereerd en behandeld worden als geboren Americaenen en deezen ook als geboren Amsterdamsche burgers en wederzijds jouisseeren van de regten en

privilegien daeraen verknocht. Dat tractaet, zegt Anonymus, is in September 1779 formeel geslooten en geteekend door de heeren Lee en Adams ter eenre, en door den Pensionnaris Van Berckel ter andere zijde, en gecontrasigneerd door Jan de Neufville, hebbende den heer Franklin (volgens hetgeen hij zelf aan Anonymus zoude gezegd hebben) dat tractaet niet meede willen teekenen en zeer gedesapprobeerd dat zulks door zijne collegen, buiten zijne kennis, geschied was, vermits het niet is een tactaet tusschen de beide Republiquen, maer tusschen het congres ter eenre en de stad van Amsterdam, in haer privé, ter andere zijde.

2°. De Anonymus zegt verder in handen van het Fransche ministerie gezien te hebben een ongeteekenden brief, geschreven uit Amsterdam door eene bij hem wel bekende hand, doch die hij mij echter niet genoemd heeft, waaruit blijken zoude dat het project wel degelijk geweest is om, bijaldien men het werk tegen de Engelsche, dat is, zooals het daer genoemd word, stadhouderlijke partij, geen meester kon worden, alsdan poogingen te doen, om de form van gouvernement van de Republicq te veranderen. Hij geeft voor aen het ministerie beduid te hebben de iedelheid van dat project, zoo uit hoofde van de liefde van 't gemeen voor Z. H. als uit hoofde van de inclinatie van het gros der geestelijkheid hier te Lande voor het Hoog Vorstelijk Huis, en daerin ook compleet te hebben gereusseerd.

3°. Gelijk hij al verder voorgeeft veriedelt te hebben het project om een corps Fransche troupes in Staatsch Vlaanderen [1]) te leggen, door te doen zien de noodzaeckelijkheid, waerin men door de Republicq stellen zoude, om zich te werpen in de armen van Engeland

[1]) Bij nadere reflexie ben ik in twijfel of Anonymus Staatsch, Fransch of Oostenrijks Vaenderen genoemd hebbe.

en partij te kiezen in den oorlog ter zee tegen Vrankrijk.

4°. Van beide die projecten zegt Anonymus, dat de heer de la Vauguyon de autheur was en dat, zoo haest als men gereusseerd had om het ministerie te overtuigen van de schadelijkheid dier projecten, het gemakkelijk was daeruit af te leiden, dat die heer, zijn Hof met al te veel violentie dienende, deszelfs meester meer nadeel dan voordeel toebracht en dus bij de eerste bequaeme gelegenheid behoorde te worden gerappelleerd. Hieraen moet dan, voor een groot gedeelte, geattribueerd werden het intrekken van de fameuse Edicten; de verandering van tael en houding van de Ambassadeur sedert omtrent half April van dit jaar; en de waarschijnlijkheid, die er is, volgens het zeggen van Anonymus, dat die heer niet wederom komen zal, maer geremplaceerd worden door iemand, die reeds actueel in het Land moet zijn of dagelijks verwacht word.

5°. Ten aenzien van het Fransche ministerie zegt Anonymus dat de H^r Necker, sedert zijne admissie in 's Konigs raad, alles vermag en in effecte aen het hoofd is van alle de Departementen, doch dat hij reeds verscheide injustitien bedreeven heeft, die het waerschijnlijk maeken, dat zijn rijk niet van langen duur meer zijn zal; dat aen hem moet geattribueerd worden, dat genoegsaem alle de Fransche huizen van commercie te Amsterdam ten uiterste veeg staen, en daeronder voornaemlijk het huis van Marchelis. Het ministerie begrijpt (zegt Anonymus) dat het Vrankrijks belang niet is, dat de Republicq in den oorlog ingewikkeld worde, maer wel dat Vrankrijk haere commercie doe onder de Hollandsche vlag.

6°. Hij heeft mij aengeboden om, bijaldien men het van het belang van de Republicq oordeelde het een of andere ter kennisse of onder het oog van het

Fransche ministerie te brengen, zulks op eene secuure en bedekte wijze onder de hand te doen, maer toen ik hem observeerde dat het niet mogelijk was van die offerte gebruik te maeken zoo lang men hem niet kende, was zijn antwoord: „doe dan de offerte niet”.

7°. De Anonymus ziet den oorlog met Engeland aen als genoegsaem zeker en onvermijdelijk, en considereerd het van het uiterste belang voor de Republicq, dat aen Engeland voor de oogen van geheel Europa benomen worde het prætext, dat zij daertoe neemt. Hiertoe vermeent hij dat zoude konnen dienen eene idée, welke hij zegd dat bij eenige steden reeds zooveel velds gewonnen heeft, dat er reden is om te gelooven dat dezelve in Holland, zoo niet met eenpaerigheid, tenminste met pluraliteit zoude konnen worden geconcludeerd, indien Z. H. konden gepermoveerd worden om daertoe de propositie te doen. Dezelve bestaet hierin: dat bij de H^n^ Staeten van Holland benoemd werde eene commissie of gedeelegeerde regters of eenig Hof van justitie om het gedrag van den Pensionaris Van Berckel c. s. te onderzoeken en ordinaris juris tramite te examineeren of en in hoeverre door het aengaen van een project-tractaet met de Noord-Americaenen waerlijk misdaen zij. Die commissie benoemd zijnde, zoude aen het Engelsche Hof konnen gegeeven worden een soortgelijk antwoord als de Republicq van den Koning ontving, toen men de schepen, door commissievaerders genomen, reclameerde, te weeten dat de zaek alvorens een regterlijk onderzoek ondergaen moest, etc. Die procedures zoude men dan juist zoo sterk niet behoeven te presseeren en ondertusschen tijd hebben om de genomene resolutien tot augmentatie van middelen van defensie ter executie te leggen. Begint dan Engeland den oorlog vóór den uitslag dier aengelegde procedures, dan zoude zij voor geheel

Europa aen den dag leggen dat de voorgewende reden van den oorlog in der daede niet anders is dan een prætext, en dus aen de Republicq nogh meerder gelegenheid en regt verschaffen om de assistentie der Noordsche Mogendheden in te roepen en te reclameeren.

8°. Zoo deeze idée niet gegouteerd mogt worden, volgens de gedachten door iemand, die zeer Engelsch gezind is, aen Anonymus gesuppediteerd, nogh dit op weezen(?) dat eene extraordinaris Ambassade naer Engeland gedecerneerd wierd, om te handelen over de soort van satisfactie, met welke in Engeland genoegen zoude genomen worden, waardoor men de negotiatie ook nogh al wat zoude konnen doen duuren en tenminsten meerder tijd winnen dan wanneer het antwoord aen den Hr Yorke gegeeven wierd.

Op deeze wijze voldaen hebbende aen hetgeen ik oordeelde mijn pligt te zijn, vertrouwe ik, uit hoofde van Uwer HoogWelGeb. zoo meenigmael ondervondene goedheid voor mij, dat U. H. W. G. deeze mijne démarche, die geen ander oogmerk heeft dan de belangen van het dierbaer Vaderland, naer mijn gering vermogen, te bevorderen, wel zal gelieven onder het beste daglicht te doen beschouwen....

H. VAN DER MEY.

LETTRE DCCXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Recommandation de communiquer l'avis de la cour de justice sur la conduite des magistrats Amsterdamois à l'ambassadeur Anglais.

—

Hage, den 20 December 1780.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik approbeere ten vollen U. W. E. G. extensie om het advis van het Hof in te neemen omtrent het gedragh

der Heeren van Amsterdam omtrent het negotieeren van een tractaet met de Noort-Americaenen, maer ik zoude van gedachten zijn dat het van groot nut zoude zijn, om alle prætext aen Engelant af te neemen van het dilay van antwoort voor een refus te considereeren, dat op de eene of andere wijze, hetzij door U. W. E. G. naemens de Staeten van Hollant aen den Ambassadeur van Engelant, hetzij door eene missive aen den H[re] Graeve van Welderen, ouverture gegeeven wierde, dat men een advis van het Hof hadde gevraegt, zoo als in de extensie vermelt is, en dat, alvorens dat hetzelve ingekoomen is en dat daerop kan zijn gedelibereert, het niet moogelijk is ietwes finaels te antwoorden op de memorien, door hem Heer Ambassadeur gepræsenteert. Ik denke dat die communicatie niet wel vermeid kan worden of dat men aen Engelant het prætext niet afsnijdt om voort te gaen met de executie hunner bedreigingen, maer [aangaande] de wijze, quo modo, stelle ik mij geene partij, al was het dat U.W.E.G. best oordeelde dat het van de Generaliteit behoorde te koomen, dat men van wegens de Generaliteit, nadat Holland openinge van haere resolutie hadde gegeeven, daervan door den Heere Griffier opening aen den Heere Yorke liet geeven, met bijvoeginge dat men, zoo ras als de constitutie deezer Republicq het permitteerde, een finael antwoord op de beide memorien zoude geeven ....

W. PRINCE VAN ORANJE.

LETTRE DCCXX.

Le chevalier Yorke au greffier Fagel. Refus de se charger d'une réponse officielle à sa cour.

La Haye, ce 22 Décembre 1780.

Monsieur.

En vous remerciant de la communication que vous avez été chargé de me faire de la part de L. H. P. les Etats-Généraux ce midi, je me trouve obligé de vous observer que, s'agissant d'un grand attentat, commis par les Régens d'une des principales villes de l'Etat, évidemment dirigé contre la dignité du Roy et les droits de sa Couronne, d'un attentat aussi contraire aux engagemens de la République envers la Grande-Bretagne qu'à la constitution des Provinces-Unies, d'un attentat enfin avoué publiquement par les coupables et soutenu d'une manière inattendue par la régence de leur ville, malgré le désaveu des Etats-Généraux et toutes les raisons notoires qui rendent leur conduite injustifiable à tous égards, l'affaire est d'une nature trop délicate pour ne pas exiger une satisfaction prompte et proportioneé à l'offense, loin d'admettre des procédures juridiques élusoires.

C'est pourquoi je croirais manquer essentiellement à mon devoir, d'après les ordres précis que j'ai d'insister fortement sur une satisfaction immédiate, réclamée dans le mémoire, que j'ai eu l'honneur de présenter aux Etats-Généraux dès le 10 Novembre passé, si j'osois prendre sur moi d'envoyer à S. M. une réponse dilatoire et nullement satisfaisante, d'autant plus que L. H. P. ont un ministre à Londres, à portée, si Elles le jugent à propos, d'annoncer à ma cour leurs dispositions à cet égard....

LE CHEVALIER YORKE.

LETTRE DCCXXI.

M. Thulemeier à Monsieur Van der Borch à Liège [1]. *La rupture à peu près décidée.*

—

Le 26 Décembre 1780.

.... Ainsi voilà la rupturé à peu près décidée. Mon attachement au prince et à la princesse d'Orange ne me permettent point de voir tout ceci avec indifférence, et je fais des voeux bien sincères pour que tout tourne à la satisfaction et à la gloire de ce païs. Le prince est exempt de tout reproche, il y agi avec sagesse et n'a rien négligé pour soustraire la République à la catastrophe, dont elle est menacée....

LETTRE DCCXXII.

M. Thulemeier à sa cour. Le départ du chevalier Yorke.

—

Le 29 Décembre 1780.

.... Quoique le chevalier Yorke ait ordre de quitter la Haye sans prendre congé, il n'a pu cependant se refuser à la satisfaction de voir le greffier Fagel, qu'il a dit, en partant, avoir regardé de tout tems comme le sien et, pour dire plus, comme son père. Telles ont été ses expressions....

J'ai observé avec plaisir la fermeté du conseiller-pensionnaire. Sa tranquilité d'esprit n'est aucunement interrompue par la crise présente. Il se repose sur une conscience irréprochable, sur une application non interrompue à ses devoirs et sur son désir constant d'éviter à sa patrie une catastrophe, dont elle a été

[1]) M. J. C. Van der Borch seigneur de Largentrier, chambellan du prince, fut chargé en 1780 d'une mission à Liège, dans l'intérêt de l'affaire du coadjutorat de Cologne c. a.

menacée depuis assez longtems, autant que cette réserve pouvoit être compatible avec la dignité d'un état indépendant....

Je suspendrai mon jugement sur les suites, que le départ du chevalier Yorke pourra avoir, et je suis tenté souvent, je l'avoue, de supposer que c'est un dernier moyen que la cour d'Angleterre a voulu employer pour ramener les Hollandois sous le joug et qu'elle ne demande pas mieux que d'en venir à une négociation amicale, pour que les Etats-Généraux voulussent s'y prêter....

Le ministre d'Angleterre a fait l'impossible pour persuader que les démarches de sa cour n'étoient aucunement motivées par l'accession de la République à l'association maritime, mais uniquement par le refus de la satisfaction réclamée à plusieurs reprises infructueusement, ajoutant que le Roi, son maître, ne sauroit séparer la cause de la ville d'Amsterdam de celle des Etats-Généraux. Ces insinuations n'ont pas fait fortune, et il ne s'agit que de combiner la date de l'accession de la République avec celle de la résolution de l'administration Angloise, pour en démontrer la futilité. Quelle que soit l'issue de la crise présente, j'apprens qu'on ne néglige rien pour s'opposer aux entreprises des ennemis de cet état....

LETTRE DCCXXIII.

Copie d'une missive de M. Rendorp au conseiller-pensionnaire. Les sentiments sur la guerre imminente. Sans date.

—

HoogEdel Gestrenge Heer.

.... Woensdag zijn er gestrooit briefjes tegens Van Berkel, in welke men de goede gemeente verzoekt om zijn huis te koomen plunderen. Voorts is

men hier tranquil en men is doorgaens welgemoet, en zoo men den oorlog niet kan vermeiden dan door slaefachtige bejegeningen, zal men 't zich getroosten. Doch ik wenschte wel dat intusschen de zaeken met wat meerder ijver behandelt wierden. Die Admiraliteits werf! Die Admiraliteits werf! Mey [1]) is, geloof ik, een eerlijk en kundigh man, maer hij, zijn persoon en ampt inspireeren niet genoeg achting; daer moet iemant anders zijn, Reynst namelijk. Ik weet er geenen zoo geschikt, te meerder daar hij wel is met Mey en Kindsbergen. 'T is waerlijk nodigh, of wij koomen er nooit.

Ik meen wel geïnformeert te zijn, dat men in 't algemeen hier niet is tegen d'augmentatie. Heden is er over gebesoigneert. 'T is heden half acht; heb nog geene tijding uit Engelant, maer de post vertrekt en moet eindigen....

RENDORP.

LETTRE DCCXXIV.

Le comte de Welderen au prince d'Orange. La rupture décidée.

Londres, le 29 de Décembre 1780.

Monseigneur.

Je me suis trouvé honoré de la lettre que V. A. S. a bien voulu m'écrire en date du 23 du courant. Elle verra par mon rapport à Mr Fagel, que j'ai fait tout ce qui a dépendu de moi pour remettre la résolution de L. H. P., mais en vain. La rupture, que V. A. S. a tant souhaité de prévenir, y étoit déjà, et je n'étois plus considéré que comme le ministre d'une puissance, avec qui l'on est en guerre et dont on ne vouloit rien accepter.

Suivant mes nouvelles il y déjà entre 20 et 30

[1]) Le capitaine William May de l'amirauté d'Amsterdam.

vaisseaux Hollandois pris, un avec des mâtures, etc. d'une grande valeur.

Les vaisseaux de guerre et de la Compagnie ont passés sans être attaqués. On a envoié cinq vaisseaux de ligne à présent....

J. W. VAN WELDEREN.

LETTRE DCCXXV.

Mémoire sans signature, adressé au prince d'Orange. Propositions de mesures tendant à prévenir une rupture[1]).

—

31 December 1780.

Aen Zijne Hoogheit.

Memorie.

1°. Men behoorde ten spoedigste naer Engeland te zenden eene Ambassade om surgeantie van het manifest, ten minste voor 6 maanden, volgens het tractaet van Breda, ten einde de gereezene verschillen met cordaetheit te vereffenen, in welke tijt men zich in staet van defensie, zoo wel te land als te water, diende te stellen om niet in onze handelingen, noch door Engelant, noch Vrankrijk gedwongen te worden.

2°. Men zoude een nieuw tractaet van vreede, vriendschap en commercie behooren te negotieeren, waerbij niets dan de wederzijdsche possessien in Eurapa krachtdadig gegarandeert en de commercie der wederzijdsche onderdaenen, als den grootsten twistappel, op een gelijken voet wierde bepaelt.

3°. Men zoude, om hiertoe te koomen, konnen afzien van den handel in scheepsmaterialen voor den vijant, als van weinigh weezenlijk voordeel zijnde,

[1]) Le mémoire, de la même main que la minute du 3 Octobre (voyez le n° 668), ne donne pas d'indication quelconque de l'auteur.

gelijk ook, des noots, van de cabottage, alsmede van het tractaet van gewapende neutraliteit, dat niet dan chimericq is, vooral wanneer men behoorlijk gewaepent is en een goet tractaet met Engelant heeft, omdat de overige potentaeten onze commercie niet konnen missen en wij de hunne, tot ons eigen nadeel, niet behooren te protegeeren. Ook zoude men konnen offereeren op levensstraffe te verbieden eenige handelingen aen te gaen, die tot nadeel van de bontgenooten zouden konnen strekken, hetzij door leeden der regeering of bijzondere persoonen.

4°. Dit niet willende lukken, zoude men de mediatie van Ruslant alleen of met bijvoeging van Denemarken en Portugal konnen voorslaen, die waerschijnlijk zullen weezen voor een gelijke commercie der wederzijtsche onderdaenen, zonder welke de vrede en vriendschap tusschen Engelant en de Republicq nooit bestendigh kan weezen.

5°. Alle aengewende devoiren te vergeefs zijnde, zal men ten minsten tijt hebben gewonnen, en dan zoude men met Vrankrijk en Spanje een verbont konnen trachten te sluiten om den oorlogh tegen Engelant op het krachtigste voort te setten, ieder naer zijn eigen goedvinden, met beloften om geenen afzonderlijken vreede te maeken, maer te blijven volharden tot dat men eenen generaelen konde treffen, waerbij vooral het point van gelijke commercie eene der principaelste articulen diende te zijn, ten minste tusschen Engelant en den Staet, want dit zoude men eenen oorlogh waerdig konnen achten, omdat anders de krachten van de Republicq langzamerhant tot niets zullen worden.

LETTRE DCCXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La résolution sur les lettres de marque.

—

Hage, den 1 January 1780.

WelEdel Gestrengen Heere.

Ik hebbe met alle ernst gedagt op het zeer delicaete point van het verleenen van brieven van marque. Ik vinde mij zeer daermede verlegen. Volgens de resolutie zoude ik konnen tans reets dezelve verleenen, maer de zaek is zoo bedenkelijk, dat ik liever positive aengeschreven zoude zijn, dat H. H. Mog. begrijpen dat tans het geval exteert en dat ik worde verzogt om tans te executeeren het slot der resolutie van den 26 December, maer, alvorens verder te gaen, is nootzaekelijk dan een kaep-reglement geëxpedieert werde en dat, om zoo lang doenlijk de communicatie tot welzijn van de commercie met Engelant open te houden, de paquetbooten, gaende van Harwich naer Hellevoetsluis van Hellevoetsluis derwaerts, behoorden daervan te werden geëxcipieert. Dit slae ik voor ingeval finael geresolveert is om geen tentamen concordiae te tenteeren en dat men niet wil trachten een oorlogh te vermijden, want anders zoude ik het liefst noch een weinig inzien, immers tot het retour van den heere Grave van Welderen, om des te beter informatien te hebben van het voorgevallene in Engelant. De behandeling van Engelant is zeker zeer choquant, maer zoude de voorzichtigheit niet vorderen dat men trachte conferentien aen te leggen om een oorlog voor te koomen in de ongewaepende toestant daer de Republicq zich voor alsnoch in bevind? Blijven de propositien van Engelant onaenneemelijk, heeft men ten minste eenige maenden gewonnen en men

kan beter in staet zijn om de gevolgen eener rupture af te wachten.

.... Ik meene U. W. E. G. te moeten praevenieeren, dat ik mij in het geval vinde van, ten minsten voor de eerste campagne, te moeten afzien van het tiende part, mij competeerende van alle prinsen op den vijant genoomen als Admirael-Generael, en hetzelve te assigneeren aen het fonds, dat ik in Utrecht opgericht hebbe voor eenige jaeren.... [1]).

LETTRE DCCXXVII.

Le bourgmestre J. Rendorp au prince d'Orange. La guerre prochaine.

—

Amsterdam, 1 January 1780.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

.... Zoo hier niemand bij de Admiraliteit wordt aangesteld, die de zaaken niet met genoegzaame bekwaamheid laat bespoedigen en bij tijts aanschaffen 'tgeen er noodig is, zal er niets goeds van worden. Ik hebbe geen andere intrest dan 't geen d'ijver voor de gemeene zaak mij inboesemd. Worden wij gedwongen om in oorlog te moeten komen, laat ons dan zooveel mogelijk en hoe eerder zoo beeter ons in staat stellen. Hiernevens voeg ik de tijdingen, die de schrijver van 't ingesloten biljet mij mededeeld, denkelijk zal U. D. H. dat alles meerder weeten. De schrijver van 't gemelde biljet zal de tijdingen niet ligter maaken [2]); het Schot-

[1]) Ce fonds, formé par le prince en 1773, était destiné à la fondation et l'entretien d'un hospice à Wijk bij Duurstede, qui recevrait les enfants des soldats ou sousofficiers tombés au service de la patrie. Le prince avait l'intention d'ouvrir cet hospice aux orphelins de matelots et marins.

[2]) L'auteur de la lettre était M. H. Hope d'Amsterdam. Il donna des nouvelles des pertes du commerce, infligées par les corsaires Anglais, en ajoutant qu'il y avait des pétitions pour 1004 lettres de marque.

sche bloed is nog niet gelouterd in de Amsterdamsche smeldkroes, niettegenstaande al de schatten, die zij als Amsterdamsche kooplieden bijeengezameld hebben. Ondertusschen is de verslagenheid hier wijnig, maar de moed, zoo men de zaaken op 't uytersten wil brengen, zeer groot. Ik spreek van 't gros der kooplieden en zoo als men heden op de beurs raisonneerde. Met al dat wenscht men van harte, zoo het met 's Lands eer en welzijn kan bestaan, dat de onlusten geen voortgang mogen hebben. en zoo U. D. H. door wijs en standvastig beleyd zulks bevorderen kan, zal zij waarlijk als vader bij onze gansche burgerij worden eerbiedigd en onder 't hart gedragen. Ik weet U. D. Hs. wil dat goed is. God zegene de middelen! ....

RENDORP.

LETTRE DCCXXVIII.

M. Bérenger [1]) au comte de Vergennes. Le manifeste Anglais.

Le 2 Janvier 1781.

J'ai l'honneur de vous envoyer le manifeste, que la cour de Londres a publié le 21 Décembre dernier contre les Etats-Généraux, et l'ordre donné le 20 du même mois concernant la forme ou l'expédition des lettres de marque et de représailles ....

La première n'est certainement qu'un tissu de sophismes et d'imputations calomnieuses, qu'il ne sera pas difficile de réfuter. Quant à l'invitation qui la termine et par laquelle il paroit qu'on a voulu adoucir l'amertume des reproches qui la précèdent, elle est évidemment illusoire, puisqu'on la fait dépendre d'une réparation qui ne peut être exigée en justice.

S'il étoit resté quelque doute sur le véritable motif du scandale, que le ministère Britannique vient de donner à l'Europe, il s'évanouiroit nécessairement

[1]) Le secrétaire du duc de la Vauguyon.

à la lecture de ce manifeste; on y voit clairement qu'il a voulu frapper un dernier coup pour effrayer les Provinces-Unies et les empêcher d'entrer dans une association, qui peut les aider à briser leurs chaînes; des spéculateurs sensés offrent de parier que, si la République garde une contentance ferme et ne descend pas à des avances déplacées, Elle sera recherchée avant six mois par l'Angleterre.

Mr le Chevalier Yorke, qui est à Anvers, n'a encore congédié aucun des gens qui le servoient à La Haye; son secrétaire fera un plus long séjour qu'on ne l'a d'abord cru, cependant Monsr le Comte de Welderen est attendu incessamment de retour. J'apprends que par les malles du 22 et du 26, que nous avons eues hier, il n'a pas donné de ses nouvelles, ce qui fait supposer qu'il est déjà en route; malgré l'appareil menaçant, dont la rupture a été accompagnée, je vois dans l'Evening Post du 26, qu'à cette époque l'Amirauté n'avoit pas encore délivré des lettres de marque, et quoique l'allarme ait été si vives dans ce païs, que plusieurs négociants, qui ont expédié des avisos dans la Manche et dans nos ports de l'Océan, aient promis aux patrons de leur donner 10 p. Ct. de la valeur des navires et des cargaisons qu'ils attendent, s'ils parvenoient par leur diligence de les soustraire à la rapacité des armateurs, je n'ai aucun avis authentique, qu'il ait été fait des prises considérables: il est certain au contraire qu'il est entré dans la Meuse 40 bâtimens sortis de la Tamise depuis la publication du manifeste.

Je n'en crois pas moins, Monseigneur, que s'il n'y a pas eu des hostilités, il y en aura très incessamment, et que la République ne peut se mettre trop tôt en mesure d'user de représailles et de prévenir les dangers qui la menacent ....

LETTRE DCCXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Conseil de se garder des intentions du duc de la Vauguyon.

—

Hage, den 2 January 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik zendé U. W. E. G. hiernevens eene missive van mijn domeinraad De Verdun. U. W. E. G. zal daeruit zien het aenstaende retour van den Heere Hertogh de la Vauguyon. Ik denke dat hij overmorgen hier zal zijn. Het zal ten uitersten noodigh zijn, om met dien Heer op zijne hoede te zijn, opdat hij de Republicq niet entraineere tot passen, die voor de waere belangens van het Vaderlant ten uitersten nadeeligh zouden zijn, en hoope dat men zeer voorzichtigh te werk zal gaen en in geene onderhandelingen over eenige alliantie koomen, tot dat die van het Noorden afgevallen is of dat men op geene raisonnabele voorwaerden zich met Engelant kan bevreedigen. Het aengaen van eene alliantie met Vrankrijk zal tot gevolgen hebben, dat, als wij ons advantagie zien om de vreede te sluiten, wij daervan wederhouden zullen worden door Vrankrijk, uit hoofde dier alliantie, en als Vrankrijk zal meenen met ons te sacrificeeren eene avantageuse vreede te konnen sluiten, zal zij zulks doen, wel weetende dat wij geene middelen van constrainte konnen aenwenden om dat Rijk te verplichten zijn woort te houden, en hoezeer tans in het generael de Natie niet Engelschgezint is, hebbe ik redenen om mij verzekert te houden dat zij niet gaerne zoude zien het herwaerts doen overkoomen van Fransche hulptroupes ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Mesures arbitraires des amirautés.

—

Hage, den 4 January 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

De zaeken konnen niet gaen zoo de Admiraliteiten uit haer eigen chef ordres gelieven te geeven, niet conform aen de Staets-resolutien. De Admiraliteit van de Maze heeft geordonneert, buiten mijn weeten, om de uitgaende schepen te stoppen; dit behoort geredresseert te worden en niets, dat na een embargo zweemt, dan met gemeen overlegh gedaen te worden. Ik hebbe de Amsterdamsche resolutie met attentie gelezen, maer, zonder mij omtrent deszelfs inhoud in te laeten, koomt mij voor eene serieuse en prompte deliberatie te vorderen, welke orders zullen gegeven worden aen de schepen leggende op de rheeën en in de havenen deezer Landen: of zij volgens de tractaeten Engelsche Koningsschepen en verdere gearmeerde vaertuigen in zullen laeten loopen, of dezelve weeren, de Engel schen als vijanden considereerende, des noots gewelt met gewelt keerende en dezelve vernielende of overmeesterende. Daer dient op, volgens mijne gedachten, noch heden eene resolutie genoomen te werden, opdat ik weete waer mij aen te houden en dat de commandeerende Officieren niet in de uiterste verlegenheit werden gebragt, want zoo als het nu is, zoo eenige Engelsche schepen, hetzij in Texel hetzij in Goedereede, kwaemen, zoude men niet weeten of men ze zoude moeten laeten opzeylen of wederstaen, hetgeen voor het Lant van de gevaerlijkste gevolgen kan zijn . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXXXI.

L'envoyé Van Heeckeren au prince d'Orange. La convention signée.

—

S[t] Petersbourg, le 6 janvier 1781.
Monseigneur.

Nous avons enfin signé la convention, après quelques pourparler touchant l'article provisoir du commendement en cas de jonction, en (sic) est ajouté tel qu'est l'étiquette establie entre les testes couronées et la République.

Le ministre d'Angleterre s'est flatté jusqu'à la fin de pouvoir empêcher la conclusion; depuis il est dans un grand abbattement. Il a tâché d'insinuer qu'on risquoit de s'embarquer dans une guerre, mais on a tenu ferme et on songe à soutenir ses engagements en cas de nécessité. Il est cependant apparent que la nouvelle de cette accession fera besser (sic) le ton de nos voisins. La perte, qu'ils ont fait dans le comte de Bernstorf [1]), est un autre motif qui peut les y engager. On assure que cet Ex-Ministre n'avoit formé son traité explicatoire que sous promesse que la Cour de Londres n'en diroit rien; qu'il l'avoit présenté d'une façon oblique à son propre Ministère et qu'enfin le Lord Stormond, l'ayant en main, en voulut profiter pour exiter de l'embaras chés nous. Ceci maintenant considéré comme fini, je me flatte, Monseigneur, qu'on nous ne lessera (sic) languir ici et désirerois que le courier avec les ratifications put nous montrer des lettres de rappel, non seulement parce que S. M. Impériale compte en Avril prendre les eaux à Craritzin, ce qui dureroit trois ou quatre mois, mais pourra de là aller passer l'hiver à Moscou, si le palais peut estre prêt; qu'ainsi le séjour seroit long et sans utilité, mais aussi parce qu'il

[1]) Le ministre s'était retiré au mois de Novembre 1780.

ne me paroit point que nous réussirons pour le présent à l'égard d'un traité de commerce, dont nous allons nous entretenir, vu que celui avec l'Angleterre n'expire qu'en 1787 et que la déférence, que cette Couronne montre pour cet Empire, ne provenant que de là, on ne voudra les heurter de front, à moins qu'ils ne feroient trop les méchants.

J'ai l'honneur d'estre....

T. J. DE HEECKEREN.

LETTRE DCCXXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Promesse d'un projet d'augmentation de forces militaires.

—

Hage, den 11 January 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

Ik zal mij met den eersten toeleggen om een plan van augmentatie te concipieeren, zooveel doenlijk in het oog houdende de menagie voor zooverre compatibel is met s' Lants dienst, met de spoet waermede tans troupes vereischt zijn en met het idée om de armée op een solide voet te brengen, zoodat eene tweede augmentatie, wanneer die door een aennaderend gevaer aen de lantzijde noodzaekelijk zoude worden, des te gemakkelijker te executeeren zoude zijn, en danken U. W. E. G. voor de toegezondene resolutien. Ik zal ook mijne gedachten laeten gaen of ik nogh ietwes aen de hant zoude konnen geven, dat tot defensie van deeze provincie zoude konnen dienen. Zoo ras als het weder het mij toelaeten zal, zal ik eenige troupes zoo na de Goedereede als na de eylanden zenden en meerder troupes in deeze provincie en in Zeelant verzaemelen.

om te konnen verzonden worden waer de noot vereischen zal....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXXXIII.

Copie d'une missive du bourgemestre W. Buyghens au conseiller-pensionnaire. Danger d'une expédition des Anglais contre la ville d'Amsterdam.

Amsterdam, 12 January 1781.

HoogEdele Gestrenge Heer.

Zommige en daeronder in de zeedienst kundige persoonen denken, dat het zoude konnen gebeuren dat de Engelschen een expeditie tegens Amsterdam ondernamen, en men meent zelfs dat het voor hen niet impracticabel zoude zijn, geconsidereert dat zij een menigte gewapende vaertuigen hebben, die niet dieper dan 10 à 12 voeten treeden en bequaem zijn tot expeditien op binnenwateren.

De heeren Burgemeesteren deezer stadt, considereerende de importance van de zaek, hebben gemeent niet inactif te moeten blijven, en hebben dierhalven mij verzocht U. H. E. G. daervan kennisse te geven, vertrouwende dat U. H. E. G. deszelfs goede officien wel zal gelieven te employeeren, om zooveel mogelijk te effectueeren dat er van s' Lants wegen zoodanige arangementen en voorzieningen gedaen worden, dat men de Engelschen, bijaldien zij zoodanige zaek zouden onderneemen, behoorlijke tegenstant kan bieden. Zoud U. H. E. G. niet van gedagten zijn, dat het noodigh was dat Burgemeesteren committeerden twee heeren uit de regeering deezer stad, om met Z. H. hierover te spreeken en Hoogstdezelve te verzoeken dat het

hem behaegen mag deeze zaek te overweegen en alles in het werk te willen stellen wat strekken kan tot voorkoming van een slag, die voor het lant, zoowel als voor de bewoonders van deeze stadt, allernadeeligst zoude zijn, en dat Z. H. gelieve de goetheit te hebben een bequam ingenieur na Amsterdam te zenden, die met Burgemeesteren zoude konnen spreeken en overleggen wat er in deeze omstandigheit zoude behooren gedaen te worden om deeze stadt aan de zijde van het IJe tegens alle vijandelijke aenvallen te dekken?

Ondertusschen zullen Burgemeesteren delibereeren of er niet voor stadtsreekening eenige ligte vaertuigen behoorden te werden geequipeert, om dezelve te employeeren tot afweeringe van den vijant....

W. HUYGHENS.

LETTRE DCCXXXIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Avis de s'adresser à la cour Danoise en termes généraux.

14 January 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Met relatie tot het adres aan het Hoff van Denemarken zoude ik eerbiedigst van gedagten zijn, dat hetzelve in generale termen zoude konnen werden gecoucheert en in het algemeen ingerigt tot het verleenen van hulp en assistentie. Konde dit Hoff gepersuadeert warden om de passage van de Zond voor de Engelschen scheepen te sluiten, zulks zoude eene allergewenschte zaak zijn, dan ik twijfel of het terrain bij het gem. Hoff daertoe, immers voor alsnog, wel genoegsaem gedisponeert zal zijn.

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCXXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les sentiments après la déclaration de guerre.

—

19 January 1781.

Les dispositions énergiques, que les différentes classes de la nation Hollandoise ont développé dans cette conjoncture, me paroissent, Monsieur le comte, se soutenir et s'augmenter de plus en plus. Tandis que le peuple et les négocians s'occupent avec ardeur de tous les moyens de concourrir aux vues de l'administration et de satisfaire leur ressentiment, les Magistrats de tous les collèges se livrent avec la plus grande activité aux travaux de leurs départemens. Je ne doute pas que les Anglois, informés des effets qu'a fait leur violence, ne soient déjà à s'en repentir, mais quoique la constante résidence de Mr Yorke à Anvers et le séjour prolongé de son secrétaire à la Haye semble indiquer quelque désir de raprochement, je les crois trop arrogans pour revenir encore sur leurs pas, et les Hollandois sont trop animés de leur côté pour prêter l'oreille à des propositions qui ne tendroient pas à la plus prompte et à la plus éclatante réparation. Ils me paroissent d'ailleurs s'être entièrement liés les mains à cet égard par la résolution qu'ils ont pris, de charger expressément leurs ministres-plénipotentiaires de la réclamation des secours des puissances neutres en vertu des articles de la convention. Cette résolution, qui doit être faite promptement, puisque l'ordre en a été porté à Petersbourg par nn courrier envoyé — [1]) matin, enchaîne en quelque sorte les Etats-Généraux à la suite de l'Impératrice de Russie et ne leur permettroit d'entamer aucune négociation

[1]) *En blanc.*

avec l'Angleterre, quand bien même ils y seroient disposés, engagés jusqu'à ce que S. M. Impériale leur ait fait connoître ses intentions ultérieures. Ainsi tous les efforts du parti Anglois doivent nécessairement se borner à entretenir la division qui règne entre la Hollande et les autres provinces, et ils semblent contribuer à maintenir l'unanimité de celle-ci, qui paroit jusqu'à présent concourrir avec le même zèle au but commun. Nous venons d'apprendre cependant que la Frise est disposée à se refuser à l'augmentation des troupes de terre, mais on se promet que l'exemple de la Hollande la ramènera et qu'elle sera entièrement tranquillisée sur les suites de cette opération par les clauses, auxquelles cette province l'a soumis.

Le courrier qu'a receu —[1]) dernier M^r le Prince Gallizin ne lui a pas encore apporté la nouvelle de la signature de la convention entre les ministres de S. M. Impériale et les ambassadeurs extraordinaires de la République. Les lettres annoncent qu'elle doit avoir eu lieu le deux, et que l'Impératrice paroit plus constamment attachée que jamais au système glorieux, dont elle est déjà à receuillir les précieux fruits. Je ne saurois me persuader qu'Elle ne témoigne pas le plus grand empressement à déployer sa générosité pour ses nouveaux alliés en déclarant à l'Angleterre que leur injure lui devient commune, et j'attens avec bien de l'impatience le retour de l'exprès qui doit confirmer les espérances très fondées, que je conçois à cet égard. D'ici là je crois que la conduite des Hollandois doit se borner à tous les préparatifs nécessaires pour seconder avec énergie les efforts généreux de l'Impératrice et la mienne auprès d'eux, à les y encourager de plus en plus et à fixer leur espoir vers

[1]) *En blanc.*

Petersbourg, sans écarter cependant les ouvertures, que les avantages présens de leurs habitans leur inspireront peut-être avant peu, et puis les suites pourroient devenir avantageuses aux nôtres.

Pendant le séjour, que je viens de faire à Amsterdam, j'ai eu occasion de m'entretenir plusieurs fois avec les différens Députés des compagnies des Indes-Orientales et Occidentales. Ils m'ont paru les uns et les autres sentir très vivement les dangers imminens de leurs établissemens des deux Indes, et m'ont témoigné combien l'appuy de S. M. leur seroit précieuse. Je leur ai renouvellé, Monsieur le comte, l'assurance des sentimens d'affection et de bienveillance du Roy pour la République et les ai prié de ne pas douter de mon empressement à lui transmettre leurs vues et leurs désirs dès qu'ils me les auroient communiquées. J'ai cherché ainsi à leur faire comprendre qu'ils devoient s'adresser aux ministres de l'Etat et me faire parvenir leurs voeux par ce canal. Je suis persuadé qu'ils ne manqueront pas de faire auprès de M^r le conseiller-pensionnaire des démarches à cet égard, qui s'accorderont fort bien avec ses dispositions personnelles. J'ai lieu même de penser que les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales auront avec lui un entretien sérieux à ce sujet aujourd'hui ou demain. S'il en résulte une autorisation directe, j'aurai l'honneur de vous en faire part sans délai. J'attends que les Directeurs de la Compagnie des Indes-Occidentales suivront la même marche, mais en attendant ils viennent de m'adresser une nota, que je joins à ma dépêche, et par laquelle ils expriment le désir qu'ils auroient d'établir une relation entre le secrétaire de la societé de Surinam et la personne chargée du détail de Cayenne, ainsi que le Gouverneur désigné de cette isle, dans la vue d'un commun accord relatif aux

avantages des deux colonies. Je l'ai assuré que je ne manquerois pas de vous la communiquer et de vous prier de vouloir bien conférer sur ce sujet avec Mr le Marquis de Castries [1]). Je suis convaincu qu'il vous paroîtra convenablé, ainsi qu'à lui, de ne pas rejetter cette ouverture et d'en profiter pour faciliter l'approvisionnement de Cayenne, mais il m'a semblé, Mr le Comte, qu'il ne conviendroit pas d'autoriser une relation directe entre les commis, chargés du détail de cet établissement, et le secrétaire de la société de Surinam. Je crois qu'il vaudroit mieux que celui-ci me fit parvenir ses demandes, que je vous les adresse ou que je les fisse passer à Mr de Castries et que je fusse chargé de porter la réponse. Il me paroit que cette marche (?) où j'aurois soin de rendre très promptement (?) pourroit prévenir plusieurs abus, et elle me fourniroit d'ailleurs de fréquentes occasions de correspondance avec les Députes importans de l'Etat et par là de nouveaux moyens d'expliquer, soit dans ce moment soit dans un autre, les secrets de leur administration.

LETTRE DCCXXXVI.

Le prince d'Orange à M. Van Wassenaer Starrenbourg à Petersbourg. Réponse à la lettre du 6 Janvier. La convention signée.

—

La Haye, ce 22 Janvier 1781.

Monsieur.

.... Puisse notre Patrie être heureuse et obtenir une paix honorable après avoir résisté vaillamment à la guerre, que l'Angleterre a trouvé bon de nous faire.

Je suis charmé que la convention est conclue, et je me flatte que S. M. Impériale n'abandonnera pas

[1]) Ch. de la Croix, marquis de Castries, ministre de la marine.

cet état dans un moment, où l'on attaque en haine d'une alliance conclue avec Elle. Sa magnanimité connue m'en assure, et j'espère que nous aurons bientôt réponse à la réclame, que les Etats-Généraux ont faits de la convention.

Je ferai ce que je pourrai pour presser les délibérations touchant la ratification de l'accession.

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DCCXXXVII.

Le prince d'Orange à M. Van Heeckeren van Brantzenburg à Petersbourg. Même sujet. La guerre déclarée.

—

La Haye, ce 22 Janvier 1781.

Monsieur.

.... Puisse cette République y triompher de ses ennemis et obtenir ensuite une paix honorable. Les circonstances sont bien changées depuis votre départ. Nous étions en paix, nous voulions la conserver et l'on nous fait la guerre.

Je suis très charmé de la signature de l'accession et je m'employerai avec ardeur à accélérer, autant que possible, les délibérations sur la ratification.

Nous attendons avec impatience réponse à la réclame, que les Etats-Généraux ont faits de la convention, puisque l'Angleterre nous a déclaré la guerre. Je suis très assuré que c'est en haine de l'alliance et que sans cela ils n'avoient pas fait tant de bruit d'une convention projettée entre quelque peu d'individus de la régence d'Amsterdam et les Américains. Je désapprouve fort ce que ces personnes ont fait, mais je ne sçais si, selon nos loix, ils sont punissables; enfin il est sûr que sans forme de procès cela ne peut se faire dans une république et que l'on a fait ce qui

étoit possible pour satisfaire l'Angleterre, autant que cela pouvoit se faire sans blesser la justice et sans faire tort à notre indépendance. Vous sçavez que j'ai toujours été d'avis qu'il falloit ménager l'Angleterre, afin d'éviter la guerre avec Elle, mais quand on nous attaque injustement, je crois qu'il faut nous défendre et risquer tout plustôt que de subir le joug. Je ne doute donc pas, connoissant la grandeur d'âme et la magnanimité de S. M. Imp[le], ou Elle nous soutiendra...

Votre très humble et très obéissant
Serviteur,

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DCCXXXVIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La compagnie des Indes-Orientales. Le sentiment du public.

—

Le 23 Janvier 1781.

.... Les différens départemens de la compagnie des Indes Orientales sont venus ici pour déterminer, ainsi que je m'y attendois, Monsieur le comte. Ils se sont entretemus avec Monsieur le conseiller-pensionnaire et Mons[r] le prince-stadthouder et leur ont représenté la nécessité d'invoquer l'appuy du Roi. Ils ont trouvé dans ces deux personnages prépondérans des intentions très conformes aux leurs, mais il a été convenu que Messieurs les Députés des différentes chambres de la compagnie seroient convoqués promptement, afin de constater le veu général à cet égard. Dès que cette formalité sera remplie, le système paroit être de m'en faire, par le canal de Mons[r] Bleiswick, une ouverture directe, et je sais même que son effet essentiel doit être de réclamer la protection de S. M. pour toutes

les colonies Hollandoises, notamment pour celle du Cap, ainsi que pour le retour des vaisseaux des Indes, qui sont attendus depuis le mois de — [1]) jusqu'au mois de — [1]). Informé d'une manière très précise de ces détails, je crois devoir me prescrire une conduite d'autont plus passive que j'entrevois plus d'activité dans les dispositions à mon égard, et je me bornerai le plus scrupuleusement à applaudir au témoignage de fermeté et d'énergie que donnent les différens Députés de l'Union.

Les préparatifs les plus imposants se font de tous côtés avec constance. Les rescources se rassemblent avec ardeur et le zèle général de la nation semble se développer de plus en plus, tandis que les Amirautés ne négligent rien pour accélérer l'équipenent de la flotte, les spéculations et les armemens en course multiplient. Les souscriptions s'ouvrent dans toutes les villes; plusieurs se sont réunis à Amsterdam pour fournir à l'Etat un vaisseau de septante-quatre pièces. On se flatte que cet exemple généreux sera imité par les citoyens les plus riches et ceux, à qui leurs facultés ne permettront pas d'aussi grands sacrifices, se borneront à armer des capres, dont la multidude désolera bientôt les commerçans Anglois....

LETTRE DCCXVIIIa.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La convention signée à St. Petersbourg. Emprunt de la Hollande.

—

Le 23 Janvier 1781.

Le courrier, dépêché par les Etats-Généraux le 27 Novembre dernier pour porter à la cour de Petersbourg la résolution définitive de leur accession à la

[1]) *En blanc.*

neutralité armée, est de retour depuis Dimanche au soir. Les Ambassadeurs extraordinaires de L. H. P. les informent qu'ils ont signé le 5 de ce mois la convention et les assurent de l'invariable fermeté de l'Impératrice de Russie dans les principes qu'Elle a dévelopés. Nous serons instruits dans peu de jours de l'impression, qu'aura produit sur S. M. Impériale la déclaration de guerre de l'Angleterre, et nous pourrons dès lors prévoir avec quelque certitude sa réponse à la réclamation des secours stipulés réciproquement, en cas d'attaque, de l'une des puissances confédérées. Je persiste à penser qu'elle sera entièrement favorable aux vues de la République: il ne me paroit pas possible que Cathérine seconde renonce à la gloire, que la circonstance présente lui promet.

(En chiffre.)

La province de Hollande a pris la résolution d'ouvre un emprunt de huit millions de florins et il a été rempli sur-le-champ, La seule ville d'Amsterdam a souscrit pour la moitié. Cette opération se renouvellera vraisemblablement avant peu et sera imitée par la Frise et par la Généralité. Elle devient d'autant plus nécessaire, que non seulement les capitalistes ne se proposent pas de nouveaux placements dans les fonds Anglois, mais que plusieurs d'entre eux ont donné ordre de vendre ceux de leurs effets, sur lesquels ils n'éprouveroient pas dans ce moment une perte trop considérable. Cette nouvelle ressource, assurée aux besoins de la République et enlevée à ceux de l'Angleterre, doit altérer sous tous les rapports le crédit de cette puissance....

LETTRE DCCXXXIX.

Le prince d'Orange au roi de Prusse[1]). *Appel à la protection du roi.*

—

La Haye, ce 23 Janvier 1781.

Sire.

.... V. M. a été informée par la princesse, mon Epouse, de la conduite, que cet Etat a tenu depuis que le feu de la guerre s'est allumée en Europa. Je ne puis douter que V. M. soye convaincue que les Etats-Généaaux ont fait ce qui étoit en leur pouvoir pour éviter la guerre et qu'en particulier on a eu tous les ménagemens possibles et convenables avec la dignité d'un peuple libre pour l'Angleterre, et par conséquent que la cause de cette République est juste, ce qui me fait espérer qu'Elle ne nous refusera pas sa puissante protection dans les sirconstances critiques et dangereuses où nous pourrons nous trouver....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCXL.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse. Renvoi à la lettre, adressée à la princesse.

—

Potsdam, ce 29 Janvier 1781.

Monsieur mon Neveu.

Vos voeux, que l'anniversaire de mon jour de naissance vous a fait renouveller en ma faveur, m'ont fait d'autant plus de plaisir qu'ils sont analogues à ceux, que je forme journellenent pour votre bonheur et prospérité. Les conjonctures actuelles, où V. A. S. se trouve par la levée du bouclier Brittannique contre la République, leur donne même une nouvelle ardeur et, qui

[1]) *D'après la copie, jointe à la réponse.*

plus est, la justice de la cause, que V. A. S. est appellée à défendre, me fait espérer de les voir également accomplis à cet égard, n'ayant sur cet article de sa dernière lettre du 23e rien à ajouter à la réponse, que j'ai faite à ma chère nièce, votre épouse .... [1])

Une indisposition à la jamble m'a empêché, mon cher prince, de vous écrire moy-même, cela n'empêche pas que je ne prenne une part sincère à vos intérets [2]).

FÉDÉRIC.

LETTRE DCCXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Une députation de la Compagnie des Indes-Orientales.

Le 30 Janvier 1781.

La députation de l'Avocat-Fiscal de la Compagnie des Indes Orientales, venue auprès de moi, a donné lieu, Monsieur le Comte, à de nouveaux développe-

[1]) Voic le texte de cette réponse (en orthographe moderne):

ce 29 Janv. 1781.

Ma très chère Nièce,

J'admire ma chère enfant, l'amitié et la tendresse que vous témoignez à votre vieil oncle. Il vous aime de tout son coeur, mais il regrette de ne pouvoir pas rendre autant de services qu'il voudrait. Cependant la Russie ne vous abandonnera pas, et j'ose me flatter que par l'appui de la pantocratrice vous vous réconcilierez avec les Anglais. Vous n'avez certainement rien à craindre des Hanovriens: ils n'oseraient se mesurer maintenant avec vous. Cela serait trop dangereux. Cependant le prince d'Orange fait très bien de se mettre en défense et de donner à sa République une consistance, dont elle a manquée de longtems. Mais je me flatte qu'en tout ceci il y aura plus de bruit que de besogne, et que les portes de Janus se refermeront dans quelques mois ....

FÉDÉRIC.

[2]) *Ces lignes, ainsi que la signature, sont de la main du roi.*

mens de Monsieur le Conseiller-Pensionnaire. Ce ministre de la province à part, après avoir appuyé très fortement sur l'importance du service, que la Compagnie réclamoit de la bienfesance du Roi, m'a témoigné qu'il sentoit parfaitement la délicatesse d'une démarche authentique des Etats-Généraux, et m'a informé qui sous très peu de jours des Députés de la Compagnie, suffisamment autorisés à statuer sur toutes les mesures offensives et défensives, que les conjonctures pouvoient exiger, se rendroient à La Haye et seroient chargés de présenter une adresse à L. H. P., par laquelle Elles seroient suppliés d'accorder sans délai l'appuy et la protection de — [1]), mais en attendant il m'a paru désirer vivement, que je sondasse le ministère du Roi sur l'effet de mon entretien avec Mr l'Avocat-Fiscal. Je lui ai dit que j'avois promis de vous en rendre compte et que j'y avois pas manqué, et sans me permettre de lui donner aucune espérance bien fondée, je lui ai renouvellé que [2]) l'assurance des dispositions constantes du Roi à favoriser la prospérité de la République et me suis apperçu avec grand plaisir, qu'elles inspirent de jour en jour la plus juste confiance. Mr de Bleswick m'a fait part ensuite de la résolution, que viennent de prendre les Etats-Généraux, dont il devoit m'être donné promptement connoissance et par laquelle L. H. P., après avoir chargé Mr de Berkenroode de témoigner à S. M. leur reconnoissance des mesures bienfesantes, qu'Elle a daigné prendre à l'époque de la déclaration de guerre de l'Angleterre, proposent une convention par raport aux prises, qui, faites sur l'ennemi commun, seroient amenées dans les ports réciproques. Je lui ai dit que je ne doutois pas des facilités que les ministres du Roi apporteroient

[1]) *En blanc.*

[2]) *Evidemment le mot „que" est superflu.*

au succès de cette négociation; que je ferois parvenir très promptement à S. M. les propositions, qu'il me fesoit à cet égard, et que je lui communiquerois la réponse, dont S. M. me chargeroit. Il m'a informé aussi des dernières dispositions qui ont été prises, tant pour défendre les pêches de la baleine et du harang que pour interdire toute navigation vers les ports étrangers, et prescrire toute exportation de munitions de guerre de provisions navales et de grain vers les possessions d'Angleterre, afin de priver cette puissance des ressources, qu'Elle auroit pu se procurer en Hollande, et que la disette totale, qu'Elle éprouve dans ce moment critique, auroient rendu essentielles. Il s'est félicité avec moi de l'activité avec laquelle les Amirautés s'occupent de l'équipement et armement des vaissaux commissoriés, et il m'a apris avec beaucoup de joye qu'enfin la province de Zéelande avoit accédé à la résolution, par laquelle il a été statué sur l'envoy des lettres de marque, et m'a semblé attacher beaucoup de prix à cette démarche, quoique les Etats-Généraux fussent bien déterminés à se passer du suffrage de cette province et à ne compter pour rien son opposition. J'ai partagé sa satisfaction sur ce point et ai applaudi bien sincèrement aux nouvelles preuves de son zèle patriotique, par ce que m'a offert mon entretien avec lui.

LETTRE DCCXLII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Entretien avec le prince-stadhouder.

Le 6 Février 1781.

Une nouvelle occasion de m'entretenir avec Monsieur le prince-stadhouder s'est présentée, Monsieur le Comte. J'en ai profité pour sonder encore mieux ses

dispositions, et afin de réussir à les pénétrer avec plus de certitude, j'ai cru devoir écarter la conversation des grands effets qui l'occupent présentement et attendre qu'il l'y ramenât lui même. Il [n']y a heureusement pas manqué et m'a répété en d'autres termes, mais avec la même fermeté, tout ce qu'il m'avoit dit l'autre entretien, dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte. Il m'a même assuré qu'il sentoit la nécessité d'agir avec rigueur de quelque manière que les affaires présentes se dirigeassent, nécessité[1]) qu'il comprenoit essentiellement que la République, sans se dégrader à jamais, ne pourroit pas s'empêcher de développer toutes ses forces pour repousser l'injuste attaque de l'Angleterre; que quand même Elle ne seroit appuyée ni par les représentations de ces nouveaux alliés, Elle n'en devoit pas moins chercher à se venger de l'arrogance de son ennemi; que si l'Impératrice et les Cours du Nord lui accordoient un secours imposant ou unissoient leurs moyens aux siens, les efforts communs seroient suivis d'un succès des plus éclatans; que ceux des Hollandois auroient été dès le commencement des hostilités énergiques et qu'il ne cesseroit jamais d'être d'avis de combiner avec les puissances belligérantes les opérations les plus propres à déconcerter les projets de l'Angleterre et notamment dans les parages des Indes-Orientales, et qu'il espéroit qu'incessamment les Etats-Généraux feroient à cet égard les démarches les plus importantes. Sans m'écarter de la retenue, que vous m'avez recommandée, j'ai cru devoir lui témoigner généralement combien la constance de ses sentimens patriotiques, dans une crise aussi essentielle, lui acquéroit de gloire, et je lui rappellai que je l'avois assuré dans toutes les occasions qu'en s'identifiant avec

[1]) *Il est clair que le mot nécessité a été répété par erreur du copiste.*

la République il se concilieroit la bienveillance et l'affection du Roy, dont le système a été constamment favorable à la prospérité des Provinces-Unies. Mr le Stadhouder s'est empressé en suite, Monsieur le comte, de me faire part et de se féliciter avec moi des nouvelles intéressantes, qu'il venoit de recevoir de Russie.

Le manifeste de l'Angleterre, dont l'envoy en Hollande avoit été retardé de cens (sic) du Ministère Anglois, n'est pas encore parvenu à Petersbourg, mais la certitude de la rupture y est connue ainsi que les lettres l'ont annoncé, et loin d'alterer les dispositions énergiques et les sentimens généreux de l'Impératrice, elle paroissoit au contraire l'avoir de plus en plus attachée au projet, qu'elle a développé. Les ambassadeurs de la République se croyent autorisés à penser qu'elle regardoit le procédé injuste de l'Angleterre comme une infraction au droit général des neutres faite en haine de leur confédération. Si cette espérance, qui me semble de plus en plus fondée, se réalise, l'union des puissances du Nord sera cimentée de la manière la plus ferme et le système de la neutralité armée établi cur une base invariable. J'ai remercie Monsieur le prince de la communication qu'il a bien voulu me donner, et je l'ai prié d'être bien couvaincu que personne ne partageoit plus sincèrement que moi, et par inclination et par devoir, la satisfaction, qu'il me témoignoit généralement. Il m'a paru chercher à prolonger notre entretien. Il m'assura avec joye qu'enfin plusieurs armateurs alloient sortir des ports de la République. Il m'a assuré qu'il avoit excité les entreprises des négocians, qui après avoir fait les plus grands préparatifs pour les armemens en course, paroissent avoir suspendu l'exécution de leur entreprise. Il m'a assuré qu'il avoit reconnu que leur incertitude à cet égard provenoit des bruits d'une prochaine réconciliation entre les Etats-Généraux et

l'Angleterre, et qu'il s'est empressé de les décréditer. Il les a attribués au crédit secret, que cette puissance a conservé dans l'intérieur des Hollandois. Je lui ai dit que j'avois la même opinion que lui, mais que j'étois sûr qu'il rendroit de plus en plus leurs menées inefficaces en développant hautement l'énergie dont il me sembloit pénétré. Il y a paru très disposé et a commencé à me montrer les sentimens les plus convenables à tous égards. Je n'ai rien négligé de tout ce qui m'a semblé propre à les fixer dans son âme, et je crois avoir lieu de compter sur leur sincérité.

LETTRE DCCXLIII.

Le duc de la Vàuguyon au comte de Vergennes. La ratification de la convention à St. Petersbourg.

—

Le 9 Février 1781.

Les dépêches de Messieurs les Ministres de la République à Petersbourg sont de plus en plus intéressantes, Monsieur le comte. La dernière conférence, qu'ils ont eue avec M^r le comte Panin, paroit ne leur avoir laissé aucun doute sur les dispositions favorables de l'Impératrice, et ils ont informé les Etats-Généraux, que ce Ministre les avoit bien assuré de l'exactitude de l'Impératrice à remplir les engagemens, qu'Elle venoit de contracter.

La connoissance de cette disposition favorable inspire la plus grande confiance à tous les Députés de l'Union; mais quoique les personnages prépondérans en augurent les suites les plus rassurantes, cette espérance ne rallentit par l'activité de leurs préparatifs, et ils me semblent parfaitement convaincus que l'issue de cette grande crise sera d'autant plus heureuse, qu'ils se seront déclarés avec plus d'énergie.

La ratification de la convention signée à Petersbourg a eu lieu hier, et la résolution, par laquelle elle

a été statuée, sera promptement montrèe au Roi et au — bien (sic).

La province de Zéelande a joint son suffrage à celui des six autres provinces. Le peu d'importance, que celles-ci ont constamment attaché à son opposition, l'a disposée à y renoncer, et elle a enfin adhéré a tous les points essentiels déjà fixés par l'aveu unanime de ses coalliés.

J'ai l'honneur de vous envoyer la traduction, que ses Députes aux Etats-Généraux ont été chargés de leur montrer, en persistant toujours pourtant dans l'expression du désir, qu'elle auroit de voir L. H. P. se raprocher de S. M. Britannique, même dans les conjonctures présentes, par une négociation amicale. Les Députés des autres provinces ont receu l'adhésion de la province de Zéelande à leur sentiment, et après avoir délibéré sur les nouvelles instances de ses représentans relativement à leurs projets chimériques, ils ont arrêté qu'il n'étoit nullement convenable de s'en occuper, et qu'il n'y avoit d'autre moyen d'assurer à la République une heureuse paix que de se préparer avec vigueur à soutenir glorieusement la guerre. M^r le conseiller-pensionnaire m'a fait part de cette résolution avec empressement. Je l'ai remercié de ce témoignage de sa confiance et l'ai félicité de ce nouveau succès de son patriotisme.

LETTRE DCCXLIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Proposition de l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 11 February 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe op gisteren bij mij gehad den Heer Ambassadeur van Vrankrijk, die mij verzocht heeft te appuyeeren zijn verzoek om scheepsammunitie, door

Zijn Hof ingekogt, te mogen transporteeren onder deszelfs attestatie, alsmede dat ik wilde appuyeeren gelijk verzoek, dat door kooplieden zoude worden gedaen om uitvoer van scheepsammunitie voor de rekening van particulieren uit Vrankrijk. Ik hebbe hem gezegt dat ik in het eerste niet veel zwaerigheit vond, zoo maer behoorlijke securiteit gegeeven wierde, en omtrent het tweede, dat ik niet dagt dat het konde werden verleent, omdat men moeite zoude hebben te beletten de fraudes en dat zij aen onze vijanden gevoert werden, te meer wijl zij zelfs in het geval waeren diergelijke ammunutien noodigh te hebben. Toen heeft hij mij gezegt dat zijn Hof genegen was om de Republicq tegens betalinge over te doen een partij hout te Hamburg liggende, dat zij moeite hadden om door het Canael te vervoeren. Ik hebbe noodigh geacht U. W. E. G. daervan te prævenieren. Wij moeten ons tans geene quade vrienden van de Franschen maeken, maer, aen een anderen kant, moeten wij voor ons eigen behoud zorgen. Zonder schepen konnen wij ons niet weeren, noch oorlog voeren; zonder scheepsammunitien konnen wij dezelve niet bouwen, derhalven zijn wij verplicht om alles wat doenlijk is te doen om scheepsammunitien in ons Lant te behouden, en daerom ben ik van gedagten, dat buiten de scheepsammunitien, welke den Ambassadeur van Vrankrijk certificeert eigendom te zijn van den Koning van Vrankrijk en ingekoomen te zijn voor den 1ⁿ January 1781, geene andere scheepsammunitien behoorden te worden uitgelaeten, en dat de belangens der commercie voor die van 's Lants behoud moeten zwichten....

W. PRINS VAN ORANJE,

De Hr Greffier Fagel niet gezien hebbende de missive van Z. H. den Heere Hertogh aen de Koninginne van Deenemarken, heeft Z. H. mij verzocht aen

U. W. E. G. in bedenken te geeven om den inhoud dier missive aen gemelden heer Griffier niet te openbaeren, wijl hij van intentie is aen den heere Fagel te zeggen, zoo hij er van spreekt, dat het over familiezaken was en bijzonder over de prinsen en princessen, die uit Ruslant gekomen zijn.

LETTRE DCCXLV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Mieux vaudrait de s'assurer d'avance des sentiments sur les propositions projetées.

—

Amsterdam, den 12 February 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

De commissie, met welke de heeren van Maarseveen en Graafland, uyt naam van burgemeesteren, gelast zijn, zal U. D. H. doen zien hoezeer men verlangd om met haar communicatief te handelen en t' overleggen op welke wijze, wanneer deeze stad het ongeluk heeft van haar te dissentieeren, de verschillende gedagten best bij elkanderen zijn te brengen. Dewijl ik kenne U. D. H^s. vriendelijk en toegevend caracter en teffens haare bewustheid dat zonder eensgezindheid in onze Republick minder als ergens de zaaken ten besten kunnen bestuurd worden, ben ik overtuigd dat Uwe D. H. van haar kant zooveel mogelijk de inschikkelijkheid plaats zal geven. Voornaamlijk hoop ik dat U. D. H. alle wantrouwen, zoo zij er eenig mogte hebben, zal laaten vaaren. Ik vley mij bij U. D. H. bekent te zijn voor een oprecht mensch, onbekwaam tot alle geveinstheid en vrij van alle bedrog. Zij kan verzekerd zijn, dat in alle zaaken, in welken ik gemeleerd zal zijn, men nimmer trachten zal haar te surpreneeren of om den thuyn te leyden. Dan zal

ik waarlijk een eenig genoegen hebben tot het burgemeesterschap van deeze stad te zijn gekoomen, wanneer ik tusschen U. D. H. en derzelve zoodanige goede verstandhouding hersteld zie, als het voor 't gemeene best wenschelijk en nuttig is dat tusschen het eminente hooft der Republick en het vermogenste lid der vermogenste provintie plaats hebbe.

Men meent hier niet volkoomelijk te kunnen treeden in de laatste propositie van augmentatie, zoo als zij daer legdt. Onze gedeputeerden hebben geen bepaalde last; zij zijn verzocht 't werk met U. D. H. t' overleggen. Men wil tragten te bezorgen dat het advys voor de commissarissen van de vroedschap zoodanig zij ingericht, dat van stadswegen ter staatsvergadering zal kunnen geadviseerd worden als 't U. D. H. en den meeste leeden 't aangenaamst zal zijn.

U. D. H. duyde mij, bidde ik, niet kwalijk dat ik, die ongeveinst en zonder vooruitzigt van eenig voordeel, uyt de grond van mijn hart haar ben toegedaan, mogen zeggen, dat het mij gesmert heeft, dat U. D. H. gem. propositie zoo raaulijks, en zonder alvorens te weeten hoe verre zij zoude doorgaan, heeft laaten doen. Ik ben, onder nedrige correctie, van gedagten dat de stadhouder, wil hij zijn gezag vestigen en 'tzelve te doen gedijen ten besten van de Republick, nimmer iets moet voorstellen of zaaken, die men denken kan van hem te koomen, laaten voorstellen, zonder van tevooren verzeekerd te zijn dat de groote meerderheid voor het voorstel zal weesen en wel zodanig dat het doorgaat. Was 't niet wenschelijk geweest, dat, voor en aleer de bewuste propositie door den Raad van State geschiede, men met eenige leeden, voornaamlijk met zoodanigen die men verwagten kon daar ietwes tegen te zullen hebben, gesprooken had en bepaald wat er voorgedragen moest worden om

eenparig bij alle de leden, ten minsten bij de meesten en voornaamsten, aangenomen te worden. Wat zoude veele twisten gemeid kunnen worden, zoo U. D. H. die goedheid en dat vertrouwen geliefde te hebben.

Ik bidde nedrig om verschooning zoo ik mij in deesen te vrijlijk geuyt heb; zij gelieve het alsdan gunstelijk te vergeeven....

RENDORP.

LETTRE DCCXLVI.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Réponse.

Hage, den 13 February 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik hebbe U. W. E. G. missive van gisteren wel ontfangen. Ik hebbe de heeren van Maarseveen en Graafland verzogt mij schriftelijk te suppediteeren de remarques, die op mijn plan van augmentatie vielen. Ik hebbe gemeent bij het formeeren van hetzelve in het oog te moeten houden de facielste en prompste wijze om dezelve te konnen effectueeren, hetwelk moeilijk te paeren is met de grootste menagie. Het zal mij zeer aengenaem zijn te zien die remarques en mijne consideratien onder de hand op dezelve te suppediteeren; niets zoude wenschelijker zijn dan met eendracht deeze gewichtige zaeke te zien termineeren en de eensgezindheit te zien herleeven, waerdoor dit Gemeenebest, onder Godts zegen, groot geworden is...

W. PRINS VAN ORANJE.

Ik feliciteere U. W. E. G. met deszelfs bevordering tot het consulaet en twijffele niet of U. W. E. G. zal zulks bekleeden op eene wijze strekkende tot nut van de stadt van Amsterdam en deszelfs goede inge-

zeetenen, en dat deszelfs goede directie veel zal kunnen contribueeren om de goede harmonie met de stadt te doen floreeren, waertoe ik gaerne ook al hetgeene in mijn vermogen is toedragen zal, als considereerende zulks het beste middel te zijn om het waere welzijn van het Vaderland te promoveeren.

LETTRE DCCXLVII.

Le duc de la Vauguon au ministre Necker. Mission speciale à Amsterdam.

Le 13 Février 1781.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire et que m'a remis Mr Grandt [1]). Je sens toute l'importance et toute la délicatesse de la négociation, que vous recommandez à mes soins, et je vous prie de ne douter ni de mon zèle ni de ma retenue. Je connois depuis longtems l'attachement de Mr Grandt aux intérêts de la France, et je m'empresserois de lui accorder les témoignages les plus avantageux, s'il en pouvoit avoir avantage. Après s'être concerté avec moi, il s'est rendu sans délai à Amsterdam. Dès qu'il y aura bien constaté les ouvertures, qui paroissent avoir été faites à son engagement, il reviendra ici combiner les démarches ultérieures. Je m'entendrai parfaitement avec lui et je concourrai au succès de vos vues par tous les moyens, que mes rélations personnelles pourront me donner.

[1]) Probablement quelque agent du ministre chargé de négocier un emprunt, le nom est peut-être un pseudonyme.

LETTRE DCCVIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Prohibition de l'exportation des munitions navales.

—

Le 13 Février 1781.

P. S.

Vous aurez vu, Monsieur le comte, dans un des derniers placards, que j'ai eu l'honneur de Vous adresser, la détermination, prise par la République, de prohiber toute exportation des munitions navales. Cette loi a exité la réclamation de plusieurs négociants chargés de différentes commissions pour la France. Ils se sont adressés à moi, bien persuadé que, quoique ce placard ne présentât aucune restriction, il devoit être cependant susceptible de modification. J'ai été m'entretenir à ce sujet avec M^r le pensionnaire. Je lui ai fait observer que parmi les commerçans, qui spéculoient sur les munitions navales, il me sembloit nécessaire de distinguer ceux, qui opèrent pour leur compte, de ceux qui ne sont que commissionaires; que la République pouvoit sans difficulté prohiber la sortie des objets appartenans aux premiers, tant que ses besoins l'éxigeront; que, quant aux autres, il paroissoit indispensable de distinguer encore ceux, qui peuvent être chargés des commissions du Ministre du Roi, de ceux qni ne le sont que de celles de particuliers; que relativement à ceux-ci il pouvoit importer de bien s'assurer de la destination du produit de leurs spéculations, afin qu'il ne pût sous aucun prétexte être détourné vers l'ennemi commun, mais que les commissionaires des arsenaux de S. M. devoient être privilégiés et ne pas éprouver le plus léger retard. Nous sommes convenus en conséquence que les négocians, chargés par des particuliers de l'expédition des munitions navales,

présenteroient sans délai une requête aux amirautés, qui détermineroit incessamment une délibération, dont l'objet seroit de fixer les mesures convenables pour bien s'assurer que ces munitions n'auroient point une destination suspecte, et que je remettrois un mémoire aux Etats-Généraux, par lequel je réclamois les facilités nécessaires pour que l'expédition de celles qui se trouvent à Amsterdam dans d'autres villes de la Hollande, appartenir [1]) au Roi ou à ses entrepreneurs, ne puisse éprouver aucun retard. J'ai l'honneur de Vous adresser ce mémoire et j'espère que vous voudrez bien l'approuver.

LETTRE DCCII.

Le prince d'Orange an conseiller-pensionnaire. Nouvelles propositions de l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 15 February 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

Ik hebbe den heer Ambassadeur van Vrankrijk bij mij gehad; hij heeft mij voorgedraegen dat ik wilde ter deliberatie van het secreet besogne brengen, dat hij offereerde, uit naem van zijn Hof, fregatten, die op twee uitkoomen, om te kruissen op de Oost-Indische retour-vloot en dat, zoo ik hem kan zeggen dat de Republicq zulks aggrëeerde en accepteerde, zij direct zee zouden kiezen, mij teffens vraegende de zeynen van verkenninge, zoo van de Compagnie als van den schout bij nacht Graeve van Bijland, en dat hij niet op de forme in deezen zag, maer dat hij meende dit de beste en secreetste wijze te zijn. Ik antwoorde, dat ik niet wist of het in dier voegen kon gaen, maer dat ik er mij op zou informeeren. Ik vinde erin verscheide zwaerigheden: de eene is dat hierdoor een nieuwe

[1]) Lisez: appartenant.

form wordt geëtablisseert en dat op eene mondelinge boodschap van een Ambassadeur werd gedelibereert, en daer is geen remedie op, zoo het door mij gaen moet, wijl ik niet schriftelijk met een Ambassadeur van Vrankrijk, in geen geval hoegenaemt, kan handelen, om redenen dat het Hof mij mijn naem disputeert als Prins van Oranje, van welken titul men mij niet vergen kan om af te zien. Daerom is het zeer moeilijk en onaengenaem voor mij om in deezen te negotieeren, en daerom hadde ik liever dat het door een ander passeerde en dat de heer Ambassadeur eene note gaf aen U. W. E. G. of aen den præsident, die in het secreet besogne konde werden gebragt en waerin alsdan konde werden geresolveert den heer Ambassadeur te danken, met acceptatie der offerte. De Heeren Graefland en Boers [1]) hadden in het geheel geen lust dat deeze zaek ter generaliteit kwam, maer verlangden dat ik, als Opperbewinthebber, en met betuiginge dat ik het in geene andere qualiteit deede, deeze propositie accepteerde, maer daer resteert altoos dezelve zwaerigheit, als ik handele met den Franschen Ambassadeur, dat alles mondeling moet blijven en licht verdrait kan worden, hetgeene waeraen eene schriftelijke onderhandeling minder subject is. Verba volant, littera scripta manet.

Omtrent de andere pointen, van volk en schepen na de Indien te zenden, meenen die heeren den Ambassadeur geconvinceert te hebben dat hetgeene zij verlangden maer mercantiel was en dus geene .... [2]) van het Gouvernement noodigh hadde ....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) De la part de la Compagnie des Indes.

[2]) *Laisé en blanc.* Probablement il faut insérer quelque mot comme „approbation," „disposition," ou tel autre de la même signification.

LETTRE DCCL.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Résolution des Etats-Géneraux d'agréer la protection du roi, accordée à la Compagnie des Indes.

—

Le 20 Février 1781.

J'ai remis hier à Monsr le Greffier, Monsr le Comte, la note, dont j'étois convenu avec M^r le conseiller-pensionnaire et que j'ai l'honneur de vous envoyer. Le comité secret a été assemblé sur-le-champ et deux heures après le Greffier est venu me communiquer la résolution des Etats-Généraux, dont je joins la traduction à ma dépêche. L. H. P., informées de la disposition où l'on est d'envoyer deux de nos frégattes au devant des vaisseaux marchands, revenants du Cap, pour les défendre et les escorter, agréent avec la plus respectueuse reconnoissance cette nouvelle preuve de la bienveillance du roi, et instruites des démarches de la Compagnie des Indes relativement à la protection de ses établissements, adoptent ces instances, sans entrer dans aucun détail, mais en exprimant généralement les espérances, qu'elles conçoivent des effets favorables de la protection, que S. M. voudra bien leur accorder. C'est en envisageant cette résolution sous ce point de vue, qu'elle me paroit très intéressante. Il eût pu être dangereux dans la conjoncture présente de développer, même au comité secret, toute l'étendue des désirs de la Compagnie. Il n'eût pas été convenable cependant qu'elle eût fait parvenir ses voeux au Roy, sans que les Etats-Généraux eussent paru les protéger. Ce double objet me semble pafaitement rempli. Messieurs les Directeurs ont nommé les deux Députés, que je vous ai annoncés; leur ont remis les plein-pouvoirs les plus étendus et, avant de terminer leur assemblée, ont adressé à leurs Gouverneurs dans les

derniers établissements qu'ils possèdent, généralement l'autorisation la plus illimitée de prendre contre l'Angleterre toutes les mesures offensives et défensives qu'ils jugeront convenables, soit séparément ou conjointement aves les ennemis de cette puissance, et je les ai assuré, en applaudissant à leur sagesse, que j'en informerois S. M. avec empressement. Ainsi, Monsieur le Comte, sans donner le moindre ombrage aux Hollandois et sans nous écarter de la plus exacte retenue, nous sommes parvenus à les disposer à confier au Roi les effets chargés sur leurs navires, leurs établissemens les plus essentiels et tous les moyens importans de leur commerce en Asie. Si mon zèle a eu quelque influence sur cette heureuse conjoncture, je reconnois avec la plus vive satisfaction, Monsieur le Comte, que c'est en suivant scrupuleusement la direction de votre sagesse.

LETTRE DCCLI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le roi de Prusse a l'intention de faire des démarches auprès de l'Angleterre en faveur d'une réconciliation avec la République.

—

Hage, den 20 February 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

Gisteren is de H^r van Thulemeyer bij mij geweest, om mij te communiceeren, uit naem van den Koning, dat Z. M. van intentie was eene gesignaleerde dienst aen deeze Republicq te bewijzen; dat hij dus wilde voor de Republicq in Engelant zijne intercessie employeeren om dezelve met Engelant te reconcilieeren, doch dat verzocht de secretesse en dat daerover met U. W. E. G. en den heere Greffier morgen, zijnde Woensdag, zoude koomen spreeken; dat hij speciael

verzocht dat de heer De la Vauguyon hiervan geene kennisse kreeg, wijl Vrankrijk tans zogt de Republicq meer en meer in den oorlogh in te wikkelen en misschien met geene goede oogen zoude zien dat de Koning trachtede het verschil met Engelant uit den wegh te ruimen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les intentions de la cour de St. Petersbourg et de celui de Stockholm.

—

Le 23 Février 1781.

Les dispositions de l'Impératrice de Russie à l'égard de la République ne paroissent pas moins favorables, Monsieur le Comte, mais la manière dont elles se développeront est encore un mystère, qui ne sauroit cependant tarder beaucoup à s'expliquer. J'ai lieu de penser que le courier, envoyé de Petersbourg à Londres, et qui a passé ici, aportoit à Mr de Simolin l'ordre de faire les plus sérieuses représentations à S. M. Brittannique sur l'injustice de ses procédés hostiles contre les Etats-Généraux, et de ne pas dissimuler l'intention où elle est de soutenir efficacement ses nauveaux alliés, si par ses représentations Elle ne peut pas parvenir à assurer les droits équitables de la République. La réponse du Roi d'Angleterre ne sera probablement pas décisive, et le cabinet de St James s'efforcera de faire trainer la négociation en longueur, mais j'espère que Catherine II ne se contentera pas d'expressions équivoques et dilatoires et qu'Elle en exigera de cathégoriques et de précises. Nous serons bientôt informés de l'impression qu'aura faite sur

Elle la réclamation des secours, dont Messieurs les Ambassadeurs Hollandois ont été chargés. Il leur est expressément recommandé d'intéresser plustôt sa magnanimité que sa justice, et je suis persuadé qu'ils n'auront pas manqué de se conformer exactement à cette instruction importante.

Une autre dépêche, de Monsr de Lijnden, Envoyé de la République à Stockholm, annonce bien que S. M. Suedoise est disposé à céder aux Etats-Généraux huit ou dix vaisseaux de ligne, dès que S. M. Impériale se sera définitivement expliquée. Si c'étoit possible de disposer S. M. Danoise à prendre le même parti, la marine Hollandoise se trouveroit promptement rétablie et en état d'en imposer à l'arrogance Angloise. Les denières lettres de Londres, en nous instruisant de l'ordre, que S. M. Britannique a donné, de lever l'embargo mis sur les vaisseaux Hollandois qui se trouvoient dans les ports à l'époque de la rupture, nous informent en même tems que son amirauté a condamné plusieurs des prises faites depuis la publication du manifeste. L'indécision du Ministère Britannique à cet égard avoit occasionné et suspendu les spéculations d'armemens projettés à Amsterdam, à Rotterdam, en Frise et en Zélande, mais j'espère que l'activité va se rétablir. J'ai cru en appercevoir déjà le renouvellement, et je ne doute pas qu'elle ne se soutienne, surtout si le contre-manifeste de la République se publie la semaine prochaine.

Les collèges de l'Amirauté ne négligent rien pour presser l'équipenent de l'escadre, et j'ai lieu de croire qu'au mois d'Avril 15 bâtimens de 74 à 66 canons seront prêts à mettre à la voile, indépendamment d'un nombre assez considérable de frégattes et de vaisseaux qui étoient déjà en mer avant la déclaration de guerre.

La province de Frise s'est définitevement expliquée, Monsieur le Comte, relativement à l'augmentation des troupes. Elle persiste dans son refus de se prêter à cette opération et a déclaré qu'elle ne la regardoit plus comme devant faire un objet de délibération; ainsi les désirs de M^r^ le Stadthouder à cet égard ne pourront pas être satisfait. Il ne m'en a pas paru affecté et m'a dit au contraire qu'il sentoit parfaitement combien la marine méritoit de préférence. Je crois, M^r^ le comte, qu'il n'y auroit pas un grand avantage à augmenter l'armée, et qu'il auroit pu être nuisible à la harmonie si nécessaire dans ce moment que les Etats de Hollande commençassent à s'opposer au projet proposé, mais il me paroit avantageux qu'une autre province l'ait rejettée....

LETTRE DCCLIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La faiblesse de la marine.

—

Hage, den 25 February 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

.... Ik wil alle de insinuatien, die in het stuk van de heeren van Amsterdam zijn vervat, liefst niet op de keper bezien, maer kan niet gelooven dat zij, heeren, willen zeggen, door het schandelijk verwaerloozen der marine, dat zulks door mijn toedoen is gekoomen, wijl het blijkt dat, hoe gering ook de marine tans is, zij noch veel verbetert is sedert den jaere 1766; dat verscheide schepen zijn aengebouwt; dat, zoo de activiteit van zeker collegie niet groot is geweest, zulks buiten mij is, en dat ik bij alle gelegenheden de Leden en Minister van dat collegie hebbe aengespoort om alles in gereedtheid te brengen, die

mij altoos verzekert hebben dat zij gereet waeren om in drie maenden alle de schepen, die zij hadden, in zee te brengen, zoo zij het volk maer hadden. Dit is aen U. W. E. G., zoo wel als aen mij, meer als eens gezegt. Ik geloove doch dat deeze informatie fautif is. Misschien was het niet quaet dat ik eens onverwacht na Amsterdam quam, om de werven en magazijnen in oogenschouw te neemen en dat ik mij door eenige kundige zeelieden liet assisteeren, om niet weder bedroogen te worden, zooals in 1777....

Het is mij zeer aengenaem dat U. W. E. G. approbeert mijne idées omtrent het oprichten van een corps mariniers. Ik denke dat zulks genoegen zal geeven en dat alsdan minder zal geinsteert worden om de vier bataillons actueele mariniers na zee te zenden, wijl men veel meer in de plaetse sal krijgen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLIV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Le médiation de la Russie. L'amirauté d'Amsterdam.

—

Marquette, den 5 Maart 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Wat zegt U. D. H. van onze roemrugtige Mediatrice? Wat mij aangaat, die tusschenkomst is mij aangenaam, omdat zij een stap kan zijn tot en vergelijk, dat ons beeter lijkt dan een oorlog, voornaamlijk daar wij omtrent ongewapend zijn, maar 'tgeen mij wat embarrasseert, is, dat ik niet uyt kan denken welk het poinct zal zijn op 'twelk de grootmoedige Vorstin haare mediatie zal vestigen. Wat kan zij wachten?

Wat kan zij pretendeeren? Dat wij de Engelschen zullen toegeeven, daar ons gansche verschil met die Natie is om poincten, die H. M. door het tractaat, door haar zelve voorgesteld, wil dat gehandhaafd worden? Wat er van zijn moge, ik wensch maar dat door dit incident onze preparatien tot alle mogelijke defensie niet vertraagd worden, en dat U. D. H. daar de hand aan zal houden en doen houden.

Bij onze Admiraliteit regeerd eene bedaardheid, waerdig de bedaarde hoofden, die dezelve meerendeels bestieren. Ik moet zeggen de Vice-Admiraal doet zijn best, maar hij zit niet in den Raad. 't Is ongelukkig dat U. D. H. voor en in alle die Admiraliteiten geen geschikt en bekwaam representant kan vinden: zonder zoo'n werkend Hooft, die de beveelen van U. D. H. direct en met genoegzaam gezag kan doen executeeren, zal 't dog nooit lukken....

RENDORP.

LETTRE DCCLV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une missive du roi de Prusse.

—

5 Maert 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de missive van Z. M. de Koning van Pruissen. Het koomt mij voor dat die brief twee voornaeme objecten uitlevert: de geoffereerde mediatie van het Hoff van Rusland en de verzeekering bij het slot dat de Oostenrijksche troupes niet in marsch zijn en dat, zoo zulks gebeurde,

Z. M. niet zoude tardeeren daarvan aan H. K. H. kennis te geeven. [1])

Op het eerste poinct kan er geen bedenking vallen om Z. M. te verzeekeren van de generale dispositie, waerin men hier is, tot het accepteeren van die mediatie en tot bevordering van de vreede op billijke voorwaerden, met de eer en independentie van den Staat compatibel en overeenkomende met het systema, door haare Russische Keyzerlijke Majesteit omtrent de vrije navigatie van de neutraalen zoo loffelijk voortgezet, en waarvan den Staat, zonder te manqueeren aan hetgeen zij en aan Hoogstgedachte Majesteit en aan zig zelfs schuldig is, niet kan afgaan.

Het tweede point is een object van dankzegging aan Hoogstgedachte Z. M. en van verder verzoek om geïnformeert te mogen werden van hetgeen aan Hoogstdenzelve mogt voorkomen met opsigt tot de desseinen van den Keyzer omtrent de Oostenrijksche Nederlanden

[1]) La partie principale de la lettre contenait:

ce 26 Févr. 1781.

Ma très chère Niece,

. . . .

. . . .

. . . . . . Je crois que l'Impératrice se fera une gloire de travailler à la médiation entre votre République et l'Angleterre; ensuite reste à voir ce que les champions de Neptune feront sur mer cette année, pour juger si l'année prochaine la paix pourra s'ensuivre. Toutefois je présume que la France et l'Espagne répugneront à toute médiation et voudront traiter immédiatement, ce qui vaudra le mieux pour eux et également pour la Hollande. D'ailleurs vous pouvez être sûr qu'aucunes troupes Autrichiennes marchent, ni n'ont ordre de marcher; si telle chose pouvait avoir lieu, je ne tarderais pas un moment de vous avertir.

. . . .

FÉDÉRIC.

en zijne mercantiele vues, dewelke voor het rijk van Pruisschen zoo weinig als voor Republicq voordeelig konnen zijn....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCLVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'affaire des papiers Laurens. Le mémoire d'Adams.

Hage, den 12 Maert 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

De heer Rendorp is bij mij geweest om mij te persuadeeren om te willen aen de Heeren van 't Hof induceeren om voor eenige weeken uit te stellen het finael voteeren omtrent het advis raekende de papieren van Laurens. Ik hebbe gemeent zulks te moeten declineeren en te zeggen dat alles wat ik doen konde, zoude zijn te trachten, wijl Z. W. E. G. meest insteerde dat het op heden geconcludeerde manifest [1]) ruchtbaer mogt worden vóór dat het advis van den Hove inquam, om te effectueeren dat het advis niet ingebracht wierde ter Staetsvergaederinge vóór den eersten der aenstaende maent April of ten minsten vóór de ordinaris vergaederinge, die den 28n deezer een aenvang zoude neemen, en dat ik zulks zelfs niet konde doen, tenwaere dat de heeren van Amsterdam mij konden verzekering geeven dat zij zich niet zouden opponeeren, directelijk of indirectelijk, dat het advis inquam, wijl ik absoluut noodigh oordeelde, dat, na al het gepasseerde, het advis inkoomen moeste. Z. W. E. G. wilde reets van deezen avont schrijven, dat ik hem zulks belooft hadde, maer ik hebbe gesegt mij op heden niet te konnen daertoe engageeren en het zal mij zeer aengenaem

[1]) Voyez les Ned. Jbb.. 1781, vol. I. p. 594 sqq. où l'on trouvera le texte de ce „contre-manifeste".

zijn te verneemen wat of U. W. E. G. er van denkt. Ik begrijpe dat het advis inkoomen moet. Zoo de Staeten Saturdagh seheiden, vinde ik geene zwaerigheit dat het inkoomen van het advis uitgestelt werde tot de ordinaris vergadering, maer andere vinde ik er in veele bedenkelijkheit.

Wijders hebbe ik gemeent U. W. E. G. te moeten communiceeren, dat de Hr Van Wadenoyen [1]) mij gecommuniceert heeft eene memorie in de Engelsche tael van zekeren John Adams, zich qualificeerende Minister Plenipotentiaris der zoogenaemde geunieerde Staeten. [2]) Mijne gedachten zouden zijn, dat, die persoon niet erkent zijnde in die qualiteit, van hem geene memorien behoorden te werden ontfangen. Zoo hij wilde erkent zijn, moest hij credentiaelen præsenteeren, en daarom koomt mij voor dat op zoo een irregulier stuk geene resolutie kan vallen, maer dat het behoort te worden uitgegeeven en dat men zich behoorde te informeeren aen wien hij geaccrediteert en door wie hij erkent is, want zooveel mij de constitutie bekent is, denke ik dat aen niemant dan H. H. Mog. geoorlooft is te zenden of te erkennen Ministers Plenipotentiarissen, en dat, zoo de provincien hetzelve recht hebben, het zich niet kan verder uitstrekken, en dat de heeren van Leiden of de heeren van welke Stadt het oog mag zijn, niet moogen iemant als Minister plenipotentiaris admitteeren, die niet door den souverain is erkent. Ik noeme Leiden, omdat de memorie in die Stadt gedateert is....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) Le baron Jean Walraven de Cocq van Haeften, seigneur de Wadenoyen, nembre de l'assemblée des Etats-Généraux pour la province de Gueldre.

[2]) Proprement du congrès.

LETTRE DCCLII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

Hage, den 13 Maert 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

De heer Rendorp heeft mij wederom gesproken omtrent het uitstel van het inkoomen van s' Hoves advis voor vier weeken. Ik hebbe hem geen hoop daeromtrent gegeeven, maer gezegt dat alles wat ik doen konde, was te trachten, als het Hof finael geadviseert hadde, om uit te werken dat het Hof zijn advis reets [1]) zond, immers dat hetzelve ter vergaderinge niet geproduceert wierde vóór het einde van deeze maent, zoo ik zeker konde zijn dat Amsterdam niets doen zoude om te beletten dat hetzelve advis ter Staetsvergaderinge inquam. Hij heeft toen geinsteert dat ik wilde effectueeren, dat noch een dagh uitgestelt wierd het voteeren. Ik hebbe gezegt dat ik dagt niet te konnen noch te moeten tegengaen de Staets-resolutie, en dat ik dagt dat ten minsten vóór de Staeten vergaederden zulks behoorde te geschieden. Hij heeft mij gezegt, dat hij er U. W. E. G. over zoude spreeken en gevraegt, zoo U. W. E. G. van zijne gedachten wierde, of ik dan zoude veranderen. Ik hebbe er mij geenzins toe willen engageeren, om U. W. E. G. niet in het embarras te brengen, zoo hij aen U. W. E. G. was koomen zeggen, dat het alleen aen U. W. E. G. staet om mij te doen veranderen en genoegen aen Amsterdam te geeven. Ik wil gaerne de harmonie met die Stadt onderhouden en speciael de nieuwe burgemeesteren in derzelver goede dispositie behouden, en een soort van delicatesse doet mij verlangen om niet te schijnen geanimeert te zijn door haet of wraekzucht

[1]) Evidemment il faut lire „niet".

tegens de heeren Temmink en Van Berckel, maer aen eene andere kant weegt bij mij zeer sterk, dat de Staeten van Hollant verklaert hebben ter generaliteit, dat zij het advies van den Hove zouden vraegen, en het koomt mij voor dat zij zich zouden prostitueeren zoo nu, daer het uitgelekt is dat het niet favorabel is voor die heeren zijn zal, Hun Ed. Gr. Mog. resolveerden hetzelve niet te willen hooren, en zulks, vreeze ik, zal het gevolg zijn van een uitstel; daerom verzoeke ik U. W. E. G. mij wel te willen doen weeten wat of U. W. E. G. oordeelt dat ik zoude moeten doen in deeze. De menaces van de heeren van Amsterdam rekene ik voor niets, want over vier weeken, zoo het uitstel werd verleent, konnen zij hetzelve doen, en altoos, zoodra men iets doen wil dat niet van hun smaek is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLVIII.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp[1]). *Même sujet.*

'sHage, den 14 Maert 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zal U. W. E. G. lievst zien op de gewoone tijd en het doet mij leed, dat, hoe meer ik er op denke, hoe minder ik mij bevoegt oordeele om te beletten, dat het Hof, volgens de last van H. Ed. Gr. Mog., adviseere omtrent de bewuste papieren, die aen hun ter hand zijn gesteld. Het doet mij in het bijzonder leed dat ik niet aen U. W. E. G. verlangen in deezen hebbe kunnen voldoen.

W PRINS VAN ORANJE.

1) *Minute autographe du prince.*

LETTRE DCCLIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Une offerte de vaisseaux d'un armateur Français.

—

Hage, den 15 Maert 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

De heeren Bisdom en Van der Heim [1]) zullen mij heden koomen spreeken nopens de nevensgaende papieren. Ik vinde deeze zaek zoo bedenkelijk, dat ik noodigh oordeele U. W. E. G. daer nochmaels over te onderhouden,

Men verwerpt het plan van kooplieden deezer Landen, die 30 à 40 schepen offereerden, en men verkiest een plan van een Franschen armateur, op wien men geen compel heeft, zoo hij het lant bedriegt. Men weet niet van welk caliber zijn de stukken van den vier-en-zestiger; de equipagien zullen zijn vrij zwak en de kosten zeer groot, bijzonder de assurantie. Men zoude de schepen expres konnen doen vergaen, om het Lant de assurantie te doen betaelen. Ik maeke zeer veel zwaerigheit om op mij te neemen de heeren van de Admiraliteit op de Maze [te machtigen] om uit mijn naem als admirael-generael te contracteeren omtrent iets daer ik mij weinig succes van beloove; ten minsten koomt het mij voor dat daerover het besoigne moet werden gekent en dat ik het moet laeten voordraegen zonder het aen of af te raeden of zelfs compareeren om die voordragt te doen, maer alsdan risqueere ik een overneeming van zommige povincien; dit kan ik niet tegengaen. Zoo de provincie van Hollant genegen is om, deese expeditie plaets hebbende, deszelfs quota

[1]) M. Bisdom vint d'être nommé avocat-fiscal de l'amirauté de la Meuse, dont M. Van der Heim était le secrétaire.

te præsteeren en dat de petitie wat hoog genoomen werde, om de onaengenaemheden van wanbetalingen van zommige provincien voor te koomen, zal ik de zaek op mij neemen, maer anders vinde ik veele zwaerigheid om een object van meer als een millioen en, zoo de assurantie er bij koomt, van meer als derde half millioen, op mij te neemen, speciael geenzins overtuigt zijnde dat het niet is een plan om de Republicq te dupeeren en zich met 's Lants geld te verrijken. De heer Van der Heim is er zeer mede ingenoomen; de heer Bisdom schijnt mij het wat minder te zijn...

LETTRE DCCLX.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. L'avis de la cour de justice sur la question des papiers Laurens.

—

Amsterdam, den 17 Maert 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer,

.... Ik wil gelooven dat U. D. H. geene kennis heeft van de middelen, die in t' werk moeten gesteld worden om een haven te maaken [1]), maar zij begrijpt zeer wel dat er iets, wat het ook zijn moge, gedaan moet worden: derhalven hoop en wensch ik dat zij zig niet zal laaten detourneeren door difficulteiten, die geopperd zullen worden. Welke zaak is er in de wereld, die er geene heeft? Maar, als iets geschieden moet, moet men er ook over heenen treeden en roeijen met de riemen die men heeft, hoe slecht zij ook mogen weezen.

U. D. H. deed mij laatst d'eere aan te vertrouwen dat zij vreesde dat de Fransche Hertog

[1]) Il s'agisait d'un port au Nieuwe Diep, destiné aux vaisseaux de guerre. Voyez Mém. de Rendorp, I. p. 239.

een memorie zoude presenteeren of ten minsten eenige démarche doen wegens 't advys van 't Hof. 'S anderendaags, Donderdag namelijk, liet Z. E. belet bij mij vraagen. Ik dagt waarlijk, want U. D. H. hadt mij agterdogtig gemaakt, dat Z. E. mij daarover kwam onderhouden, maar gelukkig heb ik mis gehad; 't was over onze verzoeken aan 't Hof van Vrankrijk. Voorts kan ik U. D. H. verzeekeren, en op zeer goede gronden, dat, zoo d'Ambassadeur Burgemeesteren aanbood deswegens démarches te doen, zij van de hand geweezen zouden worden.

Ik blijf nog met dezelfde ongerustheid aanzien de gevolgen van dat aanstaande disfavorabel advys. 'T is waar, het zal voor Engeland een onwedersprekelijk bewijs uytleeveren, dat men voor het Hof van justitie de eygen ingezeetenen van den Staat niet heeft willen spaaren, maar aan de andere kant zal aen de neutraale Mogendheiden een allerkragtigst argument gesuppediteerd worden om te wettigen het gesustineerden bij Engeland, dat namelijk niet uyt haat tegens de gewapende Neutraliteit, maar om het misdrijf tegens d'Amsterdamsche heeren, den oorlog begonnen is, dewijl de daad, pretenselijk tegens zijne Gr. Britannische Maj^{t} geperpetreerd, zoo doemwaardig is, dat het eigen gerechtshof van de Staten oordeelt, dat de daaders crimineel moeten vervolgd worden. Ondertusschen zullen die crimineelen heeren Raadsheeren zeer devieeren van de moderate wijse, op welke H. H. Mog. het werk beschouwd hebben en zig uyten in hun manifest. Zij zeggen: que la négociation n'a eue pour but que de projetter un traité de commerce entre la République et les Américains, à conclure casu quo quand l'indépéndance seroit reconnu par l'Angleterre; que cette négociation n'étoit que conditionnelle, accrochée à une condition qui dépendoit d'un acte antérieur de S. M. — Ik moet bekennen dat ik verlang te zien

welk een fraay contrast het zal maaken, die moderate en dog waaragtige beschouwing van H. H. Mog. met het advys van 't Hof, waarbij geadviseerd zal worden, dat luyden, die geprojecteerd hebben met de Americaanen aan te gaan een tractaat', dat van geen kracht konde zijn, wat zeg ik, niet in deliberatie konde gebracht worden dan naardat de Koning van Engeland zelfs de conditie, aan welke het geaccrocheerd was, vervuld zoude hebben, dat die luyden waardig kunnen beschouwd worden om door beulshanden, naar gehoudene crimineele procedures, hunnen verdienden straf [te] ontvangen. Is 't heyl, dat men door het inleeveren van dat fraaye advys verwacht, zoo groot, dat het overweegen kan 'tgeen ik, onder verbeetering, meene naar waarheid te hebben ternedergesteld, dat het koome! Ik wensch van harte dat het onheil, dat ik voorzie, nimmer mooge gebeuren. Voor mij, ik persisteer van gedagten te zijn, U. D. H. neme het mij niet kwalijk, dat het gemeld advys nimmer behoorden in te koomen, waartoe de opgemelde woorden van 't manifest van H. H. Mog. aan de Staaten van Holland eene goede gelegenheid geven of wel, bijaldien het gemelde Hof absoluut van een advys verlost moet worden, zoude men hetzelven, aangezien den oorlog en het gezegden van H. H. Mog. in hun Manifest 't gem: advys onnodig maakt en de daad van de heeren van Amsterdam voor gansch Europa in een genoegzaam daglicht steld, toonende H. H. Mog., tegens wien de Magistraat van Amsterdam eygenlijk gezegd zoude kunnen worden gezondigd te hebben, als zijnde getreeden in iets dat aan haare vergadering bijzonder gedemandeerd is, namelijk het maaken van tractaaten, dat zij die daad in 't ware daglicht beschouwen, namelijk als het projecteeren van een conditioneel tractaat, dat van geene de mindste kracht konde zijn, ten-

zij den Koning van Engeland zelfs door zijn eigen daad het ogenblik deed gebooren worden, om dat project ter deliberatie van H. H. Mog. te brengen. [1])

Dat U. D. H. mij niet kwalijk gelieve te neemen dat deezen zoo lang zij geworden: beginnende, was zulks mijn voorneemen niet, maar al schrijvende heeft het onderwerp, dat mij van d'uyterste aangelegenheid schijnt te zijn, mij als verleyd. Ik ben gewend dat U. D. H. niet kwalijk neemt dat ik mijn sentiment rondborstig zegge. Ik hoop zulks altijd met gepaste bescheidenheid te zullen doen, maar zoo 't gebeurde dat de ijver of mijn natuurlijk driftig caracter mij te verre vervoerde, bidde ik om verschooning. Dat het harte altijd voor den mond moge pleiten. Zoodanigen zijn gewend hunnen tong te snoeren, die bevreest zijn te ontdekken 't geen zij in hunne harten voeren....

RENDORP.

LETTRE DCCLXI.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Réponse.

—

Hage, den 18 Maart 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

Ik hebbe U. W. E. G. missive van gisteren wel ontvangen. Ik zal gaerne medewerken, zoo het plan executabel en aen geene onoverkoomelijke zwaerigheeden onderworpen is, om door te zetten het maeken eener haven in het Nieuwe Diep, overtuigt zijnde, dat, wil de Republicq den naem eener zeemogentheit behouden, zorgen moet om een haven te verkrijgen, waer de groote schepen in en uit konnen koomen, wijl anders al de aenbouw van diergelijke

[1]) Par la longueur de la phrase l'auteur omit l'apodose.

schepen en andere depenses tot herstel der marine volkomen onnoodig zijn.

Omtrent het advis van het Hof zal U. W. E. G. niet qualijk neemen, dat ik niet verder in discussie treede, U. W. E. G. mijn denkingswijze daeromtrent bekent zijnde; alleen achte ik noodig U. W. E. G. te communiceeren dat de heer Ambassadeur van Vrankrijk op gisteren bij mij geweest is en mij gesproken heeft van die zaak en mij getracht te induceeren, dat ik behoorde te beletten dat het advis inquam, bijzonder omdat het aen mijn invloet bij dat collegie zoude werden geattribueert, zoo het advis niet favorabel voor de heeren burgemeesteren van Amsterdam van 1778 uitviel; dewijl het mij voorquam dat zulks dien Gezant niet raekte, hebbe ik er hem niets op geantwoort en in geene materie willen treeden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les missives du roi de Prusse.

19 Maert 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... De brieven van Z. M. de Koning van Pruisschen [1]) verdienen de hoogste attentie, en het is zeer

[1]) En voici le texte (en orthographe moderne):

Ce 8 Mars 1781.

Ma très chère Nièce,

. . . .

. . . . . Maintenant je crois, ma chère enfant, devoir vous avertir qu'on commence à vouloir négocier la paix par la médiation de la Russie et des Viennois, et je vous conseille qu'en faisant recommander vos intérêts à l'Impératrice de Russie, vous l'accompagnez d'un mémoire où, sans trop rehausser les conditions, vous marquez à peu près quelques

moeylijk om bij de rescriptie in eenig detail te koomen, sonder verder te gaen als voor U. D. H. buiten communicatie van de voornaamste Staetsleeden te raaden is, dus zal het antwoord zig moeten bepaalen tot gene-

articles les plus importants, sur lesquels votre accommodement pourrait se négocier avec l'Angleterre.

Voici ma raison: les Russes ne connaissent guère les intérêts des autres cours de l'Europe, et quoiqu'avec bonne volonté, mais par ignorance, ils pourraient vous porter quelque préjudice eu cédant trop facilement sur des points, qu'il vous importe de maintenir. Je crois donc que le prince d'Orange fera bien de se hâter d'exécuter cette idée, car soit qu'il ne s'agisse que de votre accomodement particulier, soit de la paix générale, ceci vous importe également. Je suppose également que le prince d'Orange ne négligera pas de toucher l'article du traité de la barrièrre, pour que les Russes, étant à temps informé de tout cela, ne se laissent pas induire en erreur pas les tours fallacieux que les Autrichiens donneront à toutes ces choses . . . .

FÉDÉRIC.

Ce 12 Mars 1781.

Ma très chère Nièce,

. . . .

. . . . Voici, ma chère enfant, bien des choses, qui rendront mes opérations plus gênées. Voilà ces négociations de l'Empereur à Pétersbourg: l'Impératrice s'est laissée emberlucoquer par Monsieur Josef de façon qu'il faut bien des peines pour lui faire ouvrir les yeux sur les conditions insidieuses que les Autrichiens lui proposent; d'autre part on m'écrit de Vienne que la France et l'Espagne ont accepté la médiation des deux cours impériales, et je commence à le croire, quoique les lettres que je recois de Paris ne contiennent rien de semblable. Cependant dans toutes les incertitudes le meilleur conseil que je puisse vous donner est d'informer promptement la Russie sur quel pied il vous conviendrait de faire la paix et de la mettre au fait de vos intérêts, pour prévenir les torts que leur ignorance vous pourrait causer.

rale objecten, namentlijk dat men zig niet expliceeren kan omtrent het ultimatum van de Republicq, zoolang men den eysch van Engeland, die aggresseur en aanlegger is, ignoreert en zelfs niet weet of dat Hoff de mediatie zal accepteeren; dat de vergoeding der schadens aan de Republicq, met...(?) sedert den 20 December l. l. aangedaan, van deze zijde een conditie *sine qua non* sijn moet, zooals ook het herstel der tractaaten in haar voorige stant. Onder deze is ook dat van de barrière, door Engeland geguarandeert, dan ik twijffel of het wel raadsaam zal zijn daarvan voor alsnog speciaal te melden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCLXIII.

L'envoyé Van Wassenaer au prince d'Orange. La question du commandement d'une flotte combinée. Les offertes de médiation.

Sᵗ. Petersbourg, 20 Mars 1781.

Monseigneur.

En réponse à la lettre, que V. A. a bien voulu m'écrire par rapport à l'article du commendement en cas de jonction des flottes ou esquadres entre les Puissances du Nord et la République, j'aurai l'honneur de l'informer que depuis le moment que cette question a été agité je n'ai cessé, lorsque les circonstances me paroissoient favorables, de tâcher à les faire revenir de cette prétention, en alléguant tout ce qui étoit le

Voilà pour le moment présent tout ce que vous pouvez faire de mieux, et il faut attendre au reste que cette fusée d'intrigues et de cabales se débrouille un peu davantage, car dans ce cahot il faut attendre que la lumière paraisse et dissipe les ténèbres des intrigues et de tant de sourdes pratiques qui agitent presque tous les cabinets de l'Europe.

. . . .

FÉDÉRIC.

plus propre pour les en dissuader. J'ai principalement attribué cette demande au manége du partis Anglois, qui espéroit par ce moyen de mettre, sinon un entrave à la conclusion de l'alliance, au moins de pouvoir par là en reculer ou peut-être bien en détruire entièrement l'effet. Le piège étoit adroit d'autant plus qu'il attaquoit cette cour par l'endroit sensible, mais ce nouvel et dernier effort n'a pas été couronné d'un succès plus heureux que les autres et paroit ne lui rien promettre pour l'avenir; je crois que, si le cas venoit à échoir, on se relâcheroit sur cet article. J'en ai parlé à Mr le Comte de Panin d'abord après la lettre de V. A., en lui mettant sous les yeux la parfaite égalité qui avoit toujours subsisté par rapport au commendement entre les Officiers de la Maison d'Autriche et ceux de la République, et de quelle façon il avoit eu lieu entre la France et notre Etat sur mer. J'ai ajouté que, si dans les guerres, que nous avons faites conjointement avec l'Angleterre, il s'est trouvé que nos flottes ou esquadres ont toujours été commandées par des Amireaux de cette nation, ce n'étoit que parceque la République, chargé de la plus grande partie des fraix de la guerre sur terre et les Anglois de ceux sur mer, la Grande Bretagne avoit toujours eu dans les cas de jonction un nombre très supérieur de vaisseaux; que par là nous étions devenus, pour ainsi dire, comme auxiliaire sur cet élément, et qu'il étoit naturel que la plus grande partie commandât la moindre; que cependant ce n'avoit jamais été par un Officier inférieur en rang ou en ancienneté, témoin l'exemple de Mr Gravé, que j'avois déjà eu l'honneur de lui citer précédemment, ainsi que celui de Mr. Boudaan. [1])

[1]) Le capitaine Henri Boudaan commandait en 1745 un escadre qui se joignit à la flotte Anglaise sous le lieutenant-amiral Grave.

Je n'ai point parlé de ce qui a été stipulê à cet égard avec l'Anglois, puisqu'il n'étoit pas nécessaire de lui donner des armes contre moi: d'ailleurs ayant ceux de l'Autriche et de la France à citer, il ne me paroissoit pas prudent d'aller lui découvrir, en cas qu'il ignore ce qui s'est passé de peu avantageux et d'honorable pour nous a cet égard avec la Grande Bretagne. Il m'a répondu que par rapport aux vaisseaux détachés qui viendroient à se rencontrer et qui pourroient avoir besoin l'un de l'autre, le meilleur seroit qu'en se donnant mutuellement les secours nécessaires, chaqu'un gardât le commendement de son ou de ses vaisseaux; que pour ce qui concernoit la jonction des flottes ou esquadres, avant de traiter cette matière il falloit attendre la réponse de l'Angleterre. Sur les remontrances et insinuations qu'on venoient de lui faire, si elle vouloit oui ou non entrer dans les principes de cette cour et en adopter le sistème, en accordant une navigation paisible à toutes les parties contractantes et en reconnoissant, une fois pour toujours, l'entière liberté des mers, qu'en cas de refus ce seroit pour lors le tems de parler de cette affaire et de la régler à l'amiable. La dernière lettre que j'ai écrite à Mr le Greffier aura fait voir à V. A. à quoi l'on paroit résolu ici, en cas que les voies de douceur ne réussissent pas, et il ne semble pas que l'on varie. Si l'Angleterre accepte la médiation, il faut avant tout qu'elle reconnoise les principes de la convention et s'y tienne vis à vis les parties contractantes, sans quoi elle ne sauroit avoir lieu et l'entrainera indubitablement dans une guerre avec la Russie et par conséquent aussi avec la Suède et le Danemarc, qui viennent de déclarer encore récemment qu'ils se régleront en tout d'après cette Cour. Si le cas arrivoit, V. A. peut être persuadée que sa lettre réglera ma conduite et

que je ne négligerai rien sur un objet, où il me paroit que l'honneur de l'Etat et l'encouragement pour sa marine est si évidamment intéressé. Mais ce que je désirerois fort, c'est d'être munis des arrangemens, que l'on a pris à cet égard dans le siècle passé avec les Cours de Suède et de Dannemark, vu que ces cas seroient absolument aplicables aux conjectures (sic) présentes; que c'est de ceux-là qu'on pourroit se promettre le plus de succès et qui fourniroient les meilleurs exemples à citer, attendu que cette Cour, en ne le cédant à aucune autre, déclare aussi ne pas vouloir prétendre le rang sur aucun d'eux, d'où il s'ensuit que, si par nos conventions antérieures avec le Danemark et la Suède, l'on trouve que le commandement a été sur un pied égal, la Russie, ne demandant aucune préeminence vis à vis de ces deux Puissances, se désisteroit bien plus facilement de sa prétention et même ne pourroit pas conséquemment et en suite de son système avancé vouloir jouir d'une primauté, dont deux Cours, qu'elle reconnoit pour ses égales, et faisant en outre cause commune avec elle et la République, ne sauroient jouir. Ces pièces me seroient très nécessaire, et j'aurois beaucoup d'obligation à V. A. si Elle vouloit bien me les faire parvenir. Je serois à même d'avoir plus d'espérance de remplir ses ordres et ses désirs, pour la réussite desquels dans ce cas, comme dans tout autre, je la prie d'être persuadé que je mettrai toujours toute la faveur et l'application dont je suis capable.

Pour ce qui regarde la médiation générale, proposée par l'Empereur à l'instigation de l'Angleterre, il semble que l'on commence à s'en peu promettre et qu'on n'en est pas à s'apercevoir que ce n'est qu'un manége adroit pour détourner l'Impératrice, sous le prétexte du nom glorieux de Pacificatrice du monde, à soutenir ses premiers engagemens par la force des armes et à

rafroidir l'alliance subsistante entre Elle et la Prusse; je puis avoir l'honneur d'assurer V. A. que toutes ces menées n'ont eu qu'un moment de règne et qu'on est plus que jamais résolu à soutenir ses premiers plans par tout ce qui peut ajouter de lustre et d'éclat à son règne et à ne pas abandonner, sous aucun prétexte, les intérest (sic) de la République. Ces assurances me sont réitérées tous les jours, et la réponse de l'Angleterre décidera les opérations de cet Empire à notre égard dans cette importante affaire.

.... Je ne sais si Mr de Liano a fait à La Haye la même déclaration que le chargé des affaires d'Espagne a fait ici au Ministère par ordre de sa Cour, portant que S. M. Catholique, adoptant en tout les principes de l'Impératrice énoncées dans sa convention avec les Puissances du Nord, ainsi que l'accession de la République à ses vues, assure qu'Elle ne fera point de paix avec l'Angleterre, à moins que cette couronne ne consente à y acquiescer, tant pour le présent que pour l'avenir, et aussi bien vis à vis de la Hollande que des autres Puissances du Nord. Le léger différent survenu entre l'Espagne et le Dannemark à l'égard de l'ordre, donné par rapport aux vaisseaux Danois, ne sera point de longue durée, si dans ce moment-ci il n'est pas déjà mis de côté, la France s'étant engagé de porter S. M. Catholique à révoquer cet ordre. Mr Harris, au moment que la ratification est venue, a redoublé d'efforts pour en empêcher l'échange, déclarant que sa Cour ne sauroit regarder que comme un acte hostile toute alliance contractée vis à vis d'une Puissance, avec laquelle elle se trouvoit être actuellement en guerre, mais ces remontrances n'ont pas eu le plus petit effet. L'intention de cette Cour est de rassembler ses vaisseaux en corps et Jeudi passé huit jours on a expédié pour cet effet un Courier, afin d'en porter les

ordres aux commandans des esquadres qui sont actuellement en commission. Quelques jours passés il est arrivé deux Couriers, l'un de Vienne et l'autre de Madrid, le dernier portant que le Roi d'Espagne n'avoit rien contre une médiation, pourvu que sa dignité et ses intérest y fussent menagés et que sur les conditions d'une paix il se consulteroit ultérieurement avec la France et ses autres alliés. Celui de Viene aportoit la même réponse faitte à la Cour Impériale. Sous peu de jours le Ministre de Prusse aura réponse sur la demande qu'il a fait pour que les vaisseaux marchand de son Pais fussent pris sous la protection du pavillon Russe, et la réponse sera favorable et lui sera accordée ....

J'ai l'honneur d'être....

WASSENAER.

LETTRE DCCLXIV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Réponse.

Amsterdam, den 20 Maart 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

.... De démarche van den Ambassadeur is onbedacht en zijn aandrang onheusch, om niet meerder te zeggen. [1]) Ik kan U. D. H. verzekeren dat van hier geene de minste aanleyding daartoe gegeeven is. Van burgemeesteren was ik zeker, maar nu ben ik het ook van Van Berckel. Ik kan meerder zeggen: de démarches, die wij bij U. D. H. gedaan hebben om het inkomen te beletten of ten minsten te doen verwijlen, zijn hem zeer onaangenaan. Hij verlangd niet meerder dan dat het koome, en wij hebben 't gansch bij hem verbruyd ...

RENDORP.

[1]) Voyez la lettre du prince du 18 Mars.

LETTRE DCCLXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La perte de St. Eustace. L'opinion du public. Les vues du conseiller-pensionnaire.

—

Le 23 Mars 1781.

Quoiqu'on s'attendît à la perte de St Eustache, Mr le Comte, elle excite une consternation générale. Il est vrai qu'on ne pouroit pas prévoir qu'elle seroit accompagnée de conjonctures aussi tristes, et même qu'on devoit se flatter que la pluspart des bâtimens marchands, qui ont été pris, auroient le tems, avant l'invasion des Anglois, de se retirer à la Martinique et dans les isles neutres ou même de faire voile pour l'Europe sous le convoi de quelque vaisseau de guerre. Les négocians d'Amsterdam et de Rotterdam paroissent être ceux, sur qui portera principalement le poids de cette calamité, et indépendamment du dommage réel, qu'ils éprouveront, qui ne sauroit encore s'évaluer, il en résultera, relativement à la masse générale de leurs affaires, un discrédit, qui peut avoir pour plusieurs d'entre eux des suites funestes.

Les patriotes et la plus grande partie des Magistrats des villes n'aperçoivent dans le succès des armes Angloises qu'un motif de plus d'accélérer les préparatifs hostiles et de mettre en oeuvre toutes les ressources de la République. Le peuple s'anime, s'irrite de plus en plus et semble disposé à ne pas supporter tranquillement la lenteur des mesures efficaces qu'il réclame, mais ces êtres vénals et corrompus, qui n'ont pas rougi de céder à l'influence de la séduction Angloise, osent dans ce moment se réjouir entr'eux du désastre de l'Etat, parce qu'ils espèrent qu'il inspirera la terreur de l'Angleterre et leur procurera de nouveaux

moyens de rétablir plus fortement le joug tyrannique de cette puissance sur les Etats-Généraux. Je suis persuadé que leurs vues vraiment perverses seront déconcertées, mais ils se flattent qu'ils réussiront, parce que ces ....[1]) se voyent soutenus par le Duc, dont le système de ....[1]) personne est d'autant plus invariable, qu'on est généralement convaincu qu'il reçoit une traite habituelle de l'Angleterre et même de fréquentes gratifications. En effet forcé de renoncer de lutter ouvertement contre la prépondérance de Mr. de Bleswick, il n'est occupé qu'à rallentir l'activité du prince et de ses cooperateurs, en faisant mouvoir avec beaucoup d'art tous les ressorts secrets, que peut lui fournir la forme de l'union.

Mr. le Conseiller-Pensionnaire, qui m'a très clairement laissé entrevoir les difficultés, qu'opposent à son zèle les menées du Feldmaréchal, m'a paru continuer à compter sur les dispositions du Stadhouder et résolu à ne rien négliger pour sauver sa patrie dans cette crise. J'ai applaudi à des sentimens si convenables. Je lui ai peint la gloire, que cette époque essentielle lui présente, et je crois avoir excité et échauffé de nouveau son patriotisme. Il a gémi avec moi sur la difficulté de rétablir promptement une marine négligée depuis longtems; sur le malheur de n'avoir pas d'équipages exercés et peu de vaisseaux de résistance. Il m'a assuré qu'il avoit disposé des mesures les plus propres à mettre en action les forces présentes de la République et à les accroitre promptement, et il m'a encore promis très positivement qu'à la fin d'Avril l'escadre Hollandoise seroit en mer. Je lui ai demandé si je pouvois en informer S. M. Il m'a répondu, que je le pouvois en toute sûreté, et est entré ensuite avec confiance dans le développement du système qu'il pense

[1]) *Laissé en blanc.*

devoir être suivi. Il m'a témoigné qu'il comptoit principalement sur la protection, que les escadres Françoises assureroient par leur présence aux colonies Orientales et Occidentales; que toutes ses vues dans ce moment se réunissoient sur la mer du Nord; que la conjoncture lui paroissoit très propre à favoriser le commerce Hollandois dans ces parages, à intercepter celui de l'Angleterre, à inquieter et même attaquer les côtes Septentrionales de ce royaume et de l'Ecosse.

J'ai fort approuvé des vues aussi sages, en lui faisant sentir cependant la nécessité de porter aussi son attention sur les Colonies Hollandoises et à ne pas se reposer complettement sur l'appuy indirect des forces navales du Roi, qui, ayant une destination particulière, ne pourront probablement leur être convenables qu'en occupant toutes celles de l'ennemi commun. Je lui ai dit que je ne manquerois pas de vous transmettre ce qu'il venoit de me communiquer. Il m'a paru le désirer et m'a renouvellé l'assurance de la reconnoissance, que les procédés généreux du Roi inspirent à la République. Je compte fort sur la constance de ses intentions patriotiques, et j'espère qu'il triomphera de toutes les difficultés que son zèle a rencontré jusqu à présent, et que la crise, dans laquelle se trouve son païs, l'excitera de plus en plus à se montrer avec énergie. Je crois même m'apercevoir qu'il souhaiteroit ardemment que des opérations combinées avec nous pussent s'effectuer.

Il me sembleroit en effet, Monsieur le Comte, qu'il seroit possible d'en imposer aux Anglois, si, tandis que nous porterions des forces respectables dans la Manche, les Hollandois ferment une de ses issues. Peut-être même seroit-il désirable de les aider à remplir cet effet en augmentant leur escadre de quelques-uns de nos vaisseaux. C'est une idée que mon zèle

fournit à votre sagesse, mais si elle vous paroissoit convenable, je crois que le moment est très propre à l'exécution, et j'oserois me flatter d'y disposer les personnages prépondérans, si vous m'autorisiez à leur présenter un tel système avec toute la retenue qu'il exige.

Mr. le Conseiller-Pensionnaire m'a informé, Mr. le Comte, de la réponse de l'Angleterre aux propositions de médiation de l'Impératrice de Russie et m'a fait part des mêmes détails que m'a communiqué aussi Monsr le prince Gallitsin. Mr. de Simolin a été chargé de témoigner à Cathérine II, que, S. M. Britannique se flattant de la pacification générale, les intentions de la République pourroient être inutiles dans le moment présent.

J'ai représenté à Monsr de Bleswick combien cette nouvelle conjoncture devoit exciter l'activité des mesures hostiles des Etats-Généraux, et il en est convenu avec moi et m'a paru sentir que les Anglois ne déclinent les représentations de l'Impératrice et ne cherchent à envelopper dans une négociation générale celle qui leur est proposée, que pour se donner le tems d'avoir des succès qui leur assurassent le droit d'être plus exigeans. Je lui ai fait observer que cette considération même rendoit de plus en plus essentielle l'énergie de République, et il m'a renouvellé les protestations qu'il m'avoit déjà fait à cet égard. Il a ensuite cherché à pénétrer ce que je pouvois savoir relativement au projet de pacification générale, au choix du lieu du congrès, qu'on dit devoir s'assembler à Vienne ou à Anvers, et à la nomination de Mr Yorke comme plénipotentiaire de S. M. Brittannique. Je lui ai témoigné n'avoir aucune notion positive sur ces différens points et être informé par la voye ordinaire, comme il me disoit en avoir été instruit lui-même, que S. M.

Britannique a accepté la médiation des deux Cours Impériales; que j'ignorois la disposition prise par le Roi, mais que j'étois bien persuadé que, lorsque S. M. apercevroit des moyens de concilier sa gloire, l'intérêt de ses sujets et celui de toutes les puissances maritimes, avec la tranquillité générale, Elle céderoit facilement au sentiment de bienveillance et d'humanité que lui inspirent sans cesse le désir de la paix, mais je lui ai fait remarquer que, quelles que soient les intentions du Roi à cet égard, S. M. est bien éloignée de suspendre le développement de ses forces; que'Elle avoit au contraire ordonné les armemens les plus imposans et que cet exemple d'activité et d'énergie me paroissoit indiquer à la République la règle de conduite qu'Elle devoit se proposer.

P. S.

J'ai reçu, Monsieur le Comte, la dépêche nº. 10, que Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Le rapport des Députés de la Compagnie Hollandoise est entièrement conforme à celui que vous m'anoncez les avoir mis dans le cas de faire, et ils se louent imfiniment des faveurs que vous leurs avez témoignées.

L. H. P. ont arrêté hier leur résolution relative à la médiation offerte par l'Impératrice de Russie. Elle est parfaitement conforme à celle qu'ont pris les Etats de Hollande et que j'ai eu l'honneur de Vous envoyer. Ils l'avoient déjà annoncée au prince Gallizin par une réponse provisoire et verbale du Greffier des Etats-Généraux.

LETTRE DCCLXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. [1]) *L'avis de la cour de justice.*

—

's Hage, den 27 Maart 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens twee notes [2]) van den heere President Mollerus. [3]) Het schijnt dat de heeren van den Hoogen Raed lievst aan mijne requisitie van bericht [4]) niet willen defereeren. U. W. E. G. weet dat ik de zaek altoos bedenkelijk hebbe gevonden en dit wel gevreest, maer nu is het met U. W. E. G. advys en goedkeuringe begonnen, en zoo het niet gegeeven word, koomt mij voor dat aen mijn post als Stadhouder van Hollant een déclin werd gegeeven, die mij wel zoude moeten doen wenschen van de requisitie niet gedaen te hebben. De President Mollerus wil mij vandaeg er over koomen spreeken. Het zal mij zeer aengenaem zijn van alvorens te verneemen wat of U. W. E. G. zoude oordeelen dat ik hem zoude kunnen antwoorden, want zoo bij de requisitie moet worden gepersisteert, moet zulks worden uitgehouden en niet geplieert, of ik prostitueere mij volkomen...

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) *Ces notes manquent.*

[3]) Le président de la cour suprême de justice.

[4]) Ce „bericht" est la réponse à la question épineuse, si la conduite des magistrats d'Amsterdam avoit été coupable.

LETTRE DCCLXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 17 Maert 1781.

WelEdel Gestrengen Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor de toezendinge van 's Hoves missive [1]). Ik hadde wel gewenscht dat ik daerin gevonden hadde, dat het Hof zich hadde geëxpliceert of zij het gedragh van de heeren van Amsterdam considereerde van natuur te zijn dat er crimineele procedures tegens dezelven uit konden voortvloeien, dan of zulks niet volgens 's Lants constitutioneele wetten kon geschieden: dat er niet in staende, kan ik niet vinden dat het Hof aen de requisitie van H. Ed. Gr. Mog. heeft voldaen, en ben derhalven van oordeel, dat door H. Ed. Gr. Mog. zoude behooren te werden gevraegt aen het Hof om zich volgens de resolutie van 21 December jl. op dit point te expliceeren ....

W. PRINCE VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Hoezeer ik het addres van den Hove in het generael ten uitterste approbeer, had ik egter wel gewencht dat de brief eenigsints anders getourneert was

[1]) La missive de la cour de Hollande, en réponse aux questions des Etats-provinciaux touchant la culpabilité des magistrats d'Amsterdam. Cf. la résolution dans les Ned. Jbb. 1781 p. 283.

geworden, dan uit de pen van den opsteller, zoo ik meen de heer Nolst [1]), is niet veel beter te wagten . . .

P. VAN BLEISWIJK.

27 Maart 1781.

LETTRE DCCLXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Insinuation contre le duc de Brunswic [2]).

's Hage, den 27 Maert 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hierneevens eene ontcijfferde missive van den heere Vauguyon. Ik kan niet gelooven dat U. W. E. G. aen den schrijver dier missive gedaen heeft de insinuatie daerbij vermeld, en vinde mij genoodzaekt dit getuigenis aen de waerheit te geeven, dat het volstrekt onwaer is, dat nimmer Z. H. de heere Hertogh mij heeft geinduceert om de hostile mesures tegens Engeland te retardeeren, en dat het nergens anders aen te imputeeren is dat de marine zich niet in staet bevind dan aen de weinige zorge die daervoor, niet nu, maer zeedert meer dan vijtigh jaeren, is gedraegen [3]). Het geringe getal scheepen, die de Staet actueel hier heeft, is de eenige oorzaek waerom ik voor alsnoch niet kan resolveeren tot het doen uitzeilen derzelve en om ze te exponeeren, zonder nut, om door de Engelsche genoomen te worden; zoo ras als er tien of twaelf in staet zullen zijn, kan men de kans waegen, maer voor die tijt houde ik het voor roekeloosheit. Evenwel wil ik het niet op mijne ge-

[1]) Un des membres siégant pour la province de Zélande.

[2]) *Minute autographe du prince.*

[3]) Voyez la lettre du duc de la Vauguyon datée du 23 Mars.

ringe kundigheid in dat stuk alleen laeten aenkoomen en zal gaerne op Donderdaghochtend de advisen hooren in de te houdene conferentie....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les sentiments du parti Anglais.

—

Le 27 Mars 1781.

Les mal intentionés continuent, Mons[r] le Comte, à se féliciter honteusement du succès des armes Angloises et à le regarder comme une preuve de la sagesse du système qui les portoit à ne pas résister à une puissance, que la foiblesse de la République rendoit si redoutable, et à n'avoir aucune confiance dans la protection des Cours du Nord, qu'ils se plaisent à faire envisager comme n'offrant que des démonstrations vagues et se refusant aux secours efficaces. Ils ne négligent rien pour inspirer les craintes les plus viles, les plus humiliantes, et j'ai lieu d'être assuré, que, sans les approuver ouvertement, M[r] le Duc les seconde par les menées les plus articifieuses. J'avois prévu qu'il parviendroit à corrompre la pluspart des Membres de la Cour de Hollande relativement à l'affaire suscitée au Magistrat d'Amsterdam et sur laquelle ce conseil avoit été requis de donner son avis. Cet avis en effet tend à établir que la conduite de ces Magistrats respectables pourroit les mettre dans le cas d'être cités criminèlement. Il n'a été encore ni prononcé, ni rédigé, mais on affecte de le répandre. J'ai eu occasion de m'en entretenir avec Monsieur le prince-stadhouder et M[r] le conseiller-pensionnaire et, sans montrer la moindre partialité pour la ville d'Amsterdam,

je leur ai fait sentir combien la décision attribuée aux Membres de la Cour de justice me paroissoit honteuse, et je leur ai représenté les suites funestes, dont elles seroient suivies dans les conjonctures, si elle n'est pas rejettée avec éclat par les Etats de Hollande. Je leur ai fait voir qu'elle fourniroit tout à la fois à l'Angleterre une justification de ses procédés iniques, aux cours neutres un prétexte d'abandonner les Etats-Généraux et aux puissances belligérantes un motif de ne compter aucunement sur les efforts de la République contre l'ennemi commun. Ils m'ont assuré l'un et l'autre qu'ils étoient pénétrés de la solidité et de la force de ces observations [1]) et m'ont promis que, s'il n'est pas possible d'étouffer et de regarder comme non avenu l'avis du conseil de Hollande, les Etats de ce province, loin de vouloir l'adopter, prendroient une résolution formelle contre, et je les ai fermement encouragés à persister dans cette intention et leur ai de nouveau démontré combien elle seroit conforme à tous leurs intérêts réunis. J'ai d'autant plus lieu d'être persuadé, Monsieur le Comte, de leur constance à cet égard, que le peuple d'Amsterdam ne paroit pas disposé à soutenir avec tranquilité les blâmes de ses Magistrats, quelque effort abominable qu'on ait fait et qu'on fasse encore pour les lui présenter comme la cause de la guerre et des malheurs qu'elle entraine.

Il paroit que la fermentation augmente de jour en jour. J'apprens qu'elle s'étend en Frise, même en Zélande, et que notamment on a répandu dans cette dernière province le bruit d'une prochaine descente des Anglois, pour avoir un prétexte de tenir les troupes sous les armes, dans la vue de réprimer promptement les émotions qu'on redoute.

[1]) *En marge de la main du prince:*
Cet article, quant à ce qui me concerne, est faux et controuvé.

Le peuple ne semble pas partager les affections de la régence et qu'ainsi à Amsterdam, à Rotterdam et en Frise, il s'indigne et s'irrite des succès de l'Angleterre, qu'il attribue hautement à l'administration négligeante de la marine.

J'espère que le cri général de la nation, secondé par les patriotes, contiendra les vils partisans du système Anglois et disposera à la plus grande célérité dans le développement des forces navales. L'Amiral, qui doit les commander, m'a protesté de nouveau que l'activité ne pouvoit pas être plus grande qu'elle l'est présentement et qu'il avoit tout lieu de se louer de la facilité qu'éprouvent toutes les demandes relativement au bien du service de l'Etat. Cet Amiral, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, est un homme franc et loyal et qui n'a cessé de témoigner dans toutes les occasions son patriotisme. J'ai vu avec plaisir qu'il confirmoit entièrement les assurances de Mr le conseiller-pensionnaire et Mr le prince-stadhouder et qu'il n'y avoit réellement à craindre que les intrigues du Duc, qui, secondant successivement les mal intentionnés, profite de tous les moyens, que lui fournit les formes de l'union, pour tâcher de rallentir et de suspendre les efforts patriotiques, mais je suis fondé à penser que les députés de la ville d'Amsterdam, qui doivent se rendre demain ici, s'expliqueront avec une telle énergie, qu'ils déconcerteront entièrement les vues perverses des mauvois citoyens et de celui qu'ils regardent comme leur protecteur. J'ai vivement excité leur zèle, et je ne doute pas qu'ils n'en donnent de nouveaux témoignages dans cette crise importante. Il est probable qu'ils feront un effet d'autant plus salutaire que les Ambassadeurs de la République, par leur dernière dépêche, arrivé hier matin, raniment les espérances d'une protection ultérieure de l'Impératrice

de Russie et annoncent que la ratification de la convention, signée le 5 entre les Ministres de S. M. Impériale et eux, a eu lieu le trois de ce mois.

P. S.

J'apprends que Mr de Berkenroode a mandé aux Etats-Généraux par une dépêche secrette, que les Cours de Versailles et de Madrid ont accepté la médiation de l'Empereur, sans aucune condition préallable relative à l'indépendance Américaine et la liberté des mers. Les Ministres de la République ne manqueront pas de chercher à pénétrer les notions, que je puis avoir à cet égard. Comme ma réponse peut ne pas vous paroître indifférente dans ces conjonctures, permettez que je vous prie de vouloir bien la diriger. Je me flatte que vous voudrez bien ne pas attribuer ma demande à un sentiment indiscret de curiosité.

LETTRE DCCLXXI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le projet d'un emprunt Français.

—

Le 27 Mars 1781.

Depuis que j'ai eu l'honneur de Vous exposer, Monsieur le Comte, par ma dépêche N°. 28, le moyen, qu'a adopté Mr Rendorp relativement au système de l'emprunt projetté et qui ne peut en aucune manière compromettre la gloire du Roy, le négociant Amsterdamois, courtier très accrédité dans les fonds publics et dont le zèle avoit disposé les premières ouvertures faites à Mr Fizeau et transmis à Mr Grand, est venu me trouver ici. Il a fort applaudi à l'envoy proposé et, dans la vue de fournir à la régence d'Amsterdam les moyens d'en faire promptement usage, il a offert de sonder les principaux capitalistes et de

s'assurer des sommes qu'ils seroient disposés à placer. Je lui ai dit que je croyois qu'il rendroit un bon service à sa patrie, qui est infininent intéressée à ne pas accroître la masse des fonds confiés à l'Angleterre; que c'est en envisageant sous ce point de vue le système, dont il a eu la première idée, que les Ministres du Roi l'avoient agréé; que le principal avantage qu'ils y ont aperçu est l'altération du crédit Anglois, qui devoit en résulter, mais qu'ils ne s'en occupent plus depuis que l'exécution en parut rencontrer des difficultés insurmontables. Je lui ai assuré que pourtant la preuve de zèle, qu'il se proposoit de donner, ne pouroit qu'être très agréable et expliquer la République sur l'étendue de ses moyens précuniaìres. Il m'a ensuite témoigné, Monsieur le Comte, combien il désiroit pouvoir contribuer à rétablir le crédit de la France en Hollande, et il m'a assuré que jamais un moment plus favorable ne pouroit se présenter que celui, où Mr Necker venoit de répandre sur l'état des finances le jour le plus satisfaisant [1]). Je lui ai répondu que, quoiqu'il résulte du tableau présenté par Mr Necker et de l'empressement, avec lequel les deux derniers emprunts se remplissent successivement, que, quoique la France renferme dans son intérieur même tous les moyens dont Elle peut avoir besoin, je regardois cependant comme très convenable le rétablissement de la confiance étrangère et que j'écouterois avec plaisir le développement de ses vues à cet égard. Il m'a dit alors que la masse de la nation Hollandoise, essentiellement inconséquente, comme le peuple l'est partout, est tantôt d'une défiance déplacée, tantôt d'une confiance aveugle, mais que, comme elle est en général plus disposée à l'inquiétude sur l'objet principal de ses affections, il est fort important de la ménager à cet égard; que la France le

[1]) Par le fameux „Compte rendu".

devoit plus qu'aucune autre nation parce que le sentiment douloureux des administrations précédentes n'ètoit pas effacé; que d'après cette considération fondamentale il ne pensoit pas qu'il convînt de commencer par ouvrir un emprunt considérable pour le comte du Roy, et qu'il craindroit que cette opération n'eût pas de succès, malgré l'effet qu'a fait le compte rendu par Mr Necker; qu'il souhaiteroit que le Ministre des Finances voulût se borner à essayer une négociation peu importante, comme de deux millions de florins, par exemple, dont les emprunts seroient fait à Amsterdam et les intérêts de six mois en six mois payés dans un des comptoirs de cette ville, et auxquels on assureroit le tirage de deux loteries par an, dont les primes, réunies aux intérêts, pourroient former un effet de quatre et trois quarts à cincq pour cent: il répondroit que la capital seroit souscrit avant que l'emprunt ne fût ouvert. Il seroit à propos qu'on ne reçut pas les souscriptions ultérieures qui se présenteroient, afin de mieux fonder la confiance et d'éloigner surtout l'idée d'un avantage présent. Il est persuadé que, quand on auroit vu un tirage de la lotterie fait précisément à l'époque indiquée et l'intérêt exactement payé au bout de six mois, les prêteurs viendroient accepter de nouveaux placemens; que alors on pourroit renouveler la négociation en doublant le capital, et qu'en suivant ainsi la même marche, on pourroit l'accroître successivement, mais qu'il est absolument indispensable si l'on vouloit rétablir la confiance sur une base solide. Ce même courtier seroit d'avis aussi qu'on s'occupât d'un système qu'il avoit proposé il y a quelques années et qui tiendroit à disposer les Etats de Monarchie Françoise [1]) à ouvrir un emprunt à Amsterdam,

[1]) *Note du prince:* „ou bien de la Flandre". Probablement le véritable déchiffrement aurait été „Américains".

qui ne parut avoir pour but que leur propre avantage et pour la sûreté duquel ils prissent des encouragemens.[1]) Il est persuadé que cette négociation, dirrigée de la même manière que celle qu'il projetteroit pour le compte du Roy, pourroit facilement se porter à cinq ou six millions de florins dans le cours de cette année.

Il résulteroit des propos de ce courtier très intelligent et très zélé pour les intérêts de la France, que d'ici au premier ...[2]) 1782, il se flatteroit de pouvoir procurer par les deux moyens, que je viens de vous exposer, environ dix millions de florins. Il m'a témoigné que, si ses vues et ses soins étoient agréés, il ne s'occuperoit pas moins vivement du premier système, sur lequel il avoit fait des ouvertures à Mr Fizeau, mais en se bornant de ...[2]) la marche adoptée par Mr Rendorp et sans laisser apercevoir la moindre relation à cet égard avec le ministère François.

J'ai fort applaudi, Monsieur le Comte, au développement de son zèle, et je lui ai promis d'en informer les Ministres du Roy. J'ai chargé Mr Grand, qui étoit présent à mon entretien avec lui et qui doit être maintenant auprès de vous, de vous en rendre compte plus particulièrement....

LETTRE DCCLXXII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Projets d'une expédition navale.

—

Le 30 Mars 1781.

J'ai eu l'honneur de vous informer il y a quelques jours, Monsieur le Comte, que Monsieur le prince-stadhouder et l'Admiral, qui doit commander les forces

[1]) Engagements?

[2]) *En blanc.*

navales de la République, avoient projetté une expédition, dont l'effet étoit d'intercepter le convoy Anglois prêt à mettre à la voile dans l'Elbe, mais les vaisseaux qui y étoient destinés se sont trouvés arrêtés sur des basfonds, d'où ils n'ont pu être remis à flot que hier et malheureusement trop tard pour pouvoir exécuter le plan proposé. J'ai trouvé Monsieur le Stadhouder très affecté de ce contre-tems, et il me parut également animé du désir de témoigner de l'énergie. Il m'a assuré de nouveau qu'il continuoit à se flatter qu'à la fin du mois d'Avril l'escadre Hollandois pourroit être en mer et qu'il ne négligeroit rien alors pour disposer les opérations les plus essentiels des Etats-Généraux.

Il m'a entretenu de la facilité d'attaquer les côtes Septentrionales de l'Angleterre, et m'a même assuré qu'il ne croioit pas impossible de faire une tentative sur la Tamise[1]. J'ai fort applaudi à une idée aussi énergique et je lui ai dit que former une pareille entreprise, ce seroit renouveler les époques les plus glorieuses de la République et illustrer à jamais son administration. J'ai cru devoir lui témogner l'intention constante du Roy de prendre toutes les mesures propres à aider les Etats-Généraux et qui pourront s'accorder avec le plan d'attaque et de défense concerté entre S. M. et le Roy d'Espagne, ainsi que vous m'avez chargé d'en assurer dans toutes les occasions les Membres prépondérans de l'Etat. Il m'a semblé très disposé à me communiquer ses vues dès qu'elles seroient définitivement arrêtées et souhaiter vivement que, s'il parvenoit à exécuter un dessein offensif contre l'Angleterre, il fût possible de disposer une diversion puissante sur une autre partie de ses côtes, en un mot je

[1]) *En marge de la main du prince:*

J'ai dit cela pour m'en défaire, car je ne vois pas moyens de faire rien de pareil dans l'état où nous sommes.

lui parlai comme pénétré des sentimens et des vues plus convenables. Je ne saurois répondre cependant qu'un personnage principal et qui exerce depuis si longtems sur lui un pouvoir despotique, ne parvînt à diminuer son énergie et ne suscitât sourdement des difficultés au développement de leur bonne intention qu'il m'a marquée, mais j'espère que Messieurs les Députes d'Amsterdam, qui sont arrivés ici, s'expliqueront avec force et ne négligeront rien pour l'exciter de plus en plus à s'occuper essentiellement du salut de la patrie. Il m'ont communiqué les ordres qui leur ont été donnés à cet égard par leur régence et qui sont parfaitement conformes au système énergique de ces respectables Magistrats. Ils se disposent à faire l'usage le plus important des dépêches des Ambassadeurs de la République à Petersbourg, dont je vous ai rendu compte Mardi dernier. Celles qui viennent d'arriver leur fourniront encore de nouveaux moyens.

En effet Messieurs Wassenaer et Brantzenbourg mandent à Monsieur le conseiller-pensionnaire, [ce] que probablement le comte Panin leur a dit sous le sceau du plus grand secret, qu'ils croyent être assurés que l'Impératrice est décidée à déclarer la guerre à l'Angleterre, si la médiation qu'Elle a offerte n'étoit pas acceptée.

P. S.

Monsieur le conseiller-pensionnaire m'a informé Monsieur le Comte, que le rapport des Amirautés sur les nouveaux ordres demandés par Monsr de Berkenroode, ralatifs à la convention qu'il a été chargé de proposer au Roy, avoit été remis aux Etats-Généraux, et qu'ils prendroient promptement la résolution d'autoriser cet Ambassadeur à se conformer au système du Ministre de S. M.

Les Anglomans se sont plûs à répandre que l'avis de la Cour de Hollande relativement aux Magistrats d'Amsterdam avoit été remis aux Etats de Hollande par cette Cour, et tendoit à les déclarer criminels. Quelques gazettiers étrangers ont imprimé cette fausse nouvelle, mais elle n'est nullement fondée. L'avis de ce conseil n'a pas été porté aux Etats; il n'est même pas encore rédigé, et j'ai lieu de croire qu'il sera d'abord supprimé comme inutile dans la conjoncture ou entièrement changé....

LETTRE DCCLXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le zèle des députés d'Amsterdam.

—

Le 3 Avril 1781.

Les Députés de la ville d'Amsterdam ont exécute avec leur zèle et leur énergie ordinaire les ordres, qu'ils ont recue de leur régence, ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous le mander par ma dernière dépêche, Monsieur le Comte. Ils se sont expliqués très vivement sur la nécessité d'occuper promptement la mer du Nord par une escadre aussi respectable que les forces navales de la République peuvent le permettre. M^r^ le Stadhouder a positivement assuré qu'avant la fin du mois il comptoit pouvoir y envoyer au moins une escadre de — [1]) vaisseaux de guerre de tout ordre et qu'en attendant il en détacheroit plusieurs pour convoyer les bâtimens destinés au commerce de la Baltique. Messrs d'Amsterdam paroissent persuadés que les espérances qui leur ont été données se réalisèrent, mains ils n'ont pas dissimulé que, si leurs concitoyens s'en voyoient

[1]) *En blanc.*

frustrés, il y avoit lieu de craindre les émotions les plus sérieuses, et ile ne doutent pas que cette inquiétude ne fasse un effet salutaire Ils me semblent à présent satisfaits de l'activité des travaux dans les différens chantiers, ainsi que de toutes les mesures prises pour accélérer l'équipement, préparer de nouveaux bâtimens, faciliter la levée des matelots et exciter à armer en course. Il a vu avec plaisir les dispositions à placer sur l'escadre deux régimens créés nouvellement comme mariniers, mais incorporé depuis longtems dans l'armée, et que les Etats-Généraux avoient résolu de déclarer que, si les hostilités étoient suspendues pendant le cours de cette année, la République accorderoit en dédommagement à ceux, qui auroient fait des armemens, la moitié de leurs fraix légalement évalués par les Colléges de l'Amirauté, mais sont bien décidés à ne pas cesser leurs instances et leurs démarches patriotiques jusqu'à ce que tous les vaisseaux, que la République peut mettre en mer, y soyent réellement.

Nous attendons avec beaucoup d'impatience la nouvelle de l'impression, qu'aura fait sur l'Impératrice de Russie la réponse de l'Angleterre. La dernière dépêche de M[rs] les Ambassadeurs de la République à Petersbourg, dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte Vendredi, donne lieu d'espérer que S. M. Impériale insistera sur une médiation et lui donnera les mêmes bases qu'à sa déclaration aux Puissances belligérantes, et consolidéra ainsi les droits essentiels de la neutralité, ou qu'Elle se disposera à remplir les engagemens, qu'Elle a contractées avec la République et dont Elle paroit se plaire à reconnoître l'étendue, si l'Angleterre continue à se refuser aux bons offices qu'Elle a offerts.

LETTRE DCCLXXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les sentiments du prince et du conseiller-pensionnaire. La faiblesse de la marine de la République.

—

Le 6 Avril 1781.

J'ai donné avec empressement à Mr le Stadhouder, ainsi qu'à Mr le conseiller-pensionnaire, la communication des nouveaux témoignages de la bienveillance du Roy pour la République. Ils ont receu l'un et l'autre avec la joye la plus vive et la plus respectueuse reconnoissance la nouvelle du départ des cincq vaisseaux de ligne et des troupes, que S. M. a daigné destiner à pourvoir à la sûreté du Cap. Ils n'ont été moins reconnoissans et assurés de l'intention constante du Roy de favoriser les efforts des Etats-Généraux pour toutes les mesures qui pourront s'accorder avec le plan des opérations de la campagne prochaine. Ils m'ont paru de plus en plus pénétrés de l'importance de profiter de ces dispositions précieuses et de les mériter par les développemens les plus actifs et les plus fermes, et ils m'ont protesté qu'ils mettroient tout en oeuvre pour rassembler promptement les forces navales de la République. Mrs d'Amsterdam et tous les bons patriotes pensent que dans ce moment-ci on s'occupe très vivement à réaliser les espérances qui leur ont été données, et ils ne doutent pas qu'à la fin du mois l'escadre ne soit en état de mettre à la voile. L'Amiral Harzing, qui la doit commander, est parti pour le Texel, et le prince-stadhouder s'y rendra lui-même la semaine prochaine. Il m'a témoigné de nouveau, ainsi que Mr de Bleiswick, combien il désiroit ardemment de soustraire la République à l'humiliation dont Elle se couvriroit à jamais, si Elle ne montroit pas dans cette conjonc-

ture critique l'énergie convenable. Ils me semblent l'un et l'autre si sincèrement affectés de ce sentiment très naturel, qu'il y a tout lieu de se flatter que les menées sourdes du Duc pour multiplier les difficultés et les obstacles sous main, seront sans effet.

Je me crois d'autre part donc très fondé à espérer que tous les moyens mentionnés de la République seront réellement employés, mais ce seroit se faire illusion que de les regarder comme tres imposans. La Marine Hollandoise a été florissante dans un tems où celle des autres états négocians Européens n'avoit pas fait les progrès, dont ils offrent aujourd hui le spectacle. Loin de se réformer et de se perfectionner à leur exemple, elle a conservé tous les défauts que l'expérience des autres nations leur a apris à corriger. Ceux de son organisation se sont accrus, et elle a été tellement négligée depuis le commencement de ce siècle, qu'Elle n'existoit réellement pas à l'époque des hostilités de l'Angleterre contre la France en 1778. Les efforts, que les patriotes ont faits depuis ce moment pour faciliter son rétablissement, ont été contrariés sans cesse secrètement par toutes les circonstances, dont je vous ai souvent entretenu. Cependant, Monsieur le Comte, ils étoient parvenus à disposer et assurer un équipement assez considérable pour soutenir convenablement le système de la neutralité armée, mais qui ne pouvoit être composé que de bâtimens nouvellement bâtis et dont les forces sont fort inférieures à celles des vaisseaux de ligne des Puissances belligérantes. Huit des plus forts, dont deux de soixante-quatre et quatre de cinquante-six canons, s'accompagnent de huit frégates, dont quatre de trente-six et quatre de vingt-quatre avoient été envoyés successivement aux Indes. Occidentales, sur les côtes de Guinée et dans la Méditerranée lorsque l'Angleterre a déclaré la guerre

à la République. Le reste des bâtimens, prêts d'être mis en mer, se préparoit dans les différens ports et consistoit en deux vaisseaux de septante-six, six de soixante-quatre, neuf de cinquante-six, deux de quarante, huit de trente-six et huit de vingt-quatre, indépendamment d'un de septante et quatre de quarante-quatre, destinés à la garde des embouchures des rivières, auxquelles on a assuré pour le même effet et la protection de la côte douze de douze et dix de dix canons. Dans cette situation les patriotes ont disposé la résolution des nouveaux bâtimens, pour lesquels une pétition de sept millions et cincq cent mille florins a été consentie par toutes les provinces de l'Union, mais cette ressource ne pouvant être efficace que l'année prochaine, ils ont en même tems voté pour l'adresse qui a été faite aux Cours du Nord et par laquelle elles sont priées de céder tous les vaisseaux dont elles ne feront pas usage à la République, qui se propose de les acheter. En attendant le succès de cette réclamation, les mesures les plus importantes ont été prises pour la levée des matelots, tant l'augmentation de leur solde et des primes d'engagement que par l'embargo général sur tous les navires marchands, et la plus grande activité a été ordonnée dans les différens chantiers des Amirautés. Mais il résulte du tableau, que je viens de vous exposer, qu'à moins que les Cours du Nord ne se prêtent au désir de la République, Elle ne pourra mettre en mer que quarante bâtimens, indépendamment de ceux qui avoient mis à la voile avant la déclaration de guerre, dont la moitié ont été pris et les autres sont épars, les uns à Lisbonne ou à Livourne et les autres sur la route des Indes Occidentales, et de ces quarante navires, vingt cincq, dont un de septante-six, deux de soixante-quatre, cincq de cinquante-six, deux de quarante, huit de trente-six et sept de vingt-

quatre, paroissent devoir être prêts à la fin du mois et seront successivement joints par les autres dans le courant de l'été. Les forces Angloises étant aussi occupées qu'elles le sont et le seront, il semble que celles de la République, quoique très inférieures, pourront occuper avec avantage la mer du Nord, y protéger le commerce Hollandois et y intercepter celui de l'ennemi. Ce doit être leur premier objet, jusqu'à ce que les conjonctures disposeront des occasions plus importantes de lui nuire.

Vous voyez, Monsieur le Comte, par ces détails, sur la certitude desquels je crois pouvoir compter, combien il seroit essentiel que les Cours du Nord pussent se disposer à céder quelques vaisseaux de guerre à la Rèpublique. Mr le Stadhouder et Mr le Conseiller-Pensionnaire n'ont entretenus plusieurs fois de leurs voeux à cet égard et je crois qu'ils verroient avec beaucoup de reconnoissance que le Roy voulût bien appuyer de ses bons offices leur demande, notamment auprès de la Cour de Stockholm. Ils m'ont témoigné que la République manqueroit d'officiers et m'ont laissé entrevoir qu'ils souhaiteroient bien que dans le nombre de ceux, qui sont attachés comme volontaires au service de la flotte Françoise, il fût possible de leur en procurer quelquesuns. Comme le succès de leur désir me paroit pouvoir contribuer au plus prompt développement de leurs moyens, j'ai cru ne devoir pas manquer de vous les faire parvenir.

Quant aux armateurs, Monsieur le Comte, l'incertitude, où ils ont été d'abord, si les prises Hollandoises seroient vendues en Angleterre, les a arrêté. Les offres de médiation de l'Impératrice leur ont fait craindre ensuite de n'avoir pas le tems de se dédommager de leurs avances, mais depuis que les Etats-Généraux leur ont promis le remboursement de la moitié de leurs frais

dans le cas où la paix seroit faite cette année, je vois avec plaisir que les spéculations se renouvellent. J'espère qu'elles se réaliseront et se multiplieront avant peu.

LETTRE DCCLXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les négociations à St. Petersbourg.

Le 10 Avril 1781.

Messieurs Wassenaer et Brantzenbourg renouvellent l'assurance des favorables intentions de Cathérine II et de la résolution énergique, qu'Elle a prise dans le cas où l'offre de ses bons offices ne seroit pas acceuillie par l'Angleterre, mais en même tems ils insistent vivement sur les promps développemens des forces navales de la République. Mr le Stadhouder, en me faisant part de ces détails, m'a protesté de nouveau qu'il ne négligeroit rien pour l'accélérer. Il lui importe d'autant plus, Monsieur, d'y parvenir promptement, que le peuple des villes commerçants, dont l'inaction est très redoutable, commence à murmurer beaucoup et lui reproche hautement la lenteur des préparatifs destinés à défendre et à protéger la navigation.

Il me paroit constamment dans les dispositions les plus désirables et je ne saurois croire qu'il affecte les sentimens patriotiques qu'il me montre, et qu'il n'en soit pas sincèrement pénétré: tous ses intérêts réunis, sous quelque point de vue qu'ils soient envisagés, doivent l'exciter à montrer de l'énergie et à en inspirer aux Hollandois.

Quant à Monsieur le Duc, quelques perverses que puissent être ses intentions, il ne sauroit ni les avouer à Monsr le Stadhouder ni s'opposer ouvertement aux

efforts des patriotes, et ceux-ci expliquent et déconcertent à chaque instant ses menées sourdes.

P. S.

Les Etats-Généraux ont pris la résolution qui autorise Mons[r] de Berkenroode à signer la convention, qu'il a proposée, et à adhérer aux vues qui lui ont été offertes par M[r] le Ministre du Roy, après avoir insisté de nouveau sur celles qu'il leur a communiquées. Cette résolution doit lui être adressée aujourd'hui. Monsieur le Conseiller-Pensionnaire, qui m'en a informé, m'a prévenu qu'il m'en seroit en même tems envoyé une copie.

LETTRE DCCLXXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les bases d'une pacification.

Le 13 Avril 1781.

J'ai reçu, Monsieur le Comte, la dépêche No. 15, que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Je ne manquerai pas de fixer, ainsi que Vous m'y autorisez, les idées de M[r] le Conseiller-Pensionnaire sur les bases essentielles de la pacification générale, en s'assurant que, de quelque manière que la médiation s'établisse, le Roy est fermement résolu à ne jamais perdre de vue les intérêts ni la gloire de la République: ces deux mots, exactement interprétés, suffiront dans ce moment, comme vous l'observez, Monsieur le Comte, pour dissiper et prévenir les inquiétudes, que de fausses informations avoient déjà pu ou pourroient par la suite lui inspirer.

J'ai témoigné à Mons[r] le Stadhouder la satisfaiction, avec laquelle S. M. a bien voulu recevoir

l'assurance de ses dispositions patriotiques, et je n'ai rien négligé de ce que j'ai cru propre à elever et à échauffer de plus en plus son âme. Il continue de me déveloper le zèle le plus vif pour les grands intérêts de la République. Il tient le même langage à Messieurs d'Amsterdam, qui de leur côté concourrent de leur mieux à l'animer et à l'encourager.

Un des Magistrats les plus respectables de cette régence est venu m'assurer hier qu'il ne doutoit pas de la pureté des intentions de ce prince et qu'il lui devoit la justice de convenir qu'il se portoit avec ardeur à tout ce qu'on lui propose d'utile au prompt développement des forces navales. Il m'a assuré qu'une maladie contagieuse, qui règne depuis quelque tems à Helvoet, y auroit retardé les progrès de l'armement et que, malgré tous les en couragemens qui ont été donnés pour la levée des matelots, les enrollemens s'étoient ralentis à Amsterdam, mais que Mons[r] le prince se rendroit lui-même au Texel Mercredi prochain; qu'il se proposoit de faire transférer d'un vaisseau dans l'autre les équipages, afin de compléter sur-le-champ le plus grand mombre des bâtimens qu'il seroit possible et qu'il l'avoit prié instamment de l'y accompagner et de l'aider de ses conseils [1]). Le Magistrat d'Amsterdam m'a promis qu'il ne manqueroit pas de répondre à l'empressement de M[r] le Stadhouder et m'a protesté qu'il avoit eu sous ses yeux la preuve certaine qu'à la fin du mois, malgré toutes les diffi-

[1]) *En marge de la main du prince*:

Vraisemblablement le bourgemaître Rendorp, quant à ce qu'il dit que je l'ai prié de venir au Texel, c'est relatif au port du Nieuwe Diep. Je lui ai demandé s'il y viendroit parce qu'il pourroit me montrer mieux l'emplacement de ce port sur les lieux, y ayant été lui-même et étant fort rempli de ce projet.

cultés qui avoient jusqu'à présent occasionné des délais inévitables, vingt et un bâtimens de guerre seroient en état de sortir du Texel, de la Meuse ou de Flessingue, parmi lesquels il comptoit un de septante-quatre canons, trois de soixante-quatre, cincq de cinquante-six, deux de quarante, cincq de trente-six et cincq de vingt-quatre.

Mr le Stadhouder m'a confirmé les mêmes détails et m'a paru de plus en plus sentir l'importance de disposer une opération qui annonçât de la vigueur et de l'énergie et de la combiner avec nous [1]. Je lui ai renouvellé l'assurance de la constante disposition du Roi à prendre toutes les mesures qui pourront la favoriser en s'accordant avec son propre système d'attaque et de défense et je lui ai assuré qu'il me paroissoit aussi utile que convenable dans cette situation des affaires, qu'il communicât à S. M., avec la confiance qu'il lui doit, son plan ultérieur. Il m'a promis qu'il m'en feroit part à son retour du Texel [2], ne pouvant le fixer qu'après s'être assuré de l'état réel de l'escadre et avoir conféré avec les Officiers principaux qui la doivent commander, mais en attendant il m'a prié de nouveau d'être bien convaincu et d'assurer fortement S. M. qu'il n'avoit rien de plus à coeur que de développer dans cette crise essentielle les preuves les moins équivoques de la pureté de son patriotisme.

[1] *Ut supra*: Cei est exagéré.

[2] *Ut supra*: La promesse m'est inconnue.

LETTRE DCCLXXVII.

Le prince d'Orange à l'envoyé Van Wassenaer-Starrenburg. Rappel de M. van Heeckeren.

—

A. M[r]. l'Ambassadeur de Wassenaer-Starrenburg à Petersbourg.

La Haye, ce 13 Avril 1781.

Monsieur.

J'accuse la réception de votre lettre du 20 de Mars. Je suis charmé que votre mission aye si bien réussi jusqu'à présent. Dieu veuille que cela continue de même et que les intrigues de nos ennemis ne puissent jamais être d'aucune influence pour nous nuire. Je crois qu'il est nécessaire qu'il reste dans ces temps-ci un Ambassadeur, outre le Résident de L. H. P., à la Cour de Petersbourg. Je puis vous marquer que vous resterez par provision dans votre mission. J'ai beaucoup d'espérance dans la magnanimité de S. M. Imp[le] et dans les bonnes dispositions de son Ministère, et dans la fâcheuse situation où nous nous trouvons, ayant été attaquez d'une façon aussi inopinée qu'injuste, c'est, après Dieu, l'appui dans lequel nous pouvons mettre notre confiance.

Au reste je suis ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCLXXVIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Bruit de la retraite prochaine du comte de Panin.

—

Le 24 Avril 1781.

Quelque rassurantes que puissent être, Monsieur le Comte, les dernières dépêches de M[r] Wassenaer, dont j'ai eu l'honneur de Vous adresser le précis, j'ai

trouvé hier M. Bleswick fort inquiet des dispositions ultérieures de l'Impératrice de Russie. Il m'a témoigné avoir reçu d'un autre côté des notions qui le persuadent que les partisans Anglois avoient acquis de nouvelles forces à Petersbourg, et il m'a paru très affecté du bruit de la prochaine retraite de Mr de Panin, qui s'est fort accrédité ici depuis quelques jours. J'ai cru ne pas devoir partager ses alarmes et je lui ai rappelé tout ce qui m'a semblé propre à les dissiper, mais en même tems je ne lui ai pas dissimulé, que la lenteur des développemens hostiles de la République pourroit faire une impression très nuisible à Petersbourg; que plus il craignoit l'altération des sentimens de cette Cour, plus il devoit chercher à les fixer par des mesures énergiques contre l'Angleterre; que l'Impératrice avoit suffisamment fait connôitre ses désirs à cet égard, et qu'il est très possible qu'Elle ne s'empressât pas d'appuyer une Puissance qui ne se secouroit pas elle-même avec ardeur. Je lui ai assuré qu'il est d'autant plus nécessaire de montrer promptement de l'énergie que, quand bien même ce ne seroit pas le moyen d'exciter la générosité de S. M. Impériale, ce seroit le moyen de se soustraire aux malheurs d'une guerre ruineuse et d'une paix ingrate. Il en est convenu avec moi, m'a prié d'être convaincu que ni le prince, ni lui, ne négligent rien pour le salut de la République, et m'a renouvelé l'assurance de l'empressement qu'il[s] auroi[en]t à me communiquer promptement l'un et l'autre leur ressource (?), leur espérance et leur plan ultérieur. Je ne doute pas en effet qu'à son retour du Texel Monsieur le Stadhouder ne s'explique à cet égard avec toute la confiance qu'il doit au témoignage de la bienveillance du Roy.

J'ai appris avec plaisir qu'avant son départ il avoit envoyé ordre à l'Amiral Harsing de sortir quel-

ques vaisseaux et frégates pour intercepter le convoy Anglois, qui est encore à l'embouchure du Wezer, qu'il mettroit certainement en mer au premier vent favorable et qu'il y avoit tout lieu de se flatter du succès de cette expédition.

P. S. de la même date.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le plan de l'augmentation des troupes de terre et de mer, qui a été proposé dernièrement. Vous verrez, Monsieur le Comte, qu'il tend tout à la fois à l'accroisement de l'armée et de la flotte, et qu'ainsi la Province de Hollande, en n'y mettant pas opposition, remplira le double objet d'assurer l'augmentation des forces navales et de donner en même tems un témoignage de condescendance au désir de Monsieur le Stadhouder, qui peut contribuer à le maintenir dans les dispositions intéressantes qu'il développe.

Il me paroit que la Frise persiste toujours dans son opinion, et j'ai beaucoup de penchant à croire qu'elle n'en changera pas et qu'elle arrêtera ainsi l'opération projetée.

Le parti patriotique a pris dans cette province l'ascendant le plus décidé, et ceux qui le dirigent sont d'une fermeté inébranlable. Vous en trouverez une preuve dans la traduction de la lettre de réprimande qu'ils ont adressé à leurs Députes à la Généralité, parce qu'ils ont favorablement permis de donner, sans y être formellement autorisés, leur consentement à la publication du contre-manifeste, dont les Etats Frisons ont fort blâmé la foiblesse.

LETTRE DCCLXXIX.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. La nécessité d'un port au Nieuwediep [1]).

—

Amsterdam, den 26 April 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

.... U. D. H. zal mogelijk vinden dat ik weder wat te jong of te jeugdig ben, dat is, wat te driftig, maar ik bidde dat zij denke dat in deesen de toto agitur: zoo men de tijd met delibereeren verliest, zal de winter daar zijn en wij zonder haven. 'T verlies, dat men zoude kunnen vreesen van mogelijk eenige nutteloozе onkosten te hebben gedaan, kan immers op verre na niet overwegen de akelige omstandigheeden, in welken wij zullen zijn, zoo er niets gedaan wordt; ja, door gebrek aan voorzorg voor de Harssens, buyten staat zullen zijn om ooit iets te kunnen doen. Zoo wij geen haven hebben, kunnen wij, gelijk U. D. H. laatst zeer wel zeyde, den Engelschen maar afvragen, welke voorwaarde zij ons goedertierlijk willen voorschrijven. Daar hoede ons de goede Hemel voor. Hoezeer ik naar vrede verlang en van harte gewenscht heb nimmer in deese jammerlijke toestand te zijn gekomen, moeten wij thans trachten ons te redden en liever 't uytersten wagen dan om eene eerloose Vrede te beedelen....

RENDORP.

[1]) Voyez sur cette matière les Mémoires de Rendorp, I. p. 140 sqq.

LETTRE DCCLXXX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Entretien avec le prince-stadhouder. L'équipement de vaisseaux de guerre. Le projet d'un emprunt au profit des Etats-Américains.

—

Le 27 Avril 1781.

Monsieur le prince-stadhouder est de retour ici depuis Mardi, Monsieur le Comte. Je me suis entretenu hier avec lui et l'ai trouvé dans des dispositions très conformes aux intérêts essentiels de la République. Il m'a fait part de l'exécution des ordres, que, avant d'aller au Texel, il avoit déjà donné à l'Amiral Hartsing, relatifs au convoy Anglois, qui est à l'embouchure du Veser. Il m'a assuré que cincq [1]) vaisseaux, dont deux [1]) de septante-quatre, deux [1]) de soixante, deux de cinquante [1]), quatre frégates, dont deux [2]) de de quarante, deux de trente-six, deux [2]) de vingt-quatre, et deux [2]) cutters de vingt étoient prêts à mettre à la voile pour cette expédition, et m'a dit que, comme le même vent étoit nécessaire pour sortir du Veser et du Texel, il espéroit que cette escadre ne pourroit pas manquer de recontrer les ennemis. Il m'a assuré, Monsieur le Comte, qu'indépendamment des bâtimens qui la composent, il y en avoit encore deux de cinquante-six, deux de trente-six et deux de vingt-quatre, qui seroient prêts sous peu de jours et m'a répété qu'un de soixante-quatre, deux [3]) de trente-six et deux [3]) de vingt-quatre l'étoient à Flessingue, ainsi qu'un de cinquante-six et deux de vingt-quatre,

[1]) *De la main du prince ces nombres furent changés en: „quatre" „un", „un", tandis que les mots entre crochets „deux de cinquante" furent insérés.*

[2]) *U. s. „une", „une" et „un".*

[3]) *U. s. „une" et „une".*

à Helvoet, ce qui forme le nombre de vingt-deux [1]), que je vous ai annoncé.

Avant de les rassembler, Monsieur le Stadhouder se propose d'attendre le succès de l'expédition projetée. Si elle réussit, comme il y a lieu de l'espérer, les vaisseaux qui y auront été employés viendroient réjoindre ceux qu'ils auront laissé au Texel et iroient ensuite à la hauteur de Helvoet et de Flessingue recevoir ceux qui se trouvent dans ces deux ports et qui auront ordre d'en sortir. Les différentes portions de l'escadre ainsi réunies, elle établira sa croisière dans la mer du Nord pour y protéger le commerce des sujuts de la République et y intercepter celui de l'ennemi.

Monsieur le Stadhouder m'a paru disposé à adopter alors un plan d'attaque sur le côte septentrional de l'Angleterre, si les conjonctures le permettent et les renseignemens acquis d'ici l'y excitent. Il m'a entretenu de l'escadre de Mr de la Motthe Piquet [2]) et, sans me faire de questions directement, m'a laissé entrevoir le désir de pénétrer sa destination. Je me suis borné à l'assurer qu'elle s'équipoit avec beaucoup d'activité et n'ai pas eu l'air de comprendre qu'il souhaitoit être informé de l'objet de cet armement.

Mr Fizeau [3]) et le courtier, qui m'a paru mériter sa confiance et la nôtre, sont venus me trouver ici, ainsi que je leur avois mandé. Je leur ai communiqué les vues contenues dans votre dépêche. Ils ont aperçu l'un et l'autre beaucoup de difficulté. Ils se persuadent que les Etats-Unis n'auront le crédit à

[1]) *U. s. „neuf".*

[2]) Toussaint Guillaume Picquet de la Motte, officier de marine d'une grande renommée; en 1782 il reçut le titre de lieutenant-général.

[3]) Marchand à Amsterdam. Voyez sur lui et sa négociation les Mémoires de Rendorp, I. p. 135 sgg.

Amsterdam que lorsque leur indépendance aura été reconnue par la République; que la garantie du Roi et celle des Etats de Hollande ne leur en donneroit aucun et que celle des deux Puissances ne jouiroit pas même de toute son étendue, s'il (sic) étoit employé de cette manière indirecte. Comme leurs observations tiennent à des connoissances locales et auxquelles les raisonnemens en forme les plus satisfaisans doivent céder, je ne leur ai opposé aucune objection, mais je les ai prié de faire des réflexions nouvelles, de sonder secrètement et sans affectation ceux qui pourroient prendre part à l'opération dont il s'agit, et de m'informer ensuite s'il persiste à penser qu'elle rencontrera des difficultés insurmontables.

Je dois m'entretenir demain sur cet objet avec les Magistrats d'Amsterdam, qui ont accompagné formellement le Stadhouder au Texel et dont j'attendois le retour. J'aurai l'honneur de vous faire part Mardi prochain de leur avis.

P. S.

Monsieur le Stadhouder, pendant son séjour au Texel, s'est occupé des moyens d'y former un port qui puisse offrir un asile pendant l'hyver aux vaisseaux de guerre de la République et conforme avec voeux de l'Amirauté d'Amsterdam, exprimés dans la lettre ci-jointe. Il paroit avoir adopté un plan qui sera proposé la semaine prochaine aux Etats de Hollande.

LETTRE DCCLXXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La nomination des bourgmestres des Rotterdam.

—

Hage, den 29 April 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens de nominatie van Rotterdam. Het zal mij zeer aengenaem zijn U. W. E. G. gedachten omtrent de electie te verneemen. Ik denke dat de burgemeesteren naer ancienneteit zullen behooren te worden gekooren, om geen martelaer van den Hre Van Berckel te maeken, die ik anders voor niet gevaerlijk aenzie, dan alleen zoo hij medeleden inspireert en als onderdrukt kan aengezien worden.

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les lettres crédentiales de John Adams.

—

Hage, den 2 Mey. 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe deezen morgen met den Heere van Lijnden van Hemmen gesproken, nadat U. W. E. G. vertrokken was, omtrent de visite, die U. W. E. G. van den Heere Adams heeft ontvangen. Ik vinde de zaek zoo bedenkelijk, dat ik zwaerigheit maeke, om aen den Heere van Lijnden van Hemmen aen te raeden om aen te neemen de praetense credentiaelen van voorsz. Adams, maer denke dat het beter zoude zijn dat hij hem zeide niet bevoegt te zijn dezelve aen te

neemen, maer dat hij kennisse zoude geeven van zijne visite aen H. H. Mog. en derzelver ordres daeromtrent zoude vraegen ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. [1] *La justification de M. Van Berckel.*

Hage, den 11 Mey 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe het requeste van den heere Van Berckel geleezen [2]. Mij dunkt dat nu geene consideratien meer moeten wederhouden om te pousseeren dat, volgens het advys van de Ridderschap, aen den Hove geenjoingeert werde om te adviseeren omtrent de bewuste papieren, bij de gewezen President van het congres Lourens gevonden. Ik verwachte dat de heer Ambassadeur van Vrankrijk zich wederom zal willen bemoeien met deeze justificatie van gemelde heer Van Berckel, maer hoope dat U. W. E. G., en alle waere voorstanders van s'Lands vrijheeden en gerechtigheeden, zich te zamen zullen inspannen om ons de wet niet te laeten stellen door een buytenlandsche Mogentheit, veel min door een afgezant, en dat wij, tot conservatie van de independentie van het lieve Vaderland, zullen tegengaen alle diergelijke onwettige invloeden, bijzonder in domestique zaeken en zaeken die de constitutie deezer landen concerneeren, want zoo men op dit request favorabel disponeert, alvorens dat op de groote zaek

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) On trouve le texte dans les Ned. Jbb. 1781, II. p. 1046 sqq.

van het formeeren van een tractaet met de Noord-Americaenen door den Hove is geadviseert, en dat men, die zaek laetende slaepen, voortgaet met den heere Van Berckel vrij te spreeken van de zoogenaemde lastertael, vervat in de memorie van den 10[de] November [1]), zoo rekene ik, dat het voor alle welmeenende is gedaen, dat de heer Van Berckel weder triomphant zal ingehaelt worden en dat hij met de Fransche Ambassadeur hier alles naar derzelver zinlikheit en driften willen regeeren, waerdoor wij volkomen zullen zijn als een wingewest van dat Rijk, jae zelfs van erger conditie bijkans alsof wij onderdaenen waeren, wijl de Koning niet hetzelve belang heeft om ons te protegeeren als zijne onderdaenen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXXXIV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Complainte sérieuse de l'inactivité de la flotte.

—

Mey 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Op het gevoeligste getroffen door 't effect, dat hier gedaan heeft het niet uitloopen der scheepen, nadat het uitloopen reeds verspreid was geweest door het schrijven der Officieren, die kennis hadden gegeeven dat zij, maar voor een anker leggende, gereed waren om uyt te loopen, zoo moet ik de vrijheid neemen U. D. H. mijne bijzondere verwondering over dat onverwagt geval met verschuldigde eerbied te kennen geven. Zoo U. D. H. mij d'eere niet had aangedaan om mij als tegenwoordig te stellen in de notul,

[1]) Le mémoire du chevalier Yorke. Voyez les Ned. Jbb. 1781, I. p. 213.

die gehouden is van het geresolveerde in de Krijgsraad, laatst op het jagt van U. D. H. gehouden; zoo mij niet bewust was de positive ordres, door U. D. H. schriftelijk aan den Schout bij Nagt Zoutman gegeven, zoude ik zwijgen, maar zij verschoone mij dat ik met stilzwijgen nu niet voorbij kan laaten gaan alle de discoursen, die ik met grievende smarte niet alleen hier moet aanhooren, maar die mij nog uyt Den Haag geschreven worden. Ik weet dat er questie over den rang geweest is, maar is mij teffens bewust dat, door de toegevenheid van Kinsbergen, die questie geen hinderpael aan 't uitloopen heeft konnen of ten minsten behooren te stellen. Ik ben geinformeerd dat U. D. H. algemeene ordres aan den Vice-Admiraal bij haar vertrek gelaaten heeft, plein pouvoir. U. D. H. zal daar zekerlijk wijse redenen toe gehad hebben, maar dan was d'order aan Zoutman zeer onnodig. Zoo d'operatien van onze zeemagt gedirigeerd moeten worden door dat Zeehooft en zijn confrater Schout bij Nagt, dan zijn wij te beklaagen. Wat er van zijn moge, de murmureeringen van groot en klein smerten mij. Men is in t' algemeen zoo verzeekerd dat de wil dikwils ontbreekt, zoowel als 't vermogen, dat het uytloopen, hoezeer anderzints tot bereiking van het waare oogmerk onnodig, allernoodigst was om alle die verspreidingen, hoe onwaarachtig zij ook mogen weesen, te doen ophouden,

In de netelige, ja mooglijk akelige omstandigheeden, in welken ons Land zig bevind, is rust van binnen hoog nodig, en deese is zekerlijk aan 't wankelen: geene commercie, dus geen bestaan, geen vooruitzigt op de nodige protectie voor denzelven; geen ijver, geen voortgang in 't geen tot defensie van 't Land en tot afbreuk van den vijand gedaan moet worden. Waar wil het heen? Ik beklaag U. D. H. ten uytersten; zij

moet, hoezeer onverdiend, het verwijt van veele zaaken ondergaan. De onaangename tijdingen, uyt America ontfangen, waardoor d'ingezeetenen van dit weerloos land weder eenen nieuwen schok krijgen, geven weder eenen nieuwen prikkel aan 't kwade humeur, in 't welken men is.

Ik verlang dat de beraamde dispositien van U. D. H. wegens eene haven aan 't Nieuwe Diep haar beslag zullen krijgen en hoop dat morgen ter vergadering van Holland de resolutie op de commissie, die op haar zoude gedecerneerd worden, genomen zal worden. De tijd verloopt, en de onheilen, die onstaan zullen voor onze schepen, zullen naderen met het slegte saisoen. Zoo dat heilzaam werk weder door bijzondere belangens in 't riet gestuurd wordt, wat zal van onse schepen worden? Heden heb ik gekreegen eene exacte opneming van 't Oude Veer, op mijn verzoek door den heere Kinsbergen laaten neemen. In de gestadige vrees daar ik in ben, dat van die haven niets komen zal, denk ik nodig te zijn de nodige voorziening te doen, dat onse schepen des noots aldaar met wat meerder zekerheid dan in de voorgaande winter, zoo God ons zwaarder toevallen toeschikte, zullen geborgen kunnen worden. Gemelde Kinsbergen schrijft mij dat Mr De Bergen [1]) wat handelbaarder op de materie wordt. Hadden wij nog ses menschen zoo als die Kinsbergen, zoude ik aan onse zaaken niet wanhoopen; maar nu? God bewaare ons Land, U. D. H. en geslachte .....

RENDORP.

[1]) Inspecteur („opzichter") de la marine. Cf. les Mém. de Rendorp l. c

LETTRE DCCLXXXV.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Réponse.

Hage, den 6n Mey 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

... Het is mij leet, dat hetgeene ik aen U. W. E. G. op De Helder gezegt hebbe U. W. E. G. moeite heeft gedaen; dit is mijne intentie niet geweest, maer ik kan niet approbeeren het gedragh, door de stadt van Amsterdam gehouden vóór dat U. W. E. G. het consulaet bekleede, en denke dat het voor het welzijn van de Republicq te wenschen waere geweest, dat minder liaisons met den Franschen Ambassadeur en zommige Regenten en bijzonder den eersten Minister van voorsz. Stadt hadden plaats gehad, dat wij anders in het droevig parquet niet zouden zijn van misschien eerstdaegs tijding te bekoomen van het verlies van alle onse bezittingen in de West en daardoor van de avantageuste tak van commercie, die aen deeze Landen en bijzonder aen de stadt van Amsterdam overbleef. Omtrent het uytgaan van het Esquader hebbe ik den Vice-Admirael Reijnst gezegt om aen U. W. E. G. te communiceeren het voorgevallene. Ik kon niet voorzien dat de wint zoo spoedigh zoude verandert zijn, anders was ik aen het Nieuwe Diep gebleeven, en de schepen zouden in mijne presentie vertrokken zijn. Het is niet quaestie over den rang, die derzelver uitzeilen vertraegt heeft, maer eene scrupule van den Schout bij Nacht en zommige Capiteinen, dat zij te veel geëxponeert zouden zijn, en waeraen de Vice-Admirael heeft gemeent in zoo verre te moeten defereeren, dat hij nadere ordres gevraegt heeft; thans hoope ik dat zulks is geredresseert. Omtrent hetgeene dat U. W. E. G. verlangde in onze conferentie aen het Nieuwe Diep, dat

ik aen den Ambassadeur van Vrankrijk zoude zeggen en waeromtrent U. W. E. G. vermeende dat ik uit personeele afgunst niet gaerne met dien heer spreeken zoude, moet ik U. W. E. G. elucideeren zulks mijn motif geenzins te zijn, maer dat ik denke, dat te veel liaisons met eene zoo machtige Mogentheit vrij bedenkelijk zijn en dat ik niet gaerne op mij zoude neemen daertoe aenleidinge te hebben gegeeven uit mijn eigen en zonder voorkennisse, veel min authorisatie van H. H. Mog. Het kan in dit moment veellicht nuttigh zijn, maer het tegendeel kan ook waer zijn, en in die twijffelinge zijnde, kan niet van mij gevordert worden, om een stap van zoo een verre uitzicht voor mijne rekeninge te neemen. Men kan op het papier niet brengen zaeken, die men zoude konnen zeggen; derhalven is het mij ondoenlijk mij klaerder hieromtrent te expliceeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les missives du bourgmestre Rendorp.

Hage, den 6 Mey 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens drie missives van den heere Rendorp [1]), met mijn concept-rescriptie, zullende het mij zeer aengenaem zijn te verneemen of U. W. E. G. er eenige remarques op heeft. Ik vinde, na hetgeene wij gisteren vernomen hebben, vrij be-

[1]) Les missives du 26 et 29 Avril et celle d'un jour de Mai non indiqué; on trouve la première et la troisième sous les numéros 779 et 784, la deuxième, contenant une plainte de l'inactivité de la flotte, n'a pas été insérée.

denkelijk, als bevorens, om zich verre met Vrankrijk in te laeten, en vreeze dat men zich zeer quaelijk zal bevinden van zich te nauw met die Mogentheit te verbinden, hetgeen ons beletten zoude van, wanneer wij het met onze belangens overeenkomstigh oordeelden, eene separaete vreede te sluiten, en daerom wil ik niet de ouvertures doen aen den Franschen Ambassadeur. Vinden H. H. Mog. goet dat zij geschieden, als ik het mijne gezegt hebbe, kan ik het niet beletten, maer om zulks ex officio te doen en zonder voorkennisse, veel min authorisatie van de Staeten der respective provincien, is niet van mij te vergen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCLXXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse approbative.

6 Mey, 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te ristitueeren de drie missives van de burgemeester Rendorp, nevens de rescriptie van U. D. H. op dezelve. Ik moet volkoomen justificieeren de soliditeit der reedenen, welke U. D. H. mooveeren om Hoogstdeszelfs antwoord, bisonder op het groot en thans zoo interressant en hoogwigtig poinct van het concert met het Hof van Vrankrijk in dier voege in te rigten, als door U. D. H. zeer wijzelijk is gedaen, terwijl ook op den verderen inhoud van die rescriptie geen de minste remarque heb....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCLXXXVIII.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Réflexions sérieuses sur la situation générale et les questions du jour.

Amsterdam, den 8 Mey 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Ik ben bevreest dat mijne epistels, want ze vallen gewoonlijk tamelijk lang, U. D. H. verdrieten. Ik ben gewoonlijk niet lang van stof, maar de aangelegenheid der zaaken, de lust om t' overreeden, de ijver, dewelke mij steeds verzeld, maaken dat ik mogelijk langdraadig ben. Ik zoude de vrijheid niet hebben durven neemen om U. D. H. weder met deezen lastig te vallen, zoo de letteren, met welken U. D. H. mij heeden vereerd heeft, niet vereyschten, in d'eersten plaats, dat ik haar mijne erkentenisse deswegens betoonde, ten anderen, dat ik eenige poincten, in dezelve vervat, met behoorlijke eerbied antwoordde.

Ik wensch dat alle die luyden, die U. D. H. geschikt heeft om over 't werk aan 't Nieuwe Diep hunne gedagten te laaten gaan en dezelve aen U. D. H. te communiceeren, met de noodige spoed zullen werken, maar dewijl er bij zijn, die reeds duydelijk genoeg te kennen hebben gegeeven dat zij er tegen waren en zij derhalven geene groote lust zullen hebben om 't werk te bespoedigen, zoo vrees ik dat die plans nog lang in de geboorte zullen blijven. Ik hoop een valsch propheet te zijn. Het zij zoo!

U. D. H. weet dat ik altijd verre ben geweest van goed te keuren de wijze van denken en handelen mijner thans mede-regenten gedurende wij geworsteld hebben tusschen Engeland en Frankrijk, maar 't zij mij geoorlooft te zeggen met dezelfde sinceriteit, dat de correspondentie met den Franschen Ambassadeur eygenlijk

geene oorzaak tot de thans de Republick accableerende ongelukken zoude gegeeven hebben, bijaldien geen te verregaande wantrouwen de zaaken van weerskanten kwalijk had doen beschouwen. Een klaarder opening van dit mijn gezegden, zoo ik door U. D. H. niet begreepen worde, duld het papier niet, maar ben altijd gereed, zoo zij zulks goedvind, bij monde mij daarop nader t' expliceeren. De moeite, die U. D. H. mij aan Den Helder heeft aangedaan, spruit daaruyt, dat de verwijtingen, die zij deede, mij toescheenen als van ter zijde ook op mij te zijn aangelegd, en dat smertte mij, naar maate dat ik gevoelde zulks niet te hebben gemeriteerd. Maar in alle gevallen, wat kunnen verwijtingen baten? Dewijl de politique waarheden geene mathematische zijn en een ieder voor zijn sistema, hoe krom het ook moge weesen, raisonnementen en argumenten kan voorbrengen, zoo is 't besten niet agterwaards te zien, maar den weg, die men door het gepasseerde gedwongen geworden is in te slaan, op het beste mogelijk te baanen. De Hemel hadde gegeeven dat Engeland ons nimmer vijandig geworden was, maar dat is nu zoo, en wel op de bitterste wijse. Wij zijn genootzaakt om heil in de wapenen te zoeken en kunnen niet verwagten dat de Engelschen ons goedwillig weder zullen geven 't geen zij ons op eene verraderlijke en geweldige wijse hebben afgenomen en nog denkelijk zullen afneemen, en wel voornaamlijk onse bezittingen in America. Hoezeer ik voor mij overtuigd ben, dat in allen deelen d'oorlog voor de Republicq nimmer convenieeren kan en de vreede op alle betaamlijke wijse moet gezogd worden, zoo zie ik niet dat men dezelve thans met temporiseeren en menageeren van Engeland verkrijgen zal. Ondertusschen is onse magt gering. Uyt het Noorden is tot nog toe wijnig hulp te wachten. Wij zitten dan alleen. 'T zij verre dat ik

volstrekte verbintenissen met Frankrijk of eenige andere nabuurige Land-Mogenheid zoude aanraaden, maar waarom U. D. H. niet gelieft d'operatien van onse Vloot of Escader met die van dat Rijk te combineeren en te overleggen, niet dat wij gezamenlijk eene vloot uytmaaken, maar alleen elkanderen tegen den gemeenen vijand ondersteunen, begrijp ik niet. U. D. H. gelieft te zeggen, dat „zij denkt dat te veele liaisons met eene „zoo magtige Mogendheid vrij bedenkelijk zijn en dat „zij niet gaerne op haar zoude neemen daartoe aan„leiding uyt haar eygen en zonder voorkennisse, veel „min authorisatie van H. H. Mog. te hebben gegeven". Ik ben 't met U. D. H. volkomen eens: te veel liaisons deugen niet, maar kan men dus noemen een wederzijdsche communicatie van 't geen men doen kan, op welke wijse en wanneer? Is daartoe noodig voorkennisse en authorisatie van H. H. Mog.? Is zelfs de vergadering van H. H. Mog., of welke Staatsvergadering het ook weesen moge, geschikt om diergelijke authorisatie aan 't politique en militair hooft van deese Republick om de krijgsoperatien met eene Mogendheid, die denzelfden vijand als wij bevechten, te reguleeren, te moeten geven vóór en aleer het aan zodanig Hooft gepermitteerd zij de schikkingen te maaken? Ik durf meerder zeggen en vragen met behoorlijke eerbied: of U. D. H. zelven gelooft dat er een eenig Lid in die vergadering weesen zoude (vertrouwende dat nu allen zig ondaan hebben van den zuurdeesem, die door den Ridder York zoo rijkelijk onder hen is verspreid, zoo'n groote gisting onder veelen gemaakt had) dewelke zodanige liaison met Frankrijk zoude afkeuren? Wat willen wij, wat zullen wij alleen uytrichten? U. D. H. vreest voor de verantwoording, maar is zij niet aan beyde de kanten? Frankrijk is gereed, men spreeke maar het geringste woord. Hij eyscht geen tractaat, geene verbintenisse, geene

toezegging om niet dan gezamenlijk van vrede en oorlog te handelen. Men wil alleen over de operatien van eene campagne overeenkomen. Kan men zulks weigeren in de ellendige toestand daar wij in zijn, en heeft de Republick ooit beter koop en met minder gevaar hulp kunnen krijgen? Wat zal men zeggen als die aanbieding eens geweeten zal worden en dat U. D. H. die geweigerd heeft? Men hebbe van Frankrijk de gedagten die men wil, men helpt ons dog: zonder Frankrijk waaren wij zonder hoop geweest voor onze Oost-Indische bezittingen, in Frankrijk vinden wij, 'tgeen wij thans in ons eygen Land niet kunnen vinden, naamlijk middelen om, zoo 't nog tijd is, onze colonien en oorlogschepen van mondbehoeftens te voorzien. Wantrouwen kan te ver gaan. Hadden wij ons wat meerder van Engeland mistrouwd, veele schadens hadden verhoed zijn geworden. Ik bidde nogmaals U. D. H. dat zij dit gewigtig poinct niet uit het oog verliese. Wil zij met den Ambassadeur niet handelen, het geschiede te Parijs door Boers, hoewel ik voor mij niet zie welk inconvenient er zoude weezen, om met gemelde Ambassadeur te spreeken. Men behoeft hem immers niet meerder te zeggen dan men wil. Heeft men geen reede om tevrede te zijn van de menées, die hij met sommigen gebruykt heeft, die teonvredenheid moet vallen op de geenen, die in dezelve gegeeven hebben, maer een Ambassadeur dient zijn meester, zoo als York hier gedaan heeft of heeft meenen te doen, toen hij het Land in rep en roer wilde zetten. Ik beken 't, La Vauguyon is de man niet daar ik gaarne mede zoude handelen; men meyde hem ook, zoo 't mogelijk is, maar men hange de zaak daar niet aan. Wil U. D. H. zig dekken voor alle verandwoording, Zij pleege raad met eenige wijnige Leeden van Staat, niet met zodanigen, het smart mij dat ik het zeggen kan, die nog laboreeren

aan het euvel, daar York door zijne inboeseming een verouderde en ongeneeslijke kwaal van gemaakt heeft, maar met zoodanigen, die nog Fransch-, nog Engelschgezind, maar zuyvere Vaderlanders zijn. Zoo in Stadhouderlijke als in Stadhouderlooze tijden is er altijd een klijne Raad geweest, door welke en met welken de zaaken, die onmooglijk in de Staats-vergaderingen kuunen gebragt worden, verhandelt en ten uytvoer gelegd worden. 'T is onmooglijk dat het anders in eene Regeeringsform, gelijk de onse is, wel ga. Waarom heeft U. D. H. er mede zoo eenen niet? Heeft zij dan niet eenige luyden, die zij vertrouwd? Helaas! ik geloof het schier van neen. Ik zie met moeite, met zeer groote moeite, dat U. D. H. mij onder anderen mistrouwd, mij, die geene eene reede heb of kan hebben om haar te willen bedriegen of om den tuyn te leyden. Ik ben volstrekt independent, heb aan niemand eenige verplichting, mijn welzijn, mijn bestaan is aan mijn Vaderland verknogt. Ik heb geene reede om U. D. H. het hof te maaken, niet eenig vooruitzigt van voordeel; de genegenheid voor haar persoon is bij mij opgekomen, toen ik, door eene gemeenzamer ommegang, gekent heb haar goede inborst, braave denkenswijze en deugdzaame grondregelen. Waare agting voor de natuurlijke en verkreegene hoedanigheeden van U. D. H. en eyndelijk eerbied voor het aanzienlijk caracter, dat zij in mijn Vaderland bekleed, zijn de eenigste banden die mij aan U. D. H. verbinden en die niet gebrooken zullen worden zoolang ik leeve, maar minder of meerder uytwerkselen zullen hebben, naar mate U. D. H. zulks zal goed vinden.

Ik zal niets zeggen van 't gepasseerde in Texel zedert de bewuste gegevene ordres. De Vice-Admiraal Reynst heeft mij alles geschreeven. Ik ben geen militair, alleen kan niet nalaaten te reflecteeren dat het vreemd

voorkomt dat een commandeerend Officier, die positieve ordres heeft, tot den laatsten dag, wanneer hij die ordres ten uytvoer moet brengen, wagt, om eenige consideratien op te geeven, en door dat opgeeven verliest de gelegenheid om zijnen last te volbrengen. Wat meriteert zoo'n dienaar? Was hij de mijne, ik joeg hem weg.

Zoolang wij niet weeten wat in d'Engelsche havens omgaat, zal het altijd gevaarlijker zijn om uyt te loopen dan het anders zoude weezen. U. D. H. weet dat de H^r Kindsbergen aangeboden heeft zekeren Sander derwaerds te zenden, maar dat de heer Vice-Admiraal 't waerdig leven van dien mensch niet heeft willen wagen; ondertusschen, om Sander te spaaren, zullen wij zonder eenig narigt zijn, van welk narigt nogthans afhangt de mindere of meerdere zekerheid om onse schepen te durven wagen. Ik meen dog met eenige zekerheid onderricht te zijn, dat Stuart vijf schepen bij zig heeft, van welken 't grootste 50 stukken voert, en onderstellende dat deese met degeenen, die het transport (twelk de 4^n van de Weser nog niet vertrokken was) convoyeeren, zig vereenigen, zoo zijn wij dog tegens hen bestand, aangezien onse scheepen van meerder caliber zijn, maar zoo er mismoedigheid bij onze luyden plaats heeft, wat kan men ervan verwagten, dan slaagen?

Daar wordt mij geschreeven dat U. D. H. soubconneerd dat het presenteeren van de memorie door Van Berckel een afgesproken werk met den Franschen Ambassadeur is, ja zelfs met eenigen van Burgemeesteren: het eerste geloof ik niet om verscheidene redenen, het andere durve ik verzeekeren niet waar te zijn.

Ik hebbe d'attentie van U. D. H. reeds te lang opgehouden, maar hoope dat zij de goedheid zal hebben

mij te verschoonen en mijne langwijligheid ten besten duyden....

RENDORP.

LETTRE DCCLXXXIX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le mémoire de John Adams.

—

Le 11 May 1781.

Je suis persuadé, Monsieur le Comte, que vous aurez bien voulu approuver les observations, que j'ai cru devoir opposer au projet, que Mr Adams m'avait communiqué avant de l'éxécuter, et que, connoissant l'entêtement de ce Ministre Américain, Vous n'aures pas été étonné de sa résistance. J'ai pensé, que, sans blâmer aucunement la démarche qu'il méditoit, il convenait de convaincre les Membres prépondérans de la République qu'elle n'avoit pas été concertée avec le Ministère du Roi, et je ne leur ai laissé aucun doute à cet égard. Si je n'avois pas pris ce parti, ils auroient pu penser que nous avions sourdement excité les Américains à cette tentative embarrassante pour les Etats-Généraux, et comme ce soupçon me paraissoit propre à diminuer la confiance, que notre franchise et notre fidélité méritent, il m'a semblé important de les détruire, mais pour que Mr Adams ne puisse pas former la plus legère plainte contre moi, je lui annonçai que probablement les Ministres de la République me demanderont si j'avois été instruit de l'acte [1]), qu'il devoit présenter, et que, n'en ayant pas eu connoissance Ministériale, je devois leur répondre que je n'avois reçu aucune communication ni aucune instruction de ma cour à ce

[1]). Voyez le texte dans les Ned. Jbb. 1781, II. p. 1010.

sujet. Mons[r] Adams a parfaitement senti que je ne pouvois tenir un autre language et m'a beaucoup remercié de mon honnêteté à l'en prévenir.

Je ne doute pas que la rèsolution des Etats-Généraux, que je Vous ai transmis Mardi dernier, ne vous ait paru très sage. Il me semble qu'ils n'en pouvoient pas prendre d'autres dans la conjoncture présente, surtout dans l'attente, où ils sont, du développement d'une crise très importante en Russie.

M[r] Adams a voulu donner encore plus d'éclat à sa démarche et il a fait imprimer et publier son mémoire. Je suis bien assuré que vous ne désapprouverez pas moins que moi cette nouvelle preuve de son ardeur inconsidérée.

Les Députés de la province de Frise ont été chargés de déclarer, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, Monsieur le Comte, que les Etats se refusoient constamment à consentir à l'augmentation des troupes de terre dans les conjonctures présentes, et dans le cas où ils seroient ultérieurement pressés de pousser leurs commettans, ils ont été autorisé à annoncer que l'éloignement du Duc étoit le seul moyen de vaincre leur résistance. J'ai lieu de penser que cet acte énergique sera bientôt imité par la ville d'Amsterdam. Le succès des efforts patriotiques de tous le bons citoyens à cet égard me paroit fort intéressant [1]).

P. S.

Les Dépêches de M[r] Wassenaer, arrivées ce matin même et datées du 20 Avril, viennent de m'être communiquées, M[r] le Comte; elles annoncent comme très

1) *En marge de la main du prince*:

Je n'ai rien entendu de cette démarche des Députés de Frise et je crois ce fait controuvé.

prochaine la disposition définitive de l'Impératrice et donnent lieu à espérer que elle sera entièrement favorable au voeu de la République.

LETTRE DCCXC

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Projet d'une réponse à M. Rendorp.

Hage, den 10 Mey, 1881.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens de missive van den heere Rendorp, waarover ik U. W. E. U. onderhouden hebbe. Het zal mij zeer aengenaem zijn te verneemen of U. W. E. G. eenige remarques heeft op mijne concept-rescriptie. Als ik wilde releveeren alle de steeken, die de drift van dien heer in zijne missive heeft doen plaatsen, zoude het eene deductie hebben moeten worden in plaatse van een antwoort, en daermede zoude de correspondentie hebben moeten eindigen, maer ik attribueere zulksch eeniglijk aen te veel empressement om de zaeken na zijn begrip geschikt te zien, en hebbe zulks daerom voor ditmael laeten passeeren zonder remarques....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXCI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La missive de M. Rendorp.

11 Mei 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U. D. H. te restitueeren de brief van den burgemeester Rendorp, welkers inhoud en inrigting

niet is van aard om mijne goedkeuring weg te draagen. De rescriptie van U. D. H. is volmaakt goed en ik aprobeer de zelve ten volle....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCXCII.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Le projet d'un port au Nieuwediep. Réponse aux considérations, développées dans la lettre du 8 Mai.

—

Hage, den 10 Mey. 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

U. W. E. G. missive van den 8ⁿ deezer is mij wel geworden. Ik hoope dat ik nu spoedig een advis zal konnen hebben van deskundigen omtrent de haven van het Nieuwe Diep en dat, onder Godes zegen, binnen zes maenden deze zaek ten besten van het Vaderland zal konnen werden geperfecteert. [1]) Hetgeene ik aen De Helder gezegt hebbe kon niet op U. W. E. G. vallen, wijl niet in de directie der zaeken was in de jaeren 1778 en 1779, maer op diegeenen die toen het rad draaiden. Ik ben geenzins van advis om te temporiseeren of Engeland te menageeren, maer om dezelve geduurende den oorlogh zoo veel afbreuk te doen als wij konnen, maer ik denke dat het aen de Republicq vrij moet staen om met den oorlogh uit te scheiden, wanneer zij oordeelt dat zulks met deszelfs waere belangens ovoreenkomstigh is.

Omtrent de communicatie, die U. W. E. G. verlangt dat ik aen den Ambassadeur van Vrankrijk zoude doen, maeke ik geene zwaerigheit om hem te communi-

[1]) Cf. la résolution des Etats de Hollande du 20 Avril dans les Ned. Jbb. 1781, II. p. 872.

ceeren hetgeene wij doen, maer zeer veel om hem te zeggen wat wij zullen doen, wijl wij niets belooven konnen in den deplorabelen toestand waarin zich de Marine bevindt, en derhalven dat ik niet zie wat wij met vrucht concerteeren konnen.

Maer ik zie uit U. W. E. G. missive, dat vermeent dat het voorkomt uit eene personaeliteit, dat ik niet met den Hertogh de la Vauguyon daerover wil spreeken; die heeft nimmer bij mij plaets als het er op aenkoomt om het Vaderland te dienen en, zoo ik de mesure goedkeurde, zoude ik mij nimmer door diergelijke kleine consideratien laeten ophouden, maer als ik oordeele dat iets van quaede gevolgen kan zijn, moet ik, niet uit vreeze van verantwoording of van aengezien te worden als door personaeliteit aengespoort te zijn, doen datgeene hetwelke ik afkeure, maer vinden H. H. Mog. die mesure goet, zoo konnen zij handelen met welke Mogentheit zij goedvinden en daermede des behaegende de operatien concerteeren en zodanige verbintenissen aengaen, als zullen voor het Vaderlant raetzaem achten, zijnde zulks van haer Departement en niet *ex officio* van het mijne.

Omtrent het voorgevallene in Texel moet ik U. W. E. G. doen remarqueeren, dat men niet een Admirael als een knegt wegjaegt, maar dat, zoo hij quaelijk doet, hij ter verantwoording moet werden gestelt. Nu is uitgezeilt alles wat uitzeilen kon. De grootste faut is dat niet aan mij rapport is gedaen van hetgeene de schepen aen behoeftens, victualie en ammunitie manqueerde, zoo wel als aen manschappen. Zoo wij zulks geweeten hadden, zoude niet aen de bewuste expeditie gedagt zijn. Omtrent de requeste van den H[re] Van Berckel moet ik U. W. E. G. melden dat hij schrijft aen den heere Raetpensionares eene missive ter geleide van zijn request, houdende dat

hetzelve met voorkennisse van H^n burgemeesteren werd gepraesenteerd. Sedert ben ik geëlucideert, dat hij daerdoor verstaet dat hij hetzelve gecommuniceert heeft, zonder er derzelver intentie omtrent de vraegen . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXCIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La question d'un emprunt. Le projet de prières publiques.

Hage, den 13 Mey 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor de communicatie van deszelfs conversatie van heden met den heere Ambassadeur van Vrankrijk. Het is mij zeer aengenaem dat de heer La Motte Piquet zoo veel Hollantsche schepen op de Engelschen heeft konnen hernemen. Omtrent de bewuste negociatie ben ik van intentie te zeggen dat ik niet kan adviseeren om dezelve ten faveure van eene onerkende Mogentheit te negotieren en te furneeren, maer dat de Staeten meester zijn, en dat ik niets zegge dan mijne particuliere gedachten, zijnde ik van begrip dat het meer de Generaliteit als Hollant concerneert, en dat, zoo dit verzoek kan geschieden, het aen de unie en niet aen eene particuliere provincie gedaen moet worden, en omtrent het concerteeren der mesures, dat voor alsnoch geen ander plan kan maeken dan om defensif te handelen, de commercie te protegeeren en de kusten te defendeeren, en derhalven dat, vóór dat de Staet een meerder macht heeft, ik op geene offensive attaques kan denken, daer niet onder begrepen het neemen van schepen, zoo wij sterker waeren het intercepteeren

van convoy, en de Noort-zee zooveel mogelijk schoon te houden. Ik zende U. W. E. G. hiernevens eene missive van D. Smits aen Professor Hofstede, raekende de bedestonden [1]. Ik hebbe daerover reeds bij mij gehad de burgemeester Bichon [2] en den Præsident [3] Slicher uit naem van den Hove. In de particuliere bedestonden voor 's Hage alleen zie ik geen nut hoegenaemt en daer ben ik tegen. Wat aengaet algemeene bedestonden, daer vinde ik voor en tegen, het is zeker op zichzelve goed dat men Godt aenroepe en om bijstand smeeke, bijzonder in benauwtheden en drukkende omstandigheden, en zoo die bedestonden daertoe waerlijk wierden ingericht, zoude ik geen oogenblik draelen om dezelve te proponeeren, maer als ik considereere het misbruik, dat bij die gelegenheid van de predikstoel meer als eens in vorige tijden is gemaekt, vinde ik veele bedenkelijkheit wat te doen. Zoo een vast formulier van een gebed kon voorgeschreven worden, waer niets bij noch af mogt, was zulks gereedt, maer daerin is ook veele zwaerigheit. Het zal mij zeer aengenaem zijn U. W. E. G. gedachten daeromtrent te verneemen....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) Depuis 1776 M. D. W. Smits occupait une claire à Rotterdam, où le célèbre P. Hofstede étoit attaché à l'école de théologie. La missive dont il s'agit manque dans les dossiers.

[2]) Le bourgmestre de Rotterdam Jean Bichon, seigneur d'IJselmonde.

[3]) Le président de la cour de justice.

LETTRE DCCXCIV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Avis de se rapprocher de la France.

—

Amsterdam, den 13 Mey 1781.

Doorluchtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Ik wensch van harte dat het werk aan 't Nieuwe Diep bespoedigd moge worden, zoo als U. D. H. het schijnt te verwagten. Ik ben verzekerd dat niemand in ons ganschen Land beter voor het Vaderland gezind is. Aan niemand legd ook meerder aan gelegen dat hetzelven in aanzien en magt niet verminderd worde. Ik geloof ook dat U. D. H. alle voorige geneigtheid voor Engeland in deese omstandigheeden aan eene zijde gesteld heeft, maar dat allen, die d'eere hebben om bij U. D. H. over de publieke zaaken geraadpleegd te worden, eene te verre gaande zugt voor Engeland, daar zij te vooren zoo veel blijken van hebben gegeven, nu op 't voetspoor van U. D. H. ten eenemael zouden hebben uitgedooft, daar kan ik niet geheel op vertrouwen. Zoo ik die zugt voor Frankrijk hadde, zoude ik ook wel, met schijnschoone redenen, alliantien, verbintenissen enz. kunnen aanprijsen. Ik zoude hoog kunnen laaten klinken de menagementen, die wij voor zoo'n magtig nabuur, die ons onverhoeds op 't lijf kan vallen, nootwendig hebben moeten, maar dat zij verre. Ik zie aan wederzijden Schilla en Carybdis: beiden moeten gemeid worden.

Wie heeft ooit gerept van verbintenissen met Frankrijk, uyt welke eenige verplichting om geene vreede dan gezamenlijk met die Mogendheid te sluyten zoude spruyten? Ja zelfs eenige de minste verbintenis hoegenaamt? Niet anders vraagt men dan dat gezegd worde: d a t w i l l e n w ij d o e n o f t r a g t e n t e d o e n

(men zegge dat nog met alle omzigtigheid), wat wilt Gij heden doen? U. D. H. zegt dat zij geene zwarigheid maakt om aan den Ambassadeur van Frankrijk te zeggen 't geen wij doen. (Ik meen dat zij altijd spreekt van d'expeditien van onse scheepen). Zy geeft voor reede de miserable toestand onser Marine. Ik stelle het is daar zoo deplorabel mede geleegen als men U. D. H. nu schijnt onderricht te hebben (daar komt mij allemets in gedagten, maar verwerp het zoo veel mij mogelijk is, dat er luyden zijn, die de deplorabele toestand mogelijk niet met droefheid zien, als zijnde een acheminement tot vrede met Engeland), kunnen wij ons eindelijk niet uyt die deplorable staat redden? Zullen wij niet ten minsten eenigzints in staat zijn over 4, 5, 6, ja 7 à 8 weeken? Daar zal dog, hoop ik, convooy naar d'Oost-zee gegeven worden? Wat is er tegen, welk nadeel kan 't doen, dat men hoorde of de Franschen schepen in een tamelijk getal zullen zenden, tegen dat wij in zee zullen loopen? U. D. H. spreeke daarover met den Hertog de la Vauguyon, of wil zij liever dat het te Parijs onder de hand geschiede, door Boers [1]), het zij zoo. Deesen heeft mij reeds een en andermaal geschreven dat men deswegens bereidwilligheid, zonder eenige aanleiding te geven om te denken alsof men verdere inzigten had, aldaar betoont. En ziet men dat het Fransche Ministerie de gemelde inzigten heeft, men behoeft er immers niet om te geven, men staake dan alles. Wat zegd de heer Raadpensionaris? Wat zegt de H[r] van Hemmen? Ik zie met genoegen dat U. D. H. in deesen heer vertrouwen schijnt te hebben; het is, naar mijn gedagten, een

[1]) Mr. F. W. Boers, l'avocat de la compagnie des Indes-Orientales à Amsterdam, qui fréquentait souvent ses anciens amis à Paris, où il se trouvait de nouveau au printemps de 1781.

bertig (?) mensch, nog Engelsch nog Fransch. Zoodanige zaak kan immers geen point van deliberatie aan H. H. Mog. uytleveren. Zullen H. H. Mog. de Capitein en Admirael qualificeeren om de middelen in 't werk te stellen om onsen vijand den meesten afbreuk te doen? Is de Vergadering van H. H. Mog. geschikt om te delibereeren over handelingen, die volstrekt geheim moeten blijven, ten minsten zooveel mogelijk? Mag ik nog eens vragen of U. D. H. niet meent zig merkelijk verantwoordelijk te maaken, zoo zij van de hand wijst de middelen, die aangeboden worden om d'operatien van onse geringe Zeemagt te gemoet te komen en te souteneeren?

'T is mij leed dat U. D. H. mij mogelijk al te dringende zal vinden, maar ik kan niet anders. Ik verzoek zelfs nedrig dat zij mij hoe eerder zoo beter haar laatste resolutie gelieve te melden. Ik bidde nogmaals en op 't kragtigste, dat zij goedvinde dat met alle mogelijke omzigtigheid de voorgestelde overeenkomst of zelfs alleen maar opening tot de goede wil daartoe aan Frankrijk gegeven worde, het geschiede op welke wijse U. D. H. goedvinde. Waarlijk wij hebben al genoeg tweespald in ons arme Land om er nog meerder te doen komen. Ik zoek ze op alle mogelijke en gepermitteerde wijse te vermeiden en voor te komen, maar ultra posse nemo tenetur.

U. D. H. heeft, als ik het zeggen mag, te letterlijk opgenomen mijn zeggen: als 't mijn dienaar was, ik joeg hem weg. Men jaagt een knegt weg als een knegt en een Admiraal als een Admiraal, maar wanneer ze niet wel doen, moet dog deesen zoo wel als den anderen weggejaagd worden. Ik vertrouw dat U. D. H. al dat gepasseerde in Texel niet kan approbeeren. Wegens al die gebrekken heeft men gezweegen toen U. D. H. er was, toen men in zee moest, heeft men

er van gesprooken. Is 't niet schandelijk? Daarbij, wie zijn schuld is 't dat geene ammunitie, geene genoegzaame provisie was, van de Officieren of van d'Admiraliteiten? Dat dient onderzogd te worden.

Zoo ik niet vast geweeten had dat Van Berckel geenzints met burgemeesteren wegens 't overleveren van zijne memorie communicatif gehandeld had, zoud ik het U. D. H. niet gezegd hebben. Ik kon haar verveelen, maar nimmer bedriegen.

Ik feliciteere U. D. H. met het vrijloopen van het Oost-Indiesch schip. Wij hebben wel eenige vertroosting noodig....

RENDORP.

LETTRE DCCXCV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le mémoire de John Adams. Le mécontement du prince d'Orange de l'inactivité de la flotte.

Du 15 Mai 1781.

Je vois avec la plus vive satisfaction que Vous avez bien voulu approuver le langage, que j'ai cru devoir tenir à Mr Adams. Il a constamment résisté à mes avis et à ceux de tous les bons patriotes, et la publication de son mémoire est une nouvelle preuve de l'obstination de son caractère. Je me félicite, Monsieur le Comte, d'avoir prévenu vos intentions et d'avoir bien convaincu les Membres préponderants de la République, que les démarches de ce Plénipotentiaire Américain n'avoient été ni connues par le Ministère du Roi. Mr le Stadhouder m'a témoigné, Mr le Comte, les regrets les plus vifs de l'inexécution des ordres, qu'il avoit donnés au Texel, et le plus grand mécontentement des motifs qui ont disposé les commandans de l'escadre à lui

demander de nouvelles instructions. Il leur a adressé les réprimandes les plus sevères et il se flatte qu'elles feront tout l'effet qu'il en attend. Il espère que les vaisseaux qui ont mis à la voile le huit, sous les ordres du Capitaine Kinsbergen, pourroit encore rencontrer le convoy des Anglois, qui n'avoit certainement pas mis en mer le neuf. Il m'a paru sentir plus que jamais l'importance de repousser avec énergie l'ennemi commun et il m'a réitéré toutes les protestations, que j'ai déjà eu l'honneur de Vous transmettre, sur la pureté de ses intentions et la vivacité de son zèle. Je continue à le croire très disposé à employer les forces navales des Etats-Généraux de la manière la plus utile à la cause commune, et je compte être en état de mettre promptement sous vos yeux les plans qu'il se propose de suivre. Quoique les moyens maritimes de la République ne sont pas à beaucoup près aussi considérables qu'ils auroient pu et dû l'être, si les patriotes avoient rencontré moins d'obstacles à vaincre, je suis persuadé cependant qu'ils pourront encourir avec succès à d'importantes opérations. J'ai le plus grand empressement d'avoir l'honneur de m'entretenir avec Vous à ce sujet et je profiterai sous très peu de jours de la permission que Vous m'en donnez.

LETTRE DCCXCVI.

Le même au même. Le projet d'emprunt en Hollande.

Le 15 Mai 1781.

Je sens trop combien il importe de secourir promptement et efficacement les Américains, pour ne pas m'occuper, Monsieur le Comte, avec toute l'activité, dont je suis capable, du succès de la négociation relative

à l'emprunt projetté. Je me suis entretenu sur cet objet avec Mr le Stadhouder. Je lui ai fait connoître les vues bienfaisantes de S. M. à l'égard des Etats-Unis et lui ai témoigné qu'après leur avoir fait le don généreux de dix millions de nos livres, alle avoit résolu de leur procurer un nouveau secours en ouvrant pour leur compte un emprunt de cincq millions de florins en Hollande, dont Elle se disposoit à assurer la garantie, en engageant les Etats de cette Province à la partager, mais que, craignant que cette proposition ne pût à certain égard leur causer quelque difficulté, Elle s'est borné à désirer qu'ils ouvrissent en leur nom la négociation, dont il s'agit, et lui en confiassent le faix. Je lui ai fait valoir toute la délicatesse de ce ménagement et je ne lui ai pas dissimulé que le Roi se persuadoit de son influence à seconder ses intentions, dont l'effet intéressoit essentiellement la République, puisqu'il tendoit certainement à rendre de plus en plus utile la puissante diversion esperée par les Américains. Il m'a paru très reconnoissant à l'attention que S. M. veut bien avoir d'écarter de l'affaire en question les difficultés, qu'auroit pu présenter le premier plan, et m'a prié de lui en faire parvenir ses respectueux remercimens. Il m'a laissé entrevoir que sa prépondérance sur les objets de finance n'est pas aussi étendu que je parroissois le croire, mais il m'a assurê qu'il ne négligeroit rien pour donner à S. M. des preuves de son empressement à lui plaire et m'a promis de me dire d'ici à quelques jours positivement et avec franchise si ses moyens s'accordent avec ses désirs. Je lui ai répondu que je n'avois aucun doute à ce sujet et que je n'en pouvois laisser aucun au Roi. Je saurai donc avant mon départ, si Mr le Stadhouder veut de bonne foi entrer dans les vues de S. M. sur cet article, et dans le cas où il se déclareroit convenablement à

cet égard, je prendrois les mesures nécessaires pour que nos espérances puissent se réaliser sans délai. Si au contraire Mr le Stadhouder tergiverse, je concerterai avec nos amis le parti, qu'il convient de prendre pour assurer le succès de nos vues, et j'ai lieu de penser que les conjonctures présentes fourniront de nouvelles ressources à leurs bonnes intentions.

LETTRE DCCXCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le bruit d'une visite de l'empereur à Bruxelles.

Hage, den 19 Mei 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens de missive van den Pensionaris Visscher. Ik denke, met U. W. E. G., dat de post van morgen kan worden afgewacht, alvorens iets te resolveeren, maer zoo de tijding geconfirmeerd word, zoude ik denken, dat, wijl de vriendschap van den Keizer voor de Republicq gantsch niet indifferent is, dat niet minder behoorde te worden gedaen nu, als voor den Koning van Pruissen in 1768 is geschied, en derhalven dat eenige heeren uit het midden van de vergaderinge van H. H. Mog. behoorden te worden gecommitteert om zich naar Brussel te begeeven en Zijne Keizerlijke Majesteit te complimenteeren met deszelfs gelukkig arrivement in de nabuurschap van deeze Republicq. Ik geloove dat, zoo deeze démarche niet geschiet, zij qualijk zouden konnen worden geduidt bij den Keizer, en dat een compliment door den gewoonen afgezant niet wel zoude worden opgenoomen ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCXCVIII.

Le secrétaire d'ambassade Bérenger au comte de Vergennes. Plaintes de quelques villes de la province de Hollande. Intrigues du chevalier Yorke à Anvers.

—

Le 22 Mai 1781.

Monsieur l'Ambassadeur, que est parti d'ici le 18, et qu'on croit être à la campagne près d'Utrecht, comptoit arriver à Paris aujourd'hui 22. Il m'a chargé, Monsieur, de suivre la correspondance pendant le peu de jours qu'il sera absent. Quoique je ne prévoye pas qu'il survienne dans ce court intervalle aucun événement propre à la rendre intéressante, je n'en suis pas moins empressé à profiter de cette nouvelle occasion de vous offrir l'hommage de mes respects et de mon zèle. Son rapport Vous aura informé, Monsieur, avant que cette lettre vous parvienne, de la démarche importante, que les Députés d'Amsterdam, secondés par ceux de Dort et de Harlem, ont fait Vendredi dernier par ordre de leur régence dans l'assemblée des Etats de Hollande. [1]) On m'assure que, de tous les objets de leur réquisition, celui de procéder à la recherche des causes qui ont empêché l'escadre de mettre en mer dans le tems prescrit et avec le nombre de bâtimens ordonnés, a été le moins agréable, et qu'il a paru principalement déplaire à quelques Membres de l'Administration. Ils ont jugé que le désir d'une pareille recherche ne pouvoit avoir été inspiré que par la méfiance et le soupçon, et ont proposé de rendre cette réquisition commissoriale, dans le but, sans doute,

[1]) On trouve la proposition d'Amsterdam, tendant à „pourvoir à la libération de la patrie" dans les Ned. Jbb. 1781, II p. 1056 sgg, les déclarations de Dordrecht et Haarlem p. 1061 sqq.

d'en éluder ou du moins d'en retarder l'effet. Mess[rs] d'Amsterdam s'y sont opposés. Ils ont demandé qu'elle fût inscrite sur le régistre des Etats et imprimée dans les notules. Je ne sais, Monsieur, si leur énergie sera marquée du succès qu'ils doivent en attendre, mais nous ne pouvons guère douter qu'ils ne soient bien résolus de ne rien négliger pour assurer l'employ des moyens présens pour en acquérir de plus en plus et pour mettre un terme à ces lenteurs et à cet engourdissement, qui font le désespoir des patriotes, la honte et le malheur de la République.

Vous vous rappellerez, Monsieur, que dès le tems du séjour, que M[r] Yorke fit à Anvers, le bruit se répandit que cet Ambassadeur s'appliquoit à échauffer les esprits des Brabançons sur les avantages, que procureroit au commerce de leur pays l'ouverture et la libre navigation de l'Escaut; quoique l'on fût persuadé dès lors que la Cour de Londres présenteroit toutes sortes d'appas à l'Empereur pour le mettre dans ses intérêts, on paroissoit se reposer sur la foi d'un article séparé du traité de barrière, et malgré les efforts des Anglomanes pour exagérer le danger, il ne causoit encore qu'une légère inquiétude, mais elle est devenu beaucoup plus reconnoissable depuis qu'on a été informé des requêtes, que les villes d'Anvers, de Louvain et de Bruxelles ont présenté à ce sujet aux Etats de Brabant. Le rapport, qui en a été lu à l'assemblée des Etats-Généraux, a excité d'autant plus d'altération qu'il a été accompagné du bruit d'arrivée prochaine de l'Empereur aux Pays-bas et qu'on le soupçonne disposé à y acceuillir favorablement les demandes de ses sujets.

Le Ministre de la République à Bruxelles a reçu ordre de retourner promptement à son poste. Quoiqu'il soit peu probable que l'Empereur veuille s'exposer aux contradictions, que la poursuite de cette affaire éprou-

veroit, les mal-intentionnés cherchent à la faire envisager comme très sérieuse et à augmenter ainsi l'appréhension et le découragement.

LETTRE DCCXCIX.

Le même au même, La province de Frise exige l'éloignement du duc de Brunswick.

—

Le 8 Juin 1781. [1])

.... Vous savez, Monsienr, que la Frise a ordonné à ses Députés à l'assemblée des Etats-Généraux de rejeter hautement toute nouvelle instance qui pourroit étre faite à cet égard et qu'Elle les a autorisés à déclarer, en cas de besoin, que leurs principaux ne se prêteroient à l'augmentation proposée qu'à condition que l'éloignement de Mr le Duc seroit le prix de leur complaisance. Les Frisons croyent qu'il est toujours l'âme du conseil de Mr le prince-stadhouder et le principal auteur de la détresse et de l'avilissement de République. Un d'eux a écrit à un de ses amis à La Haye, qu'il est positivement informé, que non seulement l'escadre du Texel n'avoit point eu ordre d'aller chercher l'ennemi, mais qu'il lui avoit été enjoint au contraire de ne pas troubler sa navigation, en interceptant les bâtimens marchands, et de ne se permettre aucune hostilité sur les côtes de l'Etat. Il cite quelques autres particularités à l'appuy de celle-là et finit par affirmer qu'on ne fait rien et qu'on est résolu de ne rien faire. Je suis bien éloigné, Monsieur, d'adopter légèrement les sinistres idées que le mécontentement, la haine et l'esprit

[1]) *Par mégarde cette lettre a été imprimée au no. 699: elle devrait suivre plus loin. Ponr ne pas retarder l'impression déjà ralentie du volume, j'ai renoncé au déplacement.*

de parti cherchent depuis longtemps à accréditer sur l'intrigue et la mauvaise foi des principaux dépositaires de l'autorité de ce pais, mais si je rapproche l'assertion, qui fait l'objet de cette lettre, de la réalité des faits qui semble la justifier et du bruit toujours vague, quoique souvent renouvellé, d'une négociation secrette avec l'Angleterre, dont, malgré une attention et des recherches suivies, je n'ai pu découvrir ni les conditions, ni les ressorts, j'ai peine à me défendre du soupçon qu'il existe d'autres causes que celles qui me sont connues d'une—[2]) et d'une inaction dont chacun s'étonne et que tout le monde blâme peut-être, parce que personne n'en pénètre les vrais motifs. Il me semble que la simple incertitude à cet égard en est une suffisante pour exiger des Administrateurs Hollandois, qu'ils s'expliquent et qu'ils répondent du moins avec une entière franchise et par la communication confidentielle de tout leur plan aux témoignages essentiels de bienveillance et de protection, dont S. M. les a déjà comblés. Au reste, Monseignenr, s'il y a, comme on le supposse, quelques relations entre des Membres de ce gouvernement et le Ministère Britannique, j'oserois assurer qu'elles ne peuvent être entretenues que par quelques agents secrets et à l'insçu de la souveraineté. On ne sauroit se dissimuler qu'un accommodement particulier dans les circonstances actuelles mettroit le sceau à la ruine, à la dépendance et à la honte de la République, et je ne la crois pas encore parvenue au point de dégradation nécessaire pour y souscrire.

Mons[r] Adams est à Amsterdam. Je n'ai pas encore receu sa réponse à la lettre que je lui ai écrit par votre ordre. J'espère qu'il me mettra en état de Vous la transmettre Mardi prochain.

[2]) *Laissé en blanc.*

LETTRE DCCC.

L'envoyé Van Heeckeren au prince d'Orange. Une réponse du gouvernement Russe.

—

St Petersbourg, ce 22 Mai 1781.

Monseigneur.

On vient de nous remettre une réponse à notre mémoire, qui ne vous a point paru trop satisfaisante, et comme nous l'avons témoigné, la réponse a esté que l'on enverroit un plan aux Cours de Suede et de Dannemark, qu'on nous regardoit comme des alliés, auxquels on s'intéressoit beaucoup et que l'on feroit des efforts pour tirer la République de la situation avant la pacification générale. Cependant avant que de s'être concerté cette campagne sera finie. On ne peut attribuer cette inactivité qu'au peu d'influence, que le Comte de Panin a pour le moment dans le Ministère. On se flatte qu'il reprendra son crédit pendant un séjour dans ses terres, comme cela est arrivé déjà en pareille occasion. En attendant il a avec lui une partie de la chancelerie et on lui expédiera toutes les semaines deux couriers pour prendre son avis. Suivant mes informations la Cour de Vienne auroit intrigué ici et, comme le premier Ministre n'est point partisan Autrichien, il a voulu s'y opposer avec trop d'ardeur, ce qui a produit le refroidissement avec l'Impératrice, et dans ce moment même on est sur ses gardes, par rapport à l'Empereur, qui a voulu establir des principes, qui ne paroissoient pas le devoir accélérer....

De Votre Altesse Sérénissime le très humble et très obéissant serviteur

F. S. d. Heeckeren.

Comme on nous a apris que l'Impératrice auroit fait insinuer à la Cour de Londres qu'on ne nous regar-

doit en casus foederis, nous nous en sommes informés au Comtes de Panin et d'Osterman. Il faut se tenir à leur réponse: ce ne seroit point. Le temps en devra le décider; il est vrai, que ce seroit un trait infâme de Sa Maj. après tous les assurances, auxquelles on l'auroit cru pouvoir se fier, et encore ce qu'on m'a dit à ma dernière audience.

LETTRE DCCCI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La lettre du bourgmestre Rendorp du 13 Mai.

Hage, den 23 Mey 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens een brandbrief van den heere Rendorp van den 13n deezer, die ik vergeeten hebbe eerder als heden te leezen, wijl ze onder andere papieren was geraekt. U. W. E. G. zal daeruit zien, dat hij van mij vraegt direct antwoort of ik met den heere Hertogh de la Vauguyon wil concerteeren of niet, en wijl ik dien dagh niet geantwoort hebbe, is de fraaie propositie [1]) in de waerelt gekoomen. Mij dunkt dat, zoo de heer Rendorp met mij wil correspondeeren, hij mij daervan hadde behooren te prævenieeren. Het zal mij zeer aengenaem zijn te verneemen of U. W. E. G. oordeelt dat ik hierop kan antwoorden ...

W. PRINCE VAN ORANJE.

[1]) La proposition de la ville d'Amsterdam. Voyez l'annotation au no. 798.

LETTRE DCCCII.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Défense de sa conduite.

Amsterdam, den 28 Mey 1781.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Mij is van zoo veele kanten voorgekomen dat U. D. H. ten uytersten onvergenoegd op mij is wegens de bewuste propositie en mij houd voor den aanvoerder van dat werk, dat ik uit dien hoofde niet kan nalaeten U. D. H. met deesen lastig te vallen.

Aenvoerder van 't werk ben ik niet, ja zelfs, zoo ik in Den Haag was geweest den dag dat dezelve gedaan is, zoude ik getragt hebben haar te doen inhouden. 'T is waar dat ik den inhoud niet heb kunnen afkeuren. Ik vertrouw dat U. D. H. in dezelve niets zal gevonden hebben dat aanstootelijk is voor haar persoon, nog dat strekken kan tot nadeel van de Republicq in 't algemeen, tenmindsten dat zulks de intentie van den opsteller niet geweest is, durf ik op 't sterksten verzeekeren. Dat ik U. D. H. niet gewaarschouwd heb dat iets diergelijks gebeuren zoude, zulks konde ik niet doen, behoudens mijn plicht als mede-Regent van Amsterdam en 't geen ik mijne mede-Regenten verschuldigd ben.

Mijne wijse van denken op de publyke zaaken is U. D. H. overbekent, zoo uit hetgeenen ik mondeling en schriftelijk aan haar te kennen heb gegeeven als uyt hetgeenen ik aan anderen, daar ik niet twijffele dat zij kennis van heeft gehad, geschreeven heb. Ik ben overtuygd dat alle mogelijke middelen gezogd moeten worden om met onse oude vrienden, thans onse bittere vijanden, eene eerlijke vrede te maaken, met agterlaating van alle bijzondere belangens, maar teffens

denk ik (en U. D. H. heeft mij te meermalen gezegt dusdanig mede te denken) dat intusschen alle middelen in 't werk moeten gesteld worden om dien vijand afbreuk te doen. Ten dien eynde dienen de tegenkantingen in onderscheidene departementen, dikwils gegrondvest op eigen belang, en de traagheid die daaruit voortspruyt, door 't gezag van U. D. H. geweert te worden: de goeden moeten worden beloond en de kwaaden aan eene zijde gesteld worden. Niemand, ja niemand, mistrouwd U. D. H., maer wel, 't zij mij geoorloofd met schuldige eerbied, eenige zijner Raadsluyden, die doorstaande blijken van hunne verknogtheid aan Engeland gegeeven hebben. 'T zij verre dat ik zoodanige lieden voor oneerlijke zouden willen doen aanzien, maar de bewustheid, in welke men is van hunne sentimenten, maakt dat het grootste mistrouwen tegens hun gevoed word en dat mistrouwen redundeert bij degeenen, aan wien de waaragtige gevoelens van U. D. H. niet, gelijk aan mij, bekend zijn, op haar zelven. Dat U. D. H. niet denke dat Amsterdam den Staat allenskens zoude willen inwikkelen in nadere verbintenissen met Frankrijk, 't is onwaarragtig. Men denkt met mij (en men wil niet meerder) dat men in de omstandigheden, in welke de Republiek zig bevind, van de hulp van Frankrijk gebruyk moet maaken, dog zonder eenige alliantie of verbintenisse aan te gaan, door welke wij buyten staat zouden werden gesteld om afzonderlijk eene vrede te sluyten.

Dat U. D. H. dit mijn schrijven niet aanzie als eene verontschuldiging; die ze agt noodig te hebben, agt voor schuldig gehouden te kunnen worden, en dat zij verre van mij. Zoo ik d'eere had U. D. H. mondeling te onderhouden en ik het bij konde brengen om in Den Haag te komen, zoude ik mij duydelijker kunnen uyten; nu moet ik maar de vrijheid neemen U. D. H.

te herinneren aan 'tgeen zij mij niet lang geleden gezegd heeft en van haaren wegen gezegd is, namelijk dat, zoo zij iets tegens mij bij tijds en wijle mogte opvatten, zij mij niet onverhoord zoude beoordeelen: dat gezegden reclameer ik in deezen, zoo voor mij als ten nutte van mijne Stad. Hoe gering mijn persoon ook moge zijn, zoo is er, U. D. H. duyde niet kwalijk dat ik het zegge, veel aan gelegen dat er geen misverstand tusschen U. D. H. en mij gebooren worde. Dat U. D. H. verzeekerd zij dat het alleruytgestrekst vertrouwen, dat zij in mij zoude kunnen stellen, nooit nadeelig zal kunnen zijn aan haar persoon en gezag in 't bijzonder, nog aan haar huys in 't algemeen. Dat zij steeds gelieve indagtig te zijn dat ik geene andere rede of inzigt hebbe, wanneer ik mijne verknogtheid aan haar persoon betoone, dan oprechte agting voor haare hoedanigheden, eerbied voor het aanzienlijk caracter, dat zij in mijn Vaderland bekleed, en volle overtuyging dat haar gezag noodwendig moet ondersteund worden....

RENDORP.

LETTRE DCCCIII.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp [1]. *Réponse.*

's Hage, den 30 Mey 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik hebbe wel ontvangen U. W. E. G. missive van den 28ⁿ deezer, en ik zal U. W. E. G. niet ontveinsen dat de propositie van Amsterdam en bijzonder dat dezelve zoo raewlijks in de waerelt gekomen is, zonder eenige præalable communicatie, hetzij direct met mij,

[1]) *Minute autographe du prince.*

hetzij door eenige ouverture daervan te geven aen den heere Raetpensionnaris, om mij daervan te praadverteeren, mij gansch niet aangenaam is geweest, en dat ik zulks niet kan aenzien als een blijk dat men de goede harmonie zoekt te cultiveren, die in deeze tijden zoo hoognodig is. Niets zal mij aangenaemer zijn dan door de effecten te zien, dat ik mij bedroogen hebbe, doch eene zoo delicate materie veel beter bij monde dan schriftelijk kunnende gedebatteerd worden, zal ik gaerne, wanneer U. W. E. G. het zal kunnen schikken om herwaerts te koomen, daerover met U. W. E. G. spreeken, en twijffele niet of ik zal U. W. E. G. kunnen doen wederkoomen van de idées, die dezelve heeft opgevat omtrent diegeenen met wie ik raedpleege...

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCIV.

Le prince d'Orange à son secrétaire M. de Larrey. Envoi d'une lettre importante [1]).

Monsieur.

Je vous envoye la minute d'une lettre au pensionnaire. Vous comprendrez en la lisant pourquoi je ne veux pas la montrer au Duc. Elle a fait un bon effet, mais Mr Rendorp commence aussi mal son administration que possible.

Au reste je suis.....

La Haye,
ce 8 Juin 1781.

G. PR. D'ORANGE.

Je vous prie de déposer cette minute parmi les papiers les plus secrets.

[1]) *Minute autographe du prince.*

LETTRE DCCCV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). *Annonce d'une conférence importante avec les magistrats de la ville d'Amsterdam.*

—

WelEdel gestrenge Heer.

Op heden verwagte ik eene zeer onaengenaeme conferentie, en dat het resultat daervan geene vermeerdering van harmonie met de stad van Amsterdam zal uitleeveren. Ik hoore dat zij mij willen engageeren, dat, om alle mistrouwen weg te neemen, ik geen communicatie meer zal hebben over affaires met zijne Hoogheid den heer Hertog. Ik hebbe nimmer eenige rede gehad om Hoogstdezelve te mistrouwen, en ik zoude oordeelen een allerondankbaerst schepsel te zijn, zoo ik om de wangunst van die heeren, en misschien van meer andere, ooit resolveerde om gemelden heer Hertogh aen de woede zijner vijanden over te geeven en te sacrificeeren, want men begint met te vragen zijn éloignement, en zoo men daerin réusseert en dat ik de zwakheit toon van zulks toe te staen, zal het altijd verder en verder gaen: dus ben ik vastelijk geresolveert om dit point te souteneeren, daer mag van koomen wat er van koomen wil. De Hertogh weet niet, dat ik deeze missive aen U. W. E. G. schrijve. Ik ken zijne gebreeken zoo wel als iemand, maer zoodra als ik zie dat een eerlijk man gepersecuteerd word, zal ik altoos in de bresse voor dezelve springen. Zijn eloignement kan ik nu in gemoede niet toestaen, wijl ik alsdan tacite zoude schijnen te confirmeeren de valsche geruchten, die men uitgestrooit heeft, alsof

[1]) *Autographe du prince. M. Nijhoff, dans les Appendices à son livre, p. 326, publia cette lettre en y aujotant un extrait du mémoire, que le prince dressa de la conférence (Voyez le numéro suivant).*

hij het land verraden wilde en omgekocht was; kan men het bewijzen, dan is het plichtelijk van zulks te doen, maar zoo niet, behoort hij van deeze blaem gejustificeert te worden en dat de inventeurs van die lasterlijke uitstrooysels nagespoort en tot derselver condigne straffe gebracht werden. Ik hebbe niet willen afzijn U. W. E. G. van mijne wijze van denken in deezen te prævenieeren, waervan niets, al was het dat het verlies van al wat ik besitte er mede gemoeit was, mij zal doen afgaen. Waermede blijve met achting...

'sHage, den 8 Juny 1781.

W. PR. V. ORANJE.

Men heeft overal gedebiteerd dat de Stad van Amsterdam meester was geworden de bewijzen dat de Hertogh geld getrokken hadde, en dat de heer Temming ze mij ter hant hadde gesteld. Zoo Hooggemelde heer Hertogh nu van de affaires werd geeloigneert, zal een ieder, zoo binnen als buytenslands, moeten denken dat waerheit aen dit verdichtsel is geweest. Zijne vijanden, diergelijke zaeken gedebiteerd hebbende, zijn oorzaek dat ik nu, zonder mij te deshonoreeren, niet nalaeten kan om hem te souteneeren. Ik ben bereid om alles te doen wat mogelijk is en van een eerlijk man kan gevergt worden, om de goede harmonie te herstellen, maer zoo eene lacheteit moet nimmer van mij verwagt worden dat ik een onschuldige, die mijn tweede vader is geweest, abandonneeren sal, nadat men hem door allerhanden valsche uitstrooisels gehaet heeft zoeken te maeken en daer maer al te wel in gereusseert is: dat zal ik nimmer doen. Ik ben overtuigt dat U. W. E. E. met mij zal begrijpen dat zulks niet geschieden kan, behoudens mijne eer, die mij meer als het leeven ter harte gaet.

LETTRE DCCCVI.

Relation de ce qui se passa à la conférence avec les magistrats de la ville d'Amsterdam, demandant l'éloignement du duc de Brunswic.

—

Op heden den 8 Juny 1781 zijn de heeren Temming en Rendorp met de Pensionaris Visser bij mij geweest, in presentie van den heere Raedpensionaris. Na eenige insignificante discoursen hebben die Heeren mij gesegt mij te moeten onderhouden over een gerugt, dat thans geen convooy zouden werden gegeeven na de Oostzee, en dat de heer Van der Heym zulks gesegt zoude hebben. Ik hebbe hun gesegt daer niets van te weeten en bij mijne intentie om te doen convoyeeren te persiteeren Daerop zeiden zij mij dat gevaarlijk geintentionneerde lieden hun hadden gesogt bij mij zwart te maeken ten opzichte van de propositie, door hun den 18de Mey ter Staetsvergaedering gedaen, en dat zij verzogten om mij te mogen, onder secretesse, voorleezen een stuk tot elucidatie dier propositie, verzoekende dat het niet mogt gecommuniceert worden buiten de heeren aldaer present. Ik zeide dat ik het zoude aenhooren. Hetzelve was zeer lang, en onder veele personeele gekke complimenten, zeer veel streeken over de slechte staet der scheepen, van de defensie der zeegaten en over de non-executie der resolutien van H. H. Mog., met attributie van die zaeken aen quaede Raetslieden en verzoekende het éloignement van zijne Hoogheit de heere Hertogh van mijn persoon en van mijn Hof, om alle mistrouwen weg te neemen, hoezeer zij verre waeren van hem te willen imputeeren al hetgeene dat van hem gesegt wierde, maer alleen omdat hij in de haet van de Natie was, en een vreemdeling was, die dus geen genoegsaeme kennis van

's lands constitutie konde hebben en geen genoegzaem attachement voor het Vaderland, en voorts niet verstond om raet te pleegen met eenige weinige Regenten van ieder provintie over alle zaeken het welzijn van het land betreffende geduurende dezen oorlog. Dit is in substantie geweest, soo veel ik mij kan rappelleeren, den inhoud van een stuk van op zijn allerminst twintig zijden schrift.

Ik hebbe daerop geantwoort, dat ik dit stuk niet kon aenneemen om het te secreteeren, maer wel om het aen Zijne Hoogheit den heere Hertogh te communiceeren, om zich daertegens te kunnen justificeeren, maer dat ik nimmer verwagt hadde dat de heeren van Amsterdam gedacht hadden dat ik zoo weinig cordaetheit en eerlijke sentimenten bezat, dan dat ik, op bloote assertien, aen derselver woede zoude sacrificeeren en van mij verwijderen mijn tweede vader en mijn aengehuwde oom, dat ik geen eerlijk man zoude abandonneeren, die gepersecuteerd wierd, daer mogt van koomen wat wilde, en dat ik voor hem in de bresse zoude springen; dat de lievde van de Natie mij zeer naeuw ter harte gong, maer dat mijn eer mij nog dierbaerder was, en dat ik zoude meenen onwaerdig te zijn van eenige estime en van een enkelde vrient te behouden, zoo ik de laegheit hadde van aen derselver zoogenaemde representatien te defereeren; dat speciael het gerucht verspreid zijnde geweest dat Zijne Hoogheit den heere Hertogh geld getrokken hadde en dat de heer Temming daervan de bewijzen in hande hadde, ik door niet meer te raedpleegen met gemelde heer Hertogh zoude schijnen daeraen geloof te slaen, en dat een ieder, zoo binnen als buiten 's lands, zoude moeten gelooven dat daer waerheit aen was, dat derhalven, zoo ik maar op die conditie de harmonie met hun konde hebben, ik eene openbaere rupture præfe-

reerde dan om mij te deshonoreeren, en dat, niettegenstaende alle hunne protestatien, ik hun zeggen moest, dat ik wel zag dat het personeel op mij gemund was; dat, zoo ik immer de lacheteit hadde van aen hun verzoek te defereeren, ik geen mensch meer zoude hebben, die mij zouden kunnen vertrouwen, en dat zij altoos verder en verder zoude kunnen gaen, en mij op het laetste mede zoude kunnen culbuteeren. Ik moet zeggen, dat de heer Raet-pensionaris hun mede zeer wel de waerheit heeft gesegt, en aengetoont de indecentie van hun voorstel, hetgeene zij wederom tot zich genomen hebben, onder belofte om er geen gebruik van te maeken. Ik hebbe hun verweeten dat de burgemeesteren van 1778 oorzaek van deeze oorlog waeren, zoo door niet te willen toegeven omtrent de convoyen en om ze absoluut onbepaeld te willen hebben, als met de negotiatie met de Noord-Americaenen, en dat zij, zich verlegen vindende, van mij vergden om Zijne Hoogheit den heere Hertogh te sacrificeeren aen de woede des volks, soo als weleer de Raetpensionaris De Wit, en dat ik niet wilde zijn bloet op mij quam; dat ik præfereerde terstond te sterven dan te leeven met zoo een blaem; dat zij mij konden dootslaen, maer dat zij zulks nimmer zouden krijgen en dat zij met geen lâche te doen hadden; dat, zoo zij bewijzen hadden, zij verplicht waeren ze te suppediteeren, maer, die niet in de wereld zijnde, dat zij moesten naspooren waer die geruchten van daen quaemen, opdat de calumniateurs konden worden gestraft.

Toen zeiden zij, dat zij niets tegens de persoon van Zijne Hoogheit den heere Hertogh hadden en dat zij niet vroegen dat hij uit den dienst van den lande wierde bedankt. Ik zeide hun, dat ik alle achting voor Zijne Hoogheit den heere Hertogh zoude verliezen, zoo hij in dienst bleef, nadat ik hem zoo

een affront zoude hebben aengedaen en dat hij incapabel was zoo een lacheteit te doen, maer dat de heeren van Amsterdam zouden beeter doen van minder te spreeken met den heer Hertogh de la Vauguyon. Toen zeiden zij, dat hij geen invloed op haer hadde Ik zeide ook dat de heer Hertogh invloed op mij hadde, wanneer ik vond dat zijn raed goed was, zooals ik meest altijd hadde gevonden, en dat ik niet blindelings de advisen van wie het ook was volgde, en dat zij niet moesten denken dat zij met een kint te doen hadden; dat, ten opzichte van de traegheit der equipagien en van het uitzeilen der scheepen, zulks niet aen Zijne Hoogheit den heere Hertogh was te attribueeren, met wien ik nimmer daerover hadde gesprooken of hij was van gedachten dat zulks gepresseert moest worden; dat twee pointen, waerop wij niet van hetzelve begrip waeren geweest, was het werk der Schotse Brigade, die de heer Hertogh niet van gedachten was om aen Engeland te leenen, en de onbepaelde convoyen, waeromtrend hij van gedachten was dat ik eerder hadde moeten toegeeven; dat zij dus zagen zeer verkeerdelijk aen Zijne Hoogheit den heere Hertogh te attribueeren zaeken, die zelfs tegen zijn advys waeren geschied, en dat, zoo ik toegaf, ik zoude ondervinden de gevolgen van mijn laegheit. Toen wilden ze mij als een blijk van condescendance rekenen, dat zij hun stuk weder tot zich naemen, maer ik hebbe zulks zoo niet wilden considereeren en hun geoffereert om het aen te neemen, om het in handen van Zijne Hoogheit den heere Hertogh te stellen, om zich daertegen te justificeeren, maer dat was hun verlangen niet; toen hebben zij gesprooken om dien Raet te formeeren [1]),

[1]) Le conseil de cabinet ou conseil de gouvernement, dont le bourgmestre Rendorp faisait déjà mention dans sa lettre au prince du 8 Mai. Cf. le numéro qui suit.

waertegens den heere Raetpensionaris zich mede zeer sterk heeft geuit en gesegt, dat het was een verandering van de constitutie. Zij hebben het willen doen schijnen als een secreet besogne met permanente leeden, en gesegt dat ik niet gaerne waerschijnlijk alle zaeken op mij zoude neemen. Ik antwoorde, dat ik al wat van mijn Departement was zoude waerneemen zoo wel als mij mogelijk was, en dat ik niet onder curateele wilde geset worden, en dat, zoo ik niet waerdig was mijn post alleen waer te neemen, ik, liever als adjuncten aen te neemen, alles zoude nederleggen en die adjuncten alleen laeten regeeren. Toen is noch wat over de equipagien der scheepen en het uitzeilen derzelve gesprooken, en daermede de conversatie geëindigt, met veele protestatien van den heere Rendorp van de vriendschap voor mij van de Regeeringe van Amsterdam, en door betuiginge van mijn kant dat ik gaerne door de effecten dezelve bewaerheit zoude zien, maar dat zij geen laegheeden van mij moesten verwachten.

W. PR. VAN ORANJE.

LETTRE DCCCVIa.

Mémoire des magistrats d'Amsterdam, dont le pensionnaire Visschcr fit lecture à l'audience du prince d'Orange, en présence du conseiller-pensionnaire [1]).

—

12 Juny '81 [2]).

Doorluchtige Hooggeboore Vorst en Heere.

De heere gedep. der Stad Amsterdam hebben de eere uit den naam en op last van de heeren kunnen principalen aan Uwe Doorl. Hoogheid voor te draegen: dat de genoemde principalen met veel displaisir vernomen hebbende het ongenoegen, door Uwe Hoogheid opgevat uit het doen der bewuste propositie ter vergadering van hun Ed. Groot Mog., ofschoon het teegens hunne intentie strijdig was eenige de minste offensie aan Uwe Hoogheid te geeven of Hoogstdenzelven eenige kleinachting of onaangenaamheid aan te doen, zij thans met veel genoegen de geleegenheid capteeren om Uwe Hoogheid daervan de oprechtste verzeekering te geeven; dat zij zich vlijen dat Uwe Hoogheid uit hetgeen zij de eere zullen hebben voor te draagen zal kunnen afleiden de reedenen, waarom zij aan Hoogstdenzelven geen kennis hadden gegeeven van den inhoud der genoemde propositie vóór dat dezelve ter vergadering van hun Ed. Gr. Mog. wierd ingeleevert; dat het hen hartelijk leet zoude doen, zoo Uwe Hoogheid dit stilzwijgen zoude toeschrijven aan een mistrouwen op Hoogstdeszelfs bijzonderen persoon, van hetwelk zij

[1]) *Bien que ce mémoire aît été publié dans les Ned. Jbb. (1781. II. p. 1166), il me semble indispensable d'en reproduire le texte dans cette collection de pièces authentiques de la Maison d'Orange-Nassau.*

[2]) Les *dates*, indiquées par M. Rendorp dans ses Mémoires (éd. de 1792), ne sont pas celles du mois de *Juillet.* comme il écrivait par erreur, mais du mois de Juin.

verklaeren ten eene maele vrij te zijn en integendeel niets meerder te verlangen, dan tussen Uwe Hoogheid en hare Stad dat vertrouwen te doen gebooren worden en aan te kweeken, hetgeen het welzijn en de bevordering der gemeene zaak volstrekt noodzakelijk maekt; dat zij door hunne voordragt aanleiding hadden zoeken te geeven tot het uitvinden en werkstellig maken van zodanige middelen als de critique situatie van zaeken tot redding en behoud van het lieve Vaderland ten uitersten nodig deden zijn.

Dat zij, gestelt zijnde aan het hoofd der Regeering van eene ongemeen volkrijke stad, in dewelke de smalle gemeente reeds gevoel begind te krijgen van gebrek, voortspruitende uit werkeloosheid, verplicht zijn om dadelijk op de best mogelijkste wijze te toonen, geene geleegenheid voorbij te willen laeten gaan om den welstand van het land en van deszelfs ingezeetenen te behartigen en vorderlijk te zijn, indien zij, het behoorlijk gezag en de goede ordre, welke in eene volksregeering alleen gevestigt zijn in het vertrouwen van de gemeente en de burgerije op derzelver regenten, niet geheel en al zullen verliezen, en binnen korte alles 't onderste boven willen zien. Dat hen was toegescheenen de behandeling van zaaken zedert eenen geruimen tijd, en vooral zedert de rupture met Engeland, aan de geheele natie niet zonder reede zeer vreemd en onbegrijpelijk was voorgekoomen, dewijl men, niettegenstaende alle toegeeflijkheid aan het verlangen van Engeland, van dat rijk jaren agter den anderen niet dan minachting, smaet en insultes hebbende ondervonden, welk alles nu noch was bekroond door eenen openbaren oorlog, begonnen met het wegneemen van een aanzienlijk aantal van onze scheepen en het overrompelen van onze buitenlandsche possessien, nochtans in eenen weerloozen staet gebleeven was, en geene

genoegzaame maetregulen had genoomen om de Republicq in staet te stellen tot verdeediging van haere vrijheid, wel verkreege rechten, uitgebreide navigatie en wettige commercie.

Dat het nochtans eene onwederspreekelijke waerheid is, dat de leeden der regeering voor lang reeds van begrip waeren, dat men zich principael ter zee in behoorlijk postuur moest stellen; gelijk zulks manifest is uit de differente resólutien in den jaere 1778 en vervolgens genoomen, uit verscheidene rapporten, petitien en consenten tot meerdere en sterkere equipagien van oorlogscheepen, en in het bijzonder uit het rapport van den 10en Maert 1779.

Dat niettegenstaende de zoeven gemelde begrippen en de resolutien van de bondgenooten om alle de oorlogscheepen van den staet te equipeeren en nieuwe aan te bouwen, nu na verloop van zo veel tijd, en nadat de zaeken zulk een nadeelige keer genoomen hebben, niet eens in zee kunnen gebracht worden de 32 scheepen, waertoe in April 1779 reeds is gesolveert, veel min noch de 52, waertoe in het voorleede jaer eene resolutie is genoomen; zoals ook tot heeden toe niet zijn geeffectueert de voorzieningen, in Maert 1779 ter generaliteit voorgeslaegen tot defensie van onze kusten en zeegaten.

Dat de Regeering onzer Stad, met alle goede 's lands ingezeetenen, die zich ten uitersten bereidwillig betoonen tot het opbrengen van ordinaire en extraordinaire lasten, niet zonder reede zeer is gesurpreneert over de weinige expeditie of de traagheid in de executie van zodanige importante besluiten van den de souverain: want dat het de verbeelding te boven gaet te moeten gelooven, dat de situatie, waerin zich de respe admiraliteiten bevinden, zo slegt zoude zijn, dat de door hen geproponeerde equipagien in geen 2 jaeren tot

effect zouden hebben kunnen gebracht worden, ofschoon het hen aan geene penningen daertoe ontbrooken had, en nietteegenstaende de nood dagelijks grooter en meer dringende geworden was. Dat men dieshalven niet konde begrijpen, welke de oorzaeken van deeze traegheid en inactiviteit zijn, zo min als van de nonexecutie der resolutien en ordres tot beveiliging der kusten en zeegaten; en dat men vooral geen idée kan formeeren van de onverwagte beletzelen en zwarigheeden, welke het uitlopen der weinige scheepen, die men veronderstelt volkoomen in staet te zijn om zee te kiezen, hebben verhindert, zelfs nadat Uwe Hoogheid daertoe, na behoorlijk onderzoek van zaken, de nodige ordres gegeeven had.

Dat, doordien aan deezen staet van inactiviteit en weerloosheid de ongelukken en rampen, welke de Republicq zijn overgekoomen, en noch boven het hoofd hangen, meestendeels zijn toe te schrijven, en dat men tot noch toe niet kan bemerken, dat er vigoureuse mesures genomen worden tot voorkooming van meerdere onheilen en redres van de reeds geleedenen, zonder hetwelk de totale ondergang van de Republicq eerlang te wachten staet, men het van den indispensabelen plicht van brave regenten oordeelt en niet kan dilayeeren te onderzoeken:

waeraan dit onverantwoordelijk verzuim te attribueeren zij?

En door welke middelen eindelijk eens daerteegen voorzien, en de zaken zoveel mogelijk noch tot behoud van den Staet gedirigeert en herstelt zouden kunnen worden.

Dat zulks nu en dan onder de hand doch vruchteloos getenteert zijnde, en de zaken hoe langer zoo

ongunstiger en meer criticq wordende, het neemen van vigoureuse resolutien en het beraamen van voldoende maatregulen des te noodzakelijker was geworden, en geen langer uitstel konde leiden. Dat uit eene rijpe en bedaerde overweging van dit alles was voortgevloeit de propositie, op last der Regeering van Amsteldam den 18^{en} Mey laetsleeden ter vergadering van Holland gedaen en aan het oordeel en de deliberatien van hunne meedeleeden onderworpen, ten einde uit de gezegde deliberatien de meest nuttige en voor den lande meest heilzaame resolutien zouden konnen proflueeren dat de genoemde regeering alsnoch van begrip is, dat zij het doen van de voorz. propositie aan zich zelve, aan het vaderland en deszelfs goede ingezeetenen, die iets diergelijks vóór lang van haer hadden verwagt, verplicht en verschuldigt was.

Dat het egter geheel van haere intentie was afwijkende Uwe Hoogheid eenig displaisier of onaangenaamheid aan te doen, eenige nieuwigheeden te willen introduceeren, of het wettig verkreegen gezach van den Heere Stadhouder naauwer te willen bepaelen of te verminderen; dat zij integendeel plechtig konden verzeekeren, dat zij altoos met alle vermogens de teegenwoordige constitutie der Regeering, met dewelke zij begrijpt dat het welzijn der Republicq op het naauwste verbonden is, zal helpen mainctineeren; dat zij teffens considereerde dat in de teegenswoordige omstandigheeden van zaaken niets nodiger en nuttiger zoude zijn dan dat geduurende deezen oorlog, tot directie en executie der zaken daertoe betrekkelijk, en om dezelve met de meeste expeditie en secretesse te kunnen behandelen, een kleine raed of comité geformeert en benoemd werd, bestaende uit regenten van de respective provincien, om Uwe Hoogheid met raed en daed te adsisteeren en tot behoud van den

lande meede te werken; dat deeze voorslag (mogelijk gegrond op vroegere voorbeelden) geenzints voorkwam uit eenig mistrouwen op de goede dispositien en intentien van Uwe Doorl. Hoogheid, welke men geen reede heeft te verdenken, ofschoon de regeering onzer stad tot derzelver hartgrievend leedweezen wierd geinformeert, dat kwaadgezinden Uwer Hoogheid zulks gezogt hadden diets te maaken.

Maer dat zodanig mistrouwen alleen viel op dengeenen, wiens invloed op den geest van Uwe Hoogheid gehouden word voor de naaste oorzaek van de traegheid en slapheid in de behandeling der zaken, hetwelk niet dan ten uitersten nadeelig kunnende zijn voor het algemeene welzijn, men lang, doch vrugteloos had verwagt, dat de gevaarlijke omstandigheeden, in dewelke de Republicq geraakt is, eindelijk eens aanleiding zoude gegeeven hebben tot serieuse deliberatien over de middelen, welke in het vervolg met meer vigeur in 't werk zouden behooren gestelt te worden; dan daer hierop tot noch toe te vergeefs gehoopt was, en het tans aankomt op de behoudenis van het waerde vaderland, van deszelfs duur gekogte vrijheid, van Uwe Hoogheid en Hoogstdeszelfs huis, en met een woord van alles wat den inwoonderen in de Republicq dierbaar is, zo heeft de regeering van Amsteldam geoordeelt niet langer door stilzwijgen zig aan plichtverzuim schuldig te moeten maken, maer zig, hoe ongaern ook, gedrongen gevonden om tot deezen stap te koomen, en aan Uwe Hoogheid met verschuldigden eerbied, doch teffens met die openhartigheid en gepaste vrijmoedigheid, welke het gewigt der zaaken vordert, onder het oog te brengen en rondelijk te declareeren, dat volgens het algemeen begrip de heer Hertogh voor de eerste oorzaek word gehouden van den ellendigen en gebrekkelijken staet der defensie, waerin het land

zich bevind, van het verzuim, dat daeromtrent plaets heeft, en van alle de verkeerde maetregelen zedert eenen geruimen tijd genoomen, met alle de fatale gevolgen, uit dezelven geproflueert; en dat men Uwe Hoogheid kan verzeekeren, dat de haet en afkeer der natie tegen den persoon en het ministerie van den Hertog tot die hoogte is geklommen, dat daeruit de facheuste en onaangenaamste gebeurtenissen voor het welzijn en de rust van het algemeen te wagten zijn. Dat er geen twijfel aan is, of dit gezegde zal Uwe Hoogheid wel reeds van anderen zijn voorgekoomen, doch bijaldien zulks al eens niet gebeurt was, zulks eeniglijk moest worden toegeschreeven aan eene vreeze voor de uitwerkselen van het ongenoegen van den Hertog; terwijl men zich, met opzicht tot het voorgestelde, met alle fiducie durft beroepen op het getuigenis van zoveele eerlijke en cordate leeden der Regeeringe, als Uwe Hoogheid desweegens, onder het geeven van de nodige vrijheid tot spreeken en ernstige aanmaening om volgens plicht en conscientie de waerheid te zeggen, zouden gelieven te ondervraegen; dat zij meer dan eens met zeer veel leedweezen had vernomen, hoedanig de heer Raedpensionaris zich in het bijzijn van onderscheidene leeden van de vergadering van Holland had beklaegt over het misverstand, dat tussen hem Raedpensionaris en den meergenoemden heer Hertog plaetse had, gelijk meede over den invloed, welke de zoeeven gedagte heer Hertog op den geest van Uwe Hoogheid heeft, waerdoor zijne pogingen ten besten van het vaderland te meermaelen zijn verijdelt geworden; dat deeze discrepance en verschillendheid van oogmerken en sentimenten tussen den principaalen Raed van Uwe Hoogheid en den eersten minister van deeze provincie niet alleen niet dan de allernadeeligste gevolgen hebben kan, maer ook een genoegzaam motif uitleevert, om

de sterkste instantien te doen tot het removeeren van de source van dit mistrouwen en oneenigheid, terwijl er, zonder een voorafgaend herstel van confidentie en en eenzgezindheid, geen middel overig is om de Republicq te sauveeren.

Dat ook niets nodiger is voor het welzijn van het doorluchtig huis van Uwe Hoogheid en voor de conservatie van Hoogstdeszelfs gezag, achting en genegenheid bij de natie, en voor deszelfs reputatie bij de nabuurige mogendheeden; want dat men Uwe Hoogheid kan verzeekeren en moet waerschuwen, dat hij wel eens het voorwerp van minachting en mistrouwen bij het gemeen zoude kunnen worden, in de plaets van te zijn en te blijven het waardig voorwerp van des volks en der regenten liefde en hoogachting, gelijk hartelijk gewenscht en gebeeden word dat Uwe Hoogheid en deszelfs doorluchtig nageslagt altoos zullen ondervinden, nademael hiervan grootelijks afhangen het behoud en de welvaert van het dierbaar Vaderland en van het huis van Orange.

Dat, hoezeer men ook begreep, dat het den leeden der souverainiteit altoos vrijstaet, ja dat derzelver plicht meedebrengt, om aan Uwe Hoogheid en aan hunne meedeleeden hunne gedachten voor te dragen omtrent den staet en de behandeling der publicque zaaken, men echter liefst zoude gemenageert hebben tot deezen teegenwoordigen stap te koomen, zo zich maer eenige hoop tot beterschap of verandering had opgedaen, maer dat men zich hiermeede om welgemelde redenen niet meer durvende flatteeren, en de nood op het hoogste geklommen zijnde, niets anders overig scheen dan den waeren staet van zaeken op deeze wijze voor Uwe Hoogheid open te leggen, Hem op het ernstigste te bidden dezelve in serieuse overweeging te neemen, en niet langer gehoor te geeven aan den raed en in-

sinuatien van een man, die zodanig met haet van grooten en kleinen overladen is, en als een vreemdeling, geene genoegzame kunde van onze Regeeringsform hebbende noch ons land een goed hart toedragende, word aangezien; dat het verre van ons is dien heer te willen betigten met datgeene, waermeede hij maer al te opentlijk beschuldigd word, of als gegrond aan te merken de soupçons van een verregaand en ongeoorloofd attachement aan het Engelsche Hoff of van kwaede trouw en corruptie; dat wij vertrouwen, dat een heer van die hoge geboorte en rang onbekwaam is tot diergelijke laagheeden; maer dat wij oordeelen, dat de facheuse denkbeelden, dewelke ongelukkiglijk op deszelfs sujet zijn opgevat en een algemeen wantrouwen hebben veroorzaekt, hem tot den dienst van het land en van Uwe Hoogheid volstrekt nutteloos en schadelijk gemaakt hebben, en dat hij derhalven van de directie der zaaken en van den persoon en het Hoff van Uwe Hoogheid geeloigneert behoord te worden, als zijnde een altoos durende hinderpael om de goede correspondentie tussen Uwe Hoogheid en de voornaemste leeden van Staet, zoo hoog nodig, te doen herleeven, daer zijn langer verblijff inteegendeel het wantrouwen, met of zonder reeden tegen deszelfs raadgeevingen opgevat, op den persoon en de directie van Uwe Hoogheid meer dan te veel zouden doen overslaen.

Dat deeze repraesentatien niet voorkoomen uit een principe van bijzondere haet of kwaedwilligheid teegens den heere Hertog, die zelfs in vroegere tijden reden gehad heeft zich te loueeren van de goedwilligheid en de veele blijken van de geneegenheid der Regeering van Amsteldam, maer dat men voor God en de gansche waerelt betuigen moet, dat alleen de conservatie van het Doorluchtig huis van Uwe Hoogheid, en om deszelfs naderenden ondergang te voor-

koomen, de eenige motiven zijn geweest van deeze repraesentatien; dat de Regeering onzer Stad zich daertoe verplicht gevonden heeft zo in qualiteit van ingezeetenen des lands als van een meedelid van derzelver souveraine vergadering, ten einde hiermeede een laatste effort te doen, en mogelijk noch in tijds een middel aan de hand te geeven, om onder den zeegen van God almachtig het schip van staet uit de eminenste gevaaren te redden en in behouden haven te brengen, of immers om zich in allen gevalle van haren plicht te quyten, haer geweeten te voldoen, en voor de ingezeetenen en de nakoomelingschap buiten verantwoording te stellen.

Dat men wel aan het behoud van het Vaderland niet behoort te wanhoopen, maer dat de zaken egter tot dat uiterste schijnen gekomen te zijn, dat hetzelve buiten het gebruik van extraordinaire middelen niet te redden schijnt, en dat men daerom, onder het gunstig welbehagen van Uwe Hoogheid, alsnoch de vrijheid moet neemen, Hoogstdenzelven in consideratie te geeven, of niet het beste middel om de zaeken voortaen met goed succes te behandelen zoude zijn, dat Uwe Hoogheid eenige weinige persoonen van de eerste, aanzienlijkste en kundigste inboorlingen des lands tot zich assumeerde, om met dezelven bij continuatie alles te overleggen wat tot behoud en dienst van den lande gedurende deezen tegenwoordigen oorlog meest nodig en nutig zoude kunnen zijn, met zodanige macht en bepalingen, als geoordeelt wierd noodzakelijk te zijn, om aan het oogmerk deezer commissie met effect te kunnen voldoen.

Dat hiervan terstond deeze twee groote en nuttige gevolgen worden verwacht:

v o o r e e r s t: dat in eenen tijd als deeze, waain alle momenten praecieus zijn, geen

verzuim door langdurige deliberatien plaets zoude hebben, en den noodigen spoed aan de executie van het geresolveerde zoude gegeeven worden.

Ten tweede: dat hierdoor het vertrouwen van de Natie weder herstelt zoude worden, eene algemeene gerustheid en genoegen zoude verwekt worden, en een ieder aangespoort en bewoogen, om alles wat mogelijk is met blijmoedigheid te contribueeren tot de executie der maatregulen van Zijne Overigheid, daer men thans overal het teegengestelde plaets ziet hebben, en niet dan een generael beklag hoort over de verdeeltheid en inactiviteit van de Regeering.

Dat dit geproponeerde niet alleen aan de Regeeringe van Amsteldam hoognodig voorkomt, maer dat men grond heeft om te denken, dat zulks ook in diervoegen geconsidereert word bij de voornaemste leeden van de Regeering van deeze en alle de overige provincien. Voor het overige is niets noodzakelijker dan een vast systema en plan van directie t'adopteeren, dewijl er maer tweederlij partij voor de Republicq te kiezen is:

of den vreede met Engeland te herstellen;
of den oorlog met alle macht door te zetten, ten einde daardoor te spoediger eenen honorabelen vreede te verkrijgen.

Hetwelk de oprechte begeerte van ieder eerlijk ingezeeten zijn moet en waertoe ook alleen, zonder eenige verdere uitzichten (waervan men Uwe Hoogheid de allerserieuste verzeekeringen geven kan) gestrekt heeft de voorslag bij onze propositie gedaen, om de operatien voor deeze campagne met Frankrijk te concerteeren.

Men verlangt van onzen kant niets meerder dan met Uwe Hoogheid in serieus overleg te treeden over de keuze van de twee opgemelde partijen, en welke middelen ter bereiking van het gekoozene bij der hand te neemen zijn; doch wij zijn absoluut van oordeel, dat bovenal op het oog moet gehouden worden, dat, hoezeer eene reconciliatie ook moge te praefereeren zijn, echter niets moet verzuimd of agterweege gelaten moet worden, om de Republicq op allerley wijzen in zodanig postuur te stellen, dat zij niets van haere vijanden te vreezen heeft, maer inteegendeel in staet is om hen te dwingen tot het tragten naer een herstel van dien vreede, die zij zo onrechtveerdig als moetwillig zonder wettige oorzaak verbrooken hebben.

Dat het bovenstaende stuk woordelijk hetzelve is, zonder eenige bijvoeging of aflaeting, hetwelk in de teegenwoordigheid van ons ondergeteekenden op last van heeren Burgemeesteren door den Pensionaris Visscher aan zijne Doorluchtige Hoogheid op den 8en Juny 1781 in praesentie van den heere Raedpensionaris is voorgeleezen, en door den genoemden Pensionaris eigenhandig geschreven is, gutuigen wij,

get. E. DE VRIJ TEMMINCK,
J. RENDORP,
Regeerende Burgemeesteren
en
C. W. VISSCHER, Pensionaris.

Amsteldam 12 Juny 1781.
Gedepositeert in het Cabinet van heeren Burgemeesteren op den bovengen. 12en Juny 1781. —

LETTRE DCCCVIb.

Copie de la missive du bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionaire.

—

Amsterdam den 14^en Juny 1781.

HoogEdele Gestrenge Heer.

Burgemeesteren hebben tot hun uiterste leedweezen verstaan dat Zijne Doorl. Hoogheid zich aan onderscheidene luyden over hen, ter geleegenheid van het op voorleedene Vrijdag gedaanen voorstel, ten sterksten beklaagd, en zelfs in scriptis gesteld heeft 't geen Zijne D. H. meend door ons teegens den heere Hertog te zijn ingebracht geworden. Hoezeer het rugtbaar maaken van eene zaak, dewelke Burgemeesteren niet verricht hebben dan naar rijp overleg, en als daartoe gedwongen door d'omstandigheeden, in welke het Vaderland zig bevind, welke, naar hunne gedagten, volstrekt vereisschen, dat alle reedenen, die tot eenig mistrouwen tusschen Zijne D. H. en de Regenten eenige aanleiding zouden kunnen geeven, hoe eerder zoo beeter weg genoomen worden, hun onverschillig is, zoo kunnen zij niet ontveinsen, dat de verkeerde begrippen ('t zij met behoorlijke eerbied gezegt) in welken Zijne D. H. getoont heeft te zijn, na de mondelinge voorstelling door den Pensionaris Visscher gedaan, weegens de wijze op welke gem. Pensionaris zig op 't sujet van den heere Hertog geuyt had, hun doen vreesen, dat Zijne Doorl. Hoogh. bij deszelfs denkbeelden persisteerende hunne uitdrukkingen mooglijk niet zoodanig gesteld zal hebben als zij waarlijk en inderdaad geweest zijn.

Burgemeesteren zouden gaarne gezien hebben, dat de memorie, door den Pens. Visscher voorgeleezen en daarna aan Zijne D. Hoogh. overgegeeven, in deszelfs handen gebleeven was, om haar t' overtuigen, dat, wel

verre van den heere Hertog te beschuldigen, Burgem[en] op het sterksten hebben verklaard dien heer geenzints te verdenken weegens alle de schandelijke uitstrooysels teegens eenen heer van zijn aanzien en geboorte gedaan; maar dat zij, Burgemeesteren, zijne verwijdering om geene andere reede geëscht hebben dan omdat het algemeen wantrouwen, met of zonder reede teegens zijnen hoogen persoon opgevat, het uytsluytend vertrouwen, hetwelk Zijne D. Hoogh. op dien heer gesteld heeft, voor het bestuur der publyke zaaken schadelijk voorkwam te zijn, als wordende daardoor het vertrouwen, dat men op Zijne D. Hoogh. noodwendig dient te stellen, willen de zaaken wel gaan, zoo niet ten eenenmaal weggenoomen, ten minsten zeer verzwakt.

Burgemeesteren protesteeren alsnog, en verzeekeren op het allerserieuste, dat zij uit geene bijzondere haat afgunst of verregaande verdenkingen teegens meergem. heere den bewusten stap gedaan hebben, en zij hoopen dat aan hunne woorden geene andere beteekenis zal gegeeven worden als met hunne waaragtige intentie overeenkomstig is. Zij hebben beloofd, dat de memorie, door den Pensionaris Visscher voorgeleezen, niet zoude gecommuniceert worden aan anderen dan degeenen, die dezelve ter dier tijd gezien hadden, naamlijk de vier Regeerende Burgemeesteren en de Pensionaris Visscher; zij hebben die belofte heilig nagekomen, maar zij zouden niet gaarne zien, dat zij bij 't publick, en bij hunne meede-regenten zoo van deeze als andere Provincien, voorgesteld wierden als hebbende den heere Hertog waarlijk beschuldigt met hetgeene, waarmeede dien heer in eerloose en infame libellen beschuldigt word. 't Zij verre van hun te kunnen denken, dat Z. D. Hoogh. met opzet, en als ter kwaader trouwe, het doen van zulke of diergelijke beschuldigingen aan hun zoude willen aanvrijven;

maar de aandoening, dewelke Zijne D. Hoogh. gevoeld heeft op 't hooren van een voorstel, zoodanig strijdig met de hoogagting en liefde, die Zijne D. Hoog. voor zijnen geweezen voogd natuurlijk hebben moet, haar ongetwijffelt geprevenierd hebbende teegens degeenen, die dat voorstel gedaan hebben, zoo zoude het geen wonder zijn, zoo Zijne D. Hoogh. zig waarlijk bij aanhoudenheid verbeelde anders gehoord te hebben dan onze Pensionaris geleesen heeft. 't Is om die reede, Hoog Ed. Gestr. heer, dat ik uit naam van Burgemeesteren de vrijheid neeme U. H. Ed. Gestr. te doen geworden dat zelfde stuk, dat onze Pensionaris voorleedene Vrijdag heeft voorgeleesen, met verzoek om hetzelve met communicatie deezes aan Zijne D. Hoogh. ter hand te stellen. Burgemeesteren hebben daarmeede geen ander inzigt dan om aan Zijne D. Hoogh. de eygentlijke worden, dewelke onze gedeputeerden gebruikt hebben, onder 't oog te brengen. Het zal, 't zij met schuldige eerbied gezegd, aan Zijne D. Hoogh. volkoomen vrij staan van deeze memorie zoodanig gebruik te maken als zij zal kunnen goedvinden, terwijl Burgemeesteren, tenzij daartoe gedwongen, dezelve aan geene anderen zullen meededeelen. Voorts verzoeken Burgemeesteren, en dat zeer ernstig, dat U. HoogEd. Gestr. den heere prinse verzeekere van hunne oprechte verknochtheid aan Zijne persoon en aanzienlijk geslagt. De betrekkingen tusschen particulieren en de betrekkingen tusschen Regenten, zijn zeer onderscheyden in haere uitwerkselen; men moet dierhalven met een ander oog beschouwen 't geen tusschen deezen en geenen geschied: particulieren hebben geene betrekkingen dan tot elkander, en al wat die betrekkingen treft, treft de particulieren alleen, en strekt zig uyt buiten hunne persoonen; maar Regenten hebben eene gemeene betrekking tot het Gemeenebest, aan 't hoofd, of in de Re-

geering van 'twelke zij gesteld zijn; alles wat hun in 't bijzonder treffen zoude, moet zwichten voor de betrekking, die zij hebben tot dat Gemeenebest: deeze is heilig, welke onmin, welk misverstand ook onder hunlieden zouden mogen weezen; zij behooren een hart, een oog, een mond te zijn voor 't algemeen welzijn, van 'twelk de zorg hun is toevertrouwd.

Al had Zijne D. Hoogh. op het allertreffenste Burgemeesteren van Amsterdam in hunne bijzondere persoonen beleedigd, al had Zijne D. Hoogh. op de allerbitterste wijze hun onverdiende verwijtingen gedaan, zij zouden nog gereed zijn, om met den heere Stadhouder, met het aanzienlijk Hoofd van dit nog onlangs aanzienlijk Gemeenebest, op de vertrouwste, openhartigste en cordaatste wijze t' overleggen al wat gedaan moet worden ten besten van 't lieve Vaderland. Hoeveel te meerder zijn zij daartoe gereed terwijl zij den persoon van Zijne D. Hoogh. eerbiedigen en, overtuygd zijnde van deszelfs personeele hoedanigheeden, voor denzelven alle agting hebben, en gereed zijn om alle vertrouwen op hem te stellen. Zij durven de allerserieuste verzeekeringen geeven van hunne volkoomene bereidwilligheid, om met Zijne D. Hoogh in de allerbeste en oprechtste correspondentie te leeven.

Dat het mij, vóór dat deezen eindige, vergund zij, U H. Ed. Gestr. te verzoeken, Zijne D. Hoogh. onder 't oog te mogen brengen, hoezeer Burgemeesteren gevoelig zijn over de betichting, alsof zij door 't insteeren op eenen, als ik het zoo noemen mag, geheimen Raad beneffens Zijne Hoogheid, voor hadden, Zijne D. Hoog heid (zooals zij goedvind te zeggen) Steekind te maken. 't Zij verre! Welk Prins, welk Vorst kan regeeren zonder eenen Raad? Hoe kunnen de zaken bestuurd worden zonder eenen Raad, tezaam gesteld van eenige weinige vertrouwde persoonen? Is het secreet

besogne van de Generaliteit daartoe geschikt? Ik vraag het aan Zijne D. Hoogh, ik vraag het aan U mijnheer. Ik wil niet verder gaan om exempelen in stadhouderlijke tijden te vinden dan den tijd van Haere Koningijke Hoogheid, Mevrouwe 's Prinsen's Moeder. Had die schrandere vorstin geene bijzondere Raad? De heeren Hop, Haeren, Verelst, Stein, Bentinck (anderen schieten mij nu niet te binnen) waeren luyden, met welken Haere Kon. Hoogh. raadpleegde over de zaaken, die in de onderscheidene Staats-Collegien moesten gebragt worden, of zonder derzelver concurentie, door het gezag van 't caracter dat zij representeerde, konden worden uitgevoerd.

In 't uitgestrekt doolhof van onze Staats-constitutie dwaald men ligtelijk, zoo men door al de omweegen gebracht moet worden: de weg dient tevooren beraamd te worden; en dat kan niet dan door weinigen geschieden: men vordert bij ons weinig- wie weet dat beeter dan U. H. Ed. Gestr- als men met de onderscheidene Departementen afzonderlijk spreekt: zij hebben niet genoeg betrekking tot elkander, bijzondere belangen houden hen ook dikwijls verdeeld, daar moet, als ik het zoo zeggen mag, een punt van vereeniging zijn, en dat punt is de Stadhouder; maar dewijl geen sterveling, met welke hoedanigheeden van geest en lichaam hij ook begaafd zij, aan alles sufficieeren kan, nog de verantwoording van alles volstrekt alleen op zich neemen wil, zoo hebben alle Vorsten, alle hoofden van Regeeringen, eenen Raad nodig. En welken is den besten Raad? Die zaamgesteld is door persoonen op welken de Vorst, de meede-Regenten en het volk, een volkomen vertrouwen stellen. Zoodanigen Raad is het, die de Stad Amsterdam gaarne zag dat Zijne D. Hoogh. tot zig verkoos, en tot geene andere eynde is dat gedeelte der bewuste propositie ingericht.

Burgemeesteren, die mij verzocht hebben deezen aan U. H. Ed. Gestr. te schrijven, en die zig aan deszelfs inhoud volkomen refereeren, verzoeken teffens, dat U. H. Ed. Gestr. van hunne bijzondere hoogachting gelieve verzeekert te zijn, gelijk ik meede ben doende, hoopende dat U. H. Ed. Gestr. nimmer twijffelen zal aan de gevoelens, met welke ik d'eere heb te zijn

HoogEdele Gestrenge Heer....

J. RENDORP.

Amsterdam den 12^{en} Juny 1781.

LETTRE DCCCVII.

Projet de direction des affaires remis au conseiller-pensionnaire par le second pensionnaire de la ville d'Amsterdam le 8 Juin 1781.

—

8 Juny 1781.

Een kleine Raet, naer het genoegen van Z.H. te verkiezen, uit ieder provincie tenminste één persoon. Uit Hollant dienen er meer te zijn, wijl de Raetpensionaris daerbij ook als Minister zoude dienen te assisteeren. Indien een heer uit de Ridderschap, dan te insinueeren dat Maesdam de aengenaemste zoude zijn [1]. Indien de harmonie en het vertrouwen tusschen Z H. en deeze Stadt herstelt is, spreekt het van zelfs dat men correspondentie met dezelve zal houden over de meest interessante zaeken. De Regeering deezer Stadt zou moeten aenneemen het gezag van Z.H. en den gemelden Raet, als strekkende tot welzijn van het Lant, te helpen mainteneeren.

Pointen tot bevordering van de gemeene zaeken.

Geen gelt te spaeren om in Engelant eene secuure

[1] *En marge*: Vooral geen Noordwijk of Catwijk.

correspondentie te hebben, daertoe een of meer persoonen van herwaerts over te zenden op eene ruime bezoldiging.

Fiat insertie van het inleggende.

Met het Hof van Vrankrijk schikkingen te maeken omtrent de operatien ter zee en van hetzelve eenige zwaere en wel bemande schepen trachten te obtineeren, doch zonder eene alliantie of tractaet met hetzelve te maken, ofschoon men Engelant door het maeken van een of andere uiterlijke vertooning hier wel voor konde doen vreezen, al waere het zelfs dat men daer zogt te divulgeeren dat men hier genegen was direct met Noort-America te handelen en haer met penningen zoude ondersteunen [2]).

Vooral met Vrankrijk eenen lijn trekken omtrent de zaken in Oost-Indiën; dit door bewinthebberen bij voortgang te laeten behandelen.

Een waekend oog te houden op het openen van de Schelde en onder de hant aen Engelant te doen zien dat dit hun interest ook niet was.

Hiertoe een bekwaem Minister te houden bij het Weener Hof, waertoe de heer van Twickel als Extraordinaris, behalven de heer van Lynden, geëmploieert zou konnen werden.

Bij den Koning van Pruissen te trachten uit te werken dat hij op de beweegingen van den Keizer een wakend oog houde. (B[n]. van Heiden is daer de man niet toe, hebbende te veel te doen met zijne Amourettes).

Ten einde in allen gevallen tegens alle onverwachte attaques van die kant gerust te zijn, met de

[2]) *En marge:* Zou men den heer Rendorp niet met eene extraordinairis Commissie naar Parijs konnen zenden? Dit zoude eclat maeken en Engelant voor de gevolgen doen vreezen.

Duitsche Vorsten engagementen te maeken tot het leveren van troupes tegens subsidiën, waertoe, om de noodige secretesse te bewaeren en de provincien niet boven vermogen te bezwaeren, de bijzondere kas van de generaliteit (die zeer wel voorzien is) kan werden aengesproken.

Een bekwaem man tot de onderhandeling hierover te emploieeren.

In Ruslant en Zweeden meer geld te spendeeren om dezelve op onze zijde te krijgen; alles aan te wenden om in Zweeden schepen en volk te verkrijgen.

Aan Ruslant konde men e.g. presenteeren de 4 millioenen, door haer genegotieert, voor rekening van den Staet over te neemen, mits zij ons volgens den inhoud der conventie daedelijk tegens Engelant bijstond en satisfactie en dedommagement deed erlangen.

Men heeft reden om te denken dat de Koning van Zweeden zelfs door gelt meer in onze belangens zoude konnen werden overgehaelt en ons officieren volk en schepen leveren zou [1]).

De heer Van der Borch in Zweeden te emploieeren.

Indien de Extraordinaris Ambassadeurs uit Ruslant terugh koomen, dan een ander derwaerts te zenden, den heer Brantzen, of kan men op De Swart staet genoeg maeken?

De geringste gelegentheid tot het bijleggen der verschillen met Engelant niet te verzuimen.

Hoewel de apparentien tot het maeken van eene honorabele vreede gering zijn, aengezien de verliezen

[1]) *En marge:* Dit zoude apparent wel gelukken, alzoo men geinformeert is dat men in Zweeden zulks gaerne zoude zien en men aldaer niet zeer tevreeden is dat daertoe van onze kant geen sterker demarches worden gedaen en dat men hier alles alleen van Ruslant schijnt te verwachten en de andere Hoven weinigh te tellen.

alle aen onze kant zijn, diende men echter de intentie van het Engelsche Hof onder de hant te laeten polsen, want in Engeland zelfs begrijpt men ook wel dat deeze oorlogh tegens het belang der Natie strijdigh is, dat diversie der commercie en navigatie naer andere landen voor haer zoowel als voor ons schadelijk is.

Dat, wanneer ons land haer rijkdom verliest door verloop der commercie, Engelant ook eene der grootste sources van haere geltleening zal misschen, die haer tot hiertoe tot het voeren van den oorlogh en staet gehouden heeft.

De vreeze voor onze operatien tegens haer in de Oost-Indien en dat wij ons eindelijk geheel onder protectie van Vrankrijk zullen begeeven, zoude hun misschien wat gemakkelijker maken dan zij schijnen te zijn.

LETTRE DCCCVIIa.

Supplément au projet de la ville d'Amsterdam.

—

Pointen raekende de Zaeken van de Zee.

De onvoltallige groote schepen direct te completeeren uit de kleinere, die mede noch onvoltalligh mogten zijn.

Bij alle de admiraliteiten de militairen, waeraen gebrek is, uit de troupes van den Staet, zoo ras mogelijk, te furneeren.

Het profijt, dat de Zee-Capiteinen hebben van de overgenomene manschappen, te verdeelen met de Capiteinen, aen welke zij zijn ontnoomen.

Wanneer de eersten compleet zijn, zal het overgenoomen volk aen hun eigen Capitein weder terugh gegeeven worden.

Alle aengeworvene Matroozen te brengen op een

naemlijst en te verdeelen in zooveel Compagnien als na rato van de consenten der respective provincien geformeert konnen worden, en daerover door Z. H. bij provisie Capiteinen aan te stellen.

Om zooveel moogelijk de werving van zeevolk te bevorderen, hetzelve voor een bepaelden tijt te engageeren, na het verstrijken van welken zij hun ontslagh, des begeerende, konnen verkrijgen, except wanneer zij op een togt zijn, en, zoo zij zich opnieuw willen engageeren, hen ook verder te geeven gelijke præmie als de nieuw aengeworven werdende matroosen, op dien tijt ontfangen.

De enorme profijten aen de schrijvers en alle kortingen van de gagien bij de admiraliteiten af te schaffen en het zeevolk 3 maenden verscheenen gagie, zoo zij die te goet hebben en zulks begeeren, op de reize door den commandeerenden Officier laeten verstrekken, onder korting van $^1/_2$ p Ct. 's maents en tegens behoorlijke quitantie.

De twee laetstgemelde pointen zoo spoedigh en veel mogelijk overal publicq en bekent te maeken.

Het gebrek van bequaeme artilleristen aen boort van 's lands schepen zoo ras doenlijk te suppleeren uit de in dienst zijnde artillerie, en Z. H. te engageeren om met het recruteeren en aenwerven van dit corps te beginnen.

Ten eersten een convoy van genoegzame sterkte voor de Oost-Zee vast te stellen.

LETTRE DCCCVIII.

Le Prince d'Orange au duc régnant de Brunswic-Lunebourg. La démarche des magistrats d'Amsterdam contre le duc de Brunswic.

—

La Haye, ce 22 Juin 1781.

Monsieur.

..... Je ne doute pas ou v. A. sera informé de la crise où nous nous trouvons et de la démarche violente que Messieurs les Bourguemaitres d'Amsterdam ont trouvé bon de faire contre le Duc Louis, son Oncle. Elle peut être persuadé que je n'abandonnerai jamais celui qui m'a tenu lieu de père et que je ne me laisserai pas entrainer à des démarches qui devroient me couvrir d'opprobre aux yeux de toute l'Europe. Je tâcherai de faire face à l'orage, et avec l'assistance divine j'espère de résister aux embûches de ceux qui voudroient bouleverser la constitution actuelle de cet état.

Au reste je prie V. A. de vouloir bien être assurée de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Monsieur,

de Votre Altesse

le trés humble et trés obéissant serviteur et cousin,

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCIX.

Le duc de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse.

A. Wesel, ce 15 de Juin.

Monsieur.

Je reçoi, au moment de mon départ, la lettre infiniment flatteuse, dont V. A. vient de m'honórer, par Mr le Colonel de Bentinck. Je lui en dois la plus vive reconnoissance et surtout des informations qu'Elle me donne de la crise violente, dans laquelle les affaires se trouvent. Mon Oncle, attaché à V. A., à sa Maison et à ses intérêts, inséparables du bien de l'Etat, ce qui tient au maintien de la constitution actuelle, est bien malheureux d'être rendu suspect par une cabale d'autant plus dangereuse, qu'elle tient, je pense, à des racines profondes. V. A. lui prouve ce que la vérité reconnu peut sur un coeur vertueux, et le parti héroïque qu'Elle vient de prendre remplirait le monde de la plus haute estime pour Elle, si tout le cours de son Stadhouderat ne l'avoit rempli de ce sentiment et de l'admiration, que les grandes vertus acquirent à si juste titre. Je le considérerois comme le plus grand bonheur de ma vie de lui expliquer un jour, dans des tems plus heureux, les sentimens de la plus haute considération qu'Elle m'inspire. Mes voeux l'accompagneronts sans cesse, et de ma vie je ne cesserai d'être avec les sentiments très distingués, dont je suis pénétré,

Monsieur,

de Votre Altesse

le très humble et très obéissant

Cousin et Serviteur,

CHARLES Gme DUC DE BRUNSVIC-LUNENBOURG.

LETTRE DCCCX.

Le prince d'Orange au ministre plénipotentiaire Hop à Bruxelles Le séjour de l'empereur à Bruxelles.

—

La Haye, ce 15 Juin 1781.

Monsieur.

Je suis au désespoir que la situation des affaires de cette République ne me permettent pas de m'en absenter pour venir faire ma cour à S. M. Impériale et Royale durant son séjour à Bruxelles, mais j'ose me flatter de ses bontez qu'Elle comprendra que je ne le puis dans le moment, où les affaires sont dans une crise, dont les annales de de la République fournissent peu ou point d'exemples. Ne pouvant venir en personne je crois qu'il est plus respectueux de ne pas envoyer quelque'un de ma Cour pour complimenter S. M. Impériale et Royale; cependant j'ai cru nécessaire de vous en prévenir, afin que, si l'occasion s'en présente, vous puissiez instruire ceux qui vous en parleroient, du motif qui m'a empêché d'envoyer quelcun à Bruxelles.

Je saisis cette occasion de vous assurer de la parfaite considération avec laquelle je suis,

Monsieur,

votre très humble et très obéissant serviteur,

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCXI.

Avis du prince d'Orange au sujet de la missive du duc de Brunswic.

—

Mijn bedunkens kan niet geweigert worden dat de gegrondheit of ongegrondheit der nadeelige geruchten tegen Zijne Hoogheit den heere Veldmaerschalk Hertog van Brunswijk werde geëxamineert, wijl het niet indifferent kan zijn aen Uw Hoog Mogende of iemant, die zich in derzelver dienst bevond en speciael met zoo een aenzienlijk caracter bekleet, zich heeft schuldig gemaekt aen hetgeene waermeede hij werd beticht, en dat iemant, die wel denkt, niet kan leiden om onder zoo een blaem te blijven en in zijn eer te werden geattaqueert, die hem dierbaerder dan zijn leven zijn moet. Ik soude derhalven in consideratie geeven dat de missive, door gemelden heer Hertogh aen H. H. Mog. geschreven, door de heeren Gedeputeerdens der respective provintien hoe eerder zoo beeter werde gebracht ter kennisse van de heeren Staeten derselver principaelen, en dat dien onvermindert deeze missive werde gemaekt commissoriael in handen van eenige heeren gecommitteerden van U. H. Mog., om dezelve te examineeren en van derzelver bevindinge aen U. H. H. M. M. rapport te doen.

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]). *Autographe du prince. En marge*:

Dit is een copye van het praeadvys, door mij geuit den 21 Juny 1781, ter gelegenheit van het inkomen der missive van Z. H. den heer Veltmaarschalk Hertog van Brunswijk omtrent de violente démarche der heeren van Amsterdam, bij mij gedaen den 8 Juny 1781.

LETTRE DCCCXII

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La démarche des magistrats de la ville d'Amsterdam contre le duc de Brunswic.

—

Le 22 Juin 1781.

J'avois été informé à Bruxelles de la démarche énergique des Magistrats Amsterdamois, et je n'ai pas été étonné de la fermentation qu'elle excite. Ces respectables Patriotes, après m'avoir fait part de leur première proposition aux Etats d'Hollande, que je Vous ai remise, m'avoient confié, ainsi que j'eus l'honneur de Vous le dire, qu'ils étoient résolus à ne mettre aucunes bornes au développement de leur zèle et, qu'intimement persuadés des intentions perverses de M[r] le Duc, ils se disposoient à demander formellement son éloignement des conseils de Monsieur le prince-stadhouder. J'ai cru devoir, ainsi que je vous en ai rendu compte, ni les écarter d'une détermination aussi intéressante, ni les exciter plus qu'ils ne m'ont paru l'être. Je me suis borné à leur témoigner alors, qu'avant d'en venir à une telle démarche il était indispensable de se déterminer à soutenir avec fermeté un pas aussi important et qu'il convenoit d'être assuré du concours des Membres les plus importants de la République. Ils m'ont paru adopter mes observations et m'ont promis qu'ils ne réaliseroient leur projet, qu'autant qu'ils seroient en quelque sorte certains du succès.

Monsieur Visscher, Second Pensionnaire d'Amsterdam, arrive ce soir et m'a fait demander un entretien. J'aurai l'honneur de Vous informer Mardi de ce qu'il m'aura dit relativement aux vues et aux espérances ultérieures de sa régence, mais, sans altérer sa confiance par une trop grande prudence, j'userai cependant avec lui de la réserve, que les circonstances semblent exiger.

En effet, Monsieur le Comte, s'il a été essentiel de ranimer de concert M.... [1]) et d'étouffer le parti patriotique pour le rendre capable d'un tel effort, il ne l'est pas moins de ne pas nous trouver compromis par les suites sérieuses qu'il peut avoir.

Messrs les bourguemaîtres d'Amsterdam, après avoir lu à Monsieur le prince-stadhouder le mémoire qui contient leurs plaintes, ne le lui avoient pas laissé, ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous le mander, mais ils l'ont adressé à Monsr de Bleswik et il à été communiqué hier aux Etats-Généraux, ainsi que la déduction de Monsr le Duc, que réclame justification et réparation.

Dès que j'aurai pu me procurer ces deux actes, j'aurai l'honneur de Vous les faire parvenir. Je vais m'occuper à rassembler tous les moyens de fixer mon opinion sur les premiers effets et sur les conséquences d'une crise aussi intéressante. J'en observerai avec le plus grand soin toutes les nuances et je m'empresserai de Vous en rendre compte, mais quelle que soit l'issue de cette grande affaire, que Monsr le Duc soit sacrifié ou qu'il l'emporte, j'entrevois un succès avantageux de cette importante secousse. Il me semble qu'elle peut contribuer à hâter l'activité des mesures hostiles contre l'Angleterre. Dans le cas où le prince-stadhouder seroit disposé de céder à la demande des Magistrats d'Amsterdam, leur prépondérance donneroit à tous les Membres de l'Etat l'impulsion la plus convenable. Dans le cas au contraire où Monsieur le prince-stadhouder parviendroit à soutenir efficacement M^{r} le Duc, celui-ci ne me paroitroit pas pouvoir mieux assurer le succès de ses projets de vengeance contre les Amsterdamois, qu'en développant dans ce moment une

[1]) *Laissé en blanc:* Le sens n'est pas clair: probablement le déchiffrement n'a pas été exact.

conduite entièrement opposée à leur accusation et qui le mit à l'abri de tout soupçon et de tout reproche.

P. S.

Je ne manquerai pas de me conformer exactement à l'instruction, que Vous m'avez donnée relativement à la conduite ultérieure, que les Etats-Généraux vous paroissent devoir tenir à l'égard de l'Imperatrice de Russie. La réponse de cette princesse, qui vous a été adressée, me paroit rendre de plus en plus importants les sages conseils, que vous m'avez chargé de communiquer.

LETTRE DCCCXIII.

L'envoyé Hop au prince d'Orange. Le séjour de l'empereur à Bruxelles.

—

Bruxelles, ce 25 Juin 1781.

Monseigneur.

Je ne saurois me dispenser de rapporter à V. A. S. les particularitez de l'audience, que S. M. l'Empereur m'a accordé Samedi matin. Je m'acquittai d'abord des ordres de l'Etat; il témoigna être très sensible de l'attention de L. H. P. et à ce témoignage de leur amitié, qui avoit déjà subsisté si longtems entre les deux Puissances, et que je pouvois les assurer de la réciprocité de ses sentiments et de la continuation de son attachement. M'acquitant ensuite des ordres de V. A., il me répondit en ces mots: „J'aurois été charmé „d'avoir l'honneur de voir ce Prince, dont j'ai toujours „ouï parler si avantageusement". Entrant dans des détails sur la situation actuelle de l'Etat, il me dit

comprendre très bien que V. A. ne pouroit s'absenter à présent. Me faisant la grace de continuer son entretien, il me dit désirer ardemment qu'il n'y avoit que la Russie et lui pour travailler à acommoder les Puissances belligérantes, et qu'il y employeroit tous ses efforts, malgré l'intérêt réel qu'il retireroit d'une plus longue guerre, puisque ses Etats et surtout ces Pays-ci receuilloient les plus grands avantages....

De Votre Altesse Sérénissime,
le plus humble et le plus obéissant serviteur,

H. HOP.

LETTRE DCCCXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La démarche des magistrats de la ville d'Amsterdam contre le duc de Brunswic.

Le 26 Juin 1781.

L'assemblée des Etats d'Hollande, qui doit avoir lieu demain, ramenant naturellement ici ce soir le pensionnaire de la ville d'Amsterdam, j'ai cru convenable, Monsieur le Comte, de l'engager à différer jusqu'à aujourd'hui l'entretien, qu'il m'avoit demandé. Il m'a fait assurer que la Régence est fermement résolue à s'en tenir à sa démarche, et qu'Elle se flattoit de se voir secondée par les Membres les plus importans de l'Etat. Il n'est pas possible de prévoir encore quel en sera le succès, mais je crains qu'elle n'ait été trop prématurée. J'aurois désiré que les Magistrats Amsterdamois se bornassent dans ce moment à disposer l'adhésion générale à leur première proposition et réservassent pour la dernière absolument leur nouvel exploit. Ils me paroissent avoir compté sur les effets

de la fermentation populaire qui menace vivement le Duc, mais le peuple dans tous les Etats est si mal, qu'il me semble bien téméraire de le regarder en général comme un appuy solide. Je ne serois pas étonné qu'on parvint facilement à excuser à ses yeux celui, que les Magistrats Amsterdamois présentent comme la cause des maux présents de leur patrie, et à diriger contre eux-mêmes la haine publique. C'est pour cela qu'il m'avoit paru plus sage à Messieurs d'Amsterdam de ne pas se presser de frapper ce grand coup et de ne s'y décider qu'après avoir rassemblé des preuves d'une évidence invincible, et établi un concert imposant entr'eux et leur principaux co-alliés. M^r le Stadhouder paroit s'associer avec beaucoup de chaleur à la querelle de son Oncle et employera en sa faveur toute son influence. Bien des gens croyent M^r le Conseiller-Pensionnaire réconcilié avec le Duc. Je crois devoir observer de la manière la plus passive cette scène intéressante, sans altérer la confiance des Amsterdamois, et me prescrire dans cette conjoncture critique la plus scrupuleuse retenue. J'ai déjà déclaré à M^r le Prince et à M^r le Conseiller-Pensionnaire, que le système politique du Roi ne cesseroit jamais d'être fondé sur la justice, la franchise et la loyauté; que S. M. étoit très éloigné de prendre aucune part directemement ni indirectement aux démêlés des Membres de la République entre eux et qu'Elle fesoit les mêmes voeux pour la paix intérieure des Provinces Unies que pour le développement énergique de leurs forces navales. Je continuerai à tenir le même langage dans mes conversations générales et particulières, et je suis bien persuadé, Monsieur le Comte, qu'il méritéra votre approbation. Monsr le Prince et M^r le Conseiller-pensionnaire m'ont assuré, l'un et l'autre, qu'ils ne doutoient pas de la pureté des dispositions, que je leur ai développé, et qu'ils me prioient

de compter aussi sur la sincérité de leurs intentions patriotiques. Ils m'ont fait part de l'empressement avec lequel ils ont concourru à la conclusion de la résolution relative à la requête des négocians intéressés dans le commerce de Suriname, et m'ont dit qu'ils voyoient avec le plus grand plaisir que les primes, accordées à ceux qui armeroient en guerre pour la défense de cette colonie, avoient excité la plus grande émulation et disposeroient avant peu l'équipement d'une vingtaine de frégates. Ils m'ont assuré aussi qu'enfin plusieurs corsaires alloient sortir des différens ports de la Republique, et m'ont promis que tous les vaisseaux de guerre qui se trouvent prêts, mettroient à la voile avant le 15e de Juillet pour protéger les bâtimens marchands destinés à la Baltique, qu'une forte escadre mèneroit et attendroit au Sund, tandis que le reste de l'escadre croiseroit dans la mer du Nord, avec ordre d'intercepter le commerce Anglois. Les négociants ont déjà été prévenus de cette disposition et se préparent à en profiter. Je ne doute pas que l'espérance qui leur a été donnée ne se réalise, et il me semble, ainsi que j'ai eu l'honnneur de vous l'exposer dans ma dernière dépêche, que la situation, où se trouve Mr le Duc, exige son concours aux mesures actives; que son intérêt le plus cher, au moins dans ce moment, le fera seconder les efforts de ses ennemis à cet egard.

Je me suis entrenu avec Mr de Bleswic relativement à la réponse de l'Impératrice de Russie aux instances des Etats-Généraux. Il m'a paru n'avoir aucune confiance dans les déclarations de la bienveillance de cette princesse et les regarder comme une suite de la dissimulation, dont Ella a usé, en amusant depuis le mois de Mars, par des réponses vagues, les Ambassadeurs Hollandois, tandis qu'à cette époque elle fesoit assurer la cour de Londres qu'elle ne se trouvoit pas

engagée par la convention des neutres à partager la querelle de la République. Je lui ai fait part du conseil, que votre sagesse vous a suggéré, et lui ai présenté sous tous les différens points de vue l'importance de le suivre. Il m'a paru l'adopter et reconnoître la nécessité de accepter le parti de demander une explication cathégorique de ses intentions ultérieures, qui donnent connoissance aux Etats-Généraux, s'ils doivent compter sur sa médiation particulière, et qui leur traçat la conduite qu'ils doivent tenir, mais comme sa Maj. Impériale a annoncé qu'Elle avoit renouvellé de concert avec les cours du Nord ses bons offices, il croit devoir suspendre encore quelque tems cette nouvelle démarche, à laquelle il se propose de ne pas manquer.

P. S.

Je compte avoir demain un entretien particulier avec M[r] le conseiller-pensionnaire relativement à l'emprunt proposé, et j'aurai l'honneur de vous en rendre compte avec empressement. Je dois aussi conférer ces jours ci avec les principaux Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales, qui sont attendus ici pour délibérer conjointement avec M[r] Boers, arrivé depuis de Paris, sur le plan définitif qu'ils se proposent d'adopter. J'ai receu, M[r] le Comte, la dépêche N°. 24, que vous avez adressé à M[r] de Bérenger. M[r] Adams n'est pas ici, mais je l'ai fait prévenir que je désirerois lui parler, et je ne manquerai pas de lui communiquer ce dont Vous me chargés pour lui.

LETTRE DCCCXV.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. La gazette de Leyde sur l'affaire du duc [1]).

—

Ce 26 Juin 1781.

Je suis très mortifié de devoir importuner V. A. de mon affaire, mais le supplément de la gazette de Leiden m'y force. J'ai l'honneur de joindre ici le supplément, dans lequel j'ai sousligné le passage chocquant qu'il y met pour tâcher, s'il est possible, de prévenir l'Europe contre moi par sa gazette et par ses odieuses réflexions, en n'insérant que la plainte de Mess[rs] d'Amsterdam contre moi et l'accompagnant d'insinuations les plus méchantes [2]).

Je me persuade que V. A. en la lisant en sera indignée, et qu'Elle doit sentir à quel point je dois ressentir cet ombrage; qu'Elle daigne me protéger contre un vil instrument de mes ennemis et tâcher de me procurer une satisfaction convenable. Est ce qu'un gazettier seroit en droit d'écrire ainsi au sujet de tel homme que ce soit, qui occupoit dans la République un poste public? Ne seroit il pas puni pour cela? Est ce que le poste, que j'ai l'honneur d'occuper depuis trente ans, n'est il pas un poste public? Est ce que je serois le seul contre qui tout vil gazettier peut écrire? S'il veut être un fidèle gazettier, il peut dire les faits, inserrer les pièces en entier, mais pas l'accompagner (sic) par ses sinistres réflexions un homme qui jusqu'ici n'a pas encore été déclaré de devoir subir un flétrissant bannissement, Il me semble que le caractère même, que l'Etat m'a donné, en est blessé.

Il seroit par conséquent à souhaiter que l'on voulût

[1]) *Cette lettre a été publiée dans le livre de M. Nijhoff.*

[2]) Voyez la Gazette de Leyde du même jour, le 26 Juin 1781, surtout les passages en cursive.

punir l'audace de cet homme, lui ordonner qu'il mette la traduction de ma lettre en entier telle que je l'ai fait faire et qui sera prette ce soir, sans aucune réflexion, parce que je ne puis reconnoître aucune traduction que celle, que j'ai fait faire sous mes yeux, et il seroit bon aussi qu'il y ajouta de retracter ce qu'il a dit d'avance sur cette lettre, que je ne considère en aucune façon apologétique, comme il le dit dans sa gazette, car je n'y fais aucune apologie, ce qui seroit au dessous de moi [1]).

Mais en général il me semble qu'il seroit très nécessaire que ce gazettier n'ose pas insulter impunément tout le monde. J'y suis particulièrement intéressé parce que, par l'échantillion qu'il vient de donner sur mon sujet, je dois m'attendre qu'il deviendra toujours plus insolent, ce qui m'intéresse d'autant que cette gazette vu par toute l'Eerope, ce que mes implacables ennemis savent bien et s'en serviront par conséquent pour assouvir leurs haines (non méritées en vérité) contre moi.

J'ose donc suplier instament V. A. de vouloir avoir la grâce d'en parler à Mons[r] le conseiller-pensionnaire pour qu'il veuille bien effectuer ce que je sollicite à si juste titre, savoir que je puisse jouir des mêmes privilèges que chaque habitant de ce païs, de ne pas être impunément vilipendé par quelqu'un qui se nomme, comme Lusac [2]) fait. Si V. A. voudroit aussi avoir la grâce d'en parler à Messieurs de Leiden serieusement, je crois que cela feroit un bon effet.

L. DE BRUNSVIC.

[1]) Le rédacteur annonça la publication de la lettre du duc au numéro prochain.

[2]) L'éditeur de la Gazette de Leyde. Il signait sa gazette: A Leide, par Etienne Luzac.

LETTRE DCCCXVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

den 27 Juny 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U. D. H. restitueeren het biljet van Z. H. de heer Hertog. Ten uiterste geïndigneert over de insolentie van den Leydschen Courantier, zal ik de heeren Gedeputeerdens dier stad terstond bij derselver aankomst alhier over deze zaek op het ernstigste onderhouden, en sorg draagen dat aan de hoge intentie voldaan werde.....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Une missive du roi de Prusse a la princesse d'Orange.

—

Hage, den 26 Juny 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende U. W. E. G. hiernevens eene missive, die de princesse op eergisteren van den Koning van Pruissen ontvangen heeft [1]), met desselfs concept-mis-

[1]) Il faut qu'il s'agisse de la missive suivante, la seule antérieure à celle du jour de la réponse.

Ce 13 Juin 1781.

Ma très chère Nièce,

. . . .

. . . . J'en viens directement aux choses, qui vous sont les plus intéressantes. Quant à la Russie, il n'y a jusqu'ici aucun traité conclu avec les Autrichiens, et quand même il se fera, il ne contiendra

sive. Het zal mij zeer aengenaem zijn te verneemen of U. W. E. G. er eenige remarques op heeft. Mij dunkt dat het geen quaed zoude kunnen doen, dat de tractaeten van bariere en de verdere raekende de commercie met de Oostenrijksche Nederlanden, aen den heere van Starrenburg door U. W. E. G. of den heere Griffier Fagel wierde toegezonden, om een voorzichtig gebruik van dezelve te maeken en, zoo noch geen tractaet tusschen de Hooven van Weenen en Petersburg geslooten is, te toonen, daer zulks van nut en oorbaer zal oordeelen, hoe strijdig het met de tractaeten zoude zijn en nadeelig voor dezen staet, zoo de mond van de Schelde wierde geoopent, en derhalven te trachten te effectueeren, dat niets strijdig met de belangens van deezen staet in hetzelve tractaet gesteld werde....

W. PRINS VAN ORANJE.

rien contre nos intérêts, j'attends également les Vôtres; mais pour vous parler clairement je crains, ma chère enfant, que l'Empereur voulant entraîner la Russie a être comédiatrice de la paix avec lui, il ne lui fasse condescendre par ignorance à des choses préjudiciables à la République. Par cette raison j'envisage comme une démarche indispensable de la part de votre gouvernement qu'il communique le traité de Barrière et les autres appuis de son commerce à Pétersbourg, afin que l'Impératrice, instruite de vos droits et de vos possessions de commerce, ne sacrifie pas par ignorance vos intérêts aux Russes et aux intrigues, que l'Empereur mettra en oeuvre pour tromper l'Impératrice et vous dépouiller des plus belles branches de votre commerce.

Ce que je vous en dis, ma chère enfant, est par pure amitié pour vous et pour vous éviter les chagrins, qu'une pareille friponnerie Joséfine vous causerait. . . . . . .

. . . .

FÉDÉRIC.

P. S. Doch ik denke dat de heer Van Sterrenburg geen ministerieele, maer alleen confidentieele communicatie dier stukken behoorde te geeven.

LETTRE DCCCXVIII.

L'envoyé Hop au prince d'Orange. L'intention de l'empereur de visiter la République.

—

Bruxelles, ce 28 Juin 1781.

Monseigneur.

Comme on m'a en grande confidence assuré que S. M. l'Empereur est d'intention de faire très incognito un tour dans la République et principalement pour voir vos Altesses Sérénissime et Royale et Monsieur le Duc de Brunswic, je ne saurois manquer, Monseigneur, de vous en faire part. Ce sera vraisemblablement dans le tems des solemnités relatives à la venue de de la nouvelle cour, après lesquelles on dit que S. M. viendra encore passer quelques jours ici. Je ne négligerai point d'écrire à V. A. les particularités, dont je pourrai être informé au-juste. Le Monarque faisant le plus grand mistère de ce plan, je n'en écris absolument rien à qui que ce soit, mais il est de mon devoir d'écrire tout à V. A....

De Votre Altesse Sérénissime

H. HOP.

LETTRE DCCCXIX.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Encore la Gazette de Leyde.

—

Ce 28 Juin 1781.

Je suis au désespoir de devoir si souvent L'importuner sur mon affaire, mais je ne puis m'en dispenser, d'autant plus que je la considère comme regardant V. A. même. C'est le gazettier de Leiden qui m'y oblige de nouveaux, venant d'inserrer dans sa gazette la traduction de ma lettre aux Etats-Généraux à sa façon et nullement à la traduction que j'en ai fait faire sous mes yeux et laquelle je puis seule reconnoître pour authentique. V. A. remarquera qu'il a laissé dehors ce que Messrs d'Amsterdam disent, ce qui affoiblit la pièce; d'ailleurs il a donné une autre tournure au sens de la pièce par les .... qu'il y a mis. J'ose donc suplier V. A. de vouloir avoir la grâce d'effectuer que le gazettier de Leiden soye obligé de réimprimer ma lettre telle qu'elle est traduite sans le moindre changement, comme je la joins ici, et qu'il désavoue dans sa gazette sa traduction et ses remarques chocquantes de la gazette de Mardi dernier et que je soye mis à l'abris des insultes dans les papiers publics imprimés sous octroy et sous les yeux des magistrats. V. A. est trop juste pour ne pas m'accorder cette grâce.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCCXX

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

—

Le 29 Juin 1781.

La dernière démarche de Mrs d'Amsterdam vous a paru un peu pricipitée. Comme je continue de penser, Monsieur le Comte, je suis persuadé que vous aurez trouvé leur mêmoire conçu avec autant de force que d'art et celui de leur adversaire aussi foible que maladroit. En effet les Magistrats Amsterdamois, en présentant le Duc sous les couleurs les plus noires, se sont fort bien gardés de former contre lui une accusation positive et de rendre une plainte judiciaire. Ce sont les bruits publiés qu'ils exposent. C'est un conseil fondé sur l'opinion générale qu'ils donnent; c'est dans le cabinet intérieur de Monsieur le prince-stadhouder qu'ils s'expliquent. Mr le Duc au contraire, sans profiter d'aucun de ses avantages, ne se défend qu'en qualité de Feld-Maréchal, avoue les soupçons qui se sont généralement répandus et s'attache à demander une punition éclatante de ceux qui non seulement n'en méritent pas, mais, selon les formes de la République, n'en peuvent recevoir aucune. Je persiste à croire que Mrs d'Amsterdam auroient agi plus sagement en se pressant moins; qu'avant de se déclarer ouvertement, ils auroient dû s'assurer de preuves convaincantes; qu'ils ont compté trop sur les effets de la fermentation populaire et qu'en excitant un ressentiment puissant, sans s'être munis d'armes imposantes, ils se sont exposés à voir diriger contre eux, par une suite d'intrigues, la haine publique, sur laquelle ils semblent avoir essentiellement fondé leur attaque. Cependant depuis que j'ai lu avec la plus sérieuse attention les mémoires

respectifs, il me paroit probable que le résultat de cette grande affaire ne peut qu'être très fâcheux pour M^r le Duc, car en supposant même que M^rs d'Amsterdam, foiblement secondés par les autres Membres, ne parviennent pas à disposer son éloignement, et que les Etats-Généraux lui adressent une réponse, dans laquelle ils déclarent qu'ils n'ajoutent foi aux bruits publics, cette justification, très insuffisante, confirmera de nouveau leur existance et il demeurera constant, qu'il n'a pu obtenir la réparation et la satisfaction qu'il a réclamée. Je me suis entretenu avec les Magistrats Amsterdamois, ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous l'annoncer. Ils m'ont paru plus énergiques que jamais, très décidés à soutenir leur démarche et très confiants dans l'appuy de plusieurs Membres importants. Je les ai écouté, sans paroître partager ni exciter leur zèle à cet égard, et me suis étendu sur la nécessité des développemens efficaces contre l'ennemi commun. Ils n'en sentent pas mois vivement que nous l'importance et se flattent que, quel que soit le succès de leurs tentatives contre le Duc, elles obtiendront pour effet le renouvellement d'activité des préparatifs et des mesures hostiles. M^r le prince et Monsr le conseiller-pensionnaire affectent de plus en plus de me déclarer à cet égard les intentions les plus patriotiques. Ils m'ont informé que les négociants avoient demandé une 15aine de jours pour être prêts à profiter du convoy qui leur a été annoncé, et qu'ensuite l'escadre avoit eu ordre de mettre à la voile du Texel le 10 juillet. Elle doit croiser dans la mer du Nord, nuire, autant qu'il sera possible, au commerce ennemi et protéger l'arrivée au Sund et le retour des bâtimens marchands de la République. Ils m'ont positivement assuré, l'un et l'autre, qu'ils pressoient vivement la construction des vaisseaux de ligne, qui sont maintenant sur le chantier et

m'ont paru très disposés à concerter avec nous leurs opérations dès qu'il en pourra résulter quelqu'avantage pour la cause commune. Mons[r] le Stadhouder paroit constamment disposé à soutenir les intérêts du duc et il me semble très éloigné de favoriser l'adhésion à la prémière proposition, faite le mois dernier par M[rs] d'Amsterdam, qu'il croit essentiel d'écarter, parce qu'elle tend à l'établissement d'un committé secret, qu'on lui a représenté comme devant limiter son influence. C'est dans le but de la rendre nulle et sans effet, qu'il a présenté hier une adresse aux Etats Généraux, par laquelle il accepte lui même la recherche des causes qui'ont influé sur la situation présente de la Marine de la République. Il se flatte que cette demande, qui a été aggréée par une résolution de L. H. P. et qui est conforme à un des points de la proposition Amsterdamoise, arrêtera les délibérations qu'elle avoit excitées, mais Mess[rs] d'Amsterdan n'abandouneront pas l'avis, qu'ils ont soumis à l'examen de leurs coalliés, et je suis instruit que plusieurs villes principales, notamment Dort, Harlem, Rotterdam et Alkmar, paroissent décidées à l'adopter. Quant au mémoire du Duc, il a été pris ad referendum par les Députés respectifs à l'assemblée de L. H. P., mais il n'en a encore été fait aucun rapport à celle des Etats d'Hollande.

Les Etats-Généraux avoient résolu d'envoyer une députation expresse à l'Empereur, mais S. M. Impériale ayant déclaré qu'il lui seroit agréable qu'ils renonçassent à ce projet, ils ont chargé M[r] Hop, leur Ministre à Bruxelles, d'y suppléer. Il vient de leur mander que l'Empereur l'a accueilli de la manière la plus favorable et lui a recommandé de les assurer que, quoique le commerce de ses Etats prospérât par une suite de la guerre de la République avec l'Angleterre, il n'en étoit pas moins disposé à s'occuper efficacement de la paci-

fication. J'ai lieu de penser que les Etats-Généraux ne négligeront pas cette occasion et qu'ils s'empresseront d'adresser leurs remercimens à S. M. Impériale, en lui déclarant combien les bons offices, dont Elle les flatte, leur paroîtroit précieux.

LETTRE DCCCXXI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'emprunt proposé.

Le 29 Juin 1781.

Je me suis entretenu avec Monsieur le prince-stadhouder et Monsieur le conseiller-pensionnaire, ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous l'annoncer, Monsieur le Comte, relativement à l'emprunt proposé, et je les ai trouvé l'un et l'autre dans les mêmes dispositions qu'ils m'avoient déjà déclarées. Monsieur le prince m'a assuré que, loin de mettre aucun obstacle à cette négociation, il l'appuyeroit de son influence, s'il y trouvoit les Membres de l'Etat disposés [1]). Mr de Bleiswick m'a protesté qu'il désiroit y contribuer et qu'il sentoit fort bien que la République partageoit le fruit du bon employ des fonds qui en proviendroient, mais il m'a annoncé que les délibérations sur ce point éprouveroient des difficultés et des délais inévitables, et il entrevoit très clairement, que ce seroit nous abuser que de compter sur une prompte réussite de nos vues à cet égard. Je les suivrai avec le plus grand zèle et

[1]) *En marge de la main du prince:*

Ceci n'est pas vrai. J'ai dit que je ne m'y opposerois pas, si tous les Membres de la généralité le vouloient, mais que je ne m'engageois pas à voter pour que la Hollande le fit seule et sans la participation de ses co-alliés, d'autant que cela fut conforme à la constitution.

je ne négligerai rien pour en presser le succès, mais je crois devoir vous prévenir, qu'il me semble essentiel de regarder cet objet comme une ressource que nous pouvons espérer, mains dont il importe de ne pas faire dépendre nos opérations.

LETTRE DCCCXXII.

L'envoyé Hop au prince d'Orange. Apparence d'une visite de l'Empereur à la République.

—

Bruxelles, ce 2 Juillet 1781.

Monseigneur,

.... L'empereur me témoigna beaucoup d'inclination de voir la République et surtout de faire connoissance avec V. A. S. et S. A. R. Madame la princesse et de renouveller son ancienne connoissance avec Monseigneur le Duc. Il me demandoit si je croyois que vos Altesses voudroient bien lui accorder d'être dans le plus grand incognito et s'il pouvoit espérer la même chose dans les endroits où il voudroit s'arrêter. Je l'assurai avec les compliments naturels en pareille occasion que tout ce que S. M. pourroit souhaiter à cet égard seroit le plus scrupuleusement observé. Elle me fit la grace de m'entretenir plus d'un quart d'heure, s'étendit beaucoup sur tout ce qui se passoit dans l'Etat et témoigna y être fort sensible, ensuite sur son désir de la paix et que, malgré les obstacles continuels qui se présentoient, Elle ne cesseroit de faire ses efforts pour y parvenir.

V. A. sera bien aise d'avoir fait la connoissance de l'Empereur; ce Monarque parle volontiers et par-

faitement bien, a beaucoup vu et bien vu, et a une mémoire dont il n'y a pas d'exemple que dans V. A....

De V. A. S....

H. HOP.

LETTRE DCCCXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Dispositions changées de la cour de St. Petersbourg. L'affaire du duc de Brunswic.

Le 3 Juillet 1781.

La démarche, que Mr le conseiller-pensionnaire devoit disposer promptement pour donner lieu à une explication de la cour de Petersbourg, conformément au sage conseil que vous m'aviez chargé de lui communiquer, a été prévenu par la proposition ministérielle de Mr le Vice-Chancelier Osterman à Mr de Wassenaer. J'ai l'honneur de vous l'adresser, ainsi que la dépêche de cet Ambassadeur, datée du seize Juin dernier et remise par un courier extraordinaire le 1r de ce mois à L. H. P. Monsr le prince de Gallitzin a receu l'ordre de s'expliquer dans les mêmes termes et l'a exécuté hier matin. Les intentions de S. M. czarine ne sont donc plus un mystère. Cette princesse, après avoir excité les Hollandois par les plus fortes invitations, élude les obligations précises, qu'Elle avoit contractées par la convention des neutres. Elle renonce même à la médiation particulière et renvoye, selon le voeu connu de la cour de Londres, la discussion des intérêts de la République à l'époque de la pacification générale; ainsi Elle détruit d'une main ce qu'Elle avoit élevé de l'autre, et l'abandon, qu'Elle fait des Etats-Généraux dans cette conjoncture, anéantit en quelque sorte le système glorienx de neutralité armée, qui avoit

receu sa principale consistance de leur adhésion. Il est certain, Monsieur le Comte, que ce nouvel ordre d'affaires fournira au parti Anglomane, que nous avons à combattre ici, de grands moyens de justifier la défiance qu'il n'a cessé d'inspirer de la Russie, et de convaincre les esprits foibles de la sagesse des dispositions qui l'ont constamment disposé à donner le conseil prudent de temporiser avec l'Angleterre jusqu'à ce que les forces maritimes fussent rétablies, mais j'espère que les patriotes vaincront encore cet obstacle, continueront à faire sentir à leurs concitoyens que les mesures timides auroient de plus en plus excité des vexations, devenues déjà intolérables, et décideront les opérations énergiques, qui peuvent seules assurer le salut de l'Etat. J'ai cru devoir, Mr le Comte, m'expliquer avec eux de la manière la plus propre à adoucir l'amertume, que leur causent les procédés de la cour de Petersbourg, et à parer au mauvais usage que se proposent d'en faire les Anglomames. Je leur ai fait envisager que l'acceptation de la médiation des cours Impériales arrêteroit tous les projets ultérieurs qui pourroient se former d'une pacification entre l'Angleterre et la République, et dont il ne résulteroit que l'humiliation certaine de leur patrie. Je leur ai ajouté qu'ils me sembloient n'avoir rien plus à décider que de voir l'Empereur (à qui S. M. part on [1]) avoit cru des vues contraires à leur prospérité et que je suis bien éloigné de lui supposer) se charger de leurs intérêts, et qu'il n'étoit pas probable de penser que S. M. Impériale choisit le moment, où ils viendront en quelque sorte les disposer entre ses mains, pour s'occuper d'un plan destructeur de leur commerce et opposé aux articles les plus formels des traités. J'ai vu avec beaucoup de

[1]) Le déchiffreur n'a pas réussi à déchiffeer cette partie de la phrase: il la marqua lui-même comme indéchiffrable

satisfaction que ces considérations fesoient sur eux la plus grande impression et qu'ils se décidoient à presser vivement la conclusion de la résolution, par laquelle L. H. P. doivent adhérer à la nouvelle proposition de la Russie, mais en même tems à renouveller tous leurs efforts pour disposer au plus tôt des développemens énergiques. Plusieurs sentimens s'étoient déjà élevés, dont les uns tendoient à envoyer secrettement négocier en Angleterre et les autres à invoquer les bons offices d'une autre Puissance et notamment de la Cour de Prusse, mais les patriotes les ont rejettés avec force et ont entrainé le consentement général à leur opinion. J'ai lieu d'être certain que sous très peu de jours la résolution d'accepter la co-médiation sera définitivement conclue.

P. S.

Je prévoyois bien, ainsi que j'ai eu l'honner de vous l'annoncer par ma dernière dépêche, Monsieur le Comte, que les Etats-Généraux se disposeroient à déclarer, en réponse à la lettre de M^r le prince-stadhouder touchant le Duc, qu'ils n'avoient aucune raison d'ajouter foi aux bruits injurieux répandus dans le public contre lui, mais qu'ils se garderoient bien d'avoir égard aux plaintes qu'il leur a portées contre les Magistrats d'Amsterdam. En effet ils viennent de prendre une résolution, que j'ai l'honneur de vous envoyer, par laquelle, laissant entièrement à part la demande de M^rs d'Amsterdam au prince-stadhouder et la déclaration du Duc à ce sujet, ils regardent comme dénués de fondement les soupçons populaires et invitent les provinces respectives à faire des recherches contre les auteurs et distributeurs de libelles. Je ne sais si si Monsr le Duc trouvera cette déclaration suffisante,

mais elle ne me semble pas remplir l'objet qu'il s'étoit proposé. D'un autre côté, si Mess[rs] les Magistrats d'Amsterdam ne donnent pas plus de suite à leur démarche, comme j'ai lieu de croire et comme il me paroit désidérable à beaucoup d'égards, je persisterai dans l'opinion qu'ils n'ont pas agi dans cette conjoncture avec leur prudence ordinaire.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint l'adresse de Monsieur le prince-stadhouder aux Etats-Généraux, suivie de la résolution, qu'ils ont prise ensuite et que je vous avois annoncé Vendredi dernier.

J'avois mandé à M[r] Adams que je désirois m'entretenir avec lui. Il est venu ici. Je lui ai communiqué les motifs qui vous ont fait désirer sa présence à Paris, et il m'a promis de s'y rendre dans le cours de cette semaine.

LETTRE DCCCXXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Même sujet.

Le 6 Juillet 1781.

Après avoir lu attivement la résolution des Etats-Généraux, que j'ai eu l'honneur de vous adresser Mardi dernier, je m'attendois que Monsieur le Duc ne la trouveroit par satisfaisante. En effet il a cru devoir faire de nouvelles instances auprès du Président de l'Assemblée de L. H. P. Mons[r] Lynden de Blitterswijk, qui remplit cette commission de la part de la province de Zélande, a fait le rapport de son entretien et les Etats-Généraux ont ordonné qu'il soit communiqué aux Provinces respectives. Il a été en effet hier aux Etats de Hollande, ainsi que la lettre de Monsieur le Duc et la résolution du Lundi 2[d] Juillet. Neuf villes, parmi lesquelles Dort, Harlem, Leide et Rotterdam, ont été d'avis de prendre

les différentes pièces ad referendum, et les neuf autrês villes, ainsi que le corps des Nobles, de les rendre commissoriales. Messieurs d'Asterdam ont cru devoir remettre aujourd'hui leur mémoire à l'assemblée de la province, tel qu'ils l'ont adressé à Monsr le prince-stadhouder, et ils se proposent de le faire imprimer. Ainsi cette grande affaire, à laquelle les Magistrats d'Amsterdam n'auroient peut-être pas donné une suite ultérieure, si Monsieur le Duc ne l'avoit pas provoquée, paroit sur le point de s'entamer plus sérieusement, et ils semblent disposées à soutenir avec énergie leur première démarche. Je serai très exact à Vous rendre compte des délibérations qui auront lieu et à continuer d'observer la conduite retenue que je me suis prescrite et que Vous m'avez recommandée.

Je me suis entretenu hier avec Monsier le prince-stadhouder, Monsieur le Comte; je lui ai exposé que les Etats-Généraux ne me sembloient avoir rien de mieux à faire que d'accéder à la nouvelle proposition de la Cour de Petersbourg. Il m'a paru sentir la nécessité, mais comme il m'est revenu d'assez bonne part qu'il se tramoit sourdement une négociation directe entre l'Angleterre et la République, relative à une pracification particulière, j'ai cru devoir lui paroître informé de ce bruit et lui demander s'il est fondé, afin de juger par l'impression, que lui feroit cette question, par l'embarras, qu'elle lui causeroit, et par la tournure de sa réponse, si l'avis qui m'a été donné avoit quelque apparence. Il m'a protesté qu'il n'avoit aucune notion à cèt égard et rien ne m'a indiqué qu'il ne me parla pas avec franchise; pourtant j'ai lieu de croire que les Anglomanes, peut-être à son insu, ont des rélations suivies avec le Ministère Brittanique et discutent les conditions respectives.

Ce soupçon, dont j'a fait part à Messieurs d'Amster-

dam, leur a paru, ainsi qu'a moi, devoir les engager à presser encore plus vivement l'adhésion à la co-médiation, qui arrêteroit nécessairement toutes les menées secrettes et évidemment dirigées vers un but funeste à la République,

Monsieur le Stadhouder m'a assuré de nouveau, Monsieur le Comte, que l'escadre Hollandoise sortiroit sous peu de Texel; qu'elle seroit partagée en deux divisions; l'une, commandée par Monsieur de Kinsbergen, longeroit les côtes de Hollande et de la province de Zélande, afin de se réunir aux vaisseaux de guerre qui pouroient sortir de Helvoet et Flissingue, tandis que l'autre, aux ordres du Contre-Amiral Zoutman, iroit escorter jusqu'au Sund les bâtimens marchands destinés à la Baltique, et que Messieurs Zoutman et Kinsbergen se joindroient ensuite pour croiser dans la mer du Nord et y intercepter le commerce Anglois.

Il m'a ajouté qu'il désiroit bien vivement le succès de cette mesure et qu'il étoit prêt ensuite à concerter pendant le reste de la campagne toutes les opérations ultérieures sur lesquelles les forces navales de la République pourroient se combiner avec celles de S. M. contre l'ennemi commun.

J'ai l'honneur de Vous transmettre exactement ses propres expressions. Vous voudrez bien peser, Monsieur le Comte, s'il convient de donner quelque suite à ces ouvertures et me faire parvenir Vos ordres.

LETTRE DCCCXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les propositions de Montague [1]).

—

Le 6 Juillet 1781.

(Pour vous seul Monsieur le Comte).

J'ai eu l'honneur de Vous mander, Monsieur le Comte, que j'avois cru devoir différer d'instruire Monsieur Montagu de la résolution, que Vous avez prise à son égard, jusque à ce qu'il m'eût remis la lettre de Mons[r] de Casteyon [2]), qu'il m'a annoncé depuis si longtems. Il y a quelques jours qu'il est arrivé ici et m'a assuré qu'il l'attendoit ce soir au demain, mais qu'il voudroit bien qu'elle ne fût envoyée ni à Madrid, ni même à Versailles, bien que Vous me fissiez parvenir quelques lignes écrites de la main du Ministre de la Marine Espagnole, en me chargeant de les comparer à la dépêche prétendue originale. Il m'a donné pour raison de son désir, que les pièces, dont il s'agit, ayant été soustraites au bureau des affaires étrangères, il avoit paru inportant à ceux qui la lui avoient procurée, de ne pas l'éloigner d'eux et d'être certains qu'elle pourroit leur être représentée dans l'espace de trois ou quatre jours, mais je crois qu'il ne seroit cependant pas difficile de le disposer à en laisser faire l'usage qu'il semblera le plus convenable. Si je lui avois fait part auparavant de nos soupçons sur les

[1]) Voyez sur lui et sur sa proposition mystérieuse les Mém. de Rendorp, I. p. 136 sqq.

[2]) Pedro Gonsalez de Castegon, chef d'escadre au service Espagnol, puis ministre de marine.

Les noms de Montagu et de Castegon ont été substitués par le prince d'Orange.

lettres de Cumberland [3]), j'aurois apperçu dans cette espèce de tergiversation une preuve positive de sa mauvaise foi. Je ne saurois partant m'empêcher de la regarder comme une nouvelle indication propre à justifier l'opinion, que Vous avez conçue de lui. Je ne lui ai pas caché l'impression, qu'elle me fesoit, et lui ai fait observer que la même considération auroit dû l'engager à ne pas me confier les écrits de Cumberland. Il m'a répondu qu'il n'est que l'agent de ceux qui le commettoient et qu'il devoit se régler suivant leur instruction. Je lui ai ajouté alors, que je ne pouvois pas lui dissimuler la défiance, que m'inspiroient ces dépêches de Cumberland, que j'avois eu occasion de voir à Paris, et qu'elle me paroissoit toute différente. Il m'a protesté qu'il ne peut pas douter qu'elle ne soit originale et m'a dit qu'il est bien facile de le vérifier, parce que Cumberland étoit en rélation habituelle avec beaucoup de gens de lettres à Paris. La tranquillité ferme, avec laquelle il s'est expliqué dans ce moment, pouvoit balancer des soupçons qui ne seroient pas aussi bien fondés, mais il me semble que les recherches, que Vous avez fait faire à cet égard, doivent les confirmer. Cependant vous voudrez bien vous rappeler, Monsieur le Comte, que le sieur de Montagu avoit donné connoissance de ces dépêches originales à Mr Dellanos [4]). Ne seroit-il pas possible que le Ministre Espagnol, instruit de cette découverte et prévoyant qu'elle exciteroit un sérieux examen de

[3]) Probablement ce nom indique le duc de Cumberland, ainsi que plus loin ceux de Richemont et de Yorke le duc de Richmond (Charles Lennox, l'ami du duc de Cumberland) et le chevalier Yorke: dans les dépêches chriffrées les titres furent naturellement supprimés.

[4]) Corrigé par le prince en: De Llano, le nom de l'envoyé Espagnol à La Haye, qui venait d'arriver de Stockholm, où il avait occupé le même poste.

votre part, ait pris les mesures nécessaires pour faire remettre à ceux, que Vous en aurez chargé, des pièces de comparaison équivoques. C'est une idée que je n'ai pas voulu me dispenser de soumettre à votre sagesse, quoique je n'y attache cependant pas une grande importance et qu'en pesant avec attention les différens traits qui caractérisent le sieur Montagu, il résulte un sentiment général de défiance et, qu'en le supposant falsificateur, tout ce que ses rapports, ses actions, ses proprepositions présentent de surprenant, se trouve expliqué. D'un autre côté il m'a dit et répété plusieurs fois, notamment avant-hier, qu'il désireroit que Vous fixassiez votre opinion sur lui d'une manière certaine; que Vous en aviez un moyen bien facile; qu'il avoit annoncé] ses relations intimes avec Mr de Richemont et que Vous pouviez envoyer une personne sûre en Angleterre et le charger d'approfondir ce qui en est. Il m'a ajouté qu'il avoit remis des signaux des différentes esquadres et qu'il sembloit bien simple de s'assurer s'ils étoient exacts. Quant à la proposition des vaisseaux armés, qu'il avoit faite aux Hollandois, il la soutient toujours et assure que la frégate à vingt-huit canons qu'il annonce, sera au Texel dans le courant de la semaine prochaine. Il est certain qu'il a fait venir ici trois pilotes côtiers Hollandois et qu'il les conduisit hier lui-même à l'amirauté. Cette dernière circonstance, qui rend probable l'arrivée de son vaisseau, me dispose à attendre encore quelques jours pour lui déclarer vos intentions définitives [1].

J'ai toujours différé de vous rendre compte, Monsieur, d'une dépêche de M. Yorke, qu'il prétend avoir été interceptée et dont il m'a fait voir la copie. Elle contient la rélation des derniers entretiens de l'Am-

[1]) Le vaisseau promis n'arriva jamais: voyez les Mém. de Rendorp l. c.

bassadeur Anglois avec les principaux personnages de la République et des détails très graves sur le Duc [1]). Sans lui déclarer le moindre désir de faire usage de cette pièce, je lui ai dit qu'une copie ne signifioit rien du tout et n'étoit d'aucune valeur. Il m'a toujours assuré qu'il avoit l'original et qu'il me le montreroit, et il ne me l'a jamais montré.

Depuis que la démarche de messieurs d'Amsterdam a éclatté, il a parlé de cette lettre au second Pensionnaire, à qui il avoit fourni précédemment quelques rapports directs relatifs à la proposition des vaisseaux armés. Celui-ci est venu me demander ce que je pensois de cette dépêche du sieur Montagu Je lui ai répondu que nous avions lieu de soupçonner sa bonne foi et de regarder comme fausses des lettres, qu'il prétendoit originales, et que je ne pouvois que lui donner le conseil d'être très retenu sur cet article et de ne pas s'exposer à faire usage de pièces équivoques. Il m'a remercié de cet avis et m'a paru très disposé à en faire usage. J'espère, Monsieur le Comte, que vous voudrez bien approuver le langage que je lui ai tenu.

LETTRE DCCCXXVI.

Le duc de la Vanguyon au comte de Vergennes. Visite de l'Empereur.

—

Le 10 Juillet 1781.

L'Empereur, sous le nom de Monsieur le Comte de Falkenstein, est arrivé le Samedi au soir à Rotterdam, y est demeuré le 8, et s'est rendu ici hier. Il avoit prévenu depuis quelques jours Monsieur le Baron

[1]) Le duc de Brunswic.

de Reischach [1]) de son dessein de visiter la Hollande et l'avoit chargé de m'en informer. J'ai témoigné à Monsieur de Reischach mon empressement à offrir mes hommages à S. M. Impériale. Il m'a assuré que je lui déplairois fort si je lui proposois des fêtes, et qu'il n'accepteroit même ni diner ni souper. Je lui ai répondu qu'il me sembloit que la meilleure manière de lui faire sa cour étoit de se conformer à ses intentions et que je m'y soumettrois, quoique avec beaucoup de regret.

Dès que j'ai su S. M. Impériale arrivée, j'ai été à l'hôtel du Parlement d'Angleterre où Elle est descendue. Elle n'a pas reçu ma visite, mais immédiatement après diner Elle a fait l'honneur à Madame de la Vauguyon et à moi de nous la rendre. Elle avoit vu auparavant le prince Louis de Brunsvic, qui lui avoit fait demander un moment d'entretien, mais Elle a affecté de venir chez moi avant d'aller chez M^r le prince et Madame la Princesse-stadhouder, et Elle a daigné nous combler de la bonté la plus distinguée.

Si la conversation n'eut été que flatteuse pour moi, je ne me permettrois pas de Vous en rendre compte, mais Elle a été trop juste pour Vous, Monsieur, et m'a paru trop intéressante dans les circonstances présentes pour que je ne m'empresse pas de Vous en faire part.

Après avoir rappelé à Madame de le Vauguyon avec beaucoup de graces l'honneur, qu'elle a eu de lui faire sa cour pendant son séjour en France, Monsieur le Comte de Falkenstein a bien voulu me féliciter sur le succès de la mission, que le Roi m'a confiée et sur la manière dont j'avois secondé vos vues, en ajoutant que Vous aviez remporté ici une grande victore politique. Je lui ai répondu que je me trouvois très heureux d'avoir été dans ces circonstance intéressantes

[1]) L'Ambassadeur Autrichien.

sous la direction de votre sagesse, l'organe de la justice et de la bienveillance du Roi pour la République et de voir ma conduite honorée dans ce moment d'un suffrage aussi glorieux.

Monsieur le Comte de Falkenstein a affecté de ramener peu après la conversation sur les affaires générales, particulièrement sur celles de la République, et s'est expliqué avec beaucoup de force sur son estime pour les patriotes et notamment pour la ville d'Amsterdam. Il s'est même développé à cet égard d'une manière si caracterisée et a si clairement voulu marquer par là que la situation présente du prince Louis de Brunsvic ne lui inspiroit aucun intérêt, que j'ai cru devoir lui montrer que jétois bien éloigné d'y avoir contribué par de menées secrètes.

Après avoir applaudi aux éloges qu'il donnoit à la fermeté des bons citoyens, je lui ai ajouté que quelquefois le zèle s'étendoit trop loin en dépassant de certaines bornes.

Monsieur le Comte de Falkenstein a daigné ne négliger aucune manière de me témoigner de la bonté. Il m'a parlé ensuite du transport de nos provisions navales par la voie intérieure, et m'a dit qu'il savoit que j'avois proposé ce moien et qu'il devoit me paroître bien satisfaisant qu'il assurât, dans des conjonctures aussi importantes, l'entretien et le renouvellement des forces maritimes. Je lui ai répondu que le Ministère du Roi avoit senti toute l'importance de cette opération et l'avoit dirigée; que c'étoient les bons offices des sujets de S. M. Impériale qui facilitoient ce transport, et que j'avois vu avec beaucoup de satisfaction ce nouveau lien d'un intérêt commun.

LETTRE DCCCXXVII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

Le 10 Juillet 1781.

L'assemblée des Etats d'Hollande, qui a eu lieu le Jeudi 5e de ce mois et dont j'ai eu l'honneur de vous exposer le résultat, a été très orageuse, Monsieur le Comte.

Dès qu'on eut fait rapport de la résolution des Etats-Généraux du 2e relative à la lettre du Duc et des représentations verbales, par lesquelles il a déclaré ne pas la trouver suffisante pour le purger du blâme, répandu sur sa conduite, plusieurs Membres, et notamment les Députés de Dort, d'Amsterdam et de Harlem, reprimandèrent très sérieusement Monsieur le Conseiller-Pensionnaire d'avoir consenti à cette résolution en qualité de Député de la Hollande aux Etats Généraux, sans en avoir référé à l'assemblée de la Province. Il s'éleva ensuite un grand débat sur la forme, qu'il conviendroit de donner à la délibération ultérieure. Le corps des Nobles proposa de rendre commissoriale toutes les pièces, dont le rapport venoit d'être fait, parce que le Stadhouder a ordinairement plus d'influence sur le préavis, rédigé par une commission tenue à la Haye, que sur celui qui se prépare dans le conseil des différentes régences. Neuf villes adoptèrent cet avis, mais les neuf autres, parmi lesquelles se trouvèrent les plus importantes, votèrent pour que cette affaire fut prise ad referendum, et protestèrent ensuite contre l'opinion des Nobles, qui passa à la pluralité d'une voix. Quoique Messieurs d'Amsterdam n'ayent pas réussi à empêcher cette forme préalable de délibération, ils n'en paroissent pas moins

certains de faire prévaloir leur sentiment. Ils se croyent même assurés de diriger à leur gré le rapport de la commission, parce qu'elle ne peut être composée que de dix Membres, parmi lesquels huit ont déjà opiné comme eux. Ils comptent essentiellement sur les villes de Dort et de Harlem, qui doivent adopter promptement leur mémoire à Monsieur le Stadhouder. Monsieur de Bleswick leur a déclaré qu'il n'avoit consenti a la résolution des Etats Généraux du 2 Juillet que parce qu'il l'avoit jugée insignifiante. La délibération de la commission sera nécessairement remise à l'assemblée prochaine, celle-ci devant se terminer Vendredi et n'ayant été continuée cette semaine que pour statuer sur l'accession à la dernière proposition de la Russie. J'ai toujours lieu d'être persuadé qu'elle n'éprouvera pas d'obstacle et que Monsieur le Prince Galitzin recevra promptement la réponse, qu'il attendoit et qu'il doit transmettre à Vienne au Prince de Gallitzin, son cousin. Monsieur de Wassenaer sera chargé de faire de son côté une déclaration semblable au Ministère de Russie.

Vous aurez vu dans la dernière dépêche de cet Ambassadeur l'annonce de la rupture des conférences entre les deux Cours Imperiales relativement à un Traité d'Alliance projeté. Messieurs de Reischach et de Gallitzin ont receu respectivement ordre de se donner communication de cette circonstance en s'assurant mutuellement qu'elle n'influera pas sur l'harmonie qui règne entre les deux Puissances et qui les porte à travailler de concert à la pacification générale. J'ai quelque raison de croire que c'est la Cour de Prusse qui a mis secrettement un obstacle essentiel à la conclusion du Traité entre celles de Vienne et de Petersbourg; que ce sont les conseils de Monsieur le Comte de Panin qui ont disposé l'Impératrice à

saisir un prétexte assez frivole d'étiquette et de cérémonial pour renoncer à cette négociation, et que ce Ministre paroit n'avoir pas perdu son crédit sur l'esprit de S. M. Czarienne.

LETTRE DCCCXXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'emprunt projeté du gouvernement Français.

—

12 July 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk is deze avond bij mij geweest en heeft mij, met meer ernst en ijver dan ooit bevoorens, onderhouden over de bewuste geldleening van 5 mill. Zijn Exc. betuigde mij dat de Koning, zijn meester, die zaak op het sterkste ter harte nam en hem, Heer Ambassadeur, had gelast alhier te declareeren, dat Z. M. staat maakte op een favorable dispositie van deze zijde, als een billijk retour omtrent een gering en minutieus object van de importante diensten, aan Hoogstdeszelfs zijde gepresteert, met verdere comminatoire bijvoeging, dat, ingeval van weigering, Z. M. geresolveert was de uitwerkingen van zijne benevolentie voor den Staat te suspendeeren en in te trekken. Ik heb, op dezelvde wijze als in vorige conversatien, op deze materie mij met genoegzaame klaarheid geëxpliceert tegens eene provinciale démarche van Holland alleen, en ronduit gezegt dat, zonder de concurrentie der gezamentlijke bondgenooten, die zaak, naa mijne gedagten, nimmer tot consistentie gebragt konde worden. Bij dit mijn gevoelen, reeds te vooren aan Z. Exc. geuit, ben ik blijven persisteeren, terwijl voor het overige

gemeend heb mij niet te moeten uitlaeten over de meerdere of mindere apparentie der reussite van eene deliberatie ter generaliteit op dit subject. Gemelde heer Ambassadeur zal d' eer hebben U D. H. op morgen over deeze zaak te onderhouden. Na de toon, op welke hij mij gesprooken heeft, twijffel ik of het wel mogelijk zal zijn eene formeele Staatsdeliberatie te vermeiden, dan, zonder op den uitslag van die deliberatie te willen anticipeeren, vergenoege ik mij van reeds van het begin dezer zaak geen aanleiding gegeeven te hebben tot een stap, waardoor de provincie van Holland tegensover eene buitenlands Hoff, zoo min in eene financieele als politique afsonderlijke negotiatie, geëngageert zoude werden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

Aen den Heere Raetpensionaris van Bleiswijk.

Hage, den 12 July 1781.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor de communicatie van het voorgevallene in deszelfs conversatie met den heere Ambassadeur van Vrankrijk. Ik zal U. W. E. G. gezegde omtrent de provincie van Hollant appuyeeren en de sustenue voeren dat deeze zaek ter Generaliteit behoort en niet provinciael moet werden behandelt; dat, zoo zij daer ter Generaliteit koomt, hij Ambassadeur niet moet denken, dat ik deeze zaek appuyeeren zal en dat ik blijve bij mijn woort, dat, zoo het alleen aen mijn stem haperde, ik diegeene niet zoude zijn, die beletten zoude deeze negotiatie

ter Generaliteit. U. W .E. G. ziet de toon, die Vrankrijk reets begint te neemen. Godt geeve dat Wij niet verder in derzelver handen vallen, en dat spoedigh eene equitabele en salutaire vreede kan werden uitgewerkt....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCXXX.

Le duc de la Vauguyon au Comte de Vergennes. Autre visite de l'Empereur.

—

Le 13 Juillet 1781.

Monsieur le Comte de Falkenstein, arrivé à la Haye le Lundi au soir, Monsieur le Comte, après avoir bien voulu passer une heure chez moi dans l'après-diner, est allé chez Monsieur le Prince-Stadhouder, où il est demeuré jusqu'à celle, où il se retire ordinairement. Il a parcouru le lendemain tout ce que cette ville et ses environs présentent de remarquable, a diné à la Maison du Bois, a passé la soirée chez moi, et est reparti le Mercredi pour Leyde, Haarlem et Alkmaar. Il se propose d'aller jusqu'au Texel, de revenir à Amsterdam et de là à Utrecht, d'où il doit continuer sa route pour Nimégue, Mastricht, vraisemblablement Spa et Bruxelles. Il doit y être le 18 ou le 19, se rendre de là à Paris et se trouver à Vienne au plus tard le 18 août.

Monsieur le Comte de Falkenstein a bien voulu continuer à me combler de bontés. Après avoir étendu la conversation sur plusieurs objets intéressans, il a paru affecter de me développer ses principes sur la pacification générale, de s'expliquer très vertement sur ceux qui, en fondant la liberté des mers, intéressent essentiellement toutes les Puissances qui sont ou

peuvent devenir commerçantes, et de me témoigner combien la réponse de l'Angleterre aux dernières propositions, relatives à l'indépendance de l'Amérique, sembloit peu propre à faciliter la conciliation qui paroissoit devoir se déterminer par des événements importans. Je me suis empressé de rendre l'hommage que je devois à la sagesse de ses vues.

Il m'a fait l'honneur ensuite de me laisser apercevoir qu'il désiroit que la République ne conclût sa paix avec l'Angleterre qu'à l'époque de la pacification générale, m'a instruit des notions qu'il avoit acquises relativement à un projet de négociation conçu et déja entamé secrettement avec la Cour de Londres, et m'a fait l'honneur de m'ajouter que ceux qui menoient cette intrigue paroissoient se proposer d'invoquer la médiation de la Cour de Sardaigne. J'ai eu l'honneur de lui répondre que j'avois connoissance de ce plan, mais que j'avois lieu de penser avec certitude que, l'Impératrice de Russie aiant assuré les Etats-Généraux de la disposition de l'Empereur à s'occuper de concert avec Elle de leurs intérêts, ils s'empresseroient de se ménager des bons offices aussi précieux.

Monsieur le Comte de Falkenstein m'a fait l'honneur aussi de me parler dans le courant de la conversation de la prospérité actuelle d'Ostende, m'a témoigné qu'il la regardoit comme précaire et a affecté d'écarter toutes les idées répandues dans le public sur ses projets ultérieurs, en m'ajoutant qu'il alloit s'occuper de l'agrandissement de ce port, ainsi que de l'augmentation de la ville et des magasins, afin d'y conserver, après la paix, une portion du commerce, que les circonstances y ont attiré.

J'ai l'honneur de vous exposer, Monsieur le Comte, tous les détails de sa conversation, que Vous aprécierés mieux que moi. Comme il ne m'a montré

que des vues très respectables par leur sagesse et leur modération, je me plais à penser qu'elles sont la base invariable de son sistème politique.

LETTRE DCCCXXXI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Intrigues de la cour de Russie.

—

Le 13 Juillet 1781.

J'ai déjà eu l'honneur de Vous informer, Monsr le Comte, que les Anglomanes avoient profité du moment, où l'Impératrice de Russie a paru abandonner la cause de la République, en se bornant à des bons offices communs à toutes les Puissances belligérantes pour ourdir la trame d'une négociation secrette avec l'Angleterre et en exposant l'avantage d'invoquer une autre médiation; sous ce prétexte ils ont dissimulé la vue pernicieuse qui les possède et qui tend uniquement à forcer les Etats-Généraux à accepter les conditions, que la Cour de Londres voudra leur prescrire. Ils croient entraîner plusieurs esprits foibles et séduire même quelques patriotes, mais j'ai lieu de croire que les yeux se sont dessillés, que le piège est découvert et que la prompte adhésion à la médiation proposée dissipera sans retour ces négociations, qui ne pourroient devenir que très funestes à la République.

Monsieur le conseiller-pensionnaire m'a encore assuré trés positivement hier que sous très peu de jours le prince de Gallitzin recevroit un rapport conforme à l'ouverture dont il a été chargé. Je sais en effet que le projet en a été communiqué à Messieurs d'Amsterdam, qui l'ont fort approuvé et doivent y donner aujourd'hui leur consentement.

Les ordres définitifs ont été donnés par le prochain départ de l'escadre du Texel et du convoy marchand qu'elle doit protéger, ainsi que pour la jonction des vaisseaux de Helvoet et de Flessingue, conformément au plan, que j'ai eu l'honneur de vous exposer dans une de mes précédentes dépêches. Les vents depuis quelques jours n'ont pas permis quils missent en mer, mais comme il me paroit aujourd'hui devenir plus favorable, j'espère que nous apprendrons demain qu'elle est à la voile.

LETRTE DCCCXXXII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'empereur et les députés de la ville d'Amsterdam. L'escadre du Texel.

—

Le 17 Juillet 1781.

Je vois avec beaucoup de satisfacton, que vous avez envisagé sous le même point de vue que moi la dernière démarche de Messieurs d'Amsterdam. Il me paroissent continuer à penser que, quelle qu'en soit l'issue relativement à la personne du Duc, ils en tireront un très grand avantage, et que, s'ils ne réussissent pas à l'écarter entièrement des affaires, ils le forceront à la retenue et rendront au moins ses mauvaises intentions impuissantes, mais ils ne désespèrent pas encore de parvenir au but essentiel, qu'ils se sont proposés. La résolution prise par les Etats-Généraux ne leur semble d'aucune importance, et ils croient avoir lieu de la regarder comme d'autant moins décisive que le Duc a déclaré au Président de l'Assemblée qu'il ne la trouvoit nullement suffisante pour le purger du blâme répandu sur sa conduite. C'est en effet reconnoître lui-même la nècessité d'une disposition ultérieure, précédée de l'examen particulier de chacune des pro-

vinces; il l'a accepté avec les plus vives instances, mais Messieurs d'Amsterdam se flattent que la pluspart des provinces refuseront au moins à opiner sur cette grande affaire, en renvoyeront la connoissance aux Etats de Hollande, que ceux-ci ne prononceront rien, ou se conformeront au voeu de leur régence; qu'ainsi le Duc demeurera entaché d'après son propre aveu et se verrra forcé à une retraite deshonorable.

La Frise, qui persiste à mettre un obstacle invincible à l'augmentation des troupes de terre, ne s'est pas encore expliquée sur se point, parce que les quatre quartiers qui la composent ne sont pas entièrement d'accord, mais les deux plus considérables et une partie du troisième ont arrêté et répandu un avis dans le public très contraire à Monsieur le Duc, et dont j'ai l'honneur de vous envoyer la traduction.

La fermentation populaire est très vive dans cette province, ainsi que dans toutes les grandes villes. Messieurs d'Amsterdam comptent beaucoup sur cette disposition des esprits et ils s'efforcent de la rendre invariable. Ils ont appris avec la plus grande satisfaction, que l'Empereur avoit acceuilli le Duc d'une manière au moins très indifférente, et ils me paroissent très glorieux des déclarations d'estime, dont il les a comblés. Il semble en effet que S. M. Impériale a affecté de les traiter avec la plus grande considération. Ils m'ont fait parvenir les dernières expressions, dont Elle a daigné se servir, en remerciant le bourguemaître Rendorp et ses collègues de tout l'empressement qu'ils lui ont montré. Elles sont tellement remarquables dans les circonstances présentes, que je ne doute pas que Messieurs d'Amsterdam, persuadés de l'influence qu'elles peuvent avoir sur l'opinion générale, ne se hâtent de les publier. Je les transcrirai ici littéralement et telles qu'elles m'ont été envoyées:

„Messieurs. je vous suis obligé des attentions que „vous avez eues pour moi. J'ai vu votre grande ville „avec plaisir et j'y ai goûté la satisfaction, que j'ai eue „dans peu d'endroits ailleurs, de voir de vrais patriotes".

J'avois espéré Vendredi dernier que les vents alloient changer et devenir favorables à la sortie de l'escadre du Texel, mais ils sont constamment demeurés à l'Ouest et au Nord-Ouest. J'ai lieu de penser que le bruit qui s'est répandu des vaisseaux de guerre Anglois aux ordres de Lord Mulgrave, destiné, disoit on, à venir attaquer Flessingue, a disposé Monsieur le Stadhouder à retenir dans ce port, et dans celui de Helvoet, ceux qui devoient en apareiller, et qu'en renouvellant à l'escadre du Texel l'ordre de mettre à la voile dès que le vent le permettra, il a fait quelque changement aux premières dispositions; qu'il a prescrit au commandant de ne plus la partager en deux divisions, mais de l'employer toute entière à protéger le convoy marchand au Sund. Cette nouvelle instruction me paroit d'autant plus sage, qu'il est très probable que'elle pourra rencontrer l'Amiral Parker, qui, suivant les derniers avis d'Elseneur, se trouvoit le 6 de ce mois à cette hauteur, après avoir escorté jusqu'à l'entrée de la Tamise cent cinquante bâtimens de la Nation.

LETTRE DCCCXXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire de l'emprnnt.

Du 20 Juillet 1781.

Je me suis entretenu avec Monsieur le Prince-Stadhouder relativement à l'emprunt, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, Monsr. le Comte. Je

lui ai répété dans d'autres termes ce que j'ai dit à Monsr. le Conseiller-Pensionnaire sur le même objet, et n'ai rien négligé pour lui faire sentir combien il lui importoit actuellement de ne pas obliger S. M. à mettre un terme aux témoignages de sa bienveillance pour la République. Il m'a répondu, Monsr. le Comte, qu'il s'engageoit à voter pour la négociation, dont il s'agit, mais m'a ajouté qu'il ne sauroit se flatter maintenant des effets de son influence. Il m'a rapellé qu'il avoit été constamment d'un avis contraire à l'accession des Etats-Généraux à la neutralité armée; qu'il étoit demeuré seul de son opinion dans la province de Hollande; qu'il s'étoit engagé avec moi à témoigner à tous les Membres de l'Union, qu'il ne leur sauroit nullement mauvais gré d'exposer un avis contraire au sien; qu'il avoit même persisté dans son sentiment et que là-dessus la pluralité avoit accédé à celui de la ville d'Amsterdam. Je lui ai répondu que je n'avois pas oublié la preuve, qu'il m'avoit donnée de sa loyauté dans cette occasion, mais que ce fait ne me paroissoit pas devoir diminuer l'opinion où je suis, que dans celle-ci il peut influer d'une manière décisive sur les délibérations. Il a persisté à m'assurer de son voeu personnel et de l'impossibilité où il se trouve de compter sur l'impression qu'il produira. J'ai revu M^r^. le Conseiller-Pensionnaire et me suis entretenu de nouveau avec lui. Il m'a paru avoir fait les plus sérieuses réflexions sur notre dernière conversation et m'a témoigné qu'il ne croyoit pas qu'il fût conforme à la constitution de la République de traiter cette affaire avec la province d'Hollande seule, mais qu'il ne doutoit nullement qu'elle ne réussît à la généralité. J'avois fait part à Messrs. d'Amsterdam, M^r^. le Comte, des ordres que Vous m'aviez donné, assuré de mon exactitude à les remplir. Ils y avoient

fort applaudi et m'avoient promis d'en paroître instruits. Ils se sont en effet entretenus sur cette matière avec Mr. de Bleswick et ont cru remarquer que les développements, que je lui avois offerts sans aucun ménagement, avoient fait sur lui la plus profonde impression. Je leur ai communiqué mon nouvel entretien et ils sont d'avis, ainsi que moi, qu'il convient maintenant d'engager Mr. le Conseiller-Pensionnaire à sonder secrettement les Députés des différentes provinces et à s'assurer d'abord qu'ils consentiront à la proposition qui leur sera faite ensuite formellement. Je compte l'y engager et l'y déterminer demain. J'aurai l'honneur de Vous informer exactement des suites qu'auront eu ses démarches.

LETTRE DCCCXXXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

Du 24 Juillet 1781.

....Lorsque Mr. le Duc s'est disposé, Mr. le Comte, à publier son mémoire, il l'a fait parvenir directement à plusieurs Cours, dont il espéroit l'appui, et j'ai lieu d'être certain qu'il a adressé notamment les plus vives prières à la Prusse et au Danemarc. S. M. Prussienne vient de charger le Baron de Thulemeyer, son Ministre à la Haye, de dire au Greffier Fagel qu'Elle est fort étonnée que le Duc, après avoir été aussi longtems employé au service des Etats Généraux, devint l'objet d'accusations aussi graves et qui paroissent aussi contraires à sa haute naissance et à son caractère moral. Quelques insignifiantes que soient ces expressions, le Greffier a prié le Ministre Prussien de les lui remettre par écrit,

mais celui-ci a déclaré qu'il avoit ordre de n'en rien faire. Le Ministre de S. M. Danoise a été aussi chargé d'une semblable commission auprès de Mr. le Greffier, mais il a caractérisé d'avantage les dispositions favorables du Roi son maître pour le Duc. J'ai l'honneur de Vous envoyer sa déclaration. Le Greffier s'est empressé d'en rendre compte aux Etats-Généraux, ainsi que du discours tenu par Mr. Thulemeyer, et dont je vous viens de faire part. Ces démarches n'auront aucune suite, et elles paroissent beaucoup plus nuisibles qu'utiles à celui qui les a acceptées, parce qu'elles rendent de plus en plus évidente la nécessité d'une éclatante réparation, qu'il n'obtiendra certainement pas.

LETTRE DCCCXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La proposition d'un emprunt du gouvernement Français.

Hage, den 23 July 1781.

WelEdele Gestrenge Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk is wederom bij mij geweest over de bewuste leening der vijff millioenen. Hij zeide dat hij niet hadde durven rapport doen van mijn antwoort aen zijn Hof, om de zaeken niet te verbitteren; dat hij doch daertoe eerlang verplicht zoude zijn en daerom wenschte ietwes favorabelders te konnen rapporteeren. Ik antwoorde, dat ik niet anders konde zeggen als ik bevorens gedaen hadde, en dat alles wat ik doen konde was hem te belooven, dat mijn stem, als eerste Edele van Zeeland, alleen de zaek niet zoude ophouden, veel min beletten. Toen wilde hij dat ik het in het secreet besogne zoude

proponeeren en de Leden sondeeren of zij daertoe genegen zouden zijn, alvorens eene publique démarche te doen. Ik hebbe mij van die commissie geëxcuseert en hem gezegt dat hij ietwes schriftelijks moest overgeeven, wijl op geene mondelinge boodschappen konde worden gedelibereert of geresolveert volgens de constitutie, doch dat hij geen ongelijk hadde van den Koning zijn meester niet te willen comprometteeren of te exponeeren aen een refus, en hebbe hem verder gezegt dat hij met U. W. E. G. daer nader over zoude konnen spreeken. Hij heeft mij gezegt dat U. W. E. G. zoude verzoeken de Leden te sondeeren en wilde dat ik zulks zoude appuieeren. Ik hebbe mij daar geenzins favorabel op geëxpliceert en gemeent U. W. E. G. hiervan te moeten informeeren, opdat, zoo U. W. E. G. de visite noch niet heeft gehad, U. W. E. G. weete wat gepasseert is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCXXXVI.

Le duc de la Vauguyon au compte de Vergennes. Les proposition du sieur Montagu.

—

Le 24 Juillet 1781.

J'a eu l'honneur de Vous mander, M^r^ le Comte, que le Sr Montaigu avoit conduit lui-même à l'Amiraute d'Amsterdam trois pilotes, qu'il disoit avoir fait venir d'Angleterre, et qu'il avoit renouvellé l'assurance que les vaisseaux, qu'il annonçoit depuis si longtems, se rendroient promptement à la rade du Texel.

Les Membres de l'Amirauté, à qui il s'est adressé, ont conçu quelque soupçon sur son compte et se sont refusés à engager les trois pilotes qu'il leur a proposé

Il en a paru fort mécontent et a réclamé ses fraix, mais en même tems il a saisi ce prétexte de déclarer que, puisqu'il éprouvoit ce trait, il ne vouloit plus s'occuper de l'arrivée des bâtimens de guerre Anglois qu'il avoit promis et dont, à ce qu'il dit, un croisoit maintenant à la hauteur de la Meuse.Il a ajouté qu'un de ses compatriotes, qui avoit été chargé, ainsi que lui, de faire cette proposition et qui, habituellement domicilié en Hollande, résidoit présentement à Rotterdam sous le nom de Vuning (sic), pourroit suivre cette affaire. Je lui ai représenté que rien ne pouvant mieux prouver sa bonne foi que l'arrivée de ces vaisseaux, il devoit pour son propre honneur remplir ses engagemens formels, qu'il avoit pris à cet égard. Sa réponse vague et insignifiante m'a convaincu qu'il avoit été fort aise de trouver un moyen de l'éluder et qu'au défaut de celui qui s'est présenté il auroit bien sceu en faire naître un autre. Le S^r^ — Vuning, son prétendu collègue, dont il n'avoit pas parlé jusqu'au moment, n'a pas paru, et je suis convaincu que c'est un être supposé; ainsi, il me semble, Monsieur le Comte, que tous les offres de Mr M. à cet égard étoient de nouvelles fourberies, sur lesquelles il se flattoit de continuer à faire illusion. Je suis d'autant plus fondé à le penser que j'ai découvert de mon côté plusieurs preuves de sa fausseté. J'ai eu l'honneur de Vous en annoncer une, dont je vous ai mandé attendre la confirmation et qui ne peut laisser aucun doute sur sa perfidie. Un officier François, qui a servi en Allemagne pendant les dernières gueres, est arrivé ici il y a quelques semaines, se disant chargé par un prince Allemand de lever à ses fraix un corps d'infanterie et de le proposer à la République ou à la Compagnie des Indes-Orientales, moyennant des conditions avantageuses. Le Sr M. a fait connoissance avec ce François et apprenant

l'objet de son voyage, s'est engagé de lui-même à disposer le Ministère Brittannique en sa faveur et à lui procurer un traitement considérable, s'il vouloit offrir à l'Angleterre le corps dont la levée lui est confiée. Quelques jours après il l'a laissé assurer qu'il avoit écrit à S. M. Brittannique et receu la réponse qu'il désiroit et que, s'il vouloit venir avec lui à Londres, il le mettroit à portée de conclure un engagement définitif. L'officier François est venu me faire part de ces détails, en me priant de le recommander à Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes et d'être bien convaincu qu'il étoit incapable de former aucun contrat avec les ennemis de sa patrie. Je l'ai fort approuvé et lui ai promis de tâcher de lui rendre service. Ce nouveau trait m'a entièrement dévoilé toute la scélératesse du Sr M. Je suis persuadé, que s'il en étoit besoin, nous pouvions découvrir aisément par les soins de cet officier François, jusqu'à quel point ce fourbe est en relation avoc les Ministres Anglois. Il ne m'est nullement nécessaire d'acquérir une certitude plus complette de sa fausseté, mais il m'a offerte encore un nouveau moyen de conviction, qui n'est pas moins décisif. Il m'avoit proposé, comme j'ai eu l'honneur de Vous le mander, de me remettre une lettre de Mr de Castegon, si vous vouliez m'envoyer quelques lignes de l'écriture de ce Ministre pour en faire ici la comparaison. Il vint, il y a quelques jours, m'offrir de me la confier, à condition que je lui donnerois une somme quelconque et que le surplus du prix, qui seroit attaché par Vous à cette lettre, lui seroit assuré après la vérification que Vous en auriez faite vous même. Je lui répondis qu'avant tout je voulois voir cette dépêche si importante. Il me l'a présentée enfin et je me suis convaincu du motif qu'il avoit pour différer de me la remettre. En effet elle ne contient rien d'essentiel, et il n'y a

question que très vaguement du prétendu expédient proposé par ce Ministre relativement à [1]) et qu'il annonce ne pouvoir pas avoir lieu pour des raisons qu'il développera ultérieurement, mains encore l'écrit porte des caractères de fausseté si palpables, qu'il est impossible de ne pas s'en appercevoir au premier aspect. La maladresse du contrefacteur est telle que la signature même offre un moyen de découvrir sa fourberie. Il ne s'est pas seulement donné la peine d'apprendre comment s'écrit le nom du ministre Espagnol, et sa dépêche, au lieu d'être signée castegon, l'est de Catagonde. J'ai eu beaucoup de peine à contenir mon indignation contre le S[r] M., cependant je me suis modéré. Je n'a pas cru même devoir retenir ce nouveau témoignage de sa scélératesse parce que Vous en avez entre les mains des preuves suffisantes. Je me suis contenté de rompre avec mépris tout commerce avec lui, mais comme il mérite certainement une punition exemplaire, si vous désirez vous procurer le moyen de la lui faire subir, je crois qu'il me seroit très facile de disposer les affaires de manière à ce qu'il se trouvât avant peu sous le territoire François, où vous pourriez ensuite le faire arrêter. Il doit être promptement à Liège et à Spa. Je pourrois y envoyer le S[r] Receveur que vous m'avez recommandé et qui est encore ici. Ce nouvel officier de la police, dont l'activité, l'intelligence et la discrétion sont connues, n'auroit pas de peine à l'engager à venir jusqu'a *Ni Givet* (?) où Vous pourriez donner un ordre qu'on s'assurât de sa personne. Si vous aimez mieux que je le fasse arrêter ici à son premier voyage, qu'il a annoncé devoir être prochain, je suis persuadé que je n'éprouverois aucune difficulté à cet égard.

[1]) *En blanc.*

LETTRE DCCCXXXVII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

—

Le 31 Juillet 1781.

Les démarches du Ministre de Danemarc en faveur du Duc lui deviennent plus nuisibles qu'utiles, Monsieur le Comte. En effet, non seulement elles rendent encore plus évidente la nécessité d'une réparation qu'il n'obtiendra pas, mais elle semble augmenter les dispositions générales à croire très intimes ses relations avec la Cour Britannique. La Cour de Danemarc s'est toujours montré très partiale en faveur de cette puissance, ainsi il appesantit l'orage qui le menace au lieu de le conjurer par ses prières, et elles contrastent, d'une manière cruelle pour lui, avec les expressions de la haine générale consignées dans les avis des différens quartiers de la province de Frise et publiées sous ses yeux dans l'Europe entière par toutes les gazettes. Chaqne jour il éprouve une nouvelle amertume: tantôt ce sont les représentations d'une partie de la Nation, qui s'explique ouvertement contre lui, tantôt ce sont des particuliers que se croyent obligés d'élever leurs voix.

Il y a quelque jours que Monsienr de Lynden, qui est nommé Ministre de L. H. P. à Vienne et qui a donné sa démission, est venu déclarer au Président des Etats-Généraux qu'il ne s'en dispensoit que parce qu'il ne croyoit pas qu'un homme d'honneur pût se mêler des affaires publiques, tant que Monsieur le Duc conservoit la confiance du prince-stadhouder.

Monsieur de Brakel, un des Députés de la Province de Zélande, s'est exprimé avec la même énergie, et plusieurs autres en annoncent l'intention [1]).

[1]) *En marge de la main du prince*: Ceci n'est pas selon la vérité, et il ne se refuse pas de se mêler d'affaires.

Quoiqu'il se voit environné sans cesse de l'animadversion publique, elle n'a cependant pas jusqu'à présent toutes les suites dont il paroissoit menacé, mais si l'influence de Monsieur le stadhouder peut arrêter un mal qui lui seroit entièrement funeste et le soustraire à l'ignominie, que la ville d'Amsterdam a répandu sur lui, elle ne sauroit ni en disposer un favorable ni s'opposer maintenant aux effets d'une effervescence populaire, qui peut d'un moment à l'autre se développer.

Nous n'avons pas encore été informés, Monsieur le Comte, de la jonction des bâtimens marchands avec l'escadre du Texel. Les négocians d'Amsterdam, chargés de nos commissions, ont craint que ce délai ne fût l'effet de quelque nouvelle intrigue du parti contraire à la prospérite de la République, et m'ont témoigné leur inquietude, qui étoit d'autant plus vive, que plusieurs navires neutres, mouillés au Vlie, en ont apareillé avec vent favorable, tandis que les leurs y sont demeurés. Je me suis empressé d'aller m'entretenir à ce sujet avec Monsieur le stadhouder et Monsieur le conseiller-pensionnaire. Ils m'ont l'un et l'autre assuré que les ordres les plus positifs avoient été donnés aux Vaisseaux de guerre, qui ont mis à la voile du Texel, de se rendre à la hauteur du Vlie, et à ceux qui mouillent dans cette rade, de les joindre avec le convoy marchand, dès qu'ils seroient en vue, mais ils m'ont ajouté que les vents du Nord-Ouest avoient dû empêcher l'escadre du Texel de se rapprocher du point de jonction convenu et qu'ainsi il n'étoit pas étonnant que les bâtimens neutres, qui ne doivent pas attendre l'arrivée des vaisseaux de guerre, ayent précédé les navires marchands Hollandois, mais ils m'ont bien prié d'être convaincu que les ordres étoient invariables et que certainement la nouvelle

de la réunion du convoy avec l'escadre seroit reçue très promptement. En effet on me mande aujourd'hui d'Amsterdam, qu'on croit qu'elle a été effectuée hier, et les mêmes négocians qui m'avoient fait part de leurs allarmes, me paroissent parfaitement rassurés.

P. S.

Je commence à avoir de grandes espérances, Monsieur le Comte, que la négociation de l'emprunt proposé se terminera d'une manière satisfaisante. J'ai lieu de croire qu'un entretien avec Monsieur le stadhouder les confirmera. J'aurai l'honneur de vous en rendre compte Vendredi.

LETTRE DCCCXXXVIII.

Note des papiers qui se trouvent dans ce paquet [1]).

—

1°. Un billet du pensionaire van Bleyswyk du 2 auût, avec la copie d'une lettre qu'il a reçu la veille du pensionnaire Visscher.

2°. Un billet du pensionnaire van Bleiswijk du 3 Aoust avec les copies lettre du pensionnaire Visscher sans date, et d'une du bourguemaître Rendorp du 2 Aoust.

3°. Un billet du pensionnaire van Bleiswijk du 6 Aoust, avec la copie d'une dépêche du bourguemaître Rendorp du 3 Aoust et de la réponse donné au Sr Wentworth.

4°. Dans un couvert de la main du pensionnaire van Bleyswijk la copie d'une lettre du bourguemaître Rendorp du 7 Aoust.

[1]) *Ces papiers, pour la pluplart de la main du prince, formant un petit dossier séparé des autres pièces, j'ai cru qu'il vaudroit mieux de les imprimer ensemble que de les insérer d'après eur date; ils portent les numéros 839—849.*

5°. La copie de la réponse au pensionnaire, en lui revoyant ces papiers du 9.
6°. Billet original du Duc du 9, relatif à ces papiers.
7°. Billet de Mr de Larrey le père, aussi relatif à cette affaire.

Cette note est quotié 8.

LETTRE DCCCXXXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une lettre du pensionnaire Visscher. Mission secrète d'un personnage Anglais.

—

2 Augustus 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Zoo eeven ontfang ik de nevensgaande zeer interessante brief van de heer pensionaris Visscher, dewelke ik mij empresseer onder het oog van U. D. H. te brengen.

Ik heb tot dit moment niets van den burgemeester Rendorp vernoomen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXL.

Le pensionnaire Visscher au conseiller-pensionnaire.

—

Copye-missive van den heere pensionaris Visscher aen den heere raedpensionaris van Bleiswijk, gedateerd Amsteldam den 1 Augustus 1781 [1]).

Hoog Edele Gestrenge Heer.

Ik achte het van mijn plicht U H. E. G. bij deezen te communiceeren, dat mij zedert gisteren

[1]) *Autographe du prince.*

informatie van goeder hant is toegekomen, dat zich zeker heer uit Engeland hier bevind, welke vandaer schijnt te zijn afgezonden om de inclinatie van eenige voorname leden der regeering te ondertasten op het vernieuwen van den vreede en te onderstaan op welke voorwaerden men hier te lande daertoe zoude willen koomen. Gedagte heer, die zich onder een ander voorwendsel hier ophoud, heeft reeds een begin gemaekt met het geeven van eenige opening op dit subject aen den heere Rendorp, die voorneemens is U. W. E. G. (waerschijnlijk op morgen) verslag te doen van eene conversatie met gen. heere op deeze materie gehouden, doch tegelijk noodig heeft geoordeelt U. H. E. G. te voren daervan te doen præadverteeren, ten einde U. H. E. G. in staet te stellen, om, indien zulks nodig oordeelt, Z. D. H. hiervan kennis te geeven, uit hoofde dat Hoogstdezelve in de conversatie, die de heer Temminck met mij de eere gehad hebben gepasseerde Vrijdagh met Z. H. te houden, ons onder anderen heeft voorgeslaegen een particulier persoon naer Engeland te zenden, om aldaer te onderstaen hetgeene nu juist uit dat Rijk hier te lande getenteerd word. Mijns bedenkens zou het nu, onder verbeetering, best zijn zoolang met die geproponeerde besending te supercedeeren, totdat Z. H. en U. H. E. G. op eene voldoende wijze zijn geïnformeerd van het waere oogmerk van de komst van bovengemelden heer hier te lande, en het zoude al zoo honorabel voorkomen, dat de gelædeerde Republicq aengezogt werd dat [1]) dat zij zoude schijnen de eerste pas ter bevrediging te doen; daerenboven dunkt het mij veel beter, dat de onderhandelingen direct onder het verlicht oog van Z. D. H. en onder U. H. E. G. directie worden geëntameert, dat [2]) dat zulks op blote instructien aen

[1]) Lisez: dan. [2]) Item.

iemand van herwaerts afgezonden worden toebetrouwt.

De heer Temminck heeft met mij op gisteren aen de Kamer van burgemeesteren rapport gedaen van den inhoud der conversatie bovengemeld. H. Ed. Gr. Achtb. zijn zeer sensible aen de blijken deezer confidentie van Z. D. H. en zullen altoos, zooveel in haer vermogen, trachten mede te werken tot bevordering van het heil van ons dierbaer vaderland; dan voor alsnoch kan ik U. H. E. G. niets particulier mededeelen aengaende de deliberatiën op dit subject gevallen, doordien H. Ed. Gr. Achtb., gisteren de gezegde communicatie eerst ontvangen hebbende, geen besluit op dezelve hebben kunnen neemen.

Het is mij bijzonder aengenaem deeze gelegenheid te mogen waerneemen om U. W. E. G. te betuigen, dat ik de eere hebbe met schuldige hoogachting mij te noemen,

Hoog Edele Gestrenge Heer,

U. H. E. G. ond. en gehoorz. dienaar,

W. VISSCHER.

LETTRE DCCCXLI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

3 Augs. 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ontfang zoo eeven de nevensgaende missive van de pensionaris Visscher en een van de burgemeester Rendorp. Bij de laatstgemelde werd mij tegens morgen nadere ouverture toegezegt; zoo lang ik die niet heb ontfangen, is het mij niet mogelijk deze zaak met eenige klaarheid in te zien....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXLII.

Le pensionnaire Visscher au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Copye eener missive van den pensionaris Visscher aen den Raedpensionaris van Blijswijk, zonder datum, doch die mij den derde deezer toegezonden is [1]).

Hoog Edel Gestrenge Heer.

Het is met voorkennisse en op speciale ordre van heeren burgemeesters, dat ik thans de eere heb U. H. E. G. te verzoeken Z. D. H. uit naem van gem. heeren dank te zeggen voor de vriendelijke opening door Hoogstdenzelven aan den heere Temmink en mij laatstleden Vrijdag in de bewuste particuliere conversatie gegeeven, en vervolgens aen Z. H. te betuigen, dat de oprechtste wensch en begeerte van burgemeesteren daerheenen strekt, om op eene convenable en voor de Republicq honorable wijze den vreede met Engeland te herstellen, en dat zij geen middelen onbezogd willen laten, om dit oogmerk te bereiken, willende gaerne met Z. H[t] concurreeren om tot heilzaem einde te geraeken, terwijl zij ondertusschen van oordeel zijn en blijven, dat niets verzuimt behoort te worden om de Republicq in eene behoorlijke staet van defensie te brengen en haer in staet te stellen om den oorlog, is het nood, met kragt door te zetten;

dat Heeren burgemeesteren, met Z. H., van opinie zijn, dat het zeer dienstig en noodzakelijk is de sentimenten van het Engelsch Hof te ondertasten en zooveel mogelijk te ontdekken of zij ook begeerte heeft naer de vernieuwing van de vreede en op hoedanige voorwaerden zij daertoe zoude willen overgaen, doch

[1]) *Autographe du prince.*

dat zij, onder verbetering, niet oirbaer kunnen vinden, dat in deeze omstandigheeden van tijden en zaken iemand van hier na Engeland worde afgesonden, maer dat men veeleer zou moeten trachten iemand uit het genoemde Rijk herwaerts te doen komen; dat hierdoor aen de onderhandelingen een meer honorable gedaente zoude worden gegeeven en het zoude schijnen dat de Engelschen en niet wij de eerste stap tot eene hereeniging hadden gedaen en de regeering, door het houden van zulk eene conduite, gedekt zijn voor de geemelijkheid en het ongenoegen der Natie, welke met het hoogste regt tegens de handelingen van het Engelsch Ministerie ten uiterste verbitterd is;

dat eindelijk heeren burgermeesteren compleetelijk met Z. D. H. van opinie zijn dat het in allen gevalle raadzaam is de tusschenkomst van vreemde ministers, in eene onderhandeling van eene natuur als deezen worden kan, zooveel mogelijk te vermeiden, vooral daer het bewaeren eener strikte geheimhouding zeer wel kan contribueeren tot de reussite deezer zaak....

C. W. VISSCHER.

LETTRE DCCCXLIII.

Le bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Copye eener Missive van den heere Burgemeester Rendorp aen den Raetpensionaris van Bleiswijk [1]).

Amsterdam, den 2 Mey [2]) 1781.

Hoog Edele Gestrenge Heer.

De heer Visscher heeft U. W. E. G. in zijnen brief van gisteren gezegd, dat ik heden d'eere zoude

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) *Sic. Lisez: Août.*

hebben U. H. E. G. te informeeren van eene zaek, die zedert weinige dagen is voorgekomen, maer 't is mij niet mogelijk geweest het relaas, dat ik d'eere zal hebben U. H. E. G. daervan te doen, heden in 't net te brengen en kan het aen geenen anderen betrouwen. Ik hoop morgen een tijd daertoe te zullen kunnen vinden. Ondertusschen zal U. H. E. G. morgen ochtend ontvangen den brief van gemelden heer Visscher, in welken Z. Ed. meld het antwoord van burgemeesteren op d'ouverture laetstelijk door Z. D. H. gegeven. 't Zal U. H. E. G. blijken, dat burgemeesteren niet konnen gouteeren het zenden van iemand naer Engeland. De voornaemste zal U. H. E. G. zien uit 't geen ik haar met kennisse van de heeren Temminck, Elias en Huyghens melden zal, maar waarvan de heer burgemeester Hooft niet geïnformeert is....

I. RENDORP.

LETTRE DCCCXLIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

6 Augustus 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Eindelijk heb ik gisteravond met de postwagen ontfangen de nevensgaende zeer ample missive van de burgemeester Rendorp, welke d'eer heb aan U. D. H. te presenteeren. De heer Wentworth [1]), die de negotiateur schijnt te zijn, mij geheel onbekent zijnde, kan ik de merites van het gepasseerde, waarvan die missive een omstandigh relaas inhoud, niet ten volle apprecieeren, en men zal het verder denouement dienen af te wagten.....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Sur lui et sa négociation voyez les Mém. de Rendorp, I. p. 32 sqq.

LETTRE DCCCXLV.

Le bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Copye eener missive van den burgemeester Rendorp aen den Raadpensionnaris van Bleyswijk [1]).

Amsterdam, den 3 Augustus 1781 [2]).

Hoog Edele Gestrenge Heer.

'T is eenige dagen geleden dat eenen heer Wentworth aen den heer secretaris Van der Hoop geschreeven heeft, dat Z. E. verlangde met den heere Scheepen Deutz [3]) en mij over de publieke zaak in confidentie te spreeken; dat Z. Ed. te Ostende was en gaerne over zoude koomen.

De heer Van der Hoop dat schrijvens aen den heere Deutz en aen mij gecommuniceerd hebbende, consideerende wij dat gemelde heer Wentworth bij ons bekend was voor een braaf en weldenkend mensch, begaafd met verstand en bequaamheid voornaemlijk in 't behandelen van publieke zaeken, daer Z. Ed. wegens 't Engelsche Ministerie dikwils mede gechargeert was geweest; dat Z. Ed. wel stond bij de Lords North, Stormont en Germains; dat hij, uit hoofde van zijne geboorte, zijnde een nabestaende van Mylord Rokkingham (die van naem mede Wentworth is), in Engeland zeer in aenzien is; dat Z. Ed. menigvuldig blijken gegeeven had van zijne genegenheid voor ons Land, bijzonder wegens onze colonie van Suriname, in dewelke Zijn Ed. aenzienlijke possessien bezit; dat Zijn Ed. nog

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) *En marge de la main du prince:*

P. S. Hoewel deeze op eergisteren gedateerd is, hebbe ik ze niet voor heden kunnen afzenden.

[3]) Sur Jean Deutz voyez les Mém. de Rendorp l. c.

blijken van die genegenheid en van zijne bequaemheit gegeven had in het bewerken van eene schikking, onder goedkeuring van het Engelsche Ministerie, door welke de navigatie tusschen onze Colonien van 't vaste land van America en de Barbados staende den oorlog gecontinueerd zoude zijn geworden, en welke schikking geene plaats heeft kunnen bebben omdat Demerary, zoo tot verwondering der Engelschen als van ons, aen hun is overgegaen.

Wij oordeelden dat wij de aenbieding, ons door dien heer zekerlijk niet zonder medeweeten van 't Engels Ministerie gedaen, niet behoorde van de hant te wijzen. Wij gaven Zijn Ed. dan rendez vous ten huyze van den heere Van der Hoop, alwaer wij met hem de conversatie gehad hebben, van welke ik d'eere zal hebben U. W. E. G. verslag te doen, gelijk wij van dezelve verslag gedaen hebben aan eenige van onze heeren, met wiens voerkennisse deeze aen U. W. E. G. afgaet. Gemelde heer Wentworth hesiteerde niet om bij den aenvang onzer conferentie te erkennen, dat zijn eenigste but bij deeze zijne overkomst was, om uit de mond van ons den heere Deuts en Uwen dienaer (tot welke Z. Ed. meerder dan tot anderen van zijne kennissen, onder Leeden van Regeering, relatie hadden) te verstaen of men in ons Land en voornaemlijk te Amsterdam genegentheid had om de geresene geschillen bij te leggen?

Wij antwoordeden, dat wij van die genegendheid volle verzekering konden geeven, mits men daertoe konde vinden eene redelijke, convenabele en honorabele wijze. Wij traeden daerop in een zeer lange conversatie over het mutueel interest der twee natien om met elkanderen verbonden te zijn, over 't gevaar van Frankrijk of 't Huis van Bourbon zoo groot te maaken, dat alles voor 't zelve zoude moeten bukken. Wij

waeren 't taemelijk eens in de principes, maer Zijn Ed. gaf ons, wij Engeland de schuld van den oorlog. Hij verweet ons den drift van Van Berkel, wij zijn Ed. die van York, en daer kwaemen wij weder in overeen, dat, zonder die beide heethoofden, de verwijdering nimmer zoo verre zoude gekomen zijn.

De heer Wentworth vroeg ons: op welke voorwaerden wij zouden oordeelen, dat de Republicq haer oude Vriendschap met Engeland zoude willen hestellen?

Wij antwoordde: dat wij, particuliere persoonen zijnde, buiten eenige qualificatie, daerop niets konden avanceeren, maer dat wij gaerne wilden hooren zoo hij, heer Wentworth, ons daer iets van konde of wilde zeggen, wat men in Engeland zoude willen doen om d'onnoemlijke schade, ons toegebragt, en de hoon ons aengedaen, te vergoeden en te beeteren.

Zijn Ed. repliceerde, dat mede een particulier zonder eygentlijke qualificatie was, dat Zijn Ed. alleen met de Ministers in Engeland van zijne reyse gesprooken had en van hunne goede geneegendheid omtrent het werk der vreede verzekert was. Z. Ed. begon aenstonds te vraegen of men gesind was den Koning eene convenabele satisfactie te geeven wegens de papieren van Laurens en de daad van den heer Van Berkel (dees noemde Zijn E. bij herhaeling alleen). Wij antwoordden dat men van geene andere satisfactie spreeken moest dan van degeene die reeds gegeeven was, naamlijk de improbatie en het desaveu van de Staeten van Holland. Zijn Ed. zeyde dat de satisfactie volleedig zoude zijn, als de brief van 't Hof zoude zijn ingekoomen, dewijl men in Engeland wist dat bij den inhoud Van Berkel zoude gecondemneerd worden en dat de Koning dan tevreede zoude zijn.

Wij antwoordde dat Zijn Ed. zich abuseerde met te denken dat het advys van het Hof, ondersteld dat

het voor de bewuste heeren nadeelig zoude zijn, ooit eene condemnatie zoude kunnen inhouden; dat deeze niet konde uitgesprooken worden dan door de competente Rechters van de heeren, zijnde Schout en Scheepenen van Amsterdam; dat geene ingeseten hier, zoo min als in Engeland, van zijnen dagelijkschen en competenten Rechter konde afgetrokken worden; dat men in Engeland verzekert konde zijn, dat, bijaldien 't gemelde advys ooit inquam, waerop zeekerlijk na het sluyten der vreede door gemeelde heeren gepresseerd zoude worden, en hetzelve nadeelig was, door die heeren zelven geeyscht zoude worden, dat eene actie tegens hen geintenteerd wierdt om te onderzoeken of eene daad, dewelke van geene de minste gevolgen konde zijn, dewijl in allen gevalle haar effect volstrekt afhing van eene daad van den Koning zelven, immer als crimineel beschouwd konde worden; dat in alle gevalle de Koning van geene satisfactie spreken konde, dewijl Z. M. zig zelven, volgens Zijne dreigementen, die satisfactie geprocureerd had; dat, bijaldien Z. M. eyschte dat aen Hoogstdenzelven noch eene andere gegeeven wierdt, alsdan eerst alle onze genomene scheepen, ten mindsten diegeenen die genomen waeren vóór dat ingezeetenen een genoegzaeme kennis van den oorlog hadden konnen hebben, weder behoorden gegeeven te worden; dat wij integendeel eene regtmatige satisfactie te vragen hadden en ook dadelijk zoude vorderen, voor 't geweld op ons territoir gepleegd en den hoon onzen vlag aengedaen.

Zijn Ed. gaf ons daerop tot antwoord, dat men in Engeland zeekerlijk nimmer meerder had kunnen verlangen, als dat men volgens de Wetten van den Lande tegens de bewuste persoonen geprocedeerd had, dewijl men aldaer met de geringste onderdaen niet anders konde handelen.

Zijn Ed. gaf ons duydelijk te kennen dat men in Engeland niet zeer tevreede was over 't gedrag van York; dat de Memorien, door hem gepræsenteerd, hier te lande waeren opgesteld; dat zij op vertooning van hem, York, dat men hier op die toon moest spreeken, door 't Ministerie waeren goedgekeurd.

Dit poinct afgehandelt hebbende, vroeg de heer Wentworth, wat men hier zoude willen doen aengaende de bewuste art. van het tractaet van 1674? Wij vroegen wat men in Engeland zoude begeeren? Zijn Ed. antwoorde ronduyt: „Verbod van alle waeren, dewelke „tot het opbouwen en equipeeren van scheepen van „oorlog noodig zijn, als zwaer hout, masten, hennep, „pik, geslagen ijzer, koperen platen". Wij antwoordde dat, gesteld de Republicq al eens begreep dat men bij eenen anderen oorlog in Engeland weder meerder in aenschouw zoude neemen de convenientie, ondersteund door geweld, dan de letter der tractaeten en de regtmatigheit om hunne bondgenooten te laeten genieten het effect van een artykel, dat ten voordeele van Engeland in der tijd gesteld was — dat gesteld, zeyden wij, de Republicq zulks eens begreep en daerom in dat art. iets wilde toegeeven, dat alsdan die toegeevenheid altoos niet verder zoude gaen dan tot het stellen van zwaer scheepstimmerhout en masten van zekere groote onder de waeren van contrabanden; dat men nooit zich zoo verre de handen zoude willen binden, om zulks te extendeeren tot hennep, pik, geslagen ijzer, kopere plaeten enz., veel min nog verbieden het vervoeren van zodanige specien; dat zulks ook niet anders zoude zijn dan eene zuyvere dwingelandij, dewijl het toevoeren van laestgemelde aen de vijanden van Engeland volstrekt nutteloos wierdt, zoodra men dezelve niet voorzag van grof timmerhout, en het bij gevolg niet behoefde belet te worden.

Hij vroeg verders wat men met d'Americaenen voorhad, of men hunne scheepen, voornaemlijk die van oorlog, beletten zoude in de havenen van Staet te koomen.

Wij antwoordde dat wij tot noch toe niet zagen dat zulks belet wierdt bij de Mogentheeden, die met Engeland in vreede waren; dat wij vast niet meerder zouden doen dan deezen; dat wij diesaengaende zoude handelen als voor de rupture. Dit gaf gelegenheid om te spreeken van 't geval van Paul Jones, maer op de verzekering, die wij hem gaven dat vele van d'omstandigheeden, die de Ridder York goed gevonden had den Koning verkeerdelijk voor te draegen, ten eene mael bezijden de waerheid waeren, daer hij dog reets scheen van geïnformeerd te weezen, was de conversatie hierover schielijk geeindigd.

Wij zeiden hem dat wij de tijd met disputeeren over het tot nu toe voorgestelden mogelijk nutteloos verspilt hadden, dewijl wij noch niet gesprooken hadden van iets, dat volstrekt vooraf, of ten minsten met alles gepaert moest gaen, naamlijk: eene schadevergoeding voor alle de scheepen en goederen, op zoo'n geweldige en onrechtvaerdige wijze onze ingesetenen ontnomen; dat wij geene andere vreede konde maeken dan zoodanige, die door de medieerende Mogendheeden voor allezints aenneemelijk moest worden gehouden en dus geapprobeert worden; dat Frankrijk zelven (met welk Rijk wij ons niet moeten brouilleeren, tenminsten hetzelve niet vijandelijk maeken) dien stap niet vreemd moest kunnen vinden en getroost kunnen worden met het missen van het openlijk aenvoeren van scheepstimmerhout vergoed te zien door het openstellen zijner commercie met dit Land.

Hij antwoorde dat van de genomene scheepen niet konde wedergegeeven worden; dat zij door de

wetten van 't Rijk aen de neemers toegeweesen waeren; dat zulks gevestigt was op eene acte van 't parlement van den tijt van Koninginne Anna, en dat de Koning zulks niet in zijne magt had; dat wij genoeg voordeel boven alle andere Natien zouden hebben door het faveur weder te zullen genieten van vrij schip, vrij goed; dat zij S[t] Eustatius, Issequebo, Demerarij ende Berbice weder zouden geeven; dat de verliezen door het neemen onzer scheepen en van S[t] Eustatius eerder op Engeland, daer de meeste scheepen verzekert waren, viel dan op ons land; dat men van Frankrijk niet te vreezen had, doordien de Keyser nimmer dulden zoude, dat dat Rijk ons te lande zoude aenranden; dat wij zeer roekeloos handelden met mede te werken om 't Huis van Bourbon grooter en machtiger te maeken; dat wij bij de algemeene vreede, zoo wij te vooren ons met Engeland niet versoende, het slagtoffer zouden zijn en de ballen moeten betaelen. Wij disputeerden zeer lang over deeze poincten, zonder malkanderen te kunnen verstaan; het besluyt was eyndelijk aan onze kant, dat wij op die voet tot geene vreede zoude kunnen koomen en ons, hoe ongaerne, in den oorlog zoude moeten troosten; dat de vreede op die voet te sluyten een volkomen blijk zoude zijn dat wij de wet van Engeland ontvongen; dat geen eerlijk regent daer ooit toe zoude willen stemmen en, wilde hij het al eens, dat hij het niet zoude kunnen doen, zonder zijn persoon en goederen aen de regtmatige woede van zijne meedeburgeren bloot te stellen; dat, bijaldien Engeland ons geene honorabele vreede wilde geeven, wij eindelijk genoodzaekt zouden zijn ons in de armen van Frankrijk te werpen, om het naeste onheil te ontwijken, hoewel wij voelden dat daerdoor naderhant ons onheil met dat van Engeland gebooren zoude worden; dat men voorts in Engeland

reflecteeren moest, dat onze omstandigheeden zedert eenigen tijd vrij beeter waeren; dat wij, na 't neemen van onze scheepen, toen wij op niets euvels bedagt waeren, schier niets meerder te verliezen hadden; dat 'tgeen ons in de West-Indien nog overbleef in eene genoegzaeme staet van tegenweer was; dat onze O. I. scheepen in behoude haven waeren; dat de Kaep in zekerheit gestelt was en dat in Oost-Indien wij niet, maar de Engelsche wel te vreezen hadden.

De conferentie wierdt hiermede afgebroken en wij dachten het een afgedaene zaek te zijn, maer naer de maeltijd, die intusschen gehouden wierdt, kwam men weder op de materie.

De H^r^ Wenworth sprak niet meer van satisfactie of ten minsten van het inleeveren van 't advys van 't Hof. Zijn Ed. matigde zijnen eysch wegens het verbod van scheepstimmerhout, masten, hennip, etc. met te zeggen, dat men contrebande zoude verklaaren zodanige zaken, die volstrekt tot niets anders kunnen dienen als tot den aenbouw van scheepen van oorlog, als bij voorbeeld houten van eene zekere swaerte, masten en cabels van eene zekere dikte.

Hij gaf te kennen, dat, alhoewel de Koning alle de scheepen niet konde wedergeven, Z. M. nochtans meester was om te cedeeren diegeene, die behoorden onder 't recht van d'Admiraliteit, dat is die zonder brieven van marque of commissie genomen zijn, gelijk er eenige in 't geval waaren. Z. Ed. erkende dat de voorzichtigheit vereyschte, dat men zich zoo weinig mogelijk met Frankrijk brouilleerde, en gaf als eene consideratie op, dat men bij provisie geene volstrekte bepaeling door het aengaen van een formeel tractaet wegens de scheepsmaterialen zoude behoeven te maeken; dat het bij provisie genoeg zoude zijn zoo men voor een bepaelde tijd van eenige maanden het

vervoeren van scheepsmaterialen stremde, onder voorwendsel dat men ze zelfs noodig had; dat die vriendelijkheit aenstonts erkent zoude worden, door het geeven van eene onbepaelde permissie tot uitvoer van alle soorten van provisien uyt Ierland naer onse colonien, onder welke neutrale vlag men zoude goedvinden. Z. Ed. erkende dat de regenten geene vreede konde maaken dan zoodanige, die tot contentement van de voornaemste en beste ingesetenen zoude zijn.

Z. Ed. verzekerde andermael en op het sterksten, dat men in Engeland begreep dat de vreede met ons raadzaem en allernuttigst was, bijaldien de eer van de Kroon bewaerd konde worden; dat alle ministers juyst niet even gemakkelijk dagten, maer dat Z. Ed. ons de sterkste verzeekeringen konde geeven van de vreedzaeme gedachten van Mylord North, ja zelfs van den Koning; dat het met kennis van Zijn Lordschap was, dat Z. Ed. met ons sprak, voegende doch immediatelijk daerbij dat wij niet moesten denken, dat hij bijzonder gelast was en bij ons eenig aenzoek kwam doen. Wij antwoordden dat wij considereerden 'tgeen dat tusschen Z. Ed. en ons passeerden als zuyvere particuliere handelingen, in dewelke wij van weêrskanten niet behaelt zouden zijn, maer dat wij doch gaerne wilde weeten, vertrouwende op 'tgeenen Z. Ed. ons wegens de vreedelievendheit in Engeland, bijzonder van Mylord North, gesegt had, op welke wijze men zoude konnen daervan ten besten der beide Natien eenig gebruik maeken.

Hij antwoorde dat een bekwaam middel zoude zijn, dat iemant van hier in algemeene woorden en in substantie aen den meergem. lord schreef, dat, dewijl men hier gehoort had dat men in Engeland tot vreede inclineerde, men gaarne zoude weeten of zulks waar was; dat Zijn Lordschap daerop zoude antwoorden: zulks in der daad zoo te zijn; dat men dan

weder van hier zoude rescribeeren, dat men gaerne zoude zien dat er uyt Engeland een vertrouwt persoon, hij H^r Wentworth bijvoorbeeld, overquam of aldaer van hier geadmitteert wierdt, om te trachten elkanderen te verstaan; dat zoodanig schrijven moest geschieden door iemant van de regeering, doch niet in zijne qualiteit, maer als particulier, en aen 't hoofd van de brieven gesteld worden en confidence; dat gem. Lord alsdan niet genoodzaekt zoude zijn kennis te geeven aen de andere ministers, maer alleen aen de Koning, en dat de zaek niet zoude gecommuniceert worden daer het behoorden dan naerdat men het genoegsaem eens zoude zijn geworden, wordende vereyscht de uyterste secretesse; dat, bijaldien er niets voorkwam, men eene volstrekte geheimhouding op 't heiligste beloofde, beroepende hij, H^r Wentworth, zich op het eerlijk en cordaet caracter van meergen. Lord North, aen mij in het bijzonder bekent.

Hij toonde voorts kennis te hebben van de démarches van den grave van Mirabel [1]), maar hij meende dat men beeter zoude slaegen wanneer men direct zonder de tusschenkomst der beide ministers met Mylord North, en door deezen met den Koning handelde. Hij zeide nochtans, dat, bijaldien men niemand naer Engeland wilde zenden of wel iemant van derwaerts hier admitteeren, dat men alsdan mogelijk met vrucht den Marquis de Cordon [1]), om zijn goed verstand, discretie en candeur bij ieder zeer geagt, zoude kunnen employeeren, mits Z. Ed. zulks op zich nam niet als minister, maer als particulier.

Nadat wijders met elkanderen meer dan drie uuren gesprooken hadden en zoo veel mogelijk de zaeken geeclaircisseert, namen wij aen om aen eenige onzer goede en vertrouwde vrienden van 't gepasseerde

[1]) Les envoyés du roi de Sardaigne à La Haye et à Londres.

kennisse en aen Z. Ed. antwoort op de volgende Donderdag te geeven.

Wij commuuiceerden dan woordelijk 'tgeen ik d'eer heb gehad U. H. E. G. te zeggen, aen de heeren Temminck, Elias, Huyghens en Visscher (de heeren Graefland en Maersseveen niet in de stad zijnde).

Wij resolveerden aen den heer Wentworth het nevensgaende antwoort en aen U. H. E. G. van alles kennisse te geeven.

U. H. E. G. zal nu niet verwondert zijn dat burgemeesteren in 'tgeen U. H. E. G. van hunnent wegen door den pens. Visscher laestelijk geschreeven is, zich zoo rondelijk declareeren tegens het zenden van iemant naer Engeland. Men kost zich in den brief van gemelden pensionaris niet duydelijk expliceeren, noch alles zeggen, omdat onze confrater Hooft niet van alles geinformeert is. Wij twijffelen niet of U. W. E. G. en Z. H. zullen 't met ons volkomen eens zijn, dat het oneindig beter is dat iemand uit Engeland koome dan dat wij iemand zenden. Men zende derwaerts wie men wil, 't zal altoos difficiel zijn zodanig persoon met de nodige en geschikte instructien te voorzien; alleen hooren, zien en zwijgen is gemakkelijker gesegd dan gedaen. Zoo men tot ons kwam, was zulks gemakkelijk, maer wanneer wij tot eenen anderen zenden om te ontdekken wat den anderen wil, dan word het onmogelijk. Men steld zig immers niet voor dat op de eerste vraeg: „wat wilt gij?" men aenstonts klaer, duydelijk en peremptoir zal antwoorden en dat dan de gezondene, die gehoort, gezien en gezweegen zal hebben, met zodanig antwoort de terugreis zal aannemen. Men moest al lang, en ik heb 't lang geleeden Z. H. gezegd, démarches gedaen hebben om de waare intentien van Engeland te weeten; men heeft zulks niet gedaen en het valt wel uyt: nu komt men van

Engeland zelve aen, en daer dient men van te profiteeren. 'T is beter en eerlijker.

Wij hebben dan eergisteren aen den heere Wentworth het nevensgaende antwoord gegeven, en 't is door Z. Ed. met genoegen aangenomen. Bij die gelegenheid hadden wij weder eene tamelijk lange conversatie over de te vooren gedebatteerde onderwerpen. Z. Ed. sprak weder van het niet admitteeren van Americaensche scheepen in onze havenen. Wij zeyden dat men daertoe nimmer komen zoude. Z. Ed. vertoonde, dat men van onze kant alles wilde hebben en niets geeven. Wij antwoordde dat men van deeze kant al veel gaf met toe te geeven in de bewuste articulen van 't tractaet van 1674. Z. Ed. zeyde toen: „U. W. E. hebben getoont te verlangen dat men de „schade, aan de Republick toegebragt, door de een of „ander middel zoude dienen te beteren; daertoe zoude „mogelijk kunnen dienen de cessie van het eyland „Tortola, eene der Virginische eylanden, dat vrucht„baer en gecultiveerd is, in plaetse van St Eustatius". Wij kenden dat eyland van Tortola niet en konden daer niet op antwoorden, dan alleen dat de Republick haare ontnomene possessien eerst weder moest hebben en dat men dan over het aanneemen van Tortola zoude kunnen handelen en zien of het tot eene bekwame schadevergoeding zoude kunnen strekken. Wij voegden daerbij dat het eyland Tabago daertoe mogelijk geschikt zoude zijn en aen ons door de Franschen bij 't maeken der vreede gecedeert zoude kunnen worden. „Gijlieden „wilt te veel hebben," repliceerde hij, „en Lord North „zal lachen als ik hem zeggen zal: Gij kunt de vreede „van de Hollanders krijgen, mits gij ze van hun „koopen wilt".

Wij maekten een einde van deze conferentie met elkanderen te beloven van al 'tgeenen over en weder

gesegt geen gebruyk te maaken en elkander ergens in te behaelen, maer alles aen te zien als tusschen goede vrienden in vertrouwen gezegd. Hij verzogt bijzonderlijk geen gebruyk te maeken van 'tgeen hij op 't subject van York gesegd had, ook niet ter ooren van Mylord Stormont te doen koomen 'tgeen nu of daerna met Mylord North verhandelt zoude kunnen worden. Wij spraken af dat wij aen niemant dan aan Z. H. en aan U. H. E. G. van het verhandelde kennisse zoude geeven, met verzoek om verders aen niemant hoegenaamt zulks te communiceeren; dat men alsnog van onze kant niets zoude doen voor dat Z. Ed. van 't voorgevallenen aan Mylord North verslag zoude hebben gedaen en mij nader geschreeven hebben, zijnde Z. Ed. van intentie om direct over Ostende naar London te vertrekken.

Hoe lang deeze ook moge zijn en mogelijk tot verveelens toe, hebbe ik en alle onze heeren met mij geoordeelt noodig te zijn U Hoog Ed. van alles kennisse te geeven. Veele dingen, veele anecdotes zijn er nog geseyd, maer men kan alles niet repeteeren. Zooveel de heer Deutz en ik het ons hebben kunnen rappelleeren, hebben wij 't voornaamsten en 't zakelijkste U. H. Ed. gecommuniceerd, met hartelijke wensch dat er iets ten nutte van ons Vaderlant uyt moge voorkomen.

Het vernis van wantrouwen, waermede de conversatie tusschen den prins en de heeren Temminck en Visscher overtrokken is geweest, heeft mij gefrappeert en leed gedaen: waertoe dat veinsen, alsof Z. D. H. niets wist van de bewuste 3 artikelen? Zal Hoogstdezelve zich dan nimmer kunnen voorstellen dat wij vrienden zijn van Hem en van zijn Huys en waare liefhebbers van 't Vaderland?

En gij, mijnheer, waerom mij als in confidentie

gesegt, dat de heer van Lynden om de propoosten, die Z. H. W. Geb. onderstelde door den Hertogh aen den Keyzer te zijn gehouden, voor de commissie bedankt had? Ik konde niet eysschen dat U. H. E. G. mij iets dienaengaende zeyde, maer mij te zeggen anders als U. H. Ed. Gestr. bewust was, dat doet mij moeite....

J. RENDORP.

LETTRE DCCCXLVa.

Réponse [des bourgmestres d'Amsterdam] donnée à Monsieur Wentworth, le 2 Aoust 1781 [1]).

Nous avons fait part, Monsieur, à quelques uns des principaux Membres de notre régence de la conversation, que Nous avons eu l'honneur d'avoir avec vous Samedi dernier.

Nous pouvons vous assurer que nous désirons tous sincèrement de pouvoir travailler efficacement au rétablissement de la bonne harmonie entre des deux Nations. Nous nous flattons qu'on sent en Angleterre que nous ne pouvons accepter que les conditions honorables et convenables. Nous vous avons developpés nos idées, qui sont celles de Nous tous, dans la conversation, que nous avons eu l'honneur d'avoir avec vous. Nous espérons qu'on y aura égard. Il seroit sans doute sans cela inutile d'entrer dans une négotiation quelconque. Ce sera une grande satisfaction pour Nous, si dans les commencements et jusqu'à ce que les affaires soient parvenues jusqu'à un certain degré de maturité, nous n'avons affaire qu'avec Mylord North. Sa réputation de candeur et d'honnetêté et sa

[1]) *Autographe du prince.*

façon modérée de penser et d'agir lui ont acquis la considération et l'estime de toute l'Europe et la notre en particulier, d'ailleurs par là on sauve bien des embarras et le secret si nécessaire peut-être bien mieux conservé.

Nous sommes également charmés, Monsieur, que c'est avec la connoissance de ce seigneur que vous vous êtes entremis dans une affaire de cette importance. Vos lumières, votre capacité nous sont connues, la bonne volonté, que vous avez toujours témoigné pour ca pais en général, les services que vous avez rendus à notre Colonie de Suriname et nos liaisons particulières vous ont acquis notre confiance. Nous désirons par conséquent très fortement que l'affaire soit traitée par vous et par aucun autre. Nous nous expliquons de même sur ce point, en donnant connoissance de tout ce qui s'est passé à M^r le Grand-Pensionnaire.

Nous acceptons les assurances, que vous nous avez données sur l'observation d'un secret absolu sur tout ce qui s'est passé entre Nous; on pourroit s'y passer encore et Nous nous reposons de bonne foi sur Elles.

LETTRE DCCCXLVI.

Le bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionnaire. La question de l'ambassade à Vienne.

—

Amsterdam, den 7 Augustus 1781.

HoogEdel Gestrenge Heer.

De verzekering, die U. W. E. G. mij in zijne geëerde van gisteren gegeeven heeft, heeft mij veel genoegen gegeeven, niet om de zaek zelve, want 't is mij zeer onverschillig of de H^n van Lynden om deeze

of wel om geene reede voor de commissie naar Weenen bedankt, maer natuurlijk niet wantrouwende of agterdenkende zijnde, zoo ben ik te gevoeliger wanneer ik meen misleid te zijn, voornaemlijk zoo zulks geschied door iemand, daar ik bijzondere agting voor heb en zoo veele jaaren gehad heb. Dit heeft mij die gevoeligheid in mijne laatsten aan U. W. E. G. doen betoonen. Zij vergeeve het mij. Wie zoude in die chaos van verwarring, in welken wij leeven, niet eyndelijk wantrouwend worden? Toen ik geen Staetsman was (daar U. W. E. G. zoo deerlijk de spot mede drijft), was ik een gelukkig mensch, nu leef ik in kommer en zorge, vorder weinig of niets en kan niemant voldoen.

Onze Pensionaris heeft mij U. W. E. G. brief van gisteren gecommuniceerd; 't is mij, 't is burgemeesteren aangenaem dat Z. D. H. onze gehoudene cenduite in de bewuste zaak approbeeren. Wij hoopen dog dat alles zal bij Z. D. H. en U. H. E. G. blijven. Als de vergadering weder bij elkanderen komt, kan er met den heer Visscher en met den heer Graafland (zoo deezen te vooren in de stad komt en geïnformeerd kan worden) gesprooken worden, maar geesnints met onze Gedeputeerdens. De Burgemeester Hooft en de Hr Bicker weeten nergens van: men dient desaengaende zeer voorzichtig te zijn. De heer Visscher zal Dingsdagavond, bij zijn arrivement in s'Hage, alleen bij U. H. E. G. koomen.

Heden ontvang ik een brief door den heer Van Reede [1]), die mij zegdt de post van Weenen gevraegt te hebben. Hij ondersteld dat de heer van Twikkel [2]) daarvan afziet, en dat is verre daer vandaen. Ik heb

[1]) Le baron Arent Willem van Reede, aide de camp du prince, en 1782 envoyé à Berlin.

[2]) Le baron Carel van Wassenaer, seigneur de Twikkel; il partit pour Vienne quelques mois plus tard.

Z. Ed. gisterenavond gesprooken. Tante van Goslinga [1]) heeft hem sterk aangeraaden gemelde post aan te neemen en hij is volkoomen geresolveerd. Z. Ed. komt mij voor daertoe de geschikste te weezen en dat kan ik niet van mijn vriend Van Reeden zeggen: deezen heeft een goed verstand en een goed hart, maer waer zoude hij de noodige bekwaamheid opgedaan hebben, en dat om naer Weenen te gaen? 'T is willen promoveeren voor dat men op 't Latijnsche school is geweest. Ik heb mij voor mij zelven en voor mijne Confraters beleefdelijk geëxcuseert, uit hoofde van het afgesprookene met den heer van Twikkel; dat balotteeren met die commissie zal ook niet zeer wel klinken bij den Keyzer, aen wien, gelijk ik reets de vrijheit genomen heb U. W. E. G. te zeggen, de persoon van gemelde heer van Twickel zeer aengenaem zal zijn....

J. RENDORP.

LETTRE DCCCXLVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [2]). *La mission de M. Wentworth.*

—

s' Hage, den 9 Augustus 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik restitueere U. W. E. G. de drie messives van den heere Rendorp van den 2, 3 en 7 deezer en de twee van den heere Visscher, de eene van den 1ste, de tweede zonder datum. Ik ben benieuwt wat de gevolgen van deeze zaek zullen zijn. Ik ben geïnformeert

2) Une des filles du célèbre Sicco van Goslinga; sa soeur était la mère du seigneur de Twikkel.

1) *Autographe du prince.*

dat de heer Wentworth tot gisterenmiddag hier geweest en te dier tijd vertrokken is....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCXLVIII.

Le duc de Brunswic au prince d'Orange. Même sujet.

Ce 9 Août 1781, à 10 heures du soir.

Je suis des plus sensible à la confiance dont V. A. a bien voulu m'honorer en me communiquant les papiers secrets et importants, que je rejoins ici. Elle peut être très assurée et très tranquile que par moi rien au monde n'en transpirera et, afin qu'Elle en puisse être d'autant mieux assurée, j'ai préféré d'envoyer toutes ces pièces à V. A., au lieux de les envoyer à Mr de Larrey. Si V. A. croit qu'il doive en être informé (ce qui peut-être ne seroit pas mauvais), il me semble qu'il voudroit mieux que V. A. les lui communique directement Elle-même, sans qu'il soye nécessaire qu'Elle lui dise de me les avoir communiqué, mais quoiqu'il en soit, je suis d'opinion, que ces pièces soyent gardées à la secrétairie privée, cachettées par le petit cachet de V. A., que personne d'autre possède qu'Elle, et par un des cachets de la secrétairie, dont il y a plusieurs. Il seroit cependant nécessaire de mettre une étiquette dessus, sans exprimer ce qu'il y a dedans, afin qu'Elle puisse toujours y avoir recours, en cas de besoin, et le trouver. Pour garder d'autant mieux le secret et qu'il n'en reste aucune trace chés moi de de cette affaire, j'ai brûlé le billet de V. A. qui l'accompagnoit.

J'admire l'immense travai de V. A., cela doit l'avoir fatiguée au delà de l'expression,

Je souhaite de tout mon coeur que de tout ceci il en résulte le plus grand avantage à l'Etat et surtout pour V. A.

L. DE BRUNSVIC.

LETTRE DCCCXLIX.

Le secrétaire De Larrey au prince d'Orange. Même sujet.

La Haye, ce 10 Août 1781.

Monseigneur.

Il est beaucoup plus aisé de sentir que d'exprimer les différens effets qu'ont produit sur moi les marques distinguées de la confiance, dont V. A. S. vient de m'honorer en me communiquant les papiers importans et très secrets, que j'ai l'honneur de lui restituer cy-joint. J'en ai fait la lecture avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction. Tout ce qui peut tendre à nous tirer du facheux état, dans lequel la République est plongé, me paroit agréable et consolant, mais je crois qu'il seroit imprudent de se livrer à des espérances trop flatteuses sur tout ce qui est rapporté dans la lettre de Mr. Rendorp, et qu'il convient d'attendre le développement pour se réjouir d'une issue, que la providence semble nous préparer. Bien des choses dépendent de la connoissance du caractère de Mr Wenthwort, mais il règne dans ce qu'il dit un air de vérité, qui nourrit mes espérances.

Une autre réflexion, que je n'ai pu m'empêcher de faire, c'est que ces entretiens préliminaires me semblent prouver que ceux, qui en ont connoissance à Amsterdam, ne sont pas livrés à la France, comme ils en ont été soupconnés, et cet article me fait grand plaisir.

Je n'ai senti qu'une véritable peine en voyant toute cette affaire copiée de la main de V. A. S.. J'en ai été affligé sincèrement. Puis je, sans manquer au respect que je lui dois, demander pourquoi Elle ne m'a pas ordonné de faire ces copies? Je la supplie, au nom de Dieu, de ne jamais m'épargner dans les choses où je puis lui être utile et diminuer son travail...

P. DE LARREY.

LETTRE DCCCL.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Entretien avec le conseiller-pensionnaire et le prince-stadhouder au sujet du projet d'un emprunt.

Le 3 Août 1781.

J'ai l'honneur de Vous informer présentement, Monsieur le Comte, de l'impression que doit avoir fait sur Monsieur le Conseiller-Pensionnaire un entretien très énergique, dans lequel je me suis expliqué avec lui sans aucun ménagement, relativement à l'objet de l'emprunt proposé. Il m'avoit assuré qu'il sondroit les différens Membres de l'Etat et qu'il s'empresseroit de hâter le succès de nos vues. Je l'ai revu peu de jours après et il me parut dans les mêmes dispositions, mais m'a confié qu'il n'appercevoit pas encore que le prince-stadhouder les partageât; qu'il est certain cependant que la négociation ne réussiroit pas s'il y étoit contraire, et m'a prié instamment de lui en parler de nouveau. Je lui ai témoigné toute la reconnoissance que m'inspiroit un langage aussi franc et l'ai prié d'être bien convaincu de ma discrétion et en même tems de mon exactitude à suivre son conseil, et en effet j'ai été trouver Monsieur le stadhouder et ai eu avec lui l'entretien, que je vous

annonçois par ma dernière. Je lui ai rappelé d'abord la confiance avec laquelle je lui avois exposé que le Roi destinoit aux Américains l'effet de l'emprunt de dix millions, qu'il proposoit à la République d'ouvrir elle-même en son nom, dans la vue de suppléer à ce qu'ils avoient entrepris sans succès. Je lui ai exposé ensuite le ménagement, dont S. M. avoit daigné user en ne demandant pas formellement que les Etats-Généraux prêtassent aussi ouvertement leur crédit aux Etats-Unis, avant d'avoir reconnu publiquement leur indépendance et en se contentant de désirer qu'ils ne parussent l'offrir qu'à lui-méme. Je lui ai fait sentir de la manière la plus vive que le Roi, après avoir ajouté ce nouveau témoignage de bienveillance à tous ceux dont il avoit déjà comblé la République, devoit s'attendre à ne rencontrer aucun obstacle; que des délais insidieux lui découvriroient le projet d'une résistance définitive, l'éclaireroient sur la réalité des dispositions ultérieures, qui le-décideroient pour mettre un terme à ses procédés généreux; qu'ainsi ce n'est nullement le besoin du crédit des Etats-Généraux pour procurer à ses alliés une somme aussi modique qui engageoit S. M. à presser le succès de cette opération, et que sa vue principale étoit de mettre les Provinces-Unies à une épreuve qui lui apprit s'il renonceroit à l'avenir à la gloire de leur prodiguer les preuves d'une affection jusques ici aussi peu méritée. Je lui ai ajouté que jamais le Roi ne s'écarteroit des dispositions de la plus exacte justice, mais je lui ai fait apercevoir combien il deviendroit nuisible à la République, que S. M. prit la disposition de s'arrêter aux bornes qu'ils indiquent. Je lui ai présenté un tableau des malheurs qui en pouvoient résulter et j'ai fini par l'assurer que le Roi l'en rendroit responsable, parce que je ne lui avois pas laissé ignorer toute

l'étendue de son influence sur l'objet dont il s'agissoit et que je ne manquerois pas de faire connoître aux Membres des Etats-Généraux les plus importans de l'Union, que c'étoit à lui qu'ils devroient les effets du mécontentement de S. M. [1]).

J'ai remarqué avec grand plaisir, Monsieur le Comte, que l'énergie des développemens que je lui ai offerts l'a entièrement déconcerté. Il m'a assuré qu'il n'avoit pas bien saisi dans nos premiers entretiens l'objet des désirs de S. M.; qu'il avoit cru qu'il s'agissoit de garantir un emprunt fait au nom du Roi; qu'il m'avouoit qu'il croyoit ces sortes de garanties contraires aux intérêts de la République et que tout ce qu'il avoit pu faire alors, auroit été de ne pas voter contre cette opération, mais que, puisqu'il étoit question d'un prêt à faire à la France, il changeoit d'opinion et assuroit qu'il espéroit qu'il pouvoit avoir lieu sans difficulté. J'ai reçu son excuse sans trop la discuter. Je n'ai pas voulu lui répondre que dès la disposition je lui avois exposé l'affaire sous le même point de vue et que d'ailleurs la difficulté que le simple prêt à (....). J'ai cru aussi ne pas devoir lui marquer que je m'apercevois de l'impression de la crainte que je lui avois inspirée. Je lui ai dit au contraire que j'étois très fâché de m'être mal exprimé et je lui ai ajouté que, puisqu'il avoit bien saisi maintenant les intentions du Roi, je m'attendois qu'il me mettroit dans le cas de faire valoir son empressement. Il m'a promis de sonder lui-même avant peu les Membres de l'Etat et de m'informer promptement du succès de ses démarches.

Il me paroit résulter des détails, que je viens

[1]) *En marge de la main du prince:* Ceci ne s'est pas dit aussi cruement, mais la phrase entortillée et complimenteuse, dont il s'est servi, pouvoit être prise dans ce sens.

d'avoir l'honneur de Vous offrir, que Mr le Conseiller-Pensionnaire a confirmé dans cette circonstance l'opinion, qu'il m'a inspiré depuis longtems, que, quoique foible et pas assez entreprenant dans de certaines occasions, il a essentiellement des intentions pures et patriotiques. Il me semble aussi naturel de conclure de Mr le Prince, que anciennement voué à l'Angleterre par habitude, par goût et par disposition, il peut bien dans les circonstances présentes ne pas trahir les intérêts de sa patrie et y être exact, ainsi que j'ai toujours eu l'honneur de vous le mander, mais que son inclination naturelle l'éloigne sans cesse du système François, et que la crainte seule peut l'en raprocher [1]).

Du même 3 Août.

Les Etats de la province de Gueldre ont délibéré, Monsieur le Comte, sur le mémoire du Duc, et à la pluralité de deux quartiers contre un ont pris une résolution, qu'on m'assure énoncée d'une manière qui lui est assez favorable, quoiqu'elle soit mate, on ajoute un peu obscure et entortillée. Je compte me la procurer promptement et avoir l'honneur de vous en adresser la traduction. Tous les patriotes des deux quartiers, qui l'ont disposée, ont protesté, ainsi que le

[1]) *En marge, de la main du prince:*

A la crainte prés qu'il dit m'avoir inspiré, ce qui c'est passé entre lui et moi est rapporté en général au juste, mais ce n'est pas par embarras que j'ai dit que j'avois cru qu'il s'agissoit d'une garantie, mais parce que Mr le Conseiller-pensionnaire m'en avoit parlé et que cela me paroissoit plus contraire aux intérêts de l'Etat qu'un prêt, que je serois d'avis de faire quand l'on pourra faire une paix séparée, afin de regagner par là la France ou de conjurer sa colère, puisque je suis d'opinion que l'on devroit gratifier cette puissance de 5, fusse (sic) de 10 Millions, pourvu qu'Elle nous laisse en repos et ne se mêle pas de notre intérieur.

quartier de Zutphen. J'ai lieu de penser que Mons[r] le Duc redoute fort que la Hollande, la Zélande, l'Overijssel et Groningue lui soient aussi contraires que la Frise. Quoiqu'il en soit, il semble que tous les bons citoyens des sept Provinces-Unies adoptent ouvertement l'avis de la ville d'Amsterdam et s'empressent de développer leur sentiment avec énergie. Il s'en suit nécessairement qu'en supposant même que le Duc n'éprouve pas dans son existence présente auprès des Etats-Généraux une révolution funeste, il sera à jamais flétri de la manière la plus affligeante, car le développement du voeu unanime de tous ceux, qui sont regardés par la Nation comme les plus attachés aux vrais intérêts de la patrie, est un arrêt qui imprime une tache ineffaçable. Si les Magistrats Amsterdammois n'eussent eu qu'un ancien ressentiment à satisfaire, ils pouvoient se féliciter de leur démarche à cet égard, mais ils ont eus un motif plus généreux: ils ont voulu arrêter l'influence des mauvaises intentions qu'ils supposent au Duc, et il paroit qu'ils parviennent aussi à les rendre chaque jour plus impuissantes, Plusieurs Membres des Etats qui m'ont témoigné dans tous les tems la plus grande confiance, sont venus m'assurer qu'ils s'en apercevoient et qu'ils ne doutoient pas que les efforts de [Amsterdam] opéreroient au moins cet effet salutaire, s'ils ne disposoient pas entièrement l'expulsion du Duc.

La résolution des Etats-Généraux relative à l'acceptation dé la co-médiation n'a pas encore été définitivement arrêtée, mais six provinces ont déjà envoyé leur consentement; il ne manque plus que celui de la Frise, qui ne tardera pas certainement. Je suis fondé à croire que toute idée de négociation particulière est abandonnée. Cependant je sais que le Sieur de Wenworth, que je soupçonne d'être en

Angleterre le correspondant de — [1]), un entre ceux qui s'occupent en Hollande des moyens de raprocher les deux Nations, a paru depuis quelques jours à Amsterdam, mais je crois qu'il en est reparti peu satisfait et qu'il lui a été annoncé que la République n'entendroit à aucune proposition que par le canal des puissances Impériales. Je serai plus certainement informé bientôt et j'aurai l'honneur de Vous transmettre les notions que j'acquerrai.

Les dernières lettres de Londres nous annoncent, Monsieur le Comte, que la situation des affaires générales commence à y exciter la plus grande consternation. Je vois avec satisfaction qu'elle ranime le courage des Hollandois et j'espère qu'il en résultera des développemens avantageux à la cause commune. Les bons patriotes s'en flattent et plusieurs m'ont témoigné n'en pas douter. Il y a quelques jours, Monsieur le Comte, que m'entretenant avec un d'eux sur le succès de nos armes aux Indes-Occidentales, il me marqua le désir de voir promptement Isequebo, Demerari et Barbice sous la domination Françoise et regardoit cette affaire comme une suite très facile de la prise de Tabago. Il s'en félicitoit dans l'espoir que le Roi voudroit bien les restituer aux Etats-Généraux, mais en même tems il m'a paru souhaiter que S. M. mit à cette restitution des conditions qui attachassent invariablement la Répuplique au système François et détruisissent pour jamais la possibilité des nouveaux liens avec l'Angleterre. En effet, Monsieur le Comte, il me sembleroit aussi très intéressant de s'empresser de faire ces conquêtes et de se décider à ne les rendre aux Hollandois qu'après s'être menagé des gages de leur exactitude à adopter d'une manière permanente les déterminations les plus conformes aux

[1]) *Laissé en blanc.*

nôtres. Dans le cas où vous envisageriez cet objet sous le même point de vue que moi, Monsieur le Comte, je crois qu'il vous paroitra important de combiner avec les patriotes les conditions, qu'il conviendroit le mieux d'exiger, et de me faire parvenir à ce sujet les ordres que vous dictera votre sagesse.

LETTRE DCCCLI.

Le prince d'Orange à l'envoyé Van Wassenaar. Intentions mystérieuses.

A La Haye, ce 10 Août 1784.

Monsieur.

J'ai bien reçu votre lettre du 4 de Mai. Je n'ai pu y répondre plus tôt, ne sçachant trop comment vous répondre. Les temps sont bien changés depuis votre départ; dans ce temps-là j'aurois pu vous écrire ce que je pensois qui se feroit et j'aurois pu y avoir quelque direction, mais pour le présent j'en suis totalement exclu. . . .

Il paroit que l'on veut envoyer quelque autre pour terminer la besogne du Traité de commerce et que l'on ne veut pas vous employer. J'ignore absolument qui est la personne que l'on a en vue, car on ne me communique les choses que lorsque l'on est décidé, depuis que la direction des affaires est entre les mains des pensionnaires de quelques villes d'Hollande et que le Corps des Nobles n'a plus d'influence.

Au reste je suis avec une parfaite considération,

Monsieur, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE DCCCLII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La bataille de Doggersbank.

—

10 Augustus 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de d'eer U. D. H. te restitueeren het rapport van de Schout-bij-nacht Zoutman nopens de voorgevallene actie. Men heeft reeden om God te danken, dat de eer van onze Vlag niet is geschonden, maar daartegen de Vaderlandsche roem, schoon tegens een vijandelijke overmagt, bewaard en gehandhaaft is. Het is te hoopen dat de beschadigde scheepen spoedig gerepareert, eenige nieuwe, altans de twee in Texel leggende, aangeschafd, zooals ook die van de Maze en van Zeeland gebruikt zullen konnen werden om onze Vlag wederom op nieuws, hoe eer zoo beeter, in zee te vertoonen, want anders zal het met de Republicq allernaarst geschaapen staan.

Ik geloof dat het voorz. rapport best door den heer Griffier Fagel uit naam van U. D. H. en niet door U. D. H. in Hoogstdeszelfs persoon aan H. H. Mog. zal werden gecommuniceert. . . , .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Publications insolentes.

—

Aan den heere Raetpensionaris Van Bleiswijk.

Hage, den 12 Augustus 1781,

WelEdel Gestrenge Heer.

.... Noch zende ik een zeer insolente anonime missive, op heeden ontfangen [1]. Het zal mij zeer aangenaam zijn U. W. E. G. gedachten te verneemen of het niet

[1] *Voici le texte de cette missive:*

Aan Zijne Doorlugtige Hoogheit den heere Prince van Orangie en Nassau, &c. &c. &c.

Doorlugtige Vorst,

Met de uiterste verleegenheid vernam men, dat Uwe Doorl. Hoogh. na (nu?) d'ordre gegeeven, dat de gereedleggende oorlogscheepen van de Maas en Zeeland zich niet zouden voegen bij het convoy uit Texel uitgeloopen.

De gevreesde gevaaren daarvan zien wij nu maar al te klaar vervuld. Indien Uwe Doorl. Hoogh. die ordre niet had gegeeven, zoude zonder teegenspraak een getal van honderd rijk gelaadene koopvaardijscheepen van de Engelsche onze buyt zijn geworden.

Wat moet een weldenkend burger van zulke maatregelen door Uwe Doorl. Hoogh. gebeezigt anders denken dan dat zulks de gevolgen zijn van de verkeerde indrukzelen, aan Uwe Doorl. Hoogh. door den Veldmarschalk gegeeven? Door dien zelfden heer Wolvenbutter is U gantsche land verdeeld, door zijn toedoen is het dat men zich van een buitenlandsche veyand laat uytputten zonder weerstand te bieden, en dat men, zonder geschikte maatregelen te neemen, onophoudelijk in zijn eigene ingewandenen wroet. Hierdoor moet en U Huis en het gantsche Land te gronde gaan, dit gevaar is zelfs aan de geringste burger te wel bekend, en het is volstrekt nodig, dat Uwe Doorl. Hoogh. den Veltmarschalk van U hof

raetzaem zoude zijn, dat zulks in handen van den Fiscael werde gestelt, om na te zien wie de schrijvers zijn van diergelijke slegte geschriften. Zoo U. W. E. G. noch niet gezien heeft de 26 nummer van le Politique Hollandois, verzoeke ik U. W. E. G. hetzelve te leezen, en zoo dit geen seditieus libel is, weete ik niet wat daervoor kan werden gehouden. Den auteur zegt daerin, dat de heeren van Amsterdam hem zullen voorstaan. Verzoeke U. W. E. G. daerover aen een der heeren burgemeesteren te schrijven. De vrijheit ben ik zeer voor, maer het beteugelen van de licentie der drukpers, tans ten hoogsten top gereezen, is zeer noodzaekelijk...

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCLVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

13 Augustus 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben ten uiterste geïndigneert over de weder teruggaande anonyme missive, dewelke, nevens verscheyden anderen, op een en hetzelvde object uitloopen. Ik wil hoopen dat het van eenig nut zal konnen zijn,

verweidert, en voortaan andere en beetere maatreegels laat bezigen, of Uwe Doorl. Hoogh. is in 't kort niet meer in 't Land der leevenden! 't Zal dan beeter zijn, dat één Vorst dan een geheel Land verlooren gaat. Dit schrijft men aan Uwe Doorl. Hoogh. als eene laatste waarschuwing uit eene weezentlijke achting en liefde voor Uwe Doorl. Perzoon. Met diezelfde achting en liefde teekenen wij ons,

Doorlugtige Vorst!
Uwe Doorl. Hoogheids Vaderland-
lievende Burgers.

10 Aug. 1781.

dat deese missive en voorige, door U. D. H. ontfangen, door Hoogstdezelve in handen van den advocaat-fiscaal en procureur-generaal werde gestelt.
Eergisteren te Leyden zijnde is het mij gebleeken dat er bij die stad geen dispositie is om zig te schikken naa het plan der concept-publicatie, die ik d'eer gehad heb aan U. D. H. voor te dragen. Men weigert aldaar volstrekt zekere hoge naam in de publicatie te insereeren, en buiten de kleine steeden twijffel ik aan het succès mijner pogingen tot het doen emaneeren van die publicatie aangewend.

Ik zal mij tragten te procureeren het 26e n° van de Politicque Hollandois, van welkers inhoud tot hiertoe niet volkoomen geïnformeert ben....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La médiation. La mission de M. Wentworth

—

Le 4 Août 1781.

J'ai reçu, Monsieur le Comte, la dépèche que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser et je n'ai pas manqué de communiquer à Monsieur le Conseiller Pensionnaire, ainsi que Vous m'y avez autorisé, les détails, qu'elle contient relatifs à la médiation des Cours Impériales. Il a reçu avec beaucoup de reconnoissance ce nouveau témoignage de confiance, m'a paru comprendre parfaitement que les négociations pacifiques ne pourroient s'établir qu'après l'acceptation de quelques conditions préalables et m'a laissé entrevoir le désir d'être informé du moment où elles seront agréées et de l'époque à laquelle les conférences ministériales devront commencer. Ils ne dou-

tent pas que les Etats-Généraux ne confirment dans le Cours de cette semaine la résolution des Etats de Hollande, qui dispose la réponse à faire à la dernière proposition de la Russie, et il me semble bien convaincu que rien n'est plus intéressant pour la République que de s'abandonner entièrement aux bons offices des Cours Impériales.

Le Sieur Wentworth, que j'ai toujours lieu de croire correspondant à Londres de ceux qui vouloient ourdir en Hollande la trame d'une négociation clandestine, est venu ici, après avoir passé quelques jours à Amsterdam, mais je suis fondé à penser qu'il désespère entièrement du succès de ses menées.

J'ai l'honneur de Vous envoyer, Monsieur le Comte, la traduction de la résolution des Etats de la Province de Gueldre, relative à la lettre de Monsieur le Duc. Elle n'est pas obscure, ainsi qu'on me l'avoit annoncé, et elle m'a paru très claire en sa faveur. Je n'en suis nullement étonné, car non seulement l'influence de Monsieur le Stadhouder est très prépondérante dans cette province, mais encore l'autorité même du Feldmaréchal, comme Chef suprême et Directeur-Général du militaire, y est despotique, parce que la noblesse, qui y est pauvre, nombreuse et empressée d'obtenir des emplois dans l'armée, dispose formellement de toutes les délibérations. Il est même surprenant qu'un quartier tout entier se soit refusé à l'avis des deux autres et que dans celles-cy il y ait eu d'aussi vives protestations. Ici il n'est personne qui ne remarque d'une manière très humiliante pour le Duc, que ceux, qui ont voté contre lui dans les Etats de Gueldre, sont généralement regardés comme les Magistrats les plus intègres et les patriotes les plus zélés.

LETTRE DCCCLVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La rencontre de Doggersbank.

—

Le 14 Août 1781.

.... La première nouvelle de cette rencontré glorieuse pour les armes de la République a été reçue avec la joie la plus vive et a renouvellé l'ardeur et l'animosité du peuple contre les Anglois, surtout lorsqu'il a apris la manière cruelle avec laquelle ceux-ci ont combattu, en mêlant dans leurs mitrailles des va..ir(?), des couteaux, des morceaux de verre et de porcelaine et de tout ce qui pouvoit rendre les blessures plus dangereuses. Cette barbarie a excité une indignation générale, qui laissera certainement de profondes traces, mais après s'être livré au premier transport, qu'a fait naître cette intéressante affaire, on a fait de sérieuses réflexions sur la foiblesse de l'escadre de Mr Zoutman. On a calculé avec douleur, que si elle avoit été augmentée, comme elle devoit l'être, par quelques vaisseaux de Flessingue et de la Meuse, cet Amiral auroit remporté sur l'ennemi une victoire signalée, et on exprime de la manière la plus vive les reproches les plus amers contre l'administration.

M^r le Stadhouder se justifie, en disant qu'il a cru devoir retenir dans la rade de Flessingue les bâtimens de guerre qui s'y trouvoient, lorsqu'il a été informé de l'expédition projettée du Lord Mulgrave, et relativement aux vaisseaux de la Meuse il assure qu'ils avoient ordre de mettre à la voile, mais que les circonstances locales ne l'ont pas permis à celui de 74. En effet il s'est fourré depuis quelque tems à l'entrée de la rade de Helvoet un banc de sable, qui

ne se couvre de la masse d'eau nécessaire au passage d'un bâtiment de plus de 50 canons, que lorsqu'un vent considérable du Sud est à souffler pendant deux fois vingt-quatre heures. J'ai verifié moi-même l'année passée cette difficulté qui rend ce port inpraticable à l'avenir, ainsi je suis très porté à trouver légitime l'excuse de M^r le Stadhouder à cet égard.

Il me semble aussi qu'il n'est guère possible de dégarnir Flessingue dans un moment qui paroissoit allarmant pour la province de Zélande, mais je vois sans peine la disposition publique à juger sévèrement l'administration, parce qu'elle ne peut manquer d'influer sur les conseillers de M^r le Stadhouder et de les engager à lui inspirer toute l'activité qu'exige la crise présente. Il s'est expliqué hier avec moi de la manière la plus satisfaissnte sur cet objet et m'a promis qu'il alloit prendre les mesures les plus efficaccs pour faire réparer l'escadre et qu'en attendant qu'elle le fut, il donneroit l'ordre aux vaisseaux de Helvoet et de Flessingue, qui étoient déstinés à sortir par ces deux ports, de se rendre sans délai au Texel, où ils se joindroient à ceux qui étoient demeurés pour la garde de la rade et formeroient une nouvelle escorte pour le convoy marchand, qui seroit très promptement prête à mettre en mer.

Les sept bâtimens de guerre, armés par la Compagnie des Indes, sortiront en même tems, ainsi que les frégates que les négocians font équiper pour protéger efficacement le commerce de Suriname. J'ai fort applaudi à ce plan de M^r le Stadhouder et je n'ai rien négligé pour lui faire sentir combien son exécution importoit à sa gloire et même à sa tranquilité.

J'ai donc lieu d'espérer, M^r le Comte, qu'une escadre Hollandoise se montrera promptement dans la mer du Nord et que les bâtimens marchands, qui

nous intéressent, pourront bientôt remettre à la voile. Le retard nécessaire, qu'ils éprouvent dans ce moment, est sans doute très fâcheux, la saison étant aussi avancée, mais cependant je ne doute pas que s'ils partent, comme je m'en flatte, à la fin du mois, ils ne puissent encore être de retour dans le courant d'Octobre.

LETTRE DCCCLVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Une promotion du capitaine Van Kinsbergen.

Hage, den 17 Augustus 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

De Heer Vice-Admirael Hartzinck is bij mij geweest, zoo even zijnde hier gearriveert met den Schout-bij-Nacht Zoutman, welke laetste zich in geene favorabele omstandigheeden bevindt, zijnde zeer in vermogens vermindert. Ik hoope dat die braeve man herstellen zal. Ik verwachte op morgen den Capitein van Kinsbergen, die ik ontboden hebbe....

Ik worde zeer verzocht om den Kapitein van Kinsbergen, aen wiens manoeuvres geattribueert wordt, na den mensch gesproken, dat de schepen de Batavier en de Argo niet zijn genoomen, mede te promoveren tot Schout-bij-Nacht, blijvende dienen op het schip van den Vice-Admiraal; doch alvorens daertoe te resolveeren, zal het mij aengenaem zijn U. W. E. G. gedachten daeromtrent te verneemen en of U. W. E. G. oordeelt dat zulks te veel geblameert zoude worden...

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCLVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse. Même sujet.

—

17 Augustus 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Ik derf U. D. H. verzeekeren dat de promotie van dien wakkere zeeheld bij het publicq ten hoogste gelaudeert zal werden, en dat deszelfs zoo hoog gevestigde roem bij de geheele Natie zeer ras zal doen verdwijnen de verkeerde reflexien nopens zijne mindere rang van ancienneteit, [die] bij sommige Lieden van het Corps Zee-Officieren geheel ongepast gemaakt zoude konnen werden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLIX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire de l'emprunt.

—

Le 17 Août 1781.

J'ai eu l'honneur de Vous informer, Mr le Comte, que Monsr le Stadhouder, très ému de mon dernier entretien avec lui relativement à l'emprunt proposé, m'avoit promis de sonder secrettement sur cet objet les principaux Membres de l'Etat. Il a eu avec Monsr le Conseiller-Pensionnaire, Mr le Greffier, Mr le Trésorier-général et le Président du Comité secret une conférence et il m'a fait part qu'il leur avoit communiqué l'avis, qu'il m'avoit développé la dernière fois que nous avions traité ensemble cette affaire et qui tendoit à engager les Etats-Généraux à ouvrir l'emprunt pour leur compte et à en reverser le produit dans le trésor de S. M.; qu'ils étoient convenus tous

les quatre qu'il étoit très important de se conformer aux désirs du Roi, mais qu'ils jugeoient tous que l'emprunt devoit être ouvert pour le compte de S. M. et garantie par les Etats-Généraux et que, quoique cette opinion fût contraire à la sienne, il avoit cru devoir se rendre au sentiment des autres Membres de la Conférence. Je lui ai répondu que j'étois persuadé que le Roi agréoit cette forme. Il m'a communiqué ensuite la marche ultérieure, que cette négociation devroit suivre. Il m'a annoncé que Mess[rs] les Deputés du comité secret en donneront connoissance au Conseil d'Etat; que le Conseil d'Etat leur envoyera (sic) son avis, qui sera conforme à nos désirs, et qu'ils communiqueront aux Etats-Généraux des différentes provinces, dont la délibération sur ce point est indispensable, et il m'a promis qu'il ne négligeroit rien pour les déterminer tous à l'adopter et pour accélérer la conclusion définitive. Je l'ai bien assuré que je ne manquerois pas de faire valoir son empressement auprès du Roi. C'est avec la plus vive satisfaction, Monsieur le Comte, que j'ai l'honneur de Vous transmettre les espérances que je conçois du succès de mes soins et qu'elles me paroissent prêtes à se réaliser.

LETTRE DCCCLX.

Le même au même. Les intentions du gouvernement de la République. Le but réel de M. Wentworth.

Le 21 Août 1781.

....Ces dispositions précieuses ne peuvent manquer d'influer sur les chefs de l'Administration, et quand ils ne seroient pas pénétrés des mêmes sentimens, je crois qu'ils sentent combien il leur importe de répondre au voeu d'un peuple, qui pourroit aisé-

ment les faire répentir de leur négligence et qui exprime déjà très vivement son mécontentement de celle qu'il a supposée; ainsi, Monsieur le Comte, je n'ai aucun lieu de douter que les assurances, données par Mr le Stadhouder, ne se réalisent et que, si l'Escadre ne peut pas être réparée d'ici à très peu de jours, le convoi ne sortira que sous l'escorte des bâtimens de guerre, qui se trouvent prêts et qui, après avoir protégé les navires nationnaux, attendront au Sund les vaisseaux Anglois, qui se chargent en très grand nombre dans la Baltique, profiteront pour les intercepter du moment où la mer du Nord est entièrement libre, et répareront ainsi les dommages réels qu'a causé le glorieux combat du 5e Août, en retardant les approvisionnemens nécessaires de la République, ainsi que les nôtres, sans troubler ceux de l'ennemi. Tel est le plan que m'a communiqué Monsieur le Stadhouder et qu'il m'a semblé très empressé de suivre. Il m'a renouvellé les plus vives déclarations de son zèle pour la cause de la République et il m'a paru plus que jamais comprendre l'importance de ne rechercher la paix que par des développemens énergiques. Il a témoigné avant-hier les mêmes sentimens à Mr le Prince de Gallitzin, lorsqu'il est venu l'informer de la nouvelle tentative, que l'Impératrice et les cours de Stokholm et de Coppenhague ont résolu de faire pour engager le Ministère Britannique à une pacification particulière avec la République. Le Prince de Galitzin a receu et a été chargé d'expédier à Londres le Courrier porteur des nouveaux ordres de Cathérine II à Mr de Simolin. Il ne lui a pas été prescrit d'en donner une communication ministérielle à L. H. P., mais il a cru devoir les en instruire confidentiellement. Cette détermination des trois Puissances du Nord, qui semble indépendante de

la cour de Vienne, me paroit surprenante, Monsieur le Comte, après l'invitation que Cathérine II à récemment faite à la République de prendre la plus juste confiance dans les bons offices de l'Empereur, qu'Elle s'est chargée de lui ménager. Cette démarche devient encore d'autant plus singulière et incohérente que le Roi de Prusse ne la connoit pas, quoique dans le même moment Mr de Thulemeyer, conjointement avec Mr de Gallitzin, viennent de notifier aux Etats-Généraux l'accession de S. M. Prussienne à la convention des neutres. Le Cabinet de Petersbourg se proposera-t-il seulement de renouveller dans cette occasion des tentatives insignifiantes ou bien, après avoir perdu le moment glorieux que les circonstances lui avoient offert, voudroit-il essayer de le ramener, et Cathérine II, voyant s'éloigner l'espérance d'une pacification générale, chercheroit-Elle à concerter le système de neutralité qu'Elle a développé en procurant à la République les moyens d'y prendre part et, jalouse de se réserver à Elle seule les augustes fonctions de médiatrice de l'Europe, ne penseroit-Elle pas à se les assurer ainsi et dénouer les liens qui l'ont allié à l'Empereur dans cette circonstance? C'est un mystère que les vicissitudes de l'Empire de Russie ne permettent pas de pénétrer, mais quoiqu'il en soit, je serois fort étonné que le Ministère Britannique se prêtât aux nouvelles insinuations qui vont lui être faites. Quelqu'intéressant qu'Il soit pour l'Angleterre de diminuer le nombre de ses ennemis, il est vraisemblable que l'opiniâtreté et la hauteur qui le caractérise l'éloigneront plus que jamais d'une nation, pour laquelle il a témoigné tant de mépris et qui vient de prouver à l'Europe de la manière la plus eclatante qu'il l'avoit mal jugée. J'ai lieu de penser que le Prince de Gallitzin me communiquera l'impression, qu'aura faite à Londres la décla-

ration de Mr de Simolin, et je serai très exact à vous transmettre toutes les notions que j'acquerrerai à cet égard.

P. S.

J'ai reçu, Monsieur le Comte, de nouveaux détails sur l'objet réel du voyage du Sr Venvort. Il se proposoit de renouveller une négociation, qu'il avoit voulu entamer il y a quelque tems. Comme il est fort intéressé dans les plantations de Surinam et Demerary, il avoit pensé qu'il seroit possible de déterminer le Ministère Britannique à regarder ces colonies comme neutres pendant la guerre et à établir entr'elles et l'isle de Barbados une libre communication. La prise de Demerary empêchant d'exécuter ce projet, on m'assure que son but étoit de le développer de nouveau relativement à Surinam seul, mais que cette tentative n'avoit eu aucun succès et qu'il est parti persuadé de l'inutilité de ses efforts à cet égard. Je crois, Monsieur le Comte, ces notions assez seures, cependant je me propose de les épurer encore et d'acquérir incessamment un certain compte que je ne manquerai de vous transmettre. Mr le baron de Reischach ayant reçu ces jours-ci une lettre, par laquelle le Ministère de Mr le Grand-Duc de Toscane l'invitoit à réclamer les bons offices des Etats-Généraux relativement à un navire de —, revenant des Indes, qui a été pris à la hauteur du Cap de bonne espérance par un vaisseau François. S'étant acquitté dernièrement de cette commission, les Ministres de la République m'en ont parlé. Je leur ai répondu que vraisemblablement Monsieur de Mercy seroit chargé de traiter cette affaire à Versailles; qu'il me sembloit qu'elle n'intéressoit nullement la République, puisqu'il paroit certain que la prise avoit été faite en pleine

mer, mais que j'étois très certain que dans cette occasion, comme dans toutes celles qui se présenteroient, le Roi se laisseroit guider par les principes de justice qui sont la base essentielle de tous ses procédés.

Ajouté à la dépêche de Vauguyon du 21 Août 1781.

Le Roi a reçu avec beaucoup de satisfaction les assurances qui lui ont été données, que la Républicque est sincèrement disposée à faire usage de tous ses moiens contre les intérêts communs: c'est dans cette persuasion qu'il désire la voir concourrir à un emprunt, dont l'emploi ne peut manquer de leur être très nuisible. S. M. se chargera d'en acquitter les intérêts est d'en fonder le remboursement.

Ceci est la note que Mr Vauguyon veut présenter pour demander la garantie de L.L. H.H. P.P. [1]).

LETTRE DCCCLXI.

Le même au même. L'ouverture d'une entente entre la France et la République.

Le 24 Août 1718.

Je ne manquerai pas de faire à Mr de Bleiswick, avec toute la retenue convenable, l'ouverture dont Vous me chargez. J'ai lieu d'être persuadé qu'il désireroit fort diriger tous les esprits de manière à former un concert parfait entre la France et la République, tant relativement aux négociations parcifiques, que aux opérations militaires, et qu'il travaille sincèrement à vaincre les obstacles qui peuvent encore s'y rencontrer.

[1]) *De la main du prince.*

Je m'aperçois avec beaucoup de satisfaction de ses projets. J'espère qu'il parviendra à un but aussi conforme aux véritables intérêts de sa patrie, car quoique nous n'ayons, ainsi que Vous me faites l'honneur de me le mander, aucun besoin essentiel des Hollandois, ni pour la paix, ni pour la guerre, il me semble important de les fixer d'une manière invariable à notre système, sans toutesfois nous lier aucunement envers eux. C'est dans cette vue que j'ai pris la liberté de Vous exposer relativement à la reprise des colonies Hollandoises dan la Guyane mon opinion et celle d'un patriote aussi zélé pour la France que pour la République. Je me propose de l'entretenir promptement, ainsi que Vous le désirez, sur les conditions, auxquelles la restitution de ces établissemens pourroit être faite dans le cas où les événemens de la guerre nous mettroient en mesure de les conquérir, et j'aurai l'honneur de Vous transmettre, Monsieur, l'idée qu'il me développera sur cet objet intéressant.

La note, que j'ai reçu et remise à Monsieur le Greffier, a été communiquée au committé secret Mercredi et renvoyée au Conseil d'Etat qui donnera son préavis les premiers jours de la semaine prochaine. Je suis assuré qu'il sera conforme à nos vues. Je me flatte qu'il sera adopté sans délai par la Province de Hollande et successivement pour toutes les autres.

LETTRE DCCCLXII.

Le même au même. Même sujet.

Le 31 Août 1781

Le Conseil d'Etat a présenté son préavis relativement à la négociation proposée, ainsi que j'avois eu l'honneur de Vous l'annoncer, Monsieur le Comte, et que me l'a promis M[r] le tresorièr-général. J'ai l'honneur de Vous en envoyer la traduction que m'a fait remettre le Greffier, ainsi que la résolution provisoire, par laquelle M[rs] les Membres du comité secret y ont adhéré unanimement et ont demandé à leurs commettants respectifs l'autorisation qui leur est nécessaire pour conclure définitivement.

Les Etats d'Hollande donneront leur consentement . . prochain et Mons[r] le Greffier m'a assuré que celui des autres provinces ne tarderoit pas à parvenir à la généralité; ainsi, Monsieur le Comte, je crois avoir lieu de regarder cette opération comme entièrement terminé, quoiqu'elle soit certainement très conforme aux intérêts respectifs de la France et de la République. Quoique les témoignages multipliées de la bienveillance du Roi ayent semblé devoir la rendre facile, j'apercevois cependant un obstacle qui m'a embarassé jusqu'au dernier moment. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que M[r] le Stadhouder a jusqu'à présent été très éloigné du système François et que, forcé de se prêter à des résolutions qui y sont conformes et ont amené suscessivement les choses au point où elles se trouvent aujourdhui, il a renoncé avec regret à ses [1]) pour la Grande Bretagne et est devenue l'ennemi de l'Angleterre sans devenir l'ami de la France. Je craignois qu'il ne saisît dest prétextes frivoles pour mettre

[1]) *En blanc. Probablement il faut lire „sympathies".*

des entraves à nos vues dans cette circonstance, mais j'apprens avec beaucoup de satisfaction que les impressions, que j'ai tâché de lui donner sur les suites de son opposition, ont été tellement profonds, qu'il a entretenu l'engagement qu'il a pris dans les momens d'émotion, que mes derniers entretiens ont excité en lui. C'est donc la première fois qu'il se montre empressé d'employer son influence au gré du Roi. Je vais travailler à lui rendre agréable à lui même cet usage de ses moyens, par les assurances de la bienveillance de S. M., que je lui donnerai et que je lui présenterai sous les formes les plus séduisantes. J'entrevois la possibilité de tirer un parti très avantageux de ce premier succès et je ne négligerai rien pour y parvenir indépendamment des facilités, qu'il pourra me procurer de substituer successivement dans l'ame de Mr le Prince le goût pour la France au penchant pour l'Angleterre.

J'aperçois encore d'autres conséquences de l'opération que nous venons de terminer, et il me semble que c'est avoir ouvert un nouveau Canal, qui peut nous ménager les plus précieux avantages. J'aurai l'honneur de Vous exposer ultérieurement mes idées sur cet objet et de les soumettre à votre sagesse.

LETTRE DCCCLXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les opinions du conseiller-pensionnaire et du stadhouder.

—

Le 4 Septembre 1781.

J'ai saisi, Monsieur le Comte, ainsi que Vous m'avez paru le désirer, une occasion, qui s'est présentée naturellement, d'insinuer à Monsieur le Conseiller-Pensionnaire, que les témoignages de bienveil-

lance et d'affection du Roi pour la République étoient entièrement désintéressées et qu'ainsi, si Elle en désiroit de nouveaux et de plus essentiels encore, c'étoit à Elle à les réveiller par les développemens de la plus juste confiance. Il m'a paru pénétré de cette vérité, mais m'a laissé comprendre, sans l'énoncer positivement, que l'ancien attachement de Monsieur le Stadhouder pour l'Angleterre offroit encore quelques obstacles aux désirs des bons citoyens à cet égard. Il m'a semblé espérer cependant qu'ils seroient bientôt dissipés, et j'ai cru devoir en conséquence redoubler d'efforts pour déterminer cette intéressante résolution.

LETTRE DCCCLXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

Le 7 Septembre 1781.

L'affaire de Monsieur le Duc a été agitée hier dans l'assemblée de la Hollande, Monsieur le Comte. Les villes de Dort, de Haerlem, de Rotterdam, de Leyde, de Delft, de Schiedam et de Gorcum ont déclaré qu'elles trouvent celle d'Amsterdam très fondée dans la démarche qu'Elle a faite, et qu'elles regardent l'adresse du Duc à L. H. S. comme contraires à la constitution et au droit de chaque Membre de l'Etat [1]). Elles ont aussi désavoué la conduite des Députés de la province à la généralité et ont été d'avis de leur interdire de prendre aucune part aux délibérations qui pourroient être entamées sur ce sujet. Les Députés des autres villes ont annoncé

[1]) On trouvera les détails des démarches du duc de Brunswic dans les Ned. Jbb. 1781, p. 1178 sqq. et 1377 sqq.

qu'ils n'avoient pas d'ordre de s'expliquer, mais on sait positivement que plusieurs d'entr'eux au moins seront autorisés à adopter la même opinion. Il est très vraisemblable que Monsieur le Stadhouder s'efforcera d'engager une nouvelle délibération sur cet objet pour écarter, s'il lui est possible, la résolution finale, mais il est très incertain qu'il en ait le crédit, et s'il y réussit, ne sera-t-il pas même flétrissant pour Monsieur le Duc de ne recevoir aucune réponse à ses demandes réitérées, et le silence de la Province seul...[1]) naturel de ses accusateurs, ne sera-t-il pas avec raison regardé comme l'aveu tacite de leur démarche, et n'acquerra-t-il pas d'autant plus de force qu'il sera très connu que les instances de Monsieur le Stadhouder n'ont pu rien obtenir de plus favorable de quelquesuns des Membres que la promesse de ne pas s'expliquer, tandis que les plus considérables ont cru devoir développer l'avis le plus dégradant? Quelle que soit l'issue de cette grande affaire, je continue à voir avec beaucoup de satisfaction, que loin de nuire à l'activité des mesures hostiles, elle semble au contraire, ainsi que Messieurs d'Amsterdam l'avoient prévu, rendre totalement impuissantes les mauvaises intentions de ceux qui ne favorisent pas leur zèle patriotique, et en effet, Monsieur le Comte, je remarque dans toutes les parties de l'administration le plus grand empressement de rendre respectable les forces de la République et je ne doute pas qu'elles ne le soyent très réellement au commencement du printems prochain....

[1]) En blanc.

LETTRE DCCCLXV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Nouvelles alarmantes de la flotte.

—

18 September 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer mij te acquitteeren van de restitutie der gecommuniceerde rapporten, niet dan zeer fatale en allerongelukkigste tijdingen behelsende. De hoopeloose situatie van 's Lands schip Prins Willem [1]) had ik uit allen de omstandigheeden reeds verwagt, dan het binnezijlen van het convoy, en het sentiment, bij de missive van de Vice-Admiraal Hartzink zoo duidelijk geëxprimeert, geeven mij zeer veel aandoening. Ik moet betuigen dat al hetgeen ik weet van gemelden Heer Vice-Admiraal mij geen genoegsaam vertrouwen inboesemt om aan zijn gedeclareerde opinie en adsertie: „dat de tijt te verloopen is om dit jaar „een convoy in de Zond te brengen", te konnen adhaereeren. De finaele determinatie omtrent die zaak is van het uiterste gewigt, dog alvorens dat daerover eenige Staats-deliberatien werden aangelegt, zoude ik eerbiedigst van gedagten zijn, dat het schriftelijk advis der commandeerende Officieren van 's Lants Vloot en de consideratien van de respective Admiraliteit-Collegien door U. D. H. zoude behooren te werden ingenomen....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Le vaisseau du capitaine Andries De Bruyn, qui échoua sur un banc de sable, dit le Haeks. Sur cette mésaventure et ses suites déplorables voyez les Ned. Jbb. 1781, p. 1751 sqq. et 1778 sqq., où l'on trouve tous les détails.

LETTRE DCCCLXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Même sujet. Désastre d'un vaisseau de guerre.

—

Le 18 Septembre 1781.

....Le capitaine de Bruyn.... est violemment soupçonné d'avoir contribué à cet accident [1]). Il a été déjà précédemment accusé d'avoir manqué plusieurs occasions favorables de mettre à la voile et d'avoir négligé, de concert avec quelques Membres de l'amirauté de la Meuse, les mesures les plus essentielles à l'armement du vaisseau qui lui avoit été confié. Quoique je ne sois pas disposé à juger très favorablement du capitaine de Bruyn, je suis cependant assez éloigné d'ajouter foi à cette inculpation et je crois que le désastre du vaisseau de 74, le Prince Guillaume, ne peut être attribué qu'au pilote Cotier [2]), à qui, selon les patentes de la République, Mr de Bruyn avoit remis l'entière direction aux approches de la côte.

Monsieur le Stadhouder m'a témoigné qu'il espéroit encore qu'il seroit possible de sauver ce bâtiment et qu'il se flattoit même qu'il suivroit sa première destination. Il m'a ajouté, Monsieur le Comte, que dans le cas où l'impossibilité de la remettre en mer seroit reconnue, le reste de l'escadre n'en suivroit pas moins sa route vers le Sund, et il s'attendoit même à apprendre à chaque instant l'arrivée du Contre-Amiral Van Braam au Vlie et sa jonction avec le convoy marchand....

[1]) Cf. le n°. 865.

[2]) Ce pilote ne s'appelait pas Cotier, mais tout simplement Jean Kock.

LETTRE DCCCLXVII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Même sujet.

Le 18 Septembre 1781.

M. le Stadhouder m'a informé que les espérances, qu'il m'avoit données hier avec beaucoup de satisfaction, venoient de se dissiper; qu'il avoit reçu dans l'instant la triste nouvelle du désastre complet du vaisseau de septante- quatre canons; qu'il n'a pas été possible de le dégager du banc de sable, où il a échoué et dont on espéroit sauver l'équipage. Il m'a ajouté que Monsieur le Contre-Admiral Van Braam lui rendoit compte en même temps que sur le rapport qui lui avoit été fait de l'apparation de — [1]) vaisseaux Anglois sur la côte, il avoit cru nécessaire de faire rentrer l'escadre dans la rade du Texel.

Monsieur le Stadhouder n'est pas entièrement décidé sur le parti qu'il convient de prendre. Il se propose d'en conférer avec les principaux Membres de l'administration et m'a promis de me communiquer le résultat de la délibération, mais comme il y a tout lieu de douter que la nouvelle de la séparation de la flotte combinée influera sur la résolution, qui sera arrêtée, j'ai cru devoir concerter avec les Commissaires de nos entrepreneurs les mesures qu'il paroîtra le plus prudent de prendre, dans le cas où les vaisseaux, affrétés par eux et qui sont rassemblés au Vlie, ne pourront pas remplir cette année leur destination....

[1]) *En blanc.*

LETTRE DCCCLXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

29 September 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te doen geworden de rescriptie, die ik op mijn missives van de pensionaris Visscher heb bekoomen. Op het poinct van het convoy borneert zig het antwoord, zoo als U. D. H. zal remarqueren, eeniglijk en alleen tot de termen van klaagliederen. Het geval van de Capitijn De Bruin, 't welk een zoo sterke en heevige passage in die missive uitleevert, schijnt van dien aard, dat het dienstig zal zijn, dat gem. pensionaris door mij werde geïnformeert van de heylzame en salutaire ordres, door U. D. H. in die zaak bereids gestelt; dan om hiertoe, vooral met de relatie tot de beschuldigingen, door de Luitenant Coelberg tegens voorm. Capitijn ingebragt, naa behooren in staat te zijn, wenschte ik gemunieert te mogen werden met een afschrift der missive, welke U. D. H. eenige dagen geleeden over die zaak aan de Admiraliteit op de Maze heeft doen afgaan. Mag ik tot eynde mijn verzoek aan U. D. H. bij deze addresseeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLXVIIIa.

Copie d'une missive du pensionnaire C. W. Visscher au conseiller-pensionnaire.

—

Amsterdam, 28 September 1781.

Hoog Edel Gestrenge Heer.

Ik heb op zijn tijt U. H. E. G. mij zeer vereerende missives van den 24^n en 27^n deezer, met de bijlagen, zeer wel ontfangen en dezelven aen heeren burge-

meesteren gecommuniceert. H. Ed. Gr. Achtb. hebben mij gelast U. H. E. G. voor derzelver attentie te bedanken en van haere hoogachting te verzekeren. Het is ten uitersten ongelukkig voor de nootlijdende commercie, dat zij door een zamenloop van fatale omstandigheeden zich op nieuw gefrustreert vind van de zoo hoog noodige protectie, zonder dewelke nochtans zij geheel en al te gronde zal moeten gaen. Welke eene aendoening de waerschijnlijkheit, dat er dit jaar geen convoy zal gegeeven worden, aen de kooplieden, die excessive en nu vergeefsche kosten gemaekt hebben, verwekt heeft, kan U. H. E. G. ligt beseffen, zonder dat ik haer deswegens iets naders behoeve te melden. Maer hetgeen vrij veel gisting in de gemoederen veroorzaekt, is het ongeluk het schip van den Capitein De Bruyn overgekoomen. De geruchten, deswegens verspreid wordende, zijn van dien aert, dat ik mij liefst zal menageeren dezelven aen dit papier te vertrouwen. Edoch hetgeen de opmerking van mijne principaelen meer heeft gaende gemaekt, is de brief van den Lieutenant Nicolaes Koelberg aen den heere Van Lijnden, thans met de missive van den laetstgemelden heere in druk aen het publicq, onder anderen in differente couranten, medegedeelt. Mijne principaelen hebben mij gelast U. H. E. G. deswegens hunne gevoelige aendoening te communiceeren, met bijvoeging dat zij verwachten en vertrouwen, dat op den inhoud der gedagte missive van Koelberg exact onderzoek zal werden gedaen en zonder dilay de nodige mesures genoomen worden, dat de beschuldiger, zoo de betigtingen valsch zijn, of de beschuldigde, indien het geposeerde in dien brief waer bevonden mogt werden, de wel gemeriteerde straffe mogen erlangen....

C. W. VISSCHER.

LETTRE DCCCLXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le pamphlet „Aen het Volk van Nederland".

—

Hage, den 28 September 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik vinde mij verpligt om aan U. W. E. G. te denuntieeren het neevensgaende eerroovend en fameus libel, geïntituleert: Aan het Volk van Nederland [1]); daerin worde ik niet alleen, maer mijn Vader en Moeder en alle mijne Voorzaeten met de haetelijkste verwen afgeschildert en aen de haet des Volks ten toon gestelt; ja zelfs onziet men zich niet de heeren Staeten der respective provincien als Usurpateurs der rechten van het Volk uit te kryten en eene democratie te willen introduceeren. Ik verzoeke U. W. E. G. wel te willen doen waeken tegens het publiceeren van een zoo violent lasterschift en te willen uitwerken, dat de drukker en autheur van dit stuk werde nagevorscht en na behooren gestraft, volgens de reets subsisteerende Wetten en placcaeten van den Lande. Voor het overige zal ik gaerne verneemen of U. W. E. G. oordeelt, dat ik daeromtrent eenige démarche zoude moeten of konnen doen, hetzij bij heeren gecommitteerde Raeden, hetzij bij het Hof, om eens te zien in toom te houden de ten uitersten top gereezen licentie der naemlooze schrijvers....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]). Le fameux pamphlet, dont l'auteur (J. D. v. d. Cappellen) ne fut connu que de nos jours.

LETTRE DCCCLXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

's Hage, den 29 September 1781.

Wel Edel Gestrenge Heer.

.... Ik danke U. W. E. G. voor de gestelde orders omtrent het ophaelen van het libel, dat ik U. W. E. G. op gisteren toegezonden hebbe, en dat U. W. E. G. het daerheenen heeft gedirigeert, dat circulaire brieven aen de Steeden daeromtrent zijn afgegaen. Ik zoude denken dat een zoo oproerig stuk behoorde door beulshanden verbrant te worden, waerin niet alleen de Stadhouderlijke waerdigheit, maar zelfs alle Staetsregeeringe den bodem werd ingeslaegen en in plaetse van dien voorgeslagen word eene anarchie te introduceeren, wiens gevolgen niet genoeg kunnen worden geapprehendeert. Ik ben van intentie daerover met den Fiscael en den President van het Hof te spreeken, en zoo U. W. E. G. mede van die gevoelens is, verzoeke ik U. W. E. G. den Fiscael daerover te onderhouden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCLXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse. Même sujet.

—

29 Sept. 81.

. . . .

. . . . Mijn intentie was om de Hr Fiscaal 'T Hoen, die, zoo ik hoor, heeden niet in de stad is, op morgen te spreeken over het subject van het verfoeylijk libel, van welkers restitutie ik d'eer heb mij

bij dese te acquiteeren. En ik was van voornemens Zijn Ed. aan te setten om deswegens criminaliter t'ageeren, hetgeen zeer gevoeglijk met de executie tegens het corpus delicti kan beginnen: op dienselve voet zal ik vervolgens gem. Heer op morgen onderhouden . . . .

. . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. Le poste d'ambassadeur à Berlin.

—

Hage, den 30 September 1781.

Wel Edele Gestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht dat wel op zich wil neemen om met den Fiscael te spreeken over het verbranden door beulshanden van het fameus en oproerig libel, geintituleert: Aan het Volk van Nederlant. Het was te wenschen dat de Authuer konde gevonden worden. Ik zal daerover schrijven aen de Gecommitteerde Raeden of Gedeputeerde Staeten in alle de Provincien, om het voors: boek te denuntieeren, en zoude gaerne een Exemplaer aen ieder provincie toezenden; derhalven verzoeke ik U. W. E. G. mij wel te willen bezorgen, zoo het doenlijk is, zeven van de opgehaelde Exemplaeren, om bij mijne missives te kunnen voegen. Ik denke dat zij bij Gecommitteerde Raeden zullen zijn.

.... Ik zende U. W. E. G. ook terugge de missive van den Heere Pensionaris Visscher. Ik zal U. W. E. G. bezorgen eene Copie van mijne missive aen de Admiraliteit op de Maze en van de missive, die ik van den Heere D. W. van Lijnden ontfangen

hebbe. Het is noodigh dat die Heeren zien dat zij niet de eenigste zijn, die voor 's Lands dienst waeken, maer dat ik alles gedaen hebbe wat in mijn vermogen is om te effectueeren dat deeze zaek met alle nadruk werde geëxamineert. De brief van een Lidt uit de regeeringe van Zeelant, die in de couranten staet, is vol leugens, en het tegendeel kan bewezen worden. Laet U. W. E. G. maer daerover spreeken met den Heere van Lijnden van Blitterswijk, die zal er voor uitkoomen, dat hij het uitzeilen van het schip Zuid-Bevelant afgeraeden heeft en dat, zoo ik het te dier tijt hadde uitgezonden, hij voor een opstant zoude gevreest hebben....

Met de post van Berlijn vinde ik mij niet weinigh verlegen. De Heer Frans Bigot verkiest zich daertoe niet te laeten gebruiken en renuntieert aen de carrière diplomatique [1]). Ik hebbe geen andere als de Heer Van Reede, die mij daerover gesproken heeft [2]). Ik hoope U. W. E. G. daerover nader te konnen onderhouden.

U. W. E. G. begrijpt lichtelijk dat het mij niet indifferent kan zijn en noch minder aen de Princesse, wie of aen een Hof, daer wij zoo eene nauwe betrekking toe hebben, werd gecommitteert, en daerom zoude ik gaerne daer iemant hebben, daer ik staet op maeken konde....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) M. Fr. Bigot était bourgmestre de Sneek et chambellan à la cour. Cf. sur lui et les raisons de son refus les Mém. de Hardenbroek, III. p. 244.

[2]) En effet il fut nommé envoyé à Berlin peu de temps après.

LETTRE DCCCLXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Soupçons injustes du pnblic.

—

Le 2 Octobre 1781.

Depuis le naufrage du vaisseau de 74 canons, le Prince Guillaume, et la rentrée de l'escadre du Texel les bruits injurieux pour Mr le prince-Stadhouder et Mr le Duc se renouvellent, Monsieur le Comte, de la manière la plus vive. Les pamphlets, qui se suivent chaque jour, les répandent de toutes parts, et les gazettes mêmes, sans les énoncer aussi positivement, contribuent à les accréditer. Je persiste à penser, Monsieur le Comte, que Monsieur le Stadhouder a toujours été très éloigné d'entrer dans aucun complot odieux; que Monsieur le Duc, en lui supposant même l'intention, n'auroit pas osé depuis quelque tems y pendre part, et que les griefs, dont le public semble s'indigner, sont une suite de l'impéritie de ceux qui dirigent et de ceux qui exécutent. Mon opinion à cet égard est fondée sur l'union de diverses circonstances qui se sont rassemblés sous mes yeux et sur un examen réfléchi des personnes et des affaires, mais ce n'est pas le sentiment général, Monsieur le Comte, et l'ancienne intimité des partisans stadhoudériens et des Anglomanes semble fonder auprès du plus grand nombre les soupçons les plus graves. Mr. le Stadhouder me paroit sentir vivement combien il lui importe de les dissiper et il m'a témoigné de lui-même et à plusieurs reprises qu'il vouloit répandre le plus grand jour sur l'objet des inquiétudes populaires. Je l'y ai encouragé et l'ai bien assuré que le Roi n'avoit jamais cessé d'être entièrement convaincu de la pureté de ses intentions. Je crois, Monsieur le Comte, qu'il lui sera facile par une conduite franche et soutenue d'écarter de lui toutes

les inculpations vagues qui le regardent personellement, mais jamais il ne parviendra à justifier aux yeux de la Nation le Duc, et si la fermentation, qui s'est principalement accru depuis quelques semaines, continue à s'étendre parmi le peuple, je ne doute pas qu'il ne se voye forcé à l'abandonner. Les provinces de Hollande, de Frise, de Zélande et d'Overijssel manifestent des sentimens qui lui sont entièrement contraires, et l'avis de la Gueldre n'a été adopté que par les Etats de Groningue. Au milieu de ces troubles intérieurs j'ai la plus grande attention à ne pas m'écarter de la retenue que je me suis prescrite et que Vous m'avez recommandée, mais j'observe avec beaucoup de soin leurs influences sur les opérations militaires en je continue à m'apercevoir qu'ils n'occasionnent aucun délai et que les préparatifs nécessaires au succès de la campagne prochaine se font de toute part avec beaucoup d'activité.

LETTRE DCCCLXXIV

Le bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionnaire[1]*. Les gazettes. Le pamphlet „Aen 't Volk van Nederland".*

—

HoogEdel Gestrenge Heer.

T'is om te vermeiden het misverstant, dat er geweest is ter gelegenheit van de benoeming van den heere van Twickel tot de post van Weenen, dien ik, noch mijne Confraters, daertoe niet zouden geproponeert hebben, zoo U. W. E. G. mij niet gezegt had dat Z. H. gemelde gedespicieert hadden, dat ik de vrijheit neme... U. W. E. G. met deezen lastigh te vallen...

De heer Visscher heeft U. W. E. G. ook geschreeven aengaende zekere brief uit Vlissingen [2]), maer dezelve

[1]) *Copie. De la main du prince: Reçu le 5 Octobre.*

[2]) La lettre traitait du naufrage du vaisseau le Prince Guillaume. On en trouve le texte dans les Ned. Jbb. 1781, p. 1784 sqq.

heb ik, noch geenen van ons, aengezien dan voor 't geen waermede hij bestempelt wordt in een artikel, op hoog gezag in de Haegsche Courant gestelt. Wanneer zal dat stellen van alles in de couranten eens een einde neemen? Mij is wel eens voorgekoomen dat men denkt dat wij Amsterdammers daerin genoegen scheppen, maer 't is onwaerachtigh.

Het boekje, dat Gecommitteerde Raeden verzogt hebben op te haelen, is hier noch niet te krijgen geweest. Eenige lieden hebben 't, ik heb het niet gelezen. Men zegt het is allervuilst. Het is hier, zegt men, langs straet gestrooit door iemand in heerschaps kleeding, die het gaende weg uit zijn zak liet vallen....

J. RENDORP.

LETTRE DCCCLXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Intrigues du duc de Brunswick pour faire avorter l'emprunt.

Le 16 Octobre 1781.

Les résolutions des différentes provinces, qui ne sont pas expliquées sur la négociation de l'emprunt proposé, ne sont pas encore parvenues à la Généralité, Monsieur le Comte, mais comme elles sont toutes assemblées maintenant, les délais seront nécessairement très courts.

J'ai déjà eu l'honneur de Vous dire que la Province de Zélande ne paroissoit pas disposée à adhérer au préavis, qui a été l'objet de ses délibérations. J'ai été informé aussi que dans quelques autres provinces plusieurs Membres inportans hésitoient, et j'ai cru devoir témoigner de la manière la plus sérieuse à Monsr le Stadhouder combien S. M. auroit lieu d'être mécontente d'éprouver de la résistance de la part des

Membres de l'Union, qui dépendent plus directement de lui et sur lesquels son influence a plus d'effet. Je ne lui ai pas dissimulé que le Roi n'adopteroit aucune des excuses illusoires qui pourroient lui être présentées à cet égard et que S. M. le rendroit personnellement responsable des suites facheuses qui en résulteroient pour la République. Il m'a renouvellé les protestations les plus vives de sa sincerité et de son zèle. Je lui ai répondu que S. M. jugeroit des dispositions par le résultat. Je ne doute pas, Monsieur, qu'il ne soit de bonne foi et qu'il ne me tienne exactement l'engagement qu'il a pris de s'employer efficacement au succès de nos vues [1]), mais je crains qu'à son insçu même quelques trames clandestines ne s'ourdissent et j'ai lieu de supposer que, tandis qu'il s'explique loyalement, Monsieur le Duc s'efforce par des intrigues sourdes de mettre des entraves à ses bonnes intentions, et que le parti Anglomane, dont il est l'âme et le soutien, seconde ses menées secrettes,

[1]) *De la main du prince:*

Ma réponse n'est pas bien représentée. J'ai dit que je n'étois pas Souverain de ce Pays, mais que j'avois l'honneur de servir une république libre et indépendante et que je ne pouvois nier les suffrages que j'avois promis de faire de mon mieux pour lui faire obtenir sa demande; que je l'avois fait, mais que lui scavoit mieux que personne, que mon influence n'étoit pas si grande qu'il vouloit le faire croire, et sur ce qu'il me demandoit si cela pourroit se décider à la pluralité, je lui dis que je ne sçavois si une affaire de finance de cette nature pouvoit se décider ainsi. Il me dit là-dessus que c'étoit à moi à décider cela et je lui répondis que ce n'étoit pas de mon département, mais que les provinces devoient décider cela elles-mêmes et que je m'étois employé pour persuader les Membres d'y consentir, mais que je ne pouvois, pour l'obliger, agir contre la constitution.

parce qu'il prévoit les suites d'une opération, qui, tendant à augmenter la harmonie entre la France et la République, diminue de plus en plus l'espérance de voir l'Angleterre recouvrer son influence et son crédit. Pourtant, Monsieur le Comte, je me flatte que la fermeté, avec laquelle je me suis expliqué non seulement avec Mons[r] le Stadhouder, mais aussi avec Monsieur le Conseiller-Pensionnaire et les principaux Membres de l'administration, en imposera aux malintentionnés, et que je ne tarderai pas à Vous annoncer une conclusion définitive et entièrement conforme au désir de S. M., ainsi qu'aux vrais intérêts des Etats-Généraux.

LETTRE DCCCLXXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le pamphlet „Aen 't volk van Nederland". La réponse de l'Angleterre aux cours du Nord.

—

Du 19 Octobre 1781.

Le livre séditieux, dont j'ai eu l'honneur de Vous adresser un exemplaire Hollandois, M[r] le Comte, et que M[r] le Prince Stadhouder a dénoncé à toutes les Provinces, comme tendant à exciter le peuple contre les gardiens de l'Union, a été depuis quelques jours l'objet des déliberations des Etats de Hollande. Messieurs d'Amsterdam se sont empressés de s'expliquer avec force contre cet ouvrage, afin qu'on ne pût pas les soupçonner d'y avoir fourni la moindre part et ont voté qu'il leur paroissoit très convenable de publier le placcard le plus sevère contre l'auteur, l'imprimeur et les destributeurs, mais les partisans du Duc ont proposé de rendre ce placcard général contre tous les libelles répandus depuis quelque tems et

notamment contre ceux qui l'inculpent. Messieurs d'Amsterdam ont annoncé qu'ils n'y consentiroient jamais. Ils ont été secondés par un très grand nombre de Membres de l'assemblée et il a été décidé que le placcard n'auroit lieu qu'à l'égard du livre très condamnable adressé au peuple et tendant à le soulever. Cette disposition semble annoncer celle qui sera prise promptement relativement aux plaintes portées par Monsieur le Duc contre les Magistrats Amsterdamois, ses accusateurs. J'ai déjà eu l'honneur de Vous mander que huit des principales villes de Hollande ont énergiquement défendu leur cause. Plusieurs autres s'y sont encore réunies, et il me paroit entièrement assuré au moins d'une très grande pluralité, s'il ne parvient pas même à rassembler tous les suffrages. Monsieur de Thulemeyer, Ministre de Prusse, a été chargé par sa cour de renouveller les prières vagues, qu'il avoit déjà faites en faveur du Duc. Cette démarche a d'autant moins fait d'impression, qu'elle paroit évidemment n'être que la suite des vives instances, auxquelles S. M. n'a pu formellement se refuser.

Les Etats-Généraux n'ont pas tous eu communication formelle de la réponse faite par l'Angleterre aux trois cours du Nord. Les Ministres les plus importans de l'Union, et notamment Messrs d'Amsterdam, n'en ont aucune connoissance positive. Mais j'ai lieu de penser que M^r le Stadhouder et M^r le Conseiller-Pensionnaire sont informés vaguement que le Ministère Brittannique paroit se refuser à la proposition de l'armistice, en acceptant cependant les bons offices de l'Impératrice de Russie relatifs à une paix particulière avec la République. Il me semble très décidé à n'adhérer qu'à des conditions très honorables et, comme j'ai eu l'honneur de Vous le mander déjà, je

ne doute pas que la disposition générale de la nation ne les force l'un et l'autre à persévérer dans des sentimens aussi conformes aux vrais intérêts de la République. Ils m'ont témoigné aussi et assuré très positivement, que quelles que soient les démarches pacifiques des cours neutres, elles ne retarderoient certainement pas les préparatifs de la campagne prochaine, qui se continuent avec activité dans les différens chantiers et arsenaux, ainsi que Vous en aurez pu juger par les rapports des cincq Colléges d'Amirauté, que j'ai eu l'honneur de vous adresser.

LETTRE DCCCLXXVII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'affaire du duc de Brunswic.

—

Le 6 Novembre 1781.

L'affaire de Monsieur le Duc continue depuis quelque tems, Monsieur le Comte, d'être l'objet des délibérations des Provinces et particulièrement de celle de Hollande. La Gueldre et la Groningue ont déjà depuis longtems fait parvenir une résolution qui lui est peu favorable, et l'Overijssel et Utrecht en ont pris une conçue dans des termes généraux et extrêmement insignifiante. La Frise paroit disposée à s'expliquer contre lui de la manière la plus sevère; la Zélande ou adoptera le même parti ou gardera le silence, et la pluralité des voix, déjà unie en Hollande à la ville d'Amsterdam, s'accroit de plus en plus de quelques nouveaux suffrages. Dans les provinces, qui lui sont le plus incontraires (sic), il s'élève de tems en tems des voix qui viennent se joindre à celles de ses accusateurs, dont le peuple semble de plus en plus approuver les efforts. Il vient de publier pour sa défense l'aver-

tissement, que j'ai l'honneur de Vous adresser, mais il a paru bien foible, n'a nullement produit l'effet avantageux qu'il attendoit, et donnera vraisemblablement lieu à de nouveaux pamphlets, qui exciteront de plus en plus l'animosité publique. Elle est portée à un tel point et elle se trouve si soutenue par les Membres les plus importants de l'Etat, qu'il me paroit impossible que le Duc ne soit pas obligé à se retirer lui-même, à moins qu'il ne consente à passer le reste de ses jours dans l'avillissement et l'opprobre. Sa situation devient d'autant plus fâcheuse qu'il commence à perdre son crédit sur Monsieur le prince-stadhouder. Jusqu'à présent la démarche de Messieurs d'Amsterdam avoit en quelque façon enchaîné son influence et l'avoit forcé, en ouvrant et fixant les yeux sur lui, à ne tenter rien de contraire à leur désir, mais la confiance du pupile pour le tuteur sembloit se soutenir et aujourd'hui elle commence à s'altérer sensiblement. Messieurs d'Amsterdam et plusieurs autres patriotes éclairés m'ont assuré qu'ils s'en étoient apperçus dans différentes occasions et notamment une très importante, dont ils viennent de me faire part. Informés que le Vice-Amiral Byland se trouvoit à Cadix avec un vaisseau de 68 canons, un de 56 et deux frégates de 36, ils ont pensé qu'il seroit possible de l'employer à une expédition, dont le succès seroit glorieux et utile, et qu'il conviendroit de l'envoyer à la rencontre du commodore Johnstone et des bâtimens Anglois des Indes-Orientales. Ils l'ont proposé à Monsieur le stadhouder, qui a fort applaudi à leur désir. Ils lui ont représenté la nécessité du plus profond secret. Il le leur a promis. Ils ont vérifié qu'il avoit le soir même expédié à cet effet un courier à Cadix, sans en avoir aucunement conféré avec le Duc. Je n'ai pas vu Monsieur le stadhouder depuis ce jour là, mais j'aurai

occasion de l'entretenir demain, et je ne doute pas qu'il ne s'empresse de me communiquer un plan, dont l'exécution pourroit devenir aussi intéressante. Dans le cas où l'Amiral Byland ne rencontreroit pas le commodore Johnstone, il doit revenir à Cadix et escorter les six navires marchands de la Compagnie des Indes-Orientales qui s'y trouvent, jusques dans un de nos ports. Vous voudrez bien, Monsieur le Comte, ne pas paroitre à Mr de Berkenroode, Van de Perre et Boers, instruit des détails que je viens d'avoir l'honneur de vous transmettre. J'ai lieu de penser qu'ils n'en ont aucune connoissance....

LETTRE DCCCLXXVIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La question des villes de barrière. La médiation de la Russie.

—

Le 16 Novembre 1781.

....Vous aurez été instruit plus tôt que nous, Monsieur le Comte, des ordres donnés par l'Empereur relativement à la démolition des places de guerre des Païs-Bas Autrichiens. Cette détermination a été communiquée à Mr Hop, Ministre de L. H. P. à Bruxelles. Monsieur le Baron de Reischach a été aussi chargé d'en donner connoissance aux Etats-Généraux et de leur déclarer que S. M. Impérale s'attendoit que l'exécution de ce plan n'éprouveroit aucun obstacle de leur part dans les villes où, conformément au traité de barrière, ils entretiennent une garnison. Cette résolution de l'Empereur me paroit exciter ici d'autant plus d'étonnement qu'elle n'avoit pas été précedée d'aucune insinuation, et que Mr de Reischach, ni Mr Hop, n'ont pu donner aucun éclaircissement sur l'étendue qu'elle doit avoir. Elle va devenir l'objet

des délibérations de L. H. P. et j'ai lieu de croire qu'elles se borneront d'abord à témoigner à S. M. Impériale leur confiance dans sa fidélité à se conformer aux stipulations des Traités et en même tems à la supplier de leur faire connoître ses intentions d'une manière plus précise. Je serai très attentif à vous faire part des suites de cette affaire et de l'impression qu'elle produira.

Un courier, expédié de Petersbourg, est arrivé avant-hier ici, Monsieur le Comte, et doit passer Samedi matin en Angleterre par le paquetboat. Comme le Prince Gallitzin est absent depuis quelques jours et ne doit revenir que ce soir, nous ignorons encore s'il a receu quelques dépêches importantes, mais la marche, que le courier doit suivre, paroit annoncer que l'Impératrice de Russie, avant de faire aucune démarche auprès de la République relativement à la médiation nouvellement acceptée par la Cour de Londres, a cru devoir renouveller à S. M. Britannique ses instances sur les principes qui doivent servir de base à la négociation. Je ne manquerai pas de vous transmettre Mardi les notions que j'aurai acquises d'ici là à cet égard, mais quel que puisse être l'état des choses, je crois pouvoir vous assurer que les personnages préponderants sont plus que jamais disposés à ne se laisser illusionner par aucune apparence trompeuse et à continuer de s'occuper efficacement des préparatifs de la campagne prochaine.

LETTRE DCCCLXXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Un entretien du prince avec le bourgmestre Rendorp.

—

17 November 1781.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Met veel dankzegging voor de communicatie heb ik de eer U. D. H. te restitueeren het precis van Hoogstdeszelfs conversatie met de burgemeester Rendorp over het werk der particuliere vreede met Engeland. Het genotuleerde door U. D. H. strookt ten volle met hetgeen gemelde heer ook aan mij heeft te kennen gegeeven, alleen moet ik er bijvoegen dat Z. Ed. niet zonder reeden scheen te verlangen dat het Vreedens-Congres, onder de hooge mediatie van Rusland, juist niet te St Petersburg, maar elders in de nabijheid van de Republicq mogt werde gehouden, in welk geval het mij niet onwaarschijnlijk is voorgekoomen, dat hij zig tot de bijwooning van hetzelve zoude verleedigen.

In de onzeekerheid of de heer prins van Gallitzin aan U. D. H. heeft doen geworden een copye van de bewuste insinuation verbale, heb ik de eer hierbij in te sluiten het afschrift, 't welk Z. Exc. mij daarvan gisteren avond heeft doen toekoomen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCLXXIXa.

Précis d'une conversation du prince avec le bourgmestre Rendorp [1]).

—

'sHage, 16 November 1781.

Na eenige woordewisselingen over differente zaeken zijn wij gekomen te spreeken over de actueele toestand van de Republiq en dat het te wenschen waere, dat de vreede met Engeland op eene honorabele wijze konde worden geslooten. De heer Rendorp heeft gezegt dat, hoezeer hij geen formeele last hadde om er over te spreeken, hij verzekeren konde dat diegeene, die de directie in deszelfs stad hadden, gaerne zoude zien dat de vreede geslooten wierde, en dat zij meenden dat in Engeland daertoe ook dispositie was, niet alleen bij Lord North, maer ook bij Lord Germaine [2]), en dat de heer Yorke daer mede wel toe wilde werken; dat het er op aenquam of men liefst iemant uit Engeland hier zoude zien of dat iemant van hier derwaerts gezonden wierde; dat zij niemant wilden proponeeren, maer dat, zoo ik van intentie was om, zooals in de voorlede zomer was voorgedraegen, de heer Bentinck derwaerts te zenden [3]), hij docht dat zijn stad er niet tegen zoude hebben. Ik hebbe hem geantwoort, dat ik gaerne zoude zien dat de vreede geslooten wierde en daeromtrent gaerne zoude appuyeeren de goede dispositien van de stad van Amsterdam; dat ik wel zoude inclineeren om de heer Bentinck derwaerts te

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) George Sackville, depuis 1770 connu sous le nom de Lord George Germain, était secrétaire d'état pour les colonies jusqu'à la retraite de Lord North en 1782.

[3]) Le colonel Bentinck van Schoonheten, aide-de-camp du prince.

zenden, maer dat ik dacht dat de geoffereerde mediatie van Rusland teffens behoorde te worden geaccepteerd, en getracht om, zoo door intercessie van die Mogentheid als door directe onderhantsche negotiatien, het met Engeland eens te worden, en dat het goed zoude zijn, alvorens iemant te zenden, eenigsints te weeten of het te verwachten was dat Engeland niet van ons vergen zoude zaeken, die het werk van de vreede volstrekt ondoenlijk zouden maeken; dat het ook noodig zijn zoude eerst hier het eens te zijn op welke voet de vreede zoude behooren geslooten te worden, maar dat vooral men zich niet behoorde te relacheeren en de præparatien van den oorlog met zooveel ijver voort te zetten alsof in geen tien jaeren eene vreede was te verwachten. Dit is, zooveel ik mij herinnere, hetgeene omtrent dat poinct voorgevallen is.

LETTRE DCCCLXXX.

Le duc de Brunswic—Lunebourg au prince d'Orange. L'affaire du duc Louis de Brunswic.

A. Bronsvic, ce 28 de Novembre 1781.

Monsieur.

Des motifs que V. A. ne sauroit qu'aprouver, me déterminent à l'importuner dans ce moment, en Lui parlant d'une affaire qui a droit de m'intéresser de la façon la plus vive. La situation de Monsieur le prince Louis, mon Oncle, m'affecte à un point difficile à exprimer. Sans m'immiscer, même de la façon la plus éloignée, dans une affaire qui tient aux ressorts intérieures d'un Etat respectable, je croi cependant que mon attachement pour un parent de ce mérite m'impose la Loi de faire connoître à V. A. l'excès de mes inquiétudes. Il ne m'appartient en aucune façon

de m'expliquer sur l'issue, que peut avoir cette chagrinante affaire, mais j'ose me flatter, Monsieur, que de quelque façon qu'elle se termine, V. A. déploiera dans cette occurence ces sentimens d'équité qui la caractérisent, et que ceux qui ont eu le bonheur de l'aprocher ont admirés dans tant d'autres occasions. Je connois trop votre façon de penser, Monsieur, et je lui rends trop justice pour douter un instant que V. A. n'agisse dans ces circonstances vis à vis de Monsieur le prince Louis de Bronsvic, mon Oncle, d'une manière analogue aux services qu'il a eu le bonheur de lui rendre durant bien des années, et que L.L. H.H. P.P. ont précédemment honorés du sceau de leur aprobation. Son attachement à l'Etat, aux intérêts de V. A. et à ceux de sa Maison, m'est trop connu, pour ne pas me persuader que dans une époque de cette importance vous ne manifestiez, Monsieur, des sentimens dignes de V. A. et propres à faire connoître qu'Elle rend justice à un prince, auquel Elle adonné sa confiance et qui la mérite à tant de titres. L'intérêt qui m'attache à un parent si cher à toute la Famille, m'engage à vous ouvrir mon coeur à cet égard Monsieur. Si V. A. veut bien partager mes peines dans ce moment, Elle aura j'espère la condescendance de me rassurer sur ce qui fait l'objet de mes allarmes, que personne ne seroit plus en état de calmer que vous, Monsieur.

J'ai l'honneur d'être avec les sentimens les plus distingués,

Monsieur, ...

CHARLES G^{me} F. DUC DE BRONSVIC-LUNEBOURG.

LETTRE DCCCLXXXI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La médiation. La question des villes de barrière.

—

Le 30 Novembre 1711.

.... Les Etats de la province de Hollande se sont rassemblés Mecredi dernier, Monsieur le Comte. L'ouverture, faite par le Ministre de Rusies à Mr Wassenaer, ne leur a pas encore été communiquée, mais elle doit l'être promptement, ainsi qu'aux autres provinces. J'ai lieu de croire que la réponse, dont les Etats Généraux arrêteront la forme, renouvellera l'acceptation de la médiation de S. M. Impériale, déjà plusieurs fois agréée par L. H. P., mais ne contiendra d'ailleurs que des expressions vagues et insignifiantes. Les Députés de la ville d'Amsterdam sont autorisés à déclarer que le conseil de leur ville ne consentira jamais à l'établissement d'un congrès général à Petersbourg ou Londres et qu'il n'adhérera qu'à des conditions homorables pour la République et qui assureront une entière satisfaction pour le passé et une liberté entière de navigation pour l'avenir.

.... Mr Hop, Ministre de L. H. P. à Bruxelles, leur a adressé quelques èclaircissemens relatifs au projet annoncé de la démolition des places des Pays-Bas, et j'ai l'honneur de Vous envoyer sa dernière dépêche sur cet objet. Je persiste à penser que dès que l'Empereur aura bien voulu renouveller les témoignages de son inviolable exactitude à maintenir les traités avec la République, L. H. P. n'opposeront pas la plus légère résistance aux intentions de S. M. Imple, mais se contenteront de réclamer des indemnités, tant pour les munitions qu'ils ont dans les villes dont il s'agit, que pour le rétablissement des

fortifications de Namur, dont elles se sont chargées en vertu d'une convention particulière, signée en 1755, car il n'est personne qui ne soit bien convaincu ici de l'inutilité ultérieure pour la République des places de la barrière. En effet à l'époque même, où le Traité a été conclu, elles ne présentoient qu'une apparence illusoire aux Hollandois, et elles leurs étoient même très onéreuses depuis la cessation du payement des sommes articulées par la Cour de Vienne. La guerre de 1740, pendant laquelle la pluspart d'elles ont été démantelées, sans que leur rétablissement ait été statué à la paix d'Aix, les avoit rendues presque nulles et elles l'étoient devenues entièrement depuis le traité d'alliance, qui a assuré l'harmonie la plus précieuse entre la France et l'Autriche.

LETTRE DCCCLXXXII.

Le prince d'Orange au duc de Brunswic-Lünebourg. Réponse [1]).

—

La Haye, ce 4 Décembre 1781.

Monsieur.

J'accuse la réception de la lettre, que V. A. a bien voulu m'écrire le 28 de Novembre dernier. Je la prie d'être persuadée que personne n'a pris plus de part aux désagréments que S. A. Monsieur le Duc Louis, son Oncle, a éprouvé depuis quelque temps; je l'ai toujours respecté et chéri comme mon second père et lui ai été attaché par les liens de l'amitié et de la reconnoissance, ainsi V. A. peut juger combien j'ai été sensiblement affecté par la démarche, que Messieurs les Bourguemaîtres de la ville d'Amsterdam

[1]) *Minute Autographe du prince:* Voyez le numéro du 28 Novembre.

ont fait le 8 de Juin dernier. Je n'avois jamais cru que les choses auroient été poussées à ce point et que l'on auroit prétendu exiger de moi que j'éloigne de ma personne et de ma Cour un Prince d'une Maison Illustre, qui a bien voulu se charger du soin de mon éducation, à qui j'appartiens par les droits du sang et qui est frère de la mère de mon Epouse; aussi je crois avoir répondu avec toute la fermeté qu'une pareille démarche exigeoit. J'ai fait tout ce qui est en mon pouvoir pour prouver à S. A. Monsieur le Duc Louis la justification, qu'il a droit d'exiger. Mes soins n'ont pas été infructueux dans les Provinces de Gueldres, Utrecht, Overyssel et Groningue. Jusqu'à présent je n'ai pu réussir à faire prendre des résolutions telles que je le désirerois dans les trois autres provinces, mais du moins je me flatte de réussir à empêcher une résolution qui fut en contradiction avec les résolutions justificatoires des quatre provinces, qui se sont expliquées sur cette affaire. Je ne sçais quelles propositions pourront encore se faire, soit par quelque ville en Hollande, soit par quelque quartier en Frise, mais je crois être sûr que je pourrai du moins en Hollande empêcher toute résolution violente, et je ne puis croire que la province de Frise en vienne à prendre une telle résolution, qui ne pourroit être d'aucun effet. V. A. peut être persuadée de mon ardeur et de mon zèle pour faire prendre à cette affaire une tournure aussi avantageuse et favorable pour S. A. Monsieur le Duc Louis qu'il me sera possible. Je suis convaincu que ce qu'on a allégué contre lui ne sont que des abominables calomnies, et je le connois depuis trop longtems pour ne pas le sçavoir incapable d'un attachement trop fort pour une Puissance, dont les intérêts sont contraires à ceux du Pays, qu'il sert depuis plus de trente ans et qu'il

s'étoit choisi pour Patrie, et qui a pu voir son zèle en toute occasion. Je suis très convaincu que dans tous les conseils, qu'il a eu la bonté de me donner dans des affaires de conséquence, il n'a eu en vue que le bien-être et la gloire de ce Pays et celle de ma Maison et que jamais il n'a avisé pour des mesures, qu'il regardoit contraires aux vrais intérêts de cette République.

Je saisis cette occasion pour assurer V. A. de mon zèle pour l'obliger en tout ce qui dépend de moi et de mon désir de la convaincre de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCLXXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Départ prochaine pour Paris.

Le 4 décembre 1781.

. . . . Dans cet état des affaires je crois devoir, Monsieur le Comte, profiter de la permission que S. M. a bien voulu me donner d'aller passer quelques jours à Paris ou à Versailles, et il me semble qu'il ne peut qu'être utile au bien du Service du Roi, que j'aye l'honneur de m'entretenir avec vous sur un objet aussi important et de recevoir une direction plus particulière de vos lumières et de votre sagesse. Je me propose donc, Monsieur le Comte, de partir d'ici Samedi 8 de ce mois, aprés avoir terminé tous les petits détails relatifs à la négociation de l'emprunt. . . .

LETTRE DCCCLXXXV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Espions des Anglois en Hollande.

—

16 December 1781.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de missive van den Schout-bij-Nagt van Kindsbergen. Ik kan mij volmaakt conformeeren met de voorslag omtrent de berging der pacquetbooten bij die missive gedaen. Het mercantiel belang, gevoegt met het intrest van 's Lands posterijen, schijnen tegens de volstrekte afwijzing der Engelsche pacquetbooten niet weinig aan te loopen, en wat het politicq object betreft, zoude ik twijffelen of daaraan (onder de noodige precautien ten aanzien der forteresse van Helvoetsluis) wel swaar getilt moet werde, zoolang de domestique en verdere spionnen van de geweezene Groot-Brittannische Ambassadeur alhier gedult werden, zoolang de bewuste veragtelijke en schandelijke smous of Jood Pinto [1]) in 's Hage onder het oog van den Souverain gedoogt werd, en met één woord, zoolang het Land van Engelschen huurlingen, zoo te Rotterdam als elders, niet gezuivert werd....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) A moins que, ce qui est peu probable, le conseiller-pensionnaire ne qualifie de „Juif détestable et infame" le banquier Isaac de Pinto, bien connu par son érudition et par les services qu'il rendait au gouvenement de la République, il est douteux quel est le personnage désigné de telle façon.

LETTRE DCCCLXXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]. *Réponse. Même sujet.*

—

16 December 1781.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik ben U. W. E. G. zeer verplicht voor deszelfs gegevene consideratien omtrent het admitteeren bij continuatie der pacquetbooten bij Hellevoetsluys, en ben volkomen eens dat het noodig zoude zijn alle spions en huurlingen van Engeland uit deeze Landen te bannen en volgens de wetten te straffen, en denke dat alle middelen moeten worden aengewend om te intercepteeren de brieven die, zoo aen den Jood Pinto als aen de zoo te Rotterdam als elders suspecte persoonen, koomen of die dezelfve schrijven, opdat het Land daervan kan gezuivert worden, zoo ietwes tot hunne lasten kan gedecouvreert worden, hetgeene zoude authoriseeren om dezelve wegh te jaegen, zoo niet aen lijf of leven te straffen, na exigentie van zaeken. Ik zal trachten zooveele precautien te doen neemen als te doen zal zijn om het verblijf der pacquetbooten in de haven van Helvoetsluys zoo min gevaerlijk te maeken als eenigsints mogelijk is....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE DCCCLXXXVII.

L'impératrice de Russie au prince d'Orange. Mission du conseiller Markoff.

—

St. Petersbourg, le 20 Décember 1781.

Monsieur mon Cousin.

Ayant jugé nécessaire, dans les circonstances actuelles, d'accréditer une personne expresse auprès des

[1] *Minute authographe du prince.*

Etats-Généraux des Provinces-Unies pour y résidér en qualité de mon Ministre et vaquer à mes affaires conjointement avec mon Envoyé extraordinaire le prince de Gallitzin, j'ai choisi pour cet effet le sieur Marcoff, mon conseiller de chancellerie. Comme il connoit à fond l'estime et l'affection que je porte a V. A. S. je l'ai chargé particulièrement de Lui en renouveller les assurances dans les termes les plus expressifs et de travailler à rendre sa mission auprès des Etats-Généraux personellement agréable à V. A. S. en concourant à tout ce qui peut constater à ses yeux la sincérité de ces sentimens. Sur ce je prie Dieu qu'il Vous ayt, Monsieur mon Cousin, en sa sainte et digne garde.

De Votre Altesse Sérénissime, la très affectionée cousine Cathérine.

LETTRES DCCCLXXXVIII.

Le sécrétaire d'ambassade De Bérenger au comte de Vergennes. Le délai de l'acceptation de la médiation Russe.

—

Le 25 Décembre 1781.

....Le Roi n'a donné jusqu'à présent que des témoignages de bienveillance et d'intérêt à la République. Sa justice et sa modération forment avec les procédés tyranniques de l'Angleterre un contraste frappant, qui, en augmentant l'animosité contre ses ennemis, ne peut manquer de concilier à S. M. le respect et la reconnoissance de tous les bons citoyens. Ce n'est qu'en propageant, pour ainsi dire, et en concertant cette heureuse impression, que nous devons espérer de rompre les liens qui ont attaché si longtems les Provinces-Unies à la Grande Bretagne et les accoutumer à regarder la France, sinon comme l'unique, du moins comme le plus précieux et le puissant appuy

de leur conservation et de leur liberté. Je penserois donc, Monseigneur, qu'en nous occupant secrettement et avec la plus grande prudence du soin de prolonger les délais de l'acceptation de la médiation de la Russie, il est très intéressant que ces délais ne nous soyent imputés ni à La Haye, ni à Petersbourg et je m'arrêterois d'autant plus volontiers à ce plan, que quel qu'en soit le succès, il est difficile de croire qu'il aboutisse à une négociation sérieuse: une paix particulière entre l'Angleterre et la République exigeroit des sacrifices trop amers et trop humiliants de la part de l'une ou de l'autre de ces deux Puissances, pour que, dans l'état actuel des choses, on puisse humainement présumer qu'elle aura lieu....

LETTRES DCCCLXXXIX.

Le prince d'Orange au roi de Prusse[1]). *La situation critique de la République.*

—

A sa Majesté le Roi de Prusse.

La Haye, ce 25 Décembre 1781.

Sire.

Je croirois manquer à mon devoir, si je ne saisissois avec le plus vif empressement l'occasion favorable, que me fournit l'approche du renouvellement d'année, pour assurer V. M. des voeux que je ne cesse de faire pour sa prospérité, sa conservation et sa gloire, et pour qu'il plaise au Tout-Puissant de la combler de ses précieuses bénédictions. Puisse V. M. jouir de tout ce qui peut contribuer à la rendre parfaitement heureuse et voir ses jours prolongés jusques aux bornes les plus reculées de la vie humaine; qu'Elle

[1]) *Minute autographe du prince.*

me permette en même temps de me recommander avec ma Famille à la continuation de sa bienveillance, dont V. M. a bien voulu me donner tant de marques signalées. La princesse mon Epouse a pris la liberté d'écrire à V. M. la situation critique où cette République se trouve; je ne puis m'empêcher de rendre mes très humbles actions de grâces pour tout ce qu'Elle a bien voulu dire de moi à cette occasion et pour les bons avis qu'Elle a daigné nous donner. J'ose espérer que V. M. ne nous abandonnera pas et qu'Elle voudra bien ne pas voir d'un oeuil indifférent ce qui pourroit tendre à faire perdre à cette République sa liberté et son indépendanc. V. M. peut être persuadée que mon plus ardent désir est de mettre cet Etat dans une situation respectable et respectée: tel a été toujours le but que j'ai suivi constamment, et je crois que les vrais intérêts de la République exigent qu'Elle soit en paix avec tous ses Voisins, mais que, pour obtenir ce but, elle doit toujours être armée, tant par terre que par mer, d'une manière qui peut suffire à defendre son territoire et à protéger son commerce.

J'ai cru de mon devoir de soumettre à V. M. mes sentiments sur un objet aussi intéressant pour un Pays, auquel je suis attaché par naissance, par affection et par serment....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCXC.

Le roi de Prusse au prince d'Orange Réponse.

—

Berlin, ce 3 de Janvier 1782.

Monsieur mon Cousin et Nevue.

Je vous suis très obligé des souhaits, que vous voulez bien me faire pour la nouvelle année, et je puis

Vous assurer que je désire bien sincèrement que toutes les bénédictions du Ciel se répandent sur vous et la Hollande, non seulement dans cette année-ci, mais encore dans les suivantes.

La République se trouve sans doute maintenant dans une espèce de crise, mais il faut espérer qu'elle s'en tirera honorablement et que la guerre ne durera pas au delà de l'année dans laquelle nous venons d'entrer. La rupture du Traité de la barrière oblige nécessairement la République à prendre d'autres mesures, pour qu'elle puissse tenir lieu de barrière à elle-même, en quoi elle pourroit réussir surtout si, par de bonnes et solides alliances, elle peut en imposer à ceux qui voudroient tomber sur elle.

Je prie V. A. S. de regarder cet avis comme une nouvelle marque de l'intérêt sincère, que je prens au bonheur de la République....

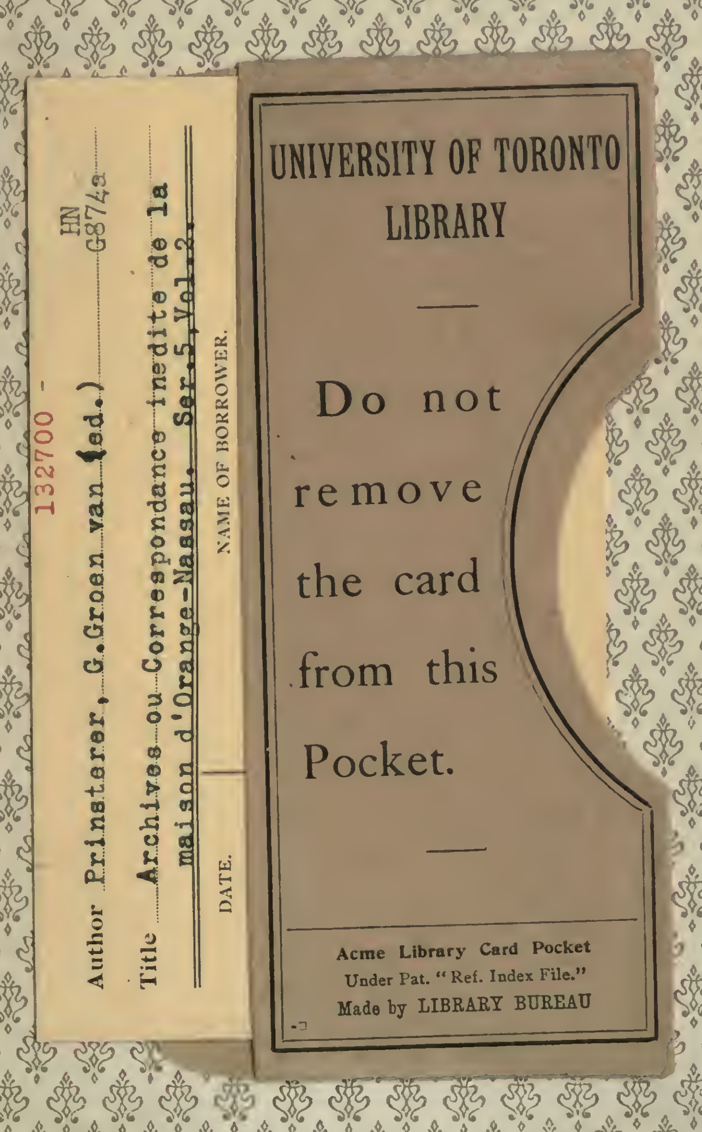
FÉDÉRIC.

ADDENDA ET CORRIGENDA.

Serie V, vol. I, (Introduction) p. VI, l. 3: la titre, lisez: le titre.
ibid. p. XIX, l. 14: ci, lisez: ce.
vol. I, p. 39, note, l. 3: ou, lisez: au.
p. 75, note, l. 3: nobless, lisez: noblesse.
p. 164, note 4, l. 1: par, lisez: pas.
p. 194, note 1, l. 1: eridemment, lisez: évidemment.
p. 235, note 1, l. 3: 1717, lisez: 1711.
ibid. l. 8: en, lisez: eu.
p. 324, note, l. 2; affaire, lisez: l'affaire.
p. 371, note 1, l. 3: domaines, lisez: domaine.
p. 387, note 1, l. 3: menasaient, lisez: menaçaient.
p. 452, l. 7 et note: On trouvera l'affaire du „jour de jeûne" dans les Mém. de Hardenbroek, I. p. 410.
p. 453, note 1, l. 2: connues, lisez: connus.
p. 613, l. 17 et note: Mr. Fraser n'est pas le colonel de ce nom, mais le sous-secrétaire du département des affaires étrangères William Fraser.
p. 654, note, l. 1: égarée, lisez: égaré.

Serie V, vol. II, p. 12, note, l. 3: superciption, lisez: superscription.
p. 135, en marge, l. 13: conferm, lisez: conform.
p. 254, note 2, l. 3: asser, lisez: assez.
p. 300, note, l. 1: conservée, lisez: conservé.
p. 394, note 2, l. 2: laisé, lisez: laissé.
p. 474, note 1, l. 1: claire, lisez: chaire.
p. 492, note, l. 2: aujotant, lisez: ajoutant.
p. 534, note, l. 2: autérieure, lisez antérieure.
p. 541, superscription: due, lisez: duc.
p. 543, superscription: ehangées, lisez changées
p. 550, note, l. 3: Leunox, lisez: Lennox.
p. 564, superscription: emprnnt lisez: emprunt.
p. 609, l. 4: Les numéros 24, 25 et 26 du P. H. traitaient l'affaire du duc de Brunswic.




132700 -
HN
G874a
Author Prinsterer, G. Groen van (ed.)
Title Archives ou Correspondance inedite de la maison d'Orange-Nassau. Ser.5, Vol.2.
DATE.
NAME OF BORROWER.
UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

